

## **LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MARNE**

### **COMMUNIQUE**

que le Recueil des Actes Administratifs du Département de la Marne –  
**N° 11 du 29 octobre 2020** - est mis à la disposition du public aux heures d'ouverture des bureaux, à l'Hôtel du Département de la Marne :

**Direction Générale des Services du Département**

**2 bis, rue de Jessaint**

**51038 CHALONS-en-CHAMPAGNE CEDEX**

ainsi que sur le site du Conseil départemental [www.marne.fr](http://www.marne.fr) (onglet « E-services » ;  
rubrique «administration») le 29 octobre 2020.

# **RECUEIL**

## **DES ACTES**

### **ADMINISTRATIFS**

**N° 11 – 29 octobre 2020**



# S O M M A I R E

---

- Arrêtés du Président du Conseil départemental portant sur la réglementation de la circulation routière,
- Arrêtés du Président du Conseil départemental portant sur le secteur Médico-Social,
- Conventions,
- Délibérations du Conseil départemental  
Commission permanente du vendredi 16 octobre 2020
- Délibérations du Conseil départemental  
Séance plénière du vendredi 16 octobre 2020

## **AVERTISSEMENT**

**En application des dispositions du règlement européen relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD), certaines délibérations du Conseil Départemental de la Marne ont été anonymisées.**

**Le texte intégral des actes cités dans ce recueil peut être consulté par les personnes ayant un intérêt légitime à en connaître en vertu du Code de justice administrative à :**

**L'Hôtel du département  
Direction générale des services  
Service de l'Assemblée  
40, rue Carnot à Châlons en Champagne**



**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
n° 20-AT-1311-CO-TRX  
Portant réglementation de la circulation

**Véloroute V52**

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 22/09/2020 de l'entreprise DEGIS, 34 Rue du Lt Colonel Beaulieu - 51100 REIMS, représentée par Monsieur Ahmed OUAKEB, directeur, pour le compte de la Mairie de Magenta, de neutraliser la passerelle de la véloroute (V52);

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, des travaux de réhabilitation de 2 ouvrages Rue Alfred Anatole Thevenet (ex N 2051) entraînent la fermeture de la passerelle de la véloroute et nécessitent de réglementer la circulation du 05/10/2020 au 31/12/2020 de l'accès à la passerelle Rue Alfred Anatole Thevenet (PR 0+28738) sur 136 mètres donnant sur la véloroute V52 jusqu'au PR 0+28610 (Magenta), dans les 2 sens situé hors agglomération,

**ARRÊTÉ**

**Article 1** - À compter du 05/10/2020 et jusqu'au 31/12/2020, l'accès à la passerelle Rue Alfred Anatole Thevenet sur 136 mètres donnant sur la véloroute V52 au PR 0+28610 (Magenta), dans les 2 sens, situé hors agglomération, est interdit.

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les services techniques de la Mairie de Magenta.

**Article 3** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale.

**Article 4** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.

**Article 5** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

**Article 6** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Monsieur le Maire de Magenta et Monsieur le Maire de Dizy

pour information à :  
Monsieur le Directeur départemental des territoires et le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)

Fait à Blancs-Coteaux, le 01/10/2020

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
Le responsable de la CIP Ouest



Dominique LAROCHE

**DIFFUSION:**

Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Monsieur le Directeur général des services  
Monsieur le Maire de Magenta  
Monsieur le Conseiller départemental du canton de Epemay 1  
Madame la Conseillère départementale du Canton de Epemay 1  
Monsieur le Maire de Dizy

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
n° 20-AT-1312-CO-TRX  
Portant réglementation de la circulation

D009

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 01/10/2020 de l'entreprise COLAS, 3 Rue des Poinçoniers - BP 191 - 51206 EPERNAY, représentée par Monsieur DALIGAULT Yannis, de restreindre la circulation routière sur la RD9;

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, des travaux de pose de buses, têtes de sécurité et remblais, nécessitent de réglementer la circulation du 05/10/2020 au 09/10/2020, D009 du PR 45+0855 au PR 46+0443 (Oiry) situés hors agglomération,

**ARRÊTE**

**Article 1** - À compter du 05/10/2020 et jusqu'au 09/10/2020, la vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h D009 du PR 45+0855 au PR 46+0443 (Oiry) situés hors agglomération.

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par COLAS - Agence d'EPERNAY.

**Article 3** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale.

**Article 4** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.

**Article 5** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

**Article 6** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Madame le Maire d'Oiry

pour information à :  
Monsieur le Directeur départemental des territoires et le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)

Fait à Blancs-Coteaux, le 01/10/2020

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
Le responsable de la CIP Ouest



Dominique LAROCHE

**DIFFUSION:**

Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Madame le Maire d'Oiry

Monsieur le Conseiller départemental du Canton d' Epernay 2  
Madame la Conseillère départementale du Canton de Epernay 2  
Monsieur Yannis DALIGAULT (COLAS - Agence d'EPERNAY)

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

## **ARRETE TEMPORAIRE**

**n° 20-AT-1324-NO-TRX**

**Portant réglementation de la circulation**

**D944**

### **Le Président du Conseil départemental**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;  
Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8 ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;  
Vu l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine ;  
VU l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales ;  
Vu la consultation du 7/10/2020 des services concernés ;  
Vu l'avis de Monsieur le Maire de Sillery en date du 7/10/2020 ;  
Vu l'avis de la responsable du service des transports scolaires Grand Reims en date du 7/10/2020 ;  
Vu l'avis du commandant de brigade de la gendarmerie compétente de Taissy, en date du 8/10/2020 ;  
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, des travaux urgents sur les joints de l'ouvrage d'art « Pont sur le Canal de l'Aisne à la Marne », D944 au PR 30+425, hors agglomération de Sillery nécessitent de réglementer la circulation le 8/10/2020.

Arrête

Article 1

Le 8/10/2020, la circulation des véhicules est interdite de 13h00 à 18h00, D944 du PR 28+104 au PR 31+012 situé hors agglomération de Sillery, Prunay et Verzenay.

Article 2

DEVIATION

Le 8/10/2020, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : D8e3, D8, D8e4 située hors agglomération de Sillery et de Verzenay.

### Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la CIP Nord.

### Article 4

Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Monsieur le Maire de Sillery

pour information à :  
Monsieur le Directeur départemental des territoires et le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)

Fait à Reims, le 8/10/2020

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le responsable de la CIP Nord



Reynald DEVYNCK

### DIFFUSION:

Monsieur le Préfet de la Marne  
Madame la Présidente du Grand Reims  
Monsieur Le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)  
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique (DDSP) de la Marne  
Monsieur le Directeur départemental des territoires  
Le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de la Marne  
Monsieur le Directeur général des services  
Monsieur le Maire de Sillery  
Monsieur le Maire de Prunay  
Monsieur le Maire de Verzenay  
Monsieur et Madame les conseillers départementaux du canton Reims 8  
Monsieur et Madame les conseillers départementaux du canton Mourmelon Vesle et Monts de Champagne  
Madame la responsable du service des transports scolaires de la région Grand Est



Madame la responsable du service des transports scolaires de la communauté urbaine du Grand Reims

Madame Demerlier/CIP Nord

Monsieur Legrand/CIP Nord

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
n° 20-AT-1328-SO-TRX  
**Portant réglementation du stationnement et de la circulation  
sur la R.D 46**

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 5 octobre 2020 de Madame Clémence HURET, représentant la société SAS Benoit CHEVRIER sise 4 Chemin de Saint Martin 62128 CROISILLES agissant au nom et pour le compte de la SNEF ;

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, pendant les travaux de tirage et de raccordement de fibre optique, il est nécessaire de réglementer la circulation du 12/10/2020 au 11/12/2020, sur la R.D 46 du PR 5+0840 au PR 8+0000 situés hors agglomération d'Esternay et de La Noue,

**ARRÊTE**

**Article 1** - À compter du 12/10/2020 et jusqu'au 11/12/2020, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la R.D 46 du PR 5+0840 au PR 8+0000 situés hors agglomération d'Esternay et de La Noue :

- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h.
- Le dépassement des véhicules est interdit.
- Le stationnement des véhicules est interdit.

Selon l'évolution du chantier, la circulation sera alternée par piquets K10

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la SAS Benoit CHEVRIER.

**Article 3** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale.

**Article 4** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.

**Article 5** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

**Article 6** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Monsieur le Maire de La Noue et Monsieur le Maire d'Esternay

pour information à :  
Monsieur le directeur de la SAS Benoit CHEVRIER, monsieur le Directeur départemental des territoires, le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT), Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité, Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE, Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Fait à Montmirail, le 09/10/2020

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation  
L'Adjoint au responsable de la CP Ouest  
secteur Montmirail

Grégory CHAPERT

**DIFFUSION:**

Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité  
Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE  
Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)  
Madame Clémence HURET (SAS Benoit CHEVRIER)  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Monsieur le Maire de La Noue  
Monsieur le Maire d'Esternay

**ANNEXES:**

Arrêté temporaire  
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
n° 20-AT-1331-SO-TRX  
Portant réglementation de la circulation  
sur la R.D 346

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 2 octobre 2020 de Monsieur Philippe MARTINS représentant la société MARTINS TP sise 4 rue de la Grande Carrière 51150 ATHIS agissant au nom et pour le compte de la Communauté de Communes de Sézanne Sud Ouest Marnais ;

**VU** l'avis de Monsieur le Maire de la commune de MOEURS VERDEY, de Madame le Maire de la commune de LES ESSARTS LES SEZANNE, de Monsieur le Maire de la commune de LACHY ;

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, pendant les travaux de mise en place d'un réseau d'eau potable, il est nécessaire de réglementer la circulation du 15/10/2020 au 27/11/2020, sur la R.D 346 du PR 5+0870 au PR 6+0303 situés hors agglomération de Moeurs-Verdey,

**ARRÊTE**

**Article 1** - À compter du 15/10/2020 et jusqu'au 27/11/2020, la circulation sera interrompue au droit du chantier sur la R.D 346 du PR 5+0870 au PR 6+0303 situés hors agglomération de Moeurs-Verdey.

**Article 2** - DEVIATION

À compter du 15/10/2020 et jusqu'au 27/11/2020, une déviation est mise en place pour tous les véhicules et empruntera les voies suivantes :

- la R.D 373, du carrefour R.D 346/R.D 373 jusqu'au carrefour R.D 373/V.C 3
- la V.C 3, du carrefour R.D 373/V.C 3 jusqu'au carrefour V.C 3/R.D 346 (en agglomération de Lachy)
- la R.D 346, du carrefour V.C 3/R.D 346 jusqu'à l'origine du barrage.

**Article 3** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la société MARTINS TRAVAUX PUBLICS.

**Article 4** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale.

**Article 5** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.

**Article 6** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

**Article 7** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :

Madame le Maire des Essarts-lès-Sézanne, Monsieur le Maire de Lachy et Monsieur le Maire de Moeurs-Verdey

pour information à :

Monsieur le Directeur de la société MARTINS TRAVAUX PUBLICS, Monsieur le Directeur départemental des territoires, le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT), Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE, Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et Monsieur le responsable du Pôle Transport scolaires et interurbains Agence Territoriale de Châlons en Champagne.

Fait à Montmirail, le 13/10/2020

pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
L'Adjoint au responsable de la CIP Ouest  
secteur Montmirail

Grégory CHAPERT

**DIFFUSION:**

Monsieur le Préfet de la Marne  
Filipe MARTINS (MARTINS TRAVAUX PUBLICS)  
Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE  
Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)  
Monsieur le responsable du Pôle Transport scolaires et interurbains Agence Territoriale de Châlons en Champagne  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Monsieur le Directeur général des services  
Madame le Maire des Essarts-lès-Sézanne  
Monsieur le Maire de Lachy  
Monsieur le Maire de Moeurs-Verdey

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
n° 20-AT-1333-SO-TRX  
Portant réglementation du stationnement et de la circulation  
sur la R.D 951

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 9 octobre 2020 de Monsieur Paul LEQUIEN, représentant la société DRTP sise Z.I rue des Ormissets 51530 OIRY agissant au nom et pour le compte de LOSANGE ;

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, pendant les travaux d'implantation de poteaux pour le déploiement du réseau fibre optique, il est nécessaire de réglementer la circulation du 22/10/2020 au 30/10/2020, sur la R.D 951 du PR 75+0600 au PR 76+0600 situés hors agglomération de Talus Saint Prix ,

**ARRÊTE**

**Article 1** - À compter du 22/10/2020 et jusqu'au 30/10/2020, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la R.D 951 du PR 75+0600 au PR 76+0600 situés hors agglomération de Talus Saint Prix .

- La circulation est alternée par feux .
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h.
- Le dépassement des véhicules est interdit.
- Le stationnement des véhicules est interdit.

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la société DRTP.

**Article 3** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale.

**Article 4** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.



**Article 5** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

**Article 6** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Monsieur le Maire de Talus-Saint-Prix

pour information à :  
Monsieur le directeur de la société DRTP, Monsieur le Directeur départemental des territoires, le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT), Monsieur le Président du Conseil départemental, Madame la Conseillère départementale du Canton de Dormans - Paysages de Champagne, Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE, Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité.

Fait à Montmirail, le 14/10/2020

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
L'Adjoint au responsable de la CIP Ouest  
secteur Montmirail

Grégory CHAPERT

**DIFFUSION:**

Monsieur Paul LEQUIEN (DRTP)  
Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Président du Conseil départemental  
Madame la Conseillère départementale du Canton de Dormans - Paysages de Champagne  
Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE  
Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)  
Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Monsieur le Maire de Talus-Saint-Prix

**ANNEXES:**

Arrêté temporaire  
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**  
**n° 20-AT-1338-SO-TRX**  
**Portant réglementation du stationnement et de la circulation**  
**sur la R.D 223**

**Le Président du Conseil départemental**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature aux responsables des circonscriptions des infrastructures et du patrimoine;

**VU** l'arrêté du 19 février 2013 de Monsieur le Président du Conseil général de la Marne portant refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales;

**VU** la demande en date du 16 octobre 2020 de Monsieur Thierry HANAU représentant l'EARL DE MARLAIS sise Ferme de Marlais 51270 ORBAIS L'ABBAYE et l'accord à titre exceptionnel de M. Frédéric LUCOT, Technicien territorial de la C.I.P Ouest ;

**CONSIDÉRANT** que pour assurer la sécurité des usagers, pendant les travaux de chargement de betteraves, il est nécessaire de réglementer la circulation le 20/10/2020 sur la R.D 223 du PR 0+0260 au PR 1+0000 situés hors agglomération de Corrobert,

**ARRÊTE**

**Article 1** - Le 20/10/2020, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la R.D 223 du PR 0+0260 au PR 1+0000 situés hors agglomération de Corrobert.

- La circulation est alternée par feux ou piquets K 10.
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h.
- Le dépassement des véhicules est interdit.
- Le stationnement des véhicules est interdit.

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'EARL DE MARLAIS.

**Article 3** - Pendant les périodes d'inactivité du chantier, les signaux en place devront être déposés ou occultés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles de toute nature) et que la circulation aura été rendue dans sa configuration initiale. Le pétitionnaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour effectuer le nettoyage éventuel de la chaussée ou de ces accotements (balayage, aspiration) en cas d'apport de boue provoqué par la circulation des véhicules du chantier

**Article 4** - En cas de non respect de ces dispositions le département de la Marne se substituera au pétitionnaire défaillant et prendra toutes dispositions conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers à la charge de ce dernier.



**Article 5** - En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution précisé à l'article 1 du présent arrêté le pétitionnaire devra impérativement en informer le gestionnaire de la voirie au moins une semaine avant la fin de validité du présent arrêté pour qu'il soit prorogé autant que de besoin.

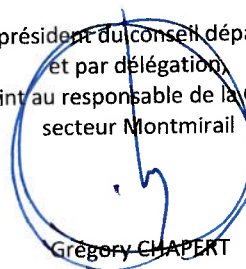
**Article 6** - Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie et Monsieur le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera adressée :

pour publication et affichage à :  
Monsieur le Maire de Corrobert

pour information à :  
Monsieur le Directeur de L'EARL DE MARLAIS, Monsieur le Directeur départemental des territoires, le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT), Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne, Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE, Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité

Fait à Montmirail, le 19/10/2020

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,  
L'Adjoint au responsable de la CIP Ouest  
secteur Montmirail



Grégory CHAPERT

**DIFFUSION:**

Monsieur Thierry HANAU (EARL DE MARLAIS)  
Monsieur le Directeur départemental des territoires  
le centre d'information et de gestion du trafic (CIGT)  
Monsieur le Conseiller départemental du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Madame la Conseillère départementale du canton de Sézanne - Brie et Champagne  
Monsieur le Directeur du SMUR de SEZANNE  
Monsieur le Commandant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie  
Madame la Cheffe du service des transports et de la mobilité  
Monsieur Thierry HANAU (EARL DE MARLAIS)  
Monsieur le Maire de Corrobert

**ANNEXES:**

Arrêté temporaire  
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

*Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-101*

.....  
*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**VU :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III,
- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le SAS Claire Morandat, établissement pour enfants, relevant de la compétence du département ;

**SUR :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE :**

**Article 1** : Le prix de journée applicable au SAS Claire Morandat à Reims est fixé, à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2020** à **60.20 €**.

**Article 2** : Dans l'attente du prix de journée 2021, à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**, le prix de journée applicable au SAS Claire Morandat est de **68.09 €**

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil Départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Gand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-102

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention du 22 avril 2010 conclue entre le Président du Conseil Général et l'établissement pour le versement d'un prix de journée globalisé ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par la MESAT, établissement pour enfants, relevant de la compétence du département.

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE** :

**Article 1** : Le prix de journée globalisé de la MESAT est fixé à **497 640 € pour l'année 2020** correspondant à un prix de journée de **291.36 €**.

**Article 2** : Conformément à l'article R314-116, ce prix de journée est versé par douzième mensuel correspondant à un montant de **41 470 € à compter du mois de novembre 2020 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant.**

**Article 3** : Compte tenu du montant mensuel de 39 634 € versé de janvier à septembre 2020 et de la régularisation à réaliser, le **montant de la mensualité pour le mois d'octobre 2020 est fixé à 57 994 €.**

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **2 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.8  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-100

.....  
*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par la maison d'enfants à caractère social Morandat, relevant de la compétence du département ;

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE** :

**Article 1** : Le prix de journée applicable au **1<sup>er</sup> octobre 2020** de la MECS Morandat est fixé à **181.09 €**.

**Article 2** : Le prix de journée **des personnes ressortissant du Département de la Marne**, qui assume par ailleurs les charges d'investissement et d'entretien de la maison d'enfants est de **157.21 €**.

**Article 3** : Dans l'attente du prix de journée 2021, à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**, le prix de journée applicable à la MECS est de **238.63 €** et le prix de journée des personnes ressortissant du Département de la Marne qui assume par ailleurs les charges d'investissement et d'entretien de la maison d'enfants est de **214.75 €**.

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Âge et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des Etablissements**

*Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Réf : 2020-106*

.....  
*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles, et plus particulièrement ses Articles L.221-1, L-221-5 et L.312-1 ;
- la convention signée en date du 6 juillet 2011 entre Monsieur le Président du Conseil Général et Madame la Présidente du Club de Prévention d'Epernay, et plus particulièrement son Article 9 ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par la structure, relevant de la compétence du Département.

**S U R :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,



**ARRETE :**

**Article 1 :** Le prix de journée applicable à compter du **1er octobre 2020** au Service d'Accueil Mère/Enfant du Club de Prévention d'Epernay est fixé à **45.25 €**

**Article 2 :** A compter du **1er janvier 2021**, et dans l'attente de la parution du nouvel arrêté de prix de journée, le prix de journée applicable s'élève à **43.95 €**. Il correspond aux prix de journée moyen fixé au titre de l'exercice 2020.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs et notifié à :

⇒ M le Directeur du Club de Prévention d'Epernay

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **2 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-104

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**VU :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention du 22 avril 2010 conclue entre le Président du Conseil Général et l'établissement pour le versement d'un prix de journée globalisé ;
- l'arrêté du Président du Conseil Départemental en date du 12 juin 2019 transformant l'accueil de jour en placement éducatif à domicile à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le placement éducatif à domicile (PEAD) de Morandat, établissement pour enfants, relevant de la compétence du département ;

**SUR :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE :**

**Article 1** : Le prix de journée globalisé de l'accueil de jour et du placement éducatif à domicile de Morandat est fixé à **256 178.87 € pour l'année 2020** correspondant à un prix de journée de **55.70 €**.

**Article 2** : Conformément à l'article R314-116, ce prix de journée globalisé est versé par douzième mensuel. Les mensualités sont les suivantes :

| Mois      | Montant de la mensualité |
|-----------|--------------------------|
| Janvier   | 19 841,26 €              |
| Février   | 19 841,26 €              |
| Mars      | 19 841,26 €              |
| Avril     | 19 841,26 €              |
| Mai       | 19 841,26 €              |
| Juin      | 19 841,26 €              |
| Juillet   | 19 841,26 €              |
| Août      | 19 841,26 €              |
| Septembre | 19 841,26 €              |
| Octobre   | 34 911,05 €              |
| Novembre  | 21 348,24 €              |
| Décembre  | 21 348,24 €              |
| Total     | <b>256 178,87 €</b>      |

**Article 3** : A compter du 1er janvier 2021, dans l'attente de la parution d'un nouvel arrêté, l'établissement percevra des mensualités de **21 348.24 €**.

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil Départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-103

.....  
*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention du 24 juin 2010 conclue entre le Président du Conseil Général et l'établissement pour le versement d'un prix de journée globalisé ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le DAPAJ, établissement pour enfants, relevant de la compétence du département.

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE** :

**Article 1** : La dotation globalisée du Dispositif d'Accompagnement et de Préparation à l'Autonomie des Jeunes (DAPAJ) est fixée à **447 851 € pour l'année 2020** correspondant à un prix de journée de **235.71 €**.

**Article 2** : Conformément à l'article R314-116, cette dotation est versée par douzième mensuel correspondant à un montant de **37 321 € à compter du mois de novembre 2019 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant**.

**Article 3** : Compte tenu du montant mensuel de 36 215 € versé de janvier à septembre 2019 et de la régularisation à réaliser, **le montant de la mensualité pour le mois d'octobre 2019 est fixé à 47 274 €**.

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des établissements**

*Affaire suivie par : Thomas FANCHIN  
Tél. : 03.26.69.59.27  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel : thomas.fanchin@marne.fr  
Référence : 2020-116*

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- l'arrêté du 3 septembre 2019 fixant la dotation globalisée allouée au SAVS SAMSAH de l'Elan Argonnais pour l'année 2020
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le SAVS-SAMSAH de l'Elan Argonnais à Sainte Menehould, établissement pour personnes handicapées relevant de la compétence du Département.

**S U R :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE :**

**Article 1** : Le prix de journée globalisé pour 2020 est fixé à **353 216 €** pour le SAVS-SAMSAH ELAN ARGONNAIS correspondant aux prix de journées suivants :

**- Tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :**

**Accompagnement régulier : 22,55 €**

**Accompagnement renforcé : 29,87€**

**Article 2** : Conformément à l'article R314-116, ce prix de journée globalisé est versé par douzième mensuel. Les mensualités sont les suivantes :

| Mois      | Montant de la mensualité |
|-----------|--------------------------|
| Janvier   | 21 635,00 €              |
| Février   | 21 635,00 €              |
| Mars      | 21 635,00 €              |
| Avril     | 21 635,00 €              |
| Mai       | 21 635,00 €              |
| Juin      | 21 635,00 €              |
| Juillet   | 21 635,00 €              |
| Août      | 21 635,00 €              |
| Septembre | 21 635,00 €              |
| Octobre   | 52 834,00 €              |
| Novembre  | 52 834,00 €              |
| Décembre  | 52 834,00 €              |
| Total     | <b>353 217,00 €</b>      |

**Article 3** : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et dans l'attente de la parution d'un nouvel arrêté, l'établissement percevra des mensualités de **29 435 €**.

**Tarifs moyens 2020 applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :**

**Accompagnement régulier : 13,96 €**

**Accompagnement renforcé : 27,71€**

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ M. le Directeur Général de l'association ELAN ARGONNAIS,
- ⇒ Mme la Directrice Générale de l'ARS Grand-Est

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services

  
Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des établissements**

*Affaire suivie par : Thomas FANCHIN  
Tél. : 03.26.69.59.27  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel : thomas.fanchin@marnes.fr  
Référence : 2020-114*

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le Foyer de Vie LE JOLIVET à Suippes, association ELAN ARGONNAIS, établissement pour personnes handicapées relevant de la compétence du département.

**S U R :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**A R R E T E :**

**Article 1 :** Le prix de journée applicable au Foyer de Vie LE JOLIVET à Suippes est fixé, à compter du **1er octobre 2020** à :

- **Montant net : 101,95 €**
- **Montant brut : 157,13 €**



**Article 2 :** Dans l'attente du prix de journée 2021 à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**, le prix de journée applicable au foyer de vie LE JOLIVET à Suippes sera le prix de journée moyen :

- **Montant net: 102,25 €**
- **Montant brut : 130,10 €**

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département, Monsieur le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

⇒ M. le Directeur Général de l'association ELAN ARGONNAIS

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **2 OCT, 2020**

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des établissements**

*Affaire suivie par : Thomas FANCHIN  
Tél. : 03.26.69.59.27  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel : thomas.fanchin@marne.fr  
Référence : 2020-117*

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- Les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le foyer d'hébergement Les Foyers de l'Argonne (Résidence Simone Vadier et Résidence La Roseraie), établissement pour personnes handicapées relevant de la compétence du Département.

**S U R :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**A R R E T E :**

**Article 1** : Le prix de journée applicable au foyer d'hébergement Les Foyers de l'Argonne à Sainte Menehould est fixé, à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2020** à :

- **Montant net: 75,15 €**
- **Montant brut : 168,45 €**

**Article 2** : Dans l'attente du prix de journée 2021, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le prix de journée applicable au foyer d'hébergement Les Foyers de l'Argonne à Sainte Menehould sera le prix de revient moyen :

- **Montant net : 88,88 €**
- **Montant brut : 125,69 €**

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département, Monsieur le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

⇒ M. le Directeur Général de l'association ELAN ARGONNAIS

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des établissements**

*Affaire suivie par : Thomas FANCHIN  
Tél. : 03.26.69.59.27  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel thomas.fanchin@marnes.fr  
Référence : 2020-115*

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le Foyer LA MAISON AU BORD DE L'AUVE, établissement pour personnes handicapées relevant de la compétence du département.

**S U R :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**A R R E T E :**

**Article 1 :** Les prix de journées applicables au Foyer LA MAISON AU BORD DE L'AUVE à Sainte Menehould sont fixés, à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2020** à :

▪ **Internat :**

**Montant net : 99,45 €**

**Montant brut : 177,63 €**

▪ **Accueil de jour :**

**Montant net: 66,28 €**

**Montant brut : 118,42 €**

**Article 2 :** Dans l'attente de la validation du budget 2021, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les prix de journées applicables au foyer LA MAISON AU BORD DE L'AUVE à Sainte Meneould seront les prix de revient moyen soit :

▪ **Internat :**

**Montant net: 103,11 €**

**Montant brut : 136,48 €**

▪ **Accueil de jour :**

**Montant net: 68,74 €**

**Montant brut : 90,99 €**

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département, Monsieur le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

⇒ M. le Directeur Général de l'association ELAN ARGONNAIS

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 2 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



Guy CARRIEU

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/47**  
Châlons en Champagne,  
le 2 octobre 2020

*Affaire suivie par : P.GOMES*

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n°2020/36 du 18 août 2020 autorisant une modification de la modulation de l'agrément du multi-accueil Les P'tites hirondelles à MONTMIRAIL ;

**VU** la demande écrite du 25 septembre 2020 de Monsieur Etienne DHUICQ, Président du CCAS de Montmirail, sollicitant une modification de modulation de l'agrément à compter du 7 octobre 2020;

**VU** l'avis de la Puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – l'arrêté n°2020/36 du 18 août 2020 est abrogé

**ARTICLE 2** – un avis favorable est donné à compter du 7 octobre 2020, conformément à l'article R2324-20, le multi-accueil Les P'tites hirondelles est agréé dans les conditions suivantes :

⇒ Localisation : 28 rue du faubourg de Paris à MONTMIRAIL (51210)

⇒ Gestionnaire : C.C.A.S. de MONTMIRAIL – 12, rue Jeanne d'Arc – 51210 MONTMIRAIL

⇒ Capacité d'accueil : 27 enfants de 0 à 4 ans inclus selon l'agrément modulé suivant :

| Modulation souhaitée | 07h15 à 07h30 | 07h30 à 08h00 | 08h00 à 09h00 | 09h à 16h30   | 16h30 à 17h   | 17h à 17h30  | 17h30 à 18h |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|-------------|
| lundi                | 7             | 14            | 19            | 25            | 17            | 12           | 4           |
| mardi                | 7             | 14            | 19            | 27            | 19            | 12           | 14          |
| jeudi                | 7             | 14            | 19            | 27            | 19            | 12           | 4           |
| vendredi             | 7             | 14            | 19            | 27            | 15            | 7            | 4           |
|                      |               |               |               |               |               |              |             |
| Modulation souhaitée | 07h15 à 07h30 | 07h30 à 08h00 | 08h00 à 08h30 | 08h30 à 16h45 | 16h45 à 17h30 | 17h 30 à 18h |             |
| mercredi             | 3             | 8             | 14            | 16            | 7             | 4            |             |

⇒ Fermeture : 3 semaines en août, 1 à 1 semaine ½ en décembre et 2 ponts dans l'année

⇒ Direction : La direction de la structure est assurée par Madame JOUY BARTHELEMY Carine, infirmière et éducatrice de jeunes enfants

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au C.C.A.S de MONTMIRAIL et publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
La Directrice de la Solidarité Départementale



**Isabelle DEBAILLEUL**



**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Fax : 03.26.70.99.41  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Réf : 2020- 121

*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**V U** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financements des établissements sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R341-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- la délibération du Conseil Départemental du 22 mai 2015,
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention d'habilitation à l'aide sociale signée entre le Président du Conseil Départemental et le service en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- les demandes présentées par l'établissement pour l'exercice 2020 ;

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,



**ARRETE :**

**Article 1** : Le prix de journée globalisé du SAVS de l'UDAF de la Marne est fixé à **1 367 231.93 € pour l'année 2020** correspondant à un prix de journée de **24.90 €**.

**Article 2** : Conformément à l'article R314-116, ce prix de journée est versé par douzième mensuel correspondant à un montant de **113 935.99 € à compter du mois de novembre 2020 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant.**

**Article 3** : Compte tenu des sommes perçues de janvier à septembre 2020 et de la régularisation à réaliser, le montant de la mensualité pour **le mois d'octobre 2020 est fixé à 112 127.93 €.**

**Article 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ Mme La Présidente de l'Association UDAF de la Marne.
- ⇒ M Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le - 5 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

*Affaire suivie par Karine ARDOISE*

Tél. : 03.26.69 59.93  
ardoise.karine@marne.fr  
Réf : 2020-122

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n° 2003 - 1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R 314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- l'arrêté du 02 octobre 2019 fixant le prix de journée alloué au Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Jean Mermoz à Châlons-en-Champagne pour l'année 2019 ;
- les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2020 ;

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** A compter du **1<sup>er</sup> novembre 2020**, le prix de journée relatif au financement du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Jean Mermoz à Châlons-en-Champagne est fixé à :

- **Montant net** (article II-25 9 du Règlement Départemental d'Aide sociale de la Marne) : **60,16€**
- **Montant brut** : **97,30€**

**Article 2 :** Dans l'attente de la publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant, le prix de journée applicable à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021** est fixé à :

- **Montant net** (article II-25 9 du Règlement Départemental d'Aide sociale de la Marne) : **74,78€**
- **Montant brut** : **94,17€**

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ Monsieur le Président de l'Association Châlonnaise des Parents d'Enfants Inadaptés
- ⇒ Madame la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **07 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/48**  
Châlons en Champagne,  
Le 8 octobre 2020

*Affaire suivie par : P.GOMES*

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2019/82 du 23 août 2019 informant du déménagement de la micro-crèche La Maison des Filous à DIZY (51530) ;

**VU** le courrier du 1 octobre 2020 de Mme DELMAESTRO Béatrice, gestionnaire de l'EURL la Maison des Filous informant du remplacement de Mme DELUZE Bérengère par Mme COPIN Charlene au poste de référente technique de la micro-crèche La Maison des Filous à DIZY (51530) ;

**VU** l'avis favorable de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2019/82 du 23 août 2019 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – *un avis favorable est donné*, conformément à l'article R2324-20 La micro-crèche La Maison des Filous est agréée dans les conditions suivantes :

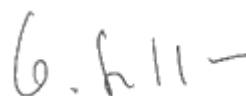
- Localisation : 277 rue de Reims à DIZY (51530)
- Gestionnaire : EURL LA MAISON DES FILOUS – Madame DELMAESTRO – gérante – 277 rue de Reims à DIZY (51530)
- Capacité maximale d'accueil : 10 enfants âgés de 0 à 6 ans
- Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h15 à 19h15
- Périodes de fermeture : une semaine à Noël, une semaine à Pâques et 3 semaines en août.
- Référent technique : A titre dérogatoire, Mme COPIN Charlène, en cours de VAE éducatrice de jeunes enfants jusqu'à l'obtention du diplôme au plus tard jusqu'au 24 sept 2023,

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL LA MAISON DES FILOUS et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/49**  
Châlons en Champagne,  
Le 8 octobre 2020

Affaire suivie par : P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

### **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n°2019/10 du 25 janvier 2019 informant du remplacement de Mme Julie FLOT par Mme DELUZE Bérengère au poste de référente technique de la micro-crèche Les Diablotins à CHAMPILLON ;

**VU** le courrier du 1 octobre 2020 de Mme DELMAESTRO Béatrice, gestionnaire de l'EURL la Maison des Filous informant du remplacement de Mme DELUZE Bérengère par Mme COPIN Charlène au poste de référente technique de la micro-crèche Les Diablotins à CHAMPILLON (51160);

**VU** l'avis favorable de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n°2019/10 du 25 janvier 2019 est abrogé ;

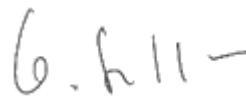
**ARTICLE 2** – *un avis favorable est donné*, conformément à l'article R2324-20 la micro crèche Les Diablotins est agréée dans les conditions suivantes :

- Localisation : 9 rue Henri Martin – CHAMPILLON (51160)
- Gestionnaire : EURL La Maison des Filous – Madame DELMAESTRO – gérante – 205 lot. Les Terres Rouges à DIZY (51530)
- Capacité maximale d'accueil : 10 enfants âgés de 2 mois et demi à 6 ans
- Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h15 à 19h15
- Périodes de fermeture : 3 semaines en août, 1 semaine à Noël et 1 semaine à Pâques
- Référent technique A titre dérogatoire, Mme COPIN Charlène, en cours de VAE éducatrice de jeunes enfants jusqu'à l'obtention du diplôme au plus tard jusqu'au 24 sept 2023

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet soit, d'un recours gracieux devant Monsieur le Président du Département – 2 bis rue de Jessaint – 51038 Châlons en Champagne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif -25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la EURL La Maison des Filous et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/50**  
Châlons en Champagne,  
Le 9 octobre 2020

Affaire suivie par : P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2019/136 du 23 décembre 2019 autorisant une modification de l'agrément du multi-accueil Les Petits Petons de FAGNIERES (51510) ;

**VU** le courrier du 01 octobre 2020, de Monsieur Denis FENAT, Maire de la commune, sollicitant une modification temporaire de l'agrément de la structure du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 décembre 2020;

**VU** l'avis de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2019/136 du 23 décembre 2019 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – un avis favorable est donné à compter du 1er octobre 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, conformément à l'article R2324-20; le multi-accueil Les Petits Petons est agréé dans les conditions suivantes :

⇒ Localisation : 64 bis avenue de la Noue du moulin à FAGNIERES (51510)

⇒ Gestionnaire : Mairie de FAGNIERES – 4 rue du Général Dautelle – 51510 FAGNIERES

⇒ Capacité d'accueil : 30 enfants de 0 à 6 ans avec un agrément modulé selon les tranches horaires suivantes :



| Horaires                             | 7h15<br>7h30 | 7h30<br>8h00 | 8h00<br>9h00 | 9h00<br>16h00 | 16h00<br>17h00 | 17h00<br>17h30 | 17h30<br>18h00 | 18h00<br>18h30 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Lundi, Mardi<br>Jeudi et<br>Vendredi | 2            | 8            | 16           | 30            | 20             | 12             | 6              | 2              |
| Mercredi                             | 2            | 6            | 12           | 20            | 14             | 6              | 4              | 2              |

**Durant les vacances scolaires :**

| Du lundi au<br>vendredi | Horaires            | 7h15<br>7h30 | 7h30<br>8h00 | 8h00<br>9h00 | 9h00<br>16h00 | 16h00<br>17h00 | 17h00<br>17h30 | 17h30<br>18h00 | 18h00<br>18h30 |
|-------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                         | Nombre<br>d'enfants |              | 2            | 6            | 10            | 18             | 14             | 6              | 4              |

**Du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 décembre 2020**

| Horaires                             | 7h15<br>7h30 | 7h30<br>8h00 | 8h00<br>9h00 | 9h00<br>16h00 | 16h00<br>17h00 | 17h00<br>17h30 | 17h30<br>18h00 | 18h00<br>18h30 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Lundi, Mardi<br>Jeudi et<br>Vendredi | 2            | 8            | 12           | 25            | 16             | 10             | 5              | 2              |
| Mercredi                             | 2            | 4            | 10           | 16            | 10             | 6              | 2              | 2              |

**Durant les vacances scolaires :**

| Du lundi au<br>vendredi | Horaires            | 7h15<br>7h30 | 7h30<br>8h00 | 8h00<br>9h00 | 9h00<br>16h00 | 16h00<br>17h00 | 17h00<br>17h30 | 17h30<br>18h00 | 18h00<br>18h30 |
|-------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                         | Nombre<br>d'enfants |              | 2            | 4            | 10            | 18             | 14             | 8              | 2              |

⇒ Direction : La direction de la structure est assurée par Mme Angèle GEIMER, puéricultrice de classe supérieur ;

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Mairie de FAGNIERES et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale

*G. Schmitt*

**Hervé SCHMITT**



**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

Châlons-en-Champagne, le **12 OCT. 2020**

*Affaire suivie par : Charlotte MARY - MIGNON*  
*Tél. : 03.26.69.59.36*

*Courriel : [mary.charlotte@marne.fr](mailto:mary.charlotte@marne.fr)*  
*Réf : 2020-84*

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**V U :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles
- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,
- La loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- La loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
- L'arrêté du Président du Conseil Général de la Marne en date du 28 février 2008 autorisant la création de 4 places de foyer d'hébergement, 19 places de foyer de vie dont 8 d'accueil de jour et 1 place d'accueil temporaire à l'Association Mains Ouvertes à Reims ;
- L'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Marne en date du 7 avril 2016 procédant à la création de 6 places supplémentaires de foyer de vie et 2 places de foyer d'hébergement pour adultes handicapés déficients intellectuels à Reims ;
- L'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Marne en date du 13 novembre 2018 procédant à la création de 4 places supplémentaires pour le service d'accueil de jour.
- La proposition de l'Association sollicitant la création de 2 places de foyer de vie et 2 places de foyer d'hébergement sous la forme de studios autonomes

**CONSIDERANT :**

- La nécessité de réactualiser la capacité de l'établissement au regard de l'étude de besoin réalisée sur le territoire de Reims.
- L'opportunité de créer 4 places sous la forme d'habitat inclusif annexées à un foyer.
- Qu'il s'agit d'une augmentation non significative au sens de l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**ARRETE :**

**Article 1 :** Il est procédé à une augmentation de la capacité autorisée gérée par l'Association l'Arche à Reims, portant ainsi à 40 le nombre de places totales réparties comme suit :

- 20 places de Foyer de Vie
- 7 places de Foyer d'hébergement
- 12 places d'Externat
- 1 place d'accueil temporaire

**Article 2 :** En application de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 28 février 2008 soit jusqu'au 28 février 2023. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe dans les conditions prévues à l'article L313-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie sera publiée au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

⇒ Monsieur le Président de l'Arche à Reims

⇒ Monsieur le Maire de Reims.

Pour Le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Âge et Handicap  
Pôle Tarification et Suivi des Etablissements**

*Affaire suivie par : Charlotte MARY- MIGNON  
Tél. : 03.26.69.59.36  
Courriel : mary.charlotte@marne.fr  
Référence : 2020-90*

.....

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

---

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code générale des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R 341-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par l'établissement ;

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

## **ARRETE :**

**Article 1 :** Le prix de journée à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2020**, applicable aux Foyers et services de l'Arche à Reims est fixé à :

- Montant net (compte – tenu de l'article II-25 9 du Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Marne) :
  - 148.39 € pour le Foyer de vie
  - 98.91 € pour le service d'accueil de jour
  - 102.85 € pour le Foyer d'hébergement
  
- Montant brut :
  - 176.42 € pour le Foyer de vie
  - 117.60 € pour le service d'accueil de jour
  - 123.38 € pour le Foyer d'hébergement

**Article 2 :** Dans l'attente de parution d'un nouvel arrêté, les tarifs applicables au **1<sup>er</sup> janvier 2021** sont les suivants :

- Montant net (compte – tenu de l'article II-25 9 du Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Marne) :
  - 155.98 € pour le Foyer de vie
  - 103.99 € pour le service d'accueil de jour
  - 114.23 € pour le Foyer d'hébergement
  
- Montant brut :
  - 184.01 € pour le Foyer de vie
  - 122.68 € pour le service d'accueil de jour
  - 134.76 € pour le Foyer d'hébergement

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et notifié à :

⇒ M. le Président de l'Association de l'Arche à Reims

Châlons-en-Champagne, le **1 2 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil Départemental,  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services

  
**Guy CARRIEU**



Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap

Châlons-en-Champagne, le 9 octobre 2020

Affaire suivie par : Damien COLLARD  
Tél. : 03.26.69.52.60  
Courriel : collard.damien@marne.fr

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MARNE,

---

**Arrêté modificatif portant composition du Conseil Départemental de la  
Citoyenneté et de l'Autonomie**

**VU :**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Le décret n°2016-1206 du 07 septembre 2016 relatif au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie ;
- Les articles L. 149-1 à L. 149-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Les désignations opérées par les divers organismes et associations consultés aux fins de nommer les personnes appelées à siéger dans les différents collèges de l'une ou l'autre ou des deux formations spécialisées du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie ;
- L'arrêté de nomination des membres titulaires et suppléants du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie du 26 juin 2017 ;

**CONSIDERANT :**

1. Que la durée du mandat des membres du CDCA est de trois ans.
2. Que les modalités de mise en œuvre du renouvellement de l'assemblée du CDCA n'ont pas pu être réalisées en raison de l'état de la crise sanitaire et que celle-ci justifie une prolongation de 6 mois des membres précédemment désignés.
3. La modification des représentants de la DDCSPP de la Marne, du FSU, de la DIRECCTE, de l'ARS et de l'Education Nationale .

**ARRETE MODIFICATIF:**

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace le précédent arrêté du 4 mars 2019 ;

Article 2 : Le présent arrêté prolonge le mandat des membres jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Article 3: Le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie est présidé de droit par le Président du Conseil Départemental. En cas d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée au Vice-Président du Conseil Départemental en charge des personnes âgées ou des personnes handicapées.

Article 4: Le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie comprend deux formations :

- une formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes âgées,
- une formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes handicapées.

Article 5 : La formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes âgées est composée comme suit :

|                                  |   |
|----------------------------------|---|
| <b>1<sup>er</sup> collège :</b>  | 16 représentants des usagers retraités, personnes âgées, de leurs familles et proches aidants,  |
| <b>2<sup>ème</sup> collège :</b> | 13 représentants des institutions,  |
| <b>3<sup>ème</sup> collège :</b> | 11 représentants des organismes et professionnels œuvrant en faveur des personnes âgées,  |
| <b>4<sup>ème</sup> collège :</b> | 8 représentants des personnes physiques ou morales concernées par les politiques de l'autonomie et de la citoyenneté des personnes âgées ou intervenant dans le domaine de compétence du conseil. |

Article 6 : Sont constatées les désignations suivantes au sein des premiers, deuxièmes et troisièmes collèges du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie pour la formation relative aux personnes âgées :

1<sup>er</sup> COLLEGE : représentants des usagers retraités, personnes âgées, de leurs familles et proches aidants

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES   | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS  |
|--|---|
| Monsieur Jean-Charles GUILLAUMIN, au titre de la CFDT  | Monsieur Michel GRANDMAIRE, au titre de la CFDT   |
| Monsieur Gilbert LASSAUX, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC                  | Monsieur Jacques LACORRE, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC                       |
| Monsieur Daniel DE COSTER, au titre de la CFTC   | Monsieur Dominique PELLERIN, au titre de la CFTC  |
| Monsieur Jean BOILEAU, au titre de la CGT  | Madame Nicole LONGUEPEE, au titre de la CGT   |
| Madame Huguette DURAND, au titre de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles | Vacant, au titre de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitations                              |
| Monsieur José CASTELLI, au titre de Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique Marne    | Monsieur José MATHIEU, au titre de Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique Marne          |
| Monsieur Jean-Claude BEAUCOURT, au titre de la Fédération Nationale des Associations de Retraités      | Monsieur Jacques BOITEUX, au titre de la Fédération Nationale des Associations de Retraités                 |
| Monsieur Hervé PIERNOT, au titre de Force Ouvrière   | Madame Danielle BONFILS, au titre de Force Ouvrière   |
| Monsieur Jean DEMALANDER, au titre de la Fédération Syndicale Unitaire                                 | Monsieur Bernard SCHMITT, au titre de la Fédération Syndicale Unitaire                                      |
| Monsieur Claude SCRABALAT, au titre de l'Union Française des Retraités                                 | Monsieur Philippe MALNUIT, au titre de l'Union Française des Retraités Militaires et des Veuves de la Marne |
| Monsieur Gérald TESTA, au titre Ensemble & Solidaires – UNRPA  | Non communiqué  |
| Monsieur Daniel FONTAINE, au titre de Familles Rurales   | Madame Emilie LEPRETRE, au titre de Familles Rurales  |
| Madame Véronique DEBOUZY, au titre de JALMAV   | Madame Françoise FANDRE, au titre de JALMAV   |
| Madame Pauline LHOIR, au titre de Marne Alzheimer  | Non communiqué  |
| Madame Danielle QUANTINET, au titre de l'UDAF  | Non communiqué  |
| Monsieur Adrien BEORCHIA, au titre de l'UNAFAM   | Madame Marie-France BLEYER SESAME, au titre de l'UNAFAM   |



2<sup>ème</sup> COLLEGE : représentants des institutions

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES   | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS   |
|--|--|
| Madame Ludivine PELLERIN du Groupe AGRICA, au titre de l'AGIRC-ARRCO   | Madame Christelle COLLOT du Groupe HUMANIS, au titre de l'AGIRC-ARRCO  |
| Madame Catherine CHEVRIER, au titre de l'Agence Nationale de l'Habitat   | Madame Hélène BURETTE, au titre de l'Agence Nationale de l'Habitat   |
| Madame Virginie CAYRE, au titre de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est   | Son représentant, au titre de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Jean-Paul LEMOINE, Maire de Bourgogne-Fresne, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> <li>- Madame Elisa SCHAJER, Adjointe au Maire de Châlons-en-Champagne, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Michel CURF, Maire de Vienne la Ville, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> <li>- Monsieur Jean-Michel POINTUD, Maire de Sommesous, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> </ul> |
| Vacant, au titre de la CARSAT  | Vacant, au titre de la CARSAT  |
| Madame Marie- Françoise SOUFFLET, au titre de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie   | Madame Aurélie ROMEDENNE, au titre de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie   |
| Madame Ghislaine LUCOT, au titre de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations   | Madame Emmanuelle ROY, au titre de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Marie DEPAQUY, au titre du Conseil Départemental de la Marne</li> <li>- Monsieur Éric KARIGER, au titre du Conseil Départemental de la Marne</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Marie-Christine BRESSION, au titre du Conseil Départemental de la Marne</li> <li>- Madame Kim DUNTZE, au titre du Conseil Départemental de la Marne</li> </ul>   |
| Monsieur Raymond LAPIE, au titre de la MSA   | Madame Camille CHOCHOY, au titre de la MSA   |
| Monsieur Alain FAYE, au titre de la Mutualité Française  | Monsieur Olivier BARTHELEMY, au titre de la Mutualité Française  |
| VACANT, au titre du RSI  | VACANT, au titre du RSI  |

3ème COLLEGE : représentants des organismes et professionnels œuvrant en faveur des personnes âgées

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES  | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS  |
|---|---|
| Madame Jocelyne MEUNIER, au titre de la CFDT  | Madame Maggy GERARD, au titre de la CFDT  |
| Monsieur Patrick BOSQUET, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC   | Monsieur Mohamed EL AMRI, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC                                 |
| Non communiqué, au titre de la CFTC   | Non communiqué, au titre de la CFTC   |
| Monsieur Jean BOILEAU, au titre de la CGT   | Monsieur Joannès LARIQUE, au titre de la CGT  |
| Non communiqué, au titre de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes   | Non communiqué, au titre de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes   |
| Monsieur Jean-Pierre DAMERY, au titre de Force Ouvrière   | Madame Anne-Marie DUFFAUD, au titre de Force Ouvrière   |
| Madame Yolande BOULARD de l'Association Nationale des Retraités de la Poste et de France Télécom, au titre de Mona Lisa Marne | Madame Yvonne THIMOND de DINA, au titre de Mona Lisa Marne  |
| Madame Isabelle COULOMB, au titre du SYNERPA  | Monsieur François GUILBERT, au titre du SYNERPA   |
| Monsieur Julien DUPAIN du Centre Hospitalier de Vitry-le-François, au titre de la Fédération Hospitalière de France           | Madame Claudine LOMONACO du Centre Hospitalier de Vitry-le-François, au titre de la Fédération Hospitalière de France |
| Monsieur Bertrand BOUSSAGOL au titre de L'association Aides Ménagères Rémoises, au titre de l'UNA Marne                       | Monsieur Jean-Louis BOUDIER de l'ARADOPA, au titre de l'UNA Marne   |
| Madame Lydie GOURY, au titre de la FEPEM  | Madame Nelly CORINGRATO, au titre de la FEPEM   |

Article 7: La formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes handicapées est composée comme suit :

- 1<sup>er</sup> collège :** 16 représentants des usagers,  
**2<sup>ème</sup> collège :** 13 représentants des institutions,  
**3<sup>ème</sup> collège :** 11 représentants des organismes et professionnels œuvrant en faveur des personnes handicapées,  
**4<sup>ème</sup> collège :** 8 représentants des personnes physiques ou morales concernées par les politiques de l'autonomie et de la citoyenneté des personnes handicapées ou intervenant dans le domaine de compétence du conseil.

**Article 8 :** Sont constatées les désignations suivantes au sein des premier, deuxième et troisième collège du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie pour la formation relative aux personnes handicapées :

1<sup>er</sup> COLLEGE : représentants des usagers

| <b>NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES</b>  | <b>NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS</b>   |
|--|---|
| Monsieur Pierre DUBUS, au titre de l'A.A.I.M.C.A.  | Monsieur Benoît LALLEMENT, au titre de l'A.A.I.M.C.A.   |
| Monsieur Patrick CUFFET, au titre de l'A.D.A.P.E.I.  | Monsieur Denis SOLEILHAC, au titre de l'A.D.A.P.E.I.  |
| Madame Denise JACON, au titre de l'AFM TELETHON  | Monsieur Ralph BOULLE, au titre de l'AFM TELETHON   |
| Madame Isabelle THUAULT-VARNET, au titre d'Alliance Maladies Rares                                 | Madame Martine LIBANY, au titre d'Alliance Maladies Rares                                     |
| Madame Carole GOMARD, au titre d'APEDYS  | Madame Martine GOSSET, au titre d'APEDYS  |
| Madame Bernadette MARCHAND, au titre de l'Association des Paralysés de France                      | Madame Annie CHEVALIER, au titre de l'Association des Paralysés de France                     |
| Monsieur Dominique SOUCARRE, au titre de l'Association des Sourds de Reims et de Champagne Ardenne | Monsieur Patrice BOBIN, au titre de l'Association des Sourds de Reims et de Champagne Ardenne |
| Monsieur Christian CHARLOT, au titre de l'Association Autisme Marne                                | Madame Christine DOMMANGE, au titre de l'Association Autisme Marne                            |
| Madame Yamina COUTURIER, au titre de l'Association GIHP  | Monsieur Hervé LAGARDE, au titre de l'Association GIHP  |
| Monsieur Claude NEY, au titre de l'Association GPEAJH  | Monsieur Gérard RAYMOND, au titre de l'Association GPEAJH                                     |
| Monsieur Norbert BIGEAT, au titre de l'Association de la Ligue contre le Cancer - Comité Marne     | Madame Brigitte LAVOLÉ, au titre de l'Association de la Ligue contre le Cancer - Comité Marne |
| Monsieur Christophe CHRETIEN, au titre de Ligue Française Contre la Sclérose en Plaque             | Madame Catrinel KALMES, au titre de Ligue Française Contre la Sclérose en Plaque              |
| Madame Pascale TROYON, au titre de l'Association des Papillons Blancs de la Région de Reims        | Non communiqué  |
| Monsieur Jean-Luc LEFLON, au titre de RETINA France  | Monsieur Laurent LEFLON, au titre de RETINA France  |
| Madame Badia ALLARD, au titre de l'UDAF  | Non communiqué  |
| Madame Liliane COTTON, au titre de l'UNAFAM  | Monsieur Patrick CLEMENT DE GIVRY, au titre de l'UNAFAM                                       |

2<sup>ème</sup> COLLEGE : représentants des institutions

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES   | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS  |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Monique DORGUEILLE, au titre du Conseil Départemental</li> <li>- Madame Danielle BERAT, au titre du Conseil Départemental</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Marie-Thérèse PICOT, au titre du Conseil Départemental</li> <li>- Monsieur Christian BONDZA, au titre du Conseil Départemental</li> </ul>   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Patrice VALENTIN, au titre du Conseil Régional Grand Est</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Valérie BEAUVAIS, au titre du Conseil Régional Grand Est</li> </ul>   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Franck NOEL, Adjoint au Maire de Reims, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> <li>- Monsieur Christophe GUILLEMOT, Adjoint au Maire de Châlons-en-Champagne, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame Colette MACQUART, Maire de Chambrecy, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> <li>- Madame Marie ANCELLIN, Maire de Coupéville, au titre de l'Association des Maires de la Marne</li> </ul> |
| <p>Madame Ghislaine LUCOT au titre de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne</p>   | <p>Madame Emmanuelle ROY, au titre de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne</p>  |
| <p>Madame Zdenka AVRIL, au titre de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi</p>   | <p>Madame Isabelle NOTTER, au titre de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi</p>   |
| <p>Madame Agnès WALCH MENSION-RIGAU, au titre de la Direction Académique des Services de l'Education Nationale</p>   | <p>Monsieur Bruno CLAVAL, au titre de la Direction Académique des Services de l'Education Nationale</p>   |
| <p>Madame Virginie CAYRE, au titre de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est</p>  | <p>Son représentant, au titre de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est</p>  |
| <p>Madame Catherine CHEVRIER, au titre de l'Agence Nationale de l'Habitat</p>  | <p>Madame Hélène BURETTE, au titre de l'Agence Nationale de l'Habitat</p>   |
| <p>Madame Marie-Françoise SOUFFLET, au titre de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie</p>   | <p>Madame Aurélie ROMEDENNE, au titre de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie</p>   |
| <p>Vacant, au titre de la CARSAT</p>   | <p>Vacant, au titre de la CARSAT</p>  |
| <p>Monsieur Olivier BARTHELEMY au titre de la Mutualité Française</p>  | <p>Monsieur Alain FAYE, au titre de la Mutualité Française</p>  |

3ème COLLEGE : représentants des organismes et professionnels œuvrant en faveur des personnes handicapées

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES  | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS   |
|---|--|
| Madame Catherine CLAUDE, au titre de la CGT   | Monsieur Laurent LHUILLIER, au titre de la CGT   |
| Monsieur Hervé LHENRY, au titre de la CFDT  | Monsieur Jean-Yves ROMEDENNE, au titre de la CFDT  |
| Monsieur Gilles CORNET, au titre de Force Ouvrière  | Madame Sylvie SZEFEROWICZ, au titre de Force Ouvrière  |
| Monsieur Laurent FOURNET, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC                   | Monsieur Franck MACHET, au titre de la Confédération Française de l'Encadrement CGC                      |
| Non communiqué, au titre de la CFTC   | Non communiqué, au titre de la CFTC  |
| Non communiqué, au titre de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes                                   | Non communiqué, au titre de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes                                    |
| Madame Michèle RENARD de l'ARADOPA, au titre de l'UNA MARNE   | Vacant, au titre des représentants de l'UNA MARNE  |
| Madame Nicole BENADASSI de l'ACPEI, au titre de NEXEM   | Monsieur Guillaume BAS du GPEAJH Marne, au titre de NEXEM  |
| Madame Agnès GERARDIN de l'Association Centre de Rééducation Motrice de Champagne, au titre de la FEHAP | Monsieur Michel TANGUY de l'Association Centre de Rééducation Motrice de Champagne, au titre de la FEHAP |
| Monsieur Thomas DUBOIS, au titre de l'URIOPSS   | Madame Claire FOUYET, au titre de l'URIOPSS  |
| Vacant, au titre des représentants d'intervenants bénévoles   | Vacant, au titre des représentants d'intervenants bénévoles  |

**Article 9 :** Les membres du 4<sup>ème</sup> collège du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie sont communs aux deux formations personnes âgées et personnes handicapées. Sont constatés les désignations suivantes :

| NOMS ET QUALITE DES MEMBRES TITULAIRES  | NOMS ET QUALITE DES MEMBRES SUPPLEANTS   |
|---|--|
| Monsieur Patrice VALENTIN, du Conseil Régional Grand Est, au titre des représentants des autorités organisatrices de transports | Madame Valérie BEAUVAIS du Conseil Régional Grand Est, au titre des représentants des autorités organisatrices de transports |
| Monsieur Stéphane BAERT de Châlons-en-Champagne Habitat, au titre des bailleurs sociaux   | Madame Céline BALDUREAUX de l'ARCA, au titre des bailleurs sociaux   |
| Monsieur Mathieu GEOFFROY de l'Agence Geoffroy Architectes, au titre des architectes urbanistes                                 | Madame Céline COUDROT de Coudrot Architecture, au titre des architectes urbanistes   |
| Madame Céline HAYAT, au titre de la FMAS  |  |
| Monsieur Henri LEGENTIL, au titre de Générations Mouvement  |  |
| Madame Laurence MIRANDELLE, au titre du COMAL SOLIHA 51   |  |
| Monsieur Eric SAULOUP, au titre du CREAM  |  |
| Madame Rachel NAGET, au titre de Sport Adapté   |  |

**Article 10 :** Le mandat des membres du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie est prolongé jusqu'au 31 décembre 2020. Tout mandat prend fin automatiquement à la date à laquelle le membre concerné perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé. La qualité de membre du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie peut également prendre fin en cours de mandat, par démission, exclusion ou décès. Les sièges vacants sont pourvus dans un délai de deux mois et donnent lieu à un arrêté modificatif. La durée du mandat du ou des nouveaux membres court jusqu'à l'échéance initiale du mandat du ou des membres remplacés.

**Article 11 :** Toute contestation du présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif 25 Rue du Lycée à 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

**Article 12 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Marne.

Le Président du Conseil Départemental,



Christian BRUYEN

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/51**  
Châlons en Champagne,  
Le 12 octobre 2020

*Affaire suivie par : P.GOMES*

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2020/20 du 2 juillet 2020 autorisant une modification de la modulation de l'agrément du multi-accueil de la Maison de Quartier Trois Piliers à REIMS (51100);

**VU** le courrier du 6 octobre 2020 de Monsieur Stéfan HYPACH, Directeur général de l'Association des Maisons de Quartier de Reims, informant du changement de direction du multi-accueil de la Maison de Quartier Trois Piliers à REIMS (51100);

**VU** l'avis de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2020/20 du 2 juillet 2020 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – *un avis favorable est donné*, conformément à l'article R2324-20 Le multi-accueil de la Maison de Quartier Trois Piliers est agréé dans les conditions suivantes :

⇒ Localisation : 29 rue de Pontgivart à Reims (51100)

⇒ Gestionnaire : Association des Maisons de Quartier de Reims – 18 rue Guillaume Apollinaire – BP 48 – 51571 REIMS CEDEX

⇒ Capacité d'accueil : 20 enfants de 3 mois à 6 ans

⇒ Heures d'ouverture et agrément modulé :

|                                     |                   |                    |                     |                     |                     |
|-------------------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| lundi, mardi,<br>jeudi,<br>vendredi | De 8h00 à<br>9h00 | De 9h00 à<br>11h30 | De 11h30 à<br>13h30 | De 13h30 à<br>17h00 | De 17h00 à<br>18h00 |
|                                     | 12 enfants        | 20 enfants         | 12 enfants          | 20 enfants          | 12 enfants          |

**Durant la 2<sup>ème</sup> semaine de chaque petite vacance scolaire:**

|                                     |                   |                    |                     |                     |                     |
|-------------------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| lundi, mardi,<br>jeudi,<br>vendredi | De 8h30 à<br>9h30 | De 9h30 à<br>11h30 | De 11h30 à<br>13h30 | De 13h30 à<br>16h30 | De 16h30 à<br>18h00 |
|                                     | 12 enfants        | 15 enfants         | 12 enfants          | 15 enfants          | 12 enfants          |

|          |                    |
|----------|--------------------|
| Mercredi | De 8h30 à<br>18h00 |
|          | 8 enfants          |

**Durant 4 semaines en août**

|                                     |                   |                    |                     |                     |                     |
|-------------------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| lundi, mardi,<br>jeudi,<br>vendredi | De 8h30 à<br>9h30 | De 9h30 à<br>11h30 | De 11h30 à<br>13h30 | De 13h30 à<br>16h30 | De 16h30 à<br>18h00 |
|                                     | 12 enfants        | 17 enfants         | 12 enfants          | 17 enfants          | 12 enfants          |
| Mercredi                            | 12 enfants        |                    |                     |                     |                     |

⇒ Direction : Conformément à l'article R 2324-35 et R 2324-46 la Direction est confiée à titre dérogatoire du 12 octobre 2020 au 30 juin 2021 à Madame Emilie AMORICH , éducateur Spécialisé, en cours de VAE EJE ;

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association des Maisons de Quartier de Reims et publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Président du Conseil départemental  
Et par délégation  
e Directeur adjoint de la Solidarité Départementale

6.6.11-

**Hervé SCHMITT**



**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/52**  
Châlons en Champagne,  
Le 12 octobre 2020

Affaire suivie par P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** le règlement départemental d'Aide Sociale de la Marne approuvé par le Conseil Général le 01/02/2001, en particulier le Titre du Livre IV concernant les actions médico-sociales ;

**VU** l'arrêté n° 2015/112 du 25 novembre 2015 autorisant une modification des périodes et horaires d'ouverture de la micro-crèche Clapotis à SAINT-JUST-SAUVAGE (51260) ;

**VU** la demande écrite du 24 juillet 2020 réceptionnée le 5 octobre 2020 de Mme Guillemette RAMBAUD, Responsable Opérationnelle Régionale des Crèches People&baby, informant du changement de référent technique la micro-crèche Clapotis à SAINT-JUST-SAUVAGE (51260) à compter du 25 juillet 2020 ;

**VU** l'avis de la puéricultrice coordinatrice du service de PMI ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2015/112 du 25 novembre 2015 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – un avis favorable est donné, conformément à l'article R2324-20La micro-crèche Clapotis est agréée dans les conditions suivantes :

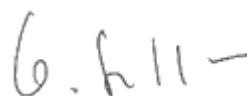
- Localisation : 7bis rue Louis Pasteur –51260 SAINT JUST SAUVAGE
- Gestionnaire : SAS Enfance Pour Tous – 9 avenue Hoche – 75008 PARIS
- Capacité maximale d'accueil : 10 enfants âgés de 2 mois ½ à 4 ans révolus
- Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30
- Périodes de fermeture : une semaine à Noël et 4 semaines en été
- Référent technique : Depuis le 25 juillet 2020, Madame Christelle BOCHET, Infirmière.

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Enfance Pour Tous et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/53**  
Châlons en Champagne,  
le 13 octobre 2020

Affaire suivie par : *P.GOMES*

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2020/15 du 29 avril 2020, informant du changement de direction et de la modification de la période de fermeture du multi-accueil « La Jungle », située 13 A route de Soissons à TINQUEUX (51430);

**VU** la demande écrite du 1<sup>er</sup> octobre 2020, de Madame Hélène SAOUDI REVIRON, responsable opérationnelle People and Baby Marne et Moselle sollicitant une modification de l'agrément du multi-accueil « La Jungle », située 13A route de Soissons à TINQUEUX (51430) à compter du 15 octobre 2020;

**VU** l'avis de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2020/15 du 29 avril 2020 est abrogé.

**ARTICLE 2** - un avis favorable est donné à compter du 15 octobre 2020, conformément à l'article R2324-20, le multi-accueil « La Jungle », située 13 A route de Soissons à TINQUEUX (51430) est agréé dans les conditions suivante;

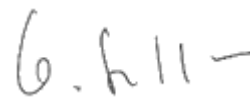
- Localisation « La Jungle », situé 13 A route de Soissons à TINQUEUX (51430);
- Gestionnaire : People And Baby, gestionnaire Monsieur Christophe DURIEUX, 9 Avenue Hoche – 75008 PARIS
- Capacité maximale d'accueil : 16 enfants de 0 semaines à 6 ans
- Heures d'ouverture : lundi au vendredi de 7h30 à 18h30
- Périodes de fermeture : 3 semaines en été et 1 semaine aux vacances de Noël
- Direction : Madame Noémie CARBON, Educatrice de Jeunes Enfants

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la MICRO BABY et publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/54**  
Châlons en Champagne,  
le 16 octobre 2020

Affaire suivie par : P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2013/108 du 28 octobre 2013, informant de l'ouverture de la micro-crèche «Le Jardin des Bout'Choux" située Impasse des argennols à JUVIGNY (51150), à compter du 4 novembre 2013 ;

**VU** le courrier électronique du 12 octobre 2020, de Mme Vanessa PETITHOMME, informant de la cession de la micro-crèche «Le Jardin des Bout'Choux » située Impasse des argennols à JUVIGNY (51150) à la société MC Vesle à compter du 1er octobre 2020 ;

**VU** l'avis favorable de la puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2013/108 du 28 octobre 2013 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – un avis favorable est donné à compter du 1<sup>ère</sup> octobre 2020, conformément à l'article R2324-20 la micro-crèche Le Jardin des Bout'Choux est agréée dans les conditions suivantes :

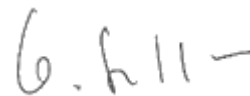
- Localisation : Impasse des argennols - JUVIGNY (51150)
- Gestionnaire : EURL des Petits loups de la Vesle, 29 rue du Général de Gaulle à LIVRY LOUVERCY (51400), gestionnaire Madame DE PAUW Noémie
- Capacité maximale d'accueil : 10 enfants âgés de 0 à 6 ans
- Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30
- Périodes de fermeture : 2 semaines en août et 1 semaine à Noël
- Référent technique : Madame Noémie DE PAUW, Infirmière par dérogation à la qualification

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l' EURL des Petits loups de la Vesle et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/55**  
Châlons en Champagne,  
Le 16 octobre 2020

Affaire suivie par : P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** l'arrêté n° 2013/02 du 7 janvier 2013, informant d'une modification dans les statuts de la SARL DES JARDINS, gestionnaire de la structure, et d'une modification des périodes de fermeture) ;

**VU** le courrier électronique du 12 octobre 2020 de Mme Vanessa PETITHOMME, informant de la cession de la micro-crèche Le jardin des P'tits loups situé à SAINT MEMMIE (51470), à la société MC Vesle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 ;

**VU** l'avis favorable de Mme Muriel DEMANGEON, puéricultrice coordinatrice du service de Protection Maternelle et Infantile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – L'arrêté n° 2013/02 du 7 janvier 2013 est abrogé ;

**ARTICLE 2** – un avis favorable est donné à compter du 1<sup>ère</sup> octobre 2020, conformément à l'article R2324-20, la micro-crèche Le Jardin des P'tits Loups est agréée dans les conditions suivantes :

- ⇒ Localisation : 10 Avenue le Corbusier à SAINT-MEMMIE (51470),
- ⇒ Gestionnaire : EURL des Petits loups de la Vesle, 29 rue du Général de Gaulle à LIVRY LOUVERCY (51400), gestionnaire Madame DE PAUW Noémie.
- ⇒ Capacité d'accueil : au maximum et simultanément 10 enfants de 0 à 6 ans inclus
- ⇒ Jours et heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30 avec une fermeture annuelle de 1 semaine à Noël et 2 semaines en août

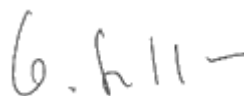
Référence technique : Madame Noémie DE PAUW, Infirmière par dérogation à la qualification

**ARTICLE 3** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l' EURL des Petits loups de la Vesle et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
Le Directeur adjoint de la Solidarité Départementale



**Hervé SCHMITT**







**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

*Affaire suivie par Karine ARDOISE*

Tél. : 03.26.69 59.93  
ardoise.karine@marne.fr  
Réf : 2020-123

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n° 2003 - 1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R 314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention d'habilitation à l'aide sociale signée entre le Président du Conseil Départemental et le service en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- l'arrêté du 02 octobre 2019 fixant le prix de journée globalisé alloué au SAVS Jean MERMOZ à Châlons-en-Champagne pour l'année 2019 ;
- les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2020 ;

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE :**

**Article 1 :** Pour l'année 2020, le prix de journée globalisé, alloué au SAVS Jean MERMOZ est fixé à 146.306€ correspondant à un prix de journée moyen de 15,34€ et un prix journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020 de 14,53€.

Dans l'attente du budget 2021, le prix de journée globalisé 2021, alloué au SAVS est fixé à 155.749€ correspondant à un prix de journée moyen de 14,72€ et un prix journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 de 13,87€ en accompagnement régulier et de 33,85€ en accompagnement renforcé.

**Article 2 :** Conformément à l'article R 314-116, ce prix de journée est versé par douzième mensuel correspondant à un montant mensuel à verser de **12.192€ en décembre 2020 et de 12.979€ à compter du mois de janvier 2021 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant.**

**Article 3 :** Compte tenu des sommes perçues de janvier à octobre 2020, et de la régularisation à réaliser, le montant de la mensualité du mois de **novembre 2020** est de **19.664€**. Les mensualités à verser sont les suivantes :

| 2020      |                          | 2021      |                          |
|-----------|--------------------------|-----------|--------------------------|
| Mois      | Montant de la mensualité | Mois      | Montant de la mensualité |
| Janvier   | 11 445 €                 | Janvier   | 12 979 €                 |
| Février   | 11 445 €                 | Février   | 12 979 €                 |
| Mars      | 11 445 €                 | Mars      | 12 979 €                 |
| Avril     | 11 445 €                 | Avril     | 12 979 €                 |
| Mai       | 11 445 €                 | Mai       | 12 979 €                 |
| Juin      | 11 445 €                 | Juin      | 12 979 €                 |
| Juillet   | 11 445 €                 | Juillet   | 12 979 €                 |
| Août      | 11 445 €                 | Août      | 12 979 €                 |
| Septembre | 11 445 €                 | Septembre | 12 979 €                 |
| Octobre   | 11 445 €                 | Octobre   | 12 979 €                 |
| Novembre  | 19 664 €                 | Novembre  | 12 979 €                 |
| Décembre  | 12 192 €                 | Décembre  | 12 980 €                 |
| Total     | <b>146 306 €</b>         | Total     | <b>155 749 €</b>         |

**Article 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ Monsieur le Président de l'Association Châlonnaise des Parents d'Enfants Inadaptés
- ⇒ Madame la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **19 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services

  
**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

*Affaire suivie par Karine ARDOISE*

Tél. : 03.26.69 59.93  
ardoise.karine@marne.fr  
Réf: 2020-124

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

**VU :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n° 2003 - 1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R 314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention d'habilitation à l'aide sociale signée entre le Président du Conseil Départemental et le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale Jean MERMOZ en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- l'arrêté du Président du Conseil Général du 21 juillet 2008 portant la capacité du SAVS Jean MERMOZ à Châlons-en-Champagne géré par l'Association Châlonnaise des Parents d'Enfants Inadaptés (ACPEI) à 25 places ;

**CONSIDERANT :**

- la demande de l'Association Châlonnaise des Parents d'Enfants Inadaptés (ACPEI) de création d'un SAVS renforcé de 8 places et d'extension de 2 places du SAVS régulier,

**SUR :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE :**

**Article 1 :** La capacité du SAVS géré par l'ACPEI est portée de 25 places à 35 places comme suit :

- 27 places de SAVS en accompagnement régulier à compter de janvier 2021
- 8 places de SAVS en accompagnement renforcé à compter de mars 2021

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ Monsieur le Président de l'Association Châlonnaise des Parents d'Enfants Inadaptés
- ⇒ Madame la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

CHALONS EN CHAMPAGNE, le 19 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale**  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements

*Affaire suivie par Karine ARDOISE*

Tél. : 03.26.69 59.93  
ardoise.karine@marne.fr  
Réf : 2020-125

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

.....

**VU** :

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, notamment le Titre II, section 4 ;
- le décret n° 2003 - 1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et codifié aux articles R 341 - 1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

**CONSIDERANT** :

- le transfert d'autorisation du service prestataire de l'association « Les Aides Ménagères Rémoises » vers l'association « Servi Sud » issu de la fusion des deux associations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- la crise sanitaire ayant retardée l'élaboration d'un budget prévisionnel 2020 basé sur le premier trimestre de fonctionnement du service,
- au 09 octobre 2020 aucun élément n'ayant été présenté justifiant d'une revalorisation de tarif,

**SUR** :

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE** :

**Article 1** : Les tarifs fixés pour l'exercice 2019 sont reconduit en 2020 :

- le tarif horaire des aides ou employés à domicile et des auxiliaires de vie sociale applicable aux personnes bénéficiaires du **service prestataire MBV domicile AMR** est fixé à **23,97€**.
- le tarif par intervention applicable aux personnes bénéficiaires du **service de gardes itinérantes MBV domicile AMR** est fixé à **15,99€**.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution légale du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- ⇒ M. le Président de l'association Servi Sud,
- ⇒ Mme la Directrice de MBV domicile AMR,
- ⇒ M. le Maire de Reims.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le 19 OCT. 2020

Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**



**Direction de la Solidarité Départementale  
Service Solidarité, Grand Age et Handicap  
Pôle Tarification et suivi des établissements**

Affaire suivie par : Laurent DELPECH  
Tél. : 03.26.69.59.28  
Courriel : laurent.delpech@marne.fr  
Référence : 2020-128

.....  
*LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,*

**VU :**

- le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 45 ;
- le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- la convention du 24 juin 2010 conclue entre le Président du Conseil Général et l'établissement pour le versement d'un prix de journée globalisé ;
- les propositions budgétaires et de prix de journée pour l'exercice 2020 présentées par le DAPAJ, établissement pour enfants, relevant de la compétence du département.

**SUR :**

- proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département,

**CONSIDERANT :**

- l'erreur matérielle concernant la date d'application des mensualités,
- que le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du Président du Conseil Départemental du 02 octobre 2020



**ARRETE :**

**Article 1 :** La dotation globalisée du Dispositif d'Accompagnement et de Préparation à l'Autonomie des Jeunes (DAPAJ) est fixée à **447 851 € pour l'année 2020** correspondant à un prix de journée de **235.71 €**.

**Article 2 :** Conformément à l'article R314-116, cette dotation est versée par douzième mensuel correspondant à un montant de **37 321 € à compter du mois de décembre 2020 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté pour l'exercice suivant.**

**Article 3 :** Compte tenu du montant mensuel de 36 215 € versé de janvier à octobre 2020 et de la régularisation à réaliser, **le montant de la mensualité pour le mois de novembre 2020 est fixé à 48 380 €.**

**Article 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour Administrative d'Appel de Nancy - 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans un délai franc d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Payeur du Département et le représentant légal de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et notifié à :

- Mme La Directrice de l'établissement.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **20 OCT. 2020**

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services



**Guy CARRIEU**

**Direction de la Solidarité  
Départementale**  
Service de Protection Maternelle et  
Infantile

**N° 2020/57**  
Châlons en Champagne,  
Le 23 octobre 2020

Affaire suivie par : P.GOMES

Tél. : 03 26 69 52 71  
Fax : 03 26 70.99.41  
Courriel : pmi@marne.fr

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221.3 ;

**VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L.2111-1 ;

**VU** le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.214-1 ;

**VU** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

**VU** la demande écrite du 16 octobre 2020, de Monsieur Joël ALLART, gestionnaire de la SARL Minizou Reims district, 39 rue Hincmar à REIMS (51100), sollicitant l'ouverture d'une micro-crèche «Minizou Clairmarais» située 91 rue du Mont d'Arène REIMS (51100), à compter du 23 octobre 2020 ;

**VU** l'avis favorable, du 21 octobre 2020, de M. Alban DOMINICY, Conseiller municipal délégué, attestant de la conformité quant à l'accessibilité et la sécurité des locaux accueillant la structure et portant autorisation d'ouverture au public

**VU** la demande d'autorisation de travaux AT05145420K0064 et l'avis favorable de la commission de sécurité daté du 16 juillet 2020 ;

**VU** la déclaration d'activité obligatoire n° 13984\*06 du 22 juillet 2020 du Dr Philippe RODILHAT, vétérinaire inspecteur de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne ;

**VU** l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées, daté du 25 juin 2020 ;

**VU** la visite des locaux effectuée, le 23 juillet 2020, par la puéricultrice coordinatrice PMI et son avis favorable au regard de l'article R 2324-28 du Code de santé publique;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de Département ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1** – une autorisation est donnée pour l'ouverture d'une micro-crèche « Minizou Clairmarais», à compter du 23 octobre 20120, dans les conditions suivantes :

- Localisation : 91 rue du Mont d'Arène REIMS (51100)
- Gestionnaire : SARL Minizou Reims district, 39 rue Hincmar à REIMS (51100), représentée par Monsieur Joël ALLART
- Capacité maximale d'accueil : 10 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans révolus
- Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h30
- Périodes de fermeture : 1 semaines entre Noël et le jour de l'an, 1 semaine au printemps et 3 semaines en août
- Conformément à l'article R 2324-36-1 un Référent technique est nommé: Sous réserve qu'elle valide le diplôme d'éducatrice de jeunes enfants par la voie de la VAE au plus tard en juin 2021, Madame LARRE Marie, Educatrice spécialisée,

**ARTICLE 2** - Dans un délai de deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant Monsieur le président du Conseil départemental, 2 bis rue de Jessaint 51038 Châlons-en-Champagne Cedex,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou depuis la plateforme « TELERECOURS CITOYEN » sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3** - Monsieur le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Minizou Reims district, et publié au recueil des actes administratifs.

Pour Le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
La Directrice de la Solidarité Départementale



**Isabelle DEBAILLEUL**

# CONTRAT DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage  
pour l'aménagement d'une section de la Véloroute  
d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et  
Vitry-le-François, sur le territoire de la commune  
de Moncetz-Longevas

**ENTRE,**

Le Département de la Marne, domicilié 40 rue Carnot à Châlons-en-Champagne (51000), représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du Conseil départemental de la Marne, dûment autorisé à la signature du présent contrat, en vertu de la délibération n° ~~20-10-01~~ <sup>20-10-01</sup> du 16 octobre 2020 ;

ci-après dénommé « **le mandataire** »,

**D'UNE PART,**

**ET,**

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, domicilié Hôtel de ville, Place Foch à Châlons-en-Champagne (51000), représenté par Monsieur Jacques JESSON, Président de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, dûment autorisé à la signature de la présente convention, en vertu de la délibération n° ~~20-171~~ <sup>20-171</sup> du 17/09/20 ;

ci-après dénommé « **le délégant** »,

**D'AUTRE PART,**

**Vu** la loi 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**Vu** la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

**Vu** le code de la commande publique, et notamment les articles L2422-5 et suivants.

**PREAMBULE**

La Véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François est un itinéraire de 24 kilomètres d'intérêt national inscrit au Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes de la Marne ainsi qu'au Schéma National des Véloroutes en tant que Véloroute n°52 « Paris – Strasbourg ».

Les objectifs d'un tel projet sont à la fois de favoriser la découverte du patrimoine et des paysages marnais, d'améliorer la qualité de vie, de développer l'économie locale et de développer la pratique du vélo aussi bien pour les loisirs et le tourisme, tout en ayant un intérêt pour les déplacements utilitaires.

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne porte notamment les compétences suivantes : « tourisme », « organisation de la mobilité » et « aménagement et gestion du réseau cyclable ». A ce titre, elle a déjà procédé à l'aménagement d'une voie cyclable sur le chemin de halage entre Recy et Moncetz-Longevas.

Par conséquent, afin d'assurer la continuité de la véloroute N°52 avec la Voie Verte de Recy – Moncetz-Longevas et dans un esprit de cohérence, le Département de la Marne a proposé à la Communauté d'Agglomération d'intégrer à ce projet d'aménagement une section de près de 300 mètres située à Moncetz-Longevas, Commune de la Communauté d'agglomération.

Par délibération n°2020-049 du 13 février 2020, la Communauté d'Agglomération a accepté que cette section soit intégrée au projet de véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François et a décidé de confier au Département sa réalisation par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage en vertu des dispositions de l'article L2422-5 du code de la commande publique.

Le présent contrat régit les modalités de ce mandat de maîtrise d'ouvrage.

**En conséquence, il est convenu ce qui suit**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

Le présent contrat organise les modalités du mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la véloroute d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François, conformément à l'article L2422-7 du code de la commande publique.

En application de ces dispositions, Châlons Agglo confie au Département de la Marne un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, pour son compte, des travaux d'aménagement de la section de véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas, entre la fin de la voie verte existante, au niveau du dernier ouvrage de franchissement du canal latéral à la Marne, et la limite communale, soit près de 300 m.l. tel que présenté dans le plan joint en annexe 1. Le Département de la Marne accepte cette mission dans les conditions du présent contrat.

#### **ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION ET DES OBLIGATIONS DE MAITRISE D'OUVRAGE**

##### **2.1 Missions et obligations du mandataire**

Au regard du projet d'aménagement de la Véloroute entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François, le mandataire s'engage à respecter les missions et obligations suivantes :

- mandater un maître d'œuvre en charge des missions suivantes :
  - AVP (avant-projet)
  - PRO (phase projet)
  - DCE (Dossier de consultation des entreprises)
  - DET
  - VISA ou EXE
  - AOR ;
- lancer les procédures réglementaires inhérentes à la réalisation de l'opération (étude d'impact, dossier loi sur l'eau...) ;
- lancer la ou les procédures de passation des marchés publics dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics ;
- notifier le ou les marchés aux prestataires retenus par sa Commission d'Appel d'offres ;
- assurer la bonne gestion technique, administrative et financière de l'opération et plus particulièrement du chantier de travaux ;
- procéder aux paiements du ou des marchés publics et à toutes dépenses afférentes à l'opération ;
- procéder aux opérations de réception des ouvrages et la levée des réserves éventuelles ;
- établir les dossiers de demandes de subventions afférentes à l'opération auprès des financeurs et en solliciter le versement ;
- gérer toutes actions en justice pouvant être engagées dans le cadre de l'opération ;
- passer toutes les commandes complémentaires nécessaires à la bonne exécution de l'opération ;

Et, plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de ses missions et obligations.

Le mandataire tiendra informé le délégant de l'évolution de l'opération sous une fréquence de 15 jours à 1 mois afférente à l'importance des informations soit par transmission de compte-rendu, par convocation aux réunions ou par courriel.

Le mandataire s'engage à respecter les missions et obligations énoncées dans le code de la commande publique.

## 2.2 Approbation du projet

Le mandataire sollicitera, par courriel ou courrier, dans un délai de quinze jours préalable à la date de l'approbation définitive du mandataire attendue, l'accord préalable du délégant sur les dispositions concernant la section de Moncetz-Longevas aux différentes étapes du projet :

- l'avant-projet,
- le projet,
- le DCE avant le lancement de la procédure de consultation des entreprises de travaux,
- le rapport d'analyse des offres avant présentation en Commission d'appel d'offres et attribution des marchés publics de travaux.

A cet effet, les dossiers correspondants seront adressés, par courrier ou courriel, sous un délai de 15 jours avant approbation définitive attendue, au délégant par le mandataire.

Le détail estimatif de l'avant-projet sera conçu de façon à faire apparaître clairement la répartition des dépenses entre les parties contractantes avant le lancement de la consultation des entreprises.

Le délégant devra notifier par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de lecture et réception, ses décisions au mandataire ou faire ses observations dans un délai de 15 jours suivant la réception des dossiers ; à défaut, son accord sera réputé obtenu.

## 2.3 Suivi de chantier

Durant la phase de préparation du chantier, et impérativement avant le démarrage des travaux :

- le mandataire transmettra au délégant une copie intégrale du marché notifié à l'entreprise ;
- le mandataire communiquera au délégant les éléments suivants, après que leur conformité aux exigences du marché et aux prescriptions imposées ait été vérifiée par le maître d'œuvre :
  - dossier d'exploitation sous chantier avec notamment les modalités de maintenance de la signalisation du chantier et des éventuelles déviations ;
  - fiches techniques des matériaux.

En outre, le délégant sera systématiquement invité aux réunions de chantier et destinataire de chaque compte rendu.

En cas de problème constaté dans la direction de l'exécution des contrats de travaux sur sa section, le délégant se réserve le droit, en informant préalablement le mandataire, d'interpeller le maître d'œuvre sur ses responsabilités et de lui demander d'agir pour proposer une solution.



## 2.4 Aléas de chantier

Le délégant est associé aux décisions portant sur tout aléa de chantier susceptible d'entraîner une modification du projet technique, administratif ou financier sur la section de Moncetz-Longevas selon les modalités décrites dans l'article 2.3 – suivi de chantier.

En cas de modification du montant des dépenses prévisionnelles mises à la charge du délégant, un avenant au présent contrat, préalable à toute prise de décision entraînant une telle modification, devra être passé et faire l'objet d'un accord préalable de l'organe délibérant de chacune des parties.

## 2.5 Rémunération du mandataire et pénalités

La mission du mandataire est exercée à titre gratuit. Elle n'est soumise à aucune pénalité.

## **ARTICLE 3 – PROGRAMME PREVISIONNEL DE L'OPERATION DANS SA GLOBALITE ENTRE MONCETZ-LONGEVAS ET VITRY-LE-FRANÇOIS**

L'ensemble de la véloroute de Moncetz-Longevas à Vitry-le-François est conçue comme un itinéraire de balade douce à destination des piétons, des cyclistes ou des utilisateurs d'engins de déplacement personnel au sens du Code de la route.

En tant qu'itinéraire d'intérêt national, l'aménagement prendra en considération les préconisations de la charte nationale des véloroutes et voies vertes.

Il s'appuie sur des principes de sécurité et d'accessibilité et s'adaptera aux prescriptions environnementales.

Des aires de repos viendront agrémenter cet itinéraire le long de ses 24 kilomètres.

Aménagé sur chemin de halage / contre-halage le long du canal latéral navigué de la Marne, cet itinéraire devra s'adapter aux contraintes d'exploitation de Voies Navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, et fera l'objet d'une convention de superposition d'affectation avec les parties prenantes.

Le programme prévisionnel de l'opération globale présenté en annexe 2 reprend la nature, les contraintes et les exigences de l'aménagement envisagé entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François. Ses dispositions seront complétées en phase étude.

## **ARTICLE 4 – GESTION FINANCIERE ET MODALITES DE FINANCEMENT**

### 4.1 : Engagements financiers

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération dans sa globalité est estimée à 6 000 000 € TTC sur la base de l'AVP.

Le financement de l'aménagement de la section par le délégant correspond aux travaux suivants qui seront réalisés sur la section de Moncetz-Longevas :

- la prise en charge des dépenses relatives aux travaux V.R.D. : aménagement de la chaussée et de ses accotements selon les principes qui seront validés par le délégant pour la section située sur son territoire ;
- Aménagements de sécurisation (gardes corps, barrières de contrôle d'accès, marquage au sol,...) ;
- Aménagements de compensation environnementale qui pourraient être nécessaires (noues, plantations,...) ;



- Mise en place de la signalisation de police.

Les autres frais non cités ci-avant, tels que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre, les frais de fonctionnement (reprographie, courriers,...) et les frais liés à la passation des marchés (publicité, procédures de désignation du titulaire du marché,...) sont supportés par le mandataire.

Le montant estimatif total des travaux de la section de Moncetz-Longevas s'élève à 68 400€ TTC, duquel est déduite une subvention de 20% du Département destinée à la réalisation d'itinéraires d'intérêt national ne relevant pas de sa maîtrise d'ouvrage.

Le financement du délégant s'élève donc en estimatif à 57 000 € TTC, montant duquel pourra être déduit une part des subventions perçues par le Département pour la réalisation de ce projet, calculée selon la formule suivante :

*montant de la subvention x linéaire réalisé sous délégation / total des km subventionnés.*

Ce coût prévisionnel ne sera rendu définitif qu'après le solde des travaux et la perception des subventions éventuelles et pourra être ajusté à la baisse sans limite. Dans le cas d'une hausse, un maximum de 15% du montant prévisionnel énoncé ci-dessus est fixé et en cas de dépassement de ce maximum un avenant à la présente convention sera nécessaire.

Le mandataire et le délégant sont éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour leurs propres investissements qu'ils réalisent et donc pour l'opération objet de la présente convention. Chacun fera donc son affaire des demandes de récupération correspondantes.

De ce fait, les acomptes et soldes de la participation financière du délégant seront calculés sur le montant TTC des dépenses engagées par le mandataire.

Ces engagements financiers sont conditionnés par le strict respect de la convention, notamment en ce qui concerne :

- l'association des différents partenaires au suivi de la conception et de la réalisation de l'opération ;
- le respect des objectifs prescrits concernant les ouvrages objet du mandat énoncés à l'article 2.

Le non-respect de ces obligations pourra entraîner une remise en cause des engagements financiers actés dans cet article.

En cas de nécessité de modifier le projet technique, administratif ou financier sur la section faisant l'objet du présent contrat de maîtrise d'ouvrage, le mandataire transmettra par tous moyens ses propositions au délégant pour validation. Le délégant devra faire part de son avis par courriel ou courrier sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception des éléments. Le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du délégant et doit donc obtenir l'accord écrit de celui-ci avant toute modification du projet et moyennant la passation d'un avenant pour ce qui concerne la partie du territoire de La communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne.

#### **4.2 : Modalités de versement du financement du délégant**

Le financement du délégant, pour la réalisation de la section de véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas, sera versée, après l'émission du titre de recette par le mandataire, sous forme d'un seul mandat de paiement en fin de travaux et après perception des diverses subventions, selon les conditions précises suivantes :

- Le financement correspond au montant réel des travaux réalisés sur le linéaire soumis à mandat, duquel est déduit la subvention de 20 % du Département et une part, calculée selon la formule ci-avant, des diverses subventions perçues par le mandataire pour la réalisation de ces travaux ;
- Le financement sera versé après la réception des travaux, la levée des réserves éventuelles, la perception des subventions et sur présentation des justificatifs administratifs et financiers suivants :
  - procès-verbaux de réception des travaux et de levée des réserves,
  - factures et décomptes généraux et définitifs des marchés publics de travaux,
  - titres des recettes perçues dans le cadre d'éventuelles subventions,
  - bilan général de l'opération.

Le bilan général de l'opération est constitué par le mandataire et comporte le détail de toutes les dépenses réalisées et subventions perçues pour le compte du délégant dans le cadre des travaux et soumises à son financement, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des paiements et des titres résultants des pièces justificatives et leur possession.

Ce bilan général ne deviendra définitif qu'après accord écrit envoyé en recommandé avec accusé de réception du délégant dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, ce bilan général sera réputé définitif et accepté par les parties.

Le délégant s'engage à procéder au versement de son financement total dans un délai de deux mois à compter de la date de la réception du bilan général de l'opération et du titre de recette émis par le mandataire.

#### **ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par toutes les parties et est applicable jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux et reprise des désordres couverts par cette garantie.

L'absence de toutes observations de la part du délégant formulées avant la date de fin de la garantie de parfaite achèvement des travaux vaudra quitus au mandataire.

#### **ARTICLE 6 – MODALITES DE RECEPTION DES OUVRAGES**

Une fois les travaux terminés, il sera procédé à leur réception selon la réglementation des marchés en vigueur.

Les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes :

- le mandataire assurera la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception auxquelles sera convié le délégant par l'envoi d'un courrier de convocation sous un délai préalable de 15 jours avant la date retenue ;
- le mandataire transmettra par courrier ou courriel sous un délai de 15 jours après la date de réception de l'ouvrage, les propositions au délégant en ce qui concerne la décision de réception avec ou sans réserves.

Le délégant fera connaître sa décision, par retour de courrier ou courriel, au mandataire dans les 15 jours suivant la réception des propositions du mandataire.

Le défaut de décision du délégant dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise et au maître d'œuvre ; copie en sera notifiée au délégant.

Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le délégant devra lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties annuel ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du délégant.

#### **ARTICLE 7 – REMISE DES OUVRAGES**

L'ouvrage réalisé sur la commune de Moncetz-Longevas sera remis au délégant, après notification effectuée par le mandataire aux entreprises et au maître d'œuvre de la décision de réception des travaux sans réserve.

Cette remise fera l'objet d'un constat contradictoire signé entre les deux parties à la présente convention, après réalisation des opérations et procès-verbaux de réception des travaux et levée des éventuelles réserves.

La remise de ces ouvrages transfère leur garde et entretien au délégant.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Le mandataire est tenu de fournir au délégant les dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages dans un délai de 1 mois maximum à compte de la date de remise de l'ouvrage.

#### **ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE**

La mission de mandataire prend fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (1 an) de la section de Véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas sous réserves des éventuelles actions contentieuses au titre des garanties contractuelles et légales (en dérogation à l'article 5 du présent contrat) ;

#### **ARTICLE 9 – ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES OUVRAGES**

A compter de la remise de l'ouvrage par le mandataire au délégant dans les conditions fixées à l'article 7 du présent contrat l'entretien et l'exploitation de la section de Moncetz-Longevas est du ressort exclusif du délégant.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation des aménagements ou d'un défaut d'entretien de ceux-ci.

#### **ARTICLE 10 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

Les parties au présent contrat doivent être titulaires d'une police d'assurance en responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers au cours de la réalisation de l'opération.

#### **ARTICLE 11 - CAPACITES D'ESTER EN JUSTICE**

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du délégant jusqu'à l'échéance du mandat, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous un délai de 15 jours préalable à l'action, du délégant.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

#### **ARTICLE 12 – REVISIONS, MODIFICATIONS ET RESILIATION**

Le présent contrat est établi d'un commun accord entre les parties. Toute révision ou modification de cette convention fera l'objet d'un avenant dont la signature sera préalablement autorisée par délibération de l'organe délibérant de chaque partie.

La proposition d'avenant sera établie par le mandataire, elle sera transmise à chaque partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La réponse de chaque partie devra se faire sous un délai maximum de 15 jours calendaires, avant validation définitive par délibération et signature de l'avenant par les parties sous un délai maximum de deux mois.

Le présent contrat pourra être résiliée de plein droit, à quel que moment que ce soit, en cas de non-respect de ses clauses, par l'une ou l'autre partie, après mise en demeure, restée infructueuse durant quinze jours, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en œuvre de la procédure de résiliation sera formalisée par l'envoi, en recommandé avec accusé de réception, d'une lettre de mise en demeure de se conformer aux obligations posées par le présent contrat ou de réaliser l'objet du présent contrat. La résiliation du présent contrat interviendra à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi de la mise en demeure, si cette dernière est restée infructueuse.

En cas de refus de la réception de la lettre de résiliation, le point de départ du délai de préavis démarrera à la date de première présentation de ladite lettre par les services postaux.

Il sera alors procédé, sous un délai de deux jours maximum après l'effectivité de la résiliation du contrat à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire, des travaux réalisés, des sommes dues par le délégant et des modalités de règlement. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal écrit qui précisera en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au délégant énoncé à l'article 7.

Compte tenu de la gratuité de la mission du mandataire, ces cas de résiliation ne feront l'objet d'aucune indemnité.

### **ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les éléments du conflit. Si au terme d'un délai de 30 jours les parties ne parvenaient pas à s'entendre, le différend sera soumis par la partie la plus diligente à la juridiction compétente désignée ci-après. Durant tout le processus de négociation et jusqu'à son issue, les parties s'interdisent d'exercer toute action en justice l'une contre l'autre et pour le conflit objet de la négociation.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE), seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

### **ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC**

Les documents publics, les panneaux d'information de chantier et d'une manière générale les documents d'information sur le projet indiqueront le financement apporté par les co-financeurs, avec mention de leur logo complet et seront à la charge du mandataire du présent contrat

#### **La présente convention comporte 2 annexes :**

ANNEXE 1 : Cartographie

Plan de situation, Carte du projet de véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François et Plan de la section Moncetz-Longevas

ANNEXE 2 : Programme prévisionnel de l'opération dans sa globalité entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François

Fait en deux exemplaires originaux à Châlons-en-Champagne, le **26 OCT. 2020**

Le Président de la Communauté  
d'Agglomération  
de Châlons-en-Champagne

  
**Jacques JESSON**



Le Président du Conseil départemental  
de la Marne

  
**Christian BRUYEN**

# **ANNEXES AU CONTRAT DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**pour l'aménagement d'une section  
de la Véloroute d'intérêt national n°52  
entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François,  
sur le territoire de la commune de Moncetz-Longevas**

## **ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE**

**Localisation du projet au sein du Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes**

**Carte du projet de Véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François**

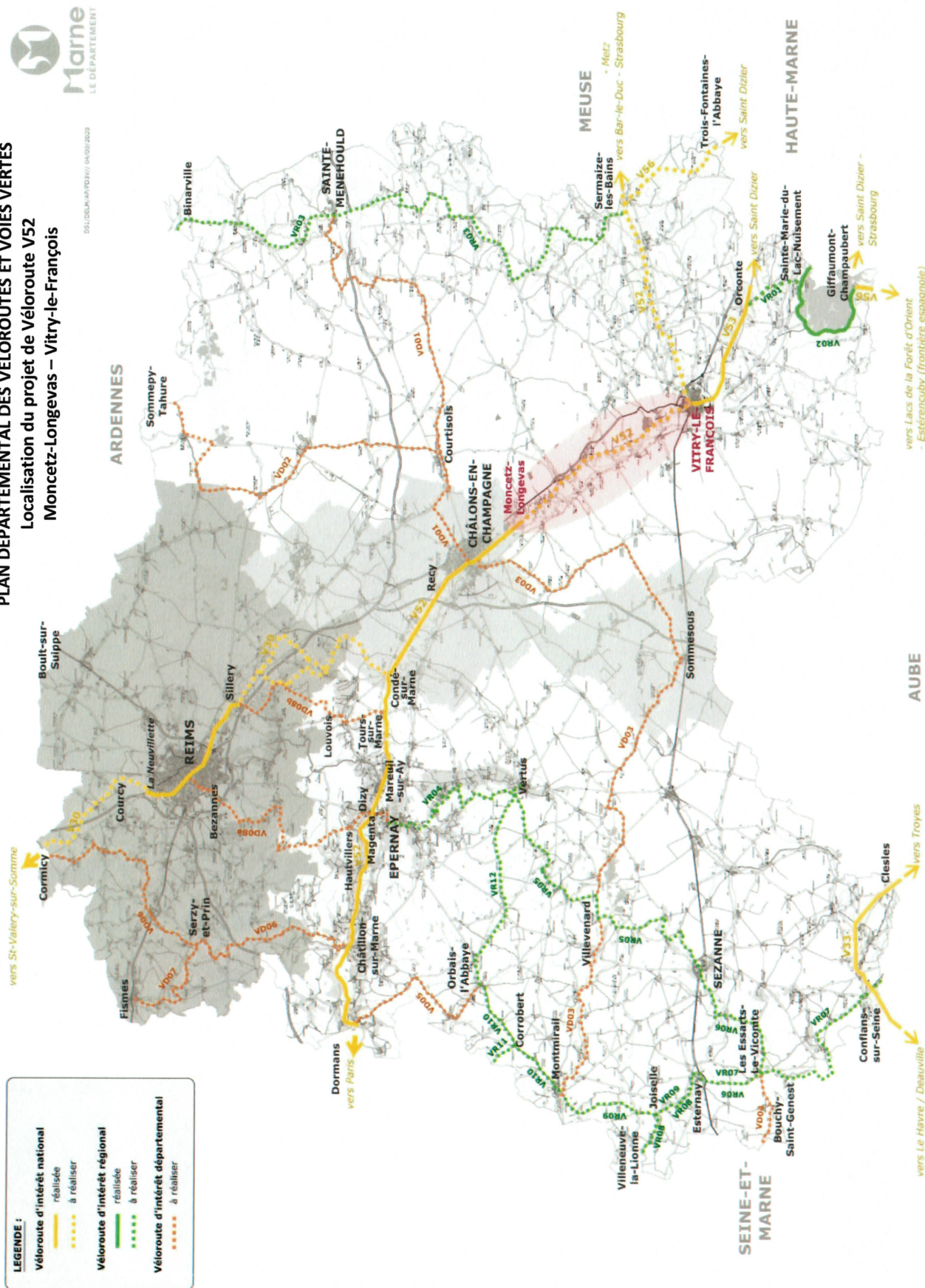
**Plan de la section Moncetz-Longevas**



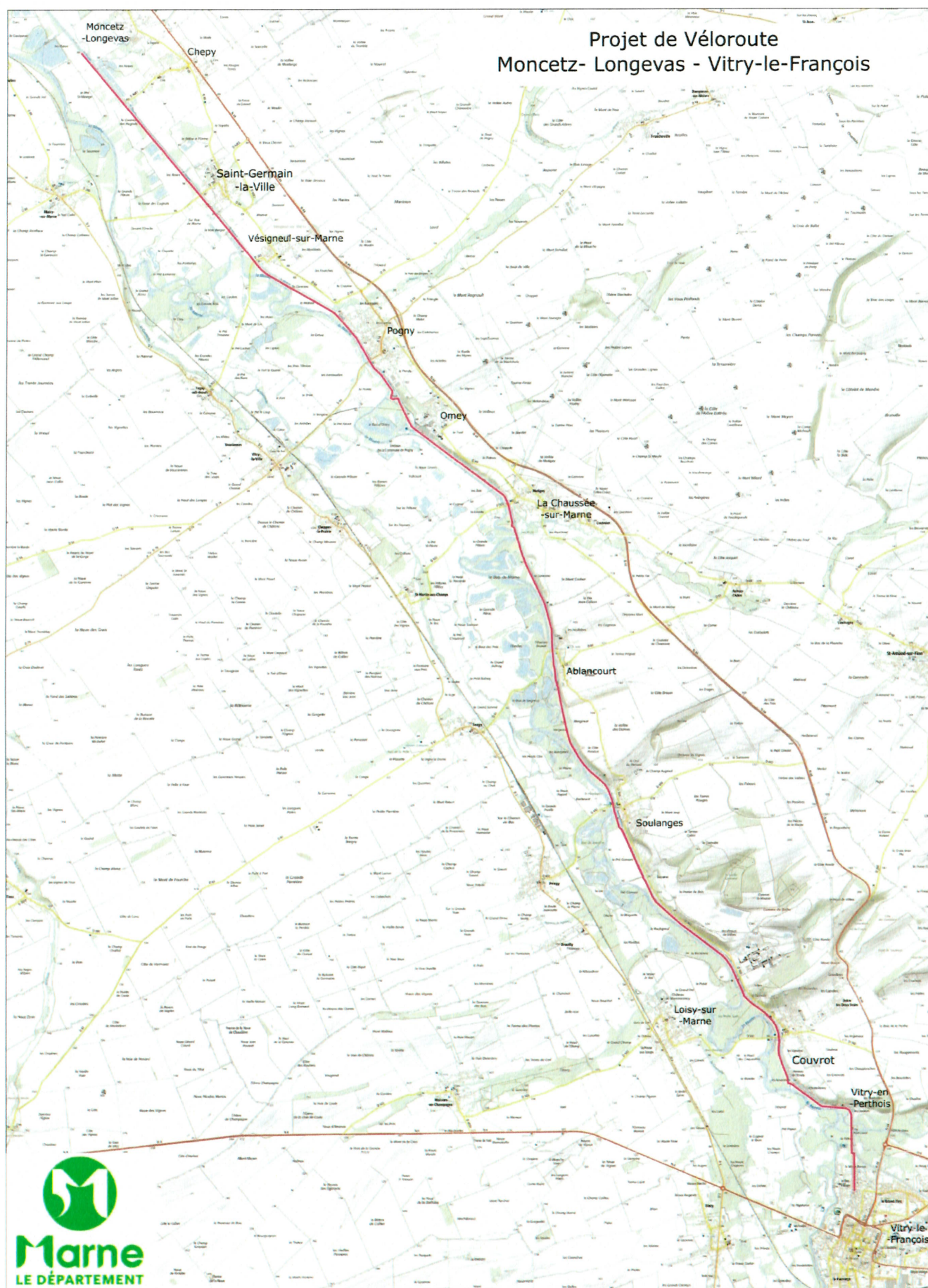


**PLAN DÉPARTEMENTAL DES VELOURUTES ET VOIES VERTES**  
 Localisation du projet de Véloroute V52  
 Moncetz-Longevas – Vitry-le-François

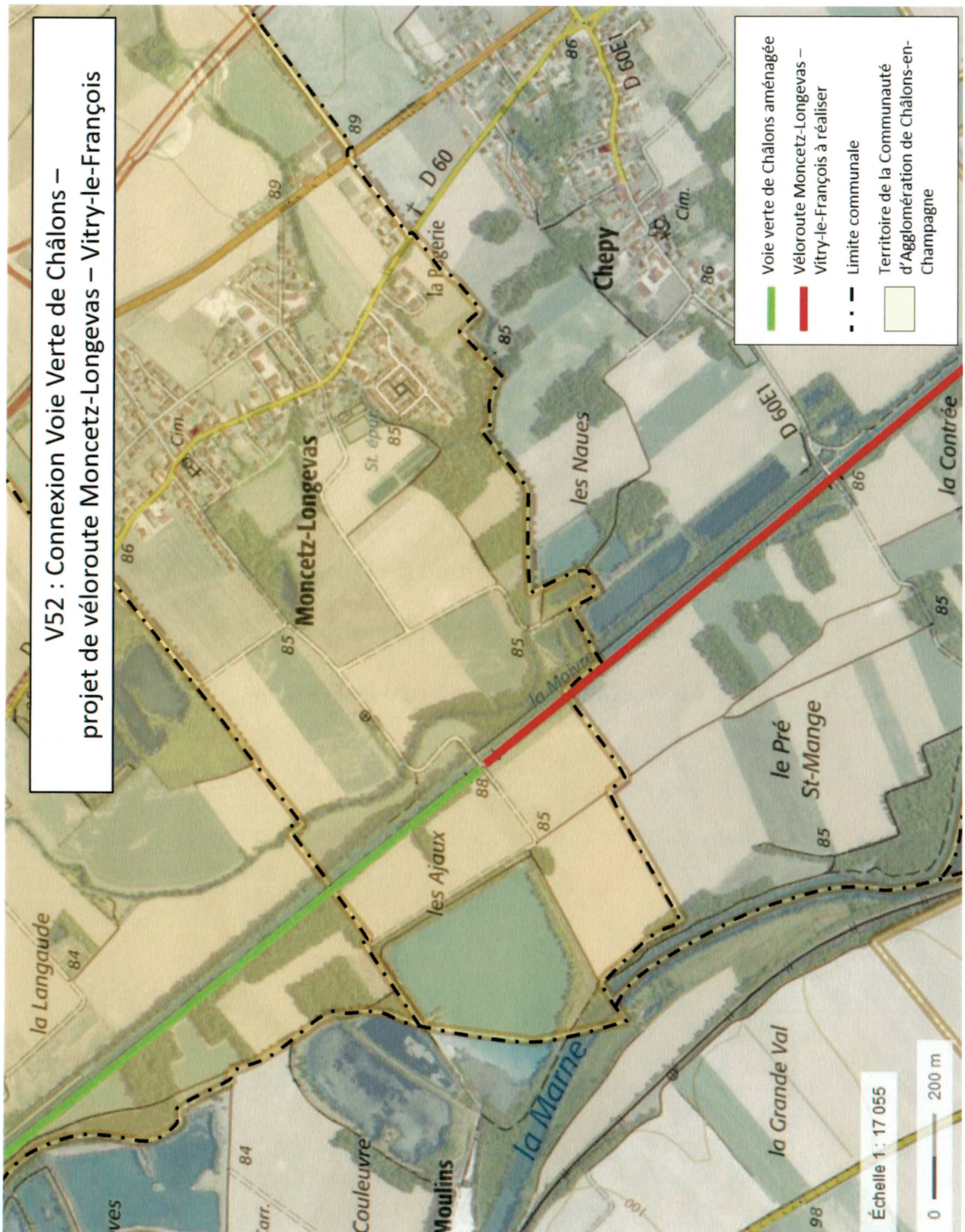
DEL02LMAVFD317 / 14/09/2020











**ANNEXE 2 : Programme de l'opération  
de Véloroute d'intérêt national  
Moncetz-Longevas – Vitry-le-François**

## SOMMAIRE

|   |   |
|---|---|
| 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION .....                    | 3 |
| 1.1 – Contexte de l'étude.....                                    | 3 |
| 1.2 - Objet de l'opération.....                                   | 3 |
| 1.3 – Etudes antérieures .....                                    | 4 |
| 2 - NATURE DES AMENAGEMENTS ET TRAVAUX A REALISER .....           | 5 |
| 3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES GENERALES .....                      | 6 |
| 3.1 - Les contraintes .....                                       | 6 |
| 3.1.1. Les contraintes d'ordre technique et environnemental ..... | 6 |
| 3.1.2. Les contraintes spécifiques .....                          | 7 |
| 3.1.3. Les contraintes de sécurité .....                          | 8 |
| 3.1.4. Accessibilité de l'aménagement aux tiers .....             | 8 |
| 3.1.5. Service et confort des utilisateurs .....                  | 8 |
| 3.2 - Les exigences .....   | 9 |
| 3.2.1. Tracé de l'itinéraire.....                                 | 9 |
| 3.2.2. Mise en place de la structure .....                        | 9 |
| 3.2.3. Mise en place de la signalisation .....                    | 9 |
| 5 - COUTS ET DELAIS PREVISIONNELS .....                           | 9 |
| 5.1 – Délais indicatifs .....                                     | 9 |
| 5.2 - Enveloppe prévisionnelle financière.....                    | 9 |



## 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION

### 1.1 – Contexte de l'étude

Le Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes a été voté par l'assemblée départementale le 17 octobre 2008 et actualisé le 19 octobre 2018.

Il s'appuie sur le Schéma Régional de l'ex Champagne Ardenne et le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes et porte les objectifs suivants :

- favoriser la découverte du patrimoine et des paysages marnais,
- améliorer la qualité de vie,
- développer l'économie touristique locale,
- développer la pratique du vélo en améliorant la sécurité des usagers.

Ainsi est prévue la réalisation d'un réseau de près de 820 km d'itinéraires cyclables composé de véloroutes d'intérêt national aménagées principalement en site propre (voies vertes où la circulation est réservée aux véhicules non motorisés et piétons), d'itinéraires de niveau régional et de niveau départemental ouverts sur route partagée.

A ce jour, près de 140 km ont été réalisés dont 120 km d'itinéraires à vocation nationale :

- V30 : Coulée Verte entre Reims et Sillery (16,5km) / Communauté Urbaine du Grand Reims
- V33 : Véloroute du Canal de la Haute Seine entre Clesles et Conflans-sur-Seine (17 km) / Département de la Marne
- V52 : Véloroute de la Vallée de la Marne de Dormans à Condé-sur-Marne (44,5km) / Département de la Marne
- V52 : Véloroute entre Condé-sur-Marne et Moncetz-Longevas (24 km) / Communauté d'Agglomération de Châlons
- V53 : Véloroute entre Vitry-le-François et Orconte (17 km) / Syndicat du Der

#### Rappel - définitions :

Véloroutes : « itinéraires continus destinés à faciliter la circulation des cyclistes sur de moyennes et de longues distances. Elles ont notamment pour support des voies appartenant au domaine public ou privé de l'Etat, de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents en matière de voirie. Elles empruntent tout type de voie adapté à la circulation des cyclistes et bénéficient d'un jalonnement continu » (code de la voirie routière)

Voies vertes : « route exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés à l'exception des engins de déplacement personnel motorisés, des piétons et des cavaliers » (code de la route).

### 1.2 - Objet de l'opération

La présente opération concerne la réalisation d'un itinéraire à vocation nationale du Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François.  
Cette véloroute fait partie de l'itinéraire national n°52 « Paris – Strasbourg » du Schéma National des Véloroutes.

Localement, en assurant la continuité de la voie verte Recy – Moncetz-Longevas, elle permet de connecter des pôles majeurs du département que sont Châlons-en-Champagne, Vitry-le-François et le Lac du Der.

Ce projet de véloroute s'étend de l'extrémité de la voie verte réalisée par la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne au niveau de l'intersection du contre halage avec le chemin dit de Pré Ville à Moncetz-Longevas, jusqu'à l'extrémité du Bras Landy à Vitry-le-François.

Sur près de 24 km, l'itinéraire envisagé se déroule principalement le long du Canal Latéral à la Marne sur le chemin dit de contre halage.

Le Département de la Marne assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet sur la section comprise entre le limite communale Moncetz-Longevas / Chepy et Vitry-le-François

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne est compétente pour la maîtrise d'ouvrage sur la section comprise entre la fin de la voie verte réalisée à Moncetz-Longevas et la limite communale Moncetz-Longevas / Chepy, dont elle confie la réalisation au Départements de la Marne par contrat d'un mandat de maîtrise d'ouvrage.

TPF Ingenierie et Artemise Paysage ont quant à eux été mandatés pour effectuer la maîtrise d'œuvre de ce projet.

Le projet de véloroute présente les caractéristiques principales suivantes :

|                      |  |
|----------------------|--|
| Intersections        | 15 intersections<br>dont 10 intersections sous ouvrages envisagées<br>et 2 passages de voies ferrées desservant des usines   |
| Aires de pique-nique | 9 aires à aménager dont 1 existante :<br>2 aires de niveau 2 avec aires de stationnement<br>et 7 aires de niveau 3   |
| Ouvrages d'art       | Sécurisation du passage sur le pont canal au niveau de l'écluse n°1 à Vitry-le-François<br>Sécurisations d'ouvrages de franchissement de cours d'eau ou de gestion des eaux du canal |
| Points particuliers  | Déplacement de la zone d'attente des bateaux au niveau de l'écluse 1   |

La véloroute a vocation à accueillir la pratique de loisirs de différents usagers non motorisés (randonneurs pédestres, joggeurs, cyclistes, etc) tout en étant dans la mesure du possible accessible aux personnes à mobilité réduite.

Situé entre deux pôles urbains, cet itinéraire pourra également avoir une vocation utilitaire (déplacement domicile – travail, ...).

### 1.3 – Etudes antérieures

- Assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du programme :

Le Département a mandaté en 2009 le bureau d'étude INDDIGO pour la réalisation d'une mission d'assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du programme relatif à l'itinéraire Chepy – Vitry-le-François.

Depuis le rendu du rapport final en décembre 2013, des modifications ont été apportées au projet de véloroute :

- modification de la zone d'étude :  
-> Extrémité nord : extension de l'extrémité nord jusque la fin de la voie verte à Moncetz-Longevas (+250m)  
-> Extrémité sud : modification de l'arrivée dans Vitry-le-François et fin d'itinéraire au niveau du Bras Landy
- modification du nombre et de la localisation des aires de repos

- Etudes environnementales

Le Département a mandaté en 2010 le bureau PLANETE VERTE pour la réalisation d'un dossier comprenant :

- l'étude d'impact,
- l'évaluation des incidences de l'aménagement sur des sites Natura 2000,
- le dossier loi sur l'eau

La zone d'étude correspond à celle défini dans le rapport d'INDDIGO.

Le dossier finalisé en juillet 2013 n'avait toutefois pas été déposé pour instruction.

En 2019, suite à la relance du projet de véloroute et en application de l'article R. 122-3 du code de l'Environnement, un dossier d'examen au cas par cas a été déposé au titre de la rubrique 6.c (Construction de pistes de cyclables et voies vertes de plus de 10 km).

Considérant qu'au regard des éléments fournis et sous réserve du respect de la réglementation sur les espèces protégées, le Préfet de la région Grand Est a décidé, le 4 juin 2019, que le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé et n'est donc pas soumis à évaluation environnementale.

Le maître d'œuvre devra baser son étude sur les principes présentés dans ce dossier d'examen au cas par cas.

Le dossier cas par cas et la décision du préfet sont mis à disposition des candidats en annexes.

## **2 - NATURE DES AMENAGEMENTS ET TRAVAUX A REALISER**

Les aménagements à étudier par le maître d'œuvre comprennent l'infrastructure proprement dite de la véloroute, ainsi que toutes ses dépendances et équipements d'agrément, de sécurité, de signalisation ou de compensation environnementale.

Nature des aménagements et travaux à réaliser :

- les installations de chantier (compris pistes d'accès, aménagement d'aire de dépôt, panneaux d'information,...) ;
- la signalisation temporaire de chantier et sa maintenance (hors mise en place des déviations), les travaux résultant du phasage des travaux ;
- les travaux préparatoires (dégagement d'emprises,...), les terrassements la réalisation d'une chaussée revêtue d'un béton bitumineux ;
- le cas échéant, la réalisation d'ouvrages hydrauliques adaptés selon les conclusions des études et dossier loi sur l'eau
- la réfection éventuelle de berges
- la réalisation de l'infrastructure proprement-dite
- la réalisation des aménagements paysagers (enherbement, plantations,...)
- la mise en place de la signalisation et de la signalétique
- la sécurisation de l'itinéraire emprunté et de ses abords (traversées dont intersections, passage du Pont Canal, ponts empruntés, écluses, passages sous ouvrage, ...)
- la réalisation des ouvrages de franchissement éventuels
- le déplacement d'une zone d'attente de bateaux au niveau d'une écluse

### **3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES GENERALES**

#### **3.1 - Les contraintes**

##### **3.1.1. Les contraintes d'ordre technique et environnemental**

###### Aménagement en zone inondable

Le maître d'œuvre devra s'assurer de la compatibilité de l'aménagement avec le Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Il étudiera les mesures d'évitement possibles ou sinon veillera à en réduire les impacts et proposera des mesures compensatoires pertinentes.

Les matériaux utilisés, les notes de calcul de dimensionnement et les prescriptions en phase travaux devront prendre en compte ce risque.

###### Gestion des eaux pluviales

La véloroute est à aménager sur le chemin de contre halage existant dont 60% du linéaire possède déjà un revêtement en enrobé.

Le projet étant soumis à la loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0. relative aux rejets d'eaux pluviales et l'imperméabilisation des sols, des mesures de gestion et perméabilisation seront à proposer au niveau des futurs ouvrages (noues, bandes enherbées, ...).

###### Prise en compte des zones humides

Le maître d'œuvre a pour mission de réaliser le dossier loi sur l'eau dont l'étude d'incidence déterminera si le projet est soumis à déclaration ou à autorisation conformément à l'article R 214 du Code de l'Environnement. Cette étude comprendra un diagnostic précis des zones humides avérées et potentielles situées sur le tracé conformément aux exigences de la loi sur la biodiversité.

Afin d'établir les mesures de compensations qui seront nécessaires, le maître d'œuvre devra également s'assurer de la capacité des éventuels terrains proposés à devenir des zones humides (sondages pédologiques,...).

###### Respect des espèces protégées

Des dispositions seront à prescrire afin de respecter les espèces protégées conformément à la réglementation existante.

L'ensemble du tracé étant situé ZNIEFF, une attention particulière sera portée au phasage des travaux afin de minimiser les perturbations de la faune notamment en périodes de reproduction et de nidification.

###### Protection – réfection des berges

En fonction de la disponibilité des emprises et de leur domanialité, et de la configuration du site, le cheminement sera à éloigner autant que possible des berges pour la sécurité des usagers et la pérennité de l'ouvrage.

En secteur contraint, le maître d'œuvre devra, après analyse de l'état des berges, préciser s'il est nécessaire de réaliser des linéaires de protection ou de réfection des berges. Ces travaux, devront être intégrés au projet, et être définis en concertation avec Voies Navigables de France (techniques, linéaire,...).

###### Traversée d'agglomérations ou de communes, voiries partagées et franchissement d'intersections

Dans le cas où, la traversée de communes serait nécessaire pour assurer la continuité de l'itinéraire ; celle-ci demandera des aménagements particuliers (carrefours, séparation de flux, signalisation...) que le maître d'œuvre devra proposer au maître d'ouvrage afin de garantir un bon niveau de sécurité ainsi qu'un écoulement sans difficulté des flux (traversée de routes).

La réalisation d'aménagements en flux séparés sera aussi proposée par le maître d'œuvre dès que le problème de protection des usagers du cheminement se posera.

De même, en fonction des voiries traversées et de leur fréquentation, le maître d'œuvre proposera des aménagements garantissant la sécurité des usagers de l'itinéraire par le biais de dispositifs adaptés (îlots, plateaux, signalisation, équipements, etc.).



#### Intégration de l'infrastructure avec les pratiques existantes

Les aménagements projetés doivent rester compatibles avec les activités pratiquées actuellement sur le domaine public fluvial (pêche, randonnée, sports nautiques,...).

Des solutions seront à proposer afin de concilier au maximum les différentes pratiques existantes. Des rencontres avec les principaux usagers du chemin seront par ailleurs à prévoir pour permettre une meilleure connaissance des différentes contraintes.

#### Prise en compte des équipements et réseaux existants

Le maître d'œuvre devra prendre en compte les différents réseaux existants (recensement, état des contraintes, étude en partenariat avec les concessionnaires).

#### Contraintes de circulation en phase travaux

Pour les travaux qui devront se dérouler pour partie sous circulation, les études devront avoir pour finalité une perturbation minimale du trafic et une sécurité totale des usagers. Une grande place devra être accordée à la réflexion sur les conditions de phasage, mesures de sécurité à mettre en œuvre en concertation avec les gestionnaires de voirie concernés.

#### Sécurisation de la zone du Pont Canal

En accord avec Voies Navigables de France (VNF), la véloroute pourra passer par le Pont Canal à Vitry-le-François sous réserve de déplacer la zone d'attente des bateaux au niveau de l'écluse n°1 (suppression / mise en place de bollards d'amarrage,...). Les dispositions techniques de ce réaménagement seront à convenir avec VNF. Une attention particulière sera portée à la sécurisation du passage étroit sur le pont canal (mise en place de gardes corps,...).

### **3.1.2. Les contraintes spécifiques**

#### Domanialité et maîtrise foncière

Le projet devra se limiter au maximum au domaine public voire privé de l'Etat ou des Communes.

Le Département n'étant pas propriétaire des emprises qui seront aménagées, le projet sera soumis à la validation de Voies Navigables de France et des Communes. Des réunions de concertations seront donc à prévoir avec ces différents interlocuteurs.

La partie cheminement est essentiellement à réaliser sur le domaine public fluvial. Une convention sera donc établie entre le maître d'ouvrage et VNF avant le démarrage des travaux.

Des visites de terrain seront à prévoir avec le gestionnaire en phase étude afin de recenser les différentes contraintes du site.

Toute intervention sur le domaine public fluvial devra avoir été autorisée préalablement par VNF. Le maître d'œuvre devra s'assurer d'obtenir les autorisations de circuler auprès de VNF avant d'emprunter en véhicule le chemin de halage ou contre-halage. S'il est nécessaire de faire des relevés, une autorisation d'occupation temporaire pourra être exigée par VNF.

#### Réseau des itinéraires cyclables d'intérêt national

La véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François est inscrite au schéma national des véloroutes. Il est donc indispensable que les recommandations établies dans le cahier des charges de ce réseau soient prises en compte pour l'aménagement projeté.

#### Intégration paysagère des aménagements

La valorisation du site passe naturellement par une bonne intégration paysagère des aménagements projetés.

Besoins d'accès pour l'entretien, l'exploitation de la voie d'eau, les secours et l'accès de riverains

Le cheminement à créer emprunte majoritairement le chemin de contre-halage géré par VNF ; les aménagements projetés notamment en termes de dispositifs de restriction d'accès devront prendre en compte les besoins pour l'entretien, l'exploitation de la voie d'eau, les secours et l'accès de certains riverains.

L'implantation des dispositifs de restriction d'accès devra être conçue en étroite concertation avec les services et personnes concernées.

**3.1.3. Les contraintes de sécurité**

Les parcours à aménager doivent présenter des conditions de sécurité optimum pour les divers usagers non-motorisés ainsi que pour les véhicules autorisés. Le maître d'œuvre devra donc proposer de mettre en place des dispositifs de sécurité adaptés aux divers contextes rencontrés (exemple : pose de garde-corps sur des passages rétrécis sous certains ponts, sécurisation des écluses,...).

**3.1.4. Accessibilité de l'aménagement aux tiers**

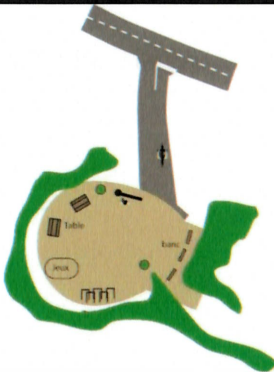
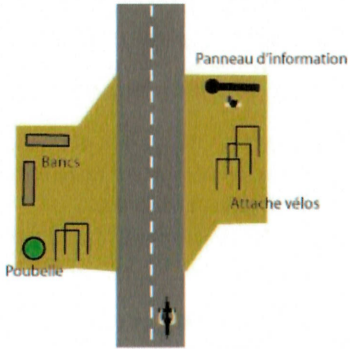
L'accessibilité au plus grand nombre, sans exigence physique particulière, doit être intégrée dans la conception de cet itinéraire. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sera recherchée et considérée comme un aspect important à prendre en compte.

**3.1.5. Service et confort des utilisateurs**

Afin d'accompagner la pratique des divers usagers en terme de confort, il est proposé d'aménager des aires de repos et de stationnement tout au long de l'itinéraire. Ces aires seront hiérarchisées selon 2 niveaux.

Sur la base de l'étude de faisabilité et plus particulièrement du dossier d'examen au cas par cas, les emplacements et les niveaux de service à y installer seront déterminés par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en concertation avec les communes concernées afin de valoriser l'existant et de le compléter en tenant compte des besoins et objectifs.

Ces aménagements seront intégrés aux différents marchés de travaux à réaliser.

|                         | Aire d'arrêt de niveau 2  | Aire d'arrêt de niveau 3   |
|-------------------------|---|--|
| Schéma type             |    |   |
| Equipements et services | <ul style="list-style-type: none"> <li>- bancs</li> <li>- poubelle</li> <li>- tables de pique-nique</li> <li>- dispositif de stationnement de vélos</li> <li>- panneau d'information</li> <li>- parking automobile</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- bancs</li> <li>- poubelle</li> <li>- table de pique-nique</li> <li>- dispositif de stationnement de vélos</li> <li>- panneau d'information</li> </ul> |

### 3.2 - Les exigences

Le maître d'œuvre devra respecter l'ensemble des textes et réglementations en vigueur. Les critères retenus par le CEREMA / CERTU notamment dans le manuel "Recommandations pour les itinéraires cyclables" et la "signalisation des aménagements et itinéraires cyclables" serviront de cadre à la conception. Une attention sera également portée aux préconisations du cahier des charges du Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes.

#### 3.2.1. Tracé de l'itinéraire

Le tracé de l'itinéraire principal a été défini et est précisé par le dossier d'examen au cas par cas en annexe. Le maître d'œuvre devra donc respecter cette définition de tracé sauf cas particulier et faire suite aux résultats de l'instruction du dossier loi sur l'eau. Si une modification de tracé était identifiée, il étudiera une ou plusieurs variantes à proposer au maître d'ouvrage au titre de la mission « avant-projet ».

#### 3.2.2. Mise en place de la structure

La définition de la structure et de sa géométrie répond à des objectifs de circulation, de confort d'usage, de sécurité et de pérennité. La largeur utile sera de 3m pouvant être réduite à hauteur de points durs (franchissements, emprise disponible, obstacles...etc.).

Le revêtement devra être de type roulant et pérenne (enrobé, ou autre selon contraintes environnementales).

Une structure particulière sera à prévoir sur les sections empruntées également par les engins agricoles et autres poids lourds.

#### 3.2.3. Mise en place de la signalisation

Cette signalisation doit permettre à l'utilisateur une bonne compréhension du fonctionnement de l'itinéraire ainsi que les informer de leurs arrivées sur des points particuliers : intersection avec voirie routière, changement de statut de la voie (voie partagée), rétrécissement du cheminement....etc.

Les panneaux de police et le marquage au sol devront être conformes au code de la route et en adéquation avec les prescriptions existantes (cf. CEREMA).

## 5 - COUTS ET DELAIS PREVISIONNELS

*n.b. : éléments précisés dans le marché de maîtrise d'œuvre notifié le 24/01/2020*

### 5.1 – Délais indicatifs

Planning prévisionnel et objectifs de **délais indicatifs**:

- Mission de Maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-ACT) : 2019-2020
- Démarrage des travaux : 2021
- Travaux - Mission de Maîtrise d'œuvre réalisation : 2021 – 2022

### 5.2 - Enveloppe prévisionnelle financière

La part de l'enveloppe **prévisionnelle** financière affectée aux travaux (hors travaux topographiques, géotechniques, acquisitions foncières,...) et **estimée** avant l'étude du maître d'œuvre est de :

| Aménagement                   | Coût en Euros HT   |
|-------------------------------|--------------------|
| Aménagement de la voie        | 4 820 000€         |
| Aménagement des aires d'arrêt | 180 000€           |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>5 000 000 €</b> |

Archives Départementales de la Marne  
Courrier reçu le :

25 SEP. 2020

Transmis à : IH / DFI

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

Entre les soussignés

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Syndicat Mixte du Sud Est de la Marne S.Y.M.S.E.M.,**  
Représentée par René SCHULLER dûment autorisé par délibération n° ..... du ..... 31/07/2020

PV  
Installation

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**



## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne



**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 01/09/2020

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</p>  <p>Christian BRUYEN</p> | <p>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</p>  <p>SYNDICAT MIXTE DU SUD EST DE LA MARNE<br/>4, grande rue 51240 Dampierre sur Moivre<br/>Tél. : 03 26 70 19 28<br/>RENÉ SCHULLER</p> | <p>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</p>  <p>Isabelle HOMER</p> |
|---|---|--|

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procédera à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme                                       | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|--|----------------|---|-----|
|  |                | OUI   | NON |
| Syndicat Mixte du Sud<br>Est de la Marne<br>S.Y.M.S.E.M. | 20003567300017 | X   |     |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Syndicat Intercommunal de distribution d'eau potable du Mont Louvet,**

Représentée par Jérôme ROUSSINET dûment autorisé par délibération n° ..... du 30 avril 2014

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

### **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

### **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

### **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

### **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

### **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révoquée, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**


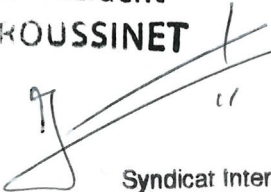



**Article 12 - Règlement des litiges**



En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 20/08/2020

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p>  <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p> <p><b>Le Président<br/>J. ROUSSINET</b></p>  <p><b>Syndicat Intercommunal<br/>de Distribution d'Eau Potable<br/>du Mont LOUVET</b></p> <p><b>Jérôme ROUSSINET</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p>  <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|---|---|

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme  | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département                     |   |
|---|----------------|---|---|
|   |                | OUI   | NON   |
| Syndicat Intercommunal de distribution d'eau potable du Mont Louvet | 25510032300013 |  |  |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du Département  
de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Baslieux-lès-Fismes,**

Représentée par Lucie POLLET dûment autorisé par délibération n° 2015-09-27 du 23/09/2015

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

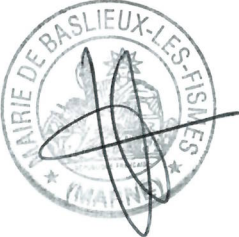

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 27/07/2020

|  |  |   |
|--|--|---|
| <p><i>R/</i></p> <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p> <p><b>Le Président du Conseil départemental<br/>et par délégation,<br/>Le Directeur Général des Services<br/>du Département</b></p> <p><b>GUY CARRIEU<br/>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><b>Lucie POLLET</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p> <p></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|--|--|---|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.



### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.
- 

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procédera à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme             | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |                          |
|--------------------------------|----------------|---|--------------------------|
|                                |                | OUI   | NON                      |
| Commune de Baslieux-lès-Fismes | 21510032200019 | <input checked="" type="checkbox"/>                           | <input type="checkbox"/> |

Archives Départementales de la Marne  
Courrier reçu le :

09 OCT. 2020

Transmis à : *DEMI*

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Baudement,**

Représentée par Gérard FRICAULT dûment autorisé par délibération n° *102/19* du *08.10.20*

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L. 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche «plein texte» dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 08/09/2020

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p><i>CB</i></p> <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p> <p>Le <b>Président du Conseil départemental</b><br/>et par délégation,<br/>Le <b>Directeur Général des Services<br/>du Département</b></p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Guy CARRIEU</b><br/>Christian BRUYEN</p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Gérard FRICAULT</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|---|---|



10-11-1964

10-11-1964

10-11-1964

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.
- 

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procède à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

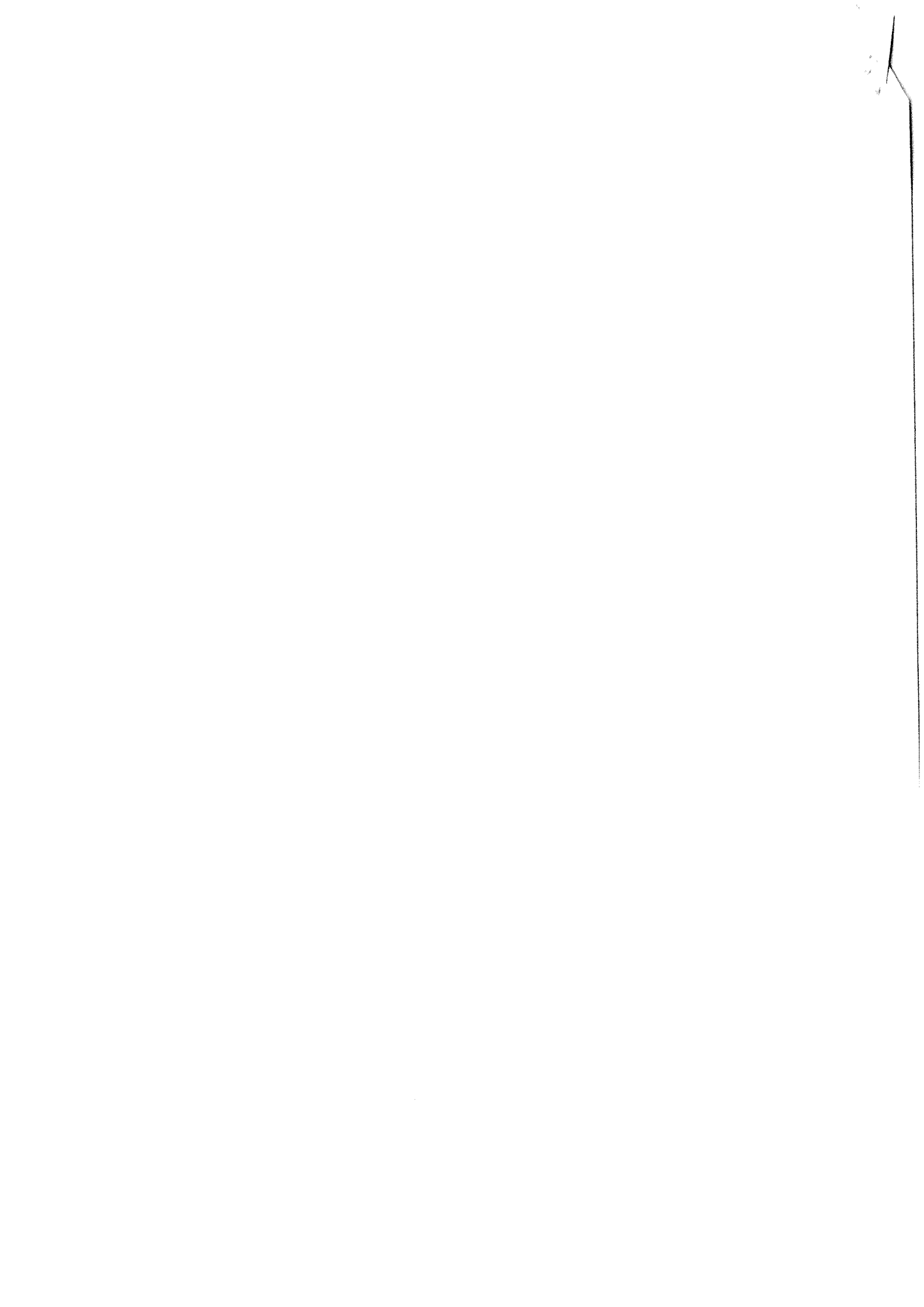
La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme   | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |                          |
|----------------------|----------------|---|--------------------------|
|                      |                | OUI   | NON                      |
| Commune de Baudement | 21510036300013 | <input checked="" type="checkbox"/>                           | <input type="checkbox"/> |



# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Binson-et-Orquigny,**

Représentée par David QUATREVAUX dûment autorisé par délibération n° ..... du <sup>202009-24</sup> 30 septembre 2020

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :



## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 28/07/2020

|  |  |   |
|--|--|---|
| <p>12/</p> <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p> <p>Le Président du Conseil départemental<br/>et par délégation,<br/>Le Directeur Général des Services<br/>du Département</p> <p><b>Guy CARRIEU</b><br/><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><b>David QUATREVAUX</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p> <p></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|--|--|---|

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme        | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |                          |
|---------------------------|----------------|---|--------------------------|
|                           |                | OUI   | NON                      |
| ASA DE BINSON<br>ORQUIGNY | 29510573800013 | <input checked="" type="checkbox"/>                           | <input type="checkbox"/> |

Archives Départementales de la Marne  
Courrier reçu le :

09 OCT. 2020

Transmis à : *DFI*

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Monthelon,**

Représentée par Cédric PIENNE dûment autorisé par délibération n°031-2020 du 18/09/2020

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

### **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

### **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt de documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

### **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

### **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

### **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**





**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 22/09/2020

|  |   |  |
|--|---|--|
| <p><b>Pour le Département</b><br/><b>Le Président du Conseil</b><br/><b>départemental de la Marne,</b></p> <p><i>B</i></p> <p><del>Le Président du Conseil départemental<br/>et par délégation,<br/>Le Directeur Général des Services<br/>du Département</del></p> <p><b>Guy CARRIEU</b><br/><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité</b><br/><b>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><b>Cédric PIENNE</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle</b><br/><b>scientifique et technique</b><br/><b>Le Directeur des archives</b><br/><b>départementales</b></p> <p></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|--|---|--|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est déchargée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.
- 

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procédera à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme   | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|----------------------|----------------|---|-----|
|                      |                | OUI   | NON |
| Commune de Monthelon | 21510353200010 | <i>Oui</i>  |     |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Neuvy,**

Représentée par Guy DEGOIS dûment autorisé par délibération n° PV du 25/05/2020

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.



#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.



Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 09/10/2020

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p><b>Pour le Département</b><br/><b>Le Président du Conseil</b><br/><b>départemental de la Marne,</b></p> <p><i>70/</i></p> <p>Le Président du Conseil départemental<br/>et par délégation,<br/>Le Directeur Général des Services<br/>du Département</p> <p><b>Guy CARRIEU</b><br/><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité</b><br/><b>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><b>Guy DEGOIS</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle</b><br/><b>scientifique et technique</b><br/><b>Le Directeur des archives</b><br/><b>départementales</b></p> <p></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|---|---|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procède à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |                          |
|--------------------|----------------|---|--------------------------|
|                    |                | OUI   | NON                      |
| Commune de Neuvy   | 21510372200017 | <input checked="" type="checkbox"/>                           | <input type="checkbox"/> |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Saron-sur-Aube,**

Représentée par Patricia CAIN dûment autorisé par délibération n°D\_2020\_5\_1 du 12 juin 2020

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :



## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche «plein texte» dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**




**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 15/09/2020

|   |  |   |
|---|--|---|
| <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p>  <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p>  <p><b>Patricia CAIN</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p>  <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|--|---|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.
- 

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procède à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme        | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|---------------------------|----------------|---|-----|
|                           |                | OUI   | NON |
| Commune de Saron-sur-Aube | 21510487800016 | X   |     |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du  
Département de la Marne



**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Tréfol,**

Représentée par Patrick VIE dûment autorisé par délibération n° .....du .....

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

## **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

## **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

## **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

## **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

## **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

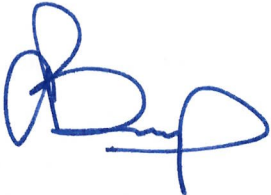


**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 15/09/2020

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p>  <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p>  <p><b>Patrick VIE</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p>  <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|---|--|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transféré les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne

exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procède à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme | SIRET         | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|--------------------|---------------|---|-----|
|                    |               | OUI   | NON |
| Commune de Tréfol  | 2151053700013 | X   |     |



Archives Départementales de la Marne  
Courrier reçu le :

25 SEP. 2020

Transmis à : IHI DFI

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du Département  
de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Villeneuve-Renneville-Chevigny,**

Représentée par Damien GRZESZCZAK dûment autorisé par délibération n°2020/07/09/04 du 07 septembre 2020

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

### **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

### **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

### **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

### **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

### **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

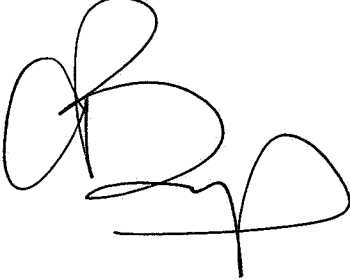


**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 08/09/2020

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p>  <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p>  <p><b>Damien GRZESZCZAK</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p>  <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|--|--|--|

## CHARTÉ DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.
- 

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procédera à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.



## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme                        | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|---|----------------|---|-----|
|   |                | OUI   | NON |
| Commune de Villeneuve-Renneville-Chevigny | 21510580000019 | X   |     |

Archives Départementales de la Marne  
Courrier reçu le :

21 SEP. 2020

Transmis à : DFMI

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du Département  
de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération

n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Poilly,**

Représentée par Alain DE CEULENEER dûment autorisé par délibération n° 11-2020 du 27/05/2020.

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

#### **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

#### **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche « plein texte » dans le corps des documents.

#### **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

#### **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

#### **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 02/09/2020

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p>  <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p>   <p><b>Alain DE CEULENEER</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p>  <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|---|---|--|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.

### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procède à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.



#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |                          |
|--------------------|----------------|---|--------------------------|
|                    |                | OUI   | NON                      |
| Commune de Poilly  | 21510404300017 | <input checked="" type="checkbox"/>                           | <input type="checkbox"/> |

# CONVENTION

Convention d'adhésion au service  
d'archivage électronique du Département  
de la Marne

**Entre les soussignés**

**Le Département de la Marne**

Représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du conseil départemental, dûment autorisé par délibération n° SE14-10-I-08 du 17 octobre 2014 de l'Assemblée départementale,

Ci-après désigné, le Département,

Le Directeur des archives départementales de la Marne, Madame Isabelle HOMER, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques ;

Ci-après désigné, le Directeur des archives départementales,

Et

**La Collectivité Commune de Saint-Just-Sauvage,**

Représentée par Bruno MARTIN dûment autorisé par délibération n° 5793 du 19 juin 2020.

Ci-après désignée, la Collectivité,

Vu les articles L. 211-4, L. 212-6, L.212-8, L. 212-10 à L 212-14, R.212-13, R.212-51 et R.21262 du code du patrimoine,

Vu les articles L.1421-1, L.1421-2, R1421-14 et L.2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Considérant que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la Collectivité et de ses habitants,

Considérant que leur conservation intègre et pérenne est une obligation pour la Collectivité,

Considérant que la dématérialisation des procédures entraîne des contraintes organisationnelles et techniques fortes,

Considérant que, dans le souci d'une meilleure conservation de ses données et documents produits sous forme électronique et d'une mutualisation des moyens de conservation et de stockage, la Collectivité a décidé de confier la gestion de ses données et documents électroniques au service d'archivage électronique du Département de la Marne,

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité remet en dépôt ses données et documents électroniques produits ou reçus dans le cadre des services d'e-administration proposés aux collectivités par la SPL-Xdemat au service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Elle emporte adhésion de la collectivité à la Charte de service telle qu'annexée.

Parallèlement, la Collectivité s'engage à déposer aux Archives départementales ses archives papier historiques.

#### **Article 2 - Propriété des archives**

La Collectivité reste propriétaire de ses archives : les documents pris en charge par le d'archivage électronique du Département constituent un dépôt librement révocable.

#### **Article 3 - Accès aux archives**

Seule une recherche sur les données renseignées dans le bordereau de versement au moment du dépôt des documents est possible, à l'exclusion de toute recherche «plein texte» dans le corps des documents.

#### **Article 4 - Contrôle scientifique et technique**

Le service d'archivage électronique du Département de la Marne exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique du service interministériel des Archives de France représenté par le directeur des archives départementales de la Marne.

#### **Article 5 - Prise en charge des archives**

Les modalités et conditions du transfert des archives de la Collectivité vers le service d'archivage électronique sont fixées par protocole de transfert, entre la SPL-Xdemat et le service d'archivage électronique du Département. Ce protocole précise :

- les conditions de transfert : modes de communication, volumétrie, fréquence, formats autorisés, délais ;
- les règles de description et de gestion des objets à archiver modélisées dans un profil de données.

#### **Article 6 - Conservation des archives**

Les archives de la Collectivité sont conservées dans les conditions fixées par les Archives départementales. Le Département de la Marne prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et documents, notamment pour empêcher qu'ils soient déformés ou endommagés ou que des tiers non autorisés y aient accès. Un dispositif de traçabilité des accès aux archives conservées dans le Service d'archivage électronique est mis en œuvre.

Les règles de gestion (durée de conservation, sort final, communicabilité) des archives sont fixées en fonction des délais de droit commun, sur la base des préconisations du service interministériel des Archives de France et des référentiels de conservation établis par les Archives départementales de la Marne, dans le cadre de leurs missions.

Ces règles sont détaillées dans un document dénommé « profil de données » qui est maintenu à jour par les Archives départementales de la Marne et qui a reçu le visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.

#### **Article 7 - Elimination des archives**

Toute élimination est soumise au visa du représentant de la Collectivité et du directeur des Archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives.

#### **Article 8 - Conditions d'utilisation du service d'archivage électronique du Département**

Les conditions générales d'utilisation du service d'archivage électronique sont décrites dans la Charte de service, annexée à la présente convention.

#### **Article 9 - Assistance**

Le Département de la Marne (Direction informatique) assure une assistance téléphonique (03.26.69.52.89) pour toute difficulté de connexion au Service d'archivage électronique.

#### **Article 10 - Conditions financières d'exécution de la présente convention**

Les coûts liés à la mise en place et à la maintenance du service d'archivage électronique sont entièrement supportés par le Département qui en est l'unique propriétaire.

Une participation financière est demandée aux collectivités ou établissements publics du département de la Marne pour adhérer à ce service, selon le barème suivant :

- gratuité pour les Collectivités de moins de 2 000 habitants,
- participation de 100 € / an pour les autres actionnaires.

#### **Article 11 - Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Librement révocable, elle est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut faire l'objet d'avenants.

**La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties qui devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 2 mois.**

**Les données seront restituées à la Collectivité sur le support le plus approprié selon les possibilités techniques du Département.**

**Article 12 - Règlement des litiges**

En cas de litiges portant sur l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher afin de rechercher une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 02/10/2020

|  |  |   |
|--|--|---|
| <p><i>B</i></p> <p><b>Pour le Département<br/>Le Président du Conseil<br/>départemental de la Marne,</b></p> <p>Le Président du Conseil départemental<br/>et par délégation,<br/>Le Directeur Général des Services<br/>du Département</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Guy CARRIEU</b></p> <p><b>Christian BRUYEN</b></p> | <p><b>Pour la Collectivité<br/>Le Représentant</b></p> <p></p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Bruno MARTIN</b></p> | <p><b>Au titre du contrôle<br/>scientifique et technique<br/>Le Directeur des archives<br/>départementales</b></p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><b>Isabelle HOMER</b></p> |
|--|--|---|

## CHARTRE DE SERVICE

La présente Charte de service s'adresse à l'ensemble des acteurs du processus d'archivage électronique.

Elle précise les conditions générales d'utilisation du Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

### 1. LES ACTEURS DU PROCESSUS D'ARCHIVAGE

#### 1.1 LE SERVICE PRODUCTEUR

Le Service producteur désigne l'entité qui a produit ou reçu les Objets à archiver.

Le Service producteur assure, jusqu'à leur prise en charge par l'Autorité d'archivage, la conservation et la communication des Objets à archiver, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Service producteur est garant de l'Authenticité des Objets à archiver.

Il est de sa responsabilité de faire vérifier la validité d'une signature électronique et de se faire remettre un rapport de vérification attestant des étapes de la vérification et du résultat de la vérification.

Le Service producteur doit fournir toutes les informations utiles à l'Autorité d'archivage et notamment les informations relatives à la nature, à la durée de vie et au sort final (conservation ou destruction) des Objets à archiver ainsi que leur éventuel caractère confidentiel et les accès limités aux contenus eux-mêmes des Objets à archiver, conformément à la législation et à la réglementation applicables en la matière. Le Service producteur est responsable de l'exactitude de ces informations et de leur bonne transmission au Service versant.

Le Service producteur peut demander à l'Autorité d'archivage un rapport sur la gestion des documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique.

Le Service producteur a accès, sous réserve des dispositions relatives aux données et documents à caractère personnel, aux documents ou données qu'il a produits ou reçus et qui sont conservés dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. En cas de transfert de compétences, le(s) service(s) né(s) de ce(s) regroupement(s) de compétences, ont accès aux documents et données produits antérieurement, dans le périmètre desdites compétences.

#### 1.2 LE SERVICE VERSANT

Le Service versant désigne l'entité qui transfère les Objets à archiver dans le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le Service versant s'assure de l'existence d'un accord écrit entre le Service producteur et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne. Cet accord fixe notamment la liste des catégories d'Objets à archiver.

Le Service versant est responsable de la bonne transmission des Objets à archiver. La responsabilité du Service versant est dérogée dès lors que la notification d'acceptation de l'Autorité d'archivage est émise, et ce, dans les conditions prévues par le Protocole de transfert correspondant.

Le Service versant s'engage à vérifier que les supports et les Objets à archiver qu'ils contiennent, sont en parfait état et exempts de tout virus ou autre dysfonctionnement susceptible d'avoir un impact sur la bonne exécution des processus d'archivage et notamment sur les obligations de l'Autorité d'archivage ou sur les moyens informatiques utilisés.



### **1.3 LE SERVICE D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Le Service d'archivage électronique a la responsabilité de la conservation des Objets archivés : il garantit leur intégrité, leur lisibilité, leur pérennité, leur disponibilité et leur accessibilité ainsi que la traçabilité des opérations menées dans le système, sur les Objets archivés. Il n'est pas responsable du contenu des Objets archivés.

Le Service d'archivage électronique s'engage à fournir, à la demande du Service producteur, un état périodique des Objets archivés.

### **1.4 LES UTILISATEURS**

Les Utilisateurs sont les personnes habilitées à accéder, via login et mot de passe, au Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Le login et mot de passe sont personnels. L'utilisateur s'engage à les conserver confidentiels et en faire un usage sous son contrôle exclusif.

Les utilisateurs ayant accès aux données en clair, ils s'engagent, en permanence et en toutes circonstances à respecter :

- le secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public (art. L211-3 du Code du patrimoine). Tout manquement est susceptible de donner lieu à des sanctions pénales en vertu des dispositions des articles L 214-1 du Code du patrimoine, 226-13 et 226-31 du Code pénal,
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de communicabilité des documents administratifs et des archives publiques
- les règles législatives et réglementaires applicables en matière de données à caractère personnel.

## **2. TRANSFERT DES OBJETS A ARCHIVER**

Les modalités de transfert des Objets à archiver (règles et procédures opérationnelles) sont définies par Protocole de transfert, entre le Service versant et le Service d'archivage électronique du Département de la Marne.

Chaque transfert d'Objets à archiver est obligatoirement accompagné de l'établissement d'un bordereau descriptif, conforme au Profil de données correspondant.

A réception du transfert, le Service d'archivage électronique procédera à une série de contrôles de validité technique et de conformité aux règles fixées dans le Protocole de transfert.

En fonction des résultats de ces contrôles, une notification d'acceptation d'archives ou un avis d'anomalie est adressé au Service versant.

En cas de refus d'acceptation, le Service versant doit accuser réception de l'avis d'anomalie.

## **3. CONSERVATION DES OBJETS ARCHIVES**

Les Objets archivés sont conservés dans les conditions fixées par les Archives départementales.

Toute destruction est, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, soumise à l'accord préalable du Service producteur et au visa du directeur des archives départementales de la Marne, au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques.

#### **4. RECHERCHE ET CONSULTATION DES OBJETS ARCHIVES**

Le dispositif de recherche s'appuie sur le bordereau descriptif qui accompagne chaque transfert d'Objets à archiver ; la recherche en mode « plein texte » dans le contenu des Objets archivés n'est pas possible.

La recherche se fonde sur des critères multiples : référence des Objets archivés, date de dépôt, date des Objets archivés, sujet, mots clefs, etc.

Par défaut, les Utilisateurs ne sont autorisés à consulter que les Objets archivés produits par le service auquel ils appartiennent.

Les résultats de recherche sont présentés sous forme de liste.

## ANNEXE TECHNIQUE

| Nom de l'organisme            | SIRET          | Dépôt des archives dans le service d'archivage du Département |     |
|-------------------------------|----------------|---|-----|
|                               |                | OUI   | NON |
| Commune de Saint-Just-Sauvage | 21510456300014 | X   |     |
| CCAS de Saint-Just Sauvage    | 26510417400015 | X   |     |

# Réunion de la commission permanente

## Ordre du jour

Date: Vendredi 16 Octobre 2020

Horaire: 09:00

### A - Christian BRUYEN : Subventions diverses

CP20-10-A-01 : Subventions diverses

**Rapport**

### E - Frédérique SCHULTHESS : Tourisme

CP20-10-E-01 : Véloroute d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François :

Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une section de la véloroute sur le territoire de la commune de Moncetz-Longevas

**Rapport**

### H - Benoît MOITTIE : Sport - Loisirs - Culture

CP20-10-H-01 : Projets culturels

**Rapport**

CP20-10-H-02 : Quartiers d'hiver - Avenue de Champagne événement alternatif aux habits de lumière 2020

**Rapport**



CP20-10-H-03 : Accompagnement éducatif à destination des élèves

Marnais

**Rapport**

N - Julien VALENTIN : Aménagement numérique - Affaires  
scolaires (fonctionnement)

CP20-10-N-01 : Numérique dans les collèges

**Rapport**

CP20-10-N-02 : Aides aux collégiens

**Rapport**



## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

---

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

---

**RAPPORTEUR : Monsieur Christian BRUYEN**

---

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

#### **OBJET : Subventions diverses**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE :** CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS :** Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES :** Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :** Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS :** Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

#### **LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,  
**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,  
**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,  
**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'accorder les subventions d'un montant total de 1 675 € reprises dans le tableau ci-joint.

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée du budget départemental comme suit :

- 1 500 € de la ligne 65-51-6574-160,
- 175 € de la ligne 65-538-6574-25122-160.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé  
Christian BRUYEN**



| <b>CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MARNE</b><br><b>Réunion de la Commission permanente du 16 octobre 2020</b><br><b>Subventions diverses</b><br><b>DSD - DFMI</b> |   |                                  |   |
|---|---|----------------------------------|---|
| <b>ORGANISME(S)<br/>OU ASSOCIATION(S)</b>   | <b>Historique</b>                               | <b>Subvention<br/>Sollicitée</b> | <b>Somme proposée<br/>selon le barème<br/>ou la demande<br/>de la structure</b> |
| <b>65-51-6574-160</b>   |   |                                  |   |
| <b>Association Service du Vêtement</b><br>Subvention de fonctionnement 2020   | 1.500 €   | 1.500 €                          | <b>1.500 €</b>  |
| <b>Disponible budgétaire : 75.985 €</b>   | <b>Impact sur la ligne budgétaire : 1.500 €</b> |                                  |   |
| <b>65-538-6574-25122-160</b>  |   |                                  |   |
| <b>Club 3<sup>ème</sup> Age « Les feuilles d'automne »</b><br><b>Cauroy-les-Hermonville</b><br>Subvention de fonctionnement 2020                              | 175 € (2019)                                    | 175 €                            | <b>175 €</b>  |
| <b>Disponible budgétaire : 175 €</b>  | <b>Impact sur la ligne budgétaire : 175 €</b>   |                                  |   |

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

---

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

---

**RAPPORTEUR : Madame Frédérique SCHULTHESS**

---

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

**OBJET : Véloroute d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François : Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une section de la véloroute sur le territoire de la commune de Moncetz-Longevas**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,

**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,

**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** de fixer les conditions de prise en charge du coût des travaux et des modalités de délégation de la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une section de véloroute d'intérêt national entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François dans le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage ci-joint.

**PRÉCISE** que le financement du délégant correspond au montant réel des travaux réalisés, estimé à 68 400 € TTC sur le linéaire soumis à mandat duquel seront déduits d'une part, la subvention de 20 % du Département destinée à la réalisation d'itinéraires d'intérêt national ne relevant pas de sa maîtrise d'ouvrage, et d'autre part, le prorata des diverses subventions perçues par le mandataire pour la réalisation des travaux.

**AUTORISE** Monsieur Christian BRUYEN, Président du Conseil départemental à intervenir à la signature du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ce projet.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONTRAT DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage  
pour l'aménagement d'une section de la Véloroute  
d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et  
Vitry-le-François, sur le territoire de la commune  
de Moncetz-Longevas

**ENTRE,**

Le Département de la Marne, domicilié 40 rue Carnot à Châlons-en-Champagne (51000), représenté par Monsieur Christian BRUYEN, Président du Conseil départemental de la Marne, dûment autorisé à la signature du présent contrat, en vertu de la délibération n° XXX du 16 octobre 2020 ;

ci-après dénommé « **le mandataire** »,

**D'UNE PART,**

**ET,**

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, domicilié Hôtel de ville, Place Foch à Châlons-en-Champagne (51000), représenté par Monsieur Jacques JESSON, Président de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, dûment autorisé à la signature de la présente convention, en vertu de la délibération n° XXX du 24 septembre 2020,

ci-après dénommé « **le délégué** »,

**D'AUTRE PART,**

**Vu** la loi 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**Vu** la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

**Vu** le code de la commande publique, et notamment les articles L2422-5 et suivants.

**PREAMBULE**

La Véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François est un itinéraire de 24 kilomètres d'intérêt national inscrit au Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes de la Marne ainsi qu'au Schéma National des Véloroutes en tant que Véloroute n°52 « Paris – Strasbourg ».

Les objectifs d'un tel projet sont à la fois de favoriser la découverte du patrimoine et des paysages marnais, d'améliorer la qualité de vie, de développer l'économie locale et de développer la pratique du vélo aussi bien pour les loisirs et le tourisme, tout en ayant un intérêt pour les déplacements utilitaires.

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne porte notamment les compétences suivantes : « tourisme », « organisation de la mobilité » et « aménagement et gestion du réseau cyclable ». A ce titre, elle a déjà procédé à l'aménagement d'une voie cyclable sur le chemin de halage entre Recy et Moncetz-Longevas.

Par conséquent, afin d'assurer la continuité de la véloroute N°52 avec la Voie Verte de Recy – Moncetz-Longevas et dans un esprit de cohérence, le Département de la Marne a proposé à la Communauté d'Agglomération d'intégrer à ce projet d'aménagement une section de près de 300 mètres située à Moncetz-Longevas, Commune de la Communauté d'agglomération.

Par délibération n°2020-049 du 13 février 2020, la Communauté d'Agglomération a accepté que cette section soit intégrée au projet de véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François et a décidé de confier au Département sa réalisation par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage en vertu des dispositions de l'article L2422-5 du code de la commande publique.

Le présent contrat régit les modalités de ce mandat de maîtrise d'ouvrage.

**En conséquence, il est convenu ce qui suit**

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

Le présent contrat organise les modalités du mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la véloroute d'intérêt national n°52 entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François, conformément à l'article L2422-7 du code de la commande publique.

En application de ces dispositions, Châlons Agglo confie au Département de la Marne un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, pour son compte, des travaux d'aménagement de la section de véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas, entre la fin de la voie verte existante, au niveau du dernier ouvrage de franchissement du canal latéral à la Marne, et la limite communale, soit près de 300 m.l. tel que présenté dans le plan joint en annexe 1. Le Département de la Marne accepte cette mission dans les conditions du présent contrat.

## **ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION ET DES OBLIGATIONS DE MAITRISE D'OUVRAGE**

### 2.1 Missions et obligations du mandataire

Au regard du projet d'aménagement de la Véloroute entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François, le mandataire s'engage à respecter les missions et obligations suivantes :

- mandater un maître d'œuvre en charge des missions suivantes :
  - AVP (avant-projet)
  - PRO (phase projet)
  - DCE (Dossier de consultation des entreprises)
  - DET
  - VISA ou EXE
  - AOR ;
- lancer les procédures réglementaires inhérentes à la réalisation de l'opération (étude d'impact, dossier loi sur l'eau...) ;
- lancer la ou les procédures de passation des marchés publics dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics ;
- notifier le ou les marchés aux prestataires retenus par sa Commission d'Appel d'offres ;
- assurer la bonne gestion technique, administrative et financière de l'opération et plus particulièrement du chantier de travaux ;
- procéder aux paiements du ou des marchés publics et à toutes dépenses afférentes à l'opération ;
- procéder aux opérations de réception des ouvrages et la levée des réserves éventuelles ;
- établir les dossiers de demandes de subventions afférentes à l'opération auprès des financeurs et en solliciter le versement ;
- gérer toutes actions en justice pouvant être engagées dans le cadre de l'opération ;
- passer toutes les commandes complémentaires nécessaires à la bonne exécution de l'opération ;

Et, plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de ses missions et obligations.

Le mandataire tiendra informé le délégant de l'évolution de l'opération sous une fréquence de 15 jours à 1 mois afférente à l'importance des informations soit par transmission de compte-rendu, par convocation aux réunions ou par courriel.

Le mandataire s'engage à respecter les missions et obligations énoncées dans le code de la commande publique.

## 2.2 Approbation du projet

Le mandataire sollicitera, par courriel ou courrier, dans un délai de quinze jours préalable à la date de l'approbation définitive du mandataire attendue, l'accord préalable du délégant sur les dispositions concernant la section de Moncetz-Longevas aux différentes étapes du projet :

- l'avant-projet,
- le projet,
- le DCE avant le lancement de la procédure de consultation des entreprises de travaux,
- le rapport d'analyse des offres avant présentation en Commission d'appel d'offres et attribution des marchés publics de travaux.

A cet effet, les dossiers correspondants seront adressés, par courrier ou courriel, sous un délai de 15 jours avant approbation définitive attendue, au délégant par le mandataire.

Le détail estimatif de l'avant-projet sera conçu de façon à faire apparaître clairement la répartition des dépenses entre les parties contractantes avant le lancement de la consultation des entreprises.

Le délégant devra notifier par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de lecture et réception, ses décisions au mandataire ou faire ses observations dans un délai de 15 jours suivant la réception des dossiers ; à défaut, son accord sera réputé obtenu.

## 2.3 Suivi de chantier

Durant la phase de préparation du chantier, et impérativement avant le démarrage des travaux :

- le mandataire transmettra au délégant une copie intégrale du marché notifié à l'entreprise ;
- le mandataire communiquera au délégant les éléments suivants, après que leur conformité aux exigences du marché et aux prescriptions imposées ait été vérifiée par le maître d'œuvre :
  - dossier d'exploitation sous chantier avec notamment les modalités de maintenance de la signalisation du chantier et des éventuelles déviations ;
  - fiches techniques des matériaux.

En outre, le délégant sera systématiquement invité aux réunions de chantier et destinataire de chaque compte rendu.

En cas de problème constaté dans la direction de l'exécution des contrats de travaux sur sa section, le délégant se réserve le droit, en informant préalablement le mandataire, d'interpeller le maître d'œuvre sur ses responsabilités et de lui demander d'agir pour proposer une solution.

## 2.4 Aléas de chantier

Le délégant est associé aux décisions portant sur tout aléa de chantier susceptible d'entraîner une modification du projet technique, administratif ou financier sur la section de Moncetz-Longevas selon les modalités décrites dans l'article 2.3 – suivi de chantier.

En cas de modification du montant des dépenses prévisionnelles mises à la charge du délégant, un avenant au présent contrat, préalable à toute prise de décision entraînant une telle modification, devra être passé et faire l'objet d'un accord préalable de l'organe délibérant de chacune des parties.

## 2.5 Rémunération du mandataire et pénalités

La mission du mandataire est exercée à titre gratuit. Elle n'est soumise à aucune pénalité.

## **ARTICLE 3 – PROGRAMME PREVISIONNEL DE L'OPERATION DANS SA GLOBALITE ENTRE MONCETZ-LONGEVAS ET VITRY-LE-FRANÇOIS**

L'ensemble de la véloroute de Moncetz-Longevas à Vitry-le-François est conçue comme un itinéraire de balade douce à destination des piétons, des cyclistes ou des utilisateurs d'engins de déplacement personnel au sens du Code de la route.

En tant qu'itinéraire d'intérêt national, l'aménagement prendra en considération les préconisations de la charte nationale des véloroutes et voies vertes.

Il s'appuie sur des principes de sécurité et d'accessibilité et s'adaptera aux prescriptions environnementales.

Des aires de repos viendront agrémenter cet itinéraire le long de ses 24 kilomètres.

Aménagé sur chemin de halage / contre-halage le long du canal latéral navigué de la Marne, cet itinéraire devra s'adapter aux contraintes d'exploitation de Voies Navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, et fera l'objet d'une convention de superposition d'affectation avec les parties prenantes.

Le programme prévisionnel de l'opération globale présenté en annexe 2 reprend la nature, les contraintes et les exigences de l'aménagement envisagé entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François. Ses dispositions seront complétées en phase étude.

## **ARTICLE 4 – GESTION FINANCIERE ET MODALITES DE FINANCEMENT**

### 4.1 : Engagements financiers

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération dans sa globalité est estimée à 6 000 000 € TTC sur la base de l'AVP.

Le financement de l'aménagement de la section par le délégant correspond aux travaux suivants qui seront réalisés sur la section de Moncetz-Longevas :

- la prise en charge des dépenses relatives aux travaux V.R.D. : aménagement de la chaussée et de ses accotements selon les principes qui seront validés par le délégant pour la section située sur son territoire ;
- Aménagements de sécurisation (gardes corps, barrières de contrôle d'accès, marquage au sol,...) ;



- Aménagements de compensation environnementale qui pourraient être nécessaires (noues, plantations,...) ;
- Mise en place de la signalisation de police.

Les autres frais non cités ci-avant, tels que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre, les frais de fonctionnement (reprographie, courriers,...) et les frais liés à la passation des marchés (publicité, procédures de désignation du titulaire du marché,...) sont supportés par le mandataire.

Le montant estimatif total des travaux de la section de Moncetz-Longevas s'élève à 68 400€ TTC, duquel est déduite une subvention de 20% du Département destinée à la réalisation d'itinéraires d'intérêt national ne relevant pas de sa maîtrise d'ouvrage.

Le financement du délégant s'élève donc en estimatif à 57 000 € TTC, montant duquel pourra être déduit une part des subventions perçues par le Département pour la réalisation de ce projet, calculée selon la formule suivante :

*montant de la subvention x linéaire réalisé sous délégation / total des km subventionnés.*

Ce coût prévisionnel ne sera rendu définitif qu'après le solde des travaux et la perception des subventions éventuelles et pourra être ajusté à la baisse sans limite. Dans le cas d'une hausse, un maximum de 15% du montant prévisionnel énoncé ci-dessus est fixé et en cas de dépassement de ce maximum un avenant à la présente convention sera nécessaire.

Le mandataire et le délégant sont éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour leurs propres investissements qu'ils réalisent et donc pour l'opération objet de la présente convention. Chacun fera donc son affaire des demandes de récupération correspondantes.

De ce fait, les acomptes et soldes de la participation financière du délégant seront calculés sur le montant TTC des dépenses engagées par le mandataire.

Ces engagements financiers sont conditionnés par le strict respect de la convention, notamment en ce qui concerne :

- l'association des différents partenaires au suivi de la conception et de la réalisation de l'opération ;
- le respect des objectifs prescrits concernant les ouvrages objet du mandat énoncés à l'article 2.

Le non-respect de ces obligations pourra entraîner une remise en cause des engagements financiers actés dans cet article.

En cas de nécessité de modifier le projet technique, administratif ou financier sur la section faisant l'objet du présent contrat de maîtrise d'ouvrage, le mandataire transmettra par tous moyens ses propositions au délégant pour validation. Le délégant devra faire part de son avis par courriel ou courrier sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception des éléments. Le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du délégant et doit donc obtenir l'accord écrit de celui-ci avant toute modification du projet et moyennant la passation d'un avenant pour ce qui concerne la partie du territoire de La communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne.

#### 4.2 : Modalités de versement du financement du délégant

Le financement du délégant, pour la réalisation de la section de véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas, sera versée, après l'émission du titre de recette par la mandataire, sous forme d'un seul mandat de paiement en fin de travaux et après perception des diverses subventions, selon les conditions précises suivantes :

- Le financement correspond au montant réel des travaux réalisés sur le linéaire soumis à mandat, duquel est déduit la subvention de 20 % du Département et une part, calculée selon la formule ci-avant, des diverses subventions perçues par la mandataire pour la réalisation de ces travaux ;
- Le financement sera versé après la réception des travaux, la levée des réserves éventuelles, la perception des subventions et sur présentation des justificatifs administratifs et financiers suivants :
  - procès-verbaux de réception des travaux et de levée des réserves,
  - factures et décomptes généraux et définitifs des marchés publics de travaux,
  - titres des recettes perçues dans le cadre d'éventuelles subventions,
  - bilan général de l'opération.

Le bilan général de l'opération est constitué par le mandataire et comporte le détail de toutes les dépenses réalisées et subventions perçues pour le compte du délégant dans le cadre des travaux et soumises à son financement, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des paiements et des titres résultants des pièces justificatives et leur possession.

Ce bilan général ne deviendra définitif qu'après accord écrit envoyé en recommandé avec accusé de réception du délégant dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, ce bilan général sera réputé définitif et accepté par les parties.

Le délégant s'engage à procéder au versement de son financement total dans un délai de deux mois à compter de la date de la réception du bilan général de l'opération et du titre de recette émis par le mandataire.

#### **ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par toutes les parties et est applicable jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux et reprise des désordres couverts par cette garantie.

L'absence de toutes observations de la part du délégant formulées avant la date de fin de la garantie de parfaite achèvement des travaux vaudra quitus au mandataire.

#### **ARTICLE 6 – MODALITES DE RECEPTION DES OUVRAGES**

Une fois les travaux terminés, il sera procédé à leur réception selon la réglementation des marchés en vigueur.

Les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes :

- le mandataire assurera la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception auxquelles sera convié le délégant par l'envoi d'un courrier de convocation sous un délai préalable de 15 jours avant la date retenue ;
- le mandataire transmettra par courrier ou courriel sous un délai de 15 jours après la date de réception de l'ouvrage, les propositions au délégant en ce qui concerne la décision de réception avec ou sans réserves.

Le délégant fera connaître sa décision, par retour de courrier ou courriel, au mandataire dans les 15 jours suivant la réception des propositions du mandataire.

Le défaut de décision du délégant dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise et au maître d'œuvre ; copie en sera notifiée au délégant.

Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le délégant devra lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties annuel ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du délégant.

#### **ARTICLE 7 – REMISE DES OUVRAGES**

L'ouvrage réalisé sur la commune de Moncetz-Longevas sera remis au délégant, après notification effectuée par le mandataire aux entreprises et au maître d'œuvre de la décision de réception des travaux sans réserve.

Cette remise fera l'objet d'un constat contradictoire signé entre les deux parties à la présente convention, après réalisation des opérations et procès-verbaux de réception des travaux et levée des éventuelles réserves.

La remise de ces ouvrages transfère leur garde et entretien au délégant.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Le mandataire est tenu de fournir au délégant les dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages dans un délai de 1 mois maximum à compte de la date de remise de l'ouvrage.

#### **ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE**

La mission de mandataire prend fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (1 an) de la section de Véloroute située sur la commune de Moncetz-Longevas sous réserves des éventuelles actions contentieuses au titre des garanties contractuelles et légales (en dérogation à l'article 5 du présent contrat) ;

#### **ARTICLE 9 – ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES OUVRAGES**

A compter de la remise de l'ouvrage par le mandataire au délégant dans les conditions fixées à l'article 7 du présent contrat l'entretien et l'exploitation de la section de Moncetz-Longevas est du ressort exclusif du délégant.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation des aménagements ou d'un défaut d'entretien de ceux-ci.

## **ARTICLE 10 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

Les parties au présent contrat doivent être titulaires d'une police d'assurance en responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers au cours de la réalisation de l'opération.

## **ARTICLE 11 - CAPACITES D'ESTER EN JUSTICE**

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du délégant jusqu'à l'échéance du mandat, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous un délai de 15 jours préalable à l'action, du délégant.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

## **ARTICLE 12 – REVISIONS, MODIFICATIONS ET RESILIATION**

Le présent contrat est établi d'un commun accord entre les parties. Toute révision ou modification de cette convention fera l'objet d'un avenant dont la signature sera préalablement autorisée par délibération de l'organe délibérant de chaque partie.

La proposition d'avenant sera établie par le mandataire, elle sera transmise à chaque partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La réponse de chaque partie devra se faire sous un délai maximum de 15 jours calendaires, avant validation définitive par délibération et signature de l'avenant par les parties sous un délai maximum de deux mois.

Le présent contrat pourra être résiliée de plein droit, à quel que moment que ce soit, en cas de non-respect de ses clauses, par l'une ou l'autre partie, après mise en demeure, restée infructueuse durant quinze jours, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en œuvre de la procédure de résiliation sera formalisée par l'envoi, en recommandé avec accusé de réception, d'une lettre de mise en demeure de se conformer aux obligations posées par le présent contrat ou de réaliser l'objet du présent contrat. La résiliation du présent contrat interviendra à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi de la mise en demeure, si cette dernière est restée infructueuse.

En cas de refus de la réception de la lettre de résiliation, le point de départ du délai de préavis démarrera à la date de première présentation de ladite lettre par les services postaux.

Il sera alors procédé, sous un délai de deux jours maximum après l'effectivité de la résiliation du contrat à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire, des travaux réalisés, des sommes dues par le délégant et des modalités de règlement. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal écrit qui précisera en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au délégant énoncé à l'article 7.

Compte tenu de la gratuité de la mission du mandataire, ces cas de résiliation ne feront l'objet d'aucune indemnité.

### **ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les éléments du conflit. Si au terme d'un délai de 30 jours les parties ne parvenaient pas à s'entendre, le différend sera soumis par la partie la plus diligente à la juridiction compétente désignée ci-après. Durant tout le processus de négociation et jusqu'à son issue, les parties s'interdisent d'exercer toute action en justice l'une contre l'autre et pour le conflit objet de la négociation.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE), seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

### **ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC**

Les documents publics, les panneaux d'information de chantier et d'une manière générale les documents d'information sur le projet indiqueront le financement apporté par les co-financeurs, avec mention de leur logo complet et seront à la charge du mandataire du présent contrat

#### **La présente convention comporte 2 annexes :**

ANNEXE 1 : Cartographie

Plan de situation, Carte du projet de véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François et Plan de la section Moncetz-Longevas

ANNEXE 2 : Programme prévisionnel de l'opération dans sa globalité entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François

Fait en deux exemplaires originaux à Châlons-en-Champagne, le

Le Président de la Communauté  
d'Agglomération  
de Châlons-en-Champagne

Le Président du Conseil départemental  
de la Marne

**Jacques JESSON**

**Christian BRUYEN**

# **ANNEXES AU CONTRAT DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**pour l'aménagement d'une section  
de la Véloroute d'intérêt national n°52  
entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François,  
sur le territoire de la commune de Moncetz-Longevas**

## **ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE**

**Localisation du projet au sein du Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes**

**Carte du projet de Véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François**

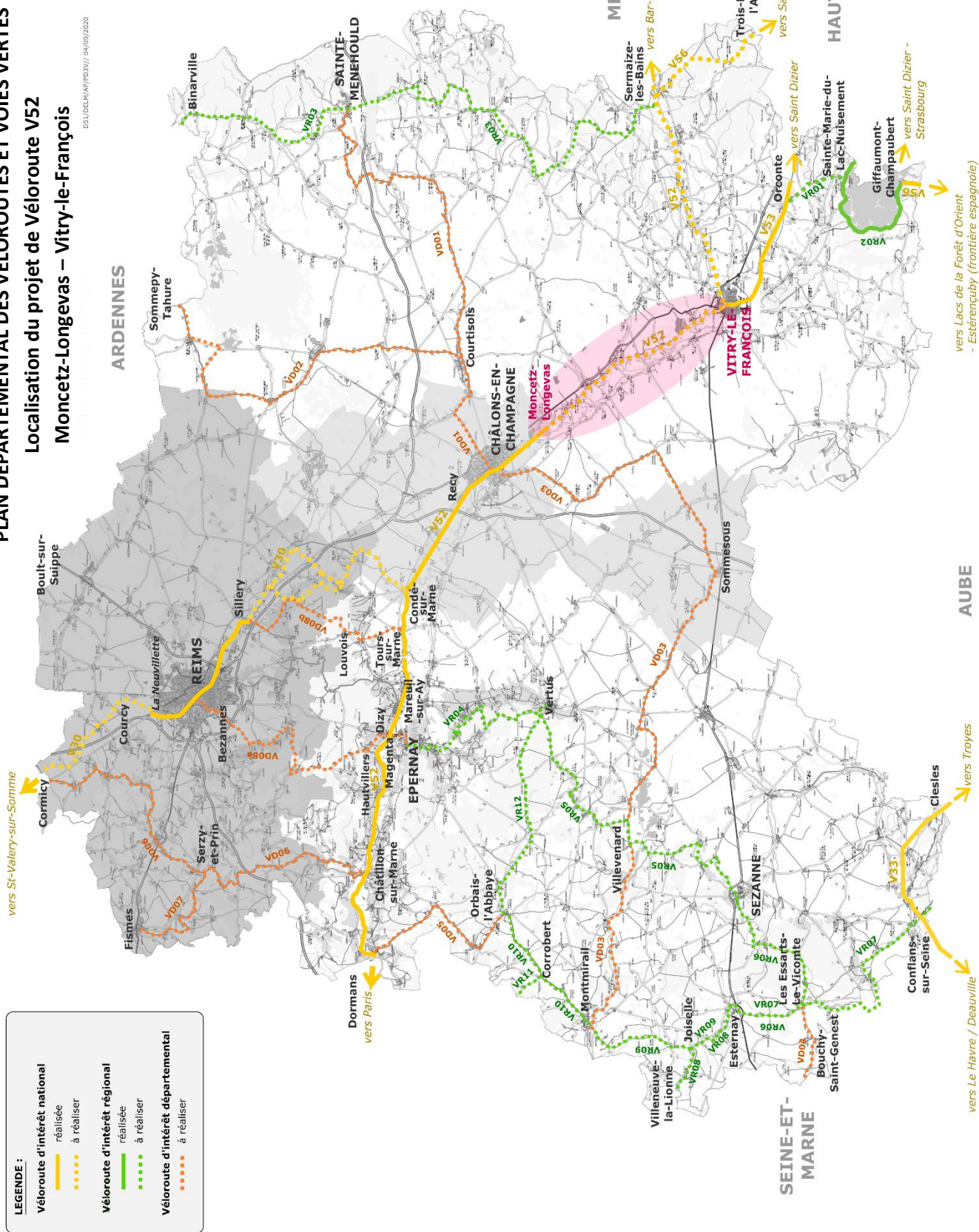
**Plan de la section Moncetz-Longevas**





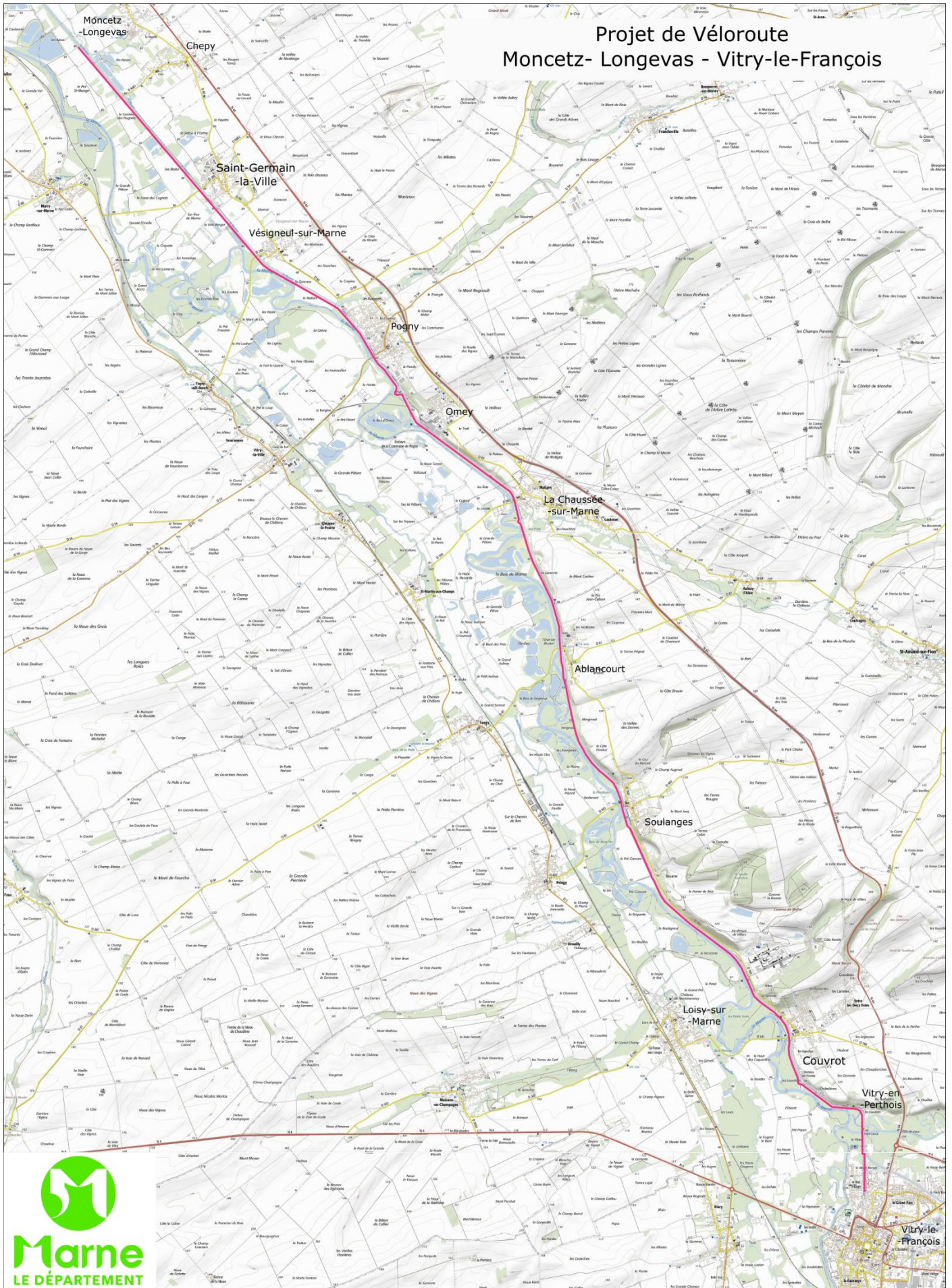
**PLAN DÉPARTEMENTAL DES VELOROUTES ET VOIES VERTES**  
**Localisation du projet de Véloroute V52**  
**Moncetz-Longevas – Vitry-le-François**

051/0CLM/AR/PROV// 14/09/2020

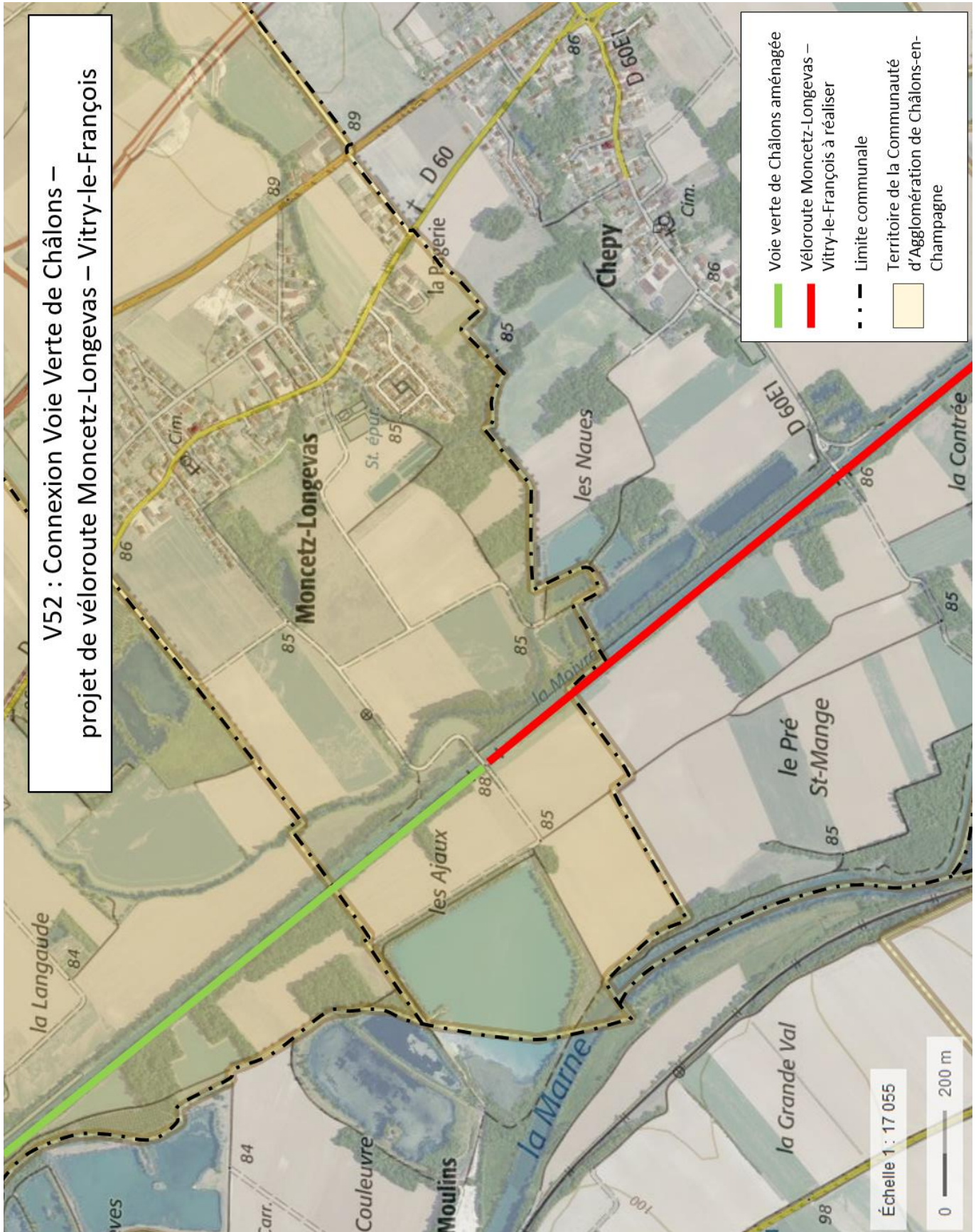




# Projet de Véloroute Moncetz- Longevas - Vitry-le-François







**ANNEXE 2 : Programme de l'opération  
de Véloroute d'intérêt national  
Moncetz-Longevas – Vitry-le-François**

## SOMMAIRE

|  |   |
|--|---|
| 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION .....                   | 3 |
| 1.1 – Contexte de l'étude .....                                  | 3 |
| 1.2 - Objet de l'opération .....                                 | 3 |
| 1.3 – Etudes antérieures .....                                   | 4 |
| 2 - NATURE DES AMENAGEMENTS ET TRAVAUX A REALISER .....          | 5 |
| 3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES GENERALES .....                     | 6 |
| 3.1 - Les contraintes .....                                      | 6 |
| 3.1.1. Les contraintes d'ordre technique et environnemental..... | 6 |
| 3.1.2. Les contraintes spécifiques.....                          | 7 |
| 3.1.3. Les contraintes de sécurité .....                         | 8 |
| 3.1.4. Accessibilité de l'aménagement aux tiers .....            | 8 |
| 3.1.5. Service et confort des utilisateurs .....                 | 8 |
| 3.2 - Les exigences.....   | 9 |
| 3.2.1. Tracé de l'itinéraire.....                                | 9 |
| 3.2.2. Mise en place de la structure .....                       | 9 |
| 3.2.3. Mise en place de la signalisation .....                   | 9 |
| 5 - COUTS ET DELAIS PREVISIONNELS.....                           | 9 |
| 5.1 – Délais indicatifs.....                                     | 9 |
| 5.2 - Enveloppe prévisionnelle financière .....                  | 9 |

## 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION

### 1.1 – Contexte de l'étude

Le Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes a été voté par l'assemblée départementale le 17 octobre 2008 et actualisé le 19 octobre 2018.

Il s'appuie sur le Schéma Régional de l'ex Champagne Ardenne et le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes et porte les objectifs suivants :

- favoriser la découverte du patrimoine et des paysages marnais,
- améliorer la qualité de vie,
- développer l'économie touristique locale,
- développer la pratique du vélo en améliorant la sécurité des usagers.

Ainsi est prévue la réalisation d'un réseau de près de 820 km d'itinéraires cyclables composé de véloroutes d'intérêt national aménagées principalement en site propre (voies vertes où la circulation est réservée aux véhicules non motorisés et piétons), d'itinéraires de niveau régional et de niveau départemental ouverts sur route partagée.

A ce jour, près de 140 km ont été réalisés dont 120 km d'itinéraires à vocation nationale :

- V30 : Coulée Verte entre Reims et Sillery (16,5km) / Communauté Urbaine du Grand Reims
- V33 : Véloroute du Canal de la Haute Seine entre Clesles et Conflans-sur-Seine (17 km) / Département de la Marne
- V52 : Véloroute de la Vallée de la Marne de Dormans à Condé-sur-Marne (44,5km) / Département de la Marne
- V52 : Véloroute entre Condé-sur-Marne et Moncetz-Longevas (24 km) / Communauté d'Agglomération de Châlons
- V53 : Véloroute entre Vitry-le-François et Orconte (17 km) / Syndicat du Der

#### Rappel - définitions :

Véloroutes : « itinéraires continus destinés à faciliter la circulation des cyclistes sur de moyennes et de longues distances. Elles ont notamment pour support des voies appartenant au domaine public ou privé de l'Etat, de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents en matière de voirie. Elles empruntent tout type de voie adapté à la circulation des cyclistes et bénéficient d'un jalonnement continu » (code de la voirie routière)

Voies vertes : « route exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés à l'exception des engins de déplacement personnel motorisés, des piétons et des cavaliers » (code de la route).

### 1.2 - Objet de l'opération

La présente opération concerne la réalisation d'un itinéraire à vocation nationale du Plan Départemental des Véloroutes et Voies Vertes entre Moncetz-Longevas et Vitry-le-François.

Cette véloroute fait partie de l'itinéraire national n°52 « Paris – Strasbourg » du Schéma National des Véloroutes.

Localement, en assurant la continuité de la voie verte Recy – Moncetz-Longevas, elle permet de connecter des pôles majeurs du département que sont Châlons-en-Champagne, Vitry-le-François et le Lac du Der.

Ce projet de véloroute s'étend de l'extrémité de la voie verte réalisée par la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne au niveau de l'intersection du contre halage avec le chemin dit de Pré Ville à Moncetz-Longevas, jusqu'à l'extrémité du Bras Landy à Vitry-le-François.

Sur près de 24 km, l'itinéraire envisagé se déroule principalement le long du Canal Latéral à la Marne sur le chemin dit de contre halage.

Le Département de la Marne assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet sur la section comprise entre la limite communale Moncetz-Longevas / Chepy et Vitry-le-François

La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne est compétente pour la maîtrise d'ouvrage sur la section comprise entre la fin de la voie verte réalisée à Moncetz-Longevas et la limite communale Moncetz-Longevas / Chepy, dont elle confie la réalisation au Départements de la Marne par contrat d'un mandat de maîtrise d'ouvrage.

TPF Ingenierie et Artemise Paysage ont quant à eux été mandatés pour effectuer la maîtrise d'œuvre de ce projet.

Le projet de véloroute présente les caractéristiques principales suivantes :

|                      |  |
|----------------------|--|
| Intersections        | 15 intersections<br>dont 10 intersections sous ouvrages envisagées<br>et 2 passages de voies ferrées desservant des usines   |
| Aires de pique-nique | 9 aires à aménager dont 1 existante :<br>2 aires de niveau 2 avec aires de stationnement<br>et 7 aires de niveau 3   |
| Ouvrages d'art       | Sécurisation du passage sur le pont canal au niveau de l'écluse n°1 à Vitry-le-François<br><br>Sécurisations d'ouvrages de franchissement de cours d'eau ou de gestion des eaux du canal |
| Points particuliers  | Déplacement de la zone d'attente des bateaux au niveau de l'écluse 1   |

La véloroute a vocation à accueillir la pratique de loisirs de différents usagers non motorisés (randonneurs pédestres, joggeurs, cyclistes, etc) tout en étant dans la mesure du possible accessible aux personnes à mobilité réduite.

Situé entre deux pôles urbains, cet itinéraire pourra également avoir une vocation utilitaire (déplacement domicile – travail, ...).

### 1.3 – Etudes antérieures

- Assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du programme :

Le Département a mandaté en 2009 le bureau d'étude INDDIGO pour la réalisation d'une mission d'assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du programme relatif à l'itinéraire Chepy – Vitry-le-François.

Depuis le rendu du rapport final en décembre 2013, des modifications ont été apportées au projet de véloroute :

- modification de la zone d'étude :  
-> Extrémité nord : extension de l'extrémité nord jusque la fin de la voie verte à Moncetz-Longevas (+250m)  
-> Extrémité sud : modification de l'arrivée dans Vitry-le-François et fin d'itinéraire au niveau du Bras Landy
- modification du nombre et de la localisation des aires de repos

- Etudes environnementales

Le Département a mandaté en 2010 le bureau PLANETE VERTE pour la réalisation d'un dossier comprenant :

- l'étude d'impact,
- l'évaluation des incidences de l'aménagement sur des sites Natura 2000,
- le dossier loi sur l'eau

La zone d'étude correspond à celle défini dans le rapport d'INDDIGO.

Le dossier finalisé en juillet 2013 n'avait toutefois pas été déposé pour instruction.

En 2019, suite à la relance du projet de véloroute et en application de l'article R. 122-3 du code de l'Environnement, un dossier d'examen au cas par cas a été déposé au titre de la rubrique 6.c (Construction de pistes de cyclables et voies vertes de plus de 10 km).

Considérant qu'au regard des éléments fournis et sous réserve du respect de la réglementation sur les espèces protégées, le Préfet de la région Grand Est a décidé, le 4 juin 2019, que le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé et n'est donc pas soumis à évaluation environnementale.

Le maître d'œuvre devra baser son étude sur les principes présentés dans ce dossier d'examen au cas par cas.

Le dossier cas par cas et la décision du préfet sont mis à disposition des candidats en annexes.

## **2 - NATURE DES AMENAGEMENTS ET TRAVAUX A REALISER**

Les aménagements à étudier par le maître d'œuvre comprennent l'infrastructure proprement dite de la véloroute, ainsi que toutes ses dépendances et équipements d'agrément, de sécurité, de signalisation ou de compensation environnementale.

Nature des aménagements et travaux à réaliser :

- les installations de chantier (compris pistes d'accès, aménagement d'aire de dépôt, panneaux d'information,...) ;
- la signalisation temporaire de chantier et sa maintenance (hors mise en place des déviations), les travaux résultant du phasage des travaux ;
- les travaux préparatoires (dégagement d'emprises,...), les terrassements la réalisation d'une chaussée revêtue d'un béton bitumineux ;
- le cas échéant, la réalisation d'ouvrages hydrauliques adaptés selon les conclusions des études et dossier loi sur l'eau
- la réfection éventuelle de berges
- la réalisation de l'infrastructure proprement-dite
- la réalisation des aménagements paysagers (enherbement, plantations,...)
- la mise en place de la signalisation et de la signalétique
- la sécurisation de l'itinéraire emprunté et de ses abords (traversées dont intersections, passage du Pont Canal, ponts empruntés, écluses, passages sous ouvrage, ...)
- la réalisation des ouvrages de franchissement éventuels
- le déplacement d'une zone d'attente de bateaux au niveau d'une écluse



### **3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES GENERALES**

#### **3.1 - Les contraintes**

##### **3.1.1. Les contraintes d'ordre technique et environnemental**

###### Aménagement en zone inondable

Le maître d'œuvre devra s'assurer de la compatibilité de l'aménagement avec le Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Il étudiera les mesures d'évitement possibles ou sinon veillera à en réduire les impacts et proposera des mesures compensatoires pertinentes.

Les matériaux utilisés, les notes de calcul de dimensionnement et les prescriptions en phase travaux devront prendre en compte ce risque.

###### Gestion des eaux pluviales

La véloroute est à aménager sur le chemin de contre halage existant dont 60% du linéaire possède déjà un revêtement en enrobé.

Le projet étant soumis à la loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0. relative aux rejets d'eaux pluviales et l'imperméabilisation des sols, des mesures de gestion et perméabilisation seront à proposer au niveau des futurs ouvrages (noues, bandes enherbées, ...).

###### Prise en compte des zones humides

Le maître d'œuvre a pour mission de réaliser le dossier loi sur l'eau dont l'étude d'incidence déterminera si le projet est soumis à déclaration ou à autorisation conformément à l'article R 214 du Code de l'Environnement.

Cette étude comprendra un diagnostic précis des zones humides avérées et potentielles situées sur le tracé conformément aux exigences de la loi sur la biodiversité.

Afin d'établir les mesures de compensations qui seront nécessaires, le maître d'œuvre devra également s'assurer de la capacité des éventuels terrains proposés à devenir des zones humides (sondages pédologiques,...).

###### Respect des espèces protégées

Des dispositions seront à prescrire afin de respecter les espèces protégées conformément à la réglementation existante.

L'ensemble du tracé étant situé ZNIEFF, une attention particulière sera portée au phasage des travaux afin de minimiser les perturbations de la faune notamment en périodes de reproduction et de nidification.

###### Protection – réfection des berges

En fonction de la disponibilité des emprises et de leur domanialité, et de la configuration du site, le cheminement sera à éloigner autant que possible des berges pour la sécurité des usagers et la pérennité de l'ouvrage.

En secteur contraint, le maître d'œuvre devra, après analyse de l'état des berges, préciser s'il est nécessaire de réaliser des linéaires de protection ou de réfection des berges. Ces travaux, devront être intégrés au projet, et être définis en concertation avec Voies Navigables de France (techniques, linéaire,...).

###### Traversée d'agglomérations ou de communes, voiries partagées et franchissement d'intersections

Dans le cas où, la traversée de communes serait nécessaire pour assurer la continuité de l'itinéraire ; celle-ci demandera des aménagements particuliers (carrefours, séparation de flux, signalisation...) que le maître d'œuvre devra proposer au maître d'ouvrage afin de garantir un bon niveau de sécurité ainsi qu'un écoulement sans difficulté des flux (traversée de routes).

La réalisation d'aménagements en flux séparés sera aussi proposée par le maître d'œuvre dès que le problème de protection des usagers du cheminement se posera.

De même, en fonction des voiries traversées et de leur fréquentation, le maître d'œuvre proposera des aménagements garantissant la sécurité des usagers de l'itinéraire par le biais de dispositifs adaptés (îlots, plateaux, signalisation, équipements, etc.).



### Intégration de l'infrastructure avec les pratiques existantes

Les aménagements projetés doivent rester compatibles avec les activités pratiquées actuellement sur le domaine public fluvial (pêche, randonnée, sports nautiques,...).

Des solutions seront à proposer afin de concilier au maximum les différentes pratiques existantes. Des rencontres avec les principaux usagers du chemin seront par ailleurs à prévoir pour permettre une meilleure connaissance des différentes contraintes.

### Prise en compte des équipements et réseaux existants

Le maître d'œuvre devra prendre en compte les différents réseaux existants (recensement, état des contraintes, étude en partenariat avec les concessionnaires).

### Contraintes de circulation en phase travaux

Pour les travaux qui devront se dérouler pour partie sous circulation, les études devront avoir pour finalité une perturbation minimale du trafic et une sécurité totale des usagers. Une grande place devra être accordée à la réflexion sur les conditions de phasage, mesures de sécurité à mettre en œuvre en concertation avec les gestionnaires de voirie concernés.

### Sécurisation de la zone du Pont Canal

En accord avec Voies Navigables de France (VNF), la véloroute pourra passer par le Pont Canal à Vitry-le-François sous réserve de déplacer la zone d'attente des bateaux au niveau de l'écluse n°1 (suppression / mise en place de bollards d'amarrage,...). Les dispositions techniques de ce réaménagement seront à convenir avec VNF. Une attention particulière sera portée à la sécurisation du passage étroit sur le pont canal (mise en place de gardes corps,...).

## **3.1.2. Les contraintes spécifiques**

### Domanialité et maîtrise foncière

Le projet devra se limiter au maximum au domaine public voire privé de l'Etat ou des Communes.

Le Département n'étant pas propriétaire des emprises qui seront aménagées, le projet sera soumis à la validation de Voies Navigables de France et des Communes. Des réunions de concertations seront donc à prévoir avec ces différents interlocuteurs.

La partie cheminement est essentiellement à réaliser sur le domaine public fluvial. Une convention sera donc établie entre le maître d'ouvrage et VNF avant le démarrage des travaux.

Des visites de terrain seront à prévoir avec le gestionnaire en phase étude afin de recenser les différentes contraintes du site.

Toute intervention sur le domaine public fluvial devra avoir été autorisée préalablement par VNF. Le maître d'œuvre devra s'assurer d'obtenir les autorisations de circuler auprès de VNF avant d'emprunter en véhicule le chemin de halage ou contre-halage. S'il est nécessaire de faire des relevés, une autorisation d'occupation temporaire pourra être exigée par VNF.

### Réseau des itinéraires cyclables d'intérêt national

La véloroute Moncetz-Longevas – Vitry-le-François est inscrite au schéma national des véloroutes. Il est donc indispensable que les recommandations établies dans le cahier des charges de ce réseau soient prises en compte pour l'aménagement projeté.

### Intégration paysagère des aménagements

La valorisation du site passe naturellement par une bonne intégration paysagère des aménagements projetés.

Besoins d'accès pour l'entretien, l'exploitation de la voie d'eau, les secours et l'accès de riverains

Le cheminement à créer emprunte majoritairement le chemin de contre-halage géré par VNF ; les aménagements projetés notamment en termes de dispositifs de restriction d'accès devront prendre en compte les besoins pour l'entretien, l'exploitation de la voie d'eau, les secours et l'accès de certains riverains.

L'implantation des dispositifs de restriction d'accès devra être conçue en étroite concertation avec les services et personnes concernées.

**3.1.3. Les contraintes de sécurité**

Les parcours à aménager doivent présenter des conditions de sécurité optimum pour les divers usagers non-motorisés ainsi que pour les véhicules autorisés. Le maître d'œuvre devra donc proposer de mettre en place des dispositifs de sécurité adaptés aux divers contextes rencontrés (exemple : pose de garde-corps sur des passages rétrécis sous certains ponts, sécurisation des écluses,...).

**3.1.4. Accessibilité de l'aménagement aux tiers**

L'accessibilité au plus grand nombre, sans exigence physique particulière, doit être intégrée dans la conception de cet itinéraire. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sera recherchée et considérée comme un aspect important à prendre en compte.

**3.1.5. Service et confort des utilisateurs**

Afin d'accompagner la pratique des divers usagers en terme de confort, il est proposé d'aménager des aires de repos et de stationnement tout au long de l'itinéraire. Ces aires seront hiérarchisées selon 2 niveaux.

Sur la base de l'étude de faisabilité et plus particulièrement du dossier d'examen au cas par cas, les emplacements et les niveaux de service à y installer seront déterminés par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en concertation avec les communes concernées afin de valoriser l'existant et de le compléter en tenant compte des besoins et objectifs.

Ces aménagements seront intégrés aux différents marchés de travaux à réaliser.

|                         | Aire d'arrêt de niveau 2  | Aire d'arrêt de niveau 3   |
|-------------------------|---|--|
| Schéma type             |   |  |
| Equipements et services | <ul style="list-style-type: none"> <li>- bancs</li> <li>- poubelle</li> <li>- tables de pique-nique</li> <li>- dispositif de stationnement de vélos</li> <li>- panneau d'information</li> <li>- parking automobile</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- bancs</li> <li>- poubelle</li> <li>- table de pique-nique</li> <li>- dispositif de stationnement de vélos</li> <li>- panneau d'information</li> </ul> |

### 3.2 - Les exigences

Le maître d'œuvre devra respecter l'ensemble des textes et réglementations en vigueur. Les critères retenus par le CEREMA / CERTU notamment dans le manuel "Recommandations pour les itinéraires cyclables" et la "signalisation des aménagements et itinéraires cyclables" serviront de cadre à la conception. Une attention sera également portée aux préconisations du cahier des charges du Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes.

#### 3.2.1. Tracé de l'itinéraire

Le tracé de l'itinéraire principal a été défini et est précisé par le dossier d'examen au cas par cas en annexe. Le maître d'œuvre devra donc respecter cette définition de tracé sauf cas particulier et faire suite aux résultats de l'instruction du dossier loi sur l'eau. Si une modification de tracé était identifiée, il étudiera une ou plusieurs variantes à proposer au maître d'ouvrage au titre de la mission « avant-projet ».

#### 3.2.2. Mise en place de la structure

La définition de la structure et de sa géométrie répond à des objectifs de circulation, de confort d'usage, de sécurité et de pérennité. La largeur utile sera de 3m pouvant être réduite à hauteur de points durs (franchissements, emprise disponible, obstacles...etc.).

Le revêtement devra être de type roulant et pérenne (enrobé, ou autre selon contraintes environnementales).

Une structure particulière sera à prévoir sur les sections empruntées également par les engins agricoles et autres poids lourds.

#### 3.2.3. Mise en place de la signalisation

Cette signalisation doit permettre à l'utilisateur une bonne compréhension du fonctionnement de l'itinéraire ainsi que les informer de leurs arrivées sur des points particuliers : intersection avec voirie routière, changement de statut de la voie (voie partagée), rétrécissement du cheminement....etc.

Les panneaux de police et le marquage au sol devront être conformes au code de la route et en adéquation avec les prescriptions existantes (cf. CEREMA).

## 5 - COUTS ET DELAIS PREVISIONNELS

*n.b. : éléments précisés dans le marché de maîtrise d'œuvre notifié le 24/01/2020*

### 5.1 – Délais indicatifs

Planning prévisionnel et objectifs de **délais indicatifs**:

|  |             |
|--|-------------|
| - Mission de Maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-ACT) : | 2019-2020   |
| - Démarrage des travaux :                                | 2021        |
| - Travaux - Mission de Maîtrise d'œuvre réalisation :    | 2021 – 2022 |

### 5.2 - Enveloppe prévisionnelle financière

La part de l'enveloppe **prévisionnelle** financière affectée aux travaux (hors travaux topographiques, géotechniques, acquisitions foncières,...) et **estimée** avant l'étude du maître d'œuvre est de :

| Aménagement                   | Coût en Euros HT   |
|-------------------------------|--------------------|
| Aménagement de la voie        | 4 820 000€         |
| Aménagement des aires d'arrêt | 180 000€           |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>5 000 000 €</b> |

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

---

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

---

**RAPPORTEUR : Monsieur Benoît MOITTIE**

---

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

#### **OBJET : Projets culturels**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,

**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,

**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'accorder pour les projets culturels les subventions suivantes :

- 1 650 € pour la création professionnelle,
- 2 830 € pour les projets liés au handicap ou à l'insertion,
- 28 950 € pour la diffusion des associations,
- 1 196 € pour la diffusion collectivités,
- 5 141 € pour les dossiers spécifiques,
- 1 043 € pour le collège Henri Guillaumet de Mourmelon le Grand.

**ANNULE** la subvention d'un montant de 5 000 € accordée à l'AFPAN pour le festival de la photo de Montier qui n'aura pas lieu en 2020.

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée du budget départemental comme suit :

- 1 650 € de la ligne 65-311-6574-341118-183,
- 2 830 € de la ligne 65-311-6574-341130-183,
- 28 950 € de la ligne 65-311-6574-341120-183,
- 1 196 € de la ligne 65-311-6574-341120-183,
- 4 141 € de la ligne 65-28-6574-31834-181
- 1 000 € de la ligne 65-28-65737-31834-181,
- 1 043 € de la ligne 65-28-65737-31834-181.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

| <b>SOUTIEN A LA CREATION ARTISTIQUE 65/311/6574/341118/183</b><br>20% des dépenses artistiques & techniques et 20% de la communication (limitée à 10% du budget). <b>Plafond de l'aide : 10 000 € par structure et par an</b><br>Compagnies émergentes 15 % des dépenses artistiques & techniques et 15% de la communication (limitée à 10% du budget). <b>Plafond de l'aide : 10 000 € par structure et par an</b><br><b>Soutien à la reprise</b> de spectacles en région : plafonnée à 25% de l'aide à la création N-1 / <b>complément pour les actions de médiation</b> : plafonné à 25% de l'aide à la création N-1<br><b>Soutien à l'accueil de compagnies en résidences</b> : 20% des charges artistiques et de communication, plafonné à 15.000€. |  |               |                              |   |  |                     |                    |      |                 |                         |
|--|--|---------------|------------------------------|---|--|---------------------|--------------------|------|-----------------|-------------------------|
| date de la demande   | structure culturelle                                 | domiciliation | type d'aide                  | date de reprise d'activité et date de réalisation | projet culturel  | budget prévisionnel | dépenses éligibles | taux | montant proposé | CALCUL DE LA SUBVENTION |
| 14/02/2020   | Comme un Art de Scène ( <u>compagnie émergente</u> ) | REIMS         | création                     | 3 au 11 nov                                       | "Nous autres"  | 11 237 €            | 10 987 €           | 15%  | 1 650 €         | selon les critères      |
| <b>TOTAL SOUTIEN A LA CREATION</b>   |  |               |                              |   |  |                     |                    |      | <b>1 650 €</b>  |                         |
| <b>PROJETS LIES AU HANDICAP OU A L'INSERTION : 65/311/6574/341130/183</b><br><b>Ateliers de pratiques amateurs</b><br>20% des dépenses artistiques & techniques de l'atelier, y compris la 1ère représentation. <b>Plafonné à 8 000 € par structure</b> et par an et à la participation locale   |  |               |                              |   |  |                     |                    |      |                 |                         |
| 18/09/2020   | Itek   | REIMS         | ateliers de pratique amateur | nov 2020 à février 2021                           | ateliers chorégraphiques et culinaires dans le cadre du projet théâtral "Le Banquet" | 17 252 €            | 14 302 €           | 20%  | 2 830 €         | selon la demande        |
| <b>TOTAL DES PROJETS LIES AU HANDICAP / INSERTION</b>  |  |               |                              |   |  |                     |                    |      | <b>2 830 €</b>  |                         |

| <b>SOUTIEN A LA DIFFUSION ASSOCIATIONS : 65/311/6574/341120/183</b><br>diffusion : 20% des dépenses artistiques et techniques et 20% de la communication (limitée à 10% du budget). Plafonné à 15.000 € et à la participation communale.<br>festival en milieu rural : 20% des dépenses artistiques et techniques et de la communication (limitée à 10% du budget), festival en milieu urbain : 10% des mêmes dépenses.<br><br>Plafonné à 15 000 € par projet et par an .<br>manifestations culturelles : 7,5% des dépenses artistiques et techniques. <b>Plafonné à 1 500 € par projet</b> et à la participation locale |  |                      |   |   |  |                     |                    |      |                 |                         |
|--|--|----------------------|---|---|--|---------------------|--------------------|------|-----------------|-------------------------|
| date de la demande   | structure culturelle                         | domiciliation        | type d'aide                                   | dates de l'évènement                    | projet culturel                            | budget prévisionnel | dépenses éligibles | taux | montant proposé | CALCUL DE LA SUBVENTION |
| <b>diffusion jeune public / en milieu rural / en milieu urbain</b>   |  |                      |   |   |  |                     |                    |      |                 |                         |
| 25/03/2020   | Centre de création pour l'Enfance            | TINQUEUX             | diffusion jeune public                        | année en cours (avec reports)           | spectacles Jeunesse - Poésie décentralisés | 97 000 €            | 69 000 €           | 20%  | 10 000 €        | selon la demande        |
| 18/02/2020 actualisée le 11/09/2020  | Association des Maisons de Quartier de Reims | REIMS                | diffusion jeune public                        | année 2020                              | Des spectacles pour toute la famille 2020  | 33 223 €            | 19 742 €           | 20%  | 3 950 €         | selon les critères      |
| 18/09/2020   | La Comète, scène nationale                   | Châlons-en-Champagne | diffusion jeune public                        | année 2020                              | programmation jeune public 2020            | 75 174 €            | 75 174 €           | 20%  | 15 000 €        | selon la demande        |
|  |  |                      |   |   |  |                     |                    |      | <b>28 950 €</b> |                         |
| <b>SOUTIEN A LA DIFFUSION COLLECTIVITES : 65/311/65734/341120/183 -</b><br>diffusion : 20% des dépenses artistiques et techniques et 20% de la communication (limitée à 10% du budget).<br>Plafonné à 15 000 € par projet et par an et à la participation communale.   |  |                      |   |   |  |                     |                    |      |                 |                         |
| 04/09/2020   | commune de Cormontreuil                      | CORMON TREUIL        | diffusion commune périurbaine et jeune public | février 2020 et octobre à décembre 2020 | programmation culturelle 2020              | 7 372 €             | 5 980 €            | 20%  | 1 196 €         | selon les critères      |
| <b>SOUS TOTAL diffusion collectivités</b>  |  |                      |   |   |  |                     |                    |      | <b>1 196 €</b>  |                         |





## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**RAPPORTEUR : Monsieur Benoît MOITTIE**

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

**OBJET : Quartiers d'hiver - Avenue de Champagne événement alternatif aux habits de lumière 2020**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,

**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,

**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'accorder une subvention de 4 000 € à la ville d'Épernay pour l'évènement « Quartiers d'hiver avenue de Champagne ».

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée de la ligne 65-311-65734-183 du budget départemental.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**RAPPORTEUR : Monsieur Benoît MOITTIE**

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

#### **OBJET : Accompagnement éducatif à destination des élèves Marnais**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE :** CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS :** Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES :** Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :** Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS :** Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

#### **LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,  
**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,  
**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,  
**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'accorder les subventions d'un montant total de 9 759 € reprises dans le tableau ci-joint pour l'accompagnement éducatif à destinations des élèves marnais.

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée du budget départemental comme suit :

- 4 500 € de la ligne 65-28-65737-31833-181,
- 1 500 € de la ligne 65-28-6574-31833-181,
- 3 759 € de la ligne 65-28-65734-31833-181.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,  
**Signé**

**Christian BRUYEN**

### SEJOURS SCOLAIRES POUR LES COLLECTIVITES

| COLLECTIVITES                                | OBJET  | BUDGET TOTAL    | NUITEES   | ELEVES     | / NUIT       | MONTANT SUBVENTION |
|--|--|-----------------|-----------|------------|--------------|--------------------|
| Ville de Reims<br>(année scolaire 2019/2020) | <u>Classes de découverte à la Rosière à Villers-Allerand :</u>       |                 |           |            |              |                    |
|  | du 23 au 24 septembre 2019 – Ecole Maison Blanche                    |                 | 1         | 15         | 5 €          | <b>75 €</b>        |
|  | du 26 au 27 septembre 2019 – Ecole Amundsen                          |                 | 1         | 20         | 5 €          | <b>100 €</b>       |
|  | du 2 au 4 octobre 2019 – Ecole Barthou                               |                 | 2         | 11*        | 5 €          | <b>110 €</b>       |
|  | du 9 au 11 octobre 2019 – Ecole Zola                                 |                 | 2         | 20         | 5 €          | <b>200 €</b>       |
|  | du 16 au 18 octobre 2019 – Ecole Mougne Tixier                       |                 | 2         | 22         | 5 €          | <b>220 €</b>       |
|  | du 7 au 11 octobre 2019 – Ecole Zola                                 |                 | 4         | 24         | 8 €          | <b>768 €</b>       |
|  | du 4 au 8 novembre 2019 – Ecole Jean Mace                            |                 | 4         | 26         | 8 €          | <b>832 €</b>       |
|  | <u>Classes de découverte à la Volière à Villers-Allerand :</u>       |                 |           |            |              |                    |
|  | du 26 au 27 septembre 2019 – Ecole Joliot Curie                      |                 | 1         | 20         | 5 €          | <b>100 €</b>       |
|  | du 30 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2019 – Ecole Joliot Curie |                 | 1         | 24         | 5 €          | <b>120 €</b>       |
|  | du 2 au 4 octobre 2019 – Ecole Barthou                               |                 | 2         | 15         | 5 €          | <b>150 €</b>       |
|  | du 7 au 8 octobre 2019 – Ecole Joliot Curie                          |                 | 1         | 22         | 5 €          | <b>110 €</b>       |
|  | du 16 au 18 octobre 2019 – Ecole Mougne Tixier                       |                 | 2         | 11*        | 5 €          | <b>110 €</b>       |
| du 4 au 8 novembre 2019 – Ecole Jean Mace    |  | 4               | 27        | 8 €        | <b>864 €</b> |                    |
|  |  | <b>74 160 €</b> | <b>27</b> | <b>257</b> |              | <b>3 759 €</b>     |

\* dérogation pour les classes dédoublées, avec un effectif inférieur à 15 élèves.

**SEJOURS SCOLAIRES POUR LES COLLEGES PUBLICS – ANNEE SCOLAIRE 2019/2020**

| Collèges publics                                  | Objet   | Budget total | Nuitées | Elèves           | Coût du transport | Subvention<br>50 % du coût transport |
|---|---|--------------|---------|------------------|-------------------|--------------------------------------|
| <b>Echanges et Séjours à l'étranger</b>           |   |              |         |                  |                   |                                      |
| Collège Jean Monnet<br>EPERNAY                    | Echange avec la Suède (Halmstad)<br>du 25 au 29 novembre 2019 | 5 254,28 €   | 4       | 18               | 5 201,01 €        | <b>Plafonnée à<br/>1 500 €</b>       |
| Collège Université<br>REIMS                       | Séjour en Espagne (Madrid)<br>du 6 au 12 février 2020         | 8 997,19 €   | 6       | 17               | 7 140,00 €        | <b>Plafonnée à<br/>1 500 €</b>       |
| Collège Paulette Billa<br>TINQUEUX                | Séjour en Allemagne (Remchingen)<br>du 6 au 14 février 2020   | 3 172,50 €   | 8       | 20               | 3 140,00 €        | <b>Plafonnée à<br/>1 500 €</b>       |
| <b>TOTAL SEJOURS SCOLAIRES – COLLEGES PUBLICS</b> |   |              |         | <b>55 élèves</b> |                   | <b>4 500 €</b>                       |

**SEJOURS SCOLAIRES POUR LES COLLEGES PRIVES – ANNEE SCOLAIRE 2019/2020**

| Collèges publics                                | Objet  | Budget total | Nuitées | Elèves           | Coût du transport | Subvention<br>50 % du coût transport |
|---|--|--------------|---------|------------------|-------------------|--------------------------------------|
| <b>Echanges et Séjours à l'étranger</b>         |  |              |         |                  |                   |                                      |
| Collège Saint Joseph<br>REIMS                   | Séjour en Angleterre (Bedford)<br>du 9 au 13 décembre 2020 | 21 183,00 €  | 4       | 53               | 5 260,00 €        | <b>Plafonnée à<br/>1 500 €</b>       |
| <b>TOTAL SEJOURS SCOLAIRES – COLLEGES PRIVE</b> |  |              |         | <b>53 élèves</b> |                   | <b>1 500 €</b>                       |

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**RAPPORTEUR : Monsieur Julien VALENTIN**

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

#### **OBJET : Numérique dans les collèges**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,  
**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,  
**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,  
**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** de suivre les avis du comité technique pour les équipements informatiques dans les collèges et d'acquérir le matériel listé en annexe pour les collèges concernés.

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée de la ligne 21-221-21831-132 enveloppe 2004020403 du budget départemental.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

| Collèges demandeurs   | Avis comité technique équipement  |
|---|---|
| <p><b>Pierre de Coubertin<br/>CORMONTREUIL</b></p> <p><i>(Collège expérimentateur BYOD)</i></p>                             | <p><b>AVIS FAVORABLE pour 2 classes mobiles tablettes Apple :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 classe mobile classique</li><li>- 1 classe mobile avec 3 paniers de 5 tablettes</li><li>- 1 sac à dos pour tablettes</li><li>- 30 clés Wifi</li></ul> <p><b>A REEXAMINER ULTERIEUREMENT</b><br/>Des enceintes en salles de langues. Le comité souhaite réfléchir à un système identique et adapté à tous les établissements</p>     |
| <p><b>Côte Legris - EPERNAY</b></p>   | <p><b>AVIS FAVORABLE pour 2 classes mobiles tablettes Android</b></p>   |
| <p><b>Terres Rouges - EPERNAY</b></p> <p><i>(Collège préfigurateur<br/>déploiement classes mobiles)</i></p>                 | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR 2 CLASSES MOBILES TABLETTES SQOOL</b> mais proposition du redéploiement définitif d'au minimum 2 classes mobiles récentes (sous condition de la qualité) à un autre établissement. Collège préfigurateur qui dispose de 17 classes mobiles tablettes.</p> <p>Demande de mobilier pas du ressort du comité. L'établissement doit renouveler sa demande dans le cadre de la programmation annuelle de mobilier-matériel</p> |
| <p><b>Pierre-Gilles de Gennes<br/>FRIGNICOURT</b></p> <p><i>(Collège préfigurateur<br/>déploiement classes mobiles)</i></p> | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR 10 CASQUES DE REALITE VIRTUELLE</b> (projet innovant)</p> <p><b>AVIS FAVORABLE POUR 2 VPI</b></p>   |

| Collèges demandeurs                       | Avis comité technique équipement  |
|---|---|
| <b>Raymond Sirot<br/>GUEUX</b>            | <b>A REEXAMINER ULTERIEUREMENT</b><br>Un dispositif de visioconférence. Le comité souhaite réfléchir à un système identique et adapté à tous les établissements   |
| <b>Lucie Aubrac<br/>MONTMORT</b>          | <b>AVIS FAVORABLE POUR UNE CLASSE MOBILE ORDINATEURS</b><br>Le comité propose que le collège de Cormontreuil cède sa classe mobile PC portable hybride (non utilisée) au collège de Montmort<br><b>AVIS FAVORABLE pour 2 VPI</b><br>Le collège dispose de fonds de roulement satisfaisant, et prendra en charge les lampes scanners et les claviers sans fil  |
| <b>La Brie Champenoise<br/>MONTMIRAIL</b> | <b>AVIS FAVORABLE pour une classe mobile de 15 tablettes Android</b><br><b>A REEXAMINER ULTERIEUREMENT</b><br>Système audio conférence. Le comité souhaite réfléchir à un système identique et adapté à tous les établissements   |
| <b>Georges Braque REIMS</b>               | <b>AVIS FAVORABLE POUR :</b><br>- 3 CLASSES MOBILES TABLETTES IPAD<br>- 3 PANIERS DE 5 TABLETTES<br>- 2 CLES Wifi<br><b>AVIS DEFAVORABLE POUR :</b><br>- 40 IPAD ENSEIGNANTS ( <i>relèvent du Rectorat</i> )<br>- 1 CLAVIER POUR CHAQUE TABLETTE ( <i>Le Rectorat n'a pas souhaité mettre cette possibilité au marché</i> )<br><br>Demande de mobilier pas du ressort du comité. L'établissement doit renouveler sa demande dans le cadre de la programmation annuelle de mobilier-matériel |
| Collèges demandeurs                       | Avis comité technique équipement  |

|  |   |
|--|---|
| <p><b>St Rémi<br/>REIMS</b></p> <p><i>(Collège expérimentateur<br/>tablettes sqool))</i></p> | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 CLASSES MOBILES DE 15 PC PORTABLES (car 1 seule salle informatique)</li><li>- 1 SAC A DOS POUR 10 TABLETTES SQOOL AVEC DISPOSITIF DE RECHARGEMENT</li></ul> <p><b>AVIS DEFAVORABLE POUR LES PC PORTABLES ENSEIGNANTS</b> (relèvent du Rectorat)</p> |
| <p><b>Pierre Brossolette<br/>REIMS</b></p>   | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR :</b></p> <p>4 CLASSES MOBILES DE 15 TABLETTES ANDROID CONDITIONNEES EN 3 SOUS PANIERS DE 5 TABLETTES<br/>+ 3 SACS A DOS AVEC DISPOSITIF DE RECHARGEMENT</p> <p><i>(Livraison après la réalisation des travaux de câblage)</i></p>  |
| <p><b>Jean Baptiste Drouet<br/>SAINTE-MENEHOULD</b></p>                                      | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR :</b></p> <p>2 CLASSES MOBILES DE 15 TABLETTES APPLE</p> <p><b>ET D'UNE CLASSE MOBILE SUPPLEMENTAIRE <u>PRIS SUR LE BUDGET DE L'ETABLISSEMENT</u></b> (le collège disposant de fonds de roulement très satisfaisant)</p>  |
| <p><b>La Fontaine du Vé<br/>SEZANNE</b></p>  | <p><b>AVIS FAVORABLE POUR :</b></p> <p>1 CLASSE MOBILE DE 15 TABLETTES APPLE ANDROID<br/>+ 3 SOUS PANIERS DE 5 TABLETTES</p>  |
| <p>Collèges demandeurs</p>   | <p>Avis comité technique équipement</p>   |



**Vieux Port  
VITRY-LE-FRANCOIS**

**AVIS FAVORABLE POUR 2 CLASSES MOBILES DE 15 TABLETTES APPLE** (sous condition d'un débit internet suffisant)

**A REEXAMINER ULTERIEUREMENT POUR :**

Un système de visioconférence. Le comité souhaite réfléchir à un système identique et adapté à tous les établissements

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

---

### COMMISSION PERMANENTE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

---

**RAPPORTEUR : Monsieur Julien VALENTIN**

---

#### **EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS**

#### **OBJET : Aides aux collégiens**

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**

**Vu** la délibération SE17-11-I-04 du 13 novembre 2017 relative à la délégation qui lui a été donnée,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le budget voté au titre de l'exercice 2020, **Vu** la délibération SE20-06-I-01 relative à la décision modificative n°1,  
**Vu** les critères de l'aide au partenariat et du soutien aux projets et initiatives avec les collectivités définis par la délibération SE18-06-I-01 et SE18-10-I-02,  
**Vu** le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,  
**Après** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'accorder une bourse exceptionnelle d'un montant de 400 € pour un collégien.

**PRÉCISE** que la dépense sera imputée de la ligne 65-221-6513-311117-181 du budget départemental.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : DM2 2020**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Thierry BUSSY, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

### ***Rapporteur : Monsieur Jean-Marc ROZE***

Comme chaque année, la décision modificative n°2 du budget départemental 2020 permet d'adapter les niveaux de vote précédent eu égard à l'évolution de certains dossiers.

Elles se caractérisent cette année, hors opérations d'ordre, par :

- une diminution des dépenses de fonctionnement de -1,55 M€,
- une hausse des recettes de fonctionnement de 11,1 M€,
- une baisse de nos dépenses d'investissement de -13,1 M€,
- une baisse de nos recettes d'investissement de -25,7 M€.

**En matière de dépenses de fonctionnement**, hors opérations d'ordre, les dépenses nouvelles s'élèvent à **-1 551 223,48€**. Cette baisse est nuancée par des diminutions et hausses des principaux postes de dépenses suivants :

- une baisse de nos coûts de fonctionnement liés aux véhicules (carburant, réparations et locations) et sur les fournitures de voirie (bitume) pendant la période de confinement pour 0,7 M€,
- une augmentation des charges de personnel pour 0,65 M€ due à l'accroissement de l'activité des assistants familiaux,
- une baisse de 430 927 € a été enregistrée sur le fonds de péréquation de la CVAE par rapport aux prévisions budgétaires initiales d'un montant de 540 000 €,

- une somme de 150 000 € supplémentaire est nécessaire suite aux différentes demandes de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) pour des restitutions de taxes part départementale suite à la demande de certains contribuables qui ont versé trop d'impôts,
- une hausse des dépenses de fonctionnement des établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance pour 1,15 M€
- une baisse de 1,3 M€ sur un certain nombre de subventions suite à des manifestations annulées ou reportées avec la crise sanitaire,
- une diminution de 1 M€ pour ajuster le montant des allocations RSA qui avaient été augmentées de 10 M€ au moment de la DM1 en juin.

**En matière de recettes de fonctionnement**, hors opérations d'ordre, les recettes de fonctionnement devraient augmenter de **11 095 907,81 €**. Cela concerne principalement les régularisations des recettes suivantes dont les notifications sont parvenues depuis la première décision modificative et divers ajustements liés à des augmentations de recouvrement :

- une augmentation de 10 M€ pour les DMTO suite à un relèvement de la prévision de perception de cette recette. En effet, au vu des réalisations 2019, une recette de 76 M€ avait été inscrite au BP 2020. La crise sanitaire avait fortement ralenti les transactions immobilières et le produit des DMTO des mois perçu en avril mai a lourdement chuté, d'où une anticipation de baisse de 15 M€ voté lors de la DM1. Depuis juin, les ventes immobilières semblent retrouver un flux proche de l'activité antérieure, d'où une réinscription prudente de 10 M€,
- un ajustement de 1,16 M€ du fonds de péréquation des DMTO,
- une baisse de 0,36 M€ des différentes allocations compensatrices,
- une recette de 0,15 M€ pour les certificats d'économie d'énergie sur le collège Université.

En définitive, les adaptations du budget de fonctionnement tant en recettes qu'en dépenses, se traduisent par une variation du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de +11,8 M€.

**En matière de dépenses d'investissement**, les modifications hors opérations d'ordre, proposées pour un montant de **-13 108 662,35 M€** tendent principalement à ajuster nos crédits en fonction de nos besoins réels de l'exercice 2020 et au lissage de nos participations :

- une baisse de 0,27 M€ pour les frais d'études,
- une baisse de 11,8 M€ des crédits prévus aux chapitres 21 et 23 pour la voirie, les bâtiments départementaux, les collèges, l'équipement des collèges et des services départementaux, le programme des véloroutes et voies vertes,
- une diminution de 0,05 M€ pour les subventions d'équipement versées, résultat de hausses et baisses en fonction de l'avancée des dossiers dans chaque domaine de partenariat.
- l'inscription budgétaire pour les prêts octroyés dans le cadre de l'hôtellerie et la restauration en milieu rural a été diminué de 0,15 M€
- le fonds résistance géré par la Région a été diminué de 0,7 M€. Ces crédits seront revus lors du BP 2021 en fonction des demandes.

**En matière de recettes d'investissement**, hors opérations d'ordre, le montant des crédits baisse de **25 748 918,88 M€**. Cette diminution est due essentiellement à la baisse de 26,63 M€ du besoin d'emprunt nécessaire pour équilibrer le budget départemental (chapitre 16). Ce besoin d'emprunt est susceptible d'être revu à la baisse lorsque nous obtiendrons la confirmation des Ministères des finances et de l'intérieur quant à notre demande d'avance sur la perception en 2020 des DMTO transmise le 21 septembre dernier.

- D'autres ajustements ont été nécessaires :
- un ajustement positif de 1,16 M€ du FCTVA,
  - une diminution de 0,76 M€ des recettes perçues par l'Etat, la Région, résultat du décalage de certaines opérations d'investissement,
  - une recette de 0,6 M€, correspondant aux deux derniers versements de la vente du site de l'ancien collège de VERTUS à la communauté d'agglomération d'Épernay,

-une inscription négative de 0,22 M€ pour les produits de cession, conséquence du report de l'encaissement de la vente de la CIP de Montmirail en 2021.

Suite à la liquidation de l'Entente Marne au 31 décembre 2019 et conformément aux conditions de liquidation, il a été constaté pour la part département de la Marne, un déficit en investissement de 12 123,74 € et un excédent de fonctionnement de 17 372,72 €. Ce qui conduit aux écritures comptables suivantes : en dépenses d'investissement (article 001) inscription de 12 123,74 €, en recettes d'investissement (article 1068) 12 123,74 € et en recettes de fonctionnement (article 002) 5 248,98 €.

Concernant la gestion du patrimoine, vous trouverez en annexe une liste de matériels à réformer. Je vous demande, après en avoir délibéré, de m'autoriser à réformer ces véhicules et engins et à les céder suivant la procédure des ventes aux enchères. Cette vente sera réalisée par la société Agorastore.

**Les 3 budgets annexes des ZAC de Vatry et celui du budget annexe du Foyer Départemental de l'Enfance** n'enregistrent aucun mouvement complémentaire.

Vous trouverez en annexe :

- les tableaux présentant les équilibres financiers du budget principal,
- le tableau des transferts de crédits de chapitre à chapitre sachant que ces différents mouvements s'équilibrent,
- la liste des biens à réformer.

Voilà, Monsieur le Président, cher(es) collègues, les principaux éléments qui constituent la DM2 du budget 2020 et qui sont soumis à votre délibération.

La 1<sup>ère</sup> commission a émis un avis favorable à la majorité.

Il est procédé au vote :

9 ABSTENTIONS  
32 POUR  
ADOPTÉ

SIGNATURES MANQUANTES A L'ARRETE SIGNATURES : Mme BELAREDJ-TUNC, M. BONDZA, Mmes BRESSON, COULON, DETERM, GABET, M. LEVEQUE, Mme LOISELET, MM. MARX, NAMUR

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

|   |             |
|---|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>A2.1</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.  | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 010  | Revenu minimum d'insertion   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 018  | Revenu de solidarité active  | 5 400,00                      | 0,00                            | 15 000,00                           | 15 000,00                      | 20 400,00                  |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (8)  | 3 031 945,87                  | 0,00                            | -268 791,76                         | -276 316,92                    | 2 755 628,95               |
| 204  | Subventions d'équipement versées (8)                                 | 21 195 679,52                 | 0,00                            | -47 543,99                          | -47 543,99                     | 21 148 135,53              |
| 21   | Immobilisations corporelles (y compris programmes) (6)               | 19 164 991,25                 | 0,00                            | -5 628 051,74                       | -5 618 828,58                  | 13 546 162,67              |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (y compris programmes) (4) (8) | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 23   | Immobilisations en cours (y compris programmes) (8)                  | 35 886 372,69                 | 0,00                            | -6 171 110,86                       | -6 172 808,86                  | 29 713 563,83              |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |  | <b>79 284 389,33</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-12 100 498,35</b>               | <b>-12 100 498,35</b>          | <b>67 183 890,98</b>       |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves                                  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 13   | Subventions d'investissement (8)                                     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées  | 16 843 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 843 000,00              |
| 18   | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)                         | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 26   | Participations et créances rattachées                                | 150,00                        | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 150,00                     |
| 27   | Autres immobilisations financières (8)                               | 3 061 893,86                  | 0,00                            | -901 164,00                         | -901 164,00                    | 2 160 729,86               |
| 020  | Dépenses imprévues   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |  | <b>19 905 043,86</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-901 164,00</b>                  | <b>-901 164,00</b>             | <b>19 003 879,86</b>       |
| 45...  | Total des opé. pour compte de tiers (6)                              | 244 419,28                    | 0,00                            | -107 000,00                         | -107 000,00                    | 137 419,28                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |  | <b>99 433 852,47</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-13 108 662,35</b>               | <b>-13 108 662,35</b>          | <b>86 325 190,12</b>       |

|  |   |                      |  |                     |                     |                      |
|--|---|----------------------|--|---------------------|---------------------|----------------------|
| 040  | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 30 905 000,00        |  | 3 000,00            | 3 000,00            | 30 908 000,00        |
| 041  | Opérations patrimoniales (7)                | 3 200 151,65         |  | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 5 200 151,65         |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |   | <b>34 105 151,65</b> |  | <b>2 003 000,00</b> | <b>2 003 000,00</b> | <b>36 108 151,65</b> |

|              |                       |             |                       |                       |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>133 539 004,12</b> | <b>0,00</b> | <b>-11 105 662,35</b> | <b>-11 105 662,35</b> | <b>122 433 341,77</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

+

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>26 326 781,74</b> |
|--|----------------------|

=

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|---|-----------------------|

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
- (3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).
- (7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
- (8) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

|   |             |
|---|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap   | Libellé   | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|---|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 010  | Revenu minimum d'insertion                      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 018  | Revenu de solidarité active                     | 28 692,46                     | 0,00                            | 15 000,00                           | 15 000,00                      | 43 692,46                  |
| 13   | Subventions d'investissement (sauf 138) (11)    | 7 166 870,30                  | 0,00                            | -762 997,46                         | -762 997,46                    | 6 403 872,84               |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées (4)               | 57 845 886,24                 | 0,00                            | -26 634 769,73                      | -26 634 769,73                 | 31 211 116,51              |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (11)   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 204  | Subventions d'équipement versées (11)           | 0,00                          | 0,00                            | 4 196,00                            | 4 196,00                       | 4 196,00                   |
| 21   | Immobilisations corporelles (11)                | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (5) (11)  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 23   | Immobilisations en cours (11)                   | 0,00                          | 0,00                            | 83 451,57                           | 83 451,57                      | 83 451,57                  |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |   | <b>65 041 449,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-27 295 119,62</b>               | <b>-27 295 119,62</b>          | <b>37 746 329,38</b>       |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 7 000 000,00                  | 0,00                            | 1 160 377,00                        | 1 160 377,00                   | 8 160 377,00               |
| 1068   | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)     | 35 960 506,99                 | 0,00                            | 12 123,74                           | 12 123,74                      | 35 972 630,73              |
| 138  | Autres subventions invest. non transf. (11)     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   | 3 000,00                      | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 3 000,00                   |
| 18   | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (7)    | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 26   | Participations et créances rattachées           | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 27   | Autres immobilisations financières (11)         | 4 063 754,41                  | 0,00                            | 600 000,00                          | 600 000,00                     | 4 663 754,41               |
| 024  | Produits des cessions d'immobilisations         | 331 300,00                    | 0,00                            | -226 300,00                         | -226 300,00                    | 105 000,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |   | <b>47 358 561,40</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>1 546 200,74</b>                 | <b>1 546 200,74</b>            | <b>48 904 762,14</b>       |
| 45...  | Total des opé. pour le compte de tiers (8)      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |   | <b>112 400 010,40</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-25 748 918,88</b>               | <b>-25 748 918,88</b>          | <b>86 651 091,52</b>       |

|  |  |                      |  |                      |                      |                      |
|--|--|----------------------|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| 021  | Virement de la section de fonctionnement (9) | 2 220 000,07         |  | 11 815 380,27        | 11 815 380,27        | 14 035 380,34        |
| 040  | Opérations ordre transf. entre sections (9)  | 42 033 500,00        |  | 840 000,00           | 840 000,00           | 42 873 500,00        |
| 041  | Opérations patrimoniales (9)                 | 3 200 151,65         |  | 2 000 000,00         | 2 000 000,00         | 5 200 151,65         |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |  | <b>47 453 651,72</b> |  | <b>14 655 380,27</b> | <b>14 655 380,27</b> | <b>62 109 031,99</b> |

|              |                       |             |                       |                       |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>159 853 662,12</b> | <b>0,00</b> | <b>-11 093 538,61</b> | <b>-11 093 538,61</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|---|-----------------------|

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement II sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE  
FONCTIONNEMENT (10)**

**26 000 880,34**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(9) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(11) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>A3.1</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 011   | Charges à caractère général (5)                    | 28 435 719,03                 | 0,00                            | -781 277,46                         | -789 127,46                    | 27 646 591,57              |
| 012   | Charges de personnel et frais assimilés (5)        | 91 937 421,00                 | 0,00                            | 649 000,00                          | 649 000,00                     | 92 586 421,00              |
| 014   | Atténuations de produits                           | 7 046 739,25                  | 0,00                            | -230 683,95                         | -230 683,95                    | 6 816 055,30               |
| 015   | Revenu minimum d'insertion                         | 37 000,00                     | 0,00                            | -26 000,00                          | -26 000,00                     | 11 000,00                  |
| 016   | Allocation personnalisée d'autonomie               | 36 988 210,10                 | 0,00                            | -20 000,00                          | -20 000,00                     | 36 968 210,10              |
| 017   | Revenu de solidarité active                        | 101 316 640,22                | 0,00                            | -970 500,00                         | -970 500,00                    | 100 346 140,22             |
| 65  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5) | 175 999 133,39                | 0,00                            | -154 762,07                         | -146 912,07                    | 175 852 221,32             |
| 6586  | Frais fonctionnement des groupes d'élus            | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |  | <b>441 760 862,99</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-1 534 223,48</b>                | <b>-1 534 223,48</b>           | <b>440 226 639,51</b>      |
| 66  | Charges financières                                | 3 816 000,00                  | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 3 816 000,00               |
| 67  | Charges exceptionnelles (5)                        | 313 450,00                    | 0,00                            | -17 000,00                          | -17 000,00                     | 296 450,00                 |
| 68  | Dotations amortissements et provisions (5)         | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 022   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |  | <b>445 890 312,99</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-1 551 223,48</b>                | <b>-1 551 223,48</b>           | <b>444 339 089,51</b>      |

|   |  |                      |  |                      |                      |                      |
|---|--|----------------------|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| 023   | Virement à la section d'investissement (4)   | 2 220 000,07         |  | 11 815 380,27        | 11 815 380,27        | 14 035 380,34        |
| 042   | Opérations ordre transf. entre sections (4)  | 42 033 500,00        |  | 840 000,00           | 840 000,00           | 42 873 500,00        |
| 043   | Opérations ordre intérieur de la section (4) | 0,00                 |  | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>44 253 500,07</b> |  | <b>12 655 380,27</b> | <b>12 655 380,27</b> | <b>56 908 880,34</b> |

|              |                       |             |                      |                      |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>490 143 813,06</b> | <b>0,00</b> | <b>11 104 156,79</b> | <b>11 104 156,79</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------------------|-----------------------|

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--|-----------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.



|  |             |
|--|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>A3.2</b> |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé                                      | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 013   | Atténuations de charges (6)                  | 1 136 000,00                  | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 1 136 000,00               |
| 015   | Revenu minimum d'insertion                   | 5 000,00                      | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 5 000,00                   |
| 016   | Allocation personnalisée d'autonomie         | 16 375 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 375 000,00              |
| 017   | Revenu de solidarité active                  | 14 483 219,00                 | 0,00                            | 104 099,76                          | 104 099,76                     | 14 587 318,76              |
| 70  | Prod. services, domaine, ventes diverses     | 1 059 420,00                  | 0,00                            | 29 207,00                           | 29 207,00                      | 1 088 627,00               |
| 73  | Impôts et taxes (sauf 731)                   | 155 108 521,00                | 0,00                            | 11 163 212,00                       | 11 163 212,00                  | 166 271 733,00             |
| 731   | Impositions directes                         | 170 554 694,00                | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 170 554 694,00             |
| 74  | Dotations, subventions et participations (6) | 69 617 511,00                 | 0,00                            | -359 210,95                         | -359 210,95                    | 69 258 300,05              |
| 75  | Autres produits de gestion courante (6)      | 16 913 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 913 000,00              |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |  | <b>445 252 365,00</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>10 937 307,81</b>                | <b>10 937 307,81</b>           | <b>456 189 672,81</b>      |
| 76  | Produits financiers                          | 15 000,00                     | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 15 000,00                  |
| 77  | Produits exceptionnels (6)                   | 1 003 050,00                  | 0,00                            | 158 600,00                          | 158 600,00                     | 1 161 650,00               |
| 78  | Reprises amortissements et provisions (6)    | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>446 270 415,00</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>11 095 907,81</b>                | <b>11 095 907,81</b>           | <b>457 366 322,81</b>      |

|   |  |                      |  |                 |                 |                      |
|---|--|----------------------|--|-----------------|-----------------|----------------------|
| 042   | Opérations ordre transf. entre sections (4)  | 30 905 000,00        |  | 3 000,00        | 3 000,00        | 30 908 000,00        |
| 043   | Opérations ordre intérieur de la section (4) | 0,00                 |  | 0,00            | 0,00            | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>30 905 000,00</b> |  | <b>3 000,00</b> | <b>3 000,00</b> | <b>30 908 000,00</b> |

|              |                       |             |                      |                      |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>477 175 415,00</b> | <b>0,00</b> | <b>11 098 907,81</b> | <b>11 098 907,81</b> | <b>488 274 322,81</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------------------|-----------------------|

+

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>12 973 647,04</b> |
|---|----------------------|

=

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--|-----------------------|

**Pour information :**

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)</b> | <b>26 000 880,34</b> |
|---|----------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

**TRANSFERTS DE CREDITS - DM2 2020 - DEPENSES - BUDGET PRINCIPAL**

| Bud<br>get | Chap | Fct  | Nature     | Prog    | Service | Enveloppe  | Libellé   | Crédits<br>inscrits 2020 | Virement proposé DM2 2020 |            | Nouveau<br>crédit |
|------------|------|------|------------|---------|---------|------------|---|--------------------------|---------------------------|------------|-------------------|
|            |      |      |            |         |         |            |   |                          | en moins                  | en plus    |                   |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1541    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 84 500,00                | 40 000,00                 |            | 44 500,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1541    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 85 000,00                |                           | 40 000,00  | 125 000,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1542    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 68 900,00                | 10 000,00                 |            | 58 900,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1542    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 55 000,00                |                           | 10 000,00  | 65 000,00         |
| 00         | 21   | 0202 | 21838      |         | 132     |            | Autre matériel informatique                         | 853 571,52               | 944,00                    |            | 852 627,52        |
| 00         | 20   | 0202 | 2033       |         | 132     |            | Frais insertion                                     | 1 000,00                 |                           | 944,00     | 1 944,00          |
| 00         | 21   | 0202 | 2185       |         | 132     |            | Matériel de téléphonie                              | 120 000,00               | 10 000,00                 |            | 110 000,00        |
| 00         | 20   | 0202 | 2051       |         | 132     |            | Concessions et droits similaires                    | 1 198 271,42             |                           | 10 000,00  | 1 208 271,42      |
| 00         | 21   | 221  | 21831      |         | 132     | 1804020101 | Matériel informatique scolaire                      | 400 000,00               | 1 080,00                  |            | 398 920,00        |
| 00         | 20   | 221  | 2033       |         | 132     | 2004020401 | Frais insertion                                     | 540,00                   |                           | 1 080,00   | 1 620,00          |
| 00         | 21   | 63   | 2157       |         | 1005    |            | Matériel et outillage technique                     | 5 000,00                 | 5 000,00                  |            | 0,00              |
| 00         | 21   | 63   | 2121       |         | 1005    |            | Plantations d'arbres et arbustes                    | 20 000,00                | 12 872,00                 |            | 7 128,00          |
| 00         | 20   | 63   | 2031       |         | 1005    |            | Frais d'études                                      | 14 892,00                |                           | 17 872,00  | 32 764,00         |
| 00         | 23   | 63   | 23153      |         | 1005    |            | Réseaux divers                                      | 15 000,00                | 10 000,00                 |            | 5 000,00          |
| 00         | 21   | 63   | 2128       |         | 1005    |            | Autres agencements et aménagements                  | 20 000,00                |                           | 10 000,00  | 30 000,00         |
| 00         | 21   | 63   | 21351      |         | 1005    |            | Bâtiments publics                                   | 730 000,00               | 200 000,00                |            | 530 000,00        |
| 00         | 23   | 63   | 238        |         | 1005    |            | Avances   | 48 543,02                |                           | 200 000,00 | 248 543,02        |
| 00         | 21   | 63   | 23151      |         | 1005    |            | Réseaux de voirie                                   | 171 456,98               | 7 000,00                  |            | 164 456,98        |
| 00         | 20   | 63   | 2031       |         | 1005    | 1707010401 | Extension et réhabilitation parking et pistes Vatry | 0,00                     |                           | 7 000,00   | 7 000,00          |
| 00         | 23   | 63   | 23151      |         | 1005    |            | Réseaux de voirie                                   | 164 456,98               | 25 000,00                 |            | 139 456,98        |
| 00         | 23   | 63   | 23151      |         | 1005    | 1707010402 | Travaux hangar Vatry                                | 1 357 350,82             |                           | 25 000,00  | 1 382 350,82      |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1544    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 28 720,00                | 10 720,00                 |            | 18 000,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1544    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 114 880,00               |                           | 10 720,00  | 125 600,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1545    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 42 300,00                | 11 000,00                 |            | 31 300,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1545    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 98 700,00                |                           | 11 000,00  | 109 700,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1543    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 69 200,00                | 26 000,00                 |            | 43 200,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1543    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 69 200,00                |                           | 26 000,00  | 95 200,00         |
| 00         | 27   | 01   | 2748       |         | 183     |            | Autres prêts  | 280 000,00               | 50 000,00                 |            | 230 000,00        |
| 00         | 21   | 311  | 2153       |         | 183     |            | Réseaux divers                                      | 0,00                     |                           | 50 000,00  | 50 000,00         |
| 00         | 20   | 221  | 2031       |         | 1001    | 2004020402 | CABLAGE INFORMATIQUE COLLEGES                       | 50 000,00                | 7 525,16                  |            | 42 474,84         |
| 00         | 21   | 221  | 21351      |         | 1001    | 2004020402 | CABLAGE INFORMATIQUE COLLEGES                       | 150 000,00               |                           | 7 525,16   | 157 525,16        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |         | 1546    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 32 000,00                | 1 698,00                  |            | 30 302,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |         | 1546    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 51 600,00                |                           | 1 698,00   | 53 298,00         |
| 00         | 21   | 221  | 21351      |         | 1001    | 1904020404 | IMPREVUS COLLEGES                                   | 409 161,99               | 60 000,00                 |            | 349 161,99        |
| 00         | 21   | 221  | 21351      |         | 1001    | 2004020402 | CABLAGE INFORMATIQUE COLLEGES                       | 100 000,00               |                           | 60 000,00  | 160 000,00        |
| 00         | 011  | 311  | 6238       | 3411101 | 183     |            | Orchestre symphonique départementale jeunes marnais | 14 430,00                | 7 850,00                  |            | 6 580,00          |
| 00         | 65   | 311  | 6574       | 341110  | 183     |            | Aide à la musique                                   | 92 120,00                |                           | 7 850,00   | 99 970,00         |
| 00         |      |      |            |         |         |            |   |                          |                           |            | 0,00              |
|            |      |      |            |         |         |            |   |                          | 496 689,16                | 496 689,16 |                   |



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

*DIRECTION DES FINANCES, DES MARCHES ET DE L'INFORMATIQUE*  
*SERVICE DES FINANCES*

Proposition du rapport :

### Rapport I - 1

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

### OBJET : DM2 2020

La décision modificative n°2 permet de procéder à l'ajustement des étapes budgétaires précédentes et :

- de prévoir les besoins complémentaires de crédits,
- d'intégrer les recettes non budgétées,
- d'adapter les niveaux de votes précédents à l'évolution de certains dossiers,
- de passer des écritures de régularisation.

Je vous présente ci-dessous les principales inscriptions figurant sur les tableaux joints en annexe et présentées par chapitre.

### I - SECTION DE FONCTIONNEMENT

**1- Les dépenses nouvelles de fonctionnement** (hors opérations d'ordre) s'élèvent à **-1 551 223,48€**. Au final, le total des inscriptions budgétaires réelles au titre de l'année 2020 s'établit à **444,34 M€**.

Ces nouvelles inscriptions, qui intègrent les transferts de crédits, se répartissent essentiellement de la manière suivante :

**Chapitre 011** : charges à caractère général : -0,78 M€

Pendant la période de confinement, une baisse de nos coûts de fonctionnement s'est ressentie sur les frais liés aux véhicules (carburant, réparations et locations) et sur les fournitures de voirie (bitume).

**Chapitre 012** : charges de personnel et frais assimilés : +0,65 M€

Cette augmentation est due à l'accroissement de l'activité des assistants familiaux.

**Chapitre 014** : atténuations de produits : -0,23 M€

Suite à la notification de l'Etat reçue sur les fonds de péréquations départementaux, une baisse de 430 927 € a été enregistrée sur le fonds de péréquation de la CVAE par rapport aux prévisions budgétaires initiales d'un montant de 540 000 €.

Une somme de 150 000 € supplémentaire est nécessaire suite aux différentes demandes de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) pour des restitutions de taxes part départementale suite à la demande de certains contribuables qui ont versé trop d'impôts.

**Chapitre 65** : autres charges de gestion courante : -0,15 M€

Cette diminution nuancée s'explique par une hausse des dépenses de fonctionnement des établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance pour 1,15 M€ et en contrepartie d'une baisse d'un certain nombre de subventions inscrites également dans ce chapitre. En effet avec la COVID-19, nombre de manifestations ont dû être annulées ou reportées.

**Chapitre 017** : revenu de solidarité active : -0,97

Cette diminution ajuste le montant des allocations RSA qui avaient été augmentées de 10 M€ au moment de la DM1 en juin.

**2- Les recettes nouvelles de fonctionnement** (hors opérations d'ordre) s'élèvent à **+11 095 907,81 €** portant ainsi le total des inscriptions budgétaires réelles au titre de l'année 2020 à **457,37 M€**.

Ce montant correspond à diverses régularisations de recettes dont les notifications sont parvenues depuis la première décision modificative et à divers ajustements liés à des augmentations de recouvrements. Parmi les plus importantes se trouvent :

**Chapitres 73 et 731** : impôts et taxes : +11,16 M€

Cette augmentation correspond essentiellement à un relèvement de la prévision de perception des DMTO de 10 M€. En effet, au vu des réalisations 2019, une recette de 76 M€ avait été inscrite au BP 2020. La crise sanitaire avait fortement ralenti les transactions immobilières et le produit des DMTO des mois perçu en avril mai a lourdement chuté, d'où une anticipation de baisse de 15 M€ voté lors de la DM1. Depuis juin, les ventes immobilières semblent retrouver un flux proche de l'activité antérieure, d'où une réinscription prudente de 10 M€.

Par ailleurs, la notification définitive du fonds de péréquation des DMTO nous permet d'ajuster les prévisions de cette recette de 1,16 M€.

**Chapitre 74** : dotations, subventions et participations : -0,36 M €

Cette diminution correspond à l'ajustement des différentes allocations compensatrices suite aux dernières notifications reçues.

**Chapitre 77** : produits exceptionnels : +0,16 M €

Ce montant correspond pour 150 000 € au certificat d'économie d'énergie pour le collège Université.

**Ainsi, les mouvements opérés sur la section de fonctionnement en recettes et en dépenses, se traduisent par une variation du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de +11,8 M€.**

**II - SECTION D'INVESTISSEMENT**

**1- Les dépenses nouvelles d'investissement** (hors opérations d'ordre) s'élèvent à **-13 108 662,35 M€**. Au final, le total des inscriptions budgétaires réelles au titre de l'année 2020 s'établit à **86,3 M€**. Pour rappel, au BP l'inscription était de 89,3 M€ augmentée de 10,1 M€ au BS.

Les mouvements opérés sur cette section retracent pour l'essentiel un ajustement des crédits de paiement 2020 au vu de l'avancée des opérations.

Par chapitre, ces inscriptions se traduisent essentiellement de la manière suivante :

**Chapitre 20** : immobilisations incorporelles : -0,27 M€

La diminution de ce chapitre est le résultat des soldes ou rephasage d'opérations parmi lesquelles on trouve notamment les frais d'études pour les bâtiments et les travaux routiers.

**Chapitre 21** : immobilisations corporelles : -5,63 M€

Comme pour le chapitre 20, le montant du chapitre 21 résulte de l'ajustement des crédits prévus pour les collèges, les travaux mineurs des bâtiments, les opérations de voirie.

**Chapitre 204** : subventions d'équipement versées : -0,05 M€

Des hausses et des baisses ont été réalisées dans ce chapitre en fonction de l'avancée des dossiers dans chaque domaine de partenariat.

**Chapitre 23** : immobilisations en cours : -6,17 M€

La diminution des crédits sur ce chapitre concerne le rephasage des travaux dans les collèges, les opérations de voirie et le programme des véloroutes et voies vertes.

**Chapitre 27** : autres immobilisations financières : -0,9 M€

L'inscription budgétaire pour les prêts octroyés dans le cadre de l'hôtellerie et la restauration en milieu rural a été diminué de 0,15 M€ et celle du fonds résistance géré par la Région de 0,7 M€. Ces crédits seront revus lors du BP 2021 en fonction des demandes.

**2- Les recettes d'investissement** (hors opérations d'ordre) sont ajustées à **-25 748 918,88 M€** portant ainsi le total des inscriptions budgétaires au titre de l'année 2020 à **86,65 M€**.

Cette diminution est due essentiellement à la baisse de 26,63 M€ du besoin d'emprunt nécessaire pour équilibrer le budget départemental (chapitre 16) et quelques autres ajustements de recettes, ce qui ramène le montant d'emprunt prévisionnel à 31,2 M€. Ce besoin d'emprunt est susceptible d'être revu à la baisse lorsque nous obtiendrons la confirmation des Ministères des finances et de l'intérieur quant à notre demande d'avance sur la perception en 2020 des DMTO transmise le 21 septembre dernier.

Ainsi les principaux chapitres suivants ont, également, été modifiés :

**Chapitre 10** : dotations : +1,16 M€

Il s'agit de l'ajustement du FCTVA suite à sa notification au mois de septembre.

**Chapitre 13** : subventions d'investissement : -0,76 M€

Cette diminution de recettes perçues par l'Etat, la Région résulte du décalage de certaines opérations d'investissement.

**Chapitre 27** : autres immobilisations financières : +0,6 M€

Cette recette correspond aux deux derniers versements de la vente du site de l'ancien collège de VERTUS à la communauté d'agglomération d'Epernay.

**Chapitre 024** : produits des cessions d'immobilisations : -2,23 M€

Cette inscription négative est la conséquence du report de l'encaissement de la vente de la CIP de Montmirail en 2021.

Suite à la liquidation de l'Entente Marne au 31 décembre 2019 et conformément aux conditions de liquidation, il convient de constater pour la part département de la Marne, un déficit en investissement de 12 123,74 € et un excédent de fonctionnement de 17 372,72 €. Ce qui conduit aux écritures comptables suivantes : en dépenses d'investissement (article 001) inscription de 12 123,74 €, en recettes d'investissement (article 1068) 12 123,74 € et en recettes de fonctionnement (article 002) 5 248,98 €.

Concernant la gestion du patrimoine, vous trouverez en annexe de ce rapport une liste de matériels à réformer. Je vous demande, après en avoir délibéré, de m'autoriser à réformer ces véhicules et engins et à les céder suivant la procédure des ventes aux enchères. Cette vente sera réalisée par la société Agorastore.

**BUDGETS ANNEXES**

Les 3 budgets annexes des ZAC de Vatry n'enregistrent aucun mouvement complémentaire.

Vous trouverez ci-après les documents suivants :

- les tableaux présentant les équilibres financiers du budget principal,
- le tableau des transferts de crédits de chapitre à chapitre sachant que ces différents mouvements s'équilibrent,
- la liste des biens à réformer.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

|   |             |
|---|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>A2.1</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.  | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 010  | Revenu minimum d'insertion   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 018  | Revenu de solidarité active  | 5 400,00                      | 0,00                            | 15 000,00                           | 0,00                           | 20 400,00                  |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (8)  | 3 031 945,87                  | 0,00                            | -268 791,76                         | 0,00                           | 2 763 154,11               |
| 204  | Subventions d'équipement versées (8)                                 | 21 195 679,52                 | 0,00                            | -47 543,99                          | 0,00                           | 21 148 135,53              |
| 21   | Immobilisations corporelles (y compris programmes) (6)               | 19 164 991,25                 | 0,00                            | -5 628 051,74                       | 0,00                           | 13 536 939,51              |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (y compris programmes) (4) (8) | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 23   | Immobilisations en cours (y compris programmes) (8)                  | 35 886 372,69                 | 0,00                            | -6 171 110,86                       | 0,00                           | 29 715 261,83              |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |  | <b>79 284 389,33</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-12 100 498,35</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>67 183 890,98</b>       |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves                                  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 13   | Subventions d'investissement (8)                                     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées  | 16 843 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 843 000,00              |
| 18   | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)                         | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 26   | Participations et créances rattachées                                | 150,00                        | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 150,00                     |
| 27   | Autres immobilisations financières (8)                               | 3 061 893,86                  | 0,00                            | -901 164,00                         | 0,00                           | 2 160 729,86               |
| 020  | Dépenses imprévues   | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |  | <b>19 905 043,86</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-901 164,00</b>                  | <b>0,00</b>                    | <b>19 003 879,86</b>       |
| 45...  | Total des opé. pour compte de tiers (6)                              | 244 419,28                    | 0,00                            | -107 000,00                         | 0,00                           | 137 419,28                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |  | <b>99 433 852,47</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-13 108 662,35</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>86 325 190,12</b>       |

|  |   |                      |  |                     |             |                      |
|--|---|----------------------|--|---------------------|-------------|----------------------|
| 040  | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 30 905 000,00        |  | 3 000,00            | 0,00        | 30 908 000,00        |
| 041  | Opérations patrimoniales (7)                | 3 200 151,65         |  | 2 000 000,00        | 0,00        | 5 200 151,65         |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |   | <b>34 105 151,65</b> |  | <b>2 003 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>36 108 151,65</b> |

|              |                       |             |                       |             |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>133 539 004,12</b> | <b>0,00</b> | <b>-11 105 662,35</b> | <b>0,00</b> | <b>122 433 341,77</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------------------|

+

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>26 326 781,74</b> |
|--|----------------------|

=

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|---|-----------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.



|   |             |
|---|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap   | Libellé   | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|---|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 010  | Revenu minimum d'insertion                      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 018  | Revenu de solidarité active                     | 28 692,46                     | 0,00                            | 15 000,00                           | 0,00                           | 43 692,46                  |
| 13   | Subventions d'investissement (sauf 138) (11)    | 7 166 870,30                  | 0,00                            | -762 997,46                         | 0,00                           | 6 403 872,84               |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées (4)               | 57 845 886,24                 | 0,00                            | -26 634 769,73                      | 0,00                           | 31 211 116,51              |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (11)   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 204  | Subventions d'équipement versées (11)           | 0,00                          | 0,00                            | 4 196,00                            | 0,00                           | 4 196,00                   |
| 21   | Immobilisations corporelles (11)                | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (5) (11)  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 23   | Immobilisations en cours (11)                   | 0,00                          | 0,00                            | 83 451,57                           | 0,00                           | 83 451,57                  |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |   | <b>65 041 449,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>-27 295 119,62</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>37 746 329,38</b>       |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 7 000 000,00                  | 0,00                            | 1 160 377,00                        | 0,00                           | 8 160 377,00               |
| 1068   | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)     | 35 960 506,99                 | 0,00                            | 12 123,74                           | 0,00                           | 35 972 630,73              |
| 138  | Autres subventions invest. non transf. (11)     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   | 3 000,00                      | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 3 000,00                   |
| 18   | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (7)    | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 26   | Participations et créances rattachées           | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 27   | Autres immobilisations financières (11)         | 4 063 754,41                  | 0,00                            | 600 000,00                          | 0,00                           | 4 663 754,41               |
| 024  | Produits des cessions d'immobilisations         | 331 300,00                    | 0,00                            | -226 300,00                         | 0,00                           | 105 000,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |   | <b>47 358 561,40</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>1 546 200,74</b>                 | <b>0,00</b>                    | <b>48 904 762,14</b>       |
| 45...  | Total des opé. pour le compte de tiers (8)      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |   | <b>112 400 010,40</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-25 748 918,88</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>86 651 091,52</b>       |

|  |  |                      |  |                      |             |                      |
|--|--|----------------------|--|----------------------|-------------|----------------------|
| 021  | Virement de la section de fonctionnement (9) | 2 220 000,07         |  | 11 815 380,27        | 0,00        | 14 035 380,34        |
| 040  | Opérations ordre transf. entre sections (9)  | 42 033 500,00        |  | 840 000,00           | 0,00        | 42 873 500,00        |
| 041  | Opérations patrimoniales (9)                 | 3 200 151,65         |  | 2 000 000,00         | 0,00        | 5 200 151,65         |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |  | <b>47 453 651,72</b> |  | <b>14 655 380,27</b> | <b>0,00</b> | <b>62 109 031,99</b> |

|              |                       |             |                       |             |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>159 853 662,12</b> | <b>0,00</b> | <b>-11 093 538,61</b> | <b>0,00</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>148 760 123,51</b> |
|---|-----------------------|

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement II sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

|  |
|--|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (10)</b> |
|--|

|                      |
|----------------------|
| <b>26 000 880,34</b> |
|----------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(9) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(11) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>A3.1</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 011   | Charges à caractère général (5)                    | 28 435 719,03                 | 0,00                            | -781 277,46                         | 0,00                           | 27 654 441,57              |
| 012   | Charges de personnel et frais assimilés (5)        | 91 937 421,00                 | 0,00                            | 649 000,00                          | 0,00                           | 92 586 421,00              |
| 014   | Atténuations de produits                           | 7 046 739,25                  | 0,00                            | -230 683,95                         | 0,00                           | 6 816 055,30               |
| 015   | Revenu minimum d'insertion                         | 37 000,00                     | 0,00                            | -26 000,00                          | 0,00                           | 11 000,00                  |
| 016   | Allocation personnalisée d'autonomie               | 36 988 210,10                 | 0,00                            | -20 000,00                          | 0,00                           | 36 968 210,10              |
| 017   | Revenu de solidarité active                        | 101 316 640,22                | 0,00                            | -970 500,00                         | 0,00                           | 100 346 140,22             |
| 65  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5) | 175 999 133,39                | 0,00                            | -154 762,07                         | 0,00                           | 175 844 371,32             |
| 6586  | Frais fonctionnement des groupes d'élus            | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |  | <b>441 760 862,99</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-1 534 223,48</b>                | <b>0,00</b>                    | <b>440 226 639,51</b>      |
| 66  | Charges financières                                | 3 816 000,00                  | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 3 816 000,00               |
| 67  | Charges exceptionnelles (5)                        | 313 450,00                    | 0,00                            | -17 000,00                          | 0,00                           | 296 450,00                 |
| 68  | Dotations amortissements et provisions (5)         | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| 022   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |  | <b>445 890 312,99</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>-1 551 223,48</b>                | <b>0,00</b>                    | <b>444 339 089,51</b>      |

|   |  |                      |  |                      |             |                      |
|---|--|----------------------|--|----------------------|-------------|----------------------|
| 023   | Virement à la section d'investissement (4)   | 2 220 000,07         |  | 11 815 380,27        | 0,00        | 14 035 380,34        |
| 042   | Opérations ordre transf. entre sections (4)  | 42 033 500,00        |  | 840 000,00           | 0,00        | 42 873 500,00        |
| 043   | Opérations ordre intérieur de la section (4) | 0,00                 |  | 0,00                 | 0,00        | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>44 253 500,07</b> |  | <b>12 655 380,27</b> | <b>0,00</b> | <b>56 908 880,34</b> |

|              |                       |             |                      |             |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>490 143 813,06</b> | <b>0,00</b> | <b>11 104 156,79</b> | <b>0,00</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|-----------------------|

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--|-----------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b>   |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>A3.2</b> |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé                                      | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles du président | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 013   | Atténuations de charges (6)                  | 1 136 000,00                  | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 1 136 000,00               |
| 015   | Revenu minimum d'insertion                   | 5 000,00                      | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 5 000,00                   |
| 016   | Allocation personnalisée d'autonomie         | 16 375 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 375 000,00              |
| 017   | Revenu de solidarité active                  | 14 483 219,00                 | 0,00                            | 104 099,76                          | 0,00                           | 14 587 318,76              |
| 70  | Prod. services, domaine, ventes diverses     | 1 059 420,00                  | 0,00                            | 29 207,00                           | 0,00                           | 1 088 627,00               |
| 73  | Impôts et taxes (sauf 731)                   | 155 108 521,00                | 0,00                            | 11 163 212,00                       | 0,00                           | 166 271 733,00             |
| 731   | Impositions directes                         | 170 554 694,00                | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 170 554 694,00             |
| 74  | Dotations, subventions et participations (6) | 69 617 511,00                 | 0,00                            | -359 210,95                         | 0,00                           | 69 258 300,05              |
| 75  | Autres produits de gestion courante (6)      | 16 913 000,00                 | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 16 913 000,00              |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |  | <b>445 252 365,00</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>10 937 307,81</b>                | <b>0,00</b>                    | <b>456 189 672,81</b>      |
| 76  | Produits financiers                          | 15 000,00                     | 0,00                            | 0,00                                | 0,00                           | 15 000,00                  |
| 77  | Produits exceptionnels (6)                   | 1 003 050,00                  | 0,00                            | 158 600,00                          | 0,00                           | 1 161 650,00               |
| 78  | Reprises amortissements et provisions (6)    | 0,00                          |                                 | 0,00                                | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>446 270 415,00</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>11 095 907,81</b>                | <b>0,00</b>                    | <b>457 366 322,81</b>      |

|   |  |                      |  |                 |             |                      |
|---|--|----------------------|--|-----------------|-------------|----------------------|
| 042   | Opérations ordre transf. entre sections (4)  | 30 905 000,00        |  | 3 000,00        | 0,00        | 30 908 000,00        |
| 043   | Opérations ordre intérieur de la section (4) | 0,00                 |  | 0,00            | 0,00        | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>30 905 000,00</b> |  | <b>3 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>30 908 000,00</b> |

|              |                       |             |                      |             |                       |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|-----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>477 175 415,00</b> | <b>0,00</b> | <b>11 098 907,81</b> | <b>0,00</b> | <b>488 274 322,81</b> |
|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|-----------------------|

+

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>12 973 647,04</b> |
|---|----------------------|

=

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>501 247 969,85</b> |
|--|-----------------------|

**Pour information :**

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)</b> | <b>26 000 880,34</b> |
|---|----------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

**TRANSFERTS DE CREDITS - DM2 2020 - DEPENSES - BUDGET PRINCIPAL**

| Bud<br>get | Chap | Fct  | Nature     | Prog | Service | Enveloppe  | Libellé   | Crédits<br>inscrits 2020 | Virement proposé DM2 2020 |            | Nouveau<br>crédit |
|------------|------|------|------------|------|---------|------------|---|--------------------------|---------------------------|------------|-------------------|
|            |      |      |            |      |         |            |   |                          | en moins                  | en plus    |                   |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |      | 1541    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 84 500,00                | 40 000,00                 |            | 44 500,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |      | 1541    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 85 000,00                |                           | 40 000,00  | 125 000,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |      | 1542    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 68 900,00                | 10 000,00                 |            | 58 900,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |      | 1542    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 55 000,00                |                           | 10 000,00  | 65 000,00         |
| 00         | 21   | 0202 | 21838      |      | 132     |            | Autre matériel informatique                         | 853 571,52               | 944,00                    |            | 852 627,52        |
| 00         | 20   | 0202 | 2033       |      | 132     |            | Frais insertion                                     | 1 000,00                 |                           | 944,00     | 1 944,00          |
| 00         | 21   | 0202 | 2185       |      | 132     |            | Matériel de téléphonie                              | 120 000,00               | 10 000,00                 |            | 110 000,00        |
| 00         | 20   | 0202 | 2051       |      | 132     |            | Concessions et droits similaires                    | 1 198 271,42             |                           | 10 000,00  | 1 208 271,42      |
| 00         | 21   | 221  | 21831      |      | 132     | 1804020101 | Matériel informatique scolaire                      | 400 000,00               | 1 080,00                  |            | 398 920,00        |
| 00         | 20   | 221  | 2033       |      | 132     | 2004020401 | Frais insertion                                     | 540,00                   |                           | 1 080,00   | 1 620,00          |
| 00         | 21   | 63   | 2157       |      | 1005    |            | Matériel et outillage technique                     | 5 000,00                 | 5 000,00                  |            | 0,00              |
| 00         | 21   | 63   | 2121       |      | 1005    |            | Plantations d'arbres et arbustes                    | 20 000,00                | 12 872,00                 |            | 7 128,00          |
| 00         | 20   | 63   | 2031       |      | 1005    |            | Frais d'études                                      | 14 892,00                |                           | 17 872,00  | 32 764,00         |
| 00         | 23   | 63   | 23153      |      | 1005    |            | Réseaux divers                                      | 15 000,00                | 10 000,00                 |            | 5 000,00          |
| 00         | 21   | 63   | 2128       |      | 1005    |            | Autres agencements et aménagements                  | 20 000,00                |                           | 10 000,00  | 30 000,00         |
| 00         | 21   | 63   | 21351      |      | 1005    |            | Bâtiments publics                                   | 730 000,00               | 200 000,00                |            | 530 000,00        |
| 00         | 23   | 63   | 238        |      | 1005    |            | Avances   | 48 543,02                |                           | 200 000,00 | 248 543,02        |
| 00         | 21   | 63   | 23151      |      | 1005    |            | Réseaux de voirie                                   | 171 456,98               | 7 000,00                  |            | 164 456,98        |
| 00         | 20   | 63   | 2031       |      | 1005    | 1707010401 | Extension et réhabilitation parking et pistes Vatry | 0,00                     |                           | 7 000,00   | 7 000,00          |
| 00         | 23   | 63   | 23151      |      | 1005    |            | Réseaux de voirie                                   | 164 456,98               | 25 000,00                 |            | 139 456,98        |
| 00         | 23   | 63   | 23151      |      | 1005    | 1707010402 | Travaux hangar Vatry                                | 1 357 350,82             |                           | 25 000,00  | 1 382 350,82      |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |      | 1544    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 28 720,00                | 10 720,00                 |            | 18 000,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |      | 1544    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 114 880,00               |                           | 10 720,00  | 125 600,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152.1143 |      | 1545    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 42 300,00                | 11 000,00                 |            | 31 300,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |      | 1545    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 98 700,00                |                           | 11 000,00  | 109 700,00        |
| 00         | 23   | 621  | 23152,1143 |      | 1543    |            | Installations de voirie - signalisation horizontale | 69 200,00                | 26 000,00                 |            | 43 200,00         |
| 00         | 21   | 621  | 2152       |      | 1543    |            | Installations de voirie - signalisation verticale   | 69 200,00                |                           | 26 000,00  | 95 200,00         |
| 00         | 27   | 01   | 2748       |      | 183     |            | Autres prêts  | 280 000,00               | 50 000,00                 |            | 230 000,00        |
| 00         | 21   | 311  | 2153       |      | 183     |            | Réseaux divers                                      | 0,00                     |                           | 50 000,00  | 50 000,00         |
| 00         |      |      |            |      |         |            |   |                          |                           |            | 0,00              |
|            |      |      |            |      |         |            |   |                          | 419 616,00                | 419 616,00 |                   |



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Actualisation des Autorisations de Programme (AP) et Autorisations d'Engagement (AE)

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE** : 46

**QUORUM** : 24

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Jean-Marc ROZE***

Les dispositions comptables et budgétaires énoncées dans l'article L3312-4 du CGCT et complétées dans le règlement budgétaire et financier de la collectivité, adopté par notre assemblée, prévoient que les changements en matière d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement doivent être votés à chaque étape budgétaire. Ce vote doit faire l'objet d'une délibération distincte de celle du vote du budget.

Pour rappel, les AP/AE doivent correspondre à de véritables engagements sur les prochaines années et leur gestion doit être la plus rigoureuse possible.

Concernant les subventions aux communes et structures intercommunales, le total des AP ouvertes au titre de l'année 2020 s'élève à 11,2 M€ traduisant notre soutien au territoire marnais dans son développement et attractivité.

En complément du vote de la DM2 2020, il vous est donc proposé d'examiner les actualisations proposées à cette étape budgétaire.

Celles ci-sont récapitulées dans le tableau des AP et AE joint à la présente délibération :

- l'ouverture de nouvelles AP ou AE ont fait l'objet d'un rapport spécifique présenté à la présente session,

- la révision d'AP ou AE à la hausse ou à la baisse,
- la clôture de certaines AP ou AE, listées ci-après, correspondant à des opérations terminées.
  - AP 2008-183121009 – Collège Louis Pasteur Sermaize-les-Bains
  - AP 2009-1511316001 – Produits radars automatiques
  - AP 2013-1108030501 – Bâtiments communaux
  - AP 2013-1813040102 – Hôtels
  - AP 2014-1808020101 – Constructions scolaires 1<sup>er</sup> degré
  - AP 2015-1002010102 – Travaux mineurs dans les bâtiments
  - AP 2015-1002050101 – Gendarmeries
  - AP 2015-1501010305 – Opérations de sécurité
  - AP 2015-1814010301 – Restauration patrimoine divers
  - AP 2016-1008060201 – Assainissement
  - AP 2016-1501010302 – Itinéraires - Nord Rémois
  - AP 2016-1501010308 – Ouvrages d'art
  - AP 2017-1501010308 – Ouvrages d'art
  - AP 2017-1515050601 – Flotte automobile et matériel
  - AP 2017-1808030103 – Salles de sport
  - AP 2017-1814020301 – Equipements sportifs des associations
  - AP 2018-1501010304 – Traverses
  - AP 2018-1808030102 – Salles socio-culturelles communales
  - AP 2018-1808030103 – Salles de sport
  - AP 2018-1808100203 – Baignade écologique de Connantre
  - AP 2018-1814020301 – Equipements sportifs des associations
  - AP 2019-1803040108 – Terrains de camping
  - AE 2018-1811020101 – Syndicat du Der convention randonnée

L'ensemble des propositions se traduit par une diminution du stock d'AP de 1,9 M€ portant le montant total net des AP à 225,1 M€, réparti de la manière suivante entre nos grands domaines d'intervention :

| <b>Répartition des AP au 16/10/20</b> |   |
|---------------------------------------|---|
| <b>Domaines</b>                       | <b>Montant AP inscrits 2020 et années suivantes</b> |
| Collèges                              | 63,7  |
| Voirie                                | 57,8  |
| Partenariat                           | 50,0  |
| Véloroutes et voies vertes            | 15,2  |
| Moyens généraux                       | 11,8  |
| SDIS                                  | 10,0  |
| Vatry                                 | 6,7   |
| Enseignement supérieur                | 6,0   |
| Culture, sport et loisirs             | 3,9   |
| <b>Total</b>                          | <b>225,1</b>  |

Il vous est demandé d'approuver le tableau des AP et AE annexé à la présente délibération.

Avis favorable à l'unanimité de la 1<sup>ère</sup> commission.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**  
**Christian BRUYEN**

| IV - ANNEXES   |  |  |                          |  |   |  |                                     |  | IV |
|--|--|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|----|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - AUTORISATIONS DE PROGRAMME D'ENGAGEMENT           |  |  |                          |  |   |  |                                     |  | C7 |
| SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - DM2 2020 |  |  |                          |  |   |  |                                     |  |    |
| N° de l' AP  | Intitulé de l'AP                             | Montant des AP                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |    |
|  |  | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |    |
|  | <b>TOTAL :</b>                               | <b>447 459 755,25</b>                      | <b>-1 872 147,05</b>     | <b>445 587 608,20</b>                                    | <b>220 459 151,27</b>   | <b>59 504 155,24</b>                                 | <b>99 559 345,06</b>                | <b>66 064 956,63</b>                         |    |
| 2005-155140001   | MAISON DES SERVICES SOCIAUX                  | 3 453 156,76                               | 0,00                     | 3 453 156,76   | 3 279 955,43  | 62 761,94  | 110 439,39                          |  |    |
| 2008-151230001   | VOIRIE NATIONALE - PDMI                      | 9 533 675,00                               | 0,00                     | 9 533 675,00   | 8 208 362,00  |  | 1 325 313,00                        |  |    |
| 2008-183121001   | RESTRUCTURATION COLLEGE UNIVERSITE           | 29 000 000,00                              | 2 000 000,00             | 31 000 000,00  | 17 111 164,01   | 4 045 545,47   | 9 343 290,52                        | 500 000,00                                   |    |
| 2008-183121009   | COLLEGE LOUIS PASTEUR SERMAIZE LES           | 16 680 000,00                              | -22 055,91               | 16 657 944,09  | 16 639 082,49   | 18 861,60  |                                     |  |    |
| 2009-1511316001  | PRODUIT RADARS AUTOMATIQUES                  | 4 399 590,15                               | -317 269,29              | 4 082 320,86   | 4 082 320,86  |  |                                     |  |    |
| 2009-171714006   | CAMPUS SCE PO REIMS                          | 20 737 771,00                              | 0,00                     | 20 737 771,00  | 18 406 175,00   | 700 000,00   | 1 631 596,00                        |  |    |
| 2009-183121003   | EXTENSION REHABILITATION GYMNASSE AY Y.LUNDY | 2 800 000,00                               | 0,00                     | 2 800 000,00   | 2 737 492,89  | 55 000,00  | 7 507,11                            |  |    |
| 2010-130800001   | PARTENARIAT OPERATIONS SPECIFIQUES           | 15 890 061,60                              | -26 651,00               | 15 863 410,60  | 15 863 410,60   | 0,00   |                                     |  |    |
| 2010-181591001   | TENS tourisme signalétique                   | 17 275 027,01                              | 0,00                     | 17 275 027,01  | 13 352 139,49   | 607 263,83   | 3 315 623,69                        |  |    |
| 2010-1831210001  | ABORDS EXTERIEURS DES COLLEGES               | 494 065,96                                 | 0,00                     | 494 065,96   | 278 065,96  | 216 000,00   |                                     |  |    |
| 2011-171270003   | PARTENARIAT AGGLOMERATIONS                   | 330 415,00                                 | 0,00                     | 330 415,00   | 219 002,38  | 111 412,62   |                                     |  |    |
| 2011-183121003   | TRAVAUX GROSSE MAINTENANCE COLLEGES          | 8 748 505,45                               | 0,00                     | 8 748 505,45   | 8 741 254,02  | 6 867,43   | 384,00                              |  |    |
| 2011-183121004   | COLLEGE PONTFAVERGER TRAVAUX ET TERRAIN      | 18 100 000,00                              | 0,00                     | 18 100 000,00  | 15 794 163,46   | 1 883 493,55   | 422 342,99                          |  |    |
| 2012-1002020101  | CONSTRUCTION GYMNASSE FAGNIERES              | 3 514 743,99                               | 0,00                     | 3 514 743,99   | 766 761,95  | 152 012,22   | 1 600 000,00                        | 995 969,82                                   |    |
| 2012-1710010101  | USINES ET BATIMENTS RELAIS                   | 598 533,00                                 | 0,00                     | 598 533,00   | 367 974,00  | 230 559,00   |                                     |  |    |
| 2012-1804070102  | MAISONS FAMILIALES RURALES                   | 222 172,00                                 | 0,00                     | 222 172,00   | 192 172,00  | 30 000,00  |                                     |  |    |
| 2012-1808030301  | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                 | 328 533,00                                 | 0,00                     | 328 533,00   | 321 731,00  | 6 802,00   |                                     |  |    |
| 2012-1907010306  | TERRES DE COMPENSATION                       | 187 192,54                                 | 0,00                     | 187 192,54   | 87 192,54   |  | 100 000,00                          |  |    |
| 2013-1108030501  | BATIMENTS COMMUNAUX                          | 436 798,00                                 | -892,00                  | 435 906,00   | 430 200,00  | 5 706,00   |                                     |  |    |
| 2013-1813040102  | HOTELS                                       | 323 280,00                                 | -26 784,00               | 296 496,00   | 296 496,00  | 0,00   |                                     |  |    |
| 2014-1002020101  | COLLEGES TRAVAUX URGENTS                     | 3 299 156,11                               | 0,00                     | 3 299 156,11   | 3 273 476,95  | 22 025,23  | 3 653,93                            |  |    |
| 2014-1002030103  | DSD MISE EN CONFORMITE                       | 467 000,00                                 | 0,00                     | 467 000,00   | 401 634,09  | 31 487,20  | 33 878,71                           |  |    |
| 2014-1002030104  | CSD EUROPE REIMS RECONSTRUCTION              | 4 000 000,00                               | 0,00                     | 4 000 000,00   | 78 337,43   | 62 562,00  | 1 237 438,00                        | 2 621 662,57                                 |    |
| 2014-1508050201  | VOIRIE COMMUNALE                             | 788 043,10                                 | 0,00                     | 788 043,10   | 530 071,09  |  | 257 972,01                          |  |    |
| 2014-1808020101  | CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 1ER DEGRE            | 1 006 482,00                               | -47 713,00               | 958 769,00   | 958 769,00  | 0,00   |                                     |  |    |
| 2015-1002010101  | CREDITS ETUDES TRVX MINEURS BATIMENTS        | 108 777,94                                 | 0,00                     | 108 777,94   | 95 498,45   |  | 13 279,49                           |  |    |
| 2015-1002010102  | TRAVAUX MINEURS DANS LES BATIMENTS           | 3 173 841,48                               | -8 813,14                | 3 165 028,34   | 3 157 122,98  | 7 905,36   |                                     |  |    |
| 2015-1002020101  | TRAVAUX AMELIORATION COLLEGES                | 4 570 000,00                               | 0,00                     | 4 570 000,00   | 4 208 431,24  | 210 568,76   | 151 000,00                          |  |    |
| 2015-1002020102  | ETUDES POUR TRAVAUX DANS LES COLLEGES        | 102 402,29                                 | 0,00                     | 102 402,29   | 69 692,32   | 2 685,00   | 30 024,97                           |  |    |
| 2015-1002020103  | ACCESSIBILITE COLLEGES (ADAP)                | 6 160 000,00                               | 0,00                     | 6 160 000,00   | 2 280 085,26  | 600 000,34   | 1 000 000,00                        | 2 279 914,40                                 |    |
| 2015-1002050101  | GENDARMERIES                                 | 604 716,12                                 | -305,30                  | 604 410,82   | 604 410,82  |  |                                     |  |    |
| 2015-1012010101  | POLE SANTE URCA                              | 2 000 000,00                               | 0,00                     | 2 000 000,00   | 89 500,00   | 389 500,00   | 1 050 000,00                        | 471 000,00                                   |    |
| 2015-1108030501  | BATIMENTS COMMUNAUX                          | 739 223,00                                 | -25 069,00               | 714 154,00   | 697 327,00  | 16 827,00  |                                     |  |    |
| 2015-1501010305  | OPERATIONS DE SECURITE                       | 3 000 000,00                               | -467 107,75              | 2 532 892,25   | 2 532 892,25  |  |                                     |  |    |
| 2015-1508050201  | VOIRIE COMMUNALE                             | 788 247,53                                 | 0,00                     | 788 247,53   | 501 829,53  |  | 286 418,00                          |  |    |
| 2015-1708060601  | NTIC HAUT DEBIT                              | 4 000 000,00                               | 0,00                     | 4 000 000,00   | 1 625 000,00  | 729 919,00   | 1 645 081,00                        |  |    |
| 2015-1808030301  | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                 | 272 939,00                                 | -2 353,00                | 270 586,00   | 178 480,00  | 92 106,00  |                                     |  |    |
| 2015-1808030401  | BIBLIOTHEQUES MUNICIPALES                    | 164 102,00                                 | -676,00                  | 163 426,00   | 161 820,00  | 1 606,00   |                                     |  |    |
| 2015-1811020103  | VELOROUTES VOIES VERTES PROG 2015 ET SUITE   | 11 284 254,00                              | 0,00                     | 11 284 254,00  |   | 168 000,00   | 4 917 550,00                        | 6 198 704,00                                 |    |



| N° de l' AP     | Intitulé de l'AP  | Montant des AP                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |
|-----------------|---|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|                 |   | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| 2015-1813040101 | GITES RURAUX  | 121 875,00                                 | 0,00                     | 121 875,00   | 115 625,00  | 6 250,00   |                                     |  |
| 2015-1814010301 | RESTAURATION PATRIMOINE DIVERS  | 12 395,00                                  | -6 272,50                | 6 122,50   | 6 122,50  | 0,00   |                                     |  |
| 2016-1002010101 | ADAP BATIMENT   | 1 972 000,00                               | 0,00                     | 1 972 000,00   | 490 868,01  | 103 373,26   | 479 077,39                          | 898 681,34                                   |
| 2016-1002010102 | CAMPAGNES MENUISERIES EXTERIEURES   | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   | 463 373,79  | 10 000,00  | 526 626,21                          |  |
| 2016-1002020101 | TRAVAUX GROSSE MAINTENANCE COLLEGES   | 2 593 000,00                               | 0,00                     | 2 593 000,00   | 2 582 999,75  | 9 582,90   | 417,35                              |  |
| 2016-1002020102 | GENERALISATION DES GTC  | 1 500 000,00                               | 0,00                     | 1 500 000,00   | 850 957,27  | 271 949,32   | 377 093,41                          |  |
| 2016-1002040101 | TRAITEMENT AIR ARCHIVES CHALONS   | 1 170 000,00                               | 30 000,00                | 1 200 000,00   | 152 955,61  | 917 044,39   | 130 000,00                          |  |
| 2016-1008020301 | CRSD-ENSAM-URCA   | 1 965 000,00                               | -230 000,00              | 1 735 000,00   |   | 100 000,00   | 1 635 000,00                        |  |
| 2016-1008060201 | ASSAINISSEMENT  | 478 727,00                                 | -117 547,00              | 361 180,00   | 359 844,00  | 1 336,00   |                                     |  |
| 2016-1010020201 | AMENAGEMENT FONCIER PROSNES   | 350 000,00                                 | 0,00                     | 350 000,00   | 73 110,31   | 100 000,00   | 176 889,69                          |  |
| 2016-1010020401 | FRET CAPILLAIRE   | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   | 800 000,00  | 200 000,00   |                                     |  |
| 2016-1108030501 | BATIMENTS COMMUNAUX   | 864 215,00                                 | -1 246,00                | 862 969,00   | 713 444,00  | 149 525,00   |                                     |  |
| 2016-1108060301 | EQUIPEMENTS INCENDIE  | 47 940,00                                  | -118,00                  | 47 822,00  | 37 345,00   | 10 477,00  |                                     |  |
| 2016-1415050501 | ACHAT MATERIEL IMPRIMERIE   | 411 801,55                                 | 0,00                     | 411 801,55   | 201 781,70  | 191 397,37   | 18 622,48                           |  |
| 2016-1501010302 | ITINERAIRES - NORD REMOIS   | 2 190 000,00                               | -757 350,84              | 1 432 649,16   | 1 432 649,16  | 0,00   |                                     |  |
| 2016-1501010305 | OPERATIONS DE SECURITE  | 3 300 000,00                               | 0,00                     | 3 300 000,00   | 2 229 660,59  | 50 364,52  | 1 019 974,89                        |  |
| 2016-1501010308 | OUVRAGES D'ART  | 7 052 001,91                               | -119 392,59              | 6 932 609,32   | 6 932 609,32  |  |                                     |  |
| 2016-1508050201 | VOIRIE COMMUNALE  | 1 950 000,00                               | 0,00                     | 1 950 000,00   | 762 450,60  | 25 000,00  | 1 162 549,40                        |  |
| 2016-1804010101 | SUBVENTIONS COLLEGES PRIVES LOI FALLOUX   | 3 120 000,00                               | -5 951,00                | 3 114 049,00   | 2 422 232,73  | 656 787,27   | 35 029,00                           |  |
| 2016-1808030101 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ET PARCOURS DE SANTE   | 3 139 457,14                               | 0,00                     | 3 139 457,14   | 879 234,00  | 1 767 439,00   | 492 784,14                          |  |
| 2016-1808030301 | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES  | 58 428,00                                  | 0,00                     | 58 428,00  | 55 571,00   | 2 857,00   |                                     |  |
| 2016-1808030401 | BIBLIOTHEQUES MUNICIPALES   | 53 732,00                                  | 0,00                     | 53 732,00  | 51 908,00   | 1 824,00   |                                     |  |
| 2016-1813040101 | GITES RURAUX  | 158 842,00                                 | 0,00                     | 158 842,00   | 149 592,00  | 9 250,00   |                                     |  |
| 2017-1002020101 | SECURISATION DE DIVERS COLLEGES   | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   | 868 025,24  | 35 493,97  | 96 480,79                           |  |
| 2017-1002020102 | COLL DORMANS RECONSTRUCTION DEMI PENSION  | 3 700 000,00                               | 0,00                     | 3 700 000,00   | 159 492,07  | 1 123 676,15   | 2 416 831,78                        |  |
| 2017-1007010401 | EXTENSION ET REHABILITATION PARKING ET PISTE VATRY                                | 3 154 890,45                               | 0,00                     | 3 154 890,45   | 1 103 337,05  | 349 000,00   | 1 702 553,40                        |  |
| 2017-1007010402 | VATRY CONSTRUCTION HANGAR MAINTENANCE AVIONS ET VIABILISATION MARGUERITE NORD EST | 5 469 000,00                               | 0,00                     | 5 469 000,00   | 1 222 650,57  | 4 118 953,38   | 127 396,05                          |  |
| 2017-1007010403 | VATRY EXTENSION CUVES STOCKAGE JET FUEL   | 921 432,52                                 | 0,00                     | 921 432,52   | 647 138,50  | 273 420,00   | 874,02                              |  |
| 2017-1008060201 | ASSAINISSEMENT  | 486 446,00                                 | -12 641,00               | 473 805,00   | 374 879,00  | 98 926,00  |                                     |  |
| 2017-1008060501 | RESEAU EAU POTABLE  | 294 905,00                                 | 0,00                     | 294 905,00   | 240 665,00  | 54 240,00  |                                     |  |
| 2017-1008060901 | CRSD-CHALONS POLE LOGISTIQUE MULTIMODAL   | 29 200,00                                  | 0,00                     | 29 200,00  | 8 012,48  |  | 21 187,52                           |  |
| 2017-1008060902 | CRSD FILIERES PRIORITAIRES (SILVER ECONOMIE)                                      | 1 670 800,00                               | 250 100,00               | 1 920 900,00   | 120 409,00  | 806 581,00   | 993 910,00                          |  |
| 2017-1008060903 | CRSD MARKETING TERRITORIAL  | 60 000,00                                  | 0,00                     | 60 000,00  |   | 15 434,00  | 44 566,00                           |  |
| 2017-1108030501 | BATIMENTS COMMUNAUX   | 867 896,51                                 | -125 158,00              | 742 738,51   | 564 391,51  | 178 347,00   |                                     |  |
| 2017-1108060301 | EQUIPEMENTS INCENDIE  | 470 699,00                                 | -182 080,00              | 288 619,00   | 89 484,00   | 199 135,00   |                                     |  |
| 2017-1501010301 | FRAIS D'ETUDES TRAVAUX ROUTIERS   | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   | 418 270,02  | 150 000,00   | 150 000,00                          | 281 729,98                                   |
| 2017-1501010302 | REIMS AGGLOMERATION   | 6 300 000,00                               | 0,00                     | 6 300 000,00   | 1 400 000,00  | 700 000,00   | 700 000,00                          | 3 500 000,00                                 |
| 2017-1501010305 | RD 931 - MISE EN SECURITE AERODROME REIMS PRUNAY                                  | 500 000,00                                 | 0,00                     | 500 000,00   | 52 236,42   | 5 438,64   | 442 324,94                          |  |
| 2017-1501010307 | REHABILITATION  | 8 000 000,00                               | 0,00                     | 8 000 000,00   | 6 257 393,43  | 608 062,38   | 551 000,00                          | 583 544,19                                   |
| 2017-1501010308 | OUVRAGES D'ART  | 4 600 000,00                               | -676 886,86              | 3 923 113,14   | 3 923 113,14  |  |                                     |  |
| 2017-1501020101 | CONVENTIONS COMPL CPER 2015-2020  | 2 235 000,00                               | 0,00                     | 2 235 000,00   | 45 000,00   | 143 250,00   | 2 046 750,00                        |  |
| 2017-1508050201 | SOUTIEN AUX PROJETS DE VOIRIE DES COMMUNES  | 1 600 000,00                               | 0,00                     | 1 600 000,00   | 485 765,00  |  | 1 114 235,00                        |  |

| N° de l' AP     | Intitulé de l'AP   | Montant des AP                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |
|-----------------|--|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|                 |  | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| 2017-1515050601 | FLOTTE AUTOMOBILE ET MATERIEL                            | 3 461 956,30                               | -619 580,24              | 2 842 376,06   | 2 842 376,06  |  |                                     |  |
| 2017-1808020101 | CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 1ER DEGRE                        | 2 369 766,00                               | -1 685,00                | 2 368 081,00   | 1 150 455,00  | 913 860,00   | 303 766,00                          |  |
| 2017-1808030101 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ET PARCOURS DE SANTE                | 1 206 433,00                               | 0,00                     | 1 206 433,00   | 656 135,00  | 533 087,00   | 17 211,00                           |  |
| 2017-1808030102 | SALLES SOCIO-CULTURELLES COMMUNALES                      | 145 746,00                                 | 0,00                     | 145 746,00   | 130 297,00  | 15 449,00  |                                     |  |
| 2017-1808030103 | SALLES DE SPORT  | 672 615,00                                 | -13 826,00               | 658 789,00   | 551 174,00  | 107 615,00   |                                     |  |
| 2017-1808030301 | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                             | 339 010,00                                 | -1 554,00                | 337 456,00   | 297 300,00  | 40 156,00  |                                     |  |
| 2017-1808100201 | EQUIPEMENT TOURISTIQUE                                   | 137 050,00                                 | -2 368,00                | 134 682,00   | 4 371,00  | 130 311,00   |                                     |  |
| 2017-1813020101 | PARC NATUREL MONTAGNE DE REIMS                           | 19 900,00                                  | -975,00                  | 18 925,00  | 10 239,49   | 8 685,51   |                                     |  |
| 2017-1813040101 | GITES RURAUX   | 204 800,00                                 | -11 466,00               | 193 334,00   | 158 341,00  | 34 993,00  |                                     |  |
| 2017-1814020301 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ASSOC (INSTALL+MATERIEL PEDA+VEHIC) | 170 525,00                                 | -16 989,00               | 153 536,00   | 153 536,00  | 0,00   |                                     |  |
| 2018-1002020101 | MISE AUX NORMES ASCENCEURS                               | 975 000,00                                 | 0,00                     | 975 000,00   | 316 608,14  | 107 400,44   | 550 991,42                          |  |
| 2018-1002020102 | COLL FISMES : EXTENSION DU COLLEGE                       | 900 000,00                                 | 0,00                     | 900 000,00   | 29 363,92   | 403 287,99   | 467 348,09                          |  |
| 2018-1002060101 | CIP MONTMIRAIL AMENAGEMENT TERRAIN                       | 207 000,00                                 | 5 000,00                 | 212 000,00   | 5 860,80  | 206 139,20   |                                     |  |
| 2018-1006020101 | EXTENSION DU SDIS  | 10 000 000,00                              | 0,00                     | 10 000 000,00  | 9 131,53  | 348 516,00   | 4 000 000,00                        | 5 642 352,47                                 |
| 2018-1008060201 | ASSAINISSEMENT   | 376 780,00                                 | -18 218,00               | 358 562,00   | 119 302,00  | 239 260,00   |                                     |  |
| 2018-1008060501 | RESEAU EAU POTABLE                                       | 150 922,00                                 | -1 889,00                | 149 033,00   | 31 838,00   | 117 195,00   |                                     |  |
| 2018-1010010101 | USINES ET BATIMENTS RELAIS                               | 400 000,00                                 | 0,00                     | 400 000,00   |   |  | 400 000,00                          |  |
| 2018-1308020301 | CAMPUS 3000 - CHALONS                                    | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   |   | 300 000,00   | 700 000,00                          |  |
| 2018-1308030101 | PARCOURS EN EAUX VIVES - CHALONS                         | 600 000,00                                 | 0,00                     | 600 000,00   |   |  | 600 000,00                          |  |
| 2018-1308030102 | COMPLEXE AQUALUDIQUE - REIMS                             | 5 000 000,00                               | 0,00                     | 5 000 000,00   |   | 500 000,00   | 1 000 000,00                        | 3 500 000,00                                 |
| 2018-1308030501 | BATIMENTS COMMUNAUX                                      | 850 000,00                                 | -261 715,00              | 588 285,00   | 290 773,00  | 297 512,00   |                                     |  |
| 2018-1308060301 | EQUIPEMENTS INCENDIE                                     | 50 000,00                                  | 0,00                     | 50 000,00  |   |  | 50 000,00                           |  |
| 2018-1308060901 | SALLE EVENEMENTIELLE - REIMS                             | 5 000 000,00                               | 0,00                     | 5 000 000,00   |   |  | 1 000 000,00                        | 4 000 000,00                                 |
| 2018-1308100201 | CENTRE INTERPRETATION VINS CHAMPAGNE - AY                | 2 000 000,00                               | 0,00                     | 2 000 000,00   | 1 000 000,00  | 600 000,00   | 400 000,00                          |  |
| 2018-1308100202 | MUSEE ARCHEOLOGIE ET VIN - EPERNAY                       | 3 300 000,00                               | 0,00                     | 3 300 000,00   | 1 500 000,00  | 1 000 000,00   | 500 000,00                          | 300 000,00                                   |
| 2018-1315050201 | LOGICIEL GESTION FINANCIERE                              | 313 425,00                                 | 0,00                     | 313 425,00   | 300 572,57  | 12 852,43  |                                     |  |
| 2018-1501010304 | TRAVERSES  | 2 500 000,00                               | -1 248 820,63            | 1 251 179,37   | 1 249 486,38  | 1 692,99   |                                     |  |
| 2018-1501010401 | ACQUISITIONS FONCIERES                                   | 100 000,00                                 | 0,00                     | 100 000,00   | 30 659,31   | 8 000,00   | 20 000,00                           | 41 340,69                                    |
| 2018-1508050201 | SOUTIEN AUX PROJETS DE VOIRIE DES COMMUNES               | 1 600 000,00                               | -1 000 000,00            | 600 000,00   | 119 838,00  |  | 480 162,00                          |  |
| 2018-1608040101 | SUBV EQUIPEMENT CRECHES                                  | 754 095,80                                 | 0,00                     | 754 095,80   | 255 397,80  | 498 698,00   |                                     |  |
| 2018-1804020101 | SCHEMA NUMERIQUE COLLEGES                                | 506 189,27                                 | 0,00                     | 506 189,27   | 64 372,66   | 420 726,35   | 21 090,26                           |  |
| 2018-1808020101 | CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 1ER DEGRE                        | 521 745,00                                 | 0,00                     | 521 745,00   | 197 651,00  | 324 094,00   |                                     |  |
| 2018-1808030101 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ET PARCOURS DE SANTE                | 337 797,00                                 | 0,00                     | 337 797,00   | 186 376,00  | 84 120,00  | 67 301,00                           |  |
| 2018-1808030102 | SALLES SOCIO-CULTURELLES COMMUNALES                      | 121 041,00                                 | 0,00                     | 121 041,00   |   | 121 041,00   |                                     |  |
| 2018-1808030103 | SALLES DE SPORT  | 90 911,00                                  | -8 418,00                | 82 493,00  | 82 493,00   | 0,00   |                                     |  |
| 2018-1808030301 | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                             | 559 467,00                                 | 0,00                     | 559 467,00   | 240 000,00  | 200 000,00   | 119 467,00                          |  |
| 2018-1808030401 | BIBLIOTHEQUES MUNICIPALES                                | 158 148,00                                 | 0,00                     | 158 148,00   | 1 072,00  | 157 076,00   |                                     |  |
| 2018-1808100201 | EQUIPEMENT TOURISTIQUE                                   | 26 600,00                                  | 0,00                     | 26 600,00  | 9 436,00  | 17 164,00  |                                     |  |
| 2018-1808100203 | BAIGNADE ECOLOGIQUE CONNANTRE                            | 374 780,00                                 | 0,00                     | 374 780,00   | 365 350,00  | 9 430,00   |                                     |  |
| 2018-1813040101 | GITES RURAUX   | 228 689,00                                 | 0,00                     | 228 689,00   | 138 687,00  | 90 002,00  |                                     |  |
| 2018-1814020301 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ASSOC (INSTALL+MATERIEL PEDA+VEHIC) | 136 300,00                                 | -704,00                  | 135 596,00   | 135 596,00  | 0,00   |                                     |  |
| 2019-1003010201 | PATRIMOINE FORESTIER                                     | 25 000,00                                  | 0,00                     | 25 000,00  | 12 500,00   | 12 500,00  |                                     |  |
| 2019-1003010202 | CONSERVATOIRE CHAMPAGNE ARDENNE                          | 65 000,00                                  | 0,00                     | 65 000,00  | 32 500,00   | 32 500,00  |                                     |  |

| N° de l' AP     | Intitulé de l'AP   | Montant des AP                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |
|-----------------|--|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|                 |  | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| 2019-1003010203 | SYMBIOSE   | 10 000,00                                  | 0,00                     | 10 000,00  | 5 000,00  | 5 000,00   |                                     |  |
| 2019-1003020202 | CHAMBRE D'AGRICULTURE                                    | 74 500,00                                  | 0,00                     | 74 500,00  | 37 250,00   | 37 250,00  |                                     |  |
| 2019-1003040102 | ASSAINISSEMENT   | 839 466,00                                 | 0,00                     | 839 466,00   | 100 814,00  | 464 029,00   | 274 623,00                          |  |
| 2019-1003040105 | RESEAU EAU POTABLE                                       | 234 330,00                                 | 0,00                     | 234 330,00   | 69 211,00   | 140 000,00   | 25 119,00                           |  |
| 2019-1003040106 | USINES ET BATIMENTS RELAIS                               | 400 000,00                                 | 0,00                     | 400 000,00   |   |  | 400 000,00                          |  |
| 2019-1003040107 | ACTIONS SDAASP AUPRES DES COLLECTIVITES                  | 100 000,00                                 | 0,00                     | 100 000,00   |   |  | 100 000,00                          |  |
| 2019-1004020401 | TRAVAUX D'AMELIORATION COLLEGES 2019-2022                | 2 630 000,00                               | 0,00                     | 2 630 000,00   | 429 777,23  | 1 017 047,82   | 1 183 174,95                        |  |
| 2019-1004020402 | GROSSE MAINTENANCE COLLEGES                              | 1 220 000,00                               | 0,00                     | 1 220 000,00   | 957,20  | 412 189,22   | 806 853,58                          |  |
| 2019-1004020403 | ETUDES POUR TRAVAUX DANS LES COLLEGES                    | 80 000,00                                  | 0,00                     | 80 000,00  | 3 065,34  | 50 601,90  | 26 332,76                           |  |
| 2019-1004020404 | IMPREVUS COLLEGE - TUB INVESTISSEMENT                    | 1 300 000,00                               | 0,00                     | 1 300 000,00   | 434 274,58  | 693 102,79   | 172 622,63                          |  |
| 2019-1004020405 | RESTRUCTURATION COLLEGE FRANCOIS LEGROS                  | 22 000 000,00                              | 0,00                     | 22 000 000,00  |   | 22 640,00  | 6 210 000,00                        | 15 767 360,00                                |
| 2019-1006020101 | TVX MINEURS BATIMENTS 2019-2022                          | 645 810,77                                 | -90 000,00               | 555 810,77   | 451 198,44  | 91 979,70  | 12 632,63                           |  |
| 2019-1006020102 | CREDITS ETUDES BAT                                       | 96 500,00                                  | 0,00                     | 96 500,00  | 11 447,13   | 55 000,00  | 30 052,87                           |  |
| 2019-1006020401 | GENDARMERIES 2019-2022                                   | 370 000,00                                 | 0,00                     | 370 000,00   | 274 654,81  | 45 978,68  | 4 991,78                            | 44 374,73                                    |
| 2019-1303040103 | BATIMENTS COMMUNAUX                                      | 2 600 000,00                               | 0,00                     | 2 600 000,00   | 59 057,00   | 790 840,00   | 1 743 634,00                        | 6 469,00                                     |
| 2019-1303040104 | EQUIPEMENTS INCENDIE                                     | 214 012,00                                 | -208 267,00              | 5 745,00   | 1 733,00  | 4 012,00   |                                     |  |
| 2019-1502040203 | TRAVERSES  | 6 000 000,00                               | 0,00                     | 6 000 000,00   | 1 925 968,36  | 453 352,00   | 3 620 679,64                        |  |
| 2019-1502040204 | OPERATIONS DE SECURITE                                   | 4 000 000,00                               | 0,00                     | 4 000 000,00   | 2 307 395,54  | 844 924,60   | 847 679,86                          |  |
| 2019-1502040206 | OUVRAGES D'ART   | 9 000 000,00                               | 0,00                     | 9 000 000,00   | 3 495 341,67  | 2 685 222,41   | 1 350 100,00                        | 1 469 335,92                                 |
| 2019-1502040207 | PRODUIT RADARS AUTOMATIQUES                              | 2 500 000,00                               | 0,00                     | 2 500 000,00   | 387 873,22  | 397 511,26   | 750 000,00                          | 964 615,52                                   |
| 2019-1502040208 | TRAVAUX ENROBES  | 7 200 000,00                               | 0,00                     | 7 200 000,00   | 6 275 436,07  | 5 431,29   | 919 132,64                          |  |
| 2019-1502040209 | ITINERAIRES - LA VEUVE                                   | 2 000 000,00                               | 0,00                     | 2 000 000,00   |   |  | 20 000,00                           | 1 980 000,00                                 |
| 2019-1503040601 | SOUTIEN AUX PROJETS DE VOIRIE DES COMMUNES               | 2 500 000,00                               | 0,00                     | 2 500 000,00   | 81 481,00   | 351 400,00   | 2 067 119,00                        |  |
| 2019-1506010601 | FLOTTE AUTOMOBILE ET MATERIEL                            | 3 500 000,00                               | 0,00                     | 3 500 000,00   | 1 731 930,39  | 1 465 000,00   | 303 069,61                          |  |
| 2019-1603040101 | SUBV EQUIPEMENT CRECHES                                  | 575 016,00                                 | 0,00                     | 575 016,00   | 80 058,42   | 490 928,58   | 4 029,00                            |  |
| 2019-1803040108 | TERRAINS DE CAMPING                                      | 20 096,00                                  | 0,00                     | 20 096,00  | 17 807,00   | 2 289,00   |                                     |  |
| 2019-1803040109 | EQUIPEMENT TOURISTIQUE                                   | 49 823,00                                  | 0,00                     | 49 823,00  |   | 49 823,00  |                                     |  |
| 2019-1803040301 | CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 1ER DEGRE                        | 1 129 486,00                               | -3 439,00                | 1 126 047,00   | 6 968,00  | 286 786,00   | 250 000,00                          | 582 293,00                                   |
| 2019-1803040401 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ET PARCOURS DE SANTE                | 986 519,00                                 | 0,00                     | 986 519,00   | 99 595,00   | 360 405,00   | 300 000,00                          | 226 519,00                                   |
| 2019-1803040402 | SALLES SOCIO-CULTURELLES COMMUNALES                      | 924 193,00                                 | 0,00                     | 924 193,00   | 4 717,00  | 499 543,00   | 250 000,00                          | 169 933,00                                   |
| 2019-1803040403 | SALLES DE SPORT  | 37 780,00                                  | 0,00                     | 37 780,00  |   | 37 780,00  |                                     |  |
| 2019-1803040404 | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                             | 695 655,00                                 | 0,00                     | 695 655,00   | 84 779,00   | 300 221,00   | 310 655,00                          |  |
| 2019-1803040405 | BIBLIOTHEQUES MUNICIPALES                                | 44 539,00                                  | 0,00                     | 44 539,00  |   | 44 539,00  |                                     |  |
| 2019-1803060201 | GITES RURAUX   | 200 783,00                                 | 0,00                     | 200 783,00   | 71 011,00   | 103 989,00   | 25 783,00                           |  |
| 2019-1803060601 | MAISON DES MUSICIENS REIMS                               | 80 000,00                                  | 0,00                     | 80 000,00  |   | 80 000,00  |                                     |  |
| 2019-1804020501 | SUBVENTIONS COLLEGES PRIVES LOI FALLOUX                  | 2 080 000,00                               | 0,00                     | 2 080 000,00   | 637 060,00  | 859 332,00   | 583 608,00                          |  |
| 2019-1804020502 | MATERIEL INFO COLLEGES PRIVES                            | 231 192,00                                 | 0,00                     | 231 192,00   | 86 697,00   | 144 495,00   |                                     |  |
| 2019-1805020101 | RESTAURATION PATRIMOINE DIVERS                           | 14 544,00                                  | 0,00                     | 14 544,00  | 2 417,95  | 12 126,05  |                                     |  |
| 2019-1805040301 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ASSOC (INSTALL+MATERIEL PEDA+VEHIC) | 726 790,00                                 | -2 000,00                | 724 790,00   | 240 994,00  | 281 213,00   | 202 583,00                          |  |
| 2020-1003010201 | PATRIMOINE FORESTIER                                     | 25 000,00                                  | 0,00                     | 25 000,00  |   | 12 500,00  | 12 500,00                           |  |
| 2020-1003010202 | CONSERVATOIRE CHAMPAGNE ARDENNE                          | 75 000,00                                  | 0,00                     | 75 000,00  |   | 37 500,00  | 37 500,00                           |  |
| 2020-1003010203 | SYMBIOSE   | 10 000,00                                  | 0,00                     | 10 000,00  |   | 5 000,00   | 5 000,00                            |  |
| 2020-1003010204 | AMENAGEMENT DE RIVIERES                                  | 450 000,00                                 | 0,00                     | 450 000,00   |   | 35 000,00  | 300 000,00                          | 115 000,00                                   |
| 2020-1003020202 | CHAMBRE D'AGRICULTURE                                    | 80 000,00                                  | 0,00                     | 80 000,00  |   | 40 000,00  | 40 000,00                           |  |

| N° de l' AP     | Intitulé de l'AP  | Montant des AP                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |
|-----------------|---|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|                 |   | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| 2020-1003040102 | ASSAINISSEMENT  | 700 000,00                                 | 0,00                     | 700 000,00   |   | 80 000,00  | 340 000,00                          | 280 000,00                                   |
| 2020-1003040105 | RESEAU EAU POTABLE  | 500 000,00                                 | 0,00                     | 500 000,00   |   | 100 000,00   | 200 000,00                          | 200 000,00                                   |
| 2020-1003040106 | USINES ET BATIMENTS RELAIS                                | 400 000,00                                 | 0,00                     | 400 000,00   |   | 0,00   | 140 000,00                          | 260 000,00                                   |
| 2020-1003040107 | ACTIONS SDAASP AUPRES DES COLLECTIVITES                   | 100 000,00                                 | 0,00                     | 100 000,00   |   | 0,00   | 100 000,00                          |  |
| 2020-1004020402 | CABLAGES INFORMATIQUE COLLEGES                            | 3 000 000,00                               | 0,00                     | 3 000 000,00   |   | 160 000,00   | 1 200 000,00                        | 1 640 000,00                                 |
| 2020-1006020101 | GROSSE MAINTENANCE BATIMENTS                              | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   |   | 520 000,00   | 480 000,00                          |  |
| 2020-1206030102 | REFONTE SITE WEB 2020-2021                                | 100 000,00                                 | 0,00                     | 100 000,00   |   | 30 000,00  | 70 000,00                           |  |
| 2020-1303040101 | CONSTRUCTION CNTRE DE SECOURS CORMICY                     | 184 640,00                                 | 0,00                     | 184 640,00   |   | 92 000,00  | 92 640,00                           |  |
| 2020-1303040103 | BATIMENTS COMMUNAUX                                       | 700 000,00                                 | 2 150 000,00             | 2 850 000,00   |   | 600 843,00   | 300 000,00                          | 1 949 157,00                                 |
| 2020-1303040104 | EQUIPEMENT INCENDIE                                       | 200 000,00                                 | 0,00                     | 200 000,00   |   | 55 000,00  | 145 000,00                          |  |
| 2020-1304020401 | EQUIPMT INFORMATIQUE COLLEGES-RESEAUX ET ELEMENTS RESEAUX | 500 000,00                                 | 0,00                     | 500 000,00   |   | 101 080,00   | 398 920,00                          |  |
| 2020-1304020403 | EQUIPMT INFORMATIQUE - CLASSES MOBILES                    | 2 750 000,00                               | 0,00                     | 2 750 000,00   |   | 500 000,00   | 500 000,00                          | 1 750 000,00                                 |
| 2020-1502040203 | TRAVERSES   | 6 000 000,00                               | 0,00                     | 6 000 000,00   |   | 1 323 800,00   | 4 676 200,00                        |  |
| 2020-1502040205 | REHABILITATION  | 9 000 000,00                               | 0,00                     | 9 000 000,00   |   | 1 516 000,00   | 4 149 000,00                        | 3 335 000,00                                 |
| 2020-1502040206 | OUVRAGES D'ART  | 7 000 000,00                               | 0,00                     | 7 000 000,00   |   | 3 000 000,00   | 3 500 000,00                        | 500 000,00                                   |
| 2020-1502040208 | TRAVAUX ENROBES   | 7 200 000,00                               | 0,00                     | 7 200 000,00   |   | 5 435 593,93   | 1 764 406,07                        |  |
| 2020-1503040601 | SOUTIEN AUX PROJETS DE VOIRIE DES COMMUNES                | 1 600 000,00                               | 500 000,00               | 2 100 000,00   |   | 123 600,00   | 1 176 400,00                        | 800 000,00                                   |
| 2020-1803040108 | TERRAINS DE CAMPING                                       | 75 000,00                                  | 0,00                     | 75 000,00  |   | 20 000,00  | 55 000,00                           |  |
| 2020-1803040109 | EQUIPEMENT TOURISTIQUE                                    | 275 000,00                                 | 0,00                     | 275 000,00   |   | 0,00   | 215 000,00                          | 60 000,00                                    |
| 2020-1803040301 | CONSTRUCTIONS SCOLAIRES 1ER DEGRE                         | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   |   | 50 000,00  | 300 000,00                          | 650 000,00                                   |
| 2020-1803040401 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ET PARCOURS DE SANTE                 | 1 000 000,00                               | 0,00                     | 1 000 000,00   |   | 50 000,00  | 300 000,00                          | 650 000,00                                   |
| 2020-1803040402 | SALLES SOCIO-CULTURELLES COMMUNALES                       | 525 000,00                                 | 0,00                     | 525 000,00   |   | 0,00   | 150 000,00                          | 375 000,00                                   |
| 2020-1803040403 | SALLES DE SPORT   | 300 000,00                                 | 0,00                     | 300 000,00   |   |  | 100 000,00                          | 200 000,00                                   |
| 2020-1803040404 | EGLISES ET MONUMENTS CLASSES                              | 400 000,00                                 | 0,00                     | 400 000,00   |   | 50 000,00  | 150 000,00                          | 200 000,00                                   |
| 2020-1803040405 | BIBLIOTHEQUES MUNICIPALES                                 | 125 000,00                                 | 0,00                     | 125 000,00   |   |  | 125 000,00                          |  |
| 2020-1803060201 | GITES RURAUX  | 250 000,00                                 | 0,00                     | 250 000,00   |   | 75 000,00  | 100 000,00                          | 75 000,00                                    |
| 2020-1805040301 | EQUIPEMENTS SPORTIFS ASSOC (INSTALL+MATERIEL PEDA+VEHIC)  | 215 000,00                                 | -115 000,00              | 100 000,00   |   | 100 000,00   |                                     |  |

## IV - ANNEXES

IV

## ENGAGEMENTS HORS BILAN - AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

C8

## SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT - DM2 2020

| N° de l'AE      | Intitulé de l'AE  | Montant des AE                             |                          |  | Montant des CP  |  |                                     |  |
|-----------------|---|--|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|                 |   | Pour mémoire AE votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
|                 | <b>TOTAL :</b>  | <b>36 201 821,48</b>                       | <b>-217 034,70</b>       | <b>35 984 786,78</b>                                     | <b>15 873 459,31</b>  | <b>9 476 958,78</b>                                  | <b>4 856 493,60</b>                 | <b>5 777 875,09</b>                          |
| 2009-171714007  | SUBV FCT CAMPUS SCE PO REIMS  | 6 916 560,00                               | 0,00                     | 6 916 560,00   | 5 204 940,00  | 600 000,00   | 1 110 420,00                        | 1 200,00                                     |
| 2015-1603050601 | FONDS SOCIAL EUROPEEN - CONVENTION 2015-2021                                | 5 751 341,40                               | 0,00                     | 5 751 341,40   | 5 140 083,97  | 421 525,82   | 189 731,61                          |  |
| 2015-1811020102 | COMITE DEPARTEMENTAL RANDONNEE PEDESTRE                                     | 138 740,00                                 | 0,00                     | 138 740,00   | 108 233,00  | 27 000,00  | 3 507,00                            |  |
| 2015-1813050101 | FONDATION DU PATRIMOINE   | 20 000,00                                  | 0,00                     | 20 000,00  | 13 981,00   | 6 019,00   |                                     |  |
| 2015-1814010302 | SUBV RECENSEMENT EGLISES MARNE ET PATRIMOINE MOBILIER                       | 250 000,00                                 | -50 000,00               | 200 000,00   | 70 000,00   | 130 000,00   |                                     |  |
| 2016-1804020301 | ESPACES NUMERIQUES DE TRAVAIL ENT (JUSQ2022)                                | 875 979,29                                 | 0,00                     | 875 979,29   | 594 371,30  | 150 000,00   | 131 607,99                          |  |
| 2016-1814010101 | OFFICE NATIONAL ANCIENS COMBATTANTS   | 6 000,00                                   | 0,00                     | 6 000,00   |   | 6 000,00   |                                     |  |
| 2016-1814010102 | CNAC - CHAIRE D'INNOVATION TERRITORIALE                                     | 40 000,00                                  | 14 000,00                | 54 000,00  | 24 000,00   | 10 000,00  | 10 000,00                           | 10 000,00                                    |
| 2017-1010020401 | LE PARI DU VEGETAL-PLANET A   | 1 064 863,00                               | -20 100,00               | 1 044 763,00   | 506 779,00  | 273 184,00   | 264 800,00                          |  |
| 2017-1603020101 | FONDS D'AIDE AUX JEUNES 2017-2019   | 736 130,59                                 | -160 934,70              | 575 195,89   | 556 517,13  | 18 678,76  | 0,00                                |  |
| 2017-1813050101 | FONDATION DU PATRIMOINE   | 20 000,00                                  | 0,00                     | 20 000,00  |   | 6 000,00   | 14 000,00                           |  |
| 2018-1603020101 | CELLULE MALTRAITANCE CHU REIMS  | 150 000,00                                 | 0,00                     | 150 000,00   | 50 000,00   | 100 000,00   |                                     |  |
| 2018-1603020301 | ASSOCIATION DES MAISONS DE QUARTIER DE REIMS                                | 838 350,00                                 | 0,00                     | 838 350,00   | 524 245,00  | 279 450,00   | 34 655,00                           |  |
| 2018-1811020101 | SYNDICAT DU DER convention rando  | 2 250,00                                   | 0,00                     | 2 250,00   | 1 500,00  | 750,00   |                                     |  |
| 2019-1206030101 | MAGAZINE 2019-2022  | 1 200 000,00                               | 0,00                     | 1 200 000,00   | 126 879,91  | 380 000,00   | 380 000,00                          | 313 120,09                                   |
| 2019-1601040201 | ADASEA REAGIR   | 90 000,00                                  | 0,00                     | 90 000,00  | 25 500,00   | 30 000,00  | 34 500,00                           |  |
| 2019-1601040202 | LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-CONV 2019-2021                                      | 145 200,00                                 | 0,00                     | 145 200,00   | 48 400,00   | 48 400,00  | 48 400,00                           |  |
| 2019-1601040203 | CIDFF (CENTRE INFORMATION DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES)-CONV 2019-2021 | 111 000,00                                 | 0,00                     | 111 000,00   | 37 000,00   | 37 000,00  | 37 000,00                           |  |
| 2019-1803010101 | ENTRETIEN FORETS DOMANIALES   | 60 000,00                                  | 0,00                     | 60 000,00  |   | 40 000,00  | 20 000,00                           |  |
| 2019-1804020601 | CONVENTION COLLEGES PRIVES 2019-2021  | 6 939 860,00                               | 0,00                     | 6 939 860,00   | 2 841 029,00  | 3 488 514,00   | 610 317,00                          |  |
| 2019-1805010101 | OFFICE NATIONAL ANCIENS COMBATTANTS   | 6 000,00                                   | 0,00                     | 6 000,00   |   | 2 000,00   | 4 000,00                            |  |
| 2020-1002010301 | SUBV FONCTIONNT EPGAV VATRY CONV 2020-2021                                  | 2 000 000,00                               | 0,00                     | 2 000 000,00   |   | 1 500 000,00   | 500 000,00                          |  |
| 2020-1003030101 | CHAIRE CENTRALE SUPELEC   | 7 000 000,00                               | 0,00                     | 7 000 000,00   |   | 1 000 000,00   | 1 000 000,00                        | 5 000 000,00                                 |
| 2020-1206030101 | CCRB CHAMPAGNE CHALONS REIMS 2020-2022                                      | 660 000,00                                 | 0,00                     | 660 000,00   |   | 220 000,00   | 220 000,00                          | 220 000,00                                   |
| 2020-1601010201 | FONDS D'AIDE AUX JEUNES 2020-2022   | 641 265,00                                 | 0,00                     | 641 265,00   |   | 213 755,00   | 213 755,00                          | 213 755,00                                   |
| 2020-1601010301 | SUBV ASS FED MARNE SECOURS POPULAIRE-CONV2020-2022                          | 36 000,00                                  | 0,00                     | 36 000,00  |   | 12 000,00  | 12 000,00                           | 12 000,00                                    |
| 2020-1601010302 | SUBV ASS EQUILIBRE MARNE-SOS BEBE-CONV2020-2022                             | 23 400,00                                  | 0,00                     | 23 400,00  |   | 7 800,00   | 7 800,00                            | 7 800,00                                     |
| 2020-1801030101 | MOBULYS TPMR TRANSPORT A LA DEMANDE   | 458 882,20                                 | 0,00                     | 458 882,20   |   | 458 882,20   |                                     |  |
| 2020-1803060601 | FONDATION DU PATRIMOINE   | 20 000,00                                  | 0,00                     | 20 000,00  |   | 10 000,00  | 10 000,00                           |  |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - Transformations d'emplois - RIFSEEP - Service continu en restauration des collèges en cas de grève - Télétravail - Convention d'adhésion CDG51 - Convention AMTER - Catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

**Rapporteur : Monsieur Vincent VERSTRAETE**

Notre Assemblée est invitée à se prononcer sur les éléments présentés ci-dessous :

1. les transformations d'emplois,
2. la finalisation de la mise en œuvre du RIFSEEP,
3. la mise en place d'un accord sur le service continu en restauration des collèges en cas de grève,
4. la mise en œuvre de la première phase du télétravail,
5. le renouvellement de la convention d'adhésion au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Marne pour le bloc de compétences,
6. la convention avec l'AMTER pour l'expérimentation du dispositif CardioNum,
7. l'élargissement des catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE.

En raison de leur objet, les quatre premières parties ont été soumises à l'avis du comité technique qui s'est prononcé favorablement lors de sa réunion du 24 septembre 2020.

### **I – Transformations d’emplois**

Notre Président nous demande, tout d’abord, de transformer des emplois de l’effectif du personnel départemental par suite des avis rendus le 30 juin dernier par les commissions administratives paritaires en matière d’avancements de grade, au titre de la promotion interne et suite aux réussites aux concours.

D’autres transformations sont sollicitées au titre d’adaptations aux besoins des services.

La liste de ces transformations d’emplois figure dans le rapport du Président.

### **II – Finalisation de la mise en œuvre du RIFSEEP**

Notre Assemblée s’est déjà prononcée à diverses reprises sur la mise en œuvre de ce nouveau régime indemnitaire au fur et à mesure que des textes réglementaires l’autorisent pour les cadres d’emplois de la fonction publique territoriale.

C’est ainsi que sont désormais éligibles au RIFSEEP les derniers cadres d’emplois suivants représentés dans nos services, couvrant ainsi l’ensemble des agents de la collectivité :

- ingénieurs,
- psychologues,
- sages-femmes,
- cadres de santé paramédicaux,
- cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux,
- puéricultrices cadre de santé,
- puéricultrices,
- infirmiers en soins généraux,
- éducateurs de jeunes enfants,
- infirmiers,
- techniciens paramédicaux,
- moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux,
- adjoints techniques des établissements d’enseignement,
- auxiliaires de puériculture.

Vous retrouvez le montant de ces primes par cadres d’emplois dans les tableaux détaillés au rapport.

Y apparaissent également les régimes indemnitaires de certains cadres d’emplois afin de les harmoniser selon les fonctions occupées et respecter l’équité entre les différents cadres d’emplois.

Enfin, il vous est proposé de revaloriser l’indemnité allouée aux régisseurs d’avances et de recettes suite à l’obligation qu’il leur est faite de se couvrir pour leurs missions spécifiques par le biais du cautionnement et de l’assurance.

Cette proposition est également jointe au rapport.

### **III – Mise en place d’un accord sur le service continu en restauration des collègues en cas de grève**

L’article 56 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique vise à garantir la continuité de certains services publics en cas de grève et notamment la restauration collective et scolaire.

Le Département de la Marne propose dès novembre 2020 de mettre en place un accord pour les services de restauration au sein des collègues précisant notamment :

- l’obligation par l’agent d’informer ses responsables de son intention de participer à un mouvement de grève,

- les fonctions et le nombre d'agents indispensables à la continuité du service,
- les modalités de fourniture des repas dans les établissements concernés.

Vous trouverez l'ensemble de ces propositions au rapport.

Cet accord sera intégré dans le protocole existant avec les organisations syndicales et sera communiqué auprès des agents et des principaux de collège pour sa mise en application.

#### **IV – Mise en œuvre de la première phase du télétravail**

Notre assemblée avait délibéré le 8 novembre 2019 sur l'expérimentation du télétravail au sein de notre collectivité qui devait se mettre en place au printemps 2020.

L'épidémie COVID 19 a déclenché en urgence une période de deux mois de confinement comprenant un plan de continuité d'activité. Lors de cette période, le travail distant a été mis en place en urgence pour les agents dont les missions étaient compatibles.

Compte tenu du retour d'expérience sur cette période atypique, il vous est proposé un nouveau dispositif de télétravail adapté aux besoins de la collectivité pour une première étape de six mois à compter de début octobre.

Ainsi, vous retrouvez au rapport les critères d'éligibilité du télétravail, le temps de télétravail et l'équipement informatique nécessaire.

Cette première phase fera l'objet d'une évaluation au printemps 2021.

#### **V – Renouvellement de la convention d'adhésion du Département au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Marne concernant l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines**

Notre assemblée a délibéré en janvier 2014 sur l'adhésion au centre de gestion pour la réalisation des missions mentionnées à l'article 113 de la loi N°2012-347 du 12 mars 2012 et notamment le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme.

Les autres missions faisant partie d'un ensemble indivisible vous sont présentées au rapport.

La contribution de la collectivité est de 0,06% sur la masse salariale, ce qui représente une dépense annuelle de l'ordre de 36 000 €.

La convention actuelle étant conclue jusqu'au 31 décembre 2020, il vous est proposé d'autoriser notre Président à signer cette nouvelle convention d'une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### **VI – Convention avec l'AMTER pour l'expérimentation du dispositif CardioNum**

Notre collectivité a signé une convention avec l'AMTER (service santé au travail d'Epernay et sa région) pour assurer le suivi médical d'environ 750 agents.

Ce service de médecine participe au dispositif CardioNum qui a pour but de réduire le risque de morts subites cardio-vasculaires en intégrant de nouveaux examens lors des visites médicales.

Une convention avec l'AMTER sur ce nouveau dispositif permettra de le proposer aux agents volontaires pour un coût de 15 € par agent.

Il vous est proposé d'autoriser notre Président à signer cette convention d'une durée d'un an.



**VII – Elargissement des catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE**

Notre collectivité recrute des vacataires pour assurer des missions ponctuelles dans le champ du social et de la PMI.

Notre assemblée a délibéré en 2017 et en 2019 pour le recrutement de vacataires médecins, sages-femmes, psychologues, conseillers conjugaux et éducateurs.

Compte tenu des besoins complémentaires, il vous est proposé d'élargir la catégorie de professionnels afin de permettre de recruter sous ce statut des infirmières/puéricultrices, éducateurs de jeunes enfants, techniciens de l'intervention sociale et familiale et travailleurs sociaux.

Le taux de rémunération de ces catégories complémentaires sera basé sur le taux de 19 € la vacation comme pour celui des psychologues, conseillers conjugaux et éducateurs.

L'ensemble des propositions faites au rapport a reçu un avis favorable de la 1<sup>ère</sup> commission.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
CARDIONUM'**

ENTRE

D'UNE PART :

**L'ASSOCIATION MÉDICALE DU TRAVAIL D'ÉPERNAY ET SA RÉGION (AMTER),**

Service de santé au travail interentreprises (SSTI) d'Épernay et sa région,

Sis 6 rue Frédéric Plomb – CS 80201 – 51206 Épernay Cedex,

Représenté par M. XXXXXXXXXXXX, son Président,

Ci-après désigné sous le terme « l'AMTER »,

ET

D'AUTRE PART :

**LE DÉPARTEMENT DE LA MARNE,**

Sis Hôtel du Département – 40 rue Carnot – 51038 Châlons-en-Champagne,

Représenté par son M. XXXXXXXXXXXX, son Président, dûment autorisé à signer les

présentes, Adhérent de l'AMTER n° 100276,

Ci-après désigné sous le terme « l'ADHÉRENT »,

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

**Préambule**

Dans le cadre de la médecine de prévention, instituée par le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale qui a pour mission « de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail », le DÉPARTEMENT DE LA MARNE (l'ADHÉRENT) a fait acte d'adhésion au service de médecine de prévention de l'AMTER par convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles l'ADHÉRENT participe au projet CARDIONUM', mis en œuvre par l'AMTER et décrit à l'article 2 des présentes.

**Article 2 : DESCRIPTION DU PROJET CARDIONUM'**

Le projet CARDIONUM' est un programme expérimental de prévention des risques cardiovasculaires liés à l'activité professionnelle. Ce projet entend réduire le risque cardiovasculaire chez les salariés.

En tant que service de santé au travail interentreprises (SSTI), l'AMTER a décidé de participer à la mise en œuvre du projet CARDIONUM' et de le promouvoir auprès de ses adhérents. Ainsi, les entreprises et collectivités territoriales adhérentes à l'AMTER peuvent s'inscrire pour participer à ce programme en offrant à leurs salariés ou agents, au moment des visites médicales professionnelles périodiques, plusieurs examens complémentaires (ex. électrocardiogramme, dépistage du diabète, ...), donnant ainsi la possibilité de mieux prendre en compte leur santé dans leur activité professionnelle.

La participation des agents de l'ADHÉRENT au programme CARDIONUM' est fondée sur la base du volontariat.

### **Article 3 : ENGAGEMENTS DE L'ADHÉRENT**

**3-1.** L'ADHÉRENT s'engage à faire connaître à ses agents le programme CARDIONUM' et à leur en faciliter l'accès. À l'occasion de la convocation à la visite médicale périodique organisée par l'AMTER, l'ADHÉRENT propose alors à l'agent de participer au dispositif CARDIONUM'.

**3-2.** L'ADHÉRENT transmet par mail la liste des agents volontaires à l'AMTER (liste établie sous format Excel comprenant les nom, prénom et adresse postale de chaque agent volontaire). L'ADHÉRENT s'assure de recueillir le consentement de ses agents pour l'envoi de leurs données personnelles à l'AMTER et à en conserver la preuve.

**3-3.** Tous les mois, l'ADHÉRENT reçoit une facture d'un montant de 15 euros HT par agent volontaire. Les sommes dues au titre de la présente convention seront versées sur présentation des justificatifs de réalisation mentionnés à l'article 4-4.

### **Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'AMTER**

**4-1.** L'agent volontaire, convoqué par l'AMTER, devra signer un document de consentement éclairé devant le professionnel de santé de l'AMTER.

**4-2.** L'agent volontaire devra pré-remplir un questionnaire de santé, puis le finaliser et le valider avec l'aide de l'infirmière santé travail de l'AMTER.

**4-3.** Les mesures médicales sont prises, selon le dispositif décrit en annexe, par le professionnel de santé de l'AMTER lors de la visite médicale de l'agent.

**4-4.** Le recouvrement des sommes dues au titre de la présente convention fera l'objet d'une facture mensuelle après service fait, obligatoirement accompagnée de la liste des agents convoqués et examinés par le médecin de prévention et, le cas échéant, d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

Ces documents doivent être transmis à l'adresse suivante : Département de la Marne - DRHAJ - Service Formation, Gestion des compétences et Vie au travail - 2 bis, rue de Jessaint - 51038 Châlons-en-Champagne Cedex.

**4-5.** L'AMTER s'engage à fournir un bilan annuel de l'étude réalisée sur les agents de l'ADHÉRENT. Ce bilan, anonymisé, ne comporte aucune donnée identifiante.

**4-6.** Les informations transmises dans le cadre des présentes sont susceptibles de comporter des données à caractère personnel. L'AMTER garantit avoir procédé à l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du Règlement général sur la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016, dit « RGPD ») et de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et avoir informé les personnes physiques concernées de l'usage qui est fait desdites données personnelles.

### **Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature et sera renouvelée pour un an par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée par l'une des parties contractantes 3 mois avant son échéance annuelle par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'AMTER et l'ADHÉRENT.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**Article 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

**Article 8 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Les différends qui viendraient à s'élever entre les parties, relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront, en cas d'impossibilité de parvenir à un règlement amiable, soumis à la juridiction territorialement compétente, c'est-à-dire au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui seront remis à chaque partie signataire.

Fait à Châlons-en-Champagne, le .....

Pour l'Association Médicale du Travail  
d'Épernay et sa région

Pour le Département de la Marne,

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Proposition du rapport :

### Rapport 1 - 3

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

**OBJET : POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - Transformations d'emplois - RIFSEEP - Service continu en restauration des collèges en cas de grève - Télétravail - Convention d'adhésion CDG51 - Convention AMTER - Catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE**

Le présent rapport est composé de sept parties :

1. les transformations d'emplois,
2. la finalisation de la mise en œuvre du RIFSEEP,
3. la mise en place d'un accord sur le service continu en restauration des collèges en cas de grève,
4. la mise en œuvre de la première phase du télétravail,
5. le renouvellement de la convention d'adhésion au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Marne pour le bloc de compétences,
6. la convention avec l'AMTER pour l'expérimentation du dispositif CardioNum,
7. l'élargissement des catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE.

Lors de sa réunion du 24 septembre 2020, le comité technique a émis un avis favorable sur les transformations d'emplois, le RIFSEEP, le service continu de restauration dans les collèges et le télétravail.

#### I – Transformations d'emplois

Afin de garantir le bon fonctionnement des services et de mettre en adéquation les grades avec les fonctions des emplois occupés et suite aux réussites aux concours, avancements de grades et promotions internes, plusieurs postes sont à transformer. Vous en trouverez la liste ci-dessous :

#### CATEGORIE A

#### Suite à avancements de grade et promotions internes :

- 1 poste d'attaché hors classe en 1 poste d'attaché hors classe échelon spécial
- 1 poste de médecin de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de médecin hors classe
- 3 postes d'attaché en 3 postes d'attaché principal

2 postes d'ingénieur en 2 postes d'ingénieur principal  
1 poste de puéricultrice de classe normale en 1 poste de puéricultrice de classe supérieure  
1 poste d'infirmier en soins généraux de classe supérieure en 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe  
1 poste de cadre de santé de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste de cadre de santé de 1<sup>ère</sup> classe  
4 postes de conseiller supérieur socio-éducatif en 4 postes de conseiller socio-éducatif hors classe  
1 poste de conseiller socio-éducatif en 1 poste de conseiller supérieur socio-éducatif  
1 poste d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de conseiller socio-éducatif  
1 poste de psychologue de classe normale en 1 poste de psychologue hors classe  
9 postes d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe en 9 postes d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe

**Pour adaptation aux besoins des services :**

1 poste d'attaché principal en 1 poste de rédacteur  
1 poste d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste de conseiller socio-éducatif en 1 poste d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste de conseiller socio-éducatif supérieur en 1 poste d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste d'ingénieur en chef de classe normale en 1 poste de technicien  
3 postes d'assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe en 3 postes d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe  
2 postes de directeur en 2 postes d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste d'ingénieur principal en 1 poste d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste de directeur en 1 poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste d'ingénieur en chef en 1 poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste d'attaché en 1 poste d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste d'assistant socio-éducatif de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste de puéricultrice hors classe en 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe normale  
1 poste d'ingénieur principal en 1 poste de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste de puéricultrice hors classe en 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe  
1 poste de sage-femme hors classe en 1 poste de puéricultrice de classe normale  
1 poste d'attaché hors classe en 1 poste de directeur  
1 poste d'attaché hors classe en 1 poste d'attaché principal  
1 poste de sage-femme hors classe en 1 poste de sage-femme de classe normale  
1 poste d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle en 1 poste de technicien  
1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe en 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe normale

**CATEGORIE B**

**Suite à avancements de grade et promotions internes :**

1 poste de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'attaché  
1 poste de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'ingénieur  
1 poste d'assistant de conservation principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'attaché de conservation  
8 postes de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe en 8 postes de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe  
6 postes de rédacteur en 6 postes de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe  
2 postes de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe en 2 postes de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste d'assistant de conservation principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste d'assistant de conservation principal de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste de moniteur-éducateur et intervenant familial en 1 poste de moniteur-éducateur et intervenant familial principal

**Pour adaptation aux besoins des services :**

1 poste de moniteur-éducateur et intervenant familial principal en 1 poste de moniteur-éducateur et intervenant familial

1 poste rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe

1 poste assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de conservateur des bibliothèques

1 poste de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de technicien

1 poste de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe

1 poste de rédacteur en 1 poste d'adjoint administratif

1 poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste de technicien

**CATEGORIE C**

**Suite à réussites concours :**

1 poste d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de rédacteur

1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste de rédacteur

**Suite à avancements de grade et promotions internes :**

1 poste d'agent de maîtrise principal en 1 poste d'agent de maîtrise

1 poste d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de rédacteur

2 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe en 2 postes de rédacteur

2 postes d'agent de maîtrise principal en 2 postes de technicien

2 postes d'agent de maîtrise en 2 postes de technicien

1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'assistant de conservation

9 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe en 9 postes d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe

6 postes d'adjoint administratif en 6 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe

3 postes d'agent de maîtrise en 3 postes d'agent de maîtrise principal

2 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE en 2 postes d'agent de maîtrise

13 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe EE en 13 postes d'agent de maîtrise

2 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe en 2 postes d'agent de maîtrise

2 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe en 2 postes d'agent de maîtrise

10 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe en 10 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe

5 postes d'adjoint technique en 5 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe

33 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE en 33 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe EE

13 postes d'adjoint technique EE en 13 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE

1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe

1 poste d'adjoint du patrimoine en 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe

**Pour adaptation aux besoins des services :**

1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste de rédacteur

1 poste d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste de rédacteur

2 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe en 2 postes d'adjoint technique

2 postes d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe en 2 postes d'adjoint administratif

6 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe en 6 postes d'adjoint technique

1 poste d'agent de maîtrise en 1 poste de rédacteur

7 postes d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe EE en 7 postes d'adjoint technique EE  
 12 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE en 12 postes d'adjoint technique EE  
 1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe en 1 poste d'adjoint administratif  
 2 postes d'adjoint technique EE en 2 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE  
 1 poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe EE en 1 poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe  
 1 poste d'adjoint technique EE en 1 poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe EE  
 1 poste d'adjoint technique en 1 poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe  
 1 poste d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe en 1 poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe  
 1 poste d'agent de maîtrise principal en 1 poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe  
 1 poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe EE en 1 poste d'agent de maîtrise  
 1 poste de moniteur-éducateur et intervenant familial en 1 poste d'agent social  
 1 poste d'adjoint technique en 1 poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe

## **II – Finalisation de la mise en œuvre du RIFSEEP**

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat a créé un nouveau régime indemnitaire de référence applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

Par délibérations des 22 janvier 2016, 13 mai 2016, 18 mai 2019 et 25 janvier 2019, ce nouveau régime indemnitaire a été mis successivement en place au sein de la collectivité pour les cadres d'emplois suivants : administrateurs, attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, médecins, conseillers socio-éducatifs, assistants socio-éducatifs, agents sociaux, ingénieurs en chef, techniciens, adjoints techniques, agents de maîtrise, conservateurs du patrimoine, conservateurs des bibliothèques, attachés de conservation, bibliothécaires, assistants de conservation du patrimoine et adjoints du patrimoine.

Le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale rend à présent les autres cadres d'emplois éligibles à ce nouveau régime indemnitaire couvrant donc l'ensemble des agents de la collectivité.

Afin d'harmoniser ce régime indemnitaire selon les fonctions occupées et respecter l'équité avec les différents cadres d'emplois, vous trouverez ci-dessous la proposition :

Il est rappelé que l'IFSE est coefficientée de 1 à 8 et que l'EP représente 15 % du RIFSEEP pour la catégorie A, 12 % pour la catégorie B et 10 % pour la catégorie C.

### **Catégorie A**

#### **Ingénieurs territoriaux (nouveau)**

|   | <b>Plafond annuel IFSE<br/>coef 8</b> | <b>Coefficient début<br/>de carrière</b> | <b>Plafond EP</b> |
|---|---------------------------------------|--|-------------------|
| G1 - Directeur et adjoint                             | 36 210 €                              | 3,5                                      | 6 390 €           |
| G2 - Chef de service                                  | 32 130 €                              | 2,5                                      | 5 670 €           |
| G3 - Responsable CIP / adjoint chef de service et CIP | 25 500 €                              | 3,5                                      | 3 970 €           |
| G4 - Chargé de mission / chargé opération             | 20 400 €                              | 3,5                                      | 3 600 €           |



**Attachés territoriaux (harmonisation avec les ingénieurs)**

|   | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Directeur et adjoint                             | 36 210 €                      | 3,5                              | 6 390 €    |
| G2 - Chef de service                                  | 32 130 €                      | 2,5                              | 5 670 €    |
| G3 - Responsable CSD / adjoint chef de service et CSD | 25 500 €                      | 3,5                              | 3 970 €    |
| G4 - Chargé de mission                                | 20 400 €                      | 3,5                              | 3 600 €    |

**Conseillers socio-éducatifs territoriaux (revalorisation des plafonds suite au passage des assistants socio-éducatifs en catégorie A)**

|                           | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement | 25 500 €                      | 3,5                              | 5 670 €    |
| G2 - Chargé de mission    | 20 400 €                      | 3,5                              | 3 600 €    |

**Assistants socio-éducatifs (revalorisation des plafonds), psychologues, sages-femmes, cadres de santé paramédicaux, cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux, puéricultrices cadre de santé, puéricultrices, infirmiers en soins généraux (nouveaux)**

|                           | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement | 19 480 €                      | 3,5                              | 3 440 €    |
| G2 - Travailleur social   | 15 300 €                      | 2                                | 2 700 €    |

\*\*\*

**Catégorie B****Educateurs jeunes enfants (nouveau)**

|                                | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|--------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement      | 14 000 €                      | 4                                | 1 680 €    |
| G2 - Travailleur médico-social | 13 500 €                      | 2,25                             | 1 620 €    |

**Infirmiers, techniciens paramédicaux et moniteur éducateur et intervenants familiaux (nouveau)**

|                                | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|--------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement      | 9 000 €                       | 3,5                              | 1 230 €    |
| G2 - Travailleur médico-social | 8 010 €                       | 2                                | 1 090 €    |

**Techniciens (revalorisation des plafonds)**

|   | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement                                 | 17 480 €                      | 3,5                              | 2 380 €    |
| G2 - Missions dévolues au cadre d'emplois des techniciens | 16 015 €                      | 2,5                              | 2 185 €    |
| G2 - Avec concession de logement                          | 7 220 €                       | 3,75                             | 984 €      |

**Rédacteurs (harmonisation avec les techniciens)**

|   | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Missions encadrement                                   | 17 480 €                      | 3,5                              | 2 380 €    |
| G2 - Missions dévolues au cadre<br>d'emplois des rédacteurs | 16 015 €                      | 2,5                              | 2 185 €    |

\*\*\*

**Catégorie C****Adjoints techniques des établissements d'enseignement (nouveau)**

|   | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Agents polyvalents, accueil,<br>cuisine, maintenance | 10 300 €                      | 2                                | 1 440 €    |
| G1 - Avec logement de fonction                            | 6 700 €                       | 2                                | 744 €      |

**Auxiliaires de puériculture (nouveau)**

|                         | Plafond annuel IFSE<br>coef 8 | Coefficient début<br>de carrière | Plafond EP |
|-------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------|
| G1 - Travailleur social | 10 300 €                      | 2                                | 1 440 €    |

\*\*\*

**Revalorisation de l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes**

Les régisseurs d'avances et de recettes vont être tenus de se couvrir pour les risques de leurs missions spécifiques par le biais du cautionnement et de l'assurance. Le coût d'une telle assurance est de l'ordre de 30 € par an. Les montants annuels de l'indemnité des régisseurs ont été arrêtés par délibération du 25 janvier 2019. Il est proposé de les revaloriser comme suit pour tenir compte de cette obligation :

| Régisseurs d'avances<br>(€)                           | Régisseurs de recettes<br>(€)                             | Régisseurs d'avances<br>et de recettes (€)                                       | Montant annuel<br>de la part IFSE régie (€) |
|---|---|--|---|
| Montant maxi<br>de l'avance pouvant<br>être consentie | Montant moyen<br>des recettes encaissées<br>mensuellement | Montant maximum<br>de l'avance et montant<br>moyen des recettes<br>mensuellement |   |
| Jusqu'à 1 220   | Jusqu'à 1 220   | Jusqu'à 2 440  | 140   |
| De 1 221 à 3 000                                      | De 1 221 à 3 000  | De 2 441 à 3 000   | 140   |
| De 3 001 à 4 600                                      | De 3 001 à 4 600  | De 3 000 à 4 600   | 160   |
| De 4 601 à 7 600                                      | De 4 601 à 7 600  | De 4 601 à 7 600   | 170   |
| De 7 601 à 12 200                                     | De 7 601 à 12 200   | De 7 601 à 12 200  | 190   |

### **III – Mise en place d'un accord sur le service continu en restauration des collèges en cas de grève**

L'article 56 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique vise à garantir la continuité de certains services publics (en cas de grève) et notamment la restauration collective et scolaire. Le **Département de la Marne envisage de mettre en place un accord dès novembre 2020 pour les services de restauration au sein des collèges.**

Lors de journées de mobilisation, la participation importante des agents grévistes des collèges peut engendrer une désorganisation des services de restauration.

Au travers de cet accord, l'agent devra informer les responsables de son collège, 48 heures avant la grève, de son intention d'y participer (obligation déclarative), comprenant au moins un jour ouvré. Il devra aussi informer de renoncer à faire grève ou de reprendre le service 24 heures avant la participation à la grève ou la reprise du service.

Cet accord avec les organisations syndicales de la collectivité permettra ainsi d'anticiper l'organisation du service de restauration les jours de grève, en l'adaptant en fonction des agents présents.

Ce protocole doit préciser les fonctions et le nombre d'agents indispensables au fonctionnement du service de restauration.

Il est proposé deux niveaux de continuité de service :

**Niveau 1** : Ouverture de la cantine et demande aux parents de fournir le repas (situation exceptionnelle)

Besoin en effectif : au mieux 1 agent formé HACCP. Sinon nettoyage sommaire le jour même et nettoyage approfondi le lendemain.

**Niveau 2** : repas froid ou chaud rapide

Ex : buffet salades, viande froide ou ravioli + fromage + fruit

Besoin en effectif selon le nombre de repas :

< 300 repas : 1 agent cuisine (\*) + 2 agents polyvalents (formés HACCP)

> 300 repas : 1 agent cuisine (\*) + 3 agents polyvalents (formés HACCP)

(\*) chef de cuisine, second de cuisine, cuisinier ou aide de cuisine (sans ordre de priorité).

Pour mémoire, la surveillance pendant la période de repas ne relève pas des missions des ATTEE mais de la compétence du chef d'établissement.

Cette proposition a recueilli un avis favorable lors du comité technique du 24 septembre 2020.

Cet accord sera intégré dans le protocole existant avec les organisations syndicales et sera communiqué auprès des agents et des principaux de collège pour sa mise en application.

### **IV – Mise en œuvre de la première phase du télétravail**

Notre assemblée avait délibéré le 8 novembre 2019 sur l'expérimentation du télétravail au sein de notre collectivité qui devait se mettre en place au printemps 2020.

L'épidémie COVID 19 a déclenché en urgence une période de deux mois de confinement comprenant un plan de continuité d'activité. Lors de cette période, le travail distant a été mis en place en urgence pour les agents dont les missions étaient compatibles.

Compte tenu du retour d'expérience sur cette période atypique, il est proposé un nouveau dispositif de télétravail adapté aux besoins de la collectivité pour une première étape de six mois à compter de début octobre.

## **1 - Les critères d'éligibilité du télétravail**

### **a - Les activités non éligibles**

Certaines activités ne peuvent être exercées en télétravail. Il s'agit des activités suivantes :

- les activités en contact présentiel quotidien et quasi-exclusif avec les usagers,
- les activités pour lesquelles la présence physique ou les équipements techniques sont indispensables (entretien des locaux, des routes, travaux de toute nature, préparation de repas, travail sur des machines, ...).

### **b - Les critères d'attribution du télétravail**

Les agents pouvant se porter candidats au télétravail sont ceux qui remplissent les conditions suivantes :

- agent titulaire ou contractuel présent à son poste depuis plus d'un an,
- avoir des activités télétravaillables.

## **2 - Le temps de télétravail**

- Le télétravail pourra être sollicité pour 2 jours maximum par semaine ou selon un forfait de 8 jours par mois. Le principe est que les agents ne soient pas absents du bureau plus de deux jours par semaine en prenant en compte le temps partiel.
- Par exemple, les agents à temps partiel (≥ 80%) pourront solliciter le télétravail à raison d'une journée fixe par semaine ou d'un forfait de 4 jours par mois.
- Les agents d'un même service devront tous être présents un même jour dans la semaine.

## **3 - L'équipement informatique**

L'utilisation de l'équipement personnel sera prioritaire et ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Les agents en télétravail seront dotés d'un ordinateur portable.

Cette première phase fera l'objet d'une évaluation au printemps 2021.

## **V – Renouvellement de la convention d'adhésion du Département au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Marne concernant l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines**

Notre assemblée a délibéré en janvier 2014 sur l'adhésion au centre de gestion pour la réalisation des missions mentionnées à l'article 113 de la loi N°2012-347 du 12 mars 2012 et notamment le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme.

Les autres missions faisant partie d'un ensemble indivisible sont les suivantes :

- un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable (RAPO) : cette mission est actuellement en attente du décret nécessaire à sa mise en œuvre ;
- une assistance juridique statutaire : elle consiste à fournir une aide et un appui à la collectivité dans la recherche d'informations relatives au statut de la fonction publique avec une mise à disposition d'informations, documentation, fiches techniques, ... ;
- une assistance au recrutement et un accompagnement de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine : cet accompagnement consiste à donner des informations réglementaires sur les voies statutaires de mobilité ; il se traduit par un accueil et une permanence téléphonique ouverte au public et aux agents territoriaux ;
- une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.

La contribution de la collectivité est de 0,06% sur la masse salariale, ce qui représente une dépense annuelle de l'ordre de 36 000 €.

La convention actuelle est conclue jusqu'au 31 décembre 2020. Je vous suggère de m'autoriser à signer cette nouvelle convention d'une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### **VI – Convention avec l'AMTER pour l'expérimentation du dispositif CardioNum**

Notre collectivité a signé une convention avec l'AMTER (service santé au travail d'Epernay et sa région) pour assurer le suivi médical d'environ 750 agents.

Ce service de médecine participe au dispositif CardioNum qui a pour but de réduire le risque de morts subites cardio-vasculaires en intégrant de nouveaux examens lors des visites médicales.

Une convention avec L'AMTER sur ce nouveau dispositif permettra de le proposer aux agents volontaires pour un coût de 15 € par agent.

Je vous suggère de m'autoriser à signer cette convention d'une durée d'un an dont vous trouverez un exemplaire en annexe 1.

#### **VII – Elargissement des catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE**

Notre collectivité recrute des vacataires pour assurer des missions ponctuelles dans le champ du social et de la PMI.

Notre assemblée a délibéré en 2017 et en 2019 pour le recrutement de vacataires médecins, sages-femmes, psychologues, conseillers conjugaux et éducateurs.

Compte tenu des besoins complémentaires, notamment lors des absences temporaires des agents sur des postes permanents, je vous propose d'élargir la catégorie de professionnels pour nous permettre de recruter sous ce statut des infirmières/puéricultrices, éducateurs de jeunes enfants, techniciens de l'intervention sociale et familiale et travailleurs sociaux. Le taux de rémunération de ces catégories complémentaires sera basé sur le taux de 19 € la vacation comme pour celui des psychologues, conseillers conjugaux et éducateurs.

En conséquence, je vous propose de vous prononcer sur :

- les transformations d'emplois mentionnées au présent rapport,
- la finalisation de la mise en œuvre du RIFSEEP,
- la mise en place d'un accord sur le service continu en restauration des collèges en cas de grève,
- la mise en œuvre de la première phase du télétravail,
- le renouvellement de la convention d'adhésion au CDG51 pour le bloc de compétences,
- la signature d'une convention avec l'AMTER pour l'expérimentation du dispositif CardioNum,
- l'élargissement des catégories de vacataires pour les missions PMI/ASE.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

|   |
|---|
| <b>CONVENTION DE PARTENARIAT<br/>CARDIONUM'</b> |
|---|

**ENTRE**

D'UNE PART :

**L'ASSOCIATION MÉDICALE DU TRAVAIL D'ÉPERNAY ET SA RÉGION (AMTER),**

Service de santé au travail interentreprises (SSTI) d'Épernay et sa région,  
Sis 6 rue Frédéric Plomb – CS 80201 – 51206 Épernay Cedex,  
Représenté par M. XXXXXXXXXXXXXXX, son Président,  
Ci-après désigné sous le terme « l'AMTER »,

**ET**

D'AUTRE PART :

**LE DÉPARTEMENT DE LA MARNE,**

Sis Hôtel du Département – 40 rue Carnot – 51038 Châlons-en-Champagne,  
Représenté par son M. XXXXXXXXXXXXXXX, son Président, dûment autorisé à signer les présentes,  
Adhérent de l'AMTER n° 100276,  
Ci-après désigné sous le terme « l'ADHÉRENT »,

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

**Préambule**

Dans le cadre de la médecine de prévention, instituée par le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale qui a pour mission « de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail », le DÉPARTEMENT DE LA MARNE (l'ADHÉRENT) a fait acte d'adhésion au service de médecine de prévention de l'AMTER par convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles l'ADHÉRENT participe au projet CARDIONUM', mis en œuvre par l'AMTER et décrit à l'article 2 des présentes.

**Article 2 : DESCRIPTION DU PROJET CARDIONUM'**

Le projet CARDIONUM' est un programme expérimental de prévention des risques cardiovasculaires liés à l'activité professionnelle. Ce projet entend réduire le risque cardiovasculaire chez les salariés.

En tant que service de santé au travail interentreprises (SSTI), l'AMTER a décidé de participer à la mise en œuvre du projet CARDIONUM' et de le promouvoir auprès de ses adhérents. Ainsi, les entreprises et collectivités territoriales adhérentes à l'AMTER peuvent s'inscrire pour participer à ce programme en offrant à leurs salariés ou agents, au moment des visites médicales professionnelles périodiques, plusieurs examens complémentaires (ex. électrocardiogramme, dépistage du diabète, ...), donnant ainsi la possibilité de mieux prendre en compte leur santé dans leur activité professionnelle.

La participation des agents de l'ADHÉRENT au programme CARDIONUM' est fondée sur la base du volontariat.

### **Article 3 : ENGAGEMENTS DE L'ADHÉRENT**

**3-1.** L'ADHÉRENT s'engage à faire connaître à ses agents le programme CARDIONUM' et à leur en faciliter l'accès. À l'occasion de la convocation à la visite médicale périodique organisée par l'AMTER, l'ADHÉRENT propose alors à l'agent de participer au dispositif CARDIONUM'.

**3-2.** L'ADHÉRENT transmet par mail la liste des agents volontaires à l'AMTER (liste établie sous format Excel comprenant les nom, prénom et adresse postale de chaque agent volontaire). L'ADHÉRENT s'assure de recueillir le consentement de ses agents pour l'envoi de leurs données personnelles à l'AMTER et à en conserver la preuve.

**3-3.** Tous les mois, l'ADHÉRENT reçoit une facture d'un montant de 15 euros HT par agent volontaire. Les sommes dues au titre de la présente convention seront versées sur présentation des justificatifs de réalisation mentionnés à l'article 4-4.

### **Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'AMTER**

**4-1.** L'agent volontaire, convoqué par l'AMTER, devra signer un document de consentement éclairé devant le professionnel de santé de l'AMTER.

**4-2.** L'agent volontaire devra pré-remplir un questionnaire de santé, puis le finaliser et le valider avec l'aide de l'infirmière santé travail de l'AMTER.

**4-3.** Les mesures médicales sont prises, selon le dispositif décrit en annexe, par le professionnel de santé de l'AMTER lors de la visite médicale de l'agent.

**4-4.** Le recouvrement des sommes dues au titre de la présente convention fera l'objet d'une facture mensuelle après service fait, obligatoirement accompagnée de la liste des agents convoqués et examinés par le médecin de prévention et, le cas échéant, d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

Ces documents doivent être transmis à l'adresse suivante : Département de la Marne - DRHAJ - Service Formation, Gestion des compétences et Vie au travail - 2 bis, rue de Jessaint - 51038 Châlons-en-Champagne Cedex.

**4-5.** L'AMTER s'engage à fournir un bilan annuel de l'étude réalisée sur les agents de l'ADHÉRENT. Ce bilan, anonymisé, ne comporte aucune donnée identifiante.

**4-6.** Les informations transmises dans le cadre des présentes sont susceptibles de comporter des données à caractère personnel. L'AMTER garantit avoir procédé à l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du Règlement général sur la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016, dit « RGPD ») et de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et avoir informé les personnes physiques concernées de l'usage qui est fait des dites données personnelles.

### **Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature et sera renouvelée pour un an par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée par l'une des parties contractantes 3 mois avant son échéance annuelle par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'AMTER et l'ADHÉRENT.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**Article 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

**Article 8 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Les différends qui viendraient à s'élever entre les parties, relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront, en cas d'impossibilité de parvenir à un règlement amiable, soumis à la juridiction territorialement compétente, c'est-à-dire au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui seront remis à chaque partie signataire.

Fait à Châlons-en-Champagne, le .....

Pour l'Association Médicale du Travail  
d'Épernay et sa région

Pour le Département de la Marne,



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Etablissement public de gestion de l'aéroport de Vatry - Rapport annuel 2019

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Dominique LEVEQUE***

L'année 2019 constitue le troisième exercice de l'Etablissement Public de Gestion de l'aéroport de Vatry (EPGAV) ; elle s'inscrit dans la continuité de l'année 2018 avec un contexte économique compliqué.

#### **I - BILAN DE L'EXERCICE 2019**

##### **1 - SUR LE PLAN DE L'EXPLOITATION**

- Le niveau global des activités est en baisse sur cet exercice, excepté l'activité passager (contrat signé avec la compagnie Iberia et la connexion de Paris-Vatry au Hub de Madrid).

##### **2 - SUR LE PLAN FINANCIER - SYNTHÈSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019**

- Résultat d'exploitation de la section de fonctionnement : **+ 169 956.77 €uros** ;
- Résultat de clôture de la section d'exploitation (y compris report du déficit 2018 (- 338 441.08€uros) : **- 168 484.31 €uros** ;
- Résultat de la section d'investissement : **- 312 922.80 €uros** ;
- Résultat de clôture de la section d'investissement après intégration du résultat 2018 report (+ 2 661 878.31 €uros) et des restes à réaliser (- 940 000.00 €uros) : **1 408 955.51 €uros** (à rapprocher des 3M€ de dotation).

## **II - LES PERSPECTIVES 2020**

### **1 – LE BUDGET PRIMITIF 2020** (AVEC REPRISE DES RESULTATS 2019)

En dépenses de fonctionnement : analyse des réalisations 2019, prise en compte de l'activité « Fret à la demande », diminution des charges à caractère général, augmentation des charges de personnel en prévision des recrutements à effectuer et des charges exceptionnelles (accord transactionnel de sortie avec Iberia).

En recettes : accompagnement identique des collectivités partenaires, diminution des majorations perçues au titre des taxes d'aéroport (crise sanitaire), et des ventes de produits et prestations de service (fin du marché Iberia), tout en intégrant les contrats et projets de développement en cours.

En dépenses d'investissement : prise en compte des restes à réaliser de 2019 et reportés en 2020 et des nouvelles réalisations programmées.

En recettes : excédent de la dotation globale du Département et subventions diverses.

NB : Les tarifs 2020 n'ont pas été revalorisés par rapport à l'exercice précédent.

### **2 - GOUVERNANCE – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'élargissement de la gouvernance a permis d'associer, la Communauté Urbaine du Grand Reims, le Conseil départemental de l'Aube et la Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole, à la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne et au Conseil régional, partenaires historiques. Le Conseil départemental dispose toujours de la majorité des sièges.

Le représentant du Président de Troyes Champagne Métropole a précisé le principe de sa participation à la gouvernance de l'Etablissement, mais en qualité d'observateur uniquement, position qui lui confère une voix consultative.

### **Fin anticipée d'un membre du Conseil d'administration**

- Monsieur René-Paul SAVARY est remplacé par Monsieur Cyril LAURENT, son suppléant, au sein de l'assemblée départementale.
- Consécutivement au décès de Madame Chantal CHOUBAT, Madame Sabine GALICHER a été désignée pour siéger au sein des divers organismes et commissions extérieurs.

### **2 - MISE A JOUR DES CONVENTIONS - PROTOCOLES**

Des conventions et/ou protocoles (conventions d'objectifs, L6321-3, d'exploitation, protocoles de gestion de travaux, ....), en lien avec l'exploitation « quotidienne », nécessitent d'être mis à jour. Délégation m'a été donnée afin de signer ces derniers, de manière à pouvoir répondre aux sollicitations dans un délai court. Le protocole d'accord relatif à la gestion des travaux sur l'aire de mouvements de l'aéroport amendé par les parties est porté à votre connaissance en annexe.

### **3 - PRECISIONS APPORTEES QUANT A L'ACTIVITE 2020**

L'ensemble de ces précisions a été apporté par le Directeur de l'EPGAV lors des travaux en commission.

- Le marché concernant les animaux vivants :
  - 10 charters réalisés depuis le 1er janvier 2020, contre 2 en 2019 ; 4 opérations sont prévues d'ici fin 2020 ;
  - Des clients étrangers se tournant de plus en plus vers la France pour la qualité de ses animaux.

Ce créneau est adapté aux aéroports régionaux :

- ▶ Proximité avec les élevages pour limiter les temps de transit et donc le stress des animaux ;
  - ▶ Des producteurs en recherche d'aéroports à forte spécificité cargo avec des équipes expérimentées et des équipements dédiés.
- Signature d'un partenariat en janvier 2020 avec la société FTL-Express (commissionnaire spécialisé en E-COMMERCE) :
    - ▶ Organisation de multiples réunions avec les services des douanes pour la mise en place d'un dédouanement efficace (convention Delta-X, Procédure PDSE – Douane Simplifiée Express, dédouanement sur camion ou container maritime) ;
    - ▶ 1er vol Charter test réalisé le 22 juin 2020 avec 100T de fret en provenance de Chine à destination de la France et de l'Europe ;
    - ▶ Lancement du multimodal avec le dédouanement du 1er container maritime le 30 septembre dernier.

Il est à noter que seuls 2 aéroports sont aujourd'hui capables en France d'accueillir ce flux : CDG et Paris-Vatry.

- L'impact de la crise sanitaire liée à la COVID-19

L'Aéroport a été choisi par le Gouvernement français et des clients privés pour être une plateforme stratégique d'importation de masques et matériel médical, en provenance de Chine.

Entre le 30 mars et le 30 juin 2020 :

- ▶ 89 mouvements d'avions directement lié à la crise sanitaire, dont 75 gros porteurs type B747, An124, An225, A330, B777 ;
- ▶ 5 000T de fret importé en provenance de Chine (Shenzhen, Shanghai, Zhengzhou, Tianjin, Nanjing) ;
- ▶ 48 An-124 de la compagnie Volga opérés en 3 mois dans le cadre de la commande passée par Santé Publique France à GEODIS ;
- ▶ 610 millions de masques importés.

- Une poursuite de la diversification des activités avec la certification CEIV Pharma (fret pharmaceutique) :

- Accompagnement par la société de conseil COLCA MEDICAL dans la cadre de la certification ;
- Promotion des capacités sur Paris-Vatry auprès de l'industrie : laboratoires, transitaires, compagnies aériennes ;
- Préparation de l'aéroport en vue de la logistique mondiale à venir quand le vaccin COVID-19 sortira.

Les actions à mener avant la certification CEIV :

- Rénovations des chambres froides existantes ;
- Mise en place de procédures et politique qualité spécifique ;
- Formations du personnel aux bonnes pratiques de distribution.

Sur la base du rapport présenté et de la discussion qui s'en suivit, la première commission propose, à l'unanimité :

⇒ de prendre acte

- de l'ensemble des éléments présentés dans le rapport du Président et des documents annexés (rapport de fin d'exercice 2019,...) ;
- de la présentation du Compte financier 2019, joint en annexe ;
- de la présentation du Budget Primitif 2020, joint en annexe ;
- de la non modification des statuts de l'EPGAV au regard de la position actuelle de Troyes Champagne Métropole ;

⇒ de désigner les membres (titulaire et suppléant) siégeant au sein du Conseil d'administration de l'Établissement Public de gestion de l'Aéroport de Vatry, à savoir :

• En qualité de titulaires :

- M. Christian BRUYEN
- M. Cyril LAURENT (en remplacement de Monsieur René-Paul SAVARY)
- M. Jean-Louis DEVAUX
- M. Dominique LEVEQUE
- M. Rudy NAMUR
- M. Jean-Marc ROZE
- Mme Frédérique SCHULTHESS
- M. Julien VALENTIN

• En qualité de suppléants :

- Mme Sabine GALICHER (en remplacement de Madame Chantal CHOUBAT)
- M. Philippe SALMON
- Mme Marie-Noëlle GABET
- Mme Dominique DETERM
- M. Vincent VERSTRAETE
- Mme Annie COULON
- M. Thierry BUSSY

⇒ d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous protocoles, conventions, contrats ainsi que tous autres documents relatifs au fonctionnement courant de la plateforme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**



## RAPPORT DE FIN D'EXERCICE 2019 V1

(adopté en application de l'article R.2221-50 du CGCT)

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'activité de la régie au cours de l'exercice 2019 et d'indiquer les mesures qu'il convient de prendre dans l'optique d'améliorer le service rendu.

Dans ce cadre, il expose dans un premier temps un état récapitulatif des activités assurées par l'aéroport dans les domaines du fret, du cargo, des vols passagers et des vols d'entraînement. Il comprend ensuite un état de l'évolution des effectifs au cours de l'année 2019 ainsi que le tableau des effectifs arrêté au 31 Décembre 2019. Enfin, il présente la balance générale de l'exercice 2019.

Le compte financier, établi par le comptable, est annexé au présent rapport ainsi qu'une synthèse de l'activité opérationnelle et financière 2019 ( RMA ).

Sur la base des éléments énoncés préalablement, ce document présente, en conclusion, les différentes mesures à adopter dans l'objectif d'abaisser les prix de revient, d'accroître la productivité, de donner plus de satisfaction aux usagers et, d'une manière générale, de maintenir l'exploitation de la régie au niveau du progrès technique en modernisant les installations et l'organisation de l'établissement.

### I. ACTIVITE DE LA REGIE AU COURS DE L'EXERCICE 2019

#### Fret – cargo

##### Rapport activité cargo 2019

#### I- Tableau de bord

##### TONNAGE FRET au 31 décembre 2019

|                    | 1     | 2    | 3    | 4     | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12   | Total        |
|--------------------|-------|------|------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|--------------|
| <b>2019</b>        | 100   | 34   | 223  | 432   | 164  | 354  | 248  | 75   | 263  | 290  | 262  | 424  | <b>2 869</b> |
| <b>object 2019</b> | 1 320 | 440  | 550  | 1 870 | 385  | 550  | 495  | 495  | 495  | 495  | 550  | 550  | <b>8 195</b> |
| <b>2018</b>        | 1 240 | 419  | 341  | 243   | 161  | 350  | 671  | 284  | 321  | 146  | 397  | 528  | <b>5 101</b> |
| <b>VAR object</b>  | -92%  | -92% | -59% | -77%  | -57% | -36% | -50% | -85% | -47% | -41% | -52% | -23% | -65%         |
| <b>VAR 19/18</b>   | -92%  | -92% | -35% | 78%   | 2%   | 1%   | -63% | -74% | -18% | 99%  | -34% | -20% | -44%         |

##### MOUVEMENTS CARGO au 31 décembre 2019

|                    | 1    | 2    | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12   | Total      |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------------|
| <b>2019</b>        | 5    | 6    | 20   | 27   | 8    | 11   | 12   | 8    | 12   | 11   | 6    | 16   | <b>142</b> |
| <b>object 2019</b> | 35   | 22   | 28   | 59   | 22   | 28   | 31   | 28   | 31   | 33   | 36   | 38   | <b>391</b> |
| <b>2018</b>        | 32   | 14   | 23   | 17   | 24   | 26   | 56   | 37   | 38   | 15   | 31   | 21   | <b>334</b> |
| <b>VAR object</b>  | -86% | -73% | -29% | -54% | -64% | -61% | -61% | -71% | -61% | -67% | -83% | -58% | -64%       |
| <b>VAR 19/18</b>   | -84% | -57% | -13% | 59%  | -67% | -58% | -79% | -78% | -68% | -27% | -81% | -24% | -57%       |

## **II- Commentaires**

2019 fut dans la continuité de 2018 avec une baisse significative des mouvements et du tonnage de fret. Cette situation s'explique par une conjoncture économique mondiale morose et un contexte géopolitique très peu favorable au développement mondial du fret aérien.

IATA tablait sur une croissance du fret mondial en 2019 de 2% seulement quand elle était de 3.5% en 2018 et 9.7% en 2017.

Les raisons principales de cette chute sont la guerre économique entre la Chine et les USA, le Brexit ou encore le protectionnisme des Etats rendant les industriels et acteurs économiques frileux dans leurs échanges mondiaux.

Le secteur du Charter n'a pas été épargné, nous impactant de plein fouet avec des industries tournant au ralenti et des projets cargo parfois reportés.

## **III- Quelques Réussites**

Nous pouvons tout de même souligner quelques belles opérations et des points positifs comme :

- Une série de vols en B767F entre Vatry et l'Angleterre pour le laboratoire GSA dans le cadre d'un pont aérien de fret pharmaceutique.
- Plusieurs charters en An124 pour l'armée française ou encore pour le secteur de l'énergie avec du fret hors gabarit.
- La signature d'un SGHA avec SprintAir en décembre pour le positionnement de Saab-
- La signature d'une convention de partenariat avec FLT-Express en décembre pour le développement à Vatry du fret e-Commerce.
- Des charters sur des marchés de niche comme le fret pharma à température contrôlée avec K&N et des pistes pour l'export d'animaux vivants.

## **Rapport activité Passagers / Vols d'entraînement 2019**

### **I- Tableau de bord et évolution**

**PASSAGERS au 31 décembre 2019**

|                    | 1     | 2     | 3     | 4     | 5     | 6     | 7     | 8     | 9     | 10    | 11    | 12    | Total        |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| <b>2019</b>        | 5381  | 5602  | 6774  | 6865  | 7350  | 7919  | 6593  | 6741  | 6353  | 7086  | 6996  | 7688  | <b>81348</b> |
| <b>object 2019</b> | 4 900 | 4 667 | 5 302 | 6 205 | 6 714 | 6 340 | 6 380 | 6 450 | 6 220 | 5 415 | 5 875 | 5 700 | <b>70168</b> |
| <b>2018</b>        | 4392  | 4205  | 5061  | 5105  | 5666  | 5270  | 3953  | 4933  | 5606  | 5376  | 6020  | 6239  | <b>61826</b> |
| <b>VAR object</b>  | 10%   | 20%   | 26%   | 11%   | 9%    | 25%   | 3%    | 5%    | 2%    | 31%   | 19%   | 35%   | 16%          |
| <b>VAR 19/18</b>   | 23%   | 33%   | 34%   | 34%   | 30%   | 50%   | 67%   | 37%   | 13%   | 32%   | 16%   | 23%   | 32%          |

**MOUVEMENTS COMMERCIAUX PASSAGERS au 31 décembre 2019**

|                    | 1   | 2   | 3    | 4   | 5    | 6    | 7   | 8   | 9   | 10   | 11  | 12   | Total       |
|--------------------|-----|-----|------|-----|------|------|-----|-----|-----|------|-----|------|-------------|
| <b>2019</b>        | 67  | 56  | 52   | 77  | 107  | 127  | 102 | 91  | 119 | 100  | 84  | 105  | <b>1087</b> |
| <b>object 2019</b> | 42  | 39  | 40   | 53  | 53   | 55   | 58  | 58  | 61  | 49   | 48  | 48   | <b>604</b>  |
| <b>2018</b>        | 36  | 44  | 74   | 50  | 80   | 83   | 67  | 65  | 79  | 66   | 90  | 73   | <b>807</b>  |
| <b>VAR object</b>  | 60% | 44% | 30%  | 45% | 102% | 131% | 76% | 57% | 95% | 104% | 75% | 119% | 80%         |
| <b>VAR 19/18</b>   | 86% | 27% | -30% | 54% | 34%  | 53%  | 52% | 40% | 51% | 52%  | -7% | 44%  | 35%         |

**MOUVEMENTS D'ENTRAINEMENT au 31 décembre 2019**

|                    | 1   | 2   | 3    | 4    | 5    | 6   | 7    | 8    | 9    | 10  | 11   | 12   | Total        |
|--------------------|-----|-----|------|------|------|-----|------|------|------|-----|------|------|--------------|
| <b>2019</b>        | 682 | 650 | 523  | 839  | 1038 | 686 | 1092 | 538  | 778  | 708 | 418  | 484  | <b>8436</b>  |
| <b>object 2019</b> | 476 | 421 | 765  | 847  | 750  | 622 | 638  | 632  | 548  | 645 | 416  | 587  | <b>7 347</b> |
| <b>2018</b>        | 466 | 612 | 830  | 1001 | 1526 | 617 | 623  | 678  | 931  | 763 | 677  | 393  | <b>9 117</b> |
| <b>VAR object</b>  | 43% | 54% | -32% | -1%  | 38%  | 10% | 71%  | -15% | 42%  | 10% | 0%   | -18% | 15%          |
| <b>VAR 19/18</b>   | 46% | 6%  | -37% | -16% | -32% | 11% | 75%  | -21% | -16% | -7% | -38% | 23%  | -7%          |

| <b>IBERIA</b>    | <b>MADRID</b> |             |            |              |              |
|------------------|---------------|-------------|------------|--------------|--------------|
|                  | arrivée       | départ      | nb vol     | rempl        | Total        |
| <b>MARS</b>      | 74            | 48          | 2          | 61,0%        | <b>122</b>   |
| <b>AVRIL</b>     | 984           | 1055        | 26         | 78,4%        | <b>2039</b>  |
| <b>MAI</b>       | 1005          | 920         | 26         | 74,0%        | <b>1925</b>  |
| <b>JUIN</b>      | 1123          | 947         | 26         | 79,6%        | <b>2070</b>  |
| <b>JUILLET</b>   | 975           | 1108        | 26         | 80,1%        | <b>2083</b>  |
| <b>AOÛT</b>      | 1092          | 806         | 26         | 73,0%        | <b>1898</b>  |
| <b>SEPTEMBRE</b> | 967           | 857         | 26         | 70,2%        | <b>1824</b>  |
| <b>OCTOBRE</b>   | 931           | 940         | 24         | 78,0%        | <b>1871</b>  |
| <b>NOVEMBRE</b>  | 681           | 524         | 18         | 66,9%        | <b>1205</b>  |
| <b>DECEMBRE</b>  | 634           | 601         | 18         | 68,6%        | <b>1235</b>  |
| <b>Total</b>     | <b>8466</b>   | <b>7806</b> | <b>218</b> | <b>74,6%</b> | <b>16272</b> |
|                  | <b>16272</b>  |             |            |              |              |

Hub Européen Madrid connecté au Top 10 villes suivantes :

**Top 10 :**

- N° 1 : DSS - Dakar, Sénégal (51 dossiers de réservation)**
- N° 2 : OVD - Oviedo, Espagne (40 dossiers de réservation)**
- N° 3 : GRU - Sao Paulo, Brésil (18 dossiers de réservation)**
- N° 4 : LIS - Lisbonne, Portugal (17 dossiers de réservation)**
- N° 5 : OPO - Porto, Portugal (15 dossiers de réservation)**
- N° 6 : RAK - Marrakech, Maroc (14 dossiers de réservation)**
- N° 7 : MEX - Mexico, Mexique et La Coruña, ex aequo (13 dossiers de réservation)**
- N° 8 : SCL -Santiago du Chili, Montevideo et Uruguay ex aequo (11 dossiers de réservation)**

**N° 9** : GRX - Granada, Almeria, SCQ - Saint Jacques de Compostelle, Vigo, ex aequo (**10 dossiers de réservation**)

**N° 10** : ACE - Lanzarote, Espagne (**9 dossiers de réservation**)

L'ensemble des connections réalisées est le suivant :

Joannesbourg – Alger – Buenos Aires – Cochabamba – Santa Cruz de la Sierra – Sao Paulo – Santiago du Chili

Bogota – San José – Lanzarote – malaga – Alicante – Barcelone – Bilbao – San Sebastian – Fuerteventura – Granada – la Coruña – Almeria – Las Palmas – Minorque – Melilla – Oviedo – Pampelune – Palma de Mallorca – Saint Jacques de Compostelle – Santander – Seville – Tenerife – Valence – Vigo – Jerez – Miami – Philadelphie – Athènes – Héraklion – Rome – Venise – Casablanca – Marrakech – Mexico – Panama – Lima – Manille – Lisbonne – Porto – Dakar - Montevideo

Au total, 952 passagers auront utilisé les connections via Madrid, soit 5.9% des passagers totalisés à 16 272.

## **II- Commentaires et faits marquants**

Le premier trimestre 2019 a été dédié à la communication des vols Iberia et du HUB Européen auprès des professionnels du tourisme et des institutionnels afin de préparer le démarrage des vols prévus en Mars 2019.

Une campagne de communication a été menée sur différents médias (Presse, Radios locales, Rame de Tramway à Reims, affichage 4x3)

De leur côté la DT de la Marne et Iberia ont conduit des opérations promotionnelles à Madrid et Espagne.

Le reste de l'année a été dédiée à l'identification de marchés potentiels court terme (Juin à Septembre)

pour servir une demande locale telle que la destination Nice ou Ajaccio. 42 compagnies aériennes ont été contactées mais aucune n'a souhaité se positionner sans financement.

Toutefois, une étude de programme de vols a été étudiée avec le groupe Selectour afin de mettre en place des vols charter sur la haute saison en collaboration avec Deauville.



|                    | Start      | End        | Depart | ETD (GMT) | ETA (GMT) | Arrival | Flight Time (hrs) | Flight Time (dec) | Total rotations | Flight time (hrs) | Flight time (dec) | TotalFlight time (d) |
|--------------------|------------|------------|--------|-----------|-----------|---------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| D1                 | 13/04/2020 | 31/08/2020 | XCR    | 7:00      | 9:20      | ORN     | 02:20             | 2,33              | 21              | 4:45              | 4,75              | 100                  |
|                    |            |            | ORN    | 10:10     | 12:40     | DOL     | 02:30             | 2,50              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 13/04/2020 | 31/08/2020 | DOL    | 13:30     | 15:50     | ORN     | 02:20             | 2,33              | 21              | 4:50              | 4,83              | 101                  |
|                    |            |            | ORN    | 16:40     | 19:05     | XCR     | 02:25             | 2,42              |                 |                   |                   |                      |
| D2                 | 14/04/2020 | 01/09/2020 | XCR    | 7:00      | 9:15      | OPO     | 02:15             | 2,25              | 21              | 4:25              | 4,42              | 93                   |
|                    |            |            | OPO    | 10:05     | 12:05     | DOL     | 02:00             | 2,00              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 14/04/2020 | 01/09/2020 | DOL    | 12:55     | 14:55     | OPO     | 02:00             | 2,00              | 21              | 4:00              | 4,00              | 84                   |
|                    |            |            | OPO    | 15:45     | 17:55     | XCR     | 02:10             | 2,17              |                 |                   |                   |                      |
| D3                 | 15/04/2020 | 02/09/2020 | XCR    | 7:00      | 9:40      | TTU     | 02:40             | 2,67              | 21              | 5:10              | 5,17              | 109                  |
|                    |            |            | TTU    | 10:30     | 13:00     | DOL     | 02:30             | 2,50              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 15/04/2020 | 02/09/2020 | DOL    | 13:50     | 16:20     | TTU     | 02:30             | 2,50              | 21              | 5:00              | 5,00              | 105                  |
|                    |            |            | TTU    | 17:10     | 19:40     | XCR     | 02:30             | 2,50              |                 |                   |                   |                      |
| D4                 | 16/04/2020 | 03/09/2020 | XCR    | 7:00      | 8:20      | NCE     | 01:20             | 1,33              | 21              | 2:40              | 2,66              | 56                   |
|                    |            |            | NCE    | 9:10      | 11:00     | BES     | 01:55             | 1,58              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 16/04/2020 | 03/09/2020 | BES    | 11:50     | 13:45     | NCE     | 01:55             | 1,58              | 21              | 3:50              | 3,16              | 66                   |
|                    |            |            | NCE    | 14:35     | 16:55     | XCR     | 01:20             | 1,33              |                 |                   |                   |                      |
| D5                 | 17/04/2020 | 04/09/2020 | XCR    | 5:00      | 7:15      | PMO     | 02:15             | 2,25              | 21              | 4:30              | 4,50              | 95                   |
|                    |            |            | PMO    | 8:05      | 10:15     | TLS     | 02:10             | 2,67              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 17/04/2020 | 04/09/2020 | TLS    | 11:05     | 13:15     | PMO     | 02:10             | 2,25              | 21              | 3:45              | 3,83              | 80                   |
|                    |            |            | PMO    | 14:05     | 16:03     | MLH     | 01:58             | 2,67              |                 |                   |                   |                      |
|                    |            |            | MLH    | 16:55     | 18:53     | PMO     | 01:58             | 2,50              |                 |                   |                   |                      |
|                    |            |            | PMO    | 19:45     | 22:00     | XCR     | 02:15             | 2,25              |                 |                   |                   |                      |
| D6                 | 18/04/2020 | 05/09/2020 | XCR    | 7:00      | 8:35      | AJA     | 01:35             | 1,58              | 21              | 3:10              | 3,16              | 66                   |
|                    |            |            | AJA    | 9:25      | 11:15     | DOL     | 01:50             | 1,83              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 18/04/2020 | 05/09/2020 | DOL    | 12:05     | 13:55     | AJA     | 01:50             | 1,83              | 21              | 3:40              | 3,66              | 77                   |
|                    |            |            | AJA    | 14:45     | 16:20     | XCR     | 01:35             | 1,58              |                 |                   |                   |                      |
| D7                 | 19/04/2020 | 06/09/2020 | XCR    | 7:00      | 8:20      | NCE     | 01:20             | 1,33              | 21              | 2:40              | 2,66              | 56                   |
|                    |            |            | NCE    | 9:10      | 11:00     | BES     | 01:55             | 1,58              |                 |                   |                   |                      |
|                    | 19/04/2020 | 06/09/2020 | BES    | 11:50     | 13:45     | NCE     | 01:55             | 1,58              | 21              | 3:50              | 3,16              | 66                   |
|                    |            |            | NCE    | 14:35     | 16:55     | XCR     | 01:20             | 1,33              |                 |                   |                   |                      |
| <b>Total Weeks</b> | <b>21</b>  |            |        |           |           |         |                   |                   | <b>315</b>      |                   | <b>60,13</b>      | <b>1263</b>          |

Le programme de vol répondait à la demande locale ainsi qu'à la demande ethnique Algérienne et Portugaise de l'Aéroport de Deauville. Ce projet, qui représentait 315 vols pour 1263 heures de vol été abandonné du fait de la faillite de la compagnie Aigle Azur qui devait être partie prenante. Le groupe Selectour n'a pas souhaité prendre le risque financier de 7M€.

La fin de l'année marque également le début des négociations avec la compagnie low-cost Ryanair présente à Paris-Vatry depuis 2008. Fin 2019 Une réflexion sur un nouveau format d'appel d'offre dit « à bon de commande » a été menée.

Services de maintenance aéronautique :

Depuis Avril 2019, une large prospection Européenne a été menée pour la commercialisation du Hangar de maintenance auprès d'ateliers spécialisés. Ceci a permis à l'EPGAV de constater ce qui était mis en place sur ce marché permettant ainsi de faire un benchmark des tarifications pratiquées.

Enfin, nous pouvons constater que les vols d'entraînement ont atteint un niveau moyen de 703 mouvements par mois pour atteindre 8 436 mouvements. Un léger recul de -7% par rapport à 2018.

## II. MESURES A ADOPTER DANS LE CADRE DE L'AMELIORATION DU SERVICE RENDU

Partant des éléments exposés dans le paragraphe précédent, dans le cadre de l'amélioration du service rendu, il convient de prendre les mesures suivantes :

### Aux fins d'abaisser les prix de revient :

**Concernant le marché Ibéria**, malgré un taux de remplissage satisfaisant, après un an de fonctionnement, le modèle économique privilégié avec la compagnie Iberia ne donne pas satisfaction et le coût par passager reste trop élevé. Un accord transactionnel est conclu en Janvier 2020 pour un arrêt des vols en Mars 2020.

Dans un projet de remise en place de lignes régulières, il convient de rechercher de nouveaux modèles de fonctionnement qui autoriseraient une régulation des tarifs, intégrant les avantages liés à l'utilisation de la plateforme et, ou en cas de connexion à un hub européen une plus juste redistribution des revenus.

**Concernant Ryanair**, les lignes opérées (Porto, Marrakech et Fès) sont destinées à un segment de marché émissif.

Les remplissages sont de 90% en moyenne et l'EPGAV contribue au financement de ces vols. Le modèle Ryanair reste lui pérenne avec un coût par passager que l'on peut considérer plutôt raisonnable.

### Garder le marché à bon de commande :

Le marché public actuel entre l'EPGAV et Ryanair est un marché dit « à bon de commande ». L'avantage de ce marché est qu'il peut être régulé en fonction de la capacité financière de L'EPGAV tout au long de la période contractuelle.

Si nous devons faire face à deuxième vague de Covid, nous aurions la possibilité de ne pas passer de commande pour la saison hiver. Si le bon de commande est passé, l'EPGAV financerait des vols sans garantie que ces vols se remplissent et ne puissent être opérés.

### Aux fins d'accroître la productivité :

Les points ci-dessous faisaient partie d'un plan d'accroissement de productivité en 2019 et s'ils n'ont pu aboutir totalement ils restent d'actualité pour 2020

- Optimisation de la compatibilité de nos logiciels de gestion-comptable et exploitation.
- Mise en œuvre d'une comptabilité analytique.
- Mise en place de SLA ( service level agreement ) avec les compagnies clientes et multiplication des audits qualité durant le traitement des vols pour contribuer à l'accroissement de la satisfaction des voyageurs.
- Poursuite de notre travail en vue d'obtenir la certification CEIV délivrée par IATA, label exigé par les opérateurs de fret aérien pharmaceutique pour maintenir l'exploitation au niveau du progrès technique en modernisant les installations et l'organisation
- En vue d'investir dans la remise à niveau de nos 2500 m2 de chambres froides, préparation du lancement d'un marché.

-Construction aérogare de maintenance dans le cadre du CRSD afin de permettre le positionnement de compagnies aériennes à Vatry. Commercialisation du hangar de maintenance cette année pour mise en service à l'été 2020.

-Mise en place de KPI ( key performance indicators )

### **En conclusion**

Il est essentiel de repartir dans une dynamique de reconquête de marchés par des actions commerciales ciblées intégrant l'ensemble des atouts de la plateforme de Vatry et de sa capacité de plateforme multimodale.

Si l'action commerciale reste le moteur de la redynamisation, le développement doit être accompagné par une mesure constante de la qualité, une maîtrise et un suivi de ses coûts.

### **Le passager**

Compte tenu du contexte sur le marché, il est estimé que 40% du nombre total des avions ne seront pas opérationnels en 2020 du fait de la réduction des programmes de vol. Un dispatch de l'offre aérienne est en train de s'opérer au rang mondial et nous aurons à réfléchir sur le positionnement de Vatry dans ce cadre.

### **La maintenance**

L'année 2019 a également marquée par la commercialisation de notre future aérogare de maintenance et de stockage avion. La croissance du marché aérien mondial étant ce qu'elle Vatry semblait en capacité de motiver les sociétés de maintenance avion comme les sous-traitants de constructeurs aéronautiques.

L'accord passé en Juin 2020 avec la société Tarmac N°1 Européen du stockage d'aéronefs et N°1 Mondial du recyclage vert d'aéronef l'a confirmé. L'élargissement de l'offre de service de Vatry est un incontournable pour susciter l'intérêt de l'industrie à la plateforme de Vatry.

### **Le Fret**

-Identifier des axes de spécialisation et d'investissement futurs à l'instar du CEIV Pharma, rampe pour AVI (animaux vivants) ... Au-delà de la volonté de capter des nouveaux marchés sur le fret pharmaceutique et animaux vivants, les investissements permettront de renforcer notre expertise dans le traitement de ces produits spécifiques, apporter de la valeur ajoutée à la chaîne logistique et rassurer les principaux faiseurs. Par exemple l'acquisition d'une rampe de chargement pour animaux vivants (cochons, moutons, chèvres) est en étude, pour nous permettre de charger les boxes à l'intérieur de notre entrepôt quand aujourd'hui les chargements se font en extérieur et sont donc soumis aux aléas climatiques. Le bien-être animal étant essentiel, pouvoir charger les animaux en intérieur est un réel argument commercial auprès des producteurs. Le marché de l'export de cochons vers la Chine est un marché très porteur en raison de la crise sanitaire liée à la fièvre porcine en Chine où le cheptel porcin est à reconstruire. Plusieurs charters sont prévus au départ de Vatry en 2020.

-Investiguer les opportunités d'implantation de centres de distribution et démarcher les sociétés de e-Commerce et intégrateurs.

L'activité de fret e-commerce est ce qui porte vers le haut le secteur du fret aérien avec une croissance annuel à 2 chiffres quand le fret dit classique est annoncé avec une croissance de seulement 2% selon l'IATA (association internationale du transport aérien). Le fret e-Commerce est particulièrement intéressant puisque les volumes sont tels qu'ils justifient à eux seuls la mise en place de nouvelles lignes aériennes cargo et cela dans les deux sens. Même si l'import reste majoritaire, l'export de la France vers la chine est en croissance constante.

L'objectif du partenariat avec FTL-Express est l'implantation et le développement sur Vatry des opérations d'importations et d'exportations de marchandises e-commerce. L'objectif se fera par étape avec en premier lieu la mise en place de vols tests, puis des vols charters pendant la saison haute (dernier trimestre 2020) et enfin la mise en place de vols réguliers pouvant commencer par 1 à 2 vols par semaine selon les estimations. -L'Aéroport de Vatry manque de visibilité auprès du marché chinois, c'est pourquoi le partenariat prévoit également l'ouverture d'un bureau « Aéroport Paris-Vatry » à Hangzhou dans les locaux de FTL-Express. Ce bureau permettra de réaliser des actions de communication et marketing localement.

-Intégrer Vatry dans le label « Route de la soie » qui est très important du point de vue des chinois. En France, LYS Lyon et CHR CHATEAUROUX ont ce label.

-Travail de fond avec les chargeurs et transitaires pour intégrer Vatry dans leur supply chain afin de créer une connectivité route. Le but de générer un flux qui justifiera la mise en place d'une ligne aérienne régulière ou d'un schéma de vols camionnés avec à Vatry la réception du fret, la sécurisation et la palettisation sur palettes avions avant de repartir sur des hubs européens. Créer et développer des offres de solutions clé en main, des nouveaux services logistiques, incluant le camion.

Maintenir et développer notre présence sur les réseaux sociaux et sur les salons et évènements cargo. Continuer à aller rendre visites à nos clients (compagnies, transitaires, chargeurs) et aux prospects en France et à l'étranger.

Modernisation des outils informatiques pour être plus efficace et se donner plus de visibilité : remplacement du system de gestion du fret, refonte du site internet en intégrant des prestations pour les transitaires (douanes et LTA en déporté). Intégration au CIN qui est une plateforme internet permettant de dématérialiser nos échanges avec la Douane, de générer des statistiques cargo mais également d'assurer un suivi digitalisé des expéditions entre les utilisateurs.

Se démarquer des aéroports en France en se positionnant comme un aéroport innovant et orienté « New Tech ». L'avenir des échanges sera basé sur la data et pour faire face aux changements à venir dans le fret aérien, les aéroports en Europe fédèrent des communautés autour d'eux et créent des systèmes/process pour faciliter la communication et les échanges de données en temps réel. Bruxelles par exemple avec leur plateforme Brucargo Cloud, adopté ensuite par Liège. Idem pour Frankfort qui investit dans les nouvelles technologies pour accroître sa compétitivité. L'avenir du fret aérien sera marqué par l'avènement et la normalisation des drones cargo, technologies qui permettra de connecter des sites logistiques ultra rapidement et de façon plus verte.

**Evolution et état des effectifs**

**Balance générale**



**Etablissement Public de Gestion de  
L'AEROPORT DE VATRY  
Agence Comptable**

**COMPTE DE GESTION  
Budget EPIC de VATRY  
Exercice 2019**  
présenté par l'Agent comptable  
Madame Virginie CLOSQUINET

**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section d'investissement dépenses**

| Compte       | Libellé  | EXECUTION                 |              |                          | PREVISIONS          |                    |                     |
|--------------|--|---------------------------|--------------|--------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
|              |  | Montant Brut des Dépenses | Reversements | Montant Net des Dépenses | Ouverts             | Ordres Budgétaires | Non Employés        |
| 10           | CAPITAL ET RESERVES                                |                           |              |                          | 1 355 700,00        |                    | 1 355 700,00        |
| 1021         | Dotation   |                           |              |                          | 1 355 700,00        |                    | 1 355 700,00        |
| 16           | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                      | 250,00                    |              | 250,00                   | 500,00              |                    | 250,00              |
| 165          | Dépôts et cautionnements reçus                     | 250,00                    |              | 250,00                   | 500,00              |                    | 250,00              |
| 20           | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                      | 54 072,82                 |              | 54 072,82                | 70 630,00           |                    | 16 557,18           |
| 2031         | Frais d'études                                     | 10 907,63                 |              | 10 907,63                | 18 980,00           |                    | 8 072,37            |
| 2051         | Concession et droits assimilés                     | 43 165,19                 |              | 43 165,19                | 51 650,00           |                    | 8 484,81            |
| 21           | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                        | 297 946,79                |              | 297 946,79               | 1 225 600,00        |                    | 927 653,21          |
| 2135         | Installations générales, agencements, aménagements | 147 817,78                |              | 147 817,78               | 952 710,00          |                    | 804 892,22          |
| 2154         | Matériel industriel                                |                           |              |                          | 80 000,00           |                    | 80 000,00           |
| 2182         | Matériel de transport                              | 4 392,08                  |              | 4 392,08                 |                     |                    | -4 392,08           |
| 2183         | Matériel de bureau et matériel informatique        | 17 129,80                 |              | 17 129,80                | 33 100,00           |                    | 15 970,20           |
| 2184         | Mobilier   | 988,43                    |              | 988,43                   |                     |                    | -988,43             |
| 2188         | Matériels divers                                   | 127 618,70                |              | 127 618,70               | 159 790,00          |                    | 32 171,30           |
| 23           | IMMOBILISATIONS EN COURS                           |                           |              |                          | 50 000,00           |                    | 50 000,00           |
| 238          | Avances et acomptes versés sur commandes d'immo    |                           |              |                          | 50 000,00           |                    | 50 000,00           |
| 041          | Opérations patrimoniales                           |                           |              |                          | 50 000,00           |                    | 50 000,00           |
| 041-2135     | Installations générales, agencements, aménagements |                           |              |                          | 50 000,00           |                    | 50 000,00           |
| <b>Total</b> |  | <b>352 269,61</b>         |              | <b>352 269,61</b>        | <b>2 752 430,00</b> |                    | <b>2 400 160,39</b> |

**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section d'investissement recettes**

| Compte       | Libellé   | EXECUTION                    |             |                          | PREVISIONS       |             |                  |
|--------------|---|------------------------------|-------------|--------------------------|------------------|-------------|------------------|
|              |   | Montant Brut Titres Recettes | Annulations | Montant Net des Recettes | Prévisions       | Plus Values | Moins Values     |
| 16           | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                       |                              |             |                          | 551,69           |             | 551,69           |
| 040          | Operations d'ordre de transfert entre sections      | 39 346,81                    |             | 39 346,81                | 40 000,00        |             | 653,19           |
| 040-28051    | Amortissement concession, droit brev et             | 8 056,93                     |             | 8 056,93                 | 8 200,00         |             | 143,07           |
| 040-28135    | Amortissement fiscal agencement, aménagement des co | 2 034,42                     |             | 2 034,42                 | 2 100,00         |             | 65,58            |
| 040-28153    |   | 1 985,00                     |             | 1 986,00                 | 2 000,00         |             | 14,00            |
| 040-28154    | Amortissement Matériel industriel                   | 11 829,96                    |             | 11 829,96                | 12 000,00        |             | 170,04           |
| 040-28182    | Amortissement Matériel de transport                 | 5 045,03                     |             | 5 045,03                 | 5 100,00         |             | 54,97            |
| 040-28183    | Amortissement Matériel bureau et informatique       | 8 015,53                     |             | 8 016,53                 | 7 500,00         | 516,53      |                  |
| 040-28184    | Amortissement mobilier                              | 700,95                       |             | 700,95                   | 800,00           |             | 99,05            |
| 040-28188    | Amortissement autres                                | 1 675,99                     |             | 1 676,99                 | 2 300,00         |             | 623,01           |
| 041          | Opérations patrimoniales                            |                              |             |                          | 50 000,00        |             | 50 000,00        |
| 041-238      | Avances et acomptes versés sur commandes d'immo     |                              |             |                          | 50 000,00        |             | 50 000,00        |
| <b>Total</b> |   | <b>39 346,81</b>             |             | <b>39 346,81</b>         | <b>90 551,69</b> |             | <b>51 204,88</b> |



**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section de fonctionnement dépenses**

| Compte     | Libellé  | EXECUTION                 |              |                          | PREVISIONS   |                    |              |
|------------|--|---------------------------|--------------|--------------------------|--------------|--------------------|--------------|
|            |  | Montant Brut des Dépenses | Reversements | Montant Net des Dépenses | Ouverts      | Ordres Budgétaires | Non Employés |
| 65         | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 660,00                    |              | 660,00                   | 5 000,00     |                    | 4 340,00     |
| 651        | Redevances pour concessions, brevets, licences, ma | 660,00                    |              | 660,00                   |              |                    | -660,00      |
| 658        | Diverses autres charges                            |                           |              |                          | 5 000,00     |                    | 5 000,00     |
| 66         | CHARGES FINANCIERES                                |                           |              |                          | 558,92       |                    | 558,92       |
| 6688       | Autres charges financières                         |                           |              |                          | 558,92       |                    | 558,92       |
| 67         | CHARGES EXCEPTIONNEL                               | 8 798,02                  |              | 8 798,02                 | 12 000,00    |                    | 3 201,98     |
| 6712       | Pénalités, amendes fiscales et pénales             | 2 850,00                  |              | 2 850,00                 |              |                    | -2 850,00    |
| 6718       | Autres charges exceptionnelles sur opérations de g | 150,99                    |              | 150,99                   |              |                    | -150,99      |
| 673        | Titres annulés s/ ex antérieurs                    | 5 797,03                  |              | 5 797,03                 | 12 000,00    |                    | 6 202,97     |
| 011        | Charges générales                                  | 4 639 079,70              | 293 004,06   | 4 346 075,64             | 7 321 000,00 |                    | 2 974 924,36 |
| 011-601    |  | 23 400,00                 |              | 23 400,00                | 14 000,00    |                    | -9 400,00    |
| 011-6021   | Matières consommables                              |                           |              |                          | 10 000,00    |                    | 10 000,00    |
| 011-6022   | fournitures consommables                           | 9 563,09                  |              | 9 563,09                 | 52 000,00    |                    | 42 436,91    |
| 011-604    | Achats d'études et prestations de services         | 59 991,59                 |              | 59 991,59                | 3 003 400,00 |                    | 2 943 408,41 |
| 011-6061   | Fournitures non stockables (eau, énergie)          | 419 036,29                | 5 615,07     | 413 421,22               | 388 000,00   |                    | -25 421,22   |
| 011-6063   | Fournitures d'entretien et de petit équipement     | 106 799,59                | 219,98       | 106 579,61               | 67 400,00    |                    | -39 179,61   |
| 011-6064   | Fournitures administratives                        | 3 305,01                  | 1 149,92     | 2 155,09                 | 10 000,00    |                    | 7 844,91     |
| 011-6066   | Carburants   | 28 380,77                 |              | 28 380,77                | 11 000,00    |                    | -17 380,77   |
| 011-6068   | Autres matières et fournitures non stockées        | 74 558,55                 |              | 74 558,55                | 31 500,00    |                    | -43 058,55   |
| 011-611    | Sous-traitance générale                            | 934 813,99                | 153 747,24   | 781 066,75               | 650 000,00   |                    | -131 066,75  |
| 011-6122   | Credit-bail mobilier                               | 96 403,24                 |              | 96 403,24                | 96 800,00    |                    | 396,76       |
| 011-6135   | Locations mobilières                               | 225 162,28                | 30 892,00    | 194 270,28               | 202 200,00   |                    | 7 929,72     |
| 011-613700 | Redevance forfait dp                               | 5 193,27                  |              | 5 193,27                 |              |                    | -5 193,27    |
| 011-61521  |  | 107 886,64                | 2,94         | 107 883,70               | 89 100,00    |                    | -18 783,70   |
| 011-61523  |  | 43 713,20                 |              | 43 713,20                | 118 200,00   |                    | 74 486,80    |
| 011-61551  | Matériel roulant                                   | 49 544,59                 |              | 49 544,59                | 37 000,00    |                    | -12 544,59   |
| 011-61558  | Autres biens mobiliers                             | 74 795,83                 |              | 74 795,83                | 70 100,00    |                    | -4 695,83    |
| 011-6156   | Maintenance  | 85 931,89                 |              | 85 931,89                | 75 600,00    |                    | -10 331,89   |
| 011-6161   | Multisiques  | 40 767,00                 |              | 40 767,00                | 40 600,00    |                    | -167,00      |

**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section de fonctionnement dépenses**

| Compte     | Libellé   | EXECUTION                 |              |                          | PREVISIONS   |                    |              |
|------------|---|---------------------------|--------------|--------------------------|--------------|--------------------|--------------|
|            |   | Montant Brut des Dépenses | Reversements | Montant Net des Dépenses | Ouverts      | Ordres Budgétaires | Non Employés |
| 011-6162   | Assurance obligatoire - dommage-construction      | 23 980,00                 |              | 23 980,00                |              |                    | -23 980,00   |
| 011-6168   | Autres assurances                                 | 14 792,71                 |              | 14 792,71                | 49 400,00    |                    | 34 607,29    |
| 011-617    | Etudes et recherches                              | 460,00                    |              | 400,00                   | 32 000,00    |                    | 31 600,00    |
| 011-618    | Divers  | 193 372,39                | 20,00        | 193 352,39               | 123 100,00   |                    | -70 252,39   |
| 011-6226   | Honoraires  | 139 115,58                | 8 352,00     | 130 763,58               | 81 800,00    |                    | -48 963,58   |
| 011-6228   | Divers  | 720,00                    |              | 720,00                   | 54 600,00    |                    | 53 880,00    |
| 011-6231   | Annonces et insertions                            | 66 215,56                 |              | 66 215,56                | 61 100,00    |                    | -5 115,56    |
| 011-6233   | Foires et expositions                             | 56 747,57                 | 285,00       | 56 462,57                | 72 500,00    |                    | 16 037,43    |
| 011-6236   | Catalogues et imprimés                            | 4 599,88                  |              | 4 599,88                 | 9 500,00     |                    | 4 940,12     |
| 011-6237   | Publications                                      | 1 080 525,00              | 73 001,00    | 1 007 524,00             | 1 000 000,00 |                    | -7 524,00    |
| 011-6238   | Divers  | 12 483,39                 |              | 12 483,39                | 34 400,00    |                    | 21 916,61    |
| 011-6241   | Transports sur achats                             | 506,15                    |              | 506,15                   | 1 000,00     |                    | 493,85       |
| 011-6247   | Transports appro Kerosene                         | 55 129,99                 | 14 478,24    | 40 651,75                | 70 000,00    |                    | 29 348,25    |
| 011-6248   | Divers  | 1 632,00                  |              | 1 632,00                 | 104 000,00   |                    | 102 368,00   |
| 011-6251   | Voyages et déplacements du personnel              | 26 306,05                 | 2 370,75     | 23 935,30                | 43 900,00    |                    | 19 964,70    |
| 011-6256   | Missions  | 23 865,68                 | 147,00       | 23 718,68                | 44 200,00    |                    | 20 481,32    |
| 011-6257   | Réceptions  | 17 829,36                 | 1 812,59     | 16 016,77                | 30 000,00    |                    | 13 983,23    |
| 011-6261   | Frais d'affranchisse                              | 5 562,67                  |              | 5 562,67                 | 7 000,00     |                    | 1 437,33     |
| 011-6262   | Frais de télécommuni                              | 30 993,32                 | 135,92       | 30 857,40                | 29 600,00    |                    | -1 257,40    |
| 011-627    | Services bancaires et assimilés                   | 788,14                    | 32,02        | 756,12                   | 2 000,00     |                    | 1 243,88     |
| 011-6281   | Concours divers                                   | 9 984,00                  |              | 9 984,00                 | 11 500,00    |                    | 1 516,00     |
| 011-6288   | Autres prestations extérieures diverses (recy)lgo | 7 438,43                  | 742,39       | 6 696,04                 | 9 500,00     |                    | 2 803,96     |
| 011-635111 | Contrib. économique territoriale - CFE            | 449 940,00                |              | 449 940,00               | 443 000,00   |                    | -6 940,00    |
| 011-635112 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises  | 13 358,00                 |              | 13 358,00                | 20 000,00    |                    | 6 642,00     |
| 011-6358   | Autres droits                                     | 13 587,01                 |              | 13 587,01                | 20 000,00    |                    | 6 412,99     |
| 012        | Charges de personnel et frais assimilés           | 4 470 382,33              | 21 392,70    | 4 448 989,63             | 4 610 000,00 |                    | 161 010,37   |
| 012-6211   | Personnel interimaire                             | 88 351,57                 | 5 495,17     | 82 856,40                | 115 000,00   |                    | 32 143,60    |
| 012-6218   | Autre personnel extérieur                         | 14 907,56                 | 14 907,56    |                          | 10 600,00    |                    | 10 600,00    |
| 012-6311   | Taxe sur les salaires                             | 57 471,00                 |              | 57 471,00                | 63 500,00    |                    | 6 029,00     |

**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section de fonctionnement dépenses**

| Compte       | Libellé  | EXECUTION                 |                   |                          | PREVISIONS           |                    |                     |
|--------------|--|---------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|--------------------|---------------------|
|              |  | Montant Brut des Dépenses | Reversements      | Montant Net des Dépenses | Ouverts              | Ordres Budgétaires | Non Employés        |
| 012-6333     | Participation des employeurs à la formation profés | 51 930,54                 |                   | 51 930,54                | 28 900,00            |                    | -23 030,54          |
| 012-6334     | Participation des employeurs à l'effort de cons    | 10 979,00                 |                   | 10 979,00                | 11 300,00            |                    | 321,00              |
| 012-6335     | Versements libératoires ouvrant droit à l'exoné    | 18 650,00                 |                   | 18 650,00                | 18 700,00            |                    | 50,00               |
| 012-6336     | COTISAT CNFPT                                      | 3 209,79                  |                   | 3 209,79                 | 2 300,00             |                    | -909,79             |
| 012-6411     | Traitements, salaires et appointements             | 2 964 068,43              |                   | 2 964 068,43             | 3 021 100,00         |                    | 57 031,57           |
| 012-6451     | Cotisations d'assurance maladie                    | 732 709,00                |                   | 732 709,00               | 716 300,00           |                    | -16 409,00          |
| 012-6452     | Cotisations aux mutuelles                          | 120 856,87                | 763,07            | 120 093,80               | 129 700,00           |                    | 9 606,20            |
| 012-6453     | Cotisations aux caisses de retraites et de pension | 184 486,09                |                   | 184 486,09               | 275 500,00           |                    | 91 013,91           |
| 012-6454     | Cotisations à Pôle emploi                          | 108 292,00                |                   | 108 292,00               | 106 900,00           |                    | -1 392,00           |
| 012-6472     | Versements aux comités d'entreprise et d'éta       | 23 762,99                 |                   | 23 762,99                | 20 000,00            |                    | -3 762,99           |
| 012-6475     | Médecine du travail, pharmacie                     | 10 645,99                 | 226,90            | 10 419,09                | 13 000,00            |                    | 2 580,91            |
| 012-648      | Autres charges de personnel                        | 80 061,50                 |                   | 80 061,50                | 77 200,00            |                    | -2 861,50           |
| 042          | Opérations d'ordre de transfert entre sections     | 39 346,81                 |                   | 39 346,81                | 40 000,00            |                    | 653,19              |
| 042-6811     | Dotations aux amortissements sur immobilisations i | 39 346,81                 |                   | 39 346,81                | 40 000,00            |                    | 653,19              |
| <b>Total</b> |  | <b>9 158 266,86</b>       | <b>314 396,76</b> | <b>8 843 870,10</b>      | <b>11 988 558,92</b> |                    | <b>3 144 688,82</b> |

**ETAT DE REALISATION DES OPERATIONS**  
**Section de fonctionnement recettes**

| Compte       | Libellé  | EXECUTION                    |                   |                          | PREVISIONS           |                   |                     |
|--------------|--|------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
|              |  | Montant Brut Titres Recettes | Annulations       | Montant Net des Recettes | Prévisions           | Plus Values       | Moins Values        |
| 70           | VALEURS DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERV | 2 972 594,58                 | 84 822,88         | 2 887 771,70             | 6 467 400,00         |                   | 3 579 628,30        |
| 706          | Prestations de services                            | 2 915 118,99                 | 84 681,10         | 2 830 437,89             | 6 403 100,00         |                   | 3 572 662,11        |
| 707          | Ventes de marchandises                             | 185,00                       |                   | 185,00                   |                      | 185,00            |                     |
| 7083         | Locations diverses                                 | 37 233,34                    |                   | 37 233,34                | 45 000,00            |                   | 7 766,66            |
| 7084         | Mise à disposition de personnel facturé            | 9 086,05                     |                   | 9 086,05                 | 11 000,00            |                   | 1 913,95            |
| 7088         | Autres produits d'activités annexes                | 10 971,20                    | 141,78            | 10 829,42                | 8 300,00             | 2 529,42          |                     |
| 74           | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION                         | 5 764 235,89                 | 482 200,00        | 5 282 035,89             | 5 311 300,00         |                   | 29 264,11           |
| 74           | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT                      | 5 764 235,89                 | 482 200,00        | 5 282 035,89             | 5 311 300,00         |                   | 29 264,11           |
| 77           | Autres produits exceptionnels                      | 650 566,32                   | 0,15              | 650 566,17               | 302 400,00           | 348 166,17        |                     |
| 771          | produit exceptionnel sur op de gestion             | 582 551,43                   |                   | 582 551,43               | 273 000,00           | 309 551,43        |                     |
| 773          | Mandats annulés sur exercices antérieurs           | 19 877,46                    |                   | 19 847,46                | 1 000,00             | 18 847,46         |                     |
| 778          | Autres produits exceptionnels                      | 48 167,43                    | 0,15              | 48 167,28                | 28 400,00            | 19 767,28         |                     |
| 013          | Atténuations de charges                            | 193 623,31                   | 170,20            | 193 453,11               | 245 900,00           |                   | 52 446,89           |
| 013-641900   | REMB/ Rémunérations du personnel                   | 37 778,38                    |                   | 37 778,38                | 76 000,00            |                   | 38 221,62           |
| 013-64191    | Remboursement CICE 2016                            | 123 677,00                   |                   | 123 677,00               | 127 000,00           |                   | 3 323,00            |
| 013-64198    | Charge de personnel, Autres remboursements         | 16 168,66                    | 170,20            | 15 998,46                | 9 900,00             | 6 098,46          |                     |
| 013-645900   | REMB/ Charges rémunération de personnel            | 15 999,27                    |                   | 15 999,27                | 33 000,00            |                   | 17 000,73           |
| <b>Total</b> |  | <b>9 581 020,10</b>          | <b>567 193,23</b> | <b>9 013 826,87</b>      | <b>12 327 000,00</b> | <b>348 166,17</b> | <b>3 661 339,30</b> |

**RESULTATS BUDGETAIRES**

|                                       | SECTION INVESTISSEMENT | SECTION FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|
| <b>RECETTES</b>                       |                        |                        |                    |
| Prévisions budgétaires totales (a)    | 90 551,69              | 12 327 000,00          | 12 417 551,69      |
| Titres de recettes émis (b)           | 39 346,81              | 9 581 020,10           | 9 620 366,91       |
| Annulations de titres (c)             | 0,00                   | 567 193,23             | 567 193,23         |
| Recettes nettes (d=b-c)               | 39 346,81              | 9 013 826,87           | 9 053 173,68       |
| <b>DEPENSES</b>                       |                        |                        |                    |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 2 752 430,00           | 11 988 558,92          | 14 740 988,92      |
| Mandats émis (f)                      | 352 269,61             | 9 158 266,86           | 9 510 536,47       |
| Reversements de mandats (g)           | 0,00                   | 314 396,76             | 314 396,76         |
| Dépenses nettes (h=f-g)               | 352 269,61             | 8 843 870,10           | 9 196 139,71       |
| <b>RESULTATS DE L'EXERCICE</b>        |                        |                        |                    |
| Excédent (d-h)                        | 0,00                   | 169 956,77             | 0,00               |
| Déficit (h-d)                         | 312 922,80             | 0,00                   | 142 966,03         |
| <b>RESULTATS REPORTES</b>             | 2 661 878,31           | -338 441,08            | 2 323 437,23       |

**RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES**

|  | 1<br>RESULTAT A LA CLOTURE<br>DE L'EXERCICE PRECEDENT<br>2 018 | 2<br>PART AFFECTEE A<br>L'INVERTISSEMENT<br>EXERCICE 2019 | 3<br>RESULTAT DE<br>L'EXERCICE 2019 | 4<br>RESULTAT DE<br>CLOTURE DE 2019 |
|--|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>I - Budget principal :</b>                                      |  |   |                                     |                                     |
| Investissement   | 2 661 878,31   | 0,00  | -312 922,80                         | 2 348 955,51                        |
| Exploitation   | -338 441,08  | 0,00  | 169 956,77                          | -168 484,31                         |
| <b>Total I</b>   | <b>2 323 437,23</b>  | <b>0,00</b>   | <b>-142 966,03</b>                  | <b>2 180 471,20</b>                 |
| <b>II - Budgets annexes à caractère industriel et commercial :</b> |  |   |                                     |                                     |
| <b>Total II</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                         |
| <b>Total I + II</b>  | <b>2 323 437,23</b>  | <b>0,00</b>   | <b>-142 966,03</b>                  | <b>2 180 471,20</b>                 |

Colonne 1 : en investissement, solde cumulé de la section d'investissement = comptes budgétaires de la SI figurant en balance d'entrée du présent compte (financier ou de gestion) en exploitation, résultat d'exploitation = c/11 + c/12 figurant en balance d'entrée du présent compte.

Colonne 2 : montant du résultat d'exploitation affecté à l'investissement (crédit du compte 106 de l'exercice) + montant de ce résultat reversé à la collectivité de rattachement.

Colonne 3 : résultats dégagés dans les deux premières colonnes du tableau A 13.

Colonne 4 : colonne 1 - colonne 2 + colonne 3

## Balance générale des comptes

Exercice :

2019

| N° compte           | Libellé   | BE        |                       | Opérations non budgétaires |                   | Opérations budgétaires |        | Totaux    |                   | Soldes                |                       |
|---------------------|---|-----------|-----------------------|----------------------------|-------------------|------------------------|--------|-----------|-------------------|-----------------------|-----------------------|
|                     |   | D = Débit | C = Crédit            | Débit                      | Crédit            | Débit                  | Crédit | Débit     | Crédit            | D = Débit             | C = Crédit            |
| 1021                | Dotation  |           | 3 000 000,00 C        |                            |                   |                        |        |           |                   | 3 000 000,00 C        |                       |
| <b>Sous Total</b>   | <b>10</b>   |           | <b>3 000 000,00 C</b> |                            |                   |                        |        |           |                   | <b>3 000 000,00 C</b> |                       |
| 119                 | report à nouveau (solde débiteur)                   |           | 178 653,58 D          | 159 787,50                 |                   |                        |        |           | 338 441,08        |                       | 338 441,08 D          |
| <b>Sous Total</b>   | <b>11</b>   |           | <b>178 653,58 D</b>   | <b>159 787,50</b>          |                   |                        |        |           | <b>338 441,08</b> |                       | <b>338 441,08 D</b>   |
| 120                 | Résultat de l'exercice (bénéfice)                   |           |                       |                            |                   |                        |        |           |                   |                       | 0,00 D                |
| 129                 | Résultat de l'exercice (perte)                      |           | 159 787,50 D          |                            | 159 787,50        |                        |        |           | 159 787,50        |                       | 0,00 D                |
| <b>Sous Total</b>   | <b>12</b>   |           | <b>159 787,50 D</b>   | <b>159 787,50</b>          |                   |                        |        |           | <b>159 787,50</b> |                       | <b>159 787,50</b>     |
| 1581                | Provisions pour remises en état                     |           | 712 971,79 C          |                            |                   |                        |        |           |                   | 712 971,79            | 712 971,79 C          |
| <b>Sous Total</b>   | <b>15</b>   |           | <b>712 971,79 C</b>   |                            |                   |                        |        |           |                   | <b>712 971,79</b>     | <b>712 971,79 C</b>   |
| 165                 | Depos et cautionnement reçus                        |           | 432,00 C              |                            | 250,00            |                        |        |           | 250,00            |                       | 182,00 C              |
| <b>Sous Total</b>   | <b>16</b>   |           | <b>432,00 C</b>       |                            | <b>250,00</b>     |                        |        |           | <b>250,00</b>     |                       | <b>182,00 C</b>       |
| <b>Total classe</b> | <b>1</b>  |           | <b>338 441,08 D</b>   | <b>159 787,50</b>          | <b>159 787,50</b> | <b>0,00</b>            |        |           | <b>498 478,58</b> | <b>3 873 191,29</b>   | <b>338 441,08 D</b>   |
|                     |   |           | <b>3 713 403,79 C</b> |                            |                   |                        |        |           | <b>20 042,13</b>  |                       | <b>3 713 153,79 C</b> |
| 2031                | Frais d'études                                      |           | 9 134,50 D            |                            | 10 907,63         |                        |        |           | 20 042,13         |                       | 20 042,13 D           |
| 2051                | Concession et droits assimilés                      |           | 16 113,85 D           |                            | 43 165,19         |                        |        |           | 59 279,04         |                       | 59 279,04 D           |
| 2053                | Logiciels   |           |                       |                            |                   |                        |        |           |                   |                       | 0,00 D                |
| 207                 | Fonds commercial                                    |           | 2,00 D                |                            |                   |                        |        |           | 2,00              |                       | 2,00 D                |
| <b>Sous Total</b>   | <b>20</b>   |           | <b>25 250,35 D</b>    |                            | <b>54 072,82</b>  |                        |        |           | <b>79 323,17</b>  |                       | <b>79 323,17 D</b>    |
| 2135                | Installations générales, agencements, aménagements  |           | 40 688,39 D           |                            | 147 817,78        |                        |        |           | 188 506,17        |                       | 188 506,17 D          |
| 2153                | Installations à caractère spécifique                |           | 39 720,00 D           |                            |                   |                        |        |           | 39 720,00         |                       | 39 720,00 D           |
| 2154                | Matériel industriel                                 |           | 118 299,55 D          |                            |                   |                        |        |           | 118 299,55        |                       | 118 299,55 D          |
| 2182                | Matériel de transport                               |           | 50 450,30 D           |                            | 4 392,08          |                        |        |           | 54 842,38         |                       | 54 842,38 D           |
| 2183                | Matériel de bureau et matériel informatique         |           | 74 599,28 D           |                            | 17 129,80         |                        |        |           | 91 729,08         |                       | 91 729,08 D           |
| 2184                | Mobilier  |           | 7 009,48 D            |                            | 988,43            |                        |        |           | 7 997,91          |                       | 7 997,91 D            |
| 2188                | Matériels divers (à subdiviser comme le 2111)       |           | 16 769,79 D           |                            | 127 618,70        |                        |        |           | 144 388,49        |                       | 144 388,49 D          |
| <b>Sous Total</b>   | <b>21</b>   |           | <b>347 536,79 D</b>   |                            | <b>297 946,79</b> |                        |        |           | <b>645 483,58</b> |                       | <b>645 483,58 D</b>   |
| 28051               | Amortissement concession, droit, brevet             |           | 1 940,75 C            |                            |                   |                        |        | 8 056,93  |                   | 9 997,68              | 9 997,68 C            |
| 28135               | Amortissement fiscal agencement, aménagement des co |           | 1 096,02 C            |                            |                   |                        |        | 2 034,42  |                   | 3 130,44              | 3 130,44 C            |
| 28153               | Amortissement installations à caractère spécifique  |           | 3 648,00 C            |                            |                   |                        |        | 1 986,00  |                   | 5 634,00              | 5 634,00 C            |
| 28154               | Amortissement Matériel industriel                   |           | 13 356,20 C           |                            |                   |                        |        | 11 829,96 |                   | 25 186,16             | 25 186,16 C           |
| 28182               | Amortissement Matériel de transport                 |           | 6 324,05 C            |                            |                   |                        |        | 5 045,03  |                   | 11 369,08             | 11 369,08 C           |
| 28183               | Amortissement Matériel bureau et informatique       |           | 5 962,92 C            |                            |                   |                        |        | 8 016,53  |                   | 13 979,45             | 13 979,45 C           |
| 28184               | Amortissement mobilier                              |           | 915,05 C              |                            |                   |                        |        | 700,95    |                   | 1 616,00              | 1 616,00 C            |
| 28188               | Amortissement autres                                |           | 990,46 C              |                            |                   |                        |        | 1 676,99  |                   | 2 667,45              | 2 667,45 C            |

## Balance générale des comptes

Exercice :

2019

| N° compte           | Libellé  | BE                      |   | Opérations non budgétaires |                     | Opérations budgétaires |                  | Totaux |                     | Solides                 |   |
|---------------------|--|-------------------------|---|----------------------------|---------------------|------------------------|------------------|--------|---------------------|-------------------------|---|
|                     |  | D = Débit<br>C = Crédit | D = Débit<br>C = Crédit                   | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit           | Débit  | Crédit              | D = Débit<br>C = Crédit | D = Débit<br>C = Crédit                   |
| <b>Sous Total</b>   | <b>28</b>  |                         | <b>34 233,45 C</b>                        |                            |                     |                        | <b>39 346,81</b> |        | <b>73 580,26</b>    |                         | <b>73 580,26 C</b>                        |
| <b>Total classe</b> | <b>2</b>   |                         | <b>372 787,14 D</b><br><b>34 233,45 C</b> |                            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>39 346,81</b> |        | <b>724 806,75</b>   |                         | <b>724 806,75 D</b><br><b>73 580,26 C</b> |
| 4011                | Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations d |                         | 292 603,79 C                              |                            | 5 286 345,61        | 4 996 514,94           |                  |        | 5 286 345,61        |                         | 2 773,12 C                                |
| 4041                | Fournisseurs d'immobilisations                     |                         |   |                            | 379 827,89          | 379 827,89             |                  |        | 379 827,89          |                         | 0,00 D                                    |
| 40471               | Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garan |                         |   |                            | 1 280,45            | 1 280,45               |                  |        | 1 280,45            |                         | 1 280,45 C                                |
| 4081                | Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations d |                         | 233 489,54 C                              |                            | 233 489,54          | 160 165,53             |                  |        | 233 489,54          |                         | 160 165,53 C                              |
| 4091                | FOURNISSEURS AVANCES VERSEES SUR                   |                         |   |                            | 806,50              | 806,50                 |                  |        | 806,50              |                         | 0,00 D                                    |
| <b>Sous Total</b>   | <b>40</b>  |                         | <b>526 093,33 C</b>                       |                            | <b>5 900 469,54</b> | <b>5 838 595,31</b>    |                  |        | <b>5 900 469,54</b> |                         | <b>164 219,10 C</b>                       |
| 4111                | Clients - Ventes de biens ou de prestations de ser |                         | 2 043 082,19 D                            |                            | 7 443 335,51        | 7 113 665,27           |                  |        | 7 113 665,27        |                         | 2 372 752,43 D                            |
| 418                 | Clients - Produits non encore facturés             |                         | 487 000,00 D                              |                            | 381 600,00          | 487 000,00             |                  |        | 487 000,00          |                         | 381 600,00 D                              |
| <b>Sous Total</b>   | <b>41</b>  |                         | <b>2 530 082,19 D</b>                     |                            | <b>7 824 935,51</b> | <b>7 600 665,27</b>    |                  |        | <b>7 600 665,27</b> |                         | <b>2 754 352,43 D</b>                     |
| 4211                | Personnel - Rémunérations dues Ex couraut          |                         |   |                            | 2 257 801,92        | 2 257 801,92           |                  |        | 2 257 801,92        |                         | 0,00 D                                    |
| 422                 | Comité d'entreprises, oeuvres sociales             |                         |   |                            | 23 762,99           | 23 762,99              |                  |        | 23 762,99           |                         | 0,00 D                                    |
| 425                 | Personnel - Acquis                                 |                         |   |                            | 17 773,34           | 17 773,34              |                  |        | 17 773,34           |                         | 0,00 D                                    |
| 427                 | Personnel - Oppositions                            |                         |   |                            | 12 115,47           | 12 115,47              |                  |        | 12 115,47           |                         | 0,00 D                                    |
| <b>Sous Total</b>   | <b>42</b>  |                         |   |                            | <b>2 311 453,72</b> | <b>2 311 453,72</b>    |                  |        | <b>2 311 453,72</b> |                         | <b>0,00 D</b>                             |
| 431                 | Sécurité sociale                                   |                         | 196 800,00 C                              |                            | 1 287 556,78        | 1 270 310,78           |                  |        | 1 287 556,78        |                         | 179 554,00 C                              |
| 437                 | Autres organismes sociaux                          |                         | 5 039,40 C                                |                            | 272 731,44          | 284 488,83             |                  |        | 272 731,44          |                         | 16 796,79 C                               |
| <b>Sous Total</b>   | <b>43</b>  |                         | <b>201 839,40 C</b>                       |                            | <b>1 560 288,22</b> | <b>1 554 799,61</b>    |                  |        | <b>1 560 288,22</b> |                         | <b>196 350,79 C</b>                       |
| 4421                | Prèvement à la source- Impôt sur le revenu         |                         |   |                            | 128 121,03          | 137 691,03             |                  |        | 128 121,03          |                         | 9 570,00 C                                |
| 444                 | Etat - Impôts sur les bénéfices                    |                         |   |                            | 445 804,00          | 222 902,00             |                  |        | 445 804,00          |                         | 222 902,00 D                              |
| 4452                | TVA due intra-communautaire                        |                         |   |                            | 236 297,19          | 236 297,19             |                  |        | 236 297,19          |                         | 0,00 D                                    |
| 445620              | TVA déductible sur immobilisations                 |                         |   |                            | 43 065,71           | 43 065,71              |                  |        | 43 065,71           |                         | 0,00 D                                    |
| 445660              | TVA déductible sur autres biens et services        |                         |   |                            | 86 370,63           | 86 370,63              |                  |        | 86 370,63           |                         | 0,00 D                                    |
| 445666              | TVA déductible sur autres biens et services        |                         |   |                            | 516 621,45          | 516 621,45             |                  |        | 516 621,45          |                         | 0,00 C                                    |
| 44567               | Credit de TVA à reporter                           |                         | 181 626,00 D                              |                            | 230 894,00          | 397 338,00             |                  |        | 412 520,00          |                         | 15 182,00 D                               |
| 445700              | Taxes sur le chiffre d'affaires collectées par l'é |                         | 6,93 C                                    |                            | 193 076,24          | 193 069,31             |                  |        | 193 076,24          |                         | 0,00 D                                    |
| 44583               | Remboursement de TVA demandé                       |                         |   |                            | 356 372,00          | 321 897,00             |                  |        | 356 372,00          |                         | 34 475,00 D                               |
| 447                 | Autres impôts et taxes                             |                         | 6 961,00 C                                |                            | 499 479,00          | 492 718,00             |                  |        | 499 479,00          |                         | 200,00 C                                  |
| <b>Sous Total</b>   | <b>44</b>  |                         | <b>174 658,07 D</b>                       |                            | <b>2 736 101,25</b> | <b>2 647 970,32</b>    |                  |        | <b>2 917 727,25</b> |                         | <b>262 789,00 D</b>                       |
| 466                 | Excédent de versement                              |                         | 63 422,86 C                               |                            | 163 598,71          | 128 517,99             |                  |        | 163 598,71          |                         | 28 342,14 C                               |
| 4672                | Autres comptes débiteurs                           |                         |   |                            | 448,33              | 448,33                 |                  |        | 448,33              |                         | 0,00 D                                    |
| <b>Sous Total</b>   | <b>46</b>  |                         | <b>63 422,86 C</b>                        |                            | <b>164 047,04</b>   | <b>128 966,32</b>      |                  |        | <b>164 047,04</b>   |                         | <b>28 342,14 C</b>                        |



## Balance générale des comptes

| N° compte           | Libellé  | BE                    |               | Opérations non budgétaires |                      | Opérations budgétaires |          | Totaux               |                      | Soldes                |                     |
|---------------------|--|-----------------------|---------------|----------------------------|----------------------|------------------------|----------|----------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|
|                     |  | D = Débit             | C = Crédit    | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit   | Débit                | Crédit               | D = Débit             | C = Crédit          |
| 4711                | Versements des régisseurs                        | 2 530,41 D            |               | 77 021,03                  | 76 631,73            |                        |          | 79 551,44            | 76 631,73            | 2 919,71 D            |                     |
| 4712                | Virements à réimputer                            |                       |               | 33 581,53                  | 33 581,53            |                        |          | 33 581,53            | 33 581,53            | 0,00 D                |                     |
| 4713                | Recettes perçues avant émission de titres        | 433,00 C              |               | 2 511 919,80               | 2 511 486,80         |                        |          | 2 511 919,80         | 2 511 919,80         | 0,00 C                |                     |
| 47131               | Recettes perçues pour compte AAA                 | 77 590,03 C           |               |                            |                      |                        |          | 77 590,03            | 77 590,03            | 77 590,03 C           |                     |
| 47132               | Recettes perçues pour compte RYANAIR             | 19 881,74 C           |               | 3 658,00                   | 32 978,00            |                        |          | 3 658,00             | 52 859,74            | 49 201,74 C           |                     |
| 47133               | SEVE PAR MTRRE TIRMAINT                          | 26 978,48 C           |               |                            |                      |                        |          |                      | 26 978,48            | 26 978,48 C           |                     |
| 47134               | Recettes perçues pour le compte IBERIA           |                       |               |                            | 1 415,00             |                        |          |                      | 1 415,00             | 1 415,00 C            |                     |
| 4718                | Autres recettes à classer                        |                       |               | 1 027 540,60               | 1 027 540,60         |                        |          | 1 027 540,60         | 1 027 540,60         | 0,00 D                |                     |
| 4721                | Dépenses payées avant ordonnancement             | 2 045,38 C            |               | 116 588,89                 | 114 543,51           |                        |          | 116 588,89           | 116 588,89           | 0,00 D                |                     |
| 4722                | Dépenses des comptables secondaires à vérifier   |                       |               | 1 257,18                   | 1 257,18             |                        |          | 1 257,18             | 1 257,18             | 0,00 C                |                     |
| 4728                | Autres dépenses à régulariser                    | 3 077,98 D            |               | 79 499,00                  | 82 576,98            |                        |          | 82 576,98            | 82 576,98            | 0,00 D                |                     |
| 4784                | Arretrés sur déclaration de TVA                  | 4,44 D                |               | 5,64                       | 9,13                 |                        |          | 10,08                | 9,13                 | 0,95 D                |                     |
| <b>Sous Total</b>   | <b>47</b>  | <b>121 315,80 C</b>   |               | <b>3 851 071,67</b>        | <b>3 882 020,46</b>  |                        |          | <b>3 856 684,50</b>  | <b>4 008 949,09</b>  | <b>152 264,59 C</b>   |                     |
| <b>Total classe</b> | <b>4</b>   | <b>2 717 321,02 D</b> |               | <b>24 348 366,95</b>       | <b>23 664 471,01</b> | <b>0,00</b>            |          | <b>27 065 687,97</b> | <b>24 589 723,16</b> | <b>3 029 832,09 D</b> | <b>553 867,28 C</b> |
| 5151                | Compte au Trésor                                 | 1 241 340,15 D        |               | 8 598 251,02               | 9 425 112,99         |                        |          | 9 839 591,17         | 9 425 112,99         | 414 478,18 D          |                     |
| <b>Sous Total</b>   | <b>51</b>  | <b>1 241 340,15 D</b> |               | <b>8 598 251,02</b>        | <b>9 425 112,99</b>  |                        |          | <b>9 839 591,17</b>  | <b>9 425 112,99</b>  | <b>414 478,18 D</b>   |                     |
| 5412                | Régisseurs de virements fonds de caisse          | 3 000,00 D            |               |                            |                      |                        |          | 3 000,00             |                      | 3 000,00 D            |                     |
| <b>Sous Total</b>   | <b>54</b>  | <b>3 000,00 D</b>     |               |                            |                      |                        |          | <b>3 000,00</b>      |                      | <b>3 000,00 D</b>     |                     |
| 580                 | Opérations d'ordre budgétaire                    |                       |               | 39 346,81                  | 39 346,81            |                        |          | 39 346,81            | 39 346,81            | 0,00 C                |                     |
| <b>Sous Total</b>   | <b>58</b>  |                       |               | <b>39 346,81</b>           | <b>39 346,81</b>     |                        |          | <b>39 346,81</b>     | <b>39 346,81</b>     | <b>0,00 C</b>         |                     |
| <b>Total classe</b> | <b>5</b>   | <b>1 244 340,15 D</b> | <b>0,00 C</b> | <b>8 637 597,83</b>        | <b>9 464 459,80</b>  | <b>0,00</b>            |          | <b>9 881 937,98</b>  | <b>9 464 459,80</b>  | <b>417 478,18 D</b>   | <b>0,00 C</b>       |
| 601000              | Achats stockés matières premières et fournitures |                       |               |                            |                      | 23 400,00              |          | 23 400,00            |                      | 23 400,00 D           |                     |
| 602210              | Carburant sublé                                  |                       |               |                            | 9 563,09             |                        |          | 9 563,09             |                      | 9 563,09 D            |                     |
| 604100              | Prestations de services pour clients             |                       |               |                            | 59 991,59            |                        |          | 59 991,59            |                      | 59 991,59 D           |                     |
| 606100              | Eau  |                       |               |                            | 21 712,90            |                        |          | 21 712,90            |                      | 21 712,90 D           |                     |
| 606110              | Energie  |                       |               |                            | 397 323,39           |                        | 5 615,07 | 397 323,39           | 5 615,07             | 391 708,32 D          |                     |
| 606300              | Produits d'entretien                             |                       |               |                            | 11 832,98            |                        |          | 11 832,98            |                      | 11 832,98 D           |                     |
| 606310              | Petits équipements                               |                       |               |                            | 49 966,68            |                        | 219,98   | 49 966,68            | 219,98               | 49 746,70 D           |                     |
| 606311              | Fournitures - Véhicula                           |                       |               |                            | 7 899,70             |                        |          | 7 899,70             |                      | 7 899,70 D            |                     |
| 606312              | Fournitures - Informatiques                      |                       |               |                            | 2 856,14             |                        |          | 2 856,14             |                      | 2 856,14 D            |                     |
| 606313              | Fournitures - Bat Administratif                  |                       |               |                            | 535,28               |                        |          | 535,28               |                      | 535,28 D              |                     |
| 606314              | Fournitures - Bat Fret                           |                       |               |                            | 997,23               |                        |          | 997,23               |                      | 997,23 D              |                     |

## Balance générale des comptes

Exercice :

2019

| N° compte         | Libellé  | BE<br>D = Débit<br>C = Crédit |        | Opérations non budgétaires |                 | Opérations budgétaires |                 | Totaux          |        | Soldes<br>D = Débit<br>C = Crédit |
|-------------------|--|-------------------------------|--------|----------------------------|-----------------|------------------------|-----------------|-----------------|--------|-----------------------------------|
|                   |  | Débit                         | Crédit | Débit                      | Crédit          | Débit                  | Crédit          | Débit           | Crédit |                                   |
| 606315            | Fournitures - Bat OPS/Aérogare                     |                               |        | 618,38                     |                 | 618,38                 |                 | 618,38          |        | 618,38 D                          |
| 606316            | Fournitures - Pisc                                 |                               |        | 32 093,20                  |                 | 32 093,20              |                 | 32 093,20       |        | 32 093,20 D                       |
| 6064              | Fournitures administratives                        |                               |        | 3 305,01                   | 1 149,92        | 3 305,01               | 1 149,92        | 1 149,92        |        | 2 155,09 D                        |
| 606600            | Carburant non stocké                               |                               |        | 28 380,77                  |                 | 28 380,77              |                 | 28 380,77       |        | 28 380,77 D                       |
| 606800            | Vêtements de travail                               |                               |        | 10 077,84                  |                 | 10 077,84              |                 | 10 077,84       |        | 10 077,84 D                       |
| 606801            | Fournitures consommables                           |                               |        | 64 480,71                  |                 | 64 480,71              |                 | 64 480,71       |        | 64 480,71 D                       |
| 607100            | Achats de catering                                 |                               |        |                            |                 |                        |                 |                 |        | 0,00 D                            |
| <b>Sous Total</b> | <b>60</b>  |                               |        | <b>725 034,89</b>          | <b>6 984,97</b> | <b>725 034,89</b>      | <b>6 984,97</b> | <b>6 984,97</b> |        | <b>718 049,92 D</b>               |
| 611000            | Sous instance surmés                               |                               |        | 839 311,25                 | 153 747,24      | 839 311,25             | 153 747,24      | 153 747,24      |        | 685 564,01 D                      |
| 611001            | SOUS TRATTANCE GENERALE                            |                               |        | 95 502,74                  |                 | 95 502,74              |                 | 95 502,74       |        | 95 502,74 D                       |
| 612200            | Crédit-bail équip aéroportuaire                    |                               |        | 96 403,24                  |                 | 96 403,24              |                 | 96 403,24       |        | 96 403,24 D                       |
| 613510            | Location mobilière véhicule                        |                               |        | 165 616,15                 | 30 892,00       | 165 616,15             | 30 892,00       | 30 892,00       |        | 134 724,15 D                      |
| 613530            | Location mobilière informatique                    |                               |        | 12 445,20                  |                 | 12 445,20              |                 | 12 445,20       |        | 12 445,20 D                       |
| 613540            | Location mobilière matériel service technique      |                               |        | 39 246,94                  |                 | 39 246,94              |                 | 39 246,94       |        | 39 246,94 D                       |
| 613550            | location mobilière autre                           |                               |        | 7 853,99                   |                 | 7 853,99               |                 | 7 853,99        |        | 7 853,99 D                        |
| 613700            | REDEVANCES DROITS SERVITUDES                       |                               |        | 5 193,27                   |                 | 5 193,27               |                 | 5 193,27        |        | 5 193,27 D                        |
| 61521             | Entretien et réparations sur biens immobiliers (a) |                               |        | 107 886,64                 | 2,94            | 107 886,64             | 2,94            | 2,94            |        | 107 883,70 D                      |
| 61523             | Entretien et réparations sur biens immobiliers (b) |                               |        | 43 713,20                  |                 | 43 713,20              |                 | 43 713,20       |        | 43 713,20 D                       |
| 615510            | Entretien véhicules de services                    |                               |        | 12 141,40                  |                 | 12 141,40              |                 | 12 141,40       |        | 12 141,40 D                       |
| 615511            | Entretien véhicules de piste                       |                               |        | 37 403,19                  |                 | 37 403,19              |                 | 37 403,19       |        | 37 403,19 D                       |
| 61558             | Autres biens mobiliers                             |                               |        | 13 638,57                  |                 | 13 638,57              |                 | 13 638,57       |        | 13 638,57 D                       |
| 615581            | Entretien matériel et outillage service opération  |                               |        | 48 096,90                  |                 | 48 096,90              |                 | 48 096,90       |        | 48 096,90 D                       |
| 615582            | Entretien matériel et outillage service technique  |                               |        | 13 060,36                  |                 | 13 060,36              |                 | 13 060,36       |        | 13 060,36 D                       |
| 615600            | Maintenance Bâtements                              |                               |        | 28 085,92                  |                 | 28 085,92              |                 | 28 085,92       |        | 28 085,92 D                       |
| 615610            | Maintenance informatique                           |                               |        | 42 540,32                  |                 | 42 540,32              |                 | 42 540,32       |        | 42 540,32 D                       |
| 615620            | Maintenance Réseaux                                |                               |        | 15 305,65                  |                 | 15 305,65              |                 | 15 305,65       |        | 15 305,65 D                       |
| 6161              | Multirisques                                       |                               |        | 40 767,00                  |                 | 40 767,00              |                 | 40 767,00       |        | 40 767,00 D                       |
| 616200            | Assurances obligatoires - dommage construction     |                               |        | 23 980,00                  |                 | 23 980,00              |                 | 23 980,00       |        | 23 980,00 D                       |
| 616800            | Assurances véhicules EPIC                          |                               |        | 12 189,87                  |                 | 12 189,87              |                 | 12 189,87       |        | 12 189,87 D                       |
| 616810            | Assurances autres                                  |                               |        | 2 602,84                   |                 | 2 602,84               |                 | 2 602,84        |        | 2 602,84 D                        |
| 617               | Etudes et recherches                               |                               |        | 400,00                     |                 | 400,00                 |                 | 400,00          |        | 400,00 D                          |
| 618               | Divers   |                               |        | 109 584,53                 |                 | 109 584,53             |                 | 109 584,53      |        | 109 584,53 D                      |
| 618010            | Documentations - Abo                               |                               |        | 5 552,21                   |                 | 5 552,21               |                 | 5 552,21        |        | 5 552,21 D                        |

## Balance générale des comptes

| N° compte         | Libellé   | BE        |            | Opérations non budgétaires |                   | Opérations budgétaires |                   | Totaux              |                   | Soldes                |            |
|-------------------|---|-----------|------------|----------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-----------------------|------------|
|                   |   | D = Débit | C = Crédit | Débit                      | Crédit            | Débit                  | Crédit            | Débit               | Crédit            | D = Débit             | C = Crédit |
| 618020            | Formations  |           |            | 78 235,65                  | 20,00             | 78 235,65              | 20,00             | 78 235,65           | 20,00             | 78 215,65 D           |            |
| <b>Sous Total</b> | <b>61</b>   |           |            | <b>1 896 757,03</b>        | <b>184 662,18</b> | <b>1 896 757,03</b>    | <b>184 662,18</b> | <b>1 896 757,03</b> | <b>184 662,18</b> | <b>1 712 094,85 D</b> |            |
| 621100            | Personnel Intérimaire Passage                         |           |            | 88 351,57                  | 5 495,17          | 88 351,57              | 5 495,17          | 88 351,57           | 5 495,17          | 82 856,40 D           |            |
| 621800            | Autre personnel extérieur                             |           |            | 14 907,56                  | 14 907,56         | 14 907,56              | 14 907,56         | 14 907,56           | 14 907,56         | 0,00 D                |            |
| 6226              | Honoraires  |           |            | 125 469,67                 | 8 352,00          | 125 469,67             | 8 352,00          | 125 469,67          | 8 352,00          | 117 117,67 D          |            |
| 622610            | Honoraires PAIE                                       |           |            | 13 645,91                  |                   | 13 645,91              |                   | 13 645,91           |                   | 13 645,91 D           |            |
| 6228              | Divers  |           |            | 720,00                     |                   | 720,00                 |                   | 720,00              |                   | 720,00 D              |            |
| 6231              | Annonces et insertions                                |           |            | 66 215,56                  |                   | 66 215,56              |                   | 66 215,56           |                   | 66 215,56 D           |            |
| 6233              | Forces et expositions                                 |           |            | 56 747,57                  | 285,00            | 56 747,57              | 285,00            | 56 747,57           | 285,00            | 56 462,57 D           |            |
| 6236              | Catalogues et imprimés                                |           |            | 4 559,88                   |                   | 4 559,88               |                   | 4 559,88            |                   | 4 559,88 D            |            |
| 6237              | Publications  |           |            | 1 080 525,00               | 73 001,00         | 1 080 525,00           | 73 001,00         | 1 080 525,00        | 73 001,00         | 1 007 524,00 D        |            |
| 6238              | Divers  |           |            | 1 576,44                   |                   | 1 576,44               |                   | 1 576,44            |                   | 1 576,44 D            |            |
| 623810            | Divers (publicité, publications, relations publiques) |           |            | 10 906,95                  |                   | 10 906,95              |                   | 10 906,95           |                   | 10 906,95 D           |            |
| 6241              | Transports sur achats                                 |           |            | 506,15                     |                   | 506,15                 |                   | 506,15              |                   | 506,15 D              |            |
| 6247              | Transports appro kerosene                             |           |            | 55 129,99                  | 14 478,24         | 55 129,99              | 14 478,24         | 55 129,99           | 14 478,24         | 40 651,75 D           |            |
| 6248              | Transport Divers                                      |           |            | 1 632,00                   |                   | 1 632,00               |                   | 1 632,00            |                   | 1 632,00 D            |            |
| 6251              | Voyages et déplacements du personnel                  |           |            | 3 662,10                   |                   | 3 662,10               |                   | 3 662,10            |                   | 3 662,10 D            |            |
| 625110            | Frais déplacements -billet, avion et train            |           |            | 14 027,32                  | 2 293,25          | 14 027,32              | 2 293,25          | 14 027,32           | 2 293,25          | 11 734,07 D           |            |
| 625120            | Frais déplacements-Pages et stationnements            |           |            | 6 195,62                   | 77,50             | 6 195,62               | 77,50             | 6 195,62            | 77,50             | 6 118,12 D            |            |
| 625130            | Frais déplacements Autres                             |           |            | 2 421,01                   |                   | 2 421,01               |                   | 2 421,01            |                   | 2 421,01 D            |            |
| 6256              | Missions  |           |            | 23 865,68                  | 147,00            | 23 865,68              | 147,00            | 23 865,68           | 147,00            | 23 718,68 D           |            |
| 6257              | Réceptions  |           |            | 17 829,36                  | 1 812,59          | 17 829,36              | 1 812,59          | 17 829,36           | 1 812,59          | 16 016,77 D           |            |
| 6261              | Frais d'affranchise                                   |           |            | 5 562,67                   |                   | 5 562,67               |                   | 5 562,67            |                   | 5 562,67 D            |            |
| 6262              | Frais de télécommuni                                  |           |            | 4 269,51                   | 135,92            | 4 269,51               | 135,92            | 4 269,51            | 135,92            | 4 133,59 D            |            |
| 626210            | Telephonie Portable                                   |           |            | 8 343,86                   |                   | 8 343,86               |                   | 8 343,86            |                   | 8 343,86 D            |            |
| 626230            | Internet  |           |            | 18 379,95                  |                   | 18 379,95              |                   | 18 379,95           |                   | 18 379,95 D           |            |
| 627               | Services bancaires et assimilés                       |           |            | 788,14                     | 32,02             | 788,14                 | 32,02             | 788,14              | 32,02             | 756,12 D              |            |
| 6281              | Concours divers                                       |           |            | 9 984,00                   |                   | 9 984,00               |                   | 9 984,00            |                   | 9 984,00 D            |            |
| 6288              | Autres prestations extérieurs diverses                |           |            | 7 438,43                   | 742,39            | 7 438,43               | 742,39            | 7 438,43            | 742,39            | 6 696,04 D            |            |
| <b>Sous Total</b> | <b>62</b>   |           |            | <b>1 643 661,90</b>        | <b>121 759,64</b> | <b>1 643 661,90</b>    | <b>121 759,64</b> | <b>1 643 661,90</b> | <b>121 759,64</b> | <b>1 521 902,26 D</b> |            |
| 631100            | Taxe sur les salaires                                 |           |            | 57 471,00                  |                   | 57 471,00              |                   | 57 471,00           |                   | 57 471,00 D           |            |
| 633300            | Formation continue                                    |           |            | 51 930,54                  |                   | 51 930,54              |                   | 51 930,54           |                   | 51 930,54 D           |            |
| 633400            | Effort construction                                   |           |            | 10 979,00                  |                   | 10 979,00              |                   | 10 979,00           |                   | 10 979,00 D           |            |

## Balance générale des comptes

Exercice :

2019

| N° compte           | Libellé  | BE    |        | Opérations n.c.n budgétaires |             | Opérations budgétaires |                   | Totaux              |                   | Soldes                  |  |
|---------------------|--|-------|--------|------------------------------|-------------|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|--|
|                     |  | Débit | Crédit | Débit                        | Crédit      | Débit                  | Crédit            | Débit               | Crédit            | D = Débit<br>C = Crédit |  |
| 6335                | Versements libératoires en vertu de l'exonération      |       |        | 18 650,00                    |             | 18 650,00              |                   | 18 650,00           |                   |                         | 18 650,00 D                                  |
| 6336                | cotisation CNFPT                                       |       |        | 3 209,79                     |             | 3 209,79               |                   | 3 209,79            |                   |                         | 3 209,79 D                                   |
| 635111              | COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES                    |       |        | 449 940,00                   |             | 449 940,00             |                   | 449 940,00          |                   |                         | 449 940,00 D                                 |
| 635112              | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises       |       |        | 13 358,00                    |             | 13 358,00              |                   | 13 358,00           |                   |                         | 13 358,00 D                                  |
| 6358                | Autres droits  |       |        | 11 989,01                    |             | 11 989,01              |                   | 11 989,01           |                   |                         | 11 989,01 D                                  |
| 635810              | Taxe sur les Véhicules de Sociétés                     |       |        | 1 598,00                     |             | 1 598,00               |                   | 1 598,00            |                   |                         | 1 598,00 D                                   |
| <b>Sous Total</b>   | <b>63</b>  |       |        | <b>619 125,34</b>            |             | <b>619 125,34</b>      |                   | <b>619 125,34</b>   |                   |                         | <b>619 125,34 D</b>                          |
| 6411                | Traitements, salaires et appointements                 |       |        | 2 964 068,43                 |             | 2 964 068,43           |                   | 2 964 068,43        |                   |                         | 2 964 068,43 D                               |
| 6419                | Remboursement sur rémunérations                        |       |        |                              | 10 040,93   |                        | 10 040,93         |                     | 10 040,93         |                         | 10 040,93 C                                  |
| 641900              | REMB/ Rémunérations du personnel                       |       |        |                              | 37 778,38   |                        | 37 778,38         |                     | 37 778,38         |                         | 37 778,38 C                                  |
| 64191               | crédit impôt compétivité emploi                        |       |        |                              | 123 677,00  |                        | 123 677,00        |                     | 123 677,00        |                         | 123 677,00 C                                 |
| 64198               | Remboursement sur rémunérations                        |       |        | 170,20                       |             | 170,20                 |                   | 170,20              |                   |                         | 170,20 C                                     |
| 6451                | Cotisations d'assurance maladie                        |       |        | 732 709,00                   |             | 732 709,00             |                   | 732 709,00          |                   |                         | 732 709,00 D                                 |
| 645210              | Cotisations aux mutuelles                              |       |        | 26 672,23                    |             | 26 672,23              |                   | 26 672,23           |                   |                         | 26 672,23 D                                  |
| 645220              | Cotisations aux mutuelles                              |       |        | 94 184,64                    |             | 94 184,64              |                   | 94 184,64           |                   |                         | 94 184,64 D                                  |
| 645300              | Cotisations aux caisses de retraites et de pension     |       |        | 184 486,09                   |             | 184 486,09             |                   | 184 486,09          |                   |                         | 184 486,09 D                                 |
| 6454                | Cotisations à Pôle emploi                              |       |        | 108 292,00                   |             | 108 292,00             |                   | 108 292,00          |                   |                         | 108 292,00 D                                 |
| 645900              | REMB/ CHARGES de Rémunérations du personnel            |       |        | 23 762,99                    |             | 23 762,99              |                   | 23 762,99           |                   |                         | 23 762,99 C                                  |
| 6472                | Versements aux comités d'entreprise et d'établissement |       |        | 10 645,99                    |             | 10 645,99              |                   | 10 645,99           |                   |                         | 10 645,99 D                                  |
| 6475                | Médecine du travail, pharmacie                         |       |        | 80 061,50                    |             | 80 061,50              |                   | 80 061,50           |                   |                         | 80 061,50 D                                  |
| 648                 | Autres charges de personnel                            |       |        |                              |             |                        |                   |                     |                   |                         |  |
| <b>Sous Total</b>   | <b>64</b>  |       |        | <b>4 225 053,07</b>          |             | <b>4 225 053,07</b>    |                   | <b>4 225 053,07</b> |                   |                         | <b>4 030 439,79 D</b>                        |
| 651                 | Redevances concessions brevets licences procédés       |       |        | 660,00                       |             | 660,00                 |                   | 660,00              |                   |                         | 660,00 D                                     |
| <b>Sous Total</b>   | <b>65</b>  |       |        | <b>660,00</b>                |             | <b>660,00</b>          |                   | <b>660,00</b>       |                   |                         | <b>660,00 D</b>                              |
| 6712                | Pénalités, amendes fiscales et pénales                 |       |        | 2 850,00                     |             | 2 850,00               |                   | 2 850,00            |                   |                         | 2 850,00 D                                   |
| 6718                | Autres charges exceptionnelles sur opérations de g     |       |        | 150,99                       |             | 150,99                 |                   | 150,99              |                   |                         | 150,99 D                                     |
| 673                 | Titres annulés s/ ex antérieurs                        |       |        | 5 797,03                     |             | 5 797,03               |                   | 5 797,03            |                   |                         | 5 797,03 D                                   |
| <b>Sous Total</b>   | <b>67</b>  |       |        | <b>8 798,02</b>              |             | <b>8 798,02</b>        |                   | <b>8 798,02</b>     |                   |                         | <b>8 798,02 D</b>                            |
| 6811                | Dotations aux amortissements sur immobilisations I     |       |        | 39 346,81                    |             | 39 346,81              |                   | 39 346,81           |                   |                         | 39 346,81 D                                  |
| <b>Sous Total</b>   | <b>68</b>  |       |        | <b>39 346,81</b>             |             | <b>39 346,81</b>       |                   | <b>39 346,81</b>    |                   |                         | <b>39 346,81 D</b>                           |
| <b>Total classe</b> | <b>6</b>   |       |        | <b>9 158 437,06</b>          | <b>0,00</b> | <b>9 158 437,06</b>    | <b>508 020,07</b> | <b>9 158 437,06</b> | <b>508 020,07</b> |                         | <b>8 843 870,10 D</b><br><b>193 453,11 C</b> |
| 706100              | Redevance atterrissage national                        |       |        | 19 232,76                    |             | 19 232,76              |                   | 19 232,76           |                   |                         | 19 232,76 C                                  |
| 706101              | Redevance atterrissage international                   |       |        | 3 288,00                     |             | 3 288,00               |                   | 3 288,00            |                   |                         | 3 288,00 C                                   |

## Balance générale des comptes

| N° compte | Libellé  | BE<br>D = Débit<br>C = Crédit |        | Opérations non budgétaires |            | Opérations budgétaires |            | Totaux    |            | Soldes<br>D = Débit<br>C = Crédit |        |
|-----------|--|-------------------------------|--------|----------------------------|------------|------------------------|------------|-----------|------------|-----------------------------------|--------|
|           |  | Débit                         | Crédit | Débit                      | Crédit     | Débit                  | Crédit     | Débit     | Crédit     | Débit                             | Crédit |
| 706102    | Redevance atermilage exonération                   |                               |        | 11 448,81                  | 708 577,03 | 11 448,81              | 708 577,03 | 11 448,81 | 708 577,03 | 697 128,22                        | C      |
| 706110    | redevance balisage national                        |                               |        | 40,00                      | 7 453,33   | 40,00                  | 7 453,33   | 40,00     | 7 453,33   | 7 413,33                          | C      |
| 706111    | Redevance balisage international                   |                               |        | 160,00                     | 1 920,00   | 160,00                 | 1 920,00   | 160,00    | 1 920,00   | 1 760,00                          | C      |
| 706112    | Redevance balisage exonéré                         |                               |        | 440,00                     | 8 510,00   | 440,00                 | 8 510,00   | 440,00    | 8 510,00   | 8 070,00                          | C      |
| 706120    | Redevance stationnement national                   |                               |        | 3,60                       | 12 041,40  | 3,60                   | 12 041,40  | 3,60      | 12 041,40  | 12 037,80                         | C      |
| 706121    | Redevance stationnement international              |                               |        | 246,40                     | 63 275,31  | 246,40                 | 63 275,31  | 246,40    | 63 275,31  | 63 028,91                         | C      |
| 706122    | Redevance stationnement exonéré                    |                               |        | 10 672,60                  | 48 635,80  | 10 672,60              | 48 635,80  | 10 672,60 | 48 635,80  | 37 963,20                         | C      |
| 706142    | Forfait assistance escale RYANAIR                  |                               |        |                            | 106 115,00 |                        | 106 115,00 |           | 106 115,00 | 106 115,00                        | C      |
| 706200    | Redevance passager national                        |                               |        | 15,00                      | 3 038,25   | 15,00                  | 3 038,25   | 15,00     | 3 038,25   | 3 023,25                          | C      |
| 706201    | Redevance passager international                   |                               |        |                            | 250,75     |                        | 250,75     |           | 250,75     | 250,75                            | C      |
| 706202    | Redevance passager exonéré                         |                               |        |                            | 119 662,10 |                        | 119 662,10 |           | 119 662,10 | 119 662,10                        | C      |
| 706210    | Redevance PMR nationale                            |                               |        | 4,00                       | 769,00     | 4,00                   | 769,00     | 4,00      | 769,00     | 765,00                            | C      |
| 706211    | Redevance PMR internationale                       |                               |        |                            | 52,00      |                        | 52,00      |           | 52,00      | 52,00                             | C      |
| 706212    | Redevance PMR exonérée                             |                               |        |                            | 31 539,00  |                        | 31 539,00  |           | 31 539,00  | 31 539,00                         | C      |
| 706220    | Redevance LDCS nationale                           |                               |        |                            | 229,80     |                        | 229,80     |           | 229,80     | 229,80                            | C      |
| 706222    | redevance LDCS exonérée                            |                               |        |                            | 409,80     |                        | 409,80     |           | 409,80     | 409,80                            | C      |
| 706300    | Redevance avaraillement                            |                               |        | 300,00                     | 2 400,00   | 300,00                 | 2 400,00   | 300,00    | 2 400,00   | 2 100,00                          | C      |
| 706301    | redevance avaraillement internationale             |                               |        | 150,00                     | 1 650,00   | 150,00                 | 1 650,00   | 150,00    | 1 650,00   | 1 500,00                          | C      |
| 706302    | redevance avaraillement exonéré                    |                               |        | 500,00                     | 18 150,00  | 500,00                 | 18 150,00  | 500,00    | 18 150,00  | 17 650,00                         | C      |
| 706350    | Redevance extension service AFIS nat.              |                               |        |                            | 1 200,00   |                        | 1 200,00   |           | 1 200,00   | 1 200,00                          | C      |
| 706351    | Redevance extension service AFIS / TWR Extension   |                               |        | 150,00                     | 3 600,00   | 150,00                 | 3 600,00   | 150,00    | 3 600,00   | 3 450,00                          | C      |
| 706352    | Redevance extension service AFIS / TWR Exoneration |                               |        | 450,00                     | 16 789,00  | 450,00                 | 16 789,00  | 450,00    | 16 789,00  | 16 339,00                         | C      |
| 706500    | Assistance technique nationale                     |                               |        |                            | 1 520,00   |                        | 1 520,00   |           | 1 520,00   | 1 520,00                          | C      |
| 706501    | Assistance technique internationale                |                               |        |                            | 660,00     |                        | 660,00     |           | 660,00     | 660,00                            | C      |
| 706502    | Assistance technique exonérée                      |                               |        |                            | 2 514,50   |                        | 2 514,50   |           | 2 514,50   | 2 514,50                          | C      |
| 706510    | Assistance commerciale nationale                   |                               |        |                            | 7 550,00   |                        | 7 550,00   |           | 7 550,00   | 7 550,00                          | C      |
| 706512    | Assistance commerciale exonérée                    |                               |        | 2 015,00                   | 45 426,50  | 2 015,00               | 45 426,50  | 2 015,00  | 45 426,50  | 43 411,50                         | C      |
| 706520    | Assistance complet nationale                       |                               |        | 3 983,00                   | 60 678,57  | 3 983,00               | 60 678,57  | 3 983,00  | 60 678,57  | 56 695,57                         | C      |
| 706521    | Assistance complet internationale                  |                               |        | 60,00                      | 63 710,70  | 60,00                  | 63 710,70  | 60,00     | 63 710,70  | 63 650,70                         | C      |
| 706522    | Assistance complet exonérée                        |                               |        | 2 950,00                   | 59 164,25  | 2 950,00               | 59 164,25  | 2 950,00  | 59 164,25  | 56 214,25                         | C      |
| 706530    | Forfait assistance nat MTOW <4                     |                               |        |                            | 4 680,00   |                        | 4 680,00   |           | 4 680,00   | 4 680,00                          | C      |
| 706531    | Forfait assistance int MTOW <4                     |                               |        |                            | 1 002,53   |                        | 1 002,53   |           | 1 002,53   | 1 002,53                          | C      |
| 706532    | Forfait assistance exo MTOW <4                     |                               |        | 46,00                      | 1 718,00   | 46,00                  | 1 718,00   | 46,00     | 1 718,00   | 1 672,00                          | C      |

## Balance générale des comptes

Exercice :

2019

| N° compte         | Libellé                                       | BE                      |  | Opérations non budgétaires |        | Opérations budgétaires |        | Totaux           |        | Soldes<br>D = Débit<br>C = Crédit |
|-------------------|---|-------------------------|--|----------------------------|--------|------------------------|--------|------------------|--------|-----------------------------------|
|                   |   | D = Débit<br>C = Crédit |  | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit | Débit            | Crédit |                                   |
| 706540            | Forfait assistance nat. MTOW > 4              |                         |  | 300,00                     |        | 300,00                 |        | 300,00           |        | 19 800,00 C                       |
| 706541            | Forfait assistance int. MTOW > 4              |                         |  |                            |        | 14 847,50              |        | 14 847,50        |        | 14 847,50 C                       |
| 706542            | Forfait assistance ext. MTOW > 4              |                         |  |                            |        | 77 120,25              |        | 77 120,25        |        | 77 120,25 C                       |
| 706550            | FORFAIT ASS TECH TRAINING                     |                         |  | 100,00                     |        | 7 034,00               |        | 7 034,00         |        | 6 934,00 C                        |
| 706551            | Forfait assistance technique TRAINING int     |                         |  |                            |        | 6 900,00               |        | 6 900,00         |        | 6 900,00 C                        |
| 706552            | FORFAIT ASST TECH TRAINING EXO                |                         |  | 900,00                     |        | 20 950,00              |        | 20 950,00        |        | 20 050,00 C                       |
| 706600            | Assistance cargo nationale                    |                         |  |                            |        | 13 229,46              |        | 13 229,46        |        | 13 229,46 C                       |
| 706601            | Assistance cargo internationale               |                         |  | 4 741,25                   |        | 143 521,30             |        | 4 741,25         |        | 138 780,05 C                      |
| 706602            | Assistance cargo exonérée                     |                         |  | 4 993,50                   |        | 115 132,70             |        | 4 993,50         |        | 110 139,20 C                      |
| 706610            | Cargo-palettisation nationale                 |                         |  |                            |        | 3 050,00               |        | 3 050,00         |        | 3 050,00 C                        |
| 706611            | Cargo-palettisation internationale            |                         |  |                            |        | 29 663,00              |        | 29 663,00        |        | 29 663,00 C                       |
| 706612            | Cargo-palettisation exonérée                  |                         |  | 4 290,00                   |        | 35 747,00              |        | 4 290,00         |        | 31 457,00 C                       |
| 706620            | Cargo magasin national                        |                         |  | 3 104,40                   |        | 58 493,30              |        | 3 104,40         |        | 55 388,90 C                       |
| 706621            | Cargo-aucuns national                         |                         |  |                            |        | 8 133,24               |        | 8 133,24         |        | 8 133,24 C                        |
| 706622            | Cargo-aucuns international                    |                         |  | 876,38                     |        | 49 806,02              |        | 876,38           |        | 48 929,64 C                       |
| 706630            | Cargo-security national                       |                         |  |                            |        | 9 172,53               |        | 9 172,53         |        | 9 172,53 C                        |
| 706631            | Cargo-security international                  |                         |  |                            |        | 659,75                 |        | 659,75           |        | 659,75 C                          |
| 706632            | Cargo-security exonéré                        |                         |  | 4 800,00                   |        | 13 893,50              |        | 4 800,00         |        | 13 893,50 C                       |
| 706800            | Redevance domaniale loyer national            |                         |  |                            |        | 205 223,75             |        | 205 223,75       |        | 200 423,75 C                      |
| 706801            | Redevance domaniale loyer international       |                         |  |                            |        | 3 200,00               |        | 3 200,00         |        | 3 200,00 C                        |
| 706802            | Redevance domaniale loyer exonéré             |                         |  |                            |        | 886,25                 |        | 886,25           |        | 886,25 C                          |
| 706810            | Charges domaniales nationales                 |                         |  |                            |        | 6 844,99               |        | 6 844,99         |        | 6 844,99 C                        |
| 706820            | Extra aéro nationale                          |                         |  | 4 420,40                   |        | 111 671,54             |        | 4 420,40         |        | 107 251,14 C                      |
| 706822            | Extra aéronautique exonérée                   |                         |  |                            |        | 21 748,65              |        | 21 748,65        |        | 21 748,65 C                       |
| 707001            | Vente de marchandises internationales         |                         |  |                            |        | 55,00                  |        | 55,00            |        | 55,00 C                           |
| 707002            | Vente de marchandises exonérées               |                         |  |                            |        | 130,00                 |        | 130,00           |        | 130,00 C                          |
| 7083              | Locations diverses                            |                         |  |                            |        | 37 233,34              |        | 37 233,34        |        | 37 233,34 C                       |
| 708401            | Mise à disposition de personnel international |                         |  |                            |        | 4 857,30               |        | 4 857,30         |        | 4 857,30 C                        |
| 708402            | Mise à disposition de personnel exonéré       |                         |  |                            |        | 4 228,75               |        | 4 228,75         |        | 4 228,75 C                        |
| 708800            | Produits activités annexes national           |                         |  | 91,74                      |        | 10 632,44              |        | 91,74            |        | 10 540,70 C                       |
| 708801            | Produits activités annexes international      |                         |  |                            |        | 16,68                  |        | 16,68            |        | 16,68 C                           |
| 708802            | Produits activités annexes exonérées          |                         |  | 50,04                      |        | 322,08                 |        | 50,04            |        | 272,04 C                          |
| <b>Sous Total</b> | <b>70</b>                                     |                         |  | <b>84 822,88</b>           |        | <b>2 972 594,58</b>    |        | <b>84 822,88</b> |        | <b>2 887 771,70 C</b>             |

## Balance générale des comptes

| N° compte            | Libellé  | BE            |               | Opérations non budgétaires |                      | Opérations budgétaires |                     | Totaux               |                      | Soldes                 |                        |                       |
|----------------------|--|---------------|---------------|----------------------------|----------------------|------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|
|                      |  | D = Débit     | C = Crédit    | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit              | Débit                | Crédit               | D = Débit              | C = Crédit             |                       |
| 74                   | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT                      |               |               |                            |                      |                        |                     |                      |                      |                        |                        |                       |
| 740100               | Versement Département                              |               |               |                            |                      | 750 000,00             |                     |                      |                      | 750 000,00             |                        | 750 000,00 C          |
| 740101               | Versement CAC                                      |               |               |                            |                      | 750 000,00             |                     |                      |                      | 750 000,00             |                        | 750 000,00 C          |
| 740102               | Versement Région                                   |               |               |                            |                      | 500 000,00             |                     |                      |                      | 500 000,00             |                        | 500 000,00 C          |
| 740110               | Subv. Majoration aéroport                          |               |               |                            |                      | 1 000 000,00           |                     |                      |                      | 1 000 000,00           |                        | 1 000 000,00 C        |
| <b>Sous Total</b>    | <b>74</b>  |               |               | <b>482 200,00</b>          | <b>482 200,00</b>    | <b>482 200,00</b>      | <b>482 200,00</b>   | <b>2 764 235,89</b>  | <b>2 764 235,89</b>  | <b>482 200,00</b>      | <b>482 200,00</b>      | <b>2 282 035,89 C</b> |
| 7711                 | Débits et pénalités perçus                         |               |               |                            |                      | 31 080,13              |                     |                      |                      | 31 080,13              |                        | 31 080,13 C           |
| 7714                 | Recouvrement sur créances admises en non valeur    |               |               |                            |                      | 17,00                  |                     |                      |                      | 17,00                  |                        | 17,00 C               |
| 7717                 | Dégrèvement impôts autres que IS                   |               |               |                            |                      | 328 548,00             |                     |                      |                      | 328 548,00             |                        | 328 548,00 C          |
| 7718                 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gc |               |               |                            |                      | 222 906,30             |                     |                      |                      | 222 906,30             |                        | 222 906,30 C          |
| 773                  | Mandats annulés sur exercices antérieurs           |               |               | 0,15                       |                      | 19 847,46              |                     |                      |                      | 19 847,46              |                        | 19 847,46 C           |
| 778000               | Autres produits exceptionnels                      |               |               | 0,15                       |                      | 48 167,43              |                     |                      |                      | 48 167,43              |                        | 48 167,28 C           |
| <b>Sous Total</b>    | <b>77</b>  |               |               | <b>0,15</b>                | <b>0,15</b>          | <b>650 566,32</b>      | <b>650 566,32</b>   | <b>0,15</b>          | <b>0,15</b>          | <b>650 566,32</b>      | <b>650 566,17 C</b>    |                       |
| <b>Total classe</b>  | <b>7</b>   | <b>0,00 D</b> | <b>0,00 C</b> | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          | <b>9 387 396,79</b>    | <b>9 387 396,79</b> | <b>567 023,03</b>    | <b>567 023,03</b>    | <b>9 387 396,79</b>    | <b>9 387 396,79</b>    | <b>0,00 D</b>         |
| 890                  | Bilan d'ouverture                                  |               |               |                            |                      |                        |                     |                      |                      |                        |                        | 0,00 D                |
| <b>Sous Total</b>    | <b>89</b>  |               |               |                            |                      |                        |                     |                      |                      |                        |                        | <b>0,00 D</b>         |
| <b>Total classe</b>  | <b>8</b>   | <b>0,00 D</b> | <b>0,00 C</b> | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00 C</b>         |
| <b>Total général</b> |  |               |               | <b>33 145 752,28</b>       | <b>33 288 718,31</b> | <b>10 077 729,70</b>   | <b>9 934 763,67</b> | <b>47 896 371,37</b> | <b>47 896 371,37</b> | <b>13 354 428,20 D</b> | <b>13 354 428,20 C</b> |                       |

**Balance générale des comptes**

| N° compte             | Libellé | BE                               |               | Opérations non budgétaires |               | Opérations budgétaires |               | Totaux        |                                    | Soldes    |            |
|-----------------------|---------|----------------------------------|---------------|----------------------------|---------------|------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|-----------|------------|
|                       |         | D = Débit                        | C = Crédit    | Débit                      | Crédit        | Débit                  | Crédit        | Débit         | Crédit                             | D = Débit | C = Crédit |
| <b>Total classe 1</b> |         | 338 441,08 D<br>3 713 403,79 C   | 159 787,50    | 159 787,50                 | 250,00        | 0,00                   | 498 478,58    | 3 873 191,29  | 338 441,08 D<br>3 713 153,79 C     |           |            |
| <b>Total classe 2</b> |         | 372 787,14 D<br>34 233,45 C      | 0,00          | 0,00                       | 352 019,61    | 39 346,81              | 724 806,75    | 73 580,26     | 724 806,75 D<br>73 580,26 C        |           |            |
| <b>Total classe 4</b> |         | 2 717 321,02 D<br>925 252,15 C   | 24 348 366,95 | 23 664 471,01              | 0,00          | 0,00                   | 27 065 687,97 | 24 589 723,16 | 3 029 832,09 D<br>553 867,28 C     |           |            |
| <b>Total classe 5</b> |         | 1 244 340,15 D<br>0,00 C         | 8 637 597,83  | 9 464 459,80               | 0,00          | 0,00                   | 9 881 937,98  | 9 464 459,80  | 417 478,18 D<br>0,00 C             |           |            |
| <b>Total classe 6</b> |         | 0,00 D<br>0,00 C                 | 0,00          | 0,00                       | 9 158 437,06  | 508 020,07             | 9 158 437,06  | 508 020,07    | 8 843 870,10 D<br>193 453,11 C     |           |            |
| <b>Total classe 7</b> |         | 0,00 D<br>0,00 C                 | 0,00          | 0,00                       | 567 023,03    | 9 387 396,79           | 567 023,03    | 9 387 396,79  | 0,00 D<br>8 820 373,76 C           |           |            |
| <b>Total classe 8</b> |         | 0,00 D<br>0,00 C                 | 0,00          | 0,00                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00          | 0,00          | 0,00 D<br>0,00 C                   |           |            |
| <b>Total général</b>  |         | 4 672 889,39 D<br>4 672 889,39 C | 33 145 752,28 | 33 288 718,31              | 10 077 729,70 | 9 934 763,67           | 47 896 371,37 | 47 896 371,37 | 13 354 428,20 D<br>13 354 428,20 C |           |            |





**BILAN**

|   | Exercice 2019 |                   |              | Exercice 2018 |
|---|---------------|-------------------|--------------|---------------|
|   | Brut          | Amortis. et prov. | Net          |               |
| <b>ACTIF</b>                            |               |                   |              |               |
| Créances sur les autres débiteurs       | 2 771 697,08  |                   | 2 771 697,08 | 855 721,04    |
| Charges constatées d'avance             |               |                   |              |               |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE) | 6 896 308,39  |                   | 6 896 308,39 | 5 071 346,71  |
| TRESORERIE                              |               |                   |              |               |
| Valeurs mobilières de placement         |               |                   |              |               |
| Disponibilités                          | 414 478,18    |                   | 414 478,18   | 1 241 340,15  |
| Autres                                  |               |                   |              |               |
| TOTAL TRESORERIE                        | 414 478,18    |                   | 414 478,18   | 1 241 340,15  |
| Comptes de régularisation               |               |                   |              |               |
| Ecart de conversion actif               |               |                   |              |               |
| TOTAL GENERAL                           | 7 767 765,98  | 60 452,14         | 7 707 311,84 | 6 588 338,58  |

**BILAN**

| <b>PASSIF</b>   | <b>Exercice 2019</b> | <b>Exercice 2018</b> |
|---|----------------------|----------------------|
| FONDS PROPRES   |                      |                      |
| Financements reçus  |                      |                      |
| Financement de l'actif par l'état   |                      |                      |
| Financement de l'actif par des tiers  |                      |                      |
| Fonds propres des fondations  | 3 000 000,00         | 3 000 000,00         |
| DOTATION  |                      |                      |
| Réserves  |                      |                      |
| Report à nouveau  |                      |                      |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)  |                      |                      |
| Provisions réglementées   |                      |                      |
| TOTAL   | 3 000 000,00         | 3 000 000,00         |
| Provisions pour risques et charges  |                      |                      |
| Provisions pour risques   | 712 971,79           | 712 971,79           |
| Provisions pour charges   |                      |                      |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES  | 712 971,79           | 712 971,79           |
| DETTES FINANCIERES  |                      |                      |
| Emprunts obligataires   |                      |                      |
| Emprunts souscrits auprès des établissements financiers                                 |                      |                      |
| Dettes financières et autres emprunts   |                      |                      |
| TOTAL DETTES FINANCIERES  | 164 219,10           | 526 093,33           |
| DETTES NON FINANCIERES  |                      |                      |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés  |                      |                      |
| Dettes fiscales et sociales   | 1 551 427,67         | 1 705 763,81         |
| Avances et acomptes reçus   |                      |                      |
| Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention) |                      |                      |
| Autres dettes non financières   | 2 800 038,27         | 918 539,86           |

**BILAN**

| <b>PASSIF</b> |                                       | <b>Exercice 2019</b> | <b>Exercice 2018</b> |
|---------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
|               |                                       |                      |                      |
|               |                                       |                      |                      |
|               | Produits constatés d'avance           |                      |                      |
|               | TOTAL DETTES NON FINANCIERES          | 4 515 685,04         | 3 150 397,00         |
|               | TRESORERIE                            |                      |                      |
|               | Autres éléments de trésorerie passive |                      |                      |
|               |                                       |                      |                      |
|               |                                       |                      |                      |
|               |                                       |                      |                      |
|               | TOTAL TRESORERIE                      |                      |                      |
|               | Comptes de régularisation             |                      |                      |
|               | Ecart de conversion Passif            |                      |                      |
|               | TOTAL GENERAL                         | 8 228 656,83         | 6 863 368,79         |

## Compte de résultat

|           | POSTES  | Exercice 2019 |                 | Exercice 2018 |
|-----------|---|---------------|-----------------|---------------|
|           |   |               | Totaux partiels |               |
|           | CHARGES D'EXPLOITATION (AUTRES QUE FINANCIERES)             |               |                 |               |
|           | COUT D'ACHAT DES MARCHANDISES VENDUES DANS L'EXERCICE (H.T) |               |                 |               |
| 6087/607  | Achats de marchandises (et emballages) y compris frais      |               |                 |               |
| ET 6027   | accessoires externes (-6097)                                |               |                 |               |
| 6037      | Variation des stocks de marchandises (moins ou plus)        |               |                 |               |
|           | CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS (H.T)   | 3 061 151,91  |                 | 3 281 465,24  |
|           | ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS (inclus frais accessoires ext)  |               |                 |               |
|           | Achats de matières premières (-6091)                        | 23 400,00     |                 | 12 650,00     |
| 602/6082  | (-6027) Achats d'autres approvisionnements (matières et     | 9 563,09      |                 | 54 030,58     |
|           | fournitures consommables (-6092)                            |               |                 |               |
| 6031/6032 | Variations des stocks (moins ou plus)                       |               |                 |               |
|           | AUTRES CHARGES EXTERNES                                     |               |                 |               |
| 604       | Prestations de services                                     | 59 991,59     |                 | 92 934,09     |
| 611       | Achats de sous-traitance (-619, -629)                       | 781 967,25    |                 | 582 516,56    |
|           | Achats de services extérieurs                               |               |                 |               |
| 621       | Personnel intérimaire                                       | 82 856,40     |                 | 114 931,48    |
| 612       | Redevance de crédit-bail (à ventiler en Mobil. et Immobil.) |               |                 |               |
|           | AUTRES SERVICES EXTERIEURS (détail facultatif)              |               |                 |               |
| 613       | Locations   | 199 463,55    |                 | 193 919,71    |
| 614       | Charges locatives et de copropriété                         |               |                 |               |
| 615       | Travaux d'entretien et de réparations                       | 346 563,56    |                 | 391 445,02    |
| 616       | Prime d'assurance   | 55 559,71     |                 | 86 011,06     |
| 617       | Etudes et recherches  |               |                 |               |
| 618       | Documentation   | 109 584,53    |                 | 5 652,44      |
| 622       | Rémunération d'intermédiaires et honoraires                 | 131 483,58    |                 | 95 807,07     |
| 623       | Publicité, information, publication                         | 1 142 685,52  |                 | 1 500 416,63  |
| 624       | Transports de biens et transports collectifs du personnel   | 506,15        |                 | 658,67        |
| 625       | Déplacement, missions et réceptions                         | 63 670,75     |                 | 79 263,45     |
| 626       | Frais postaux et frais de télécommunication                 | 36 420,07     |                 | 36 989,28     |
| 627       | Services bancaires  | 756,12        |                 | 1 458,01      |

**Compte de résultat**

|         | POSTES  | Exercice 2019 |                 | Exercice 2 018 |
|---------|---|---------------|-----------------|----------------|
|         |   |               | Totaux partiels |                |
| 628     | Charges externes diverses   | 16 680,04     |                 | 32 783,19      |
|         | <b>IMPOT, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>                       |               | 167 587,34      | 411 920,51     |
| 631/633 | Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunération             | 142 240,33    |                 | 359 490,51     |
| 635/637 | Autres impôts, taxes et versements                                | 25 347,01     |                 | 52 430,00      |
|         | <b>CHARGES DE PERSONNEL</b>                                       |               | 4 080 290,79    | 4 051 716,00   |
| 641     | Rémunération du personnel   | 2 948 069,97  |                 | 2 673 052,34   |
| 642     | Rémunération du personnel   |               |                 |                |
| 643     | Rémunération du personnel   |               |                 |                |
| 644     | Rémunération du personnel   |               |                 |                |
| 648     | Rémunération du personnel   | 80 061,50     |                 | 76 422,25      |
| 645     | Charges de sécurité sociale et de prévoyance                      | 1 052 159,32  |                 | 1 302 241,41   |
|         | <b>AUTRES CHARGES DE PERSONNEL (détail facultatif)</b>            |               | 34 182,08       | 30 425,29      |
| 646     | Rémunérations diverses  |               |                 |                |
| 647     | Autres charges sociales   | 34 182,08     |                 | 30 425,29      |
|         | <b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (CH. CALC.)</b> |               | 39 346,81       | 24 653,33      |
| 6811    | Sur immobilisations : dotations aux amortissements                |               |                 |                |
| 6812    | Sur charges à répartir : dotations aux amortissements             | 39 346,81     |                 | 24 653,33      |
| 6813    | Sur immobilisations : dotations aux provisions                    |               |                 |                |
| 6814    | Sur actif circulant : dotations aux provisions                    |               |                 |                |
| 6815    | pour risques et charges : dotations aux provisions                |               |                 |                |
|         | <b>AUTRES CHARGES (détail facultatif) :</b>                       |               | 515 614,60      | 445 447,82     |

**Compte de résultat**

|     | POSTES   | Exercice 2019 |                 | Exercice 2018 |
|-----|--|---------------|-----------------|---------------|
|     |  | Exercice      | Totaux partiels |               |
| 606 | Achats d'approvisionnements non stockés  | 515 614,60    |                 | 445 447,82    |
| 65  | Autres charges de gestion courante (sauf charges sur conventions et autres ressources affectées et le cas échéant charges spécifiques) |               |                 |               |
| 655 | Charges sur conventions et autres ressources affectées (détail facultatif)   |               |                 |               |
| 657 | Charges spécifiques  |               |                 |               |
|     | <b>CHARGES FINANCIERES:</b>  |               |                 |               |
| 686 | Dotations aux amortissements et aux provisions (charges financières) (charges calculées)   |               |                 |               |
| 661 | Charges d'intérêt  |               |                 |               |
| 666 | différences négatives de change  |               |                 |               |
| 667 | Charges nette sur cession de valeurs mobilières de placement   |               |                 |               |
| 668 | Autres charges financières   |               |                 |               |
|     | <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (sur opérations de gestion)</b>   | 3 000,99      | 3 000,99        | 42,11         |
| 671 | Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice   | 3 000,99      |                 | 42,11         |
| 674 | Charges exceptionnelles sur opérations des exercices antérieurs  |               |                 |               |
|     | sur opérations en capital :  |               |                 |               |
| 675 | Valeurs comptables des éléments actifs cédés   |               |                 |               |
| 678 | Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital   |               |                 |               |
|     | <b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (charges calculées)</b>  |               |                 |               |
| 687 | Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles)   |               |                 |               |
| 695 | Impôts sur les bénéfices   |               |                 |               |
|     | Solde créditeur : <b>B E N E F I C E</b>   |               | 20 745,73       |               |
|     | <b>TOTAL GENERAL:</b>  |               | 7 921 920,25    | 8 245 670,30  |

**Compte de résultat**

|         | POSTES   | Exercice 2019 |                 | Exercice 2018 |
|---------|--|---------------|-----------------|---------------|
|         |  | Exercice      | Totaux partiels |               |
|         | PRODUITS D'EXPLOITATION (AUTRES QUE FINANCIERS) :  |               |                 |               |
| 707     | Ventes de marchandises (H.T) [- 7097]  | 185,00        |                 | 7 642,23      |
|         | PRODUCTION VENDUE  |               | 2 571 616,61    | 2 812 231,03  |
| 701/702 |  |               |                 |               |
| et 703  | Ventes (- 7091, - 7092, - 7093)  |               |                 |               |
| 704     | Travaux (- 7094)   |               |                 |               |
| 705     | Etudes (- 7095)  |               |                 |               |
| 706     | Prestations de services (- 7096)   | 2 571 616,61  |                 | 2 812 231,03  |
|         | MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRE   |               |                 |               |
|         | PRODUCTION STOCKEE (variation) [plus ou moins]   |               | 5 282 035,89    | 4 983 646,33  |
| 713     | en cours de production de biens [plus ou moins]  |               |                 |               |
| 714     | en cours de production de services [plus ou moins]   |               |                 |               |
| 715     | Production [plus ou moins]   |               |                 |               |
| 72      | Production immobilisée   |               |                 |               |
| 74      | Subventions d'exploitation   | 5 282 035,89  |                 | 4 983 646,33  |
|         | REPRISES SUR CHARGES D'EXPLOITATION  |               |                 |               |
| 781     | Reprises sur amortissements et provisions  |               |                 |               |
|         | (charge d'exploitation)  |               |                 |               |
| 79      | reprises de charges transférées  |               |                 |               |
|         | AUTRES PRODUITS (détail facultatif) :  |               | 19 915,47       | 16 090,18     |
| 708     | Produits des activités annexes (- 7098)  |               |                 |               |
| 75      | Autres produits de gestion courante (sauf produits sur conventions et autres ressources affectées et produits spécifiques) | 19 915,47     |                 | 16 090,18     |
| 755     | produits sur conventions et autres ressources affectées (détail facultatif)  |               |                 |               |
| 757     | produits spécifiques   |               |                 |               |
|         | PRODUITS FINANCIERS  |               |                 |               |
| 761     | Produits de participation  |               |                 |               |



**Compte de résultat**

|        | POSTES   | Exercice 2019 |                 | Exercice 2 018 |
|--------|--|---------------|-----------------|----------------|
|        |  | Exercice      | Totaux partiels |                |
| 762    | Produits des autres immobilisations financières                  |               |                 |                |
| 763    | Revenus des autres créances                                      |               |                 |                |
| 764    | Revenus des valeurs mobilières de placement                      |               |                 |                |
| 765    | Escomptes obtenus  |               |                 |                |
| 786/79 | Reprises sur provisions et transferts de charges                 |               |                 |                |
| 766    | Différences positives de change                                  |               |                 |                |
| 768    | Autres produits financiers                                       |               |                 |                |
| 767    | Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement     |               |                 |                |
|        | <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                    |               | 48 167,28       | 10 234,89      |
|        | Sur opérations de gestion:                                       |               |                 |                |
| 771    | Produits exceptionnels sur opérations de l'exercice              |               |                 |                |
| 774    | Produits exceptionnels sur opérations des exercices antérieurs   |               |                 |                |
|        | Sur opérations en capital :                                      |               |                 |                |
| 775    | Produits des cessions d'éléments d'actif                         |               |                 |                |
| 777    | Subventions d'investissements virées aux résultats de l'exercice |               |                 |                |
| 778    | Autres produits sur opérations en capital                        | 48 167,28     |                 | 10 234,89      |
| 787    | Reprises sur provisions  |               |                 |                |
|        | Solde débiteur : PERTE   |               |                 | 415 825,64     |
|        | <b>TOTAL GENERAL :</b>   |               | 7 921 735,25    | 7 829 844,66   |

## Balance définitive de l'exercice 2019

Exercice :

2019

| COMPTE | LIBELLE   | DEBIT        | CREDIT       |
|--------|---|--------------|--------------|
| 1021   | Dotation  |              | 3 000 000,00 |
| 119    | report à nouveau (solde débiteur)                   | 338 441,08   |              |
| 120    | Résultat de l'exercice (bénéfice)                   |              | 169 956,77   |
| 1581   | Provisions pour remises en état                     |              | 712 971,79   |
| 165    | Dépôts et cautionnement reçus                       |              | 182,00       |
| 2031   | Frais d'études                                      | 20 042,13    |              |
| 2051   | Concession et droits assimilés                      | 59 279,04    |              |
| 207    | Fonds commercial                                    | 2,00         |              |
| 2135   | Installations générales, agencements, aménagements  | 188 506,17   |              |
| 2153   | Installations à caractère spécifique                | 39 720,00    |              |
| 2154   | Matériel industriel                                 | 118 299,55   |              |
| 2182   | Matériel de transport                               | 54 842,38    |              |
| 2183   | Matériel de bureau et matériel informatique         | 91 729,08    |              |
| 2184   | Mobilier  | 7 997,91     |              |
| 2188   | Matériels divers (à subdiviser comme le 2111)       | 144 388,49   |              |
| 28051  | Amortissement concession, droit, brevet             |              | 9 997,68     |
| 28135  | Amortissement Instal agencement, aménagement des co |              | 3 130,44     |
| 28153  | Amortissement Installations à caractère spécifique  |              | 5 634,00     |
| 28154  | Amortissement Matériel industriel                   |              | 25 186,16    |
| 28182  | Amortissement Matériel de transport                 |              | 11 369,08    |
| 28183  | Amortissement Matériel bureau et informatique       |              | 13 979,45    |
| 28184  | Amortissement mobilier                              |              | 1 616,00     |
| 28188  | Amortissement autres                                |              | 2 667,45     |
| 4011   | Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations d  |              | 2 773,12     |
| 40471  | Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garan  |              | 1 280,45     |
| 4081   | Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations d  |              | 160 165,53   |
| 4111   | Clients - Ventes de biens ou de prestations de ser  | 2 372 752,43 |              |
| 418    | Clients - Produits non encore facturés              | 381 600,00   |              |
| 431    | Sécurité sociale                                    |              | 179 554,00   |
| 437    | Autres organismes sociaux                           |              | 16 796,79    |
| 4421   | Prelevement à la source- l'impôt sur le revenu      |              | 9 570,00     |
| 444    | État - Impôts sur les bénéfices                     | 222 902,00   |              |
| 44567  | Crédit de TVA à reporter                            | 15 182,00    |              |
| 44583  | Remboursement de TVA demandé                        | 34 475,00    |              |
| 447    | Autres impôts et taxes                              |              | 200,00       |
| 466    | Excédent de versement                               |              | 28 342,14    |

**Balance définitive de l'exercice 2019**

| COMPTE | LIBELLE                                | DEBIT               | CREDIT              |
|--------|--|---------------------|---------------------|
| 4711   | Versements des registres               | 2 919,71            |                     |
| 47131  | Recettes perçues pour compte AAA       |                     | 77 590,03           |
| 47132  | Recettes perçues pour compte RYANAIR   |                     | 49 201,74           |
| 47133  | SEVE PAR MIRE TIRMANT                  |                     | 26 978,48           |
| 47134  | Recettes perçues pour le compte IBERIA |                     | 1 415,00            |
| 4784   | Arrondis sur déclaration de TVA        | 0,95                |                     |
| 5151   | Compte au Trésor                       | 414 478,18          |                     |
| 5412   | Registres de vrecettes fonds de caisse | 3 000,00            |                     |
|        | <b>TOTAL GENERAL</b>                   | <b>4 510 558,10</b> | <b>4 510 558,10</b> |



## COMPTE DE GESTION

Etablissement Public de Gestion de L'AEROPORT DE VATRY  
Budget EPIC de VATRY

Exercice : 2019

L'Agent Comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. L'Ordonnateur soussigné, certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

à Vatry

le 29 mai 2020

L'Agent Comptable,

*[Signature]*  
Etablissement Public de gestion  
de l'Aéroport de Vatry

CS 90006 - Rue Louis-Biériot  
51555 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

L'Ordonnateur soussigné, certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

à Vatry

le 29 mai 2020

L'Ordonnateur,

*[Signature]*

RCS Chalons : 820 964 260 - APE : 5223Z  
Siret : 820 964 260 00013  
Tél. : 03 26 64 82 00 - Fax : 03 26 64 82 11



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**COLLECTIVITE**

**Etablissement Public de Gestion de L'AEROPORT DE VATRY**

**POSTE COMPTABLE DE :**

**AC de l'Aéroport de Vatry**

**EPIC de VATRY**

**M4**

**COMPTE ADMINISTRATIF**

**ANNEE 2019**

## SOMMAIRE

|          |  |         |            |
|----------|--|---------|------------|
|          | <b>I. Informations générales</b>   |         |            |
| P. 2     | Modalité de vote du mouvement  |         |            |
|          | <b>II. Présentation générale du compte administratif</b>   |         |            |
| P. 3     | A1 - Vue d'ensemble - Sections   |         |            |
| P. 4     | A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres   |         |            |
| P. 5     | A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres   |         |            |
| P. 6     | B1 - Balance générale du mouvement - Dépenses  |         |            |
| P. 7     | B2 - Balance générale du mouvement - Recettes  |         |            |
|          | <b>III. Vote du compte administratif</b>   |         |            |
| P. 8-10  | A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles   |         |            |
| P. 11-12 | A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles   |         |            |
| P. 13-14 | B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses  |         |            |
| P. 15    | B2 - Section d'investissement - Détail des recettes  |         |            |
| P. 16    | B3 - Opération d'équipement - Détail des chapitres et articles   |         |            |
|          | <b>IV. Annexes</b>   | Jointes | Sans objet |
|          | <b>A - Eléments du bilan</b>   |         |            |
|          | A1.1 - Etat de la dette - Dette sur emprunt - Répartition des prêteurs                                 |         |            |
|          | A1.2 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par type de taux                                    |         |            |
|          | A1.3 - Autres dettes   |         |            |
|          | A1.4 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes   |         |            |
|          | A1.5 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement                       |         |            |
|          | A1.6 - Etat de la dette - Contrats de couverture du risque financier                                   |         |            |
|          | A1.7 - Etat de la dette - Crédits de trésorerie  |         |            |
|          | A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements  |         |            |
|          | A3.1 - Etat des provisions   |         |            |
|          | A3.2 - Etalement des provisions  |         |            |
|          | A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses   |         |            |
|          | A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes   |         |            |
|          | A5.1 - Etat des ventilations des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement           |         |            |
|          | A5.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif   |         |            |
|          | A6 - Etat des charges transférées  |         |            |
|          | A7 - Détail des opérations pour le compte de Tiers   |         |            |
|          | A8.1 - Variations du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées                                  |         |            |
|          | A8.2 - Variations du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties                                  |         |            |
|          | A9.1 - Variations du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Entrées                       |         |            |
|          | A9.2 - Variations du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Sorties                       |         |            |
|          | <b>B - Engagements hors bilan</b>  |         |            |
|          | B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie   |         |            |
|          | B1.2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget   |         |            |
|          | B1.3 - Etat des contrats crédits-bail  |         |            |
|          | B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privée  |         |            |
|          | B1.5 - Etat des autres engagements donnés  |         |            |
|          | B1.6 - Etat des engagements reçus  |         |            |
|          | B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents                        |         |            |
|          | B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents                        |         |            |
|          | <b>C - Autres éléments d'informations</b>  |         |            |
|          | C1.1 - Etat du personnel au 31/12/N  |         |            |
|          | C1.2 - Etat du personnel non titulaire au 31/12/N  |         |            |
|          | C1.3 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie |         |            |
|          | C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier                             |         |            |
|          | C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe   |         |            |
|          | C4 - Présentation agrégée du budget principal du SPIC et des budgets annexes                           |         |            |
|          | <b>D - Arrêté et signatures</b>  |         |            |
| P. 19    | Arrêté et signatures   |         |            |

|                                      |          |
|--------------------------------------|----------|
| <b>I. INFORMATIONS GENERALES</b>     | <b>I</b> |
| <b>MODALITE DE VOTE DU MOUVEMENT</b> |          |

I - L'assemblée a voté le budget de l'exercice :

- au niveau (1) pour la section d'exploitation.
- au niveau (1) pour la section d'investissement ;
- avec ou sans les chapitres "opérations d'équipements" de l'état III B 3 (2)

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement"

III - Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement
- budgétaires (délibération N° ..... du .....)

(1) à compléter par "du chapitre" ou "de l'article"

(2) Rayer la mention inutile



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                                     | <b>A1</b> |

**EXECUTION DU BUDGET**

|   |   | A            | B            | C                 | D           |
|---|---|--------------|--------------|-------------------|-------------|
|   |   | DEPENSES     | RECETTES     | SOLDE D'EXECUTION |             |
| <b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b> | Section d'exploitation  | 8 843 870,10 | 9 013 826,87 | G-A               | 169 956,77  |
|   | Section d'investissement<br><small>(y compris les comptes 1064 et 1068)</small> | 352 269,61   | 39 346,81    | H-B               | -312 922,80 |

|                                  |  | C          | D | E            | F |
|----------------------------------|--|------------|---|--------------|---|
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b> | Report en section d'exploitation (002)   | 338 441,08 |   | 0,00         |   |
|                                  | Report en section d'investissement (001) | 0,00       |   | 2 661 878,31 |   |

|                                       |  | P=           | Q=            | R=                |
|---------------------------------------|--|--------------|---------------|-------------------|
|                                       |  | DEPENSES     | RECETTES      | SOLDE D'EXECUTION |
| <b>TOTAL (réalisations + reports)</b> |  | 9 534 580,79 | 11 715 051,99 | 2 180 471,20      |

|  |  | E          | F | G    | H |
|--|--|------------|---|------|---|
| <b>RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1</b> | Section d'exploitation                               | 0,00       |   | 0,00 |   |
|  | Section d'investissement                             | 940 000,00 |   | 0,00 |   |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | 940 000,00 |   | 0,00 |   |

|                        |                          | A             | B             | C                 | D            |
|------------------------|--------------------------|---------------|---------------|-------------------|--------------|
|                        |                          | DEPENSES      | RECETTES      | SOLDE D'EXECUTION |              |
| <b>RESULTAT CUMULE</b> | Section d'exploitation   | 9 182 311,18  | 9 013 826,87  | G-H               | -168 484,31  |
|                        | Section d'investissement | 1 292 269,61  | 2 701 225,12  | H-I               | 1 408 955,51 |
|                        | <b>TOTAL CUMULE</b>      | 10 474 580,79 | 11 715 051,99 | G-H-I             | 1 240 471,20 |

| Chap.<br>/ art. (3)                 | Libellé | Dépenses engagées<br>non mandatées | Titres restant à<br>émettre |
|-------------------------------------|---------|------------------------------------|-----------------------------|
| <b>SECTION D'EXPLOITATION</b>       |         |                                    |                             |
| <b>TOTAL SECTION D'EXPLOITATION</b> |         | 0,00                               | 0,00                        |

| Chap.<br>/ art. (3)                   | Libellé  | Dépenses engagées<br>non mandatées | Titres restant à<br>émettre |
|---------------------------------------|--|------------------------------------|-----------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>       |  |                                    |                             |
| 20                                    | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES  | 14 000,00                          | 0,00                        |
| 2031                                  | Frais d'études   | 8 200,00                           | 0,00                        |
| 2051                                  | Concession et droits assimilés   | 5 800,00                           | 0,00                        |
| 21                                    | IMMOBILISATIONS CORPORELLES  | 926 000,00                         | 0,00                        |
| 2135                                  | Installations générales, agencements, aménagements des constructions (à subdivis | 786 600,00                         | 0,00                        |
| 2154                                  | Matériel industriel  | 80 000,00                          | 0,00                        |
| 2183                                  | Matériel de bureau et matériel informatique                                      | 35 900,00                          | 0,00                        |
| 2188                                  | Matériels divers   | 23 500,00                          | 0,00                        |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |  | 940 000,00                         | 0,00                        |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---|---|------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|   |   |                                    | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser au<br>31/12 |                        |
| 011   | Charges générales   | 7 321 000,00                       | 4 346 075,64                             | 0,00                  |                               | 2 974 924,36           |
| 012   | Charges de personnel et frais assimilés                           | 4 610 000,00                       | 4 448 989,63                             | 0,00                  |                               | 161 010,37             |
| 65  | Autres charges de gestion courante                                | 5 000,00                           | 660,00                                   | 0,00                  |                               | 4 340,00               |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>     |   | <b>11 936 000,00</b>               | <b>8 795 725,27</b>                      | <b>0,00</b>           |                               | <b>3 140 274,73</b>    |
| 66  | Charges financières   | 558,92                             | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 558,92                 |
| 67  | Charges exceptionnel  | 12 000,00                          | 8 798,02                                 | 0,00                  |                               | 3 201,98               |
| 68  | Dotations aux amortissements, aux depreciations et aux provisions | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 0,00                   |
| 023   | Virement à la section d'investissement                            | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 0,00                   |
| 014 70  | R.r.r accordés sur vente  | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 0,00                   |
| 46  | Créances sur cessions immobilisations                             | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 0,00                   |
| 69 695  | Impôts sur les bénéfices  | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  |                               | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |   | <b>11 948 558,92</b>               | <b>8 804 523,29</b>                      | <b>0,00</b>           |                               | <b>3 144 035,63</b>    |
| 042   | Dotations aux amortissements, aux depreciations et aux provisions | 40 000,00                          | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |   | <b>40 000,00</b>                   | <b>39 346,81</b>                         |                       |                               | <b>653,19</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                      |   | <b>11 988 558,92</b>               | <b>8 843 870,10</b>                      | <b>0,00</b>           |                               | <b>3 144 688,82</b>    |
| <b>Pour information</b>                           |   |                                    |  |                       |                               |                        |
| <b>D002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b> |   | 338 441,08                         |  |                       |                               |                        |

|   |              |
|---|--------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | 9 182 311,18 |
|---|--------------|

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                    |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|--|--|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|------------------------|
|  |  |                                    | Titres Emis                              | Produits rattachés | Restes à réaliser au<br>31/12 |                        |
| 013  | Atténuations de charges  | 245 900,00                         | 193 453,11                               | 0,00               |                               | 52 446,89              |
| 70   | Valeurs de produits fabriques, prestations de services, marchandises | 6 467 400,00                       | 2 887 771,70                             | 0,00               |                               | 3 579 628,30           |
| 74   | Subventions d'exploitation   | 5 311 300,00                       | 5 282 035,89                             | 0,00               |                               | 29 264,11              |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>      |  | <b>12 024 600,00</b>               | <b>8 363 260,70</b>                      | <b>0,00</b>        |                               | <b>3 661 339,30</b>    |
| 77   | Autres produits exceptionnels  | 302 400,00                         | 650 566,17                               | 0,00               |                               | -348 166,17            |
| 44   | Tva  | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00               |                               | 0,00                   |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>   |  | <b>12 327 000,00</b>               | <b>9 013 826,87</b>                      | <b>0,00</b>        |                               | <b>3 313 173,13</b>    |
| 758  | Produits divers de gestion courante                                  | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                               | 0,00                   |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>   |  | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                              |                    |                               | <b>0,00</b>            |
| <b>TOTAL</b>                                       |  | <b>12 327 000,00</b>               | <b>9 013 826,87</b>                      | <b>0,00</b>        |                               | <b>3 313 173,13</b>    |
| <b>Pour information</b>                            |  |                                    |  |                    |                               |                        |
| <b>R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b> |  | 0,00                               |  |                    |                               |                        |

|   |              |
|---|--------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | 9 013 826,87 |
|---|--------------|

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(11) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021+ RI 040 - DI 040.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                    |                            | Crédits annulés<br>(1) |
|--|--|------------------------------------|--|--------------------|----------------------------|------------------------|
|  |  |                                    | Mandats Emis                             | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 |                        |
| 20   | Immobilisations incorporelles                  | 70 630,00                          | 54 072,82                                |                    | 14 000,00                  | 2 557,18               |
| 21   | Immobilisations corporelles                    | 1 225 600,00                       | 297 946,79                               |                    | 926 000,00                 | 1 653,21               |
| 23   | Immobilisations en cours                       | 50 000,00                          | 0,00                                     |                    |                            | 50 000,00              |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>               |  | <b>1 346 230,00</b>                | <b>352 019,61</b>                        |                    | <b>940 000,00</b>          | <b>54 210,39</b>       |
| 10   | Capital et réserves                            | 1 355 700,00                       | 0,00                                     |                    |                            | 1 355 700,00           |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                  | 500,00                             | 250,00                                   |                    |                            | 250,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>                |  | <b>1 356 200,00</b>                | <b>250,00</b>                            |                    |                            | <b>1 355 950,00</b>    |
| 023  | Virement à la section d'investissement         | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>   |  | <b>2 702 430,00</b>                | <b>352 269,61</b>                        |                    | <b>940 000,00</b>          | <b>1 410 160,39</b>    |
| 040  | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| 041  | Immobilisations corporelles                    | 50 000,00                          | 0,00                                     |                    |                            | 50 000,00              |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>   |  | <b>50 000,00</b>                   | <b>0,00</b>                              |                    |                            | <b>50 000,00</b>       |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>2 752 430,00</b>                | <b>352 269,61</b>                        |                    | <b>940 000,00</b>          | <b>1 460 160,39</b>    |
| <b>Pour information</b>                              |  |                                    |  |                    |                            |                        |
| <b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b> |  | 0,00                               |  |                    |                            |                        |

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>1 292 269,61</b> |
|---|---------------------|

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                    |                            | Crédits annulés<br>(1) |
|--|--|------------------------------------|--|--------------------|----------------------------|------------------------|
|  |  |                                    | Titres Emis                              | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 |                        |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                    | 551,69                             | 0,00                                     |                    |                            | 551,69                 |
| 21   | Immobilisations corporelles (hors biens vivants) | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>               |  | <b>551,69</b>                      | <b>0,00</b>                              |                    |                            | <b>551,69</b>          |
| 10   | Capital et réserves                              | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| <b>Total des recettes financières</b>                |  | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                              |                    |                            | <b>0,00</b>            |
| 15   | Provisions                                       | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| 021  | Virement de la section d'exploitation            | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                   |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>   |  | <b>551,69</b>                      | <b>0,00</b>                              |                    |                            | <b>551,69</b>          |
| 040  | Opérations d'ordre de transfert entre sections   | 40 000,00                          | 39 346,81                                |                    |                            | 653,19                 |
| 041  | Opérations patrimoniales                         | 50 000,00                          | 0,00                                     |                    |                            | 50 000,00              |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>   |  | <b>90 000,00</b>                   | <b>39 346,81</b>                         |                    |                            | <b>50 653,19</b>       |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>90 551,69</b>                   | <b>39 346,81</b>                         |                    |                            | <b>51 204,88</b>       |
| <b>Pour information</b>                              |  |                                    |  |                    |                            |                        |
| <b>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b> |  | 2 661 878,31                       |  |                    |                            |                        |

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>2 701 225,12</b> |
|---|---------------------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>           | <b>B1</b> |

**1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|  | EXPLOITATION  | Opérations<br>réelles (1) | Opération<br>d'ordre (2) | Total               |
|--|---|---------------------------|--------------------------|---------------------|
| 01470                                  | R.r.r accordés sur vente  | 0,00                      |                          | 0,00                |
| 46                                     | Créances sur cessions immobilisations                             | 0,00                      |                          | 0,00                |
| 69695                                  | Impôts sur les bénéfices  | 0,00                      |                          | 0,00                |
| 011                                    | Charges générales   | 4 346 075,64              |                          | 4 346 075,64        |
| 012                                    | Charges de personnel et frais assimilés                           | 4 448 989,63              |                          | 4 448 989,63        |
| 65                                     | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                                | 660,00                    |                          | 660,00              |
| 66                                     | CHARGES FINANCIERES   | 0,00                      |                          | 0,00                |
| 67                                     | CHARGES EXCEPTIONNEL  | 8 798,02                  |                          | 8 798,02            |
| 68                                     | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS | 0,00                      | 39 346,81                | 39 346,81           |
| 023                                    | Virement à la section d'investissement                            | 0,00                      |                          | 0,00                |
| <b>Dépenses d'exploitation - Total</b> |   | <b>8 804 523,29</b>       | <b>39 346,81</b>         | <b>8 843 870,10</b> |

+

|   |            |
|---|------------|
| <b>D002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b> | 338 441,08 |
|---|------------|

=

|   |              |
|---|--------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | 9 182 311,18 |
|---|--------------|

|  | INVESTISSEMENT                                 | Opérations<br>réelles (1) | Opération<br>d'ordre (2) | Total             |
|--|--|---------------------------|--------------------------|-------------------|
| 023                                      | Virement à la section d'investissement         | 0,00                      |                          | 0,00              |
| 10                                       | CAPITAL ET RESERVES                            | 0,00                      |                          | 0,00              |
| 16                                       | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                  | 250,00                    |                          | 250,00            |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                  | 54 072,82                 |                          | 54 072,82         |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 297 946,79                | 0,00                     | 297 946,79        |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 0,00                      |                          | 0,00              |
| 28                                       | Opérations d'ordre de transfert entre sections |                           | 0,00                     | 0,00              |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |  | <b>352 269,61</b>         | <b>0,00</b>              | <b>352 269,61</b> |

+

|  |      |
|--|------|
| <b>D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1</b> | 0,00 |
|--|------|

=

|   |            |
|---|------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | 352 269,61 |
|---|------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>           | <b>B2</b> |

**2 - TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|     | EXPLOITATION   | Opérations réelles (1) | Opération d'ordre (2) | Total               |
|-----|--|------------------------|-----------------------|---------------------|
| 44  | TVA  | 0,00                   |                       | 0,00                |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                                  |                        | 0,00                  | 0,00                |
| 013 | Atténuations de charges  | 193 453,11             |                       | 193 453,11          |
| 70  | VALEURS DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES | 2 887 771,70           |                       | 2 887 771,70        |
| 74  | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION   | 5 282 035,89           |                       | 5 282 035,89        |
| 77  | Autres produits exceptionnels  | 650 566,17             |                       | 650 566,17          |
|     | <b>Recettes d'exploitation - Total</b>                               | <b>9 013 826,87</b>    | <b>0,00</b>           | <b>9 013 826,87</b> |

+

|  |      |
|--|------|
| <b>R002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b> | 0,00 |
|--|------|

=

|   |              |
|---|--------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | 9 013 826,87 |
|---|--------------|

|     | INVESTISSEMENT                                   | Opérations réelles (1) | Opération d'ordre (2) | Total            |
|-----|--|------------------------|-----------------------|------------------|
| 10  | CAPITAL ET RESERVES (sauf 106)                   | 0,00                   |                       | 0,00             |
| 15  | PROVISIONS                                       | 0,00                   |                       | 0,00             |
| 16  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                    | 0,00                   |                       | 0,00             |
| 21  | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (HORS BIENS VIVANTS) | 0,00                   |                       | 0,00             |
| 23  | Opérations patrimoniales                         |                        | 0,00                  | 0,00             |
| 28  | Opérations d'ordre de transfert entre sections   |                        | 39 346,81             | 39 346,81        |
| 021 | Virement de la section d'exploitation            | 0,00                   |                       | 0,00             |
|     | <b>Recettes d'investissement - Total</b>         | <b>0,00</b>            | <b>39 346,81</b>      | <b>39 346,81</b> |

+

|  |              |
|--|--------------|
| <b>R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b> | 2 661 878,31 |
|--|--------------|

+

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| <b>Affectation aux comptes 106</b> | 0,00 |
|------------------------------------|------|

=

|   |              |
|---|--------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | 2 701 225,12 |
|---|--------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>        | <b>A1</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|--|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |  |                                       | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| <b>011</b>          | <b>Charges générales</b>   | <b>7 321 000,00</b>                   | <b>4 346 075,64</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>2 974 924,36</b>    |
|                     |  | <b>7 321 000,00</b>                   | <b>4 346 075,64</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>2 974 924,36</b>    |
| 601                 | Achats stockés - Matières premières et fournitures                 | 14 000,00                             | 23 400,00                                | 0,00                  | 0,00                          | -9 400,00              |
| 6021                | Matières consommables  | 10 000,00                             | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                          | 10 000,00              |
| 6022                | fournitures consommables   | 52 000,00                             | 9 563,09                                 | 0,00                  | 0,00                          | 42 436,91              |
| 604                 | Achats d'études et prestations de services                         | 3 003 400,00                          | 59 991,59                                | 0,00                  | 0,00                          | 2 943 408,41           |
| 6061                | Fournitures non stockables (eau, énergie)                          | 388 000,00                            | 413 421,22                               | 0,00                  | 0,00                          | -25 421,22             |
| 6063                | Fournitures d'entretien et de petit équipement                     | 67 400,00                             | 106 579,61                               | 0,00                  | 0,00                          | -39 179,61             |
| 6064                | Fournitures administratives  | 10 000,00                             | 2 155,09                                 | 0,00                  | 0,00                          | 7 844,91               |
| 6066                | Carburants   | 11 000,00                             | 28 380,77                                | 0,00                  | 0,00                          | -17 380,77             |
| 6068                | Autres matières et fournitures non stockées                        | 31 500,00                             | 74 558,55                                | 0,00                  | 0,00                          | -43 058,55             |
| 611                 | Sous-traitance générale  | 650 000,00                            | 781 066,75                               | 0,00                  | 0,00                          | -131 066,75            |
| 6122                | Crédit-bail mobilier   | 96 800,00                             | 96 403,24                                | 0,00                  | 0,00                          | 396,76                 |
| 6135                | Locations mobilières   | 202 200,00                            | 194 270,28                               | 0,00                  | 0,00                          | 7 929,72               |
| 613700              | Redevance forfait dp   | 0,00                                  | 5 193,27                                 | 0,00                  | 0,00                          | -5 193,27              |
| 61521               | Entretien et réparations sur biens immobiliers (a)                 | 89 100,00                             | 107 883,70                               | 0,00                  | 0,00                          | -18 783,70             |
| 61523               | Entretien et réparations sur biens immobiliers (b)                 | 118 200,00                            | 43 713,20                                | 0,00                  | 0,00                          | 74 486,80              |
| 61551               | Matériel roulant   | 37 000,00                             | 49 544,59                                | 0,00                  | 0,00                          | -12 544,59             |
| 61558               | Autres biens mobiliers   | 70 100,00                             | 74 795,83                                | 0,00                  | 0,00                          | -4 695,83              |
| 6156                | Maintenance  | 75 600,00                             | 85 931,89                                | 0,00                  | 0,00                          | -10 331,89             |
| 6161                | Multirisques   | 40 600,00                             | 40 767,00                                | 0,00                  | 0,00                          | -167,00                |
| 6162                | Assurance obligatoire - dommage construction                       | 0,00                                  | 23 980,00                                | 0,00                  | 0,00                          | -23 980,00             |
| 6168                | Autres assurances  | 49 400,00                             | 14 792,71                                | 0,00                  | 0,00                          | 34 607,29              |
| 617                 | Etudes et recherches   | 32 000,00                             | 400,00                                   | 0,00                  | 0,00                          | 31 600,00              |
| 618                 | Divers   | 123 100,00                            | 193 352,39                               | 0,00                  | 0,00                          | -70 252,39             |
| 6226                | Honoraires   | 81 800,00                             | 130 763,58                               | 0,00                  | 0,00                          | -48 963,58             |
| 6228                | Divers   | 54 600,00                             | 720,00                                   | 0,00                  | 0,00                          | 53 880,00              |
| 6231                | Annonces et inscriptions   | 61 100,00                             | 66 215,56                                | 0,00                  | 0,00                          | -5 115,56              |
| 6233                | Foires et expositions  | 72 500,00                             | 56 462,57                                | 0,00                  | 0,00                          | 16 037,43              |
| 6236                | Catalogues et imprimés   | 9 500,00                              | 4 559,88                                 | 0,00                  | 0,00                          | 4 940,12               |
| 6237                | Publications   | 1 000 000,00                          | 1 007 524,00                             | 0,00                  | 0,00                          | -7 524,00              |
| 6238                | Divers   | 34 400,00                             | 12 483,39                                | 0,00                  | 0,00                          | 21 916,61              |
| 6241                | Transports sur achats  | 1 000,00                              | 506,15                                   | 0,00                  | 0,00                          | 493,85                 |
| 6247                | Transports appro Kerosene  | 70 000,00                             | 40 651,75                                | 0,00                  | 0,00                          | 29 348,25              |
| 6248                | Divers   | 104 000,00                            | 1 632,00                                 | 0,00                  | 0,00                          | 102 368,00             |
| 6251                | Voyages et déplacements du personnel                               | 43 900,00                             | 23 935,30                                | 0,00                  | 0,00                          | 19 964,70              |
| 6256                | Missions   | 44 200,00                             | 23 718,68                                | 0,00                  | 0,00                          | 20 481,32              |
| 6257                | Réceptions   | 30 000,00                             | 16 016,77                                | 0,00                  | 0,00                          | 13 983,23              |
| 6261                | Frais d'affranchisse   | 7 000,00                              | 5 562,67                                 | 0,00                  | 0,00                          | 1 437,33               |
| 6262                | Frais de télécommuni   | 29 600,00                             | 30 857,40                                | 0,00                  | 0,00                          | -1 257,40              |
| 627                 | Services bancaires et assimilés                                    | 2 000,00                              | 756,12                                   | 0,00                  | 0,00                          | 1 243,88               |
| 6281                | Concours divers  | 11 500,00                             | 9 984,00                                 | 0,00                  | 0,00                          | 1 516,00               |
| 6288                | Autres prestations extérieures diverses (recy'go)                  | 9 500,00                              | 6 696,04                                 | 0,00                  | 0,00                          | 2 803,96               |
| 635111              | Contrib. économique territoriale - CFE                             | 443 000,00                            | 449 940,00                               | 0,00                  | 0,00                          | -6 940,00              |
| 635112              | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises                   | 20 000,00                             | 13 358,00                                | 0,00                  | 0,00                          | 6 642,00               |
| 6358                | Autres droits  | 20 000,00                             | 13 587,01                                | 0,00                  | 0,00                          | 6 412,99               |
| <b>012</b>          | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b>                     | <b>4 610 000,00</b>                   | <b>4 448 989,63</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>161 010,37</b>      |
|                     |  | <b>4 610 000,00</b>                   | <b>4 448 989,63</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>161 010,37</b>      |
| 6211                | Personnel intérimaire  | 115 000,00                            | 82 856,40                                | 0,00                  | 0,00                          | 32 143,60              |
| 6218                | Autre personnel extérieur  | 10 600,00                             | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                          | 10 600,00              |
| 6311                | Taxe sur les salaires  | 63 500,00                             | 57 471,00                                | 0,00                  | 0,00                          | 6 029,00               |
| 6333                | Participation des employeurs à la formation professionnelle contin | 28 900,00                             | 51 930,54                                | 0,00                  | 0,00                          | -23 030,54             |
| 6334                | Participation des employeurs à l'effort de construction            | 11 300,00                             | 10 979,00                                | 0,00                  | 0,00                          | 321,00                 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la Régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>        | <b>A1</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|--|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |  |                                       | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| 6335                | Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'a | 18 700,00                             | 18 650,00                                | 0,00                  | 0,00                          | 50,00                  |
| 6336                | COTISAT CNFPT  | 2 300,00                              | 3 209,79                                 | 0,00                  | 0,00                          | -909,79                |
| 6411                | Traitements, salaires et appointements                               | 3 021 100,00                          | 2 964 068,43                             | 0,00                  | 0,00                          | 57 031,57              |
| 6451                | Cotisations d'assurance maladie                                      | 716 300,00                            | 732 709,00                               | 0,00                  | 0,00                          | -16 409,00             |
| 6452                | Cotisations aux mutuelles  | 129 700,00                            | 120 093,80                               | 0,00                  | 0,00                          | 9 606,20               |
| 6453                | Cotisations aux caisses de retraites et de pensions                  | 275 500,00                            | 184 486,09                               | 0,00                  | 0,00                          | 91 013,91              |
| 6454                | Cotisations à Pôle emploi  | 106 900,00                            | 108 292,00                               | 0,00                  | 0,00                          | -1 392,00              |
| 6472                | Versements aux comités d'entreprise et d'établissement               | 20 000,00                             | 23 762,99                                | 0,00                  | 0,00                          | -3 762,99              |
| 6475                | Médecine du travail, pharmacie                                       | 13 000,00                             | 10 419,09                                | 0,00                  | 0,00                          | 2 580,91               |
| 648                 | Autres charges de personnel  | 77 200,00                             | 80 061,50                                | 0,00                  | 0,00                          | -2 861,50              |
| <b>65</b>           | <b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>                            | <b>5 000,00</b>                       | <b>660,00</b>                            | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>4 340,00</b>        |
|                     |  | <b>5 000,00</b>                       | <b>660,00</b>                            | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>4 340,00</b>        |
| 651                 | Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés    | 0,00                                  | 660,00                                   | 0,00                  | 0,00                          | -660,00                |
| 658                 | Diverses autres charges  | 5 000,00                              | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                          | 5 000,00               |
|                     | <b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DE SERVICE</b>                      | <b>11 936 000,00</b>                  | <b>8 795 725,27</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 140 274,73</b>    |
| <b>66</b>           | <b>CHARGES FINANCIERES</b>   | <b>558,92</b>                         | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>558,92</b>          |
|                     |  | <b>558,92</b>                         | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>558,92</b>          |
| 6688                | Autres charges financières   | 558,92                                | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                          | 558,92                 |
| <b>67</b>           | <b>CHARGES EXCEPTIONNEL</b>  | <b>12 000,00</b>                      | <b>8 798,02</b>                          | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 201,98</b>        |
|                     |  | <b>12 000,00</b>                      | <b>8 798,02</b>                          | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 201,98</b>        |
| 6712                | Pénalités, amendes fiscales et pénales                               | 0,00                                  | 2 850,00                                 | 0,00                  | 0,00                          | -2 850,00              |
| 6718                | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion             | 0,00                                  | 150,99                                   | 0,00                  | 0,00                          | -150,99                |
| 673                 | Titres annulés s/ ex antérieurs                                      | 12 000,00                             | 5 797,03                                 | 0,00                  | 0,00                          | 6 202,97               |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     | <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>  | <b>11 948 558,92</b>                  | <b>8 804 523,29</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 144 035,63</b>    |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>        | <b>A1</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1)   | Libellé (1)   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|   |   |                                       | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| 042   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECI.                        | 40 000,00                             | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |
|   |   | 40 000,00                             | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |
| 6811  | Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et | 40 000,00                             | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |
| TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |   | 40 000,00                             | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>                                   |   | 40 000,00                             | 39 346,81                                |                       |                               | 653,19                 |

|  |               |              |      |      |              |
|--|---------------|--------------|------|------|--------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE<br/>L'EXERCICE</b> | 11 988 558,92 | 8 843 870,10 | 0,00 | 0,00 | 3 144 688,82 |
|--|---------------|--------------|------|------|--------------|

|  |            |  |  |  |  |
|--|------------|--|--|--|--|
| <b>Pour information<br/>D002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b> | 338 441,08 |  |  |  |  |
|--|------------|--|--|--|--|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.



|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b>        | <b>A2</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)                                       | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|---|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |   |                                       | Titres Emis                              | Produits<br>rattachés | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| <b>013</b>          | <b>Atténuations de charges</b>                    | <b>245 900,00</b>                     | <b>193 453,11</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>52 446,89</b>       |
|                     |   | <b>245 900,00</b>                     | <b>193 453,11</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>52 446,89</b>       |
| 641900              | REMB/ Rémunérations du personnel                  | 76 000,00                             | 37 778,38                                | 0,00                  | 0,00                          | 38 221,62              |
| 64191               | Remboursement CICE 2016                           | 127 000,00                            | 123 677,00                               | 0,00                  | 0,00                          | 3 323,00               |
| 64198               | Charge de personnel, Autres remboursements        | 9 900,00                              | 15 998,46                                | 0,00                  | 0,00                          | -6 098,46              |
| 645900              | REMB/ Charges rémunération de personnel           | 33 000,00                             | 15 999,27                                | 0,00                  | 0,00                          | 17 000,73              |
| <b>70</b>           | <b>VALEURS DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS</b> | <b>6 467 400,00</b>                   | <b>2 887 771,70</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 579 628,30</b>    |
|                     |   | <b>6 467 400,00</b>                   | <b>2 887 771,70</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 579 628,30</b>    |
| 706                 | Prestations de services                           | 6 403 100,00                          | 2 830 437,89                             | 0,00                  | 0,00                          | 3 572 662,11           |
| 707                 | Ventes de marchandises                            | 0,00                                  | 185,00                                   | 0,00                  | 0,00                          | -185,00                |
| 7083                | Locations diverses                                | 45 000,00                             | 37 233,34                                | 0,00                  | 0,00                          | 7 766,66               |
| 7084                | Mise à disposition de personnel facturée          | 11 000,00                             | 9 086,05                                 | 0,00                  | 0,00                          | 1 913,95               |
| 7088                | Autres produits d'activités annexes               | 8 300,00                              | 10 829,42                                | 0,00                  | 0,00                          | -2 529,42              |
| <b>74</b>           | <b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>                 | <b>5 311 300,00</b>                   | <b>5 282 035,89</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>29 264,11</b>       |
|                     |   | <b>5 311 300,00</b>                   | <b>5 282 035,89</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>29 264,11</b>       |
| 74                  | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT                     | 5 311 300,00                          | 5 282 035,89                             | 0,00                  | 0,00                          | 29 264,11              |
|                     | <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION DE SERVICE</b>   | <b>12 024 600,00</b>                  | <b>8 363 260,70</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 661 339,30</b>    |
| <b>77</b>           | <b>Autres produits exceptionnels</b>              | <b>302 400,00</b>                     | <b>650 566,17</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>-348 166,17</b>     |
|                     |   | <b>302 400,00</b>                     | <b>650 566,17</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>-348 166,17</b>     |
| 771                 | produit exceptionnel sur op de gestion            | 273 000,00                            | 582 551,43                               | 0,00                  | 0,00                          | -309 551,43            |
| 773                 | Mandats annulés sur exercices antérieurs          | 1 000,00                              | 19 847,46                                | 0,00                  | 0,00                          | -18 847,46             |
| 778                 | Autres produits exceptionnels                     | 28 400,00                             | 48 167,28                                | 0,00                  | 0,00                          | -19 767,28             |
|                     |   | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     | <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>                     | <b>12 327 000,00</b>                  | <b>9 013 826,87</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>3 313 173,13</b>    |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b>        | <b>A2</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)                   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |                               |                                       | Titres Emis                              | Produits<br>rattachés | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
|                     |                               | 0,00                                  | 0,00                                     |                       |                               | 0,00                   |
|                     | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b> | 0,00                                  | 0,00                                     |                       |                               | 0,00                   |

|  |               |              |      |      |              |
|--|---------------|--------------|------|------|--------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE<br/>L'EXERCICE</b> | 12 327 000,00 | 9 013 826,87 | 0,00 | 0,00 | 3 313 173,13 |
|--|---------------|--------------|------|------|--------------|

|   |      |  |  |  |  |
|---|------|--|--|--|--|
| <b>Pour information<br/>R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b> | 0,00 |  |  |  |  |
|---|------|--|--|--|--|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>      | <b>B1</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|---|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |   |                                       | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| <b>20</b>           | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                              | <b>70 630,00</b>                      | <b>54 072,82</b>                         |                       | <b>14 000,00</b>              | <b>2 557,18</b>        |
|                     |   | <b>70 630,00</b>                      | <b>54 072,82</b>                         |                       | <b>14 000,00</b>              | <b>2 557,18</b>        |
| 2031                | Frais d'études  | 18 980,00                             | 10 907,63                                |                       | 8 200,00                      | -127,63                |
| 2051                | Concession et droits assimilés                                    | 51 650,00                             | 43 165,19                                |                       | 5 800,00                      | 2 684,81               |
| <b>21</b>           | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                | <b>1 225 600,00</b>                   | <b>297 946,79</b>                        |                       | <b>926 000,00</b>             | <b>1 653,21</b>        |
|                     |   | <b>1 225 600,00</b>                   | <b>297 946,79</b>                        |                       | <b>926 000,00</b>             | <b>1 653,21</b>        |
| 2135                | Installations générales, agencements, aménagements des constructi | 952 710,00                            | 147 817,78                               |                       | 786 600,00                    | 18 292,22              |
| 2154                | Matériel industriel   | 80 000,00                             | 0,00                                     |                       | 80 000,00                     | 0,00                   |
| 2182                | Matériel de transport   | 0,00                                  | 4 392,08                                 |                       | 0,00                          | -4 392,08              |
| 2183                | Matériel de bureau et matériel informatique                       | 33 100,00                             | 17 129,80                                |                       | 35 900,00                     | -19 929,80             |
| 2184                | Mobilier  | 0,00                                  | 988,43                                   |                       | 0,00                          | -988,43                |
| 2188                | Matériels divers  | 159 790,00                            | 127 618,70                               |                       | 23 500,00                     | 8 671,30               |
| <b>23</b>           | <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>                                   | <b>50 000,00</b>                      | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>50 000,00</b>       |
|                     |   | <b>50 000,00</b>                      | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>50 000,00</b>       |
| 238                 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corj   | 50 000,00                             | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 50 000,00              |
|                     | <b>TOTAL DES DEPENSES D'ÉQUIPEMENT</b>                            | <b>1 346 230,00</b>                   | <b>352 019,61</b>                        |                       | <b>940 000,00</b>             | <b>54 210,39</b>       |
| <b>10</b>           | <b>CAPITAL ET RESERVES</b>  | <b>1 355 700,00</b>                   | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>1 355 700,00</b>    |
|                     |   | <b>1 355 700,00</b>                   | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>1 355 700,00</b>    |
| 1021                | Dotation  | 1 355 700,00                          | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 1 355 700,00           |
| <b>16</b>           | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>                              | <b>500,00</b>                         | <b>250,00</b>                            |                       | <b>0,00</b>                   | <b>250,00</b>          |
|                     |   | <b>500,00</b>                         | <b>250,00</b>                            |                       | <b>0,00</b>                   | <b>250,00</b>          |
| 165                 | Dépôts et cautionnements reçus                                    | 500,00                                | 250,00                                   |                       | 0,00                          | 250,00                 |
|                     | <b>TOTAL DES DEPENSES FINANCIÈRES</b>                             | <b>1 356 200,00</b>                   | <b>250,00</b>                            |                       | <b>0,00</b>                   | <b>1 355 950,00</b>    |
|                     |   | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     | <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>                                     | <b>2 702 430,00</b>                   | <b>352 269,61</b>                        |                       | <b>940 000,00</b>             | <b>1 410 160,39</b>    |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>      | <b>B1</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|---|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |   |                                       | Mandats Emis                             | Charges<br>rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
|                     |   | 0,00                                  | 0,00                                     |                       |                               | 0,00                   |
| 041                 | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                              | 50 000,00                             | 0,00                                     |                       |                               | 50 000,00              |
| 2135                | Installations générales, agencements, aménagements des construc | 50 000,00                             | 0,00                                     |                       |                               | 50 000,00              |
|                     | <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>                                   | 50 000,00                             | 0,00                                     |                       |                               | 50 000,00              |

|  |              |            |      |            |              |
|--|--------------|------------|------|------------|--------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE<br/>L'EXERCICE</b> | 2 752 430,00 | 352 269,61 | 0,00 | 940 000,00 | 1 460 160,39 |
|--|--------------|------------|------|------------|--------------|

|   |      |  |  |  |  |
|---|------|--|--|--|--|
| <b>Pour information<br/>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b> | 0,00 |  |  |  |  |
|---|------|--|--|--|--|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>      | <b>B2</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1) | Libellé (1)                            | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|---------------------|--|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                     |  |                                       | Titres Emis                              | Produits<br>rattachés | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| 16                  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES          | 551,69                                | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 551,69                 |
|                     |  | 551,69                                | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 551,69                 |
| 165                 | Dépôts et cautionnements reçus         | 551,69                                | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 551,69                 |
|                     |  | 0,00                                  | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 0,00                   |
|                     | <b>TOTAL DES RECETTES D'ÉQUIPEMENT</b> | <b>551,69</b>                         | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>551,69</b>          |
|                     |  | 0,00                                  | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 0,00                   |
|                     | <b>TOTAL DES RECETTES FINANCIÈRES</b>  | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>            |
|                     |  | 0,00                                  | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 0,00                   |
|                     |  | 0,00                                  | 0,00                                     |                       | 0,00                          | 0,00                   |
|                     | <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>          | <b>551,69</b>                         | <b>0,00</b>                              |                       | <b>0,00</b>                   | <b>551,69</b>          |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>      | <b>B2</b>  |

| Chap.<br>/ art. (1)           | Libellé (1)   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR<br>N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                               | Crédits annulés<br>(1) |
|-------------------------------|---|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
|                               |   |                                       | Titres Emis                              | Produits<br>rattachés | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                        |
| <b>040</b>                    | <b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>           | <b>40 000,00</b>                      | <b>39 346,81</b>                         |                       |                               | <b>653,19</b>          |
|                               |   | <b>40 000,00</b>                      | <b>39 346,81</b>                         |                       |                               | <b>653,19</b>          |
| 28051                         | Amortissement concession, droit, brevet                         | 8 200,00                              | 8 056,93                                 |                       |                               | 143,07                 |
| 28135                         | Amortissement Instal agencement, aménagement des constructions  | 2 100,00                              | 2 034,42                                 |                       |                               | 65,58                  |
| 28153                         | Amortissement Installations à caractère spécifique              | 2 000,00                              | 1 986,00                                 |                       |                               | 14,00                  |
| 28154                         | Amortissement Matériel industriel                               | 12 000,00                             | 11 829,96                                |                       |                               | 170,04                 |
| 28182                         | Amortissement Matériel de transport                             | 5 100,00                              | 5 045,03                                 |                       |                               | 54,97                  |
| 28183                         | Amortissement Matériel bureau et informatique                   | 7 500,00                              | 8 016,53                                 |                       |                               | -516,53                |
| 28184                         | Amortissement mobilier  | 800,00                                | 700,95                                   |                       |                               | 99,05                  |
| 28188                         | Amortissement autres  | 2 300,00                              | 1 676,99                                 |                       |                               | 623,01                 |
| <b>041</b>                    | <b>Opérations patrimoniales</b>                                 | <b>50 000,00</b>                      | <b>0,00</b>                              |                       |                               | <b>50 000,00</b>       |
|                               |   | <b>50 000,00</b>                      | <b>0,00</b>                              |                       |                               | <b>50 000,00</b>       |
| 238                           | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corp | 50 000,00                             | 0,00                                     |                       |                               | 50 000,00              |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b> |   | <b>90 000,00</b>                      | <b>39 346,81</b>                         |                       |                               | <b>50 653,19</b>       |

|  |                  |                  |             |             |                  |
|--|------------------|------------------|-------------|-------------|------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE<br/>L'EXERCICE</b> | <b>90 551,69</b> | <b>39 346,81</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>51 204,88</b> |
|--|------------------|------------------|-------------|-------------|------------------|

|   |                     |  |  |  |  |
|---|---------------------|--|--|--|--|
| <b>Pour information<br/>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b> | <b>2 661 878,31</b> |  |  |  |  |
|---|---------------------|--|--|--|--|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>                                    | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b>                               | <b>A4.1</b> |
| <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES</b> |             |

**A4.1 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES EN DEPENSE**

| Art.(1)   | Libellé (1)                                    | Crédits<br>ouverts  | Mandats émis  | Restes à<br>réaliser au | Crédits<br>annulés  |
|---|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES TOTALES (I) = A+B+C+D</b>               |  | <b>1 356 200,00</b> | <b>250,00</b> | <b>0,00</b>             | <b>1 355 950,00</b> |
| <b>HORS CHARGES TRANSFEREES (II) = A+B+C</b>        |  | <b>1 356 200,00</b> | <b>250,00</b> | <b>0,00</b>             | <b>1 355 950,00</b> |
| <b>Emprunts et dettes assimilées (A)</b>            |  | <b>500,00</b>       | <b>250,00</b> | <b>0,00</b>             | <b>250,00</b>       |
| 16  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (Remboursements) | 500,00              | 250,00        | 0,00                    | 250,00              |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                 | 500,00              | 250,00        | 0,00                    | 250,00              |
| <b>Autres dépenses financières (sous-total) (B)</b> |  | <b>1 355 700,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>1 355 700,00</b> |
| 10  | CAPITAL ET RESERVES                            | 1 355 700,00        | 0,00          | 0,00                    | 1 355 700,00        |
| 1021  | Dotation                                       | 1 355 700,00        | 0,00          | 0,00                    | 1 355 700,00        |
| <b>Transfert entre sections = C + D</b>             |  | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>         |
| <b>Reprises / autofinancement antérieur (C)</b>     |  | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>         |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b><br><b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES</b> | <b>A4.2</b> |

**A4.2 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES EN RECETTE**

| Art.(1) | Libellé (1)  | Crédits<br>ouverts | Titres émis | Restes à<br>réaliser au | Crédits<br>annulés |
|---------|--|--------------------|-------------|-------------------------|--------------------|
|         | <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III) = H+J+K</b> | 0,00               | 0,00        | 0,00                    | 0,00               |
|         | <b>Ressources propres externes (H)</b>             | 0,00               | 0,00        | 0,00                    | 0,00               |

(1) - Détailler les articles conformément au plan de comptes utilisé.

**RESULTATS REPORTES ET AFFECTATION**

|               |   |              |
|---------------|---|--------------|
| D001          | Déficit d'investissement reporté                                | 0,00         |
| R001          | Excédent d'investissement reporté                               | 2 661 878,31 |
| <b>R 1064</b> | Réserves réglementées (affectation des plus-values de cessions) | 0,00         |
| <b>R 1068</b> | Excédent de fonctionnement capitalisé                           | 0,00         |

|   | Montant          |
|---|------------------|
| <b>Dépenses financières (I) + D 001</b>                     | 250,00           |
| <b>Recettes financières (III) + R 001 + R 1064 + R 1068</b> | 2 661 878,31     |
| <b>Solde (recettes - dépenses)</b>                          | (1) 2 661 628,31 |
| <b>Solde net hors charges transférées (D) (2)</b>           | (1) 2 661 628,31 |

(1) - Indiquer le signe algébrique

(2) - Ces charges pouvant être financées par emprunt





**ETABLISSEMENT PUBLIC DE GESTION  
DE L'AEROPORT DE VATRY**  
Siège social : Europort Vatry - Bâtiment administratif  
Rue Louis Blériot - 51320 BUSSY LETTREE  
Immatriculation au RSC de Châlons-en-Champagne n° 820 964 260

**COMPTE ADMINISTRATIF 2019**

Nombre de membres en exercice **12**  
 Nombre de membres présents **8**  
 Nombre de suffrages exprimés **8**  
 VOTES : Pour **8**  
 Contre  
 Absent

Date de convocation : 22/06/2020




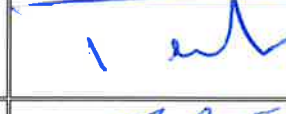




Présenté par le Directeur  
A BUSSY-LETTREE, le 29 JUIN 2020

**Le Directeur,  
Christophe PAROIS**

SIGNATURE  


Délibéré par le Conseil d'Administration, Réuni en session  
A BUSSY-LETTREE, le 29 JUIN 2020

Les membres

| NOM              | FONCTION   | SIGNATURE   |
|------------------|------------|---|
| AUSTIAU BROYEN   | Président. |    |
| René Paul SQUARY | Titulaire  |   |
| J L DEVAUX       | Titulaire  |  |
| D LEVEQUE        | Titulaire  |  |
| J M ROZE         | Titulaire  |  |
| J VALENTIN       | Titulaire  |  |
| B. BUNGROD       | Titulaire  |  |
| C DERBEVE        | Titulaire  |  |
|                  |            |   |
|                  |            |   |
|                  |            |   |
|                  |            |   |

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

|  |   |
|--|---|
|  | <b>COLLECTIVITE</b><br>ETABLISSEMENT PUBLIC DE GESTION DE L'AEROPORT DE VATRY |
|--|---|

POSTE COMPTABLE DE : AC de l'Aéroport de Vatry

|                      |
|----------------------|
| <b>EPIC DE VATRY</b> |
|----------------------|

**M4 (1)**

|   |
|---|
| <b>Budget Primitif avec reprise des résultats (2)</b> |
|---|

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M4, M41, M42, M43, M44 ou M49.  
(2) Préciser s'il s'agit du budget primitif ou du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

## SOMMAIRE

| pages |  |                |                   |
|-------|--|----------------|-------------------|
|       | <b>I Informations générales</b>  |                |                   |
| 3     | Modalités de vote du budget  |                |                   |
|       | <b>II Présentation générale du budget</b>  |                |                   |
| 4     | A1 - Vue d'ensemble - Sections   |                |                   |
| 5     | A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres   |                |                   |
| 6     | A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres   |                |                   |
| 7     | B1 - Balance générale du budget - Dépenses   |                |                   |
| 8     | B2 - Balance générale du budget - Recettes   |                |                   |
|       | <b>III Vote du budget</b>  |                |                   |
| 9     | A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles   |                |                   |
| 12    | A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles   |                |                   |
| 14    | B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses  |                |                   |
| 16    | B2 - Section d'investissement - Détail des recettes  |                |                   |
|       | B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles  |                |                   |
|       | <b>IV - Annexes</b>  | <b>Jointes</b> | <b>Sans objet</b> |
|       | <b>A - Eléments du bilan</b>   |                |                   |
|       | A1.1 - Etat de la dette - Dette sur emprunt - Répartition par prêteur                                    |                |                   |
|       | A1.2 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par type de taux                                      |                |                   |
|       | A1.3 - Etat de la dette - Autres dettes  |                |                   |
|       | A1.4 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes   |                |                   |
|       | A1.5 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement                         |                |                   |
|       | A1.6 - Etat de la dette - Contrats de couverture du risque financier                                     |                |                   |
|       | A1.7 - Etat de la dette - Crédits de trésorerie  |                |                   |
|       | A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements  |                |                   |
|       | A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations  |                |                   |
|       | A3.2 - Etalement des provisions  |                |                   |
| 18    | A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses   |                |                   |
| 19    | A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes   |                |                   |
|       | A5.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement (1)           |                |                   |
|       | A5.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif (1) |                |                   |
|       | A6 - Etat des charges transférées  |                |                   |
|       | A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers   |                |                   |
|       | <b>B - Engagements hors bilan</b>  |                |                   |
|       | B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie (2)   |                |                   |
|       | B1.2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget   |                |                   |
|       | B1.3 - Etat des contrats crédit-bail   |                |                   |
|       | B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé   |                |                   |
|       | B1.5 - Etat des autres engagements donnés  |                |                   |
|       | B1.6 - Etat des engagements reçus  |                |                   |
|       | B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents                          |                |                   |
|       | B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents                          |                |                   |
|       | <b>C - Autres éléments d'informations</b>  |                |                   |
|       | C1.1 - Etat du personnel au 1/1/N  |                |                   |
|       | C1.2 - Etat du personnel non titulaire au 1/1/N  |                |                   |
|       | C1.3 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie   |                |                   |
|       | C2 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier (2)               |                |                   |
|       | C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe   |                |                   |
|       | <b>D Arrêté et signatures</b>  |                |                   |
|       | D - Arrêté et signatures   |                |                   |

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>  | <b>I</b> |
| <b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b> |          |

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation (1),
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement (1).
- avec ou sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 (2).

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont : (2)

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)
- ~~- budgétaires (délibération n° ..... du .....).~~

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport au budget - primitif ~~ou cumulé~~ - de l'exercice précédent (2).

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté (2) :

- ~~- sans reprise des résultats de l'exercice N-1;~~
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1;
- ~~- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.~~

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".

(2) Rayer la mention inutile.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                       | <b>A1</b> |

### EXPLOITATION

|   |   | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT |
|---|---|--|---|
| <b>V<br/>O<br/>T<br/>E</b>                        | <b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT<br/>VOTES AU TITRE DU PRESENT<br/>BUDGET (1)</b> | 10 740 900,00                            | 10 740 900,00                               |
| +   |   | +  | +   |
| <b>R<br/>E<br/>P<br/>O<br/>R<br/>T<br/>S</b>      | <b>RESTES A REALISER (R.A.R.) DE<br/>L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>             |  |   |
|   | <b>002 RESULTAT DE<br/>FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>                         |  |   |
| =   |   | =  | =   |
| <b>TOTAL DE LA SECTION<br/>D'EXPLOITATION (3)</b> |   | 10 740 900,00                            | 10 740 900,00                               |

### INVESTISSEMENT

|   |   | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|---|--|--|
| <b>V<br/>O<br/>T<br/>E</b>                          | <b>CREDITS D'INVESTISSEMENT<br/>VOTES AU TITRE DU PRESENT<br/>BUDGET (1)<br/>(y compris les comptes 1064 et<br/>1068)</b> | 1 939 500,00                               | 530 544,49                                 |
| +   |   | +  | +  |
| <b>R<br/>E<br/>P<br/>O<br/>R<br/>T<br/>S</b>        | <b>RESTES A REALISER (R.A.R.) DE<br/>L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>   | 940 000,00                                 |  |
|   | <b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br/>SECTION D'INVESTISSEMENT<br/>REPORTE (2)</b>   |  | 2 348 955,51                               |
| =   |   | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (3)</b> |   | 2 879 500,00                               | 2 879 500,00                               |

### TOTAL

|                            |               |               |
|----------------------------|---------------|---------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | 13 620 400,00 | 13 620 400,00 |
|----------------------------|---------------|---------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, ils'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>   | <b>A2</b> |

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap   | Libellé   | Pour mémoire budget primitif précédent(1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (=RAR + Prop. nouvelles) |
|--|---|---|---------------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|
| 011  | Charges à caractère général                       | 7 321 000,00                              |                           | 4 225 000,00           | 4 225 000,00         | 4 225 000,00                   |
| 012  | Charges de personnel et frais assimilés           | 4 610 000,00                              |                           | 4 760 900,00           | 4 760 900,00         | 4 760 900,00                   |
| 014  | Atténuations de produits                          |   |                           |                        |                      |                                |
| 65   | Autres charges de gestion courante                | 5 000,00                                  |                           | 5 000,00               | 5 000,00             | 5 000,00                       |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |   | <b>11 936 000,00</b>                      |                           | <b>8 990 900,00</b>    | <b>8 990 900,00</b>  | <b>8 990 900,00</b>            |
| 66   | Charges financières                               | 558,92                                    |                           | 1 015,69               | 1 015,69             | 1 015,69                       |
| 67   | Charges exceptionnelles                           | 12 000,00                                 |                           | 1 510 500,00           | 1 510 500,00         | 1 510 500,00                   |
| 68   | Dotations aux provisions (4)                      |   |                           |                        |                      |                                |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assimilés             |   |                           |                        |                      |                                |
| 022  | Dépenses imprévues                                |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b> |   | <b>11 948 558,92</b>                      |                           | <b>10 502 415,69</b>   | <b>10 502 415,69</b> | <b>10 502 415,69</b>           |
| 023  | Virement à la section d'investissement (6)        |   |                           |                        |                      |                                |
| 042  | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6)     | 40 000,00                                 |                           | 70 000,00              | 70 000,00            | 70 000,00                      |
| 043  | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (6) |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b> |   | <b>40 000,00</b>                          |                           | <b>70 000,00</b>       | <b>70 000,00</b>     | <b>70 000,00</b>               |
| <b>TOTAL</b>                                     |   | <b>11 988 558,92</b>                      |                           | <b>10 572 415,69</b>   | <b>10 572 415,69</b> | <b>10 572 415,69</b>           |

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>168 484,31</b> |
|---|-------------------|

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>10 740 900,00</b> |
|---|----------------------|

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap   | Libellé   | Pour mémoire budget primitif précédent(1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (=RAR + Prop. nouvelles) |
|--|---|---|---------------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|
| 013  | Atténuation de charges                            | 245 900,00                                |                           | 19 000,00              | 19 000,00            | 19 000,00                      |
| 70   | Ventes de produits fabriqués, prestations...      | 6 467 400,00                              |                           | 5 164 600,00           | 5 164 600,00         | 5 164 600,00                   |
| 73   | Produits issus de la fiscalité (7)                |   |                           |                        |                      |                                |
| 74   | Subventions d'exploitation                        | 5 311 300,00                              |                           | 5 210 000,00           | 5 210 000,00         | 5 210 000,00                   |
| 75   | Autres produits de gestion courante               |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |   | <b>12 024 600,00</b>                      |                           | <b>10 393 600,00</b>   | <b>10 393 600,00</b> | <b>10 393 600,00</b>           |
| 76   | Produits financiers                               |   |                           |                        |                      |                                |
| 77   | Produits exceptionnels                            | 302 400,00                                |                           | 347 300,00             | 347 300,00           | 347 300,00                     |
|  | Reprises sur provisions et dépréciations(4)       |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |   | <b>12 327 000,00</b>                      |                           | <b>10 740 900,00</b>   | <b>10 740 900,00</b> | <b>10 740 900,00</b>           |
| 042  | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6)     |   |                           |                        |                      |                                |
| 043  | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (6) |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |   |   |                           |                        |                      |                                |
| <b>TOTAL</b>                                     |   | <b>12 327 000,00</b>                      |                           | <b>10 740 900,00</b>   | <b>10 740 900,00</b> | <b>10 740 900,00</b>           |

|   |         |
|---|---------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b></b> |
|---|---------|

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>10 740 900,00</b> |
|---|----------------------|

Pour information :

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (11)</b> | <b>70 000,00</b> |
|--|------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) cf IB - Modalités de vote.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations de comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043

(7) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(8) A servir uniquement, en dépenses, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée edt, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(9) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(10) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(11) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap  | Libellé  | Pour mémoire budget primitif précédent(1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (=RAR + Prop. nouvelles) |
|-------|--|---|---------------------------|------------------------|---------------------|--------------------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 70 630,00                                 | 14 000,00                 | 140 000,00             | 154 000,00          | 154 000,00                     |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 1 225 600,00                              | 926 000,00                | 792 200,00             | 1 718 200,00        | 1 718 200,00                   |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              |   |                           |                        |                     |                                |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 50 000,00                                 |                           | 50 000,00              | 50 000,00           | 50 000,00                      |
|       | <b>Total des opérations d'équipement</b>           | <b>1 346 230,00</b>                       | <b>940 000,00</b>         | <b>982 200,00</b>      | <b>1 922 200,00</b> | <b>1 922 200,00</b>            |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 1 355 700,00                              |                           | 906 800,00             | 906 800,00          | 906 800,00                     |
| 13    | Subventions d'investissement                       |   |                           |                        |                     |                                |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 500,00                                    |                           | 500,00                 | 500,00              | 500,00                         |
| 18    | Compte de liaison : affectation ... (8)            |   |                           |                        |                     |                                |
| 26    | Particip., créances rattachées à des particip.     |   |                           |                        |                     |                                |
| 27    | Autres immobilisations financières                 |   |                           |                        |                     |                                |
| 020   | Dépenses imprévues                                 |   |                           |                        |                     |                                |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>1 356 200,00</b>                       |                           | <b>907 300,00</b>      | <b>907 300,00</b>   | <b>907 300,00</b>              |
| 45X-1 | <b>Total des opé. Pour compte de tiers (9)</b>     |   |                           |                        |                     |                                |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>2 702 430,00</b>                       | <b>940 000,00</b>         | <b>1 889 500,00</b>    | <b>2 829 500,00</b> | <b>2 829 500,00</b>            |
| 040   | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6)      |   |                           |                        |                     |                                |
| 041   | Opérations patrimoniales (6)                       | 50 000,00                                 |                           | 50 000,00              | 50 000,00           | 50 000,00                      |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>50 000,00</b>                          |                           | <b>50 000,00</b>       | <b>50 000,00</b>    | <b>50 000,00</b>               |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>2 752 430,00</b>                       | <b>940 000,00</b>         | <b>1 939 500,00</b>    | <b>2 879 500,00</b> | <b>2 879 500,00</b>            |

+

|  |  |
|--|--|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |  |
|--|--|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>2 879 500,00</b> |
|---|---------------------|

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap  | Libellé  | Pour mémoire budget primitif précédent(1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (=RAR + Prop. nouvelles) |
|-------|--|---|---------------------------|------------------------|-------------------|--------------------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       |   |                           | 410 000,00             | 410 000,00        | 410 000,00                     |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 551,69                                    |                           | 544,49                 | 544,49            | 544,49                         |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      |   |                           |                        |                   |                                |
| 21    | Immobilisations corporelles                        |   |                           |                        |                   |                                |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              |   |                           |                        |                   |                                |
| 23    | Immobilisations en cours                           |   |                           |                        |                   |                                |
|       | <b>Total des opérations d'équipement</b>           |   |                           | <b>410 544,49</b>      | <b>410 544,49</b> | <b>410 544,49</b>              |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>551,69</b>                             |                           | <b>410 544,49</b>      | <b>410 544,49</b> | <b>410 544,49</b>              |
| 10    | Dot., fonds divers et réserves                     |   |                           |                        |                   |                                |
| 106   | Réserves (10)                                      |   |                           |                        |                   |                                |
| 18    | Compte de liaison : affectation à ... (8)          |   |                           |                        |                   |                                |
| 26    | Particip., créances rattachées à des particip.     |   |                           |                        |                   |                                |
| 27    | Autres immobilisations financières                 |   |                           |                        |                   |                                |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              |   |                           |                        |                   |                                |
| 45X-2 | <b>Total des opé. pour le compte de tiers (9)</b>  |   |                           |                        |                   |                                |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>551,69</b>                             |                           | <b>410 544,49</b>      | <b>410 544,49</b> | <b>410 544,49</b>              |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement (6)       |   |                           |                        |                   |                                |
| 040   | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6)      | 40 000,00                                 |                           | 70 000,00              | 70 000,00         | 70 000,00                      |
| 041   | Opérations patrimoniales (6)                       | 50 000,00                                 |                           | 50 000,00              | 50 000,00         | 50 000,00                      |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>90 000,00</b>                          |                           | <b>120 000,00</b>      | <b>120 000,00</b> | <b>120 000,00</b>              |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>90 551,69</b>                          |                           | <b>530 544,49</b>      | <b>530 544,49</b> | <b>530 544,49</b>              |

+

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>2 348 955,51</b> |
|--|---------------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>2 879 500,00</b> |
|---|---------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (11)</b> | <b>70 000,00</b> |
|--|------------------|



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)**

|  | EXPLOITATION  | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL                |
|--|---|---------------------------|---------------------------|----------------------|
| 011                                    | Charges à caractère général                                 | 4 225 000,00              |                           | 4 225 000,00         |
| 012                                    | Charges de personnel et frais assimilés                     | 4 760 900,00              |                           | 4 760 900,00         |
| 014                                    | Atténuation de produits                                     |                           |                           |                      |
| 60                                     | Achats et variations de stocks (3)                          |                           |                           |                      |
| 65                                     | Autres charges de gestion courante                          | 5 000,00                  |                           | 5 000,00             |
| 66                                     | Charges financières   | 1 015,69                  |                           | 1 015,69             |
| 67                                     | Charges exceptionnelles                                     | 1 510 500,00              |                           | 1 510 500,00         |
| 68                                     | Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux prov. |                           | 70 000,00                 | 70 000,00            |
| 69                                     | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)                   |                           |                           |                      |
| 71                                     | Production stockée (ou déstockage) (3)                      |                           |                           |                      |
| 022                                    | Dépenses imprévues  |                           |                           |                      |
| 023                                    | Virement à la section d'investissement                      |                           |                           |                      |
| <b>Dépenses d'exploitation - Total</b> |   | <b>10 502 415,69</b>      | <b>70 000,00</b>          | <b>10 572 415,69</b> |

+

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>168 484,31</b> |
|---|-------------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>10 740 900,00</b> |
|---|----------------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL               |
|--|--|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                        | 906 800,00                |                           | 906 800,00          |
| 13                                       | Subventions d'investissement                               |                           |                           |                     |
| 14                                       | Provisions réglementées et amortissements dérogatoires     |                           |                           |                     |
| 15                                       | Provisions pour risques et charges (5)                     |                           |                           |                     |
| 16                                       | Remboursement d'emprunt (sauf 1688 non budgétaire)         | -500,00                   |                           |                     |
| 18                                       | Compte de liaison : affectation                            |                           |                           |                     |
|  | Total des opérations d'équipement                          |                           |                           |                     |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (6)                          | 154 000,00                |                           | 154 000,00          |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (6)                            | 1 718 200,00              | 50 000,00                 | 1 768 200,00        |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (6)                  |                           |                           |                     |
| 23                                       | Immobilisations en cours (6)                               | 50 000,00                 |                           | 50 000,00           |
| 26                                       | Participations et créances rattachées à des participations |                           |                           |                     |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                         |                           |                           |                     |
| 28                                       | Amortissements des immobilisations (reprises)              |                           |                           |                     |
| 29                                       | Dépréciation des immobilisations                           |                           |                           |                     |
| 39                                       | Dépréciation des stocks et en-cours                        |                           |                           |                     |
| 45X-1                                    | Total des opérations pour compte de tiers (7)              |                           |                           |                     |
| 481                                      | Charges à répartir sur plusieurs exercices                 |                           |                           |                     |
| 3...                                     | Stocks   |                           |                           |                     |
| 020                                      | Dépenses imprévues   |                           |                           |                     |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |  | <b>2 828 500,00</b>       | <b>50 000,00</b>          | <b>2 879 000,00</b> |

+

|  |  |
|--|--|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |
|--|--|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>2 879 000,00</b> |
|---|---------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Ce chapitre n'existe pas en M49.  
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.  
(6) Hors chapitres "opérations d'équipement"  
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).  
(8) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et en M44.  
qu'elle ou qu'il crée.  
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation.  
En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)**

|  | <b>EXPLOITATION</b>                           | <b>Opérations réelles<br/>(1)</b> | <b>Opérations d'ordre<br/>(2)</b> | <b>TOTAL</b>         |
|--|---|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| 013                                    | Atténuation de charges                        | 19 000,00                         |                                   | 19 000,00            |
| 60                                     | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                                   |                                   |                      |
| 70                                     | Ventes de produits fabriqués, prestations ... | 5 164 600,00                      |                                   | 5 164 600,00         |
| 71                                     | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                                   |                                   |                      |
| 72                                     | <i>Production immobilisée</i>                 |                                   |                                   |                      |
| 73                                     | Produits issus de la fiscalité (8)            |                                   |                                   |                      |
| 74                                     | Subventions d'exploitation                    | 5 210 000,00                      |                                   | 5 210 000,00         |
| 75                                     | Autres produits de gestion courante           |                                   |                                   |                      |
| 76                                     | Produits financiers                           |                                   |                                   |                      |
| 77                                     | Produits exceptionnels                        | 347 300,00                        |                                   | 347 300,00           |
| 78                                     | Reprises sur amortissements et provisions     |                                   |                                   |                      |
| 79                                     | <i>Transferts de charges</i>                  |                                   |                                   |                      |
| <b>Recettes d'exploitation - Total</b> |   | <b>10 740 900,00</b>              |                                   | <b>10 740 900,00</b> |

|   |   |                      |
|---|---|----------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>         | + |                      |
|   | = |                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |   | <b>10 740 900,00</b> |

|  | <b>INVESTISSEMENT</b>   | <b>Opérations réelles<br/>(1)</b> | <b>Opérations d'ordre<br/>(2)</b> | <b>TOTAL</b>        |
|--|---|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)                | 2 348 955,51                      |                                   | 2 348 955,51        |
| 13                                       | Subventions d'investissement                                  | 410 000,00                        |                                   | 410 000,00          |
| 14                                       | <i>Provisions réglementées et amortissements dérogatoires</i> |                                   |                                   |                     |
| 15                                       | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i>                 |                                   |                                   |                     |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)      | 544,49                            |                                   | 544,49              |
| 18                                       | Compte de liaison : affectation                               |                                   |                                   |                     |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles                                 |                                   |                                   |                     |
| 21                                       | Immobilisations corporelles                                   |                                   |                                   |                     |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation                         |                                   |                                   |                     |
| 23                                       | Immobilisations en cours                                      |                                   | 50 000,00                         | 50 000,00           |
| 26                                       | Participations et créances rattachées à des participations    |                                   |                                   |                     |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                            |                                   |                                   |                     |
| 28                                       | <i>Amortissements des immobilisations</i>                     |                                   | 70 000,00                         | 70 000,00           |
| 29                                       | <i>Dépréciation des immobilisations (5)</i>                   |                                   |                                   |                     |
| 39                                       | <i>Dépréciation des stocks et en-cours (5)</i>                |                                   |                                   |                     |
| 45X-2                                    | Opérations pour compte de tiers (7)                           |                                   |                                   |                     |
| 481                                      | <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>             |                                   |                                   |                     |
| 3...                                     | Stocks  |                                   |                                   |                     |
| 021                                      | <i>Virement de la section de fonctionnement</i>               |                                   |                                   |                     |
| <b>Recettes d'investissement - Total</b> |   | <b>2 759 500,00</b>               | <b>120 000,00</b>                 | <b>2 879 500,00</b> |

|  |   |                     |
|--|---|---------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | + |                     |
|  | + |                     |
| <b>AFFECTATION AU COMPTE 106</b>                           |   |                     |
|  | = |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |   | <b>2 879 500,00</b> |

## SECTION D'EXPLOITATION

| III - VOTE DU BUDGET                         |   |  |                                   | III                 |
|--|---|--|-----------------------------------|---------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES |   |  |                                   | A1                  |
| Chap/<br>art (1)                             | Libellé (1)   | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote (4)            |
| <b>011</b>                                   | <b>Charges à caractère général (5) (6)</b>  | <b>7 321 000,00</b>  | <b>4 225 000,00</b>               | <b>4 225 000,00</b> |
| 601  | Achats stockés - Matières premières (et fournitures)                                    | 14 000,00  | 20 000,00                         | 20 000,00           |
| 6021   | Matières consommables   | 10 000,00  |                                   |                     |
| 60221  | Combustibles et carburants  | 52 000,00  | 47 500,00                         | 47 500,00           |
| 6061   | Fournitures non stockables  | 388 000,00   | 414 000,00                        | 414 000,00          |
| 604  | Achat d'études et prestations de service  | 3 003 400,00   | 72 700,00                         | 72 700,00           |
| 6063   | Fournitures d'entretien & petit equipem.  | 67 400,00  | 87 300,00                         | 87 300,00           |
| 6064   | Fournitures administratives   | 10 000,00  | 5 000,00                          | 5 000,00            |
| 6066   | Carburants  | 11 000,00  | 5 000,00                          | 5 000,00            |
| 6068   | Autres matières & fournitures non stocke  | 31 500,00  | 42 000,00                         | 42 000,00           |
| 611  | Sous-traitance générale   | 650 000,00   | 566 100,00                        | 566 100,00          |
| 6122   | Crédit-bail mobilier  | 96 800,00  | 103 000,00                        | 103 000,00          |
| 6135   | Locations mobilières  | 202 200,00   | 200 000,00                        | 200 000,00          |
| 6137   | Redevances, droits de passage et servitudes diverses                                    |  | 5 400,00                          | 5 400,00            |
| 61521  | Entretien et réparations sur biens immobiliers - Bâtiments publics                      | 89 100,00  | 105 000,00                        | 105 000,00          |
| 61523  | Entretien et réparations sur biens immobiliers - Réseaux                                | 118 200,00   | 95 000,00                         | 95 000,00           |
| 61551  | Matériel roulant  | 37 000,00  | 55 300,00                         | 55 300,00           |
| 61558  | Entretien & réparation autres biens mob.  | 70 100,00  | 78 500,00                         | 78 500,00           |
| 6156   | Entretien et réparations - Maintenance  | 75 600,00  | 115 300,00                        | 115 300,00          |
| 6161   | Primes d'assurances - Multirisques  | 40 600,00  | 38 200,00                         | 38 200,00           |
| 6168   | Autres primes d'assurances  | 49 400,00  | 26 600,00                         | 26 600,00           |
| 617  | Etudes et recherches  | 32 000,00  | 60 000,00                         | 60 000,00           |
| 618  | Services extérieurs divers  | 123 100,00   | 194 000,00                        | 194 000,00          |
| 6225   | Indemnités au comptable & aux régisseurs  |  |                                   |                     |
| 6226   | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires                               | 81 800,00  | 143 500,00                        | 143 500,00          |
| 6227   | Frais d'actes et de contentieux   |  | 30 000,00                         | 30 000,00           |
| 6228   | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers                                   | 54 600,00  | 25 000,00                         | 25 000,00           |
| 6231   | Annonces et insertions  | 61 100,00  | 64 000,00                         | 64 000,00           |
| 6233   | Foires et expositions   | 72 500,00  | 97 000,00                         | 97 000,00           |
| 6236   | Catalogues et imprimés  | 9 500,00   | 3 000,00                          | 3 000,00            |
| 6237   | Publications  | 1 000 000,00   | 749 300,00                        | 749 300,00          |
| 6238   | Publicité, publications, relations publiques - Divers                                   | 34 400,00  | 62 600,00                         | 62 600,00           |
| 6241   | Transp. de biens et transp. collectifs personnel - Transp sur achats                    | 1 000,00   | 1 000,00                          | 1 000,00            |
| 6247   | Transp. de biens et transp. collectifs personnel - Transp. collectifs personnel         | 70 000,00  |                                   |                     |
| 6248   | Transports de biens et transports collectifs du personnel - Divers                      | 104 000,00   | 96 000,00                         | 96 000,00           |
| 6251   | Déplacements, missions et réceptions - Voyages et déplacements                          | 43 900,00  | 30 000,00                         | 30 000,00           |
| 6256   | Déplacements, missions et réceptions - Missions   | 44 200,00  | 30 000,00                         | 30 000,00           |
| 6257   | Déplacements, missions et réceptions - Réceptions                                       | 30 000,00  | 15 000,00                         | 15 000,00           |
| 6261   | Frais postaux et de télécommunications - Frais d'affranchissement                       | 7 000,00   | 6 000,00                          | 6 000,00            |
| 6262   | Frais postaux et de télécommunications - Frais de télécommunications                    | 29 600,00  | 35 600,00                         | 35 600,00           |
| 627  | Services bancaires et assimilés   | 2 000,00   | 1 300,00                          | 1 300,00            |
| 6281   | Concours divers (cotisations...)  | 11 500,00  | 11 400,00                         | 11 400,00           |
| 6288   | Autres  | 9 500,00   | 8 000,00                          | 8 000,00            |
| 635111                                       | Contrib. économique territoriale - Cotisation foncière des entreprises                  | 443 000,00   | 455 000,00                        | 455 000,00          |
| 635112                                       | Contribution économique territoriale - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 20 000,00  | 11 400,00                         | 11 400,00           |
| 6358   | Autres droits   | 20 000,00  | 14 000,00                         | 14 000,00           |
| <b>012</b>                                   | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b>  | <b>4 572 000,00</b>  | <b>4 760 900,00</b>               | <b>4 760 900,00</b> |
| 6211   | Personnel intérimaire   | 77 200,00  | 80 000,00                         | 80 000,00           |
| 6218   | Autre personnel extérieur   | 10 600,00  |                                   |                     |
| 6311   | Taxe sur les salaires   | 63 500,00  | 65 700,00                         | 65 700,00           |
| 6333   | Participation des employeurs à la formation professionnelle continue                    | 28 900,00  | 53 100,00                         | 53 100,00           |
| 6334   | Participation des employeurs à l'effort de construction                                 | 11 300,00  | 12 000,00                         | 12 000,00           |
| 6335   | Versements libérateurs ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage         | 18 700,00  |                                   |                     |
| 6336   | Cotisations cnfpt   | 2 300,00   | 700,00                            | 700,00              |
| 6411   | Salaires appointements & commissions  | 3 021 100,00   | 3 247 400,00                      | 3 247 400,00        |

## SECTION D'EXPLOITATION

| III - VOTE DU BUDGET                            |  |  |                                   | III                  |
|---|--|--|-----------------------------------|----------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES    |  |  |                                   | A1                   |
| Chap/<br>art (1)                                | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote (4)             |
| 6451  | Cotisations a l'urssaf                                   | 716 300,00   | 731 000,00                        | 731 000,00           |
| 6452  | Cotisations aux mutuelles                                | 129 700,00   | 143 000,00                        | 143 000,00           |
| 6453  | Cotisations aux caisses de retraites                     | 275 500,00   | 189 400,00                        | 189 400,00           |
| 6454  | Cotisations aux assedic                                  | 106 900,00   | 119 800,00                        | 119 800,00           |
| 6472  | Versements aux comités d'entreprise                      | 20 000,00  | 24 300,00                         | 24 300,00            |
| 6475  | Medecine du travail pharmacie                            | 13 000,00  | 10 500,00                         | 10 500,00            |
| 648   | Autres charges de personnel                              | 77 000,00  | 84 000,00                         | 84 000,00            |
| <b>014 (7)</b>                                  | <b>Atténuation de produits</b>                           |  |                                   |                      |
| <b>65</b>                                       | <b>Autres charges de gestion courante</b>                | <b>5 000,00</b>  | <b>5 000,00</b>                   | <b>5 000,00</b>      |
| 654   | Autres charges de gestion courante                       | 5 000,00   | 5 000,00                          | 5 000,00             |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> |  |  |                                   |                      |
| <b>(a) = (011+012+014+65)</b>                   |  | <b>11 898 000,00</b>   | <b>8 990 900,00</b>               | <b>8 990 900,00</b>  |
| <b>66</b>                                       | <b>Charges financières (b)</b>                           | <b>558,92</b>  | <b>1 015,69</b>                   | <b>1 015,69</b>      |
| 6611  | Interets des emprunts et dettes                          |  |                                   |                      |
| 6688  | Autres charges financières                               | 558,92   | 1 015,69                          | 1 015,69             |
| <b>67</b>                                       | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                       | <b>12 000,00</b>   | <b>1 510 500,00</b>               | <b>1 510 500,00</b>  |
| 673   | Titres annules sur exercices antérieurs                  | 12 000,00  | 10 500,00                         | 10 500,00            |
| 6718  | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion |  | 1 500 000,00                      | 1 500 000,00         |
| <b>68</b>                                       | <b>Dotations aux provisions (d) (9)</b>                  |  |                                   |                      |
| <b>69</b>                                       | <b>Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)</b>    |  |                                   |                      |
| <b>022</b>                                      | <b>Dépenses imprévues (f)</b>                            |  |                                   |                      |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b> |  | <b>11 910 558,92</b>   | <b>10 502 415,69</b>              | <b>10 502 415,69</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. 1 - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) 62 : sauf le compte 621 retracé au sein du chapitre 012.

(6) 634 : ce compte est uniquement ouvert en M41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M43 et en M44.

(8) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M49.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>A1</b>  |

| Chap/<br>art (1)   | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote (4)      |
|--|--|--|-----------------------------------|---------------|
| 023  | <i>Virement à la section d'investissement</i>                        |  |                                   |               |
| 042  | <i>Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) (6)</i>        | 40 000,00  | 70 000,00                         | 70 000,00     |
| 6811   | <i>Dotations aux amortissements</i>                                  | 40 000,00  | 70 000,00                         | 70 000,00     |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT<br/>DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                               |  | 40 000,00  | 70 000,00                         | 70 000,00     |
| 043  | <i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation</i> |  |                                   |               |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>  |  | 40 000,00  | 70 000,00                         | 70 000,00     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT<br/>DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)</b> |  | 11 950 558,92  | 10 572 415,69                     | 10 572 415,69 |

|  |                      |
|--|----------------------|
|  | +                    |
| <b>RESTES A REALISER N-1 (7)</b>                     |                      |
|  | +                    |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>        | 168 484,31           |
|  | =                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>10 740 900,00</b> |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.  
(2) cf. I - Modalités de vote.  
(3) Hors restes à réaliser  
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.  
(6) Compte 6815 : si la régie applique le régime des provisions budgétaires.  
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                                | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote (4)             |
|---|--|--|-----------------------------------|----------------------|
| <b>013</b>                                      | <b>Atténuation des charges (5)</b>                                 | <b>245 900,00</b>  | <b>19 000,00</b>                  | <b>19 000,00</b>     |
| 6419  | Remboursements sur rémunérations du personnel                      | 76 000,00  |                                   |                      |
| 64191   | Crédit impôt compétitivité emploi                                  | 127 000,00   |                                   |                      |
| 64198   | Remboursements sur rémunérations du personnel - Autres             | 9 900,00   | 19 000,00                         | 19 000,00            |
| 6459  | Remboursements sur rémunérations du personnel                      | 33 000,00  |                                   |                      |
| <b>70</b>                                       | <b>Ventes de produits fabriqués, prestations ...</b>               | <b>6 467 400,00</b>  | <b>5 164 600,00</b>               | <b>5 164 600,00</b>  |
| 706   | Prestations de services  | 6 403 100,00   | 5 138 600,00                      | 5 138 600,00         |
| 707   | Ventes de marchandises   |  |                                   |                      |
| 7083  | Locations diverses   | 45 000,00  | 22 500,00                         | 22 500,00            |
| 7084  | Mise à disposition de personnel facturée                           | 11 000,00  | 3 000,00                          | 3 000,00             |
| 7085  | Port et frais accessoires facturés                                 |  | 500,00                            | 500,00               |
| 7088  | Autres produits d'activités annexes (cessions d'approvisionnement) | 8 300,00   |                                   |                      |
| <b>73</b>                                       | <b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>                          |  |                                   |                      |
| <b>74</b>                                       | <b>Subventions d'exploitation</b>                                  | <b>5 311 300,00</b>  | <b>5 210 000,00</b>               | <b>5 210 000,00</b>  |
| 74  | Subventions d'exploitation   | 5 311 300,00   | 5 210 000,00                      | 5 210 000,00         |
| <b>75</b>                                       | <b>Autres produits de gestion courante</b>                         |  |                                   |                      |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b> |  |  |                                   |                      |
| <b>(a) = 013+70+73+74+75</b>                    |  | <b>12 024 600,00</b>   | <b>10 393 600,00</b>              | <b>10 393 600,00</b> |
| <b>76</b>                                       | <b>Produits financiers (b)</b>                                     |  |                                   |                      |
| 7621  | Intérêts encaissés à l'échéance                                    |  |                                   |                      |
| 7622  | Intérêts - Rattachement des ICNE                                   |  |                                   |                      |
|   | Calcul du 7622   |  |                                   |                      |
|   | Montant des ICNE de l'exercice=                                    |  |                                   |                      |
|   | Montant de l'exercice N-1=   |  |                                   |                      |
| <b>77</b>                                       | <b>Produits exceptionnels (c)</b>                                  | <b>302 400,00</b>  | <b>347 300,00</b>                 | <b>347 300,00</b>    |
| 773   | Mandats annulés (sur exercices antérieurs)                         | 1 000,00   | 1 900,00                          | 1 900,00             |
| 7717  | Dégrèvements d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices           | 273 000,00   |                                   |                      |
| 778   | Autres produits exceptionnels                                      | 28 400,00  | 345 400,00                        | 345 400,00           |
| <b>78</b>                                       | <b>Reprises sur provisions et sur dépréciations (d) (7)</b>        |  |                                   |                      |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>         |  | <b>12 327 000,00</b>   | <b>10 740 900,00</b>              | <b>10 740 900,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. 1 - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cet article n'existe pas en M49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                  | Libellé (1)   | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote (4) |
|-----------------------------------|---|--|-----------------------------------|----------|
| 042                               | <i>Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) (6)</i>   |  |                                   |          |
| 777                               | <i>Quote part des subventions d'inv transf au cpte résultat</i> |  |                                   |          |
| 043                               | <i>Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. de fonct. (5)</i>     |  |                                   |          |
|                                   |   |  |                                   |          |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b> |   |  |                                   |          |

|   |               |               |               |
|---|---------------|---------------|---------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT<br/>DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et ordres)</b> | 12 327 000,00 | 10 740 900,00 | 10 740 900,00 |
|---|---------------|---------------|---------------|

+

|                                  |
|----------------------------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (7)</b> |
|----------------------------------|

+

|  |
|--|
| <b>R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)</b> |
|--|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>10 740 900,00</b> |
|--|----------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Compte 7815 : si la régie a opté pour le régime des provisions budgétaires.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## SECTION D' INVESTISSEMENT

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>B1</b>  |

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>C | Propositions (3)<br>nouvelles | Vote (4)          |
|------------------|--|-----------------------|-------------------------------|-------------------|
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>               | <b>70 630,00</b>      | <b>140 000,00</b>             | <b>140 000,00</b> |
| 2031             | Frais d'études   | 18 980,00             | 5 000,00                      | 5 000,00          |
| 2051             | Concession et droits   | 51 650,00             | 135 000,00                    | 135 000,00        |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>                 | <b>1 225 600,00</b>   | <b>792 200,00</b>             | <b>792 200,00</b> |
| 2135             | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | 921 860,00            | 517 700,00                    | 517 700,00        |
| 2154             | Matériel industriel  | 80 000,00             |                               |                   |
| 2182             | Matériel de transport  |                       | 115 400,00                    | 115 400,00        |
| 2183             | Matériel de bureau et matériel informatique                          | 63 950,00             | 59 300,00                     | 59 300,00         |
| 2184             | Mobilier   |                       | 1 000,00                      | 1 000,00          |
| 2188             | Matériels divers   | 159 790,00            | 98 800,00                     | 98 800,00         |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>       |                       |                               |                   |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (hors opération)</b>                     | <b>50 000,00</b>      | <b>50 000,00</b>              | <b>50 000,00</b>  |
| 238              | Avances et acomptes  | 50 000,00             | 50 000,00                     | 50 000,00         |
|                  | <b>Total des opérations (5)</b>                                      |                       |                               |                   |
|                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                               | <b>1 346 230,00</b>   | <b>982 200,00</b>             | <b>982 200,00</b> |

|            |  |                     |                   |                   |
|------------|--|---------------------|-------------------|-------------------|
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                   | <b>1 355 700,00</b> | <b>906 800,00</b> | <b>906 800,00</b> |
| 1021       | Dotation   | 1 355 700,00        | 906 800,00        | 906 800,00        |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                          |                     |                   |                   |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                         | <b>500,00</b>       | <b>500,00</b>     | <b>500,00</b>     |
| 165        | Dépôts et cautionnements reçus                               | 500,00              | 500,00            | 500,00            |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectation à</b>                     |                     |                   |                   |
| <b>26</b>  | <b>Participations et créances rattachées à des particip.</b> |                     |                   |                   |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                    |                     |                   |                   |
| <b>020</b> | <b>Dépenses imprévues</b>                                    |                     |                   |                   |
|            | <b>Total des dépenses financières</b>                        | <b>1 356 200,00</b> | <b>907 300,00</b> | <b>907 300,00</b> |

|          |   |  |  |  |
|----------|---|--|--|--|
| 45...1.. | Opé. pour compte de tiers n°... (1 ligne par opé.) (6)      |  |  |  |
|          | <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b> |  |  |  |

|                                   |                     |                     |                     |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> | <b>2 702 430,00</b> | <b>1 889 500,00</b> | <b>1 889 500,00</b> |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.  
(2) cf. I - Modalités de vote.  
(3) Hors restes à réaliser.  
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.  
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.



|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>B1</b>  |

| Chap/<br>art (1)                  | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Voté (4)         |
|-----------------------------------|--|--|-----------------------------------|------------------|
| <b>040</b>                        | <b>Opérations d'ordre transfert entre sections (5)</b> |  |                                   |                  |
|                                   | <b>Reprises sur autofinancement antérieur (6)</b>      |  |                                   |                  |
|                                   |  |  |                                   |                  |
|                                   | <b>Charges transférées</b>                             |  |                                   |                  |
|                                   |  |  |                                   |                  |
| <b>041</b>                        | <b>Opérations patrimoniales (7)</b>                    | <b>50 000,00</b>   |                                   | <b>50 000,00</b> |
| 2135                              | Avances et acomptes                                    | 50 000,00  |                                   | 50 000,00        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b> |  | <b>50 000,00</b>   |                                   | <b>50 000,00</b> |

|   |                     |                     |                     |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT<br/>DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>2 752 430,00</b> | <b>1 889 500,00</b> | <b>1 939 500,00</b> |
|   |                     |                     | +                   |
| <b>RESTES A REALISER N-1 (8)</b>  |                     |                     | <b>940 000,00</b>   |
|   |                     |                     | +                   |
| <b>D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (8)</b>   |                     |                     |                     |
|   |                     |                     | =                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>   |                     |                     | <b>2 879 500,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats);

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>B2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                       | Libellé (1)                                  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br><br>nouvelles | Vote(4)           |
|--|--|--|-----------------------------------|-------------------|
| <b>13</b>                              | <b>Subventions d'investissement</b>          |  | <b>410 000,00</b>                 | <b>410 000,00</b> |
| 1313                                   | Départements                                 |  | 410 000,00                        | 410 000,00        |
| <b>16</b>                              | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>         | <b>551,69</b>  | <b>544,49</b>                     | <b>544,49</b>     |
| 165                                    | Dépôts et cautionnements reçus               | 551,69   | 544,49                            | 544,49            |
| <b>20</b>                              | <b>Immobilisations incorporelles</b>         |  |                                   |                   |
| <b>21</b>                              | <b>Immobilisations corporelles</b>           |  |                                   |                   |
| <b>22</b>                              | <b>Immobilisations reçues en affectation</b> |  |                                   |                   |
| <b>23</b>                              | <b>Immobilisations en cours</b>              |  |                                   |                   |
| <b>Total des recettes d'équipement</b> |  | <b>551,69</b>  | <b>410 544,49</b>                 | <b>410 544,49</b> |

|                                       |  |  |  |  |
|---------------------------------------|--|--|--|--|
| <b>10</b>                             | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                   |  |  |  |
| 1021                                  | Dotation   |  |  |  |
| 1068                                  | Excédents de fonctionnement capitalisés                      |  |  |  |
| <b>18</b>                             | <b>Compte de liaison : affectation à</b>                     |  |  |  |
| <b>26</b>                             | <b>Participations et créances rattachées à des particip.</b> |  |  |  |
| <b>27</b>                             | <b>Autres immobilisations financières</b>                    |  |  |  |
| <b>024</b>                            | <b>Produits des cessions d'immobilisation</b>                |  |  |  |
| <b>Total des recettes financières</b> |  |  |  |  |

|   |   |  |  |  |
|---|---|--|--|--|
| 45...2..  | Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par opé.) (5) |  |  |  |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b> |   |  |  |  |

|                                   |  |               |                   |                   |
|-----------------------------------|--|---------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b> |  | <b>551,69</b> | <b>410 544,49</b> | <b>410 544,49</b> |
|-----------------------------------|--|---------------|-------------------|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>B2</b>  |

| Chap/<br>art (1)  | Libellé (1)  | Pour mémoire (2)<br>Pour mémoire<br>budget primitif<br>précédent | Propositions (3)<br>nouvelles | Vote (4)          |
|---|--|--|-------------------------------|-------------------|
| <b>021</b>  | <b>Virement de la section d'exploitation</b>                   |  |                               |                   |
| <b>040</b>  | <b>Opérations d'ordre de transfert entre sections (5), (6)</b> | <b>40 000,00</b>   | <b>70 000,00</b>              | <b>70 000,00</b>  |
| 2805  | Amortissement concession, droit, brevet                        | 8 200,00   | 20 000,00                     | 20 000,00         |
| 28135   | Amortissement Instal agencement, aménagement des constructions | 2 100,00   | 9 000,00                      | 9 000,00          |
| 28153   | Amortissement Installations à caractère spécifique             | 2 000,00   | 2 000,00                      | 2 000,00          |
| 28154   | Amortissement Matériel industriel                              | 12 000,00  | 11 000,00                     | 11 000,00         |
| 28182   | Amortissement Matériel de transport                            | 5 100,00   | 5 000,00                      | 5 000,00          |
| 28183   | Amortissement Matériel bureau et informatique                  | 7 500,00   | 6 000,00                      | 6 000,00          |
| 28184   | Amortissement mobilier   | 800,00   | 1 000,00                      | 1 000,00          |
| 28188   | Amortissement autres   | 2 300,00   | 16 000,00                     | 16 000,00         |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>                                |  | <b>40 000,00</b>   | <b>70 000,00</b>              | <b>70 000,00</b>  |
| <b>041</b>  | <b>Opérations patrimoniales (7)</b>                            | <b>50 000,00</b>   | <b>50 000,00</b>              | <b>50 000,00</b>  |
| 238   | Avances et acomptes  | 50 000,00  | 50 000,00                     | 50 000,00         |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>   |  | <b>90 000,00</b>   | <b>120 000,00</b>             | <b>120 000,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et ordres)</b> |  | <b>90 551,69</b>   | <b>530 544,49</b>             | <b>530 544,49</b> |

|   |   |                     |
|---|---|---------------------|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (8)</b>                              |                     |
| + | <b>R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (8)</b> | <b>2 348 955,51</b> |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>           | <b>2 879 500,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(6) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>                                    | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b>                               |             |
| <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES</b> | <b>A4.1</b> |

**A4.1 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES ET DES DEPENSES**

| Art. (1)  | Libellé (1)   | Dépenses votées (2) |
|---|---|---------------------|
| <b>DEPENSES TOTALES (I) = A+B+C+D</b>               |   | <b>907 300,00</b>   |
| <b>HORS CHARGES TRANSFEREES (II) = A+B+C</b>        |   | <b>907 300,00</b>   |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A) | 500,00              |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                      | 500,00              |
| <b>Autres dépenses financières (sous-total) (B)</b> |   | <b>906 800,00</b>   |
| 10  | Reversement de dotations et fonds divers            | <b>906 800,00</b>   |
| 1021  | Dotation  | 906 800,00          |
| 13  | Remboursement de subventions                        |                     |
| 26  | Participations et créances rattachées               |                     |
| 27  | Autres immobilisations financières                  |                     |
| 020   | Dépenses imprévues                                  |                     |

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Transferts entre sections = C+ D</b>                 |  |  |
| <b>Reprises sur autofinancement antérieur (C)</b>       |  |  |
| 15  | Sur provisions pour risques et charges       |  |
| 10  | Sur apports, dotations et réserves           |  |
| 139   | Subv. d'invest. reprises au c/résultat       |  |
| 13914   | Subvention d'investissement transf. Communes |  |
| 9   | Sur provisions pour dépr. d .....            |  |
| Autres opérations                                       |  |  |
| <b>Charges transférées (D) = E + F + G</b>              |  |  |
| <b>Charges à répartir sur plusieurs exercices ( E )</b> |  |  |
| Production immobilisée (F)                              |  |  |
| Stocks et en-cours (G)                                  |  |  |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf I - Modalités de vote.

(3) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires, ainsi que pour les reprises des dépréciations des immobilisations ou des stocks.

|                 | Opérations de l'exercice | Solde d'exécution D 001 | Cumul      |
|-----------------|--------------------------|-------------------------|------------|
| <b>DEPENSES</b> | 907 300,00               | 0                       | 907 300,00 |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>                                    | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b>                               |             |
| <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES</b> | <b>A4.2</b> |

**A4.2 - DETAIL DES RECETTES**

| Art.<br>(1)   | Libellé (1)  | Recettes votées (2) |
|---|--|---------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III) =G+H+J+K</b> |  | <b>70 000,00</b>    |
| <b>Ressources propres externes (G)</b>              |  |                     |
| 10222   | FCTVA  |                     |
| 10223   | TLE  |                     |
| 10224   | Versement au titre du P.L.D.                                   |                     |
| 10225   | Participation pour dépassement du COS.                         |                     |
| 10228   | Autres fonds globalisés  |                     |
| <b>Autres recettes financières (H)</b>              |  |                     |
| 138   | Autres subv. d'invest. Non transf.                             |                     |
| 165   | Dépôts et cautionnements                                       |                     |
| 261   | Titres de participation  |                     |
| 274   | Remboursement de prêts   |                     |
| 27634   | Communes et structures intercommunales                         |                     |
| 27638   | Autres établissements publics                                  |                     |
| <b>Transferts entre sections ( J )</b>              |  | <b>70 000,00</b>    |
| 2805  | Amortissement concession, droit, brevet                        | 20 000,00           |
| 28135   | Amortissement Instal agencement, aménagement des constructions | 9 000,00            |
| 28153   | Amortissement Installations à caractère spécifique             | 2 000,00            |
| 28154   | Amortissement Matériel industriel                              | 11 000,00           |
| 28182   | Amortissement Matériel de transport                            | 5 000,00            |
| 28183   | Amortissement Matériel bureau et informatique                  | 6 000,00            |
| 28184   | Amortissement mobilier   | 1 000,00            |
| 28188   | Amortissement autres   | 16 000,00           |
| <b>021</b>  | <b>Virement de la section d'exploitation (k)</b>               |                     |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf I - Modalités de vote.

(3) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires ainsi que pour les dotations des dépréciations des immobilisations ou des stocks.

|                 | Opérations de l'exercice | Solde d'exécution R 001 | Affectation au 1068 | Cumul        |
|-----------------|--------------------------|-------------------------|---------------------|--------------|
| <b>RECETTES</b> | 70 000,00                | 2 348 955,51            | 0,00                | 2 418 955,51 |

|   | Montant      |
|---|--------------|
| <b>Dépenses financières</b>   | 907 300,00   |
| <b>Recettes financières</b>   | 2 418 955,51 |
| <b>Solde (recettes - dépenses)</b>  | 1 511 655,51 |
| <b>Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (2763) et</b> | 1 511 655,51 |
| <b>Résultat hors charges transférées</b>                                    | 1 511 655,51 |

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE GESTION  
DE L'AEROPORT DE VATRY**  
Siège social : Europort Vatry - Bâtiment administratif  
Rue Louis Blériot - 51320 BUSSY LETTREE  
Immatriculation au RSC de Châlons-en-Champagne n° 820 964 260

**BUDGET PRIMITIF 2020**


Nombre de membres en exercice **12**  
 Nombre de membres présents **8**  
 Nombre de suffrages exprimés **8**  
 VOTES : Pour **8**  
 Contre  
 Absentienc

Date de convocation : 22/06/2020

Présenté par le Directeur  
A BUSSY-LETTREE, le 29 JUIN 2020


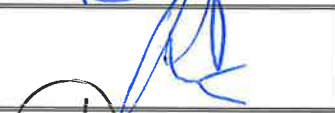
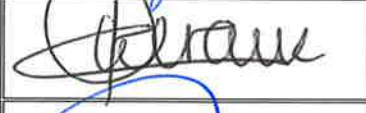

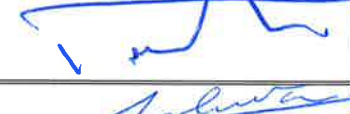



Le Directeur,  
**Christophe PAROIS**

SIGNATURE



Délibéré par le Conseil d'Administration, Réuni en session  
A BUSSY-LETTREE, le 29 JUIN 2020

Les membres

| NOM         | FONCTION  | SIGNATURE   |
|-------------|-----------|---|
| C. BRUYEN   | Président |    |
| RP SARRAY   | Titulaire |   |
| JL DEVAUX   | Titulaire |  |
| D. LEVEQUE  | Titulaire |  |
| JN ROZE     | Titulaire |  |
| J. VALENTIN | Titulaire |  |
| B BOURG BOE | Titulaire |  |
| C. DEBEVE   | Titulaire |  |
|             |           |   |
|             |           |   |
|             |           |   |
|             |           |   |

Certifié exécutoire par le Directeur, compte tenu de la transmission en préfecture, le \_\_\_\_\_ et de la publication le \_\_\_\_\_

|   |                 |  |                   |
|---|-----------------|--|-------------------|
|   | <b>SNA NORD</b> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | <b>V3.0</b>       |
|  |                 |  | <b>23/09/2020</b> |


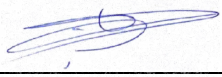
# **PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION DES TRAVAUX**

**ENTRE LE SERVICE DE LA NAVIGATION AERIENNE NORD,  
LE DEPARTEMENT DE LA MARNE,  
ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE GESTION DE L'AEROPORT DE VATRY**

**Version : V3.0**

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

### Approbation du document

|              | Fonction  | Identités des signataires | Date et Signature   |
|--------------|---|---------------------------|---|
| REDACTION    | Le Chef CA<br>Vatry   | M. Vincent DELAGE         |  23/09/2020      |
| VERIFICATION | Le Chef SE<br>SNA Nord  | M. Olivier SALON          |   |
|              | Le Chef ST<br>SNA Nord  | M. Nabil SABBANE          |   |
|              | Mr le directeur du<br>du Patrimoine, du<br>Développement<br>et de<br>l'Environnement<br>CD 51 | M.                        |   |
|              | Le Chef des<br>moyens<br>Généraux<br>EPGAV  | M. Laurent LUCOT          | 23/09/2020<br> |
| APPROBATION  | Le Chef du SNA<br>Nord  | M. Alexandre CROZAT       |   |
|              | Le Directeur de<br>l'EPGAV  | M. Christophe PAROIS      |   |
|              | Le Président du<br>Conseil<br>Départemental de<br>la Marne                                    | M. Christian BRUYEN       |   |



|  |  |                   |
|--|--|-------------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | <b>V3.0</b>       |
|  |  | <b>23/09/2020</b> |

**Relevé des modifications**

| Edition | Date       | Motif des changements  |
|---------|------------|--|
| V 0.1   | 10/07/2008 | Projet Version initiale  |
| V 0.2   | 21/10/2009 | Projet réactualisé   |
| V1.0    | 01/12/2009 | Version validée  |
| V2.0    | 01/05/2017 | Révision complète du document, redistribution des attributions et responsabilités. |
| V3.0    | 23/09/2020 | Tout le document   |

**Responsable du document : Mr David JEANNE**

## S o m m a i r e

|  |    |
|--|----|
| Sommaire.....  | 4  |
| Abréviations.....  | 5  |
| 1. Objet Du Protocole .....  | 6  |
| 2. Domaine D'application Du Protocole.....   | 6  |
| 3. Schéma de l'aérodrome.....  | 6  |
| 4. Etapes.....   | 8  |
| 4.1. Etude Préliminaire .....  | 8  |
| 4.2. Etude de sécurité.....  | 9  |
| 4.3. La conformité réglementaire aéronautique et suites données à la demande .....             | 9  |
| 4.4 La réalisation des travaux.....  | 9  |
| 4.5. La réception des travaux .....  | 11 |
| 4.6. La mise en service opérationnelle.....  | 11 |
| 4.7. La mise à jour des plans de récolement de la plate-forme.....                             | 11 |
| 5. Validité du protocole .....   | 11 |
| 6. Révision et suivi du protocole.....   | 12 |
| Annexe 1 : EISA (V1.4 du 15/03/2019) .....   | 13 |
| Annexe 2 : Etude de sécurité/ Evaluation support à la sécurité Présentation du changement..... | 24 |
| Annexe 3. : Avis de travail (V3 du 16/07/2020) .....   | 43 |

|  |                 |  |                   |
|--|-----------------|--|-------------------|
|  | <b>SNA NORD</b> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | <b>V3.0</b>       |
| <b>DSNA</b>  |                 |  | <b>23/09/2020</b> |

## A b r é v i a t i o n s

AFIS : Service d'information de vol d'aérodrome

AIP : Publication d'information aéronautique

Aire de manœuvre : Partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, à l'exclusion des aires de trafic

Aire de mouvements : englobe l'aire de manœuvre et l'aire de trafic.

Aire de trafic : Aire définie, sur un aérodrome terrestre, destinée aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien

ATS : Services de la navigation aérienne

DSNA : Direction des Services de la Navigation Aérienne

EPGAV : Etablissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry

ES/ESS : étude de sécurité / évaluation support à la sécurité

MISO : Méthodologie d'intervention sur système opérationnel

NOTAM : Avis aux navigateurs aériens

QFU : Direction magnétique de la piste

SNA Nord : Service de la Navigation Aérienne Nord

SPIRIT: Safety Performance Real time Integrated Tool

TWR : Tour de contrôle d'aérodrome ou contrôle d'aérodrome

ZSAR : Zone de Sûreté à Accès Réglementé

# 1. Objet Du Protocole

Ce protocole a pour objet de mettre en place les règles de gestion des travaux sur la plate-forme de Châlons-Vatry. Il s'applique aux travaux de modification, d'équipement ou d'infrastructure situés sur l'aire de mouvements (hors intervention sur panne).

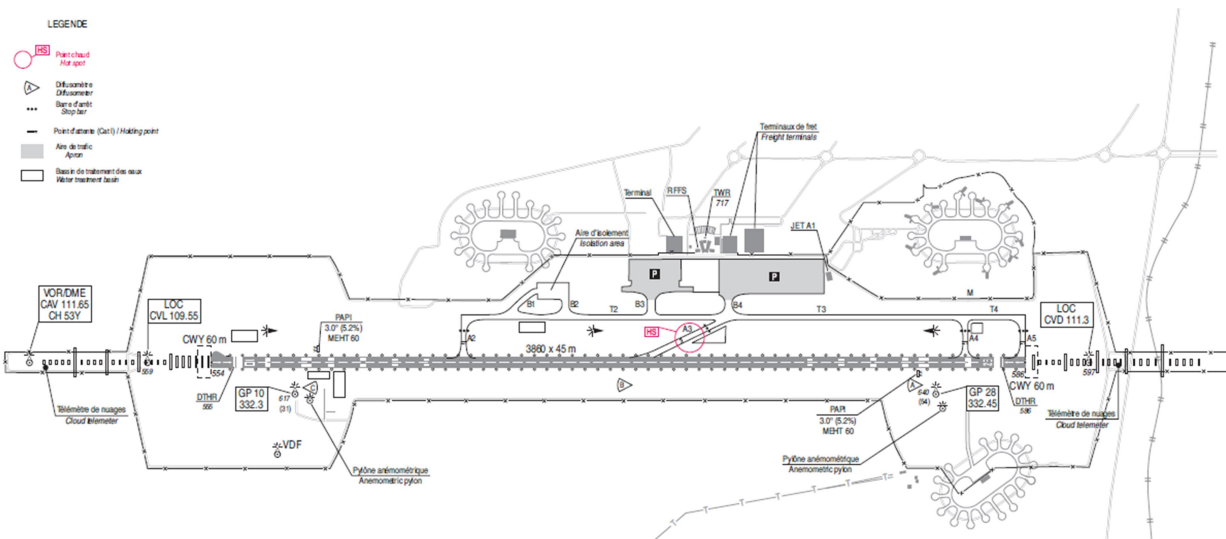
# 2. Domaine D'application Du Protocole

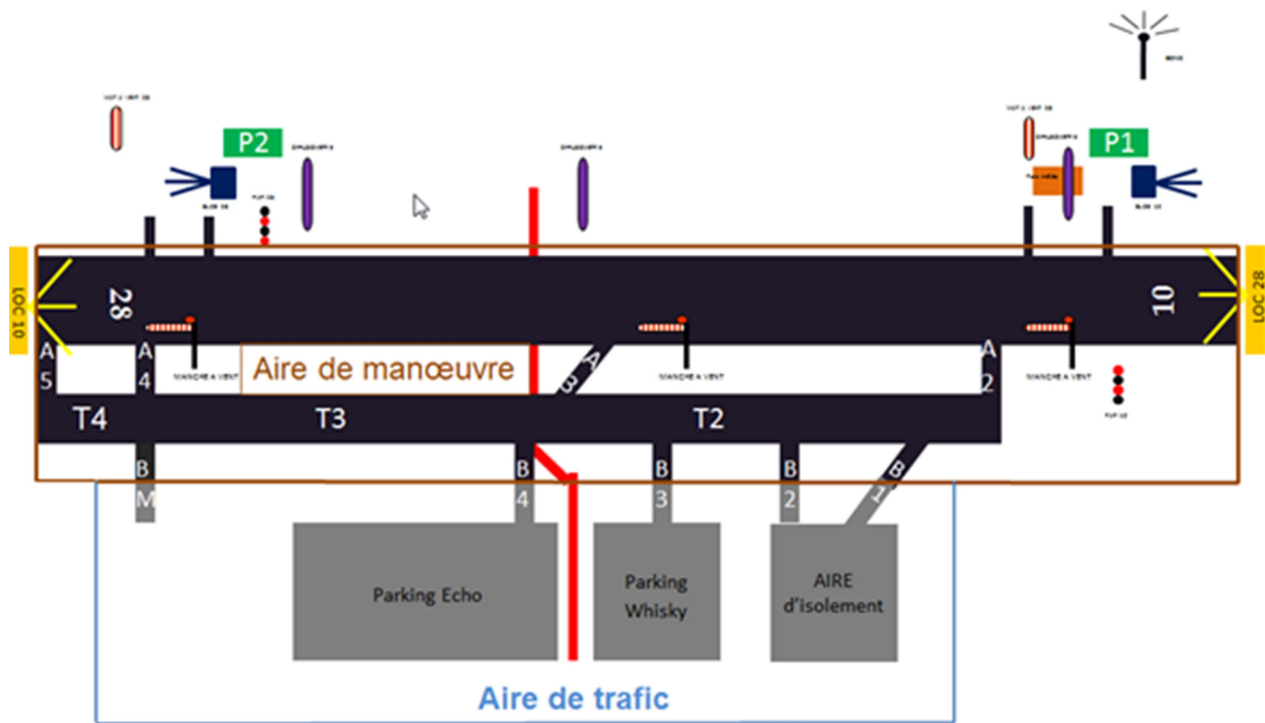
Ce protocole doit être appliqué par l'ensemble des personnels des services du SNA Nord de Châlons-Vatry, du maître d'ouvrage (exploitant aéroportuaire et/ou Département de la Marne, et tout autre intervenant extérieur sur la zone pour la réalisation des travaux programmés sur l'aire de mouvements ou à proximité.

Le maître d'ouvrage est représenté, en fonction de l'entité porteuse du besoin, soit par l'exploitant aéroportuaire, soit par le Département de la Marne.

Il conviendra de désigner, dès que possible, un correspondant représentant l'exploitant aéroportuaire, qui aura en charge de faire respecter le présent protocole durant les travaux, l'ensemble des consignes qui auront été édictées lors d'une réunion préparatoire.

# 3. Schéma de l'aérodrome





|   |          |  |            |
|---|----------|--|------------|
| <br> | SNA NORD | PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS | V3.0       |
|   |          |  | 23/09/2020 |

## 4 . E t a p e s

Les travaux sur la plate-forme se déroulent généralement en sept étapes :

- 1 - Etude préliminaire
- 2 - Etude de sécurité
- 3 - La conformité réglementaire aéronautique et suites données à la demande
- 4 - La réalisation et suivi des travaux
- 5 - La réception des travaux
- 6 - La mise en service opérationnelle
- 7 - La mise à jour des plans de récolement de la plate-forme

### 4 . 1 . E t u d e P r é l i m i n a i r e

La première phase se situe au moment où un besoin de travaux sur la zone concernée est exprimé.

La concertation devra être réalisée avec suffisamment de préavis pour tenir compte des délais nécessaires à son traitement et aux éventuelles actions à réaliser (instruction de dossiers complémentaires, formations du personnel...).

Une réunion préliminaire est alors organisée entre les différents acteurs concernés durant laquelle le maître d'ouvrage du projet expliquera la teneur des travaux à réaliser, sur la base d'un programme élaboré au préalable par ses soins.

Le maître d'ouvrage, assisté ou non d'un maître d'œuvre, constituera un dossier technique comprenant :

- La définition des travaux (périmètre, durée, phasage), établissement d'un Avant-Projet Sommaire (APS), le cas échéant ;

- Les plans de conception du projet, le cas échéant ;

- Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux ;

- L'implantation du chantier avec acheminement en ZSAR des personnes et des engins ;

- La qualité des intervenants (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, Entreprises extérieures...);

Une note rédigée systématiquement par l'exploitant aéroportuaire sur les prescriptions spécifiques concernant l'exploitation aéroportuaire pendant les diverses phases des travaux. Dans le cas, d'une maîtrise d'œuvre du Département de la Marne, il incombera également à l'exploitant aéroportuaire de rédiger cette dernière.

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

## 4.2. Etude de sécurité

Sur la base du dossier technique transmis, l'exploitant aéroportuaire (en coordination avec le SNA Nord si nécessaire) effectue une étude de sécurité afin de définir :

- ⇒ L'impact sur les procédures d'exploitation à terme et durant toutes les phases de transition ;
- ⇒ L'impact sur la sécurité des vols et de la circulation au sol ;
- ⇒ Les mesures à mettre en œuvre pour prévenir d'éventuelles dérives préjudiciables à la sécurité ;
- ⇒ Définir les risques encourus et les mesures de réduction de ces risques.

Une étude de sécurité est réalisée par l'exploitant aéroportuaire : EISA (Annexe 1) ainsi qu'une ESS (Annexe 2) par le SNA Nord, si nécessaire. Elle devra prendre en compte l'avis et les remarques de tous les intervenants sur le chantier.

Les éléments nécessaires à la réalisation de cette étude devront être diffusés aux différentes parties, **au plus tôt, et à minima 3 mois avant le début de chantier ou la notification d'une commande.**

Dans l'hypothèse où la réalisation d'une ESS (SNA Nord) n'est pas nécessaire, l'exploitant doit fournir un avis de travail (Annexe 3).

## 4.3. La conformité réglementaire aéroportuaire

La DSAC/NE peut consulter les études de sécurité et décider ou non de suivre le dossier, elle peut demander et imposer des études complémentaires, décider des limitations dans l'exploitation aéroportuaire et, dans ce cas, les notifier à l'exploitant ainsi qu'au SNA Nord.

## 4.4. La réalisation des travaux

### 4.4.1. La décision d'exécution des travaux

Elle intervient lorsque le Département de la Marne et/ou l'exploitant aéroportuaire, et le SNA Nord sont convenus d'un commun accord de la faisabilité des travaux compte tenu des contraintes opérationnelles, et des éventuelles prescriptions spécifiques.

### 4.4.2. Une première réunion de coordination

Une première réunion pré-chantier entre le SNA Nord si concerné, l'exploitant aéroportuaire, le Département de la Marne et tout autre intervenant extérieur, sera programmée avant le commencement des travaux.

Elle aura pour objectif de :

- ⇒ Passer en revue l'ensemble des différentes phases de travaux avec leur durée, le périmètre concerné, le calendrier prévisionnel établi ;
- ⇒ Définir la période des travaux ; (date et horaire de commencement des travaux coordonnées téléphoniques des différents intervenants ...)
- ⇒ Définir le point de repli des engins de travaux (soir, weekend...) et le temps nécessaire ;
- ⇒ Définir la périodicité des réunions suivant les points d'avancement du chantier ;
- ⇒ Définir la zone de protection du chantier et le type de balisage nécessaire, sa mise en place, son suivi et sa désinstallation ;
- ⇒ Définir les modalités opérationnelles de l'exécution des travaux (interface avec la tour, cheminement des véhicules en cas d'intervention sur l'aire de manœuvre, contraintes de navigation aérienne...)

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

Toute coordination ultérieure avec le SNA Nord, sera faite par l'intermédiaire de l'exploitant aéroportuaire.

#### **4.4.3. Contraintes applicables au démarrage**

A la mise en place du chantier, l'exploitant aéroportuaire, en charge de la coordination avec la tour de contrôle, devra:

- ⇒ Selon la nature des travaux, s'assurer des conditions météo ;
- ⇒ Vérifier et coordonner les actions de démarrage du chantier avec la tour de contrôle (position initiale des travaux et leur évolution éventuelle,...) avec un préavis de 30 minutes avant le début des travaux.
- ⇒ S'assurer de la matérialisation des zones inutilisables, des seuils temporaires, etc...

#### **4.4.4. Réunions organisées durant la phase**

Le Maître d'ouvrage convoquera lors de chaque réunion de travaux tous les services et sociétés impliqués ou concernés par la réalisation des travaux.

La fréquence et les thèmes des réunions seront à l'appréciation du Maître d'ouvrage et/ou du Maître d'œuvre au regard de l'évolution des travaux, des contraintes rencontrées...

Lors de ces réunions, il sera porté à la connaissance de chaque intervenant des précisions sur la conduite de l'opération (calendrier, intervenants, lieu, sécurité...).

Chaque service pourra ainsi analyser la situation et apporter sa compétence pour pallier aux différents problèmes rencontrés.

Il sera notamment fait état des différents éléments opérationnels suivants :

- ⇒ Evaluer et étudier :
  - l'avancement des travaux et leur phasage par rapport au calendrier prévisionnel initial ;
  - les différentes contraintes rencontrées en cours de chantier et les solutions à apporter compte tenu du trafic ;
  - les conditions de réalisation des travaux avec mise en place de procédures opérationnelles adaptées pour limiter l'impact ;
  - les modalités opérationnelles de l'exécution des travaux (interface avec la TWR, cheminement des véhicules en cas d'intervention sur l'aire de manœuvre...) et voir les améliorations à apporter ;
  - l'impact des travaux sur la sécurité et la capacité aéroportuaire.
- ⇒ Prendre en compte l'impact des travaux par la mise en place de procédures ou consignes opérationnelles aux services concernés ;
- ⇒ Elaborer, compte tenu de l'avancement du chantier, un plan de retour à la situation normale en cas de besoin.



|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

#### 4.4.5. **D i f f u s i o n d e l a u x u s a g e r s**

L'exploitant aéroportuaire informe les utilisateurs de la plate-forme des contraintes opérationnelles liées à l'exécution des travaux :

- ⇒ Information locale des usagers de l'aérodrome : réunions, messages... ;
- ⇒ Il effectue une demande de diffusion d'un NOTAM ou SUPAIP informant les usagers de restrictions éventuelles pendant les travaux;

Selon l'importance des travaux et leur implication sur l'utilisation de l'infrastructure aéroportuaire, un préavis adéquat est nécessaire pour informer les usagers.

L'exploitant aéroportuaire s'assurera que tous les acteurs autres que le SNA Nord et/ou les usagers, impliqués dans l'exécution des travaux, disposent des informations, des consignes opérationnelles et de sécurité avant le début des travaux.

De son côté, le SNA Nord établira des consignes d'exploitation à destination du service de contrôle de la navigation aérienne qui seront adressées en copie au responsable du service AFIS de l'exploitant si nécessaire.

#### 4.5. **L a r é c e p t i o n d e s t r a v a u x**

L'exploitant aéroportuaire informe le SNA Nord de la date prévisionnelle de fin de travaux.

Lorsqu'une date de réception de travaux est fixée, il s'engage également à en informer le SNA Nord dans les plus brefs délais.

Lorsque les travaux feront l'objet de réserves, il conviendra d'organiser une réunion entre l'exploitant aéroportuaire, le Département de la Marne et le SNA Nord, pour en mesurer l'impact et prendre les décisions qui s'imposent.

#### 4.6. **L a m i s e e n s e r v i c e o p é r a t i o n n e l**

La décision et les modalités de mise en service opérationnel sont convenues entre le SNA Nord et l'exploitant aéroportuaire, qui prennent alors en compte le dispositif dans leurs procédures opérationnelles et se coordonnent pour fixer la date de mise en service.

Pour ce faire, à compter de la réception par le SNA Nord de l'avis de fin de travaux, il assurera la rédaction et la déclaration de mise en service opérationnel de la modification (MESO).

#### 4.7. **L a m i s e à j o u r d e s p l a n s d e r é c o**

Lorsque les travaux réalisés sur l'aire de mouvements nécessiteront la mise à jour des plans de récolement de la plate-forme, un exemplaire des dits plans sera transmis aux personnes concernées (SNA Nord, Exploitant aéroportuaire, Département de la Marne).

### 5. **V a l i d i t é d u p r o t o c o l e**

Le présent protocole entre en vigueur à compter de la signature par les parties pour une durée d'un an, et sera tacitement reconduit annuellement, tant qu'il n'aura pas fait l'objet d'une demande d'annulation ou de révision de la part d'une des parties.

|  |  |                   |
|--|--|-------------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | <b>V3.0</b>       |
|  |  | <b>23/09/2020</b> |

## 6. Révision et suivi du protocole

Le présent protocole pourra être révisé ou modifié par avenant, après accord des parties.

Le suivi de l'application, notamment du règlement d'éventuelles difficultés est assuré conjointement par l'exploitant aéroportuaire et le chef local du SNA Nord, qui procèderont à l'évaluation du dispositif, en tant que de besoin.

Le présent protocole est établi en trois exemplaires originaux destinés respectivement :

- au Département de la Marne ;
- à l'exploitant aéroportuaire, EPGAV ;
- au SNA Nord.



## Annexe 1 : EISA ( V1.4 du 15 / 03 / 20

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| Titre de l'étude   |               |
| Référence EPGAV    |               |
| Référence SNA      | [CHGT-XXXXXX] |
| Référence EDS AFIS |               |

|  |   |   |                                  |
|--|---|---|----------------------------------|
| Identification du ou des services à l'origine de la modification |   |   |                                  |
| <b>Entité à l'initiative des travaux</b>                         |   |   |                                  |
| <input type="checkbox"/> SNA                                     | <input type="checkbox"/> Prestataire AFIS | <input type="checkbox"/> Exploitant aéroportuaire | <input type="checkbox"/> Autre : |
| <b>Origine et raison des travaux</b>                             |   |   |                                  |
|  |   |   |                                  |

| Suivi du document ( <i>Penser à mettre à jour date et version en en-tête du document</i> ) |            |  |                  |        |
|--|------------|--|------------------|--------|
| Version  | Date       | Modifications  | Chapitre / pages | Auteur |
| 1  | 22/04/2016 | création   |                  | T M    |
| 1.1  | 26/09/2016 | Ajout référence EPGAV  | A                | T M    |
| 1.2  | 30/11/2016 | Ajout d'éléments caractéristiques de la modification   | F                | T.M    |
| 1.3  | 28/02/2017 | Suppression de la fiche évènement redouté SNA  | H                | T.M    |
| 1.4  | 15/03/2019 | Ajout des références croisées avec études PSNA<br>Ajout des étapes et coordination<br>Suppression des éléments d'analyse SNA | A<br>E<br>F      | L.G    |

|  |
|--|
| Description de la modification proposée                          |
| <b>Dates prévisionnelles de déroulement de la modification :</b> |
|  |

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

Du : --/--/-- inclus à --h-- (heure TU)  
au : --/--/--inclus à --h-- (heure TU)

**Type de modification**

Temporaire [à la fin des travaux, retour à l'état d'exploitation initial de la plate-forme]  
 Permanente [l'exploitation de la plate-forme est modifiée de manière permanente après réalisation des travaux]

**Localisation sur la plate-forme**

Aire de trafic  
 Aire de manœuvre  
 Voies de circulation :  
 Piste :  
 Autre :

**Description de la modification**

**Raison de la modification**

**Organisation**

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

|   |  |            |
|---|--|------------|
| Nom du coordonnateur SNA :                              |  | Fonction : |
| Nom du coordonnateur EPGAV :                            |  | Fonction : |
| Nom du coordonnateur AFIS :                             |  | Fonction : |
| Désignation du correspondant :                          |  |            |
| <b>Entités impactées</b>                                |  |            |
| <b>Au sein du SNA</b>                                   | <input type="checkbox"/> Tour de contrôle<br><input type="checkbox"/> Autre<br>Justifications :  |            |
| <b>Au sein de l'exploitant aéroportuaire</b>            | <input type="checkbox"/> Service AFIS<br><input type="checkbox"/> Assistance en escale<br><input type="checkbox"/> Opération<br><input type="checkbox"/> Autre<br>Justifications : |            |
| <b>Au sein de tiers intervenants sur la plate-forme</b> | <input type="checkbox"/> Exploitants aériens<br><input type="checkbox"/> Autre : ...<br>Justifications :   |            |
| <b>Etapas et coordination</b>                           |  |            |
| <br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>                |  |            |

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

|   |   |
|---|---|
| Eléments caractéristiques de la modification  |   |
| Réglementation applicable :   |   |
| <b>Publications aéronautiques</b>   |   |
| Volume des publications impactées par le changement                                       | <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé |
| [nature des publications à produire ou à modifier : NOTAM, SUPAIP, AIP]                   |   |
| <b>Influence sur les méthodes et procédures de travail des autres intervenants</b>        | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| Si oui, préciser :  |   |
| <b>Existence d'une dérogation</b>   | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| <b>Si oui, préciser la référence de l'acceptation et les mesures associées :</b>          |   |
| <b>Influence sur le manuel d'aérodrome</b>  | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| Si oui, préciser :  |   |
| <b>Influence sur les documents d'exploitation</b>   | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| Si oui, préciser :  |   |
| <b>Influence sur les documents associés au manuel (procédures, protocoles, etc.)</b>      | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| Si oui, préciser :  |   |
| <b>Influence sur les méthodes/procédures de travail des agents de l'exploitant</b>        | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |
| Si oui, préciser :  |   |
| <b>Autres modifications en cours ayant une interaction avec la modification envisagée</b> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                                     |

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

Si oui, préciser :

|  |   |
|--|---|
| Retour d'expérience sur une modification similaire |   |
| <b>Expérience récente côté EPGAV</b>               | <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé |
| Justification :                                    |   |

Evaluation des risques (Faire une fiche par événement redouté)

ER n°

## Evènement redouté EPGAV

Evaluation de l'acceptabilité des risques – Mesures d'atténuation des risques

ER N°

Désignation de l'évènement redouté :

### I. EVALUATION DES RISQUES

Causes possibles de l'évènement redouté

Conséquences possibles de l'évènement redouté

Gravité initiale des conséquences de l'évènement redouté

Catastrophique
 Grave
 Majeur
 Mineur
 Négligeable

| Fréquence d'occurrence initiale de l'évènement redouté  |             |        |               |      |            |
|---|-------------|--------|---------------|------|------------|
| <input type="checkbox"/> Très élevé <input type="checkbox"/> Elevé <input type="checkbox"/> Occasionnel <input type="checkbox"/> Rare <input type="checkbox"/> Improbable |             |        |               |      |            |
| Classement de l'évènement   |             |        |               |      |            |
| Fréquence   | Très élevée | Elevée | Occasionnelle | Rare | Improbable |
| Gravité initiale  |             |        |               |      |            |
| Catastrophique  |             |        |               |      |            |
| Grave   |             |        |               |      |            |
| Majeur  |             |        |               |      |            |
| Mineur  |             |        |               |      |            |
| Négligeable   |             |        |               |      |            |
| Acceptabilité des risques avant mise en place des mesures d'atténuation des risques <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non                             |             |        |               |      |            |
| Si non, remplir la partie « Atténuation des risques »   |             |        |               |      |            |

| Gravité        | Définition  |
|----------------|---|
| Catastrophique | Matériel, avion et/ou véhicule détruit. Décès d'une ou plusieurs personnes.   |
| Grave          | Souffrance physique ou charge de travail telle qu'on ne peut plus être sûr que les opérateurs fourniront un travail précis ou complet. Blessures graves<br>Importants dégâts matériels. |
| Majeur         | Incident grave. Personnes blessées. Dégâts matériels légers.  |
| Mineure        | Désagrément. Limitation de l'exploitation. Recours à des procédures d'urgence. Incident mineur  |
| Négligeable    | Peu de conséquences.  |



|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

| Fréquence     | Définition                        |
|---------------|-----------------------------------|
| Improbable    | Moins d'une fois tous les 100 ans |
| Rare          | 1 à 5 fois tous les 50 ans        |
| Occasionnelle | 1 à 10 fois tous les 10 ans       |
| Elevée        | 1 à 10 fois par an                |
| Très élevée   | Plus de 10 fois par an            |

## II. ATTENUATION DES RISQUES

### Mesures d'atténuation des risques

|            | Action sur :             |                          |                          |
|------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
|            | Gravité                  | Fréquence                | Les deux                 |
| Mesure 1 : | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Mesure 2 : | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Mesure 3 : | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

### Gravité corrigée en tenant compte des moyens de réduction des risques

Catastrophique
  Grave
  Majeur
  Mineur
  Négligeable

### Fréquence corrigée en tenant compte des moyens de réduction des risques

Très élevé
  Elevé
  Occasionnel
  Rare
  Improbable

### Classement corrigé de l'évènement

| Fréquence                      | Très élevée | Elevée | Occasionnelle | Rare | Improbable |
|--------------------------------|-------------|--------|---------------|------|------------|
| Gravité <i>c o r r i g é e</i> |             |        |               |      |            |
| Catastrophique                 |             |        |               |      |            |
| Grave                          |             |        |               |      |            |
| Majeur                         |             |        |               |      |            |
| Mineur                         |             |        |               |      |            |
| Négligeable                    |             |        |               |      |            |

**Acceptabilité des risques après mise en place des mesures d'atténuation des risques**  Oui  Non

**Justifications**

**ER non pris en compte et justification de leur non prise en compte**

**Phase de transition / possibilité d'arrêt immédiat des travaux**

|   |                 |  |                   |
|---|-----------------|--|-------------------|
|   | <b>SNA NORD</b> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | <b>V3.0</b>       |
|  |                 |  | <b>23/09/2020</b> |

*(description des phases de transition, présence d'exigences de  
immédiat des travaux*

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V3.0       |
|  |  | 23/09/2020 |

Évaluation de la sécurité (*rappel des éléments identifiés précédemment dans les différentes* *fi*)

| Id. | Libellé | ER concernée | Entité en charge | Responsable / Vérificateur | Echéance | Moyens de preuve |
|-----|---------|--------------|------------------|----------------------------|----------|------------------|
|     |         |              |                  |                            |          |                  |

Assurance sécurité<sup>1</sup> (maintien dans le temps de la tenue des objectifs de sécurité associés au changement)

| Éléments à surveiller / Actions à mener | Moyens de mise en œuvre | Qui / durée de suivi |
|---|-------------------------|----------------------|
|   |                         |                      |

<sup>1</sup> La période de suivi du changement après la mise en service dépend de l'ampleur du changement. Elle peut aller de quelques semaines à un an. Cette période expirée, le changement est suivi dans le cadre du SMI des entités impactées.

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

|   |  |   |
|---|--|---|
| Circuit de vérification et d'approbation – Décision finale  |  |   |
| <b>EPGAV SGS - Décision finale</b>  |  |   |
| Acceptation de la modification : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |  |   |
| <b>Coordonnateur sécurité</b><br>Nom et fonction :<br><br><br><br><br><br><br><br><br>Date :          | <b>Vérifiée par</b><br>Nom et fonction :<br><br><br><br><br><br><br><br><br>Date : | <b>Approuvée par</b><br>Nom et fonction :<br><br><br><br><br><br><br><br><br>Date : |

|   |                              |                              |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Documents annexés à l'étude de sécurité ou référencés |                              |                              |
| Présence de documents joints (cartes, notes,..) :     | <input type="checkbox"/> OUI | <input type="checkbox"/> NON |
|   |                              |                              |

|                                  |                              |                               |                          |
|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Diffusion                        |                              |                               |                          |
| <b>Destinataires pour action</b> |                              |                               |                          |
| <input type="checkbox"/> EPGAV   | <input type="checkbox"/> SNA | <input type="checkbox"/> AFIS | <input type="checkbox"/> |
| <b>Copie pour information</b>    |                              |                               |                          |
| <input type="checkbox"/> AFIS    | <input type="checkbox"/> SNA | <input type="checkbox"/>      | <input type="checkbox"/> |

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

## Annexe 2 : Etude de sécurité / Eva Présentation du changement

|                       |   |
|-----------------------|---|
| Titre                 | <i>[ Utiliser le même titre que le changement décl ]</i><br>Titre tel que mentionné sous SPIRIT |
| Référence SPIRIT      | [CHGT-XXXX]   |
| Référence du document | FORM-EdS – <b>proposition du 02 mars 2020 – PROJET, NON DEFINITIF</b>                           |

|   |
|---|
| Temporalité du changement   |
| <input type="checkbox"/> Permanent, à compter du : __ / __ /20__ heure (TU) ____ (si pertinent) |
| <input type="checkbox"/> Temporaire, date début : __ / __ /20__ date de fin : __ / __ /20__     |

|   |
|---|
| <b>Principes généraux du changement</b>   |
| <a href="#"><i>[Cliquez ici pour plus de précisions]</i></a><br>.....<br>.....<br>..... |

|  |
|--|
| <b>Organisation mise en œuvre pour l'étude de sécurité</b> |
|--|

Étude constituée d'une partie globale et d'un complément local (préciser l'organisation mise en place)

**Acteurs de l'étude de sécurité :**

*[Préciser ici les noms et fonctions du coordonnateur sécurité]*

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Relevé des modifications

| Réf/Version | Date | Modifications | Chapitre / pages | Auteur |
|-------------|------|---------------|------------------|--------|
|             |      |               |                  |        |

Diffusion

Destinataires pour action

Destinataires pour information

| [Nom] | [Service] |  |  | [Nom] | [Service] |  |  |
|-------|-----------|--|--|-------|-----------|--|--|
|       |           |  |  |       |           |  |  |
|       |           |  |  |       |           |  |  |

Documents jugés utiles à la compréhension de l'étude

Annexé

Titre / Référence du document

Oui / Non

*[cartes, notes, consignes, rapport de groupe de travail, arbi]*

Commentaires/explications sur l'acceptabilité du changement :

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

[Cliquer ici pour plus de précisions](#)

**Partie évaluation de la sécurité (ES), si concerné :**

**Synthèse de l'argumentaire pour acceptabilité du changement**

.....

.....

.....

.....

Du fait de l'argumentation avancée dans le présent formulaire (voir parties 2 et 4) :

- Le SF ATS DSNA est réputé plus sûr après MESO du changement qu'il ne l'était avant
- Le SF ATS DSNA est réputé aussi sûr après MESO du changement qu'il ne l'était avant
- Le SF ATS DSNA est réputé moins sûr après MESO du changement qu'il ne l'était avant, pendant une période temporaire :

***Argumentaire sur l'acceptabilité du risque pendant la période transitoire***

.....

.....

.....

.....

- Le SF ATS DSNA est réputé moins sûr après MESO du changement qu'il ne l'était avant, indéfiniment :

***Argumentaire prouvant la non-crédation de risque inacceptable après MESO***

.....

.....

.....

.....

**Partie évaluation du support à la sécurité (ESS), si concerné :**

Synthèse de l'argumentaire prouvant que la performance du SF NON-ATS de la DSNA après changement est telle que spécifiée (voir partie 3)

.....

.....

.....

.....



|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

| CIRCUIT DE VALIDATION DE L'EdS |                       |                         |                    |
|--------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|
| <b>Nom :</b>                   | <b>Rédacteur(s) :</b> | <b>Vérificateur(s)*</b> | <b>Approbateur</b> |
| <b>Fonction :</b>              |                       |                         |                    |
| <b>Date :</b>                  |                       |                         |                    |
| <b>Signature :</b>             |                       |                         |                    |

( \* ) *Un des vérificateurs doit être coordonnateur sécurité  
Il est recommandé que le responsable du changement*

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

Définition du périmètre (étape commune ES/ESS)

Entité(s) générique(s) d'appartenance du (des) site(s) concerné(s) par le changement

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Entité(s) générique(s) DSNA concernée(s) par le changement :

CRNA

Aérodromes ABC

Aérodromes DEFG

Description du changement

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

.....  
 ..  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Impact Procédures/méthodes de travail du changement

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

**Description de la partie Procédures/Méthodes de travail du changement**

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**Localisation, entités /sites (DSNA et hors DSNA) concernés par le changement**

Entité, site, lieu sous responsabilité DSNA :

Site A, site B...

.....  
 .....  
 .....

.....

Entité, site, lieu hors responsabilité DSNA :

Localisation X, endroit Y....

.....  
 .....  
 .....

Impact équipement/logiciel du changement

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

**Description de la partie équipement/logiciel du changement**

Description de la partie équipement/logiciel du changement :

.....  
 .....  
 .....

Identification des services contextuels (énergie, supervision, climatisation...) impactés par le changement

.....  
 .....  
 .....

Identification des services supports concernés :

- |   |  |   |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> SS 01 Communication Air/Sol      | <input type="checkbox"/> SS 06 Prés/gest. Tps réel espace CA   | <input type="checkbox"/> SS 10 Gestion des mvts sol |
| <input type="checkbox"/> SS 02 Communication Sol/Sol      | <input type="checkbox"/> SS 07 Gestion de la salle             | <input type="checkbox"/> SS 11 Infos aéronautiques  |
| <input type="checkbox"/> SS 03 Surveillance Air           | <input type="checkbox"/> SS 08 Assist. ATFCM tactique tps réel | <input type="checkbox"/> SS 11 Informations météo   |
| <input type="checkbox"/> SS 04 Planif. ATC des vols       | <input type="checkbox"/> SS 09 Aides de navigation             | <input type="checkbox"/> SS 12 Aides à la décision  |
| <input type="checkbox"/> SS 05 Enreg. et restit. tps réel | <input type="checkbox"/> SS 10 Surveillance sol                | <input type="checkbox"/> SS14 Filets de sauvegarde  |

**Localisation, Services techniques (DSNA et hors DSNA) concernés par le changement**

Entité, site, lieu sous responsabilité DSNA :

Site A, site B...

.....

.....  
.....  
.....  
Entité, site, lieu hors responsabilité DSNA :  
Localisation X, endroit Y....  
.....  
.....  
.....

Modèles de sécurité en barrières impactés

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

|   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> MAC – ER (Collision en vol, contexte En-Route) | <input type="checkbox"/> MAC – TMA (Collision en vol, contexte TMA)      |
| <input type="checkbox"/> RC (Collision sur piste)                       | <input type="checkbox"/> TC (Collision sur voie de circulation)          |
| <input type="checkbox"/> CFIT (Collision avec le sol en vol contrôlé)   | <input type="checkbox"/> WE (Rencontre de turbulence de sillage aéronef) |
| <input type="checkbox"/> RE (Sortie de piste)                           | <input type="checkbox"/> TE (Sortie de voie de circulation)              |

Choix du type d'EdS

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Argumentaire :  
.....  
.....  
.....  
.....

***Si des modes de défaillance ou de comportement dégradé non pris en compte côté SF ATS ont été identifiés à l'issue de l'étape 3, prendre en compte ces informations dans le périmètre du changement.***

Modèles de sécurité en barrières

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Modèle A

Copier et insérer autant de nouveaux cadres MOSEBA que nécessaire à partir des modèles génériques fournis par la DSNA

Situations opérationnelles couvertes par le présent cadre :  
.....  
.....  
.....

Description (graphique ou codifiée) des éléments (barrières, précurseurs, feuilles) du MOSEBA sur lesquels le changement a une influence :

.....  
.....  
.....

*Copier autant de cadres « Service support impacté » que nécessaire*

Service support impacté :

**Aspects (procédures, composants, éléments) ATS impactés :**

.....  
.....  
.....

**Aspects (procédures, composants, éléments) NON-ATS impactés :**

.....  
.....  
.....

*Copier autant de cadres « Service support impacté » que nécessaire*

Identifier les modes communs de défaillance internes au MOSEBA concerné :

.....  
.....  
.....

Copier et insérer autant de nouveaux cadres MOSEBA que nécessaire à partir des modèles génériques fournis par la DSNA

Modes communs de défaillance entre MOSEBA

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Identification des feuilles représentant des modes communs de défaillance entre MOSEBA

.....  
.....  
.....

Identification des composants des services supports représentant des modes communs de défaillance entre MOSEBA

*Copier autant de cadres « Service support comme mode commun » que nécessaire*

Service support comme mode commun :

**Aspects (procédures, composants, éléments) ATS impactés :**

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|  |  | 01/10/2020 |

.....

.....

**Aspects (procédures, composants, éléments) NON-ATS impactés :**

.....

.....

*Copier autant de cadres « Service support comme mode commun » que nécessaire*

Synthèse sur la définition du périmètre

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Coordination avec les prestataires et acteurs de l'aéronautique

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

.....

.....

.....

.....

.....

|   |   |            |
|---|---|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION DES TRAVAUX SUR L'AIRES DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |   | 01/10/2020 |

Étapes spécifiques à l'évaluation de la sécurité (ES)

Identification des bénéfices

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Insérer autant de nouveaux cadres BENEFICES que nécessaire

|  |   |
|--|---|
| <b>Bénéfice B1</b>   | <b>Intitulé :</b> Formulation du bénéfice |
| <b>Si pertinent, identification de l'impact du bénéfice dans un MOSEBA :</b> identifier le bénéfice par la référence de la feuille ou précurseur qu'il impacte dans le(s) MOSEBA concerné(s) |   |
| <i>[ Décrire ici en quoi le fait exposé constitue un bénéfice appliqué ]</i>   |   |
| Justification du bénéfice<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....  |   |

Insérer autant de nouveaux cadres BENEFICES que nécessaire

Identification des dangers

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Liste des dangers retenus

Insérer autant de nouveaux cadres DANGER que nécessaire

|   |   |
|---|---|
| <b>DANGER 01</b>  | <b>Libellé du danger</b>  |
| <b>Identification de l'impact du danger dans un ou des MOSEBA :</b> Identifier le danger par la référence de la feuille ou le précurseur qu'il <u>impacte</u> dans le(s) MOSEBA concerné(s) |   |
| <b>Description du danger</b><br>.....<br>.....  |   |
| Description détaillée des <b>causes</b> potentielles du danger dues au changement<br>.....<br>.....<br>.....  | Description détaillée des <b>effets potentiels</b> du danger<br>.....<br>.....<br>..... |
| <b>Le danger porte-t-il sur les chaînes techniques ?</b><br><input type="checkbox"/> OUI   <input type="checkbox"/> NON   |   |
| <b>Dans quelles situations opérationnelles le danger est-il à prendre en compte ?</b>   |   |

Phase de transition |  Situations normales |  Situations anormales

**Précisions :**

.....  
 .....

Autres situations : les décrire ci-dessous

.....  
 .....

Insérer autant de nouveaux cadres DANGER que nécessaire

Positionnement des dangers sur les MOSEBA & matérialisation du chemin entre danger et accident

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Déterminer les critères de sécurité

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Formulation des CS<sub>e</sub> et domaines de validité

Insérer autant de nouveaux cadres CRITERES DE SECURITE « TECHNIQUE » que nécessaire

**Critère de sécurité CS<sub>e</sub> n°T1 couvrant le danger d'origine technique :** (indiquer ici quel danger/bénéfice est couvert par ce critère) .....

**INTITULE DU CRITERE DE SECURITE :**

.....  
 .....

**UTILISATION D'UNE GRILLE DE SERVICE SUPPORT**

**Référence de la grille de performance choisie :** .....

**Ligne pertinente :** .....

**Cotation sécurité ou intégrité retenue :** .....



|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

**INTITULE DU CS<sub>E</sub> :**

*L'indicateur de sécurité technique dont la valeur / le comportement après MESO doit rester identique à sa valeur / son comportement après MESO est :.....*

Insérer autant de nouveaux cadres CRITERES DE SECURITE « TECHNIQUE » que nécessaire

Insérer autant de nouveaux cadres CRITERES DE SECURITE « AUTRE » que nécessaire

**Critère de sécurité CS<sub>e</sub> n°PH1 couvrant les dangers autres que techniques** (indiquer ici quels dangers/bénéfices sont couverts par ce critère) .....

**INTITULE DU CRITERE DE SECURITE :**

.....  
 .....

**POSITIONNEMENT DU CRITERE DE SECURITE**

Le CS<sub>e</sub> n°1 est positionné sur l'élément XXXXX du MOSEBA YYYYY.

**DETERMINATION DU DOMAINE DE VALIDITE DU CRITERE DE SECURITE :**

**Argumentaire de justification du domaine de validité du critère de sécurité :**

.....  
 .....

*Le domaine de validité du critère de sécurité est donc le suivant : .....*

Insérer autant de nouveaux cadres CRITERES DE SECURITE AUTRES que nécessaire



Déclinaison des MRR en exigences :

.....  
 .....

**Exigences de sécurité liées au CS<sub>e</sub> 01**

**Liste des exigences :**

EX-001 : .....  
 EX-002 : .....  
 EX-003 : .....

Insérer autant de nouveaux cadres « MRR et EXIGENCES » que nécessaire

Tri des exigences impactant le système fonctionnel non-ATS

Liste des exigences ayant un impact sur le SF non-ATS de la DSNA :

*[ Lister les exigences concernées et leur lien avec les composants ]*

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Liste des exigences ayant un impact sur le SF non-ATS d'un prestataire tiers :

*[ Liste des prestataires impactés, liste des exigences concernées ]*

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Tableau récapitulatif des relations entre exigences de sécurité, critères de sécurité et dangers

.....  
 .....

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

.....  
.....  
.....  
.....

Étapes spécifiques à l'évaluation du support à la sécurité (ESS)

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Décrire le service pour lequel on crée le chapitre 3 autant de fois que nécessaire (FPD, C N S, ...) – revenir vers le 1 pour prendre en compte d'éventuels aspects modifiant le périmètre de l'étude ou pouvant générer une ES.

Déterminer/Passer en revue les spécifications

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Spécifications du SF NON-ATS impacté

|   |
|---|
| <p><b>Spécifications « métier » :</b></p> <p>.....<br/> .....<br/> .....</p>  |
| <p><b>Spécifications « processus » :</b></p> <p>.....<br/> .....<br/> .....</p>   |
| <p>Liste et description précise des spécifications :</p> <p>Choix 1 : description précise des spécifications (copier et insérer autant de cadres que nécessaire)</p> <p>Copier et insérer autant de cadres que nécessaire.</p> <p>SPEC-001 : <input type="checkbox"/> Fonctionnelle   <input type="checkbox"/> Non fonctionnelle   <input type="checkbox"/> Contrainte</p> <p>.....<br/> .....</p> <p>Copier et insérer autant de cadres que nécessaire.</p> <p>Choix 2 : référencer le ou les documents donnant la liste des spécifications.</p> <p>Référence du document :<br/> Version :<br/> Date :</p> |

Vérification des spécifications

|  |
|--|
|  |
|--|

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

|  |
|--|
| <p>Argumentaire de traçabilité des revues</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> |
|--|

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

Analyser la conception

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

**Analyse de l'architecture du système/service**

**DESCRIPTION GLOBALE DE L'ARCHITECTURE**

*Insérer si besoin tout schéma nécessaire à la compréhension documents annexés au présent formulaire.*

.....  
.....  
.....  
.....

**ANALYSE ET ARGUMENTATIONS**

**Modélisation de l'architecture sous forme d'arbres des fautes**

.....  
.....

**Analyse de robustesse**

.....  
.....  
.....

**Analyse des dysfonctionnements des modules conceptuels de niveau logique et/ou physique (sous forme d'AMDE[C])**

.....  
.....  
.....

**Satisfaction de spécifications portant sur les logiciels (SWAL)**

.....  
.....

Vérifier le changement (étape commune ES/ESS)

[\[Cliquer ici pour plus de précisions\]](#)

Tenue des exigences de sécurité

.....  
.....  
.....  
.....

|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

Vérification des spécifications de support à la sécurité

.....  
.....  
.....  
.....

Synthèse sur l'acceptabilité du changement

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| <b>Bénéfices</b>                      | Commentaires :<br>.....<br>.....<br>.....<br>..... |
| <b>Dangers<br/>(cas ES seulement)</b> | Commentaires :<br>.....<br>.....<br>.....          |
| <b>Synthèse</b>                       | .....<br>.....<br>.....<br>.....                   |





|   |  |            |
|---|--|------------|
|  <b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|   |  | 01/10/2020 |

## Annexe 3. : Avis de travail (V3 d

### 1- Intervention prévue :

Responsable de l'opération :

Date retenue : Heure locale de début des travaux :

Durée prévue :

Date reportée, le cas échéant :

Description des travaux prévus :

### 2- Analyse des risques

Référence EISA - EPIS CA :

Joindre l'EISA ou l'EPIS CA si existante.

Risque redouté :

Conséquences opérationnelles :

|  |  |            |
|--|--|------------|
| <br><b>SNA NORD</b><br> | <b>PROTOCOLE RELATIF AU SUIVI DE LA GESTION<br/>DES TRAVAUX SUR L'AIRE DE MOUVEMENTS</b> | V 3.0      |
|  |  | 01/10/2020 |

### 3- Réduction du risque

Edition d'un NOTAM      SNA :    OUI - NON - A Faire  
    EPGAV : OUI - NON - A Faire

Briefing et ou information aux contrôleurs :    OUI - NON

Retour rapide à la normale possible :    OUI - NON    Délai estimé :

### 4- Contacts et responsables du suivi des travaux

| Service  | Nom & Prénom          | E-mail   | Téléphone      |
|----------|-----------------------|--|----------------|
| SNA NORD | Vincent DELAGE        | <a href="mailto:vincent.delage@aviation.civile.gouv.fr">vincent.delage@aviation.civile.gouv.fr</a> | 03 26 26 15 60 |
|          | <b>Damien GARNIER</b> | <a href="mailto:damien.garnier@aviation.civile.gouv.fr">damien.garnier@aviation.civile.gouv.fr</a> | 03 26 26 15 65 |
|          | <b>Pierre AYOT</b>    | <a href="mailto:pierre.ayot@aviation.civile.gouv.fr">pierre.ayot@aviation.civile.gouv.fr</a>       | 03 26 26 15 70 |
| EPGAV    | Ramzi BENMOUMENE      | <a href="mailto:rbenmoumene@parisvatry.com">rbenmoumene@parisvatry.com</a>                         | 03 26 64 82 58 |
|          | Valentin VINCENT      | <a href="mailto:vvincent@parisvatry.com">vvincent@parisvatry.com</a>                               | 03 26 64 82 59 |
|          | Laurent LUCOT         | <a href="mailto:llucot@parisvatry.com">llucot@parisvatry.com</a>                                   | 03 26 64 82 31 |
|          | David JEANNE          | <a href="mailto:djeanne@parisvatry.com">djeanne@parisvatry.com</a>                                 | 03 26 64 83 38 |
|          | Sébastien MANGIN      | <a href="mailto:smangin@parisvatry.com">smangin@parisvatry.com</a>                                 | 03 26 64 82 26 |
|          | Romain BONNEFILLE     | <a href="mailto:rbonnefille@parisvatry.com">rbonnefille@parisvatry.com</a>                         | /              |

**Un compte-rendu de fin de travaux sera communiqué au SNA pour clôturer l'intervention à la même adresse mail que l'envoi de cet avis de travaux.**

|                       |   |
|-----------------------|---|
| Le Chef CA ou Adjoint | Le responsable du service technique de l' EPGAV |
|                       |   |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Aéroport Paris-Vatry - Convention SAFER

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Jean-Louis DEVAUX***

La plateforme Paris-Vatry, comprend une réserve foncière de 538 hectares sur les communes d'Haussimont et de Sommesous, dont la gestion pour le compte du Département a été confiée à la SAFER. Cette convention de gestion arrive à échéance prochainement.

Il convient de redéfinir une nouvelle convention de gestion de ces terres avec cette dernière. Il vous est proposé de reconduire la SAFER pour gérer les contrats existants, les nouveaux à mettre en œuvre et les différents changements impactant les parcelles sous CCT, à savoir :

- 236ha 26a 70ca : maintien des mêmes exploitants jusqu'à changement définitif de la destination des terrains – annexe 0 de la convention,
- 192ha 00a 22ca gérés par conventions de mise à disposition jusqu'en 2021 : établir à la suite des conventions de concessions temporaires – annexe 1 de la convention,
- 62ha 74a 63ca : établir fin 2020 de nouvelles conventions de concessions temporaires - annexe 2 de la convention,
- 46ha 78a 57ca : modifier les conventions en cours impactées par des changements d'emprises (élargissement d'un chemin et création d'une gare à betteraves) et, établir en 2022 de nouvelles conventions – annexe 3 de la convention.

Les prestations confiées sous convention à la SAFER (*jointe en annexe*) seraient les suivantes :

- mandat pour définir et formaliser des contrats de concession temporaire (CCT) à l'intérieur du périmètre de la réserve foncière pour les parcelles annexées à la convention ;
- gestion pour le compte du Département, des conventions de concession temporaire conclues conformément aux accords passés avec les Organisations Professionnelles Agricoles, rappelés supra, sur la zone de réserve foncière des terrains encore en nature de terres agricoles, propriétés du Département de la Marne ;
- gestion des biens, propriété du Département de la Marne, faisant l'objet de conventions de concessions temporaires.

La durée de la présente convention est fixée à 5 ans ; elle pourra être renouvelée une fois dans les mêmes dispositions, par tacite reconduction.

Le coût prévisionnel des campagnes de 2020 à 2025 est estimé à 64 440.01 €HT. En cas de reconduction de la présente convention, le coût pour les 5 années suivantes (soit de 2025 à 2030) est estimé à 65 780.05 €HT.

A cet effet, la 1<sup>ère</sup> commission propose, à l'unanimité, d'autoriser le Président à :

- confier une mission d'établissement et de gestion des conventions de concession temporaire d'exploitation de la réserve foncière Paris-Vatry pour une durée de 5 ans à la SAFER, avec possibilité de reconduction pour 5 ans supplémentaires ;
- signer ledit contrat de mission tel qu'il est présenté en annexe, ainsi que tous documents qui s'avéreraient nécessaires à la bonne exécution dudit contrat,
- inscrire chaque année sur la durée de la convention, les crédits correspondants.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**



PROJET

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b>ETABLISSEMENT ET GESTION DES CONVENTIONS DE CONCESSION<br/>TEMPORAIRE D'EXPLOITATION<br/>RESERVE FONCIERE – AEROPORT PARIS- VATRY</b></p> |
|---|

Entre

**LE DEPARTEMENT DE LA MARNE**

Représenté par son Président, **MXXXXXXXXXX**, dûment habilité par une délibération de l'assemblée délibérante du Conseil départemental du .....

Et dénommé dans la présente convention « Le Département »

Et

**LA SAFER GRAND EST**

Société Anonyme au capital de 2 740 816 € dont le Siège Administratif est situé à la Maison des Agriculteurs - 2, rue Léon Patoux – CS 50001 - 51664 REIMS Cedex

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377 (69 B 61)

Agréée par arrêté interministériel du 22 décembre 2016, publié au Journal Officiel du 24 décembre 2016,

Représentée aux présentes par **MXXXXXXXXXX**, Directeur Général Délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 24 mai 2018.

Et dénommée dans la présente convention « La SAFER G.E. »

## **PREAMBULE**

Cette convention annule et remplace celle de 2012 et tous les avenants dont elle a fait l'objet.

## **1. OBJET DE LA CONVENTION**

---

La présente convention consiste :

- à confier à la SAFER le mandat pour définir et formaliser des contrats de concession temporaire à l'intérieur du périmètre de la réserve foncière faisant l'objet de la déclaration d'utilité publique du 22 mars 1999, pour les parcelles dont la liste est annexée ci-après.
- à confier à la SAFER la charge de gérer, pour le compte du Département, les conventions de concession temporaire conclues conformément aux accords passés avec les Organisations Professionnelles Agricoles en date du 24 Février 1997 sur la zone de réserve foncière des terrains encore en nature de terres agricoles propriétés du département de la Marne dans la réserve foncière.
- Assurer la gestion des biens propriétés du département de la Marne faisant l'objet de conventions de concessions temporaires- ci-annexée.

## **2. ENGAGEMENT DE LA SAFER**

---

Le Département demande à la SAFER GE, qui accepte :

- la mise en forme des contrats de concession temporaire d'exploitation sous une forme juridique adaptée à la situation des terrains sous la DUP après cession au profit du Département de la Marne et jusqu'à leur changement d'usage conformément aux modalités du Code Rural (art. L.411.23) et du Code de l'Urbanisme (art. L.221.2),
- Identifier en son nom et pour son compte les exploitants signataires des conventions de concession temporaire d'exploitation,
- le recueil des accords écrits des bénéficiaires,
- la transmission des accords signés au Département,
- établir annuellement les redevances,
- recueillir les sommes dues et les transmettre au Département,
- gérer, avec les Organisations Professionnelles agricoles, les éventuelles difficultés liées aux occupations (dans la limite de 5 journées par an).

### **3. PERIMETRES DE LA MISSION**

---

La présente convention concerne l'ensemble des terrains propriété du Conseil Départemental de la Marne en nature de terres agricoles et situés dans les périmètres de la « réserve foncière » objet de la DUP du 22 mars 1999, à l'exclusion des terrains situés sur la commune de Dommartin-Lettrée (expro. 2009).

Annexe 1 : Liste du parcellaire supplémentaire, objet de conventions de concessions temporaires à conclure et à gérer.

Annexe 0, 2, et 3 CCT en cours.

### **4. DUREE DE LA MISSION**

---

La durée de la présente convention est fixée à 5 ans, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de signature par les parties.

La mission sera poursuivie et engagée à compter de l'enlèvement des récoltes 2020

**Résiliation** : En cas de résiliation, les parties conviennent que celle-ci devra intervenir par courrier recommandé avec accusé de réception 1 an avant le terme des 5 ans.

### **5. MONTANT DES PRESTATIONS**

---

Il s'établit de la façon suivante :

- a) Elaboration du « contrat type » de concession temporaire d'exploitation, analyse juridique et validation pour mémoire
- b) Recueil des accords écrits auprès des bénéficiaires,  
L'unité : 500,00 € HT / contrat
- c) 20,00€ HT, par hectare, et par an, sur les surfaces mises en convention de concession temporaire.

Un décompte sera établi et transmis au Département tous les ans.

Coût prévisionnel :**Campagne 2020/2021**

|   |                  |
|---|------------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€ | 4 725,34€        |
| 500€/ contrat x 1 exploitant              | 500,00€          |
| Annexe 1 :                                |                  |
| 500€/ contrat x 14 exploitants            | 7 000,00€        |
| Gestion par CMD                           |                  |
| Annexe 2 :                                |                  |
| 500€/ contrat x 6 exploitants             | 3 000,00€        |
| Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €            | 1 254,92€        |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 € | 935,71€          |
| 500€/ contrat x 4 exploitants             | <u>2 000,00€</u> |
|   | 19 415,97€       |

**Campagne 2021/2022 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL H.T.                                   | 10 756,01€     |

**Campagne 2022/2023 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a53ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 :                                   |                |
| 500€/ contrat x 4 exploitants                | 2 000,00€      |
| Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €               | <u>935,71€</u> |
| TOTAL H.T.                                   | 12 756,01€     |



**Campagne 2023/2024 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a53ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL H.T.                                   | 10 756,01€     |

**Campagne 2024/2025 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a53ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL H.T.                                   | 10 756,01€     |

**Campagne 2025/2026 :**

|   |                |
|---|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€ | 4 725,34€      |
| Annexe 1 :                                |                |
| 500€/ contrat x 14 exploitants (*)        | 7 000,00€      |
| Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 €         | 3 840,04€      |
| Annexe 2 :                                |                |
| 500€/ contrat x 6 exploitants             | 3 000,00€      |
| Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €            | 1 254,92€      |
| Annexe 3 :                                |                |
| 500€/ contrat x 4 exploitants             | 2 000,00€      |
| Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €            | <u>935,71€</u> |
| TOTAL HT                                  | 22 756,01€     |

**Campagne 2026/2027 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL HT                                     | 10 756,01€     |

**Campagne 2027/2028 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL HT                                     | 10 756,01€     |

**Campagne 2028/2029 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL HT                                     | 10 756,01€     |

**Campagne 2029/2030 :**

|  |                |
|--|----------------|
| Annexe 0 : Gestion sur 236ha26a70ca x 20€    | 4 725,34€      |
| Annexe 1 : Gestion sur 192ha 00a 22ca x 20 € | 3 840,04€      |
| Annexe 2 : Gestion sur 62ha74a63ca x 20 €    | 1 254,92€      |
| Annexe 3 : Gestion sur 46ha78a57ca x 20 €    | <u>935,71€</u> |
| TOTAL HT                                     | 10 756,01€     |

(\*) Nombre d'exploitant estimé, qui pourra être révisé après arbitrage des candidatures reçues par la SAFER



## Annexe 0

**Conventions de concessions temporaires en cours – Pour reprise uniquement en cas de changement de destination :**

| Parcelles Communes | Parcelles Sections | Parcelles Numéros | Lieudit            | exploitants depuis la cession des terres au département | surfaces        | N° CCT    |
|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|-----------------|-----------|
| Som.               | XD                 | 10p               | Variouse           | SCEA FOY XXXXXXXX-                                      | 21,1425         | CCT N°11  |
| Som.               | XE                 | 19                | Le Petit Variouse  |   | 9,8101          |           |
| Som.               | XE                 | 10                | Le Petit Variouse  |   | 0,9685          |           |
| Som.               | XD                 | 11                | Variouse           |   | 15,9977         |           |
| Som.               | XD                 | 9                 | Variouse           |   | 15,7601         |           |
| Dom.               | XL                 | 4                 | Le Haut des Coupes | SARL SEFEC-XXXXXXX)                                     | 7,8071          | CCT N°5   |
| Som.               | XE                 | 7                 | Le Petit Variouse  |   | 7,6037          |           |
| Som.               | XE                 | 8                 | Le Petit Variouse  |   | 0,8763          |           |
| Haus.              | YH                 | 4                 | Le Champ Madame    | XXXXXX  | 3,8495          | CCT N°10  |
| Haus.              | <b>XA</b>          | <b>2</b>          | Le Champ Madame    |   | 10,5559         |           |
| Som.               | XC                 | 26                | La Côte de Châlons | XXXXXXX   | 13,2921         | CCT N°12  |
| Som.               | XC                 | 7                 | La Côte de Châlons |   | 5,8909          |           |
| Haus.              | YK                 | 11                | Le Champ Mathieu   |   | 1,2625          |           |
| Haus.              | YH                 | 11                | Le Champ Madame    | SCEA de l'Aiguille - (XXXXXX)                           | 2,1655          | CCT N°8   |
| Haus.              | YH                 | 12                | Le Champ Madame    |   | 0,4628          |           |
| Haus.              | YH                 | 15 ex 8p          | Le Champ Madame    | SCEA du boisd'Ambières - (XXXXXX)                       | 10,6817         | CCT N°13  |
| Haus.              | YH                 | 16 ex 8p          | Le Champ Madame    | SCEA du boisd'Ambières - (XXXXXXX)                      | 10,6818         | CCT N° 22 |
| Haus.              | YH                 | 10                | Le Champ Madame    | EARL des Breviaires - (XXXXXXXX)                        | 11,1692         | CCT N°15  |
| Som.               | XH                 | 4                 | L'Arbre            | XXXXXXXXXXXX  | 24,2708         | CCT N°9   |
| Haus.              | YH                 | 6                 | Le Champ Madame    | EARL des Ouches - (XXXXXX)                              | 14,1627         | CCT N°16  |
| Som.               | XD                 | 4                 | La Noue Richard    | SCEA BRISSON-(xxxxxxx)                                  | 16,2399         | CCT N°17  |
| Som.               | XD                 | 5p2               | La Noue Richard    | EARL xxxxx -(xxxxx )                                    | 7,9459          | CCT N°18  |
| Som.               | XC                 | 15                | La Côte de Châlons | EARL des Bourgognes - (xxxxxxx)                         | 0,0457          | CCT N°19  |
| Som.               | XC                 | 16                | La Côte de Châlons |   | 5,1753          |           |
| Haus.              | YH                 | 7                 | Le Champ Madame    |   | 6,5155          |           |
| Som.               | XD                 | 5 p1              | La Noue Richard    | SCEA XXXXXXX - (XXXXXX)                                 | 7,9459          | CCT N°20  |
| Haus.              | YH                 | 9                 | Le Champ Madame    | EARL XXXX-(XXXXX)                                       | 4,1657          | CCT N°21  |
| <b>TOTAL</b>       |                    |                   |                    |   | <b>236,4453</b> |           |

**Nouveau contrat à établir à compter de la campagne 2020 sur la CCT N°12 - suite à emprise sur parcelle YK11 pour élargissement du chemin d'exploitation XA1 sur Haussimont :**

| Parcelles Communes | Parcelles Sections | Parcelles Numéros | Lieudit            | exploitant      | surface nouvelle cct-<br>à compter de 2020 -<br>12bis |
|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-----------------|---|
| SOMMESOUS          | XC                 | 26                | La Côte de Châlons | XXXXXX / XXXXXX | <i>13ha29a21ca</i>                                    |
| SOMMESOUS          | XC                 | 7                 | La Côte de Châlons |                 | <i>05ha89a09ca</i>                                    |
| Haussimont         | YK                 | 11                | Le Champ Mathieu   |                 | <i>01ha08a42ca</i>                                    |
|                    |                    |                   |                    |                 | <b><i>20ha26a72ca</i></b>                             |

**Surface totale annexe 0 à compter de 2020 : 236ha 26a 70ca**

## Annexe 1

**CCT à établir à partir de 2021 pour 4 ans puis en 2025 pour 5 ans :**

| Parcelles Communes | Parcelles Sections | Parcelles Numéros | Lieudit             | exploitant à compter de l'enlèvement de la récolte 2021 pour 4 ans - puis renouvellement après appel à candidature pour 5 ans | surface des lots | N° CCT       |
|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------|---|------------------|--------------|
| Sommesous          | XE                 | 32                | le petit variouse   | 1   | 9,8863           | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 5                 | le petit variouse   | 2   | 10,5694          | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 6                 | le petit variouse   |   | 5,8535           |              |
| Sommesous          | XE                 | 33                | le petit variouse   | 3   | 6,0921           | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 34p1              | le petit variouse   |   | 6,9236           |              |
| Sommesous          | XE                 | 34p2              | le petit variouse   | 4   | 13,0158          | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 13p1              | la noue des greds   | 5   | 15,9183          | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 13p2              | la noue des greds   | 6   | 15,9184          | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 13p3              | la noue des greds   | 7   | 3,0808           | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 14p1              | la noue des greds   |   | 12,8372          |              |
| Sommesous          | XE                 | 14p2              | la noue des greds   | 8   | 4,2760           | à déterminer |
| Sommesous          | XE                 | 41                | la noue des greds   |   | 11,6428          |              |
| Sommesous          | XD                 | 3p1               | la Noue Richard     | 9   | 9,3022           | à déterminer |
| Sommesous          | XD                 | 3p2               | la Noue Richard     | 10  | 13,0000          | à déterminer |
| Sommesous          | XD                 | 3p3               | la Noue Richard     | 11  | 13,0000          | à déterminer |
| Sommesous          | XH                 | 1                 | l'Arbre de l'estrée | 12  | 2,4260           | à déterminer |
| Sommesous          | XH                 | 2p1               | l'Arbre de l'estrée |   | 11,2598          |              |
| Sommesous          | XH                 | 2p2               | l'Arbre de l'estrée | 13  | 13,5000          | à déterminer |
| Sommesous          | XH                 | 2p3               | l'Arbre de l'estrée | 14  | 11,9166          | à déterminer |
| Sommesous          | XH                 | 3                 | l'Arbre de l'estrée |   | 1,5834           |              |
|                    |                    |                   |                     |   | <b>192,0022</b>  |              |

## Annexe 2

**CCT établies pour 5 ans à renouveler en 2020 pour 5 ans puis en 2025 pour 5 ans :**

| Parcelles Communes | Parcelles Sections | Parcelles Numéros | Lieudit            | Nom du Signataire OU occupant pour la campagne 2012-2013 | surfaces       | N° CCT/BMD |
|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|----------------|------------|
| Som.               | XC                 | 10                | la côte de chalons | EARL XXXXXXXXX   | 10,0672        | 36         |
| Haus.              | YI                 | 71                | le cul de sac      | GAEC XXXXXXXXX   | 11,8703        | 34         |
| Haus.              | YI                 | 69                | le cul de sac      | XXXXXXXXX 9ha98a48                                       | 0,5172         | 35         |
| Som.               | XE                 | 23                | le petit variouse  |  | 0,7274         |            |
| Som.               | XE                 | 25                | le petit variouse  |  | 3,8005         |            |
| Som.               | XE                 | 31                | le petit variouse  |  | 4,9397         |            |
| Haus.              | YI                 | 44p               | La courbatte       | XXXXXXXXXX   | 9,1315         | 32         |
| Haus.              | YI                 | 32                | le cul de sac      | SCEA XXXXXX - 10ha15a74                                  | 3,8517         | 33         |
| Haus.              | YI                 | 33                | le cul de sac      |  | 4,8063         |            |
| Haus.              | YI                 | 34                | le cul de sac      |  | 0,2094         |            |
| Haus.              | YI                 | 35                | le cul de sac      |  | 0,7766         |            |
| Haus.              | YI                 | 38                | le cul de sac      |  | 0,5134         |            |
| Haus.              | YH                 | 5                 | Le Champ Madame    | SCEA du bois d'ambieres                                  | 11,5351        | 31         |
|                    |                    |                   |                    |  | <b>62,7463</b> |            |

|                 |
|-----------------|
| <b>Annexe 3</b> |
|-----------------|

**Conventions signées en 2017 pour 5 ans – A modifier en 2020 suite emprises :**

| communes   | section | numéros | lieu-dit           | surface cadastrale |
|------------|---------|---------|--------------------|--------------------|
| HAUSSIMONT | YK      | 7       | LE CHAMP MATHIEU   | 1,9936             |
| HAUSSIMONT | YK      | 8       | LE CHAMP MATHIEU   | 3,4978             |
| HAUSSIMONT | YK      | 9       | LE CHAMP MATHIEU   | 2,4520             |
| HAUSSIMONT | YK      | 10      | LE CHAMP MATHIEU   | 1,8234             |
| SOMMESOUS  | XC      | 1       | LA COTE DE CHALONS | 6,0094             |
| SOMMESOUS  | XC      | 3       | LA COTE DE CHALONS | 11,9905            |
| SOMMESOUS  | XC      | 4       | LA COTE DE CHALONS | 10,2206            |
| SOMMESOUS  | XC      | 5       | LA COTE DE CHALONS | 9,6502             |
|            |         |         |                    | <b>47,6375</b>     |

**Reprise d'une bande de 150 m x 21 m le long des parcelles XC 1 et 3, afin de créer un dépôt de betteraves en 2020,**

**Et emprise pour élargissement de chemin le long des parcelles YK 7, 8, 9, 10 et YK11 (YK11 étant traitée dans l'annexe 0)**

4 contrats à établir en 2020 pour modification des surfaces suite aux emprises

| Section-Numéro parcelle cadastrale | Surface impactée par le dépôt (ha) | Section-Numéro parcelle cadastrale | Surface impactée par le chemin (ha) |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| XC0001                             | 00ha15a01ca                        | YK0007                             | 00ha06a47ca                         |
| XC0003                             | 00ha07a47ca                        | YK0008                             | 00ha18a98ca                         |
|                                    | <b>00ha22a48ca</b>                 | YK0009                             | 00ha20a64ca                         |
|                                    |                                    | YK0010                             | 00ha16a61ca                         |
|                                    |                                    | YK0011                             | 00ha17a83ca                         |
|                                    |                                    |                                    | <b>00ha80a53ca</b>                  |

*Surface évaluées devant faire l'objet d'un bornage et d'un document d'arpentage, par le Département de la Marne.*



**CCT - bis - A régulariser pour les campagnes 2020 à 2022 :**

| COMMUNE    | Section | N° | Lieu-dit           | exploitant  | surface nouvelle cct-<br>2020-2022- 41bis  |
|------------|---------|----|--------------------|---|--|
| HAUSSIMONT | YK      | 8p | LE CHAMP MATHIEU   | EARL XXXXX-11ha90a94 - CCT 41 /<br>XXXXXXXXXX                                       | 00ha85a78ca                                |
| HAUSSIMONT | YK      | 7  | LE CHAMP MATHIEU   |   | 01ha92a89ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 3p | LA COTE DE CHALONS |   | 02ha92a61ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 1  | LA COTE DE CHALONS |   | 05ha85a93ca                                |
|            |         |    |                    |   | <b>11ha57a21ca</b>                         |
|            |         |    |                    |   |  |
| COMMUNE    | Section | N° | Lieu-dit           | exploitant  | surface nouvelle cct-<br>2020-2022 - 40bis |
| HAUSSIMONT | YK      | 9p | LE CHAMP MATHIEU   | EARL XXXXX -YK8p9p-XC3p4p-<br>10ha90a94 - CCT 40 /<br>XXXXXXXXXX                    | 00ha05a51ca                                |
| HAUSSIMONT | YK      | 8p | LE CHAMP MATHIEU   |   | 02ha45a02ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 4p | LA COTE DE CHALONS |   | 00ha26a10ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 3p | LA COTE DE CHALONS |   | 08ha98a97ca                                |
|            |         |    |                    |   | <b>11ha75a60ca</b>                         |
|            |         |    |                    |   |  |
| COMMUNE    | Section | N° | Lieu-dit           | Nature  | surface nouvelle cct-<br>2020-2022 - 38bis |
| HAUSSIMONT | YK      | 10 | LE CHAMP MATHIEU   | Earl des Bourgognes-YK 9p10-XC4p5-<br>11ha93a93 - CCT 38 / XXXXXXXX<br>XXXXXXXXXXXX | 01ha65a73ca                                |
| HAUSSIMONT | YK      | 9p | LE CHAMP MATHIEU   |   | 00ha07a45ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 5  | LA COTE DE CHALONS |   | 09ha65a02ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 4p | LA COTE DE CHALONS |   | 00ha36a12ca                                |
|            |         |    |                    |   | <b>11ha74a32ca</b>                         |
|            |         |    |                    |   |  |
| COMMUNE    | Section | N° | Lieu-dit           | Nature  | surface nouvelle cct-<br>2020-2022 - 39bis |
| HAUSSIMONT | YK      | 9p | LE CHAMP MATHIEU   | GAEC XXXX- YK9p-XC4-11ha90a94 -<br>CCT 39 -/ XXXX                                   | 02ha11a60ca                                |
| SOMMESOUS  | XC      | 4  | LA COTE DE CHALONS |   | 09ha59a84ca                                |
|            |         |    |                    |   | <b>11ha71a44ca</b>                         |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : CRSD de Châlons en Champagne Avenants de prolongation**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Thierry BUSSY***

Le Contrat de Redynamisation du Site de Défense (CRSD) de Châlons en Champagne et son contrat d'accompagnement (CAR) ont été signés le 28 août 2015 par le Premier Ministre ainsi que par l'ensemble des partenaires suivants : la ville et l'Agglomération de Châlons en Champagne, la Région, le Département, la CCI, la Chambre des métiers, la Chambre d'Agriculture, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'ADEME, BPI France Financement. Ils ont pour objectif de compenser les conséquences néfastes liées au départ des militaires pour le territoire châlonnais et visent à encourager l'implantation d'activités nouvelles et la création d'emplois pérennes.

Ces documents ont été signés pour une durée de quatre ans soit jusqu'au 31 août 2019. La possibilité était ouverte pour la reconduction d'une année supplémentaire. En décembre dernier, le Gouvernement est venu confirmer la prolongation du CRSD d'une année supplémentaire, soit jusqu'en août 2020.

La crise sanitaire a fortement freiné les projets. Dans ces conditions le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a donné son accord pour que le CRSD soit prolongé d'un an et le CAR de 8 mois. Les deux contrats voient donc leur échéance portée au 28 août 2021.

Afin d'entériner cette prolongation, une délibération de l'Assemblée départementale est nécessaire pour finaliser un avenant, indispensable avant d'engager de nouveaux dossiers. En outre, la rédaction de cet avenant est l'occasion de procéder à des ajustements financiers et des redéploiements de crédits.

Afin de mobiliser au mieux les crédits restants il vous est proposé de transférer les reliquats de deux lignes, soit 20 100 € inscrits sur la ligne « Planet A », reliquat du transfert effectué en 2018, et 230 000 € sur la ligne dédiée à l'enseignement supérieur concernant des projets non réalisées par l'URCA.

Ces crédits permettront de financer la réhabilitation de la caserne Chanzy en immeuble de bureaux et de répondre encore favorablement à un ou plusieurs projets présentés au CRSD.

En conclusion, la 1<sup>ère</sup> commission émet à l'unanimité un avis favorable à la signature des avenants de prolongation du CRSD et du CAR et à la réaffectation des crédits suivants :

- 20 100 € de la ligne Planet A vers la ligne « filières prioritaires »
- 230 000 € de la ligne « enseignement supérieur » vers la ligne « filières prioritaires »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Implantation de l'Institut Catholique de Paris (ICP) à Reims

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Madame Sophie SIGNOLLE***

Fondé en 1875, l'Institut Catholique de Paris compte aujourd'hui 10 000 étudiants, 905 enseignants et 219 personnels administratifs et techniques. Au niveau national, il est reconnu en tant qu'Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général et il délivre des diplômes nationaux de licence, master et doctorat. Il encourage la mobilité internationale et a noué des partenariats avec des universités dans 35 pays. Il se distingue en particulier par l'accompagnement individuel des étudiants, l'esprit d'ouverture et l'engagement associatif. L'attention apportée aux jeunes contribue à leur réussite : ils sont plus de 90% à valider leur première année (contre 41% au niveau national).

#### **Le projet d'implantation de l'ICP dans la Marne**

L'Institut Catholique souhaite renforcer ses effectifs et a donc décidé d'ouvrir un nouveau campus, le premier en province, à Reims. L'ICP s'inscrit en complémentarité avec les établissements de la Marne : il a présenté son projet à l'URCA, Néoma, Sciences Po Paris et l'ESAD. Ces rencontres l'ont amené à ajuster son projet au regard des attentes exprimées par ces établissements et par les lycées privés de la région.

Cette nouvelle implantation devrait se concrétiser dès la rentrée universitaire 2021-2022, dans les locaux de la Maison diocésaine Saint Sixte de Reims, à proximité de la Basilique Saint Remi. Des travaux de transformation et de rénovation d'une partie du bâtiment (4 400 m<sup>2</sup>) sont nécessaires pour créer des espaces universitaires fonctionnels et aménager des espaces d'étude.

A terme, l'ICP prévoit d'accueillir 1 000 étudiants sur ce nouveau campus, en s'adressant prioritairement aux bacheliers de la Marne, des départements limitrophes et, plus largement du Grand Est. 70 enseignants seront présents sur le site et 14 emplois administratifs y seront créés. L'ICP s'est rapproché des

acteurs économiques marnais, pour identifier des intervenants professionnels, des lieux de stage, pour valoriser la recherche et pour adapter ses cursus aux problématiques locales.

### **Partenariat avec les Collectivités**

L'arrivée dans la Marne de cet établissement, renommé pour la qualité de ses enseignements, de son encadrement et pour l'accompagnement de ses étudiants, contribuera à étoffer l'offre de formation de haut niveau, à maintenir et attirer de nouveaux étudiants, à conforter le dynamisme de Reims et la notoriété de notre territoire.

A parité avec la Région et le Grand Reims, il nous est proposé de soutenir l'arrivée de l'ICP en finançant une partie des investissements, à savoir uniquement les travaux de transformation-rénovation de la Maison Diocésaine et l'acquisition des premiers équipements. Globalement, ces dépenses sont évaluées à 4 680 000 €HT et les trois collectivités sont sollicitées pour apporter 1 M€ chacune maximum, dans la limite de 80% des coûts d'investissement. Dans cette hypothèse, le plan de financement se présenterait de la manière suivante :

- Région Grand Est : 1 000 000 € maximum soit environ 21,4%
- Département de la Marne : 1 000 000 € maximum soit environ 21,4%
- Communauté Urbaine Grand Reims : 1 000 000 € maximum soit environ 21,4%
- Institut Catholique de Paris : 1 680 000 € (le solde) soit environ 35,9%.

La participation du Département serait échelonnée sur 4 années :

- en 2021 : 250 000 €
- en 2022 : 250 000 €
- en 2023 : 250 000 €
- en 2024 : 250 000 €

En complément du soutien des collectivités, l'ICP prendra à sa charge au moins 20% du coût des investissements ainsi que l'ensemble des frais de fonctionnement, estimés à 330 k€/an.

A la majorité, votre 1<sup>ère</sup> commission propose :

- d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat entre les parties prenantes, à savoir le Département, la Région Grand Est, la Communauté urbaine du Grand Reims et l'Institut Catholique de Paris ;
- de prévoir une inscription budgétaire à notre budget primitif 2021 de 1 000 000 €. Le paiement de cette contribution sera étalé sur 4 ans minimum.

Il est procédé au vote :

4 CONTRE  
4 NE PARTICIPENT PAS AU VOTE  
3 ABSTENTIONS  
ADOPTÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

PROJET

# CREATION DU CAMPUS UNIVERSITAIRE DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS A REIMS

## Convention de partenariat

### Entre les soussignés,

**La Région Grand Est**, 1 Place Adrien Zeller, B.P. 91006, 67070 Strasbourg CEDEX, représenté par MXXXXXXXXXXXXX, en qualité de Président,  
Ci-après désignée « la Région »

**Le Département de la Marne**, 2 Bis rue de Jessaint, CS 30454 51038 Châlons-en-Champagne, représenté par MXXXXXXXXXXXXX, en qualité de Président,  
Ci-après désigné « le Département »

**La Communauté urbaine du Grand Reims**, 5 rue Eugène Desteuque, 51100 Reims, représentée par MXXXXXXXXXXXXX, en qualité de Présidente,  
Ci-après désignée « la Communauté urbaine »

Ci-après désignés ensemble les « Collectivités ».

### d'une part,

**L'Institut Catholique de Paris (ICP)**, Etablissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG), constitué en association 1901, reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au 21 rue d'Assas 75006 Paris, représentée par XXXXXXXXXXXXX, en qualité de Recteur,  
Siret : 78428073700015  
Ci-après désigné « l'ICP »

### d'autre part :

Ci-après désignés ensemble les « Parties ».

VU *le Code Général des Collectivités Territoriales,*

VU *les statuts de l'Institut Catholique de Paris,*

VU *l'arrêté du 10-11-2015 renouvelé par arrêté du 5 décembre 2018, lui reconnaissant la qualification d'Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG),*

VU *le courrier de sollicitation de l'Institut Catholique de Paris reçu le 23 avril 2020,*

VU *la décision du Conseil d'Administration de l'Institut Catholique de Paris du 23 juin et du 24 septembre 2020,*

VU *la délibération n° de la Région Grand Est du 27 novembre 2020,*

VU *la délibération n° du Département de la Marne du 16 octobre 2020,*

VU *la délibération n° de la Communauté urbaine du Grand Reims du 19 novembre 2020,*

## **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

L'Institut Catholique de Paris (ICP) a été fondé le 11 août 1875, à la suite de la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur. Héritier des collèges d'humanités du Moyen-Âge, et notamment de la faculté de théologie de la Sorbonne fondée au XIIe siècle, l'ICP est aujourd'hui composé de six facultés, six instituts, une unité de recherche « Religion, culture et société », ainsi que dix écoles supérieures associées. L'ICP accueille à ce jour sur son campus parisien 10 000 étudiants de tous âges et emploie 905 personnels enseignants et 219 personnels administratifs et techniques.

L'ICP, conformément à ses statuts d'EESPIG et à sa stratégie Universitas 2025, souhaite favoriser l'accessibilité aux savoirs sur le Grand Est en proposant une offre de formation répondant à une forte demande locale et complémentaire à celles des établissements d'enseignement supérieur déjà présents sur le territoire rémois. Pour cela, l'ICP souhaite créer un nouveau campus à Reims, en louant et rénovant (adaptation des espaces à une activité d'enseignement) une partie des bâtiments de la Maison Diocésaine Saint-Sixte. L'implantation du campus est projetée en deux phases : la première, de 2021-2022 à 2024-2025 et la seconde à l'horizon 2028-2029.

Le projet a été validé après consultation des organes de gouvernance de l'ICP compétents : Commission de la formation et de la vie académique (CFVA) du 20 avril 2020, Comité social et économique (CSE) du 24 avril 2020 et du 24 septembre 2020, Commission permanente d'orientation de l'enseignement et de la recherche (COMOR) du 13 mai 2020, Conseil d'administration du 23 juin 2020 et du 24 septembre 2020.

En renforçant l'offre de formations relevant de l'enseignement supérieur, ce projet répond non seulement à une demande locale mais participe plus globalement au développement de l'attractivité du territoire. C'est pourquoi, l'ICP a souhaité associer au projet les collectivités concernées à l'échelle locale mais aussi départementale et régionale, et a sollicité leur soutien financier pour mener à bien cette implantation.

La présente convention a donc pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités des engagements réciproques de l'ICP, de la Région Grand Est, du Département de la Marne, de la Communauté urbaine du Grand Reims concernant la première phase du projet, la création de ce nouveau campus (de l'année universitaire 2021-2022 à celle 2024-2025) et de fixer le principe et le cadre des discussions concernant le soutien financier des Collectivités à la seconde phase du projet.

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT**

## **Titre I : Engagements de l'Institut Catholique de Paris**

### Article 1 : Création et localisation du campus de l'ICP à Reims

L'ICP s'engage à ouvrir un campus à Reims à partir de la rentrée de l'année universitaire 2021-2022. Le campus sera implanté, pour la première phase du projet (2021-2022 à 2024-2025), dans les ailes A et E de la Maison diocésaine Saint-Sixte, située 6 Rue Lieutenant Herduin. Pour cela, l'ICP a conclu un bail commercial de 9] ans avec l'Association Maison diocésaine Saint-Sixte.

L'ICP s'engage à mettre en œuvre les travaux de transformation-rénovation de ce bâtiment nécessaires à l'accueil des étudiants et à l'activité de formation : espaces universitaires accueillants, fonctionnels et favorisant l'innovation pédagogique, mise à disposition d'espaces d'étude et de travail en groupe, d'équipements et de ressources pour l'enseignement, l'apprentissage et le développement des compétences.

### Article 2 : Offre de formation et activités de recherche

Suite aux échanges avec les établissements d'enseignement supérieur, avec les directeurs de lycées privés, des enseignants et des parents d'élèves du territoire rémois, l'ICP s'engage à proposer, lors de la rentrée de l'année universitaire 2021-2022, trois formations, déjà mises en œuvre sur son campus parisien et sélectionnées pour leur attractivité et leur adéquation avec l'offre et la demande locale :

- Licence « Information-communication, parcours Humanités et diversité des langages » : Diplôme d'État (en convention avec l'université Rennes 2), licence pluridisciplinaire qui assure la maîtrise des langages numériques, de l'oral et de l'écrit en français et en deux langues étrangères. Elle constitue un socle solide pour viser les métiers de la presse, de la communication et du web.
- Licence « Sciences de l'éducation, parcours Éducation et intervention sociale » : Diplôme d'État (jury rectoral), cette licence permet aux étudiants de développer à la fois une connaissance des problématiques éducatives d'un point de vue théorique et pratique, et des compétences méthodologiques dont celles d'analyse réflexive nécessaires à la construction de l'identité professionnelle de chacun.
- Licence « Sciences sociales, sciences économiques et politiques » : Diplôme d'État (jury rectoral), formation pluridisciplinaire reposant sur l'enseignement de l'Économie, de la Science politique et de la Sociologie, elle permet aux étudiants de se spécialiser en optant pour un parcours à partir du 4<sup>ème</sup> semestre : parcours « Science politique, Relations internationales et enjeux sociétaux », parcours « Economie, Gestion et Ethique des affaires », ou parcours « Economie Sociale et Solidaire et Développement Durable ».

Afin d'atteindre les objectifs d'effectifs, l'offre de formation sera amenée à se développer lors de la seconde phase du projet (2025-2026 à 2028-2029), en fonction des besoins identifiés et des opportunités de partenariat avec les établissements du territoire.

Cette offre de formation s'appuiera naturellement sur l'activité de recherche des enseignants recrutés. Du fait de l'implantation à Reims, les enseignants-chercheurs de l'ICP seront enclins à des synergies avec le tissu local de la recherche : participation à des colloques, séminaires, conférences, organisation d'événements et de rencontres à Reims.

### Article 3 : Recrutement et effectifs

L'offre de formation proposée à partir de l'année universitaire 2021-2022 s'adresse en priorité aux bacheliers du département de la Marne et des départements limitrophes (Ardennes, Aube, Haute-Marne, Aisne, Nord-Est de la Seine-et-Marne), ainsi que des territoires lorrains et alsaciens. La troisième année de Licence Sciences de l'éducation à distance s'adresse en outre aux publics en reprise d'étude, salariés et éloignés.



Les objectifs de l'ICP en termes d'effectif sont les suivants : 115 étudiants en 2021-2022, 232 en 2022-2023, 387 en 2023-2024 et 493 en 2024-2025. Pour les atteindre, l'ICP conçoit et met en œuvre un plan de prospection et de communication ciblé sur les publics prioritaires décrits ci-dessus.

A terme (fin de la seconde phase en 2028-2029), le campus rémois devrait accueillir, à titre indicatif, 1 000 étudiants avec la création de 14 emplois administratifs et le rattachement de 70 ETP d'enseignants dont 80 % recruté localement, selon les mêmes critères et exigences qu'à Paris.

#### Article 4 : Conseil d'orientation du campus

L'ICP porte juridiquement, administrativement et financièrement son campus rémois et met en place, en lien avec sa gouvernance, un conseil d'orientation pour assurer le suivi, l'évaluation du projet et veiller à son ancrage territorial.

Le conseil d'orientation du campus est composé, outre des représentants de l'ICP, de représentants de la société civile, du monde socio-économique et des Collectivités.

#### Article 5 : Politique tarifaire et sociale

L'ICP entend appliquer sur le campus rémois la même grille tarifaire que celle définie pour son campus parisien (tarifs d'inscription modulés selon la formation, la tranche de revenus et la composition du foyer fiscal).

L'ICP souhaite également mettre en œuvre à Reims une politique d'accessibilité sociale volontariste. Pour apporter des aides directes aux étudiants les plus en difficulté, l'ICP s'engage à proposer aux entreprises du territoire de contribuer, via le mécénat, au déploiement d'un système de bourses de solidarité attribuées sur critères sociaux.

#### Article 6 : Collaborations avec les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises du territoire

Outre les liens déjà existants avec l'Université de Reims Champagne-Ardenne, l'ICP désire établir des relations partenariales avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche du territoire pour développer une offre de formation cohérente et attractive.

Outre le recours à des intervenants professionnels pour assurer certains cours, l'ICP souhaite établir des relations privilégiées avec les acteurs économiques locaux et a d'ores et déjà pris de premiers contacts. L'objectif est d'identifier des lieux de stage, de valoriser la recherche, de s'appuyer sur des personnalités au sein d'un conseil d'orientation du campus pour identifier les problématiques de formation locales et de sensibiliser de potentiels mécènes aux projets de l'ICP à Reims.

L'ICP développera les collaborations avec les entreprises régionales notamment dans le cadre de la professionnalisation de ses étudiants et de son programme de mécénat.

L'ensemble de ces actions seront précisées lors des réunions du conseil d'orientation du campus visé à l'article 4 ci-dessus.

#### Article 7 : Participation de l'ICP à la vie universitaire et culturelle locale

Dans l'optique d'une expérience étudiante de qualité et du développement intégral de l'étudiant, l'ICP souhaite favoriser l'engagement associatif, culturel et sportif et faciliter l'accès à des services de santé, de logement, de restauration.

Pour cela, l'ICP s'engage à contribuer aux actions menées par les collectivités et leurs partenaires pour faciliter et animer la vie étudiante rémoise (Reims Campus) soit en y participant soit en relayant les informations auprès de ses étudiants.

## **Titre II : Engagements de la Région, du Département, et de la Communauté urbaine**

### Article 8 : Investissements

La Région Grand Est, le Département de la Marne et la Communauté urbaine du Grand Reims apportent leur soutien financier à l'ICP pour qu'il conduise les travaux de transformation-rénovation de des ailes A et E de la Maison Diocésaine Saint-Sixte nécessaires à son activité d'EESPIG telle que décrite dans l'article 2 de la présente convention.

Le coût total des travaux et de la dotation aux équipements est estimé à **4 680 000 € HT**, conformément au budget prévisionnel d'investissement figurant à l'Annexe 1. Le montant total des coûts éligibles à la subvention est de **4 680 000 € HT maximum**.

### Article 9 : Clefs de répartition financière des investissements

Les Collectivités contribuent au financement du projet de création du campus rémois de l'ICP pour un montant prévisionnel maximal de 4 680 000 € tel que mentionnés à l'article 8.

Les investissements sont cofinancés à part égale par la Communauté Urbaine du Grand Reims, le Département de la Marne et la Région Grand Est dans la limite de 80% des frais d'investissement réalisés et à la hauteur maximale de 1 000 000 € chacune, la différence étant couverte par l'autofinancement de l'ICP.

### Article 10 : Versement de la subvention d'investissement

La Communauté urbaine du Grand Reims s'engage à verser la subvention d'investissement à l'ICP dès 2021 et sur présentation des éléments justificatifs suivants : état récapitulatif des dépenses d'investissement réalisées et payées certifié conforme et signé par le représentant légal de l'ICP, ainsi que les factures ou les justificatifs afférents.

La Région Grand Est et le Département de la Marne s'engagent, sur la base de la fourniture de l'ICP des éléments justificatifs décrits plus hauts, à verser la subvention d'investissement à l'ICP selon l'échéancier suivant :

| <b>Echéancier prévisionnel</b>           | <b>2021</b> | <b>2022</b> | <b>2023</b> | <b>2024</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Région Grand Est</b>                  | 250 000 €   | 250 000 €   | 250 000 €   | 250 000 €   |
| <b>Département de la Marne</b>           | 250 000 €   | 250 000 €   | 250 000 €   | 250 000 €   |
| <b>Communauté urbaine du Grand Reims</b> | 1 000 000 € | /           | /           | /           |

Les subventions seront créditées selon les procédures comptables en vigueur sur le compte de l'ICP.

## **Titre III : Modalités de mise en œuvre du partenariat**

### Article 11 : Suivi et évaluation

Un suivi et une évaluation régulière du projet de création du campus rémois de l'ICP sont effectués par les Parties selon les modalités détaillées à l'annexe 2.

L'ICP s'engage aussi à fournir, au moins trois mois avant le terme de la Convention, un bilan d'ensemble, qualitatif, quantitatif et financier de la mise en œuvre de la première phase du projet.

#### Article 12 : Communication

L'ICP s'engage à faire mention du soutien de la Communauté urbaine, du Département et de la Région sur tout support de communication relatif à son campus rémois et dans ses rapports avec les médias dans le respect des chartes graphiques des Collectivités. Le cas échéant, en cas d'action conjointe menée par les Collectivités, celles-ci s'engagent à mentionner le concours de l'ICP, dans le respect de sa charte graphique.

L'ICP valorise le soutien des Collectivités notamment dans la communication externe ayant trait à son activité selon les modalités suivantes :

- intégration de façon visible et apparente du logo type des Collectivités partenaires ;
- mention lors de toute opération de communication du soutien des Collectivités partenaires ;
- invitation des représentants des Collectivités à ces opérations ;
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées dans le respect du protocole républicain.

Les Collectivités valorisent les activités de l'ICP après accord de ce dernier.

L'ICP s'interdit d'utiliser son image et celle de la Collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image des Collectivités partenaires.

Le bénéficiaire et les Collectivités territoriales partenaires s'informent mutuellement de tout changement de leur charte graphique respective intervenant au cours de la présente convention.

#### Article 13 : Comptabilité

L'ICP tient une comptabilité conforme à la législation fiscale et sociale propre à ses activités. Il s'engage à tenir une comptabilité analytique propre à l'activité du campus de Reims selon le plan comptable en vigueur. Celle-ci fait apparaître notamment le produit des droits d'inscription perçus par l'ICP pour son campus de Reims, les subventions et moyens mis à disposition, la concordance entre l'utilisation des crédits et les objectifs fixés.

#### Article 14 : Contrôle

L'ICP s'engage à transmettre aux collectivités une copie du bail commercial établi avec l'association Maison diocésaine Saint-Sixte (ainsi que les statuts de celle-ci), et sur simple demande écrite, tous les documents comptables nécessaires à une meilleure compréhension des comptes relatifs à la création du campus rémois. Cette transmission devra s'effectuer dans les 30 jours suivant la demande.

Les collectivités se réservent le droit de faire procéder à des contrôles sur pièces et sur place, par toute personne mandatée à cet effet.

L'ICP transmet aux collectivités ses comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes chaque année à l'issue de l'assemblée générale annuelle.

### **Titre IV : Convention**

#### Article 15 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2025.

Dès l'année précédant celle de l'échéance de la présente convention, les Parties, à la demande de l'une d'entre elle, s'engagent à se rencontrer pour négocier, sur la base des bilans prévus à l'article 11, les termes d'une nouvelle convention qui succédera à la présente afin de fixer les modalités des engagements réciproques des Parties concernant la seconde phase du projet.

Article 16 : Modification de la convention

Cette convention peut être modifiée d'un commun accord par voie d'avenant écrit et signé par les Parties.

Article 17 : Résiliation

La présente convention pourra prendre fin de plein droit, à quelque moment que ce soit, en cas de non-respect de ses clauses, par l'une ou l'autre partie, après mise en demeure, restée infructueuse, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

Il pourra être également mis fin à la présente convention, si les parties en sont d'accord, avec un préavis de deux mois.

Article 18 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause et l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les Parties procèdent par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les Parties s'obligent à entamer sans délai et sans condition préalable des négociations afin de résoudre tout différend.

Article 19 : Litiges

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait à Reims, le  
En quatre exemplaires originaux,

Le Président de la Région Grand Est,

Le Président du Département de la Marne,

**XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

**XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

La Présidente du Grand Reims,

Le Recteur de l'ICP,

**XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

**XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

**Annexe 1 : Budget prévisionnel d'investissement**

| <b>Dépenses</b>   |                    | <b>Recettes</b>                   |                   |
|---|--------------------|-----------------------------------|-------------------|
| <b>Transformation-rénovation des ailes A et E de la Maison diocésaine Saint-Sixte (HT)</b>            | 4 230 000€         | Région Grand Est                  | 1 000 000 €       |
|   |                    | Département de la Marne           | 1 000 000 €       |
| <b>Acquisition des équipements mobiliers et pédagogiques (HT)</b>                                     | 450 000 €          | Communauté urbaine du Grand Reims | 1 000 000 €       |
| <i>Les projets de travaux et d'équipements seront communiqués aux Collectivités avant la fin 2020</i> |                    | ICP                               | 1 680 000€        |
| <b>Coût total (HT) des investissements</b>  | <b>4 680 000 €</b> | <b>Total</b>                      | <b>4 680 000€</b> |
| <b>Coûts éligibles (HT) à la subvention d'investissement des collectivités</b>                        | <b>4 680 000 €</b> |                                   |                   |

## **Annexe 2 : Modalités de suivi et d'évaluation du projet**

Les Parties se réunissent pour suivre l'avancement et évaluer le projet de création du campus rémois de l'ICP, à la fin de chaque année universitaire jusque 2024-2025, sur la base du compte-rendu d'activités et du bilan financier (bilan et compte de résultat).

Le compte-rendu d'activité annuel intègre les indicateurs suivants :

- **Indicateurs de suivi et d'évaluation :**

- Taux de réussite (1<sup>ère</sup> année et licence)
- Taux de poursuite d'études et d'insertion professionnelle à 6 mois, préciser le secteur et la localisation (Ville, département, pays)
- Nombre de collaborations avec des partenaires locaux (enseignement supérieur, culture, associations...)
- Nombre de bourses issues du dispositif de mécénat
- Nombre de collaborations avec des entreprises (préciser leur origine : ville, département, pays)
- Nombre d'évènements ouverts au « grand public » organisés sur le campus
- Nombre d'associations étudiantes sur le campus

Les **objectifs de résultat** fixés par les Parties sont les suivants :

- Nombre formations proposées sur le campus : 3 licences à la rentrée 2021
- Effectif étudiant accueilli sur le campus : préciser leur origine (ville, département, pays)
  - 115 étudiants en 2021-2022,
  - 232 en 2022-2023,
  - 387 en 2023-2024,
  - 493 en 2024-2025.

Ces indicateurs et objectifs pourront être ajustés, après consultation ou à l'initiative du conseil d'orientation du campus, par les représentants des Parties sans qu'il soit nécessaire de procéder à une modification par avenant de la présente convention.

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Participation du Département de la Marne à la gouvernance de l'organisme logeur la Renaissance Immobilière Châlonnaise (RIC)**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Pascal DESAUTELS, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

### ***Rapporteur : Monsieur Cyril LAURENT***

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), contraint les bailleurs sociaux détenant moins de 12 000 logements à se regrouper, fusionner ou rejoindre un groupe d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2021, afin d'atteindre cette taille critique.

Pour répondre à la législation, la Renaissance Immobilière Châlonnaise (RIC) et Châlons en Champagne Habitat prévoient de fusionner en début d'année prochaine. Dans cette perspective et conformément à l'article R 422-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, la RIC propose au Département de la Marne d'entrer dès à présent dans sa gouvernance, ce qui lui permettra ensuite de participer à NOV'Habitat, la nouvelle structure qui sera issue de la fusion des deux organismes.

A l'étude de ce dossier, la 1<sup>ère</sup> commission, à l'unanimité :

- émet un avis favorable à l'entrée du Département de la Marne au sein de la RIC en tant qu'actionnaire. Pour ce faire, le Département demandera à acquérir une action au prix de 10 centimes d'euros. Cette somme sera prélevée sur la ligne budgétaire : 26/01/261,
- propose de désigner, Monsieur Jean-Louis DEVAUX en qualité d'administrateur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Désignation au sein des divers organismes et commissions extérieures**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Thierry BUSSY, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Rudy NAMUR***

Monsieur René-Paul SAVARY, élu du canton Sézanne-Brie et Champagne a décidé de mettre fin à sa fonction de conseiller départemental au 30 septembre 2020.

En application du II de l'article L.221 du code électoral, la vacance d'un siège de conseiller départemental entraîne l'appel au remplaçant qui a été élu en même temps que lui à cet effet.

En conséquence, Monsieur Cyril LAURENT occupe la fonction de conseiller départemental à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020.



La 1<sup>ère</sup> commission émet un avis favorable et vous propose, à l'unanimité de valider la désignation de Monsieur LAURENT au sein de la 1<sup>ère</sup> commission ainsi qu'au sein des divers organismes et commissions extérieurs suivantes :

|   |           |
|---|-----------|
| Conseil d'administration de Vatry   | Titulaire |
| Fonds locaux d'Aide aux Jeunes - Sézanne  | Titulaire |
| Conseil de surveillance des établissements publics de santé – centre hospitalier de Reims   | Titulaire |
| Groupement hospitalier Aube/Marne   | Titulaire |
| Conseil territorial de santé sur le territoire de démocratie sanitaire  | Titulaire |
| Commission de sélection d'appel à projet social ou médico-social – compétence Conseil départemental   | Titulaire |
| Conseil d'administration des collèges -<br>collège Grand Morin (Esternay)<br>collège La Brie Champenoise (Montmirail)<br>collège Fontaine du Vé (Sézanne) | Titulaire |

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Proposition d'honorariat**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Thierry BUSSY, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

***Rapporteur : Monsieur Dominique LEVEQUE***

La 1<sup>ère</sup> commission émet à l'unanimité un avis favorable pour que les démarches soient entreprises auprès de Monsieur le Préfet, afin de conférer, conformément à l'article L3123-30 du code général des collectivités territoriales, l'honorariat à notre ancien collègue, conseiller départemental, Monsieur René-Paul SAVARY.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Soutien au Département des Alpes-Maritimes

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Thierry BUSSY, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Jean-Marc ROZE***

Le département des Alpes-Maritimes, frappé par la tempête Alex, le 2 octobre 2020, a connu un épisode de pluies diluviennes dévastatrices et meurtrières. Le bilan à ce jour est lourd, 5 morts, 2 villages toujours isolés, des dégâts importants sur le patrimoine public, privé et l'ensemble des réseaux. Les vallées de la Tinée, Vésubie et Roya, situées dans l'arrière-pays niçois ont plus particulièrement été touchées et plusieurs villages sont à reconstruire.

Il nous est proposé d'accorder, pour manifester notre solidarité avec ce territoire, une subvention de 20 000 €.

Si vous en êtes d'accord, cette subvention sera à prélever sur la ligne 65-01-65733-131 et versée au guichet unique RR DONS INTEMPERIES OCTOBRE 2020 créé par le Département des Alpes-Maritimes et qui reçoit directement les fonds issus des collectivités, associations, fédérations et entreprises.

Avis favorable de la 1<sup>ère</sup> commission.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

Christian BRUYEN

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Politique patrimoniale immobilière**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Sabine GALICHER, Albain TCHIGNOUMBA

**Rapporteur : Madame Amélie SAVART**

Conformément aux éléments exposés dans le rapport du Président, le bien départemental sis 14 Faubourg de Condé à Montmirail constitué d'un espace de bureaux et de locaux techniques (implanté sur les emprises des parcelles cadastrées AX131, AX294, AX392 pour partie) a été libéré par les agents de la Circonscription des Infrastructures et du Patrimoine.

Aussi, conformément à l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il convient de :

- constater la désaffectation de l'ensemble immobilier susvisé, au motif qu'il n'est plus utilisé pour les services publics, et est donc vacant,
- prononcer son déclassement du domaine public et son incorporation dans le domaine privé départemental,
- engager la procédure de cession de ce patrimoine au profit de M. XXXXXXX, étant précisé que cette transaction interviendra en l'état, l'acquéreur connaissant bien les lieux en tant qu'occupant,
- donner délégation à la Commission Permanente afin de finaliser les caractéristiques essentielles de cette opération de cession,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte se rapportant à ce dossier.

La 2<sup>ème</sup> commission émet à l'unanimité un avis favorable sur ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,  
**Signé**  
**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Protection de l'environnement : Bilan des émissions de gaz à effet de serre du Département de la Marne**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

### ***Rapporteur : Madame Laure MILLER***

Les projections climatiques en France prévoient une hausse des températures comprise entre 0,8 °C et 1,3°C d'ici 2050. Nous pouvons déjà constater dans notre environnement les effets d'un dérèglement climatique : multiplication des épisodes de sécheresse, accélération de l'élévation du niveau des océans, événements climatiques extrêmes...

Pour limiter ces effets, les pays signataires de l'Accord de Paris se sont accordés à limiter l'augmentation de la température moyenne à 2°C. Pour cela, ils se sont engagés à atteindre la neutralité carbone au cours de la deuxième moitié du 21<sup>ème</sup> siècle. En France, atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 implique une division par 6 des émissions de gaz à effet de serre de notre territoire par rapport à 1990.

Depuis les lois du Grenelle de l'Environnement de 2009 et 2010, les Départements sont tenus de dresser un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (article L229-25 du Code de l'Environnement).

Dès 2012 dans la Marne, un premier bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) a été réalisé. L'empreinte carbone représentait alors 52 480 tonnes équivalents CO<sub>2</sub>. A la lumière de ce diagnostic, des actions de réductions de nos émissions ont été mises en œuvre au travers de notre plan climat 2014/2018.

En 2019, afin de mesurer l'évolution de nos émissions, notre Assemblée a décidé d'effectuer un nouveau bilan des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité avec l'appui d'un bureau d'études. La prestation s'est déroulée en 3 temps :

1. la collecte des données et le calcul des émissions (données 2018),
2. la comparaison des bilans et la recherche des préconisations d'actions,
3. la finalisation du bilan et d'un programme d'actions.

Ce diagnostic, figurant en annexe du rapport du Président, sera publié sur la plate-forme informatique nationale dédiée aux bilans des émissions de GES.

**En synthèse** et pour l'ensemble du patrimoine et des activités du Département, **le nouveau bilan s'établit à 48 080 tonnes équivalent CO2**, au titre des émissions de l'année 2018. Cela correspond aux émissions annuelles de 4 000 français (il est admis qu'en moyenne, chaque citoyen français consomme 12 tonnes équivalent CO2).

Les principaux postes d'émission se répartissent de la manière suivante :

- 53% de nos émissions sont issus de nos achats nécessaires aux travaux de voirie, aux repas scolaires et aux achats de services,
- 18% sont liés à nos immobilisations (bâtiments, véhicules, informatique),
- 15% proviennent des énergies consommées (gaz, électricité, réseau de chaleur, biomasse, fioul),
- 12% sont émis par nos déplacements : professionnels et domicile-travail,
- 2% concernent le fret interne : tracteurs et véhicules de l'atelier.

Un comparatif des émissions de GES a été réalisé entre les bilans 2011 et 2018 à compétences équivalentes. Celui-ci apporte un motif de satisfaction pour notre collectivité : **les émissions ont diminué en moyenne de 12%, soit une baisse des émissions par équivalent temps plein (ETP) de 9%**.

Il est à noter une diminution de 15% de nos émissions liées à l'énergie. Ces bons résultats s'expliquent par la baisse des consommations de gaz et d'électricité dans les collèges et bâtiments liée aux bonnes pratiques mais aussi à nos travaux d'amélioration menés sur notre patrimoine.

Sur la base de ce diagnostic, il semble primordial de poursuivre nos efforts afin de réduire encore notre empreinte carbone.

Dans la continuité des actions menées au cours des dernières années, **il vous est proposé une nouvelle feuille de route de 12 actions, déclinée autour de 3 axes :**

**Axe 1 : la consommation responsable et les achats durables :**

- 1/ promouvoir l'économie circulaire à travers les achats de la collectivité,
- 2/ réduire le nombre d'impressions papier et d'envois,
- 3/ diminuer l'impact de la voirie en préservant les ressources,
- 4/ proposer une alimentation biologique locale et équitable dans la restauration des collèges.

**Axe 2 : les économies d'énergies :**

- 5/ poursuivre les travaux et investissements pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments,
- 6/ réaliser une étude sur les nouveaux usages du numérique dans les collèges et services du Département,
- 7/ mutualiser les salles serveurs informatiques avec d'autres partenaires institutionnels.

**Axe 3 : les déplacements sobres en carbone :**

- 8/ poursuivre l'expérimentation du télétravail,
- 9/ encourager les agents à covoiturer,
- 10/ mettre en place une gestion par pool de véhicules et favoriser l'utilisation des véhicules basses émissions,
- 11/ organiser un forum de la mobilité,

12/ aménager des voies départementales à la pratique du vélo et équiper les sites du Département en stationnement pour les deux-roues.

Chaque action est formalisée par une fiche présentant notamment son impact en termes de réduction de gaz à effet de serre, les moyens humains à mettre en œuvre, les obstacles éventuels... Des indicateurs de suivi et d'évaluation ont également été définis.

Ces actions se mettront en œuvre progressivement et devront trouver une traduction dans nos politiques, nos actions et notre mode de fonctionnement. La réussite de cette démarche repose sur notre adhésion et sur l'évolution de nos comportements. Elle devra être relayée par une communication positive.

Dans ce cadre, il est proposé aux élus intéressés de constituer une commission ad hoc en charge de la stratégie environnementale du Département. Celle-ci, à l'instar de l'initiative engagée en 2011, pourrait être composée de représentants issus de nos 4 commissions reflétant ainsi de manière équilibrée nos différentes compétences et territoires. Elle pourrait se charger de veiller à l'avancée de l'ensemble de ce programme mais également d'identifier de nouveaux enjeux pour le Département.

Votre 2<sup>ème</sup> commission vous propose à l'unanimité d'acter ce bilan des émissions de GES 2018 et la feuille de route proposée.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Répartition du fonds de péréquation de la taxe professionnelle 2020

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### **Rapporteur : Monsieur Alphonse SCHWEIN**

La réforme de la fiscalité locale a supprimé la taxe professionnelle, toutefois les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) subsistent pour les structures locales défavorisées. Ils sont désormais alimentés par une dotation d'État qui reste à répartir par les Conseils départementaux : « *La répartition est réalisée par le conseil départemental, à partir de critères objectifs qu'il définit à cet effet, entre les communes, les EPCI (...) défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal, déterminé selon la législation en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition ou par l'importance de leurs charges* » (article 1648 du code général des impôts).

Pour ce qui nous concerne, Monsieur le Préfet a fait connaître le montant de la dotation disponible sur l'exercice 2020 : 1 274 242 €. A cette occasion, il a précisé que nous devons procéder à la répartition de ces crédits en une seule fois. L'ensemble des bénéficiaires doit être déterminé dans la même délibération.

Lors de notre session de janvier 2019, nous avons validé la nouvelle répartition de la dotation du FDPTP applicable dès l'année 2019. En effet, par courrier du 6 juin 2018, Monsieur le Préfet avait rappelé que « *les sommes versées au titre du FDPTP ne doivent pas être consacrées à des subventions d'équipement à destination des communes ou des EPCI* » et avait demandé au Département de se mettre en conformité avec cette règle pour la répartition 2019.

Dans le cadre de la répartition du FDPTP 2020 et conformément à notre délibération SE19-01-II-05 de janvier 2019, il nous est proposé d'affecter les crédits de la manière suivante :



1) Subventionnement des travaux d'entretien des cours d'eau

Votre 2<sup>ème</sup> commission vous propose de retenir la liste des opérations figurant en annexe et de leur attribuer les aides financières mentionnées pour un montant total de 78 113 €.

2) Répartition du solde du FDPTP après subventionnement des travaux d'entretien des cours d'eau

Le solde du montant du FDPTP 2020 soit 1 196 129 € sera réparti par les services préfectoraux entre les communes éligibles pour 60% du solde et les EPCI éligibles pour 40%, selon les modalités rappelées dans le rapport du Président.

Votre 2<sup>ème</sup> commission vous propose, à l'unanimité, de valider l'ensemble de ces propositions.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

**TRAVAUX D'ENTRETIEN DES COURS D'EAU****Proposition Programmation octobre 2020**

| Syndicats  |   | Application du barème<br>calcul des subventions |                         |      |   | Subvention<br>proposée        |
|--|---|---|-------------------------|------|---|-------------------------------|
| Désignation  | Opération   | MONTANT DE<br>TRAVAUX H.T.                      | Base<br>subventionnable | TAUX | MONTANT<br>MAXI DE<br>SUBVENTION<br>CD 51 | prélevée sur le<br>FDPTP 2020 |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Chée                 | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau la Chée de sa limite<br>départementale avec la Meuse<br>au pont de Vroil                                       | 4 213 €   | 4 213 €                 | 30%  | 1 264 €                                   | <b>1 264 €</b>                |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement de la Vallée<br>de l'Aisne Supérieure     | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau l'Aisne, les bras de<br>Sainte-Ménéhould, des<br>Planasses, du Moulin de<br>Chanvrielle et Moulin de<br>Buache | 36 977 €  | 36 977 €                | 30%  | 11 093 €                                  | <b>11 093 €</b>               |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Région du Perthois   | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Saulx, la Chée, la<br>Bruxenelle et le Fossé Neuf  | 24 030 €  | 24 030 €                | 30%  | 7 209 €                                   | <b>7 209 €</b>                |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Vière                | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Vière, le Flançon,<br>le ruisseau de Parfondeval et la<br>Noblette   | 33 898 €  | 33 898 €                | 30%  | 10 169 €                                  | <b>10 169 €</b>               |
| Syndicat Intercommunal<br>d'Aménagement des Bassins<br>Aisne Vesle Suippe      | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Vesle, la Suippe et<br>la Prosne   | 73 000 €  | 73 000 €                | 30%  | 21 900 €                                  | <b>21 900 €</b>               |
| Syndicat Mixte<br>d'Aménagement et de<br>Gestion des Eaux des Deux<br>Morin    | Travaux de débâclement<br>2020 sur le cours d'eau le Grand<br>Morin (partie Marne)  | 17 150 €  | 17 150 €                | 30%  | 5 145 €                                   | <b>5 145 €</b>                |
| Syndicat Mixte Marne et<br>Surmelin  | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau le Surmelin et le<br>ruisseau des Mardelles  | 9 396 €   | 9 396 €                 | 30%  | 2 819 €                                   | <b>2 819 €</b>                |
| Syndicat Mixte de la Marne<br>Moyenne  | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau la Marne et sur le<br>chenal de crue de Soulanges  | 32 918 €  | 32 918 €                | 30%  | 9 875 €                                   | <b>9 875 €</b>                |
| Communauté de Communes<br>de la Région de Suippes                              | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Py, la Suippe et la<br>Noblette  | 17 340 €  | 17 340 €                | 30%  | 5 202 €                                   | <b>5 202 €</b>                |
| Syndicat Intercommunal<br>d'Aménagement Hydraulique<br>du Bassin de la Superbe | Travaux urgents d'entretien<br>2020   | 11 458 €  | 11 458 €                | 30%  | 3 437 €                                   | <b>3 437 €</b>                |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>260 380 €</b>                                | <b>260 380 €</b>        |      |   | <b>78 113 €</b>               |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

DIRECTION DU PATRIMOINE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT  
SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE L'ENVIRONNEMENT

Proposition du rapport :

### Rapport II - 3

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

### OBJET : Répartition du fonds de péréquation de la taxe professionnelle 2020

La réforme de la fiscalité locale a supprimé la taxe professionnelle, toutefois les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) subsistent pour les structures locales défavorisées. Ils sont désormais alimentés par une dotation d'État qui reste à répartir par les Conseils départementaux : « *La répartition est réalisée par le conseil départemental, à partir de critères objectifs qu'il définit à cet effet, entre les communes, les EPCI (...) défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal, déterminé selon la législation en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition ou par l'importance de leurs charges* » (article 1648 du code général des impôts).

Pour ce qui nous concerne, Monsieur le Préfet m'a fait connaître le montant de la dotation disponible sur l'exercice 2020 : 1 274 242 €. A cette occasion, il m'a précisé que nous devons procéder à la répartition de ces crédits en une seule fois. L'ensemble des bénéficiaires doit être déterminé dans la même délibération.

Lors de notre session de janvier 2019, nous avons validé la nouvelle répartition de la dotation du FDPTP, et ce à partir de 2019. En effet, par courrier du 6 juin 2018, Monsieur le Préfet avait rappelé que « *les sommes versées au titre du FDPTP ne doivent pas être consacrées à des subventions d'équipement à destination des communes ou des EPCI* » et avait demandé au Département de se mettre en conformité avec cette règle pour la répartition 2019.

Dans le cadre de la répartition du FDPTP 2020 et conformément à notre délibération SE19-01-II-05 de janvier 2019, je vous propose d'affecter les crédits de la manière suivante :

#### 1) Subventionnement des travaux d'entretien des cours d'eau :

Je vous propose de retenir la liste des opérations qui figurent en annexe et de leur attribuer les aides financières mentionnées pour un montant total de 78 113 €.

**2) Répartition du solde du FDPTP après subventionnement des travaux d'entretien des cours d'eau**

Le solde du montant du FDPTP 2020 soit 1 196 129 € sera réparti par les services préfectoraux entre les communes éligibles pour 60% du solde et les EPCI éligibles pour 40%, selon les modalités rappelées ci-après :

- Modalités de répartition de l'enveloppe des communes (60% du solde soit 717 677 €) :

*Communes éligibles* : communes dont le potentiel fiscal 4 taxes par habitant 2020 est inférieur à 1,2 fois le potentiel fiscal par habitant moyen 2020 de leur strate et dont le nombre d'habitants est inférieur à 10 000 (base DGF).

*Calcul du montant à verser aux communes éligibles* : (Montant de l'enveloppe /nombre d'habitants des communes éligibles) X nombre d'habitants de la commune.

- Modalités de répartition de l'enveloppe des EPCI (40% du solde soit 478 452 €) :

*EPCI éligibles* : EPCI dont le potentiel fiscal par habitant 2020 est inférieur à 2 fois le potentiel fiscal moyen 2020 de leur strate et dont la population est inférieure à 40 000 habitants (base DGF).

*Calcul du montant à verser aux EPCI éligibles* :

(Montant de l'enveloppe /nombre d'habitants des EPCI éligibles) X nombre d'habitants de l'EPCI.

Je vous invite à étudier ce rapport et à en délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

## TRAVAUX D'ENTRETIEN DES COURS D'EAU

### Proposition Programmation octobre 2020

| Syndicats  |   | Application du barème<br>calcul des subventions |                         |      |   | Subvention<br>proposée        |
|--|---|---|-------------------------|------|---|-------------------------------|
| Désignation  | Opération   | MONTANT DE<br>TRAVAUX H.T.                      | Base<br>subventionnable | TAUX | MONTANT<br>MAXI DE<br>SUBVENTION<br>CD 51 | prélevée sur le<br>FDPTP 2020 |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Chée                 | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau la Chée de sa limite<br>départementale avec la Meuse<br>au pont de Vroil                                       | 4 213 €   | 4 213 €                 | 30%  | 1 264 €                                   | 1 264 €                       |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement de la Vallée<br>de l'Aisne Supérieure     | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau l'Aisne, les bras de<br>Sainte-Ménéhould, des<br>Planasses, du Moulin de<br>Chanvriulle et Moulin de<br>Buache | 36 977 €  | 36 977 €                | 30%  | 11 093 €                                  | 11 093 €                      |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Région du Perthois   | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Saulx, la Chée, la<br>Bruxenelle et le Fossé Neuf  | 24 030 €  | 24 030 €                | 30%  | 7 209 €                                   | 7 209 €                       |
| Syndicat Mixte pour<br>l'Aménagement Hydraulique<br>de la Vière                | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Vière, le Flançon,<br>le ruisseau de Parfondeval et la<br>Noblette   | 33 898 €  | 33 898 €                | 30%  | 10 169 €                                  | 10 169 €                      |
| Syndicat Intercommunal<br>d'Aménagement des Bassins<br>Aisne Vesle Suippe      | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Vesle, la Suippe et<br>la Prosne   | 73 000 €  | 73 000 €                | 30%  | 21 900 €                                  | 21 900 €                      |
| Syndicat Mixte<br>d'Aménagement et de<br>Gestion des Eaux des Deux<br>Morin    | Travaux de débâclement<br>2020 sur le cours d'eau le Grand<br>Morin (partie Marne)  | 17 150 €  | 17 150 €                | 30%  | 5 145 €                                   | 5 145 €                       |
| Syndicat Mixte Marne et<br>Surmelin  | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau le Surmelin et le<br>ruisseau des Mardelles  | 9 396 €   | 9 396 €                 | 30%  | 2 819 €                                   | 2 819 €                       |
| Syndicat Mixte de la Marne<br>Moyenne  | Travaux d'entretien 2020 sur le<br>cours d'eau la Marne et sur le<br>chenal de crue de Soulanges  | 32 918 €  | 32 918 €                | 30%  | 9 875 €                                   | 9 875 €                       |
| Communauté de Communes<br>de la Région de Suippes                              | Travaux d'entretien 2020 sur les<br>cours d'eau la Py, la Suippe et la<br>Noblette  | 17 340 €  | 17 340 €                | 30%  | 5 202 €                                   | 5 202 €                       |
| Syndicat Intercommunal<br>d'Aménagement Hydraulique<br>du Bassin de la Superbe | Travaux urgents d'entretien<br>2020   | 11 458 €  | 11 458 €                | 30%  | 3 437 €                                   | 3 437 €                       |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>260 380 €</b>                                | <b>260 380 €</b>        |      |   | <b>78 113 €</b>               |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Désignation au sein du comité syndical du SYVALOM**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

***Rapporteur : Madame Stéfana VUIBERT***

Suite à la modification des statuts du Syndicat de Valorisation des Ordures Ménagères de la Marne (SYVALOM) en vue de réduire le nombre de délégués départementaux, la 1<sup>ère</sup> commission, émet à l'unanimité, un avis favorable pour reconduire la désignation de Messieurs Philippe SALMON et Alphonse SCHWEIN en qualité de titulaires et de Mesdames Sophie SIGNOLLE et Valérie MORAND en qualité de suppléantes pour siéger au sein du comité syndical.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Association Accueil Solidaire et Social OZANAM de Reims**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

### ***Rapporteur : Madame Annie COULON***

Depuis 2007, notre collectivité soutient l'association Accueil Solidarité et Social OZANAM, située à Reims dans le cadre d'une subvention annuelle de fonctionnement.

Elle poursuit son accueil en journée de personnes sans abri et/ou en grande difficulté. Ainsi, elle a permis d'accueillir 1 538 personnes différentes sur 2019 (1 479 en 2018) (en moyenne 70 personnes par jour d'ouverture). De plus, l'association met en œuvre de l'accompagnement social et de la médiation éducative.

La subvention demandée au Conseil départemental se monte à 18 000 €, justifiée par les accueils en hausse.

Il vous est proposé de voter une subvention de 18 000 €, à imputer sur la ligne 65-51-6574-0-160.

Avis favorable à l'unanimité de la 3<sup>ème</sup> commission.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

**Signé  
Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Rapport d'informations sur la situation sociale du Département et avenant 2020 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Raphaël BLANCHARD, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Jean-Marc ROZE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Mario ROSSI***

La situation sanitaire liée à la Covid 19 va entraîner et entraîne déjà des répercussions fortes sur la situation socio-économique de nos concitoyens. Vous avez pu le constater dans le rapport de notre Président tant pour le secteur de l'aide sociale à l'enfance que pour l'évolution du RSA.

Cela nous conduit à modifier nos budgets et nos actions :

#### **Concernant les moyens publics mobilisés :**

Nous avons à l'occasion de la décision modificative N° 1, déjà fortement augmenté le budget consacré aux allocations RSA en le majorant de 10 millions d'€, le portant à 92,1 M€ pour l'année 2020. (83,9 M€ dépensés en 2019). Il est aujourd'hui réaliste de limiter cette somme à 91 M€.

Dans le domaine de l'Aide Sociale à l'Enfance, la hausse des placements ainsi que les renforts en personnel pour enfants dits « cas complexes » suppose une augmentation des crédits dédiés de 1,33 M €.

#### **Concernant les dispositifs mis en œuvre pour lutter contre la pauvreté**

Afin de contenir les effets de cette crise ou du moins de ralentir ses effets, plusieurs moyens sont mis en œuvre, tels que :

- ✓ la plateforme ACTIF51, (2 522 CV enregistrés, 19 500 offres d'emploi, 358 remises à l'emploi)
- ✓ l'accompagnement global avec Pôle emploi (800 bénéficiaires du RSA accompagnés en 2019/2020, pour un taux moyen de sorties vers l'emploi de 35 %)
- ✓ les 23 chantiers d'insertion, (mise à l'emploi de 235 personnes par an)



- ✓ l'opération « RSA & vendanges en Champagne » qui a mobilisé 1 500 personnes bénéficiaires du RSA pour le travail des vendanges
- ✓ le nouvel avenant de la stratégie de lutte contre la pauvreté qui vous est proposé à cette session.

### **La convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi**

Notre collectivité a conclu avec l'Etat 2 conventions : en avril 2017 une convention de partenariat pour un Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI), et en Juillet 2019, une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté.

L'Etat nous propose aujourd'hui d'augmenter le montant des crédits dédiés à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et de fusionner les 2 conventions en une seule.

Cette nouvelle convention nécessite de faire le bilan 2019 du FAPI qui est joint en annexe 1.

Elle porte le montant global des crédits notifiés à 982 817 €, contre un montant global initial correspondant au plan pauvreté et au FAPI notifié en 2019 de 878 717,24 € soit une augmentation de 104 099,76 €.

Les actions, détaillées dans le tableau récapitulatif et les fiches action ci-annexés visent plusieurs objectifs :

- la fin des sorties sèches de l'ASE, un accueil social inconditionnel de proximité, la mise en place de référents de parcours pour les actions reconduites  
Pour les actions nouvelles :
- la création par notre service informatique d'un outil permettant de dématérialiser l'ensemble du processus d'accompagnement des bénéficiaires du RSA pour améliorer les délais de traitement
- des actions destinées à engager des partenariats sectoriels en lien avec la Région Grand Est concernant la formation aux métiers en tension (dispositif Shaker), ou le coaching de diplômés du champ sportif n'ayant pu trouver un emploi durable
- la création d'un dispositif « Pro Actif » afin de mieux appréhender et traiter les freins liés aux questions de motivation ou de manque de confiance en soi
- l'évaluation des compétences et potentiels professionnels (objectivation des capacités d'apprentissage et du niveau de compétences professionnelles)
- univers Pro : pour une prise de conscience des attentes des entreprises et redéfinition d'un projet conforme à la réalité du marché et aux compétences actuelles des intéressés.

A préciser que toutes ces actions sont déjà en cours et ne demandent pas de crédits supplémentaires autres que ceux déjà inscrits au titre de 2020 dans notre budget.

Il vous est demandé :

- de valider le bilan 2019 du Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI)
- de m'autoriser à signer l'avenant 2020 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi
- d'inscrire l'augmentation de recettes de 104 099,76 €.

Il est important au final, de citer l'action de nos travailleurs sociaux et médico-sociaux qui au quotidien, accompagnent les familles afin de limiter les effets d'une détérioration telle que nous la vivons aujourd'hui. Ils effectuent un travail difficile, dont les résultats sont malheureusement aléatoires ; ils portent et concrétisent nos efforts de solidarité envers nos concitoyens les plus vulnérables et démontrent par leur action tout l'intérêt de la collectivité de proximité qu'est le Département.

Avis favorable à l'unanimité de la 3<sup>ème</sup> commission.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

## Annexe 1 - Bilan des actions FAPI 2019

| Priorités   | N°  | Actions  | Bilan des réalisations FAPI                          | Précisions   |
|---|---|--|--|--|
| SOCLE COMMUN:<br>Actions d'insertion<br>prévues par la Loi                                | 1   | Améliorer le taux de contractualisation : objectif de 90 %   | ● En cours de réalisation                            | Dans le cadre du PTI, l'optimisation des dispositifs permettra une amélioration du taux.   |
|   | 2   | Association de représentants de BRSA aux EPL   | ● Déjà mis en œuvre                                  |  |
|   | 3   | Entamer le processus d'élaboration du nouveau PTI, PDI en 2017   | ● Atteint  | Le PDI et le PTI sont signés.  |
|   | 4   | Permettre la prescription de CUI CIE dans le secteur marchand  | ● Atteint  | Enveloppe annuelle de 20 CIE.  |
| SOCLE COMMUN:<br>Actions concourant à<br>renforcer la<br>coopération entre les<br>acteurs | 5   | Poursuite du déploiement des guides de ressources sociales prévus dans le cadre de l'accompagnement global   | ● En cours de finalisation                           | Mise à disposition de l'annuaire utilisé par Pôle Emploi : sera finalisé avec la mise en place d'un PDI interactif et d'un répertoire dématérialisé.   |
|   | 6   | Mise en place d'actions favorisant l'articulation entre politique de la ville et politiques d'insertion  | ● Déjà mis en œuvre                                  | Actions conjointes dans les domaines du numérique, coaching et de la mobilité.   |
|   | 7   | Mise en place d'instances /actions favorisant articulation entre politiques du logement et de l'hébergement : mise en place d'un CSDHL trimestriel                   | ● En cours de réalisation                            | Objectif commun : favoriser la bonne articulation des accompagnements pour les l'intégration ou la maintien dans le logement à la sortie des centres d'hébergements ou des logements classiques, lors des différentes instances (DALO, CCPEX, COSPALL,...) |
|   | 8   | Mise en place d'une convention d'accompagnement global avec Pôle Emploi  | ● Déjà mis en œuvre                                  | Renouvellement de la convention en cours de négociation.   |
|   | 9   | Recours régulier aux clauses d'insertion dans les marchés publics du Département : élaboration d'une Charte avec les facilitateurs                                   | ● Atteint  | Participation effective du Département au Guichet Unique des Clauses Sociales de Reims par l'envoi régulier de candidatures via la plateforme actifs1.   |
|   | 10  | Signature de conventions partenariales avec CCAS et CIAS   | ● Déjà mis en œuvre                                  | Renouvellement des CDST et nouveaux partenariats avec le CCAS de Reims et de Ste Ménehould.  |
|   | 11  | Mise en place d'un réseau d'animateurs locaux de l'insertion   | ● Déjà mis en œuvre                                  | Mise en œuvre d'une nouvelle animation territorialisée avec les Comités de Coordination Territoriaux (CCT).  |
|   | 11 bis  | Mise en place d'un protocole de coopération expérimental avec la Mission locale de Châlons Sainte Menehould au titre de l'accompagnement des BRSA en garantie jeune  | ● Atteint  | Convention signée en 2018 avec la MILO portant sur notamment sur un accompagnement sur la thématique du logement.  |
|   | 11 ter  | Mobilisation d'un réseau d'entreprises associé aux actions d'insertion menées sur le territoire (ex : géolocalisation des offres ou parrainage)                      | ● Atteint  | Déploiement de la plateforme web ACTIF51 et par l'intermédiaire du Conseil Régional (actions visant la mise en situation professionnelle).   |
|   | 11 quater   | Mise en place d'évaluations visant à mesurer l'impact des actions conduites en matière d'insertion ou d'un observatoire social concernant les politiques d'insertion | ● En cours de réalisation                            | Développement en interne d'un outil informatique permettant d'améliorer le suivi des participants et l'évaluation des dispositifs d'insertion.   |
| PRIORITES<br>NATIONALES définies<br>conjointement par le<br>Département et l'Etat         | 12  | Renforcement APLL : création de deux postes et acquisition de masques de réalité virtuelle   | ● Atteint  | 1 poste de chargé de mission créé en novembre 2017 et le deuxième recruté en décembre 2018. Masques acquis et mis à disposition des CDM APLL.  |
|   | 12 bis  | Formation des chargés de mission Logement et APLL  | ● Atteint  | Les formations sont planifiées.  |
|   | 13  | Expérimentation maintien connexion Internet  | ● clos et non renouvelé                              | Expérimentation non concluante.  |
|   | 14  | Espaces d'intermédiation numérique inclusifs   | ● Atteint  | Mise en œuvre d'ateliers numériques sur les secteurs ruraux de l'ouest marnais (Prestataire : CREF-CIBC) extension de la réflexion sur d'autres secteurs en lien avec la Politique de la Ville.  |
|   | 15  | Mise en place de chèques numériques  | ● Abandonné  | Insuffisance de lieux acceptant les chèques numériques.  |
|   | 15 bis  | Mise en place d'une Prestation d'Accompagnement à l'Utilisation de la Plateforme actifs1 (PAUPA)   | ● Atteint  | Action réalisée.   |
| PRIORITES<br>DEPARTEMENTALES<br>définies par le<br>Département                            | 16  | Animateurs d'insertion spécialisée pour les jeunes (SDP)   | ● Atteint  | 2 éducateurs spécialisés recrutés et toujours en poste.  |
|   | 17  | Expérimentation d'accueil de jeunes en service civique   | ● clos et non renouvelé                              | Accueil de jeunes en service civique.  |
|   | 17 bis  | Accueil des jeunes de 26 à 30 ans en École de la 2ème Chance   | ● Atteint  | convention signée et action mise en place.   |
|   | 18  | Renforcement du parcours langue  | ● Atteint  | Expérimentation et maintien sur Châlons et Reims d'une action "espace linguistique Pro" avec l'AEFTI.  |
|   | 19  | Expérimentation agence d'intérim   | ● Atteint  | Partenariat mis en œuvre avec TRIANGLE.  |
|   | 20  | Coaching diplômés  | ● Atteint  | Partenariat mis en œuvre avec AFPA et AEFTI.   |
|   | 21  | Aide à la création d'entreprise par des BRSA (ex : ADIE, CAE Set up)   | ● Atteint  | Convention signée avec l'ADIE et action mise en œuvre.   |
|   | 22  | Aide à la mobilité   | ● Atteint  | Convention signée avec le Club de Prévention pour la mise en place d'une navette ; d'autres actions à venir.   |
|   | 23  | Création d'un nouveau chantier d'insertion   | ● En cours de réalisation                            | les études préalables sont en cours (IAE Grand Est et Chambre d'Agriculture)   |
|   | 24  | Améliorer l'efficacité de l'accompagnement par les chantiers d'insertion   | ● non mis en œuvre                                   | Non mis en œuvre car l'Etat, en lien avec l'AFPA, met déjà en œuvre des formations adaptées.   |
| 25  | Améliorer le traitement des problématiques psychologiques et des addictions du public entré en chantier d'insertion | ● Atteint  | Convention signée avec LADAPT; action mise en œuvre. |  |

**Annexe 2 - Avenant 2020 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi**



**AVENANT n° 1**

**à la**

**CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE)**

Entre

**L'État**, représenté par Pierre N'GAHANE, Préfet du Département de la Marne, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », d'une part,

Et

**Le Département de la Marne**, représenté par Christian BRUYEN, Président du Conseil départemental de la Marne, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

**Vu** la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019

**Vu** l'instruction n°DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

**Vu** l'instruction n°DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

**Vu** l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SDPAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

**Vu** la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 4 juillet 2019 entre l'Etat et le Département de la Marne, ci-annexée,

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 16 octobre 2020 autorisant le Président du Conseil départemental à signer le présent avenant à la convention,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1**

Le paragraphe 2.3.1 de la convention du 4 juillet 2019 est complété par les éléments suivants:

« Au titre de l'année 2020, le soutien financier de l'Etat s'élève à un montant de 982 817€.

Le Département s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif figurant en annexe.

Dans le cas où le contenu des actions serait modifié ou de nouvelles actions créées, le Département s'engage à transmettre de nouvelles fiches-actions. »

### **ARTICLE 2**

A l'issue du processus d'évaluation de l'exécution des actions déployées en 2020, le Département s'engage à compléter la matrice des indicateurs annexée à la convention, des résultats obtenus et à ajuster, le cas échéant, les cibles annuelles.

### **ARTICLE 3**

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

### **ARTICLE 4**

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

Le Président du conseil départemental de  
la Marne

Christian BRUYEN

Le Préfet de la Marne

Pierre N'GAHANE

Pour visa, le directeur régional des finances publiques de la Région Grand Est.

## Annexe 7-2 : Tableau financier récapitulatif placé en annexe de l'avenant 2020

**TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF PREVISIONNEL**  
**CONVENTION STRATEGIE PAUVRETE - Région GRAND EST- Département de la MARNE**  
**Année 2020**

| Thème de la contractualisation   | Imputation Chorus<br>(code chorus - description longue)  | Fiche action N°                                      | Intitulé de l'action   | Budget global de l'action                                  | Crédits Etat pré-notifiés | Participation Etat (effective) | Participation CD | Dont valorisation | Participation d'autres financeurs le cas échéant |     |
|--|--|--|--|--|---------------------------|--------------------------------|------------------|-------------------|--|-----|
| 1 - Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'ASE            | 0304 50 19 19 01 - Accompagnement des jeunes sortant de l'ASE  | 1.1  | Logement SAS d'urgence pour jeunes en rupture                              | 4 000,00 €   | - €                       | 12 000,00 €                    | 12 000,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 1.2  | Aide aux FIT pour sorties d'ASE  | 46 000,00 €  | - €                       | 23 000,00 €                    | 23 000,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 1.3  | Allocation aux jeunes sortants de l'ASE                                    | 15 193,00 €  |                           | 5 500,00 €                     | 9 693,00 €       |                   |  |     |
|  | <i>Sous total</i>  |  |  |  | 85 193,00 €               | 40 500,00 €                    | 40 500,00 €      | 44 693,00 €       | - €  | - € |
|  | 2 - Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles – Premier accueil social inconditionnel de proximité | 0304 50 19 19 03 - 1er accueil social inconditionnel | 2.1  | Ecrivains publics Numériques                               | 140 000,00 €              | 70 000,00 €                    | 70 000,00 €      | 70 000,00 €       | - €  | - € |
|  |  |  | 2.2  | Ateliers d'initiation numériques/ lutte contre illettrisme | 80 000,00 €               | 40 000,00 €                    | 40 000,00 €      | 40 000,00 €       | - €  | - € |
|  | <i>Sous total</i>  |  |  |  | 220 000,00 €              | 110 000,00 €                   | 110 000,00 €     | 110 000,00 €      | - €  | - € |
|  | 3 - Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles – Référent de parcours                               | 0304 50 19 19 04 - Référents de parcours             | 3.1  | Référents ruraux pour les jeunes                           | 126 000,00 €              | 80 000,00 €                    | 63 000,00 €      | 63 000,00 €       | - €  | - € |
|  |  |  | 3.2  | Travailleur social auprès des gens du voyage               | 35 000,00 €               | - €                            | 17 000,00 €      | 17 000,00 €       | - €  | - € |
|  | <i>Sous total</i>  |  |  |  | 161 000,00 €              | 80 000,00 €                    | 80 000,00 €      | 80 000,00 €       | - €  | - € |
| 4 - Insertion des allocataires du RSA – Orientation et parcours des allocataires |  | 4.1  | Dispositif accéléré nouveaux entrants RSA                                  | 125 550,00 €   | 62 775,00 €               | 62 775,00 €                    | 62 775,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 4.2  | Diagnostics d'aptitude des BRSA  | 10 000,00 €  | 5 000,00 €                | 5 000,00 €                     | 5 000,00 €       |                   | - €  |     |
| <i>Sous total</i>  |  |  |  | 135 550,00 €   | 67 775,00 €               | 67 775,00 €                    | 67 775,00 €      | - €               | - €  |     |
| 5 - Insertion des allocataires du RSA – Garantie d'activité                      | 0304 50 19 19 07 - Garantie d'activité et insertion des BRSA   | 5.1  | Garantie d'activité (Coaching)   | 288 000,00 €   | 144 000,00 €              | 144 000,00 €                   | 144 000,00 €     |                   | - €  |     |
|  |  | 5.2  | Outil numérique suivi et partage données insertion (développement interne) | 50 000,00 €  | 25 000,00 €               | 25 000,00 €                    | 25 000,00 €      | 50 000,00 €       |  |     |
|  |  | 5.3  | SHAKER   | 12 000,00 €  | 6 000,00 €                | 6 000,00 €                     | 6 000,00 €       |                   | - €  |     |
|  |  | 5.4  | Evaluation des Compétences et Potentiels Professionnels                    | 15 000,00 €  | 7 500,00 €                | 7 500,00 €                     | 7 500,00 €       |                   | - €  |     |
|  |  | 5.5  | Ateliers d'intégration et d'accompagnement vers l'emploi                   | 198 894,00 €   | 99 447,00 €               | 99 447,00 €                    | 99 447,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 5.6  | PRO ACTIF  | 30 000,00 €  | 15 000,00 €               | 15 000,00 €                    | 15 000,00 €      | 15 000,00 €       |  |     |
|  |  | 5.7  | Coaching diplômés Sport et Loisirs   | 20 000,00 €  | 10 000,00 €               | 10 000,00 €                    | 10 000,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 5.8  | REAGIR   | 30 000,00 €  | 15 000,00 €               | 15 000,00 €                    | 15 000,00 €      |                   | - €  |     |
|  |  | 5.9  | UNIVERS PRO  | 4 500,00 €   | 2 250,00 €                | 2 250,00 €                     | 2 250,00 €       |                   | - €  |     |

|  |  |   |                |              |              |              |              |     |
|--|--|---|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----|
|  |  | <i>Sous total</i>   | 648 394,00 €   | 324 197,00 € | 324 197,00 € | 324 197,00 € | 65 000,00 €  | - € |
| 6 - Mise en place du <b>plan de formation des travailleurs sociaux</b> des conseils départementaux | 0304 50 19 19 02 - Formation travail social CD contrat               | 6.1   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
|  |  | 6.2   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
|  |  | <i>Sous total</i>   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
| 7 - Innovation pour la formation des <b>professionnels de la petite enfance</b>                    | 0304 50 19 19 11 - Formation des professionnels de la petite enfance | 7.1   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
|  |  | 7.2   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
|  |  | <i>Sous total</i>   | - €            | - €          | - €          | - €          | - €          | - € |
| Engagements à l' <b>initiative du département</b>  | 0304 50 19 19 10 -Initiatives locales                                | 1   | 10 000,00 €    | 5 000,00 €   | 5 000,00 €   | 5 000,00 €   | 5 000,00 €   | - € |
|  |  | 2   | 90 000,00 €    | 45 000,00 €  | 45 000,00 €  | 45 000,00 €  | 45 000,00 €  | - € |
|  |  | 3   | 70 000,00 €    | 35 000,00 €  | 35 000,00 €  | 35 000,00 €  | 35 000,00 €  | - € |
|  |  | 4   | 140 000,00 €   | 70 000,00 €  | 70 000,00 €  | 70 000,00 €  | 70 000,00 €  | - € |
|  |  | 5   | 80 000,00 €    | 80 000,00 €  | 80 000,00 €  | 80 000,00 €  | 80 000,00 €  | - € |
|  |  | 6   | 51 600,00 €    | 51 600,00 €  | 51 600,00 €  | 51 600,00 €  | 51 600,00 €  | - € |
|  |  | 7   | 16 000,00 €    | 16 000,00 €  | 16 000,00 €  | 16 000,00 €  | 16 000,00 €  | - € |
|  |  | 8   | 10 600,00 €    | 10 600,00 €  | 10 600,00 €  | 10 600,00 €  | 10 600,00 €  | - € |
|  |  | 9   | 20 000,00 €    | 20 000,00 €  | 20 000,00 €  | 20 000,00 €  | 20 000,00 €  | - € |
|  |  | 10  | 27 145,00 €    | 27 145,00 €  | 27 145,00 €  | 27 145,00 €  | 27 145,00 €  | - € |
|  |  | <i>Sous total engagements à l'initiative du département</i> | 515 345,00 €   | 360 345,00 € | 360 345,00 € | 360 345,00 € | 155 000,00 € | - € |
|  |  | <b>TOTAUX FINANCIERS</b>                                    | 1 765 482,00 € | 982 817,00 € | 982 817,00 € | 982 817,00 € | 781 665,00 € | - € |

**Avenant 2020**  
**à la convention d'appui à la lutte contre la**  
**pauvreté et d'accès à l'emploi**

**FICHES ACTIONS**

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### **Intitulé de l'action : Logements SAS d'urgence pour jeunes en rupture**

#### ➤ **Description de l'action:**

Sur la ville de Reims, les dispositifs d'hébergement pour les jeunes de 18 à 25 ans cumulant des difficultés sociales et économiques (marginalisation, rupture familiale, sorties du dispositif ASE) ne permettent pas de mobiliser tout au long de l'année des places d'urgence. Les situations très fragilisées des jeunes suivis par le service de prévention spécialisée (SDP) impliquent d'abord une « stabilisation » du jeune avant toute évaluation et élaboration d'un projet de vie autour de l'autonomie, ou de l'insertion professionnelle par les travailleurs sociaux. De ce constat, le concept de logement « SAS » a été imaginé. Adossé aux structures Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) l'Escale et Noël/Paindavoine, le dispositif de 6 chambres permet de disposer d'un cadre structurant et d'une réponse rapide de mise à l'abri et d'hébergement temporaire afin de travailler une insertion sociale et professionnelle. L'accès s'inscrit sur une période maximum de 4 mois définie comme un passage dans le cadre d'un parcours plus global du jeune. L'entrée dans ces hébergements est possible sous réserve d'avoir un suivi éducatif avec un éducateur du Service de Prévention de Reims, d'adhérer à l'accompagnement de l'éducateur et respecter le contrat signé lors de l'entretien d'admission. Sur l'année 2018, 11 jeunes ex ASE ont été hébergés sur un total de 28. Il convient de préciser que la majorité de ces jeunes ex-ASE ne sollicitent pas ces hébergements à la sortie du parcours ASE mais quelques temps après, voire quelques années, dans le cadre de parcours chaotiques. Le suivi des jeunes par le service de prévention spécialisée se poursuit ainsi jusqu'à 25 ans voire 30 ans.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à garantir un parcours de formation pour les jeunes, poursuivi par l'engagement n° 3 de la stratégie et comprenant des objectifs visant à empêcher soit les sorties sans solution de l'ASE, soit les reprises de lien après un parcours ASE, en articulant les prestations offertes par le département et les dispositifs de droit commun.

**Date de mise en place de l'action :** Action existante

**Durée de l'action :** Action pérenne, prévue sur la durée de 3 ans de la convention

**Partenaires :** travailleurs sociaux des CSD, foyers de jeunes travailleurs, missions locales, cap emploi...

**Co-financeurs :** Etat et Département

#### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                             | Montants<br>2020 | Soutien Etat<br>2020 | Montants<br>2021 | Soutien Etat<br>2021 |
|-----------------------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| redevance en FJT pour 6 logements | 24 000 €         | 12 000 €             | 24 000 €         | 12 000 €             |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Non

#### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                | 2020 | 2021 |
|---------------------------|------|------|
| Nombre de jeunes hébergés | 27   | 27   |
| Taux de sorties positives |      |      |



## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Aide aux FJT pour sorties d'ASE

#### ✓ Description de l'action:

Les travailleurs sociaux du département effectuent le relais avec les FJT afin qu'ils puissent accueillir des jeunes sortant d'ASE ou en contrat jeune majeur. La prise en charge de ces jeunes, associée à un état de crise familiale et sociale, nécessite une charge de travail, administrative, et éducative plus importante pour les F.J.T. C'est pourquoi une dotation est accordée aux FJT qui reçoivent ces jeunes, calculée sur la base de 7,55 € la nuitée. Cette aide vient en complément d'un jeune sous contrat jeune majeur ou d'un jeune dont l'hébergement est financé par le fonds d'aide aux jeunes.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à garantir un parcours de formation pour les jeunes, poursuivi par l'engagement n° 3 de la stratégie et comprenant des objectifs visant à empêcher soit les sorties sans solution de l'ASE, soit les reprises de lien après un parcours ASE, en articulant les prestations offertes par le département et les dispositifs de droit commun

**Date de mise en place de l'action** : Action existante

**Durée de l'action** : Action pérenne, prévue sur la durée de 3 ans de la convention

**Partenaires** : travailleurs sociaux des CSD, foyers de jeunes travailleurs

**Co-financeurs** : Etat et Département

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste   | Montants 2020   | Soutien Etat 2020 | Montants 2021   | Soutien Etat 2021 |
|---|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| Aide aux FJT<br>(7,55 € la nuitée) pour 5 500 à 6 000 nuitées de jeunes | 42 000 €        | 21 000 €          | 42 000 €        | 21 000 €          |
| <b>Total</b>  | <b>42 000 €</b> | <b>21 000 €</b>   | <b>42 000 €</b> | <b>21 000 €</b>   |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

#### Objectifs poursuivis et progression:

| Indicateur                                   | 2020  | 2021  |
|--|-------|-------|
| Nombre de nuitées pour les jeunes ASE et FAJ | 6 000 | 6 200 |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Allocations aux jeunes de+ de 21 ans sortant de l'ASE

➤ **Description de l'action** : Allocation aux sortants d'ASE de plus de 21 ans après un contrat jeune majeur, afin de poursuivre leur accompagnement vers l'autonomie : action déjà existante qui consiste à attribuer une allocation aux jeunes de plus de 21 ans au terme légal de leur contrat jeune majeur et qui ont encore besoin d'aide financière pour se loger et poursuivre leurs études ou leur formation. Ces allocations peuvent représenter un montant mensuel de 100 à 600 € pour chaque jeune, en fonction de ses besoins et de l'évaluation de son référent éducatif. Chaque année, ce sont 5 à 10 jeunes qui peuvent profiter de ce dispositif pour un montant total annuel de dépenses de 12 à 20 000 €.

**Lien avec la stratégie pauvreté**: Cette action contribue à garantir un parcours de formation pour les jeunes, poursuivi par l'engagement n° 3 de la stratégie et comprenant des objectifs visant à empêcher les sorties sans solution de l'ASE, et la poursuite des études ou des actions de formation.

**Date de mise en place de l'action** : action déjà existante

**Durée de l'action** : permanente

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste               | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|---------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| Allocations versées | 16 000 €      | 5 500 €           | 16 000 €      | 5 500 €           |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

**Objectifs poursuivis et progression**:

| Indicateur                   | 2020 | 2021 |
|------------------------------|------|------|
| Nombre de jeunes accompagnés | 8    | 9    |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Ecrivains publics numériques

- **Description de l'action** : Création de 3 postes d'écrivains publics numériques (type conseillers en ESF) positionnés dans les Maisons de quartier de Reims (temps de travail à répartir parmi les 14 maisons de quartier) afin de favoriser un premier accueil social de proximité des bénéficiaires et permettre et/ou aider les usagers à remplir leurs démarches administratives dématérialisées et garantir leurs accès aux droits. Cette action est destinée à contrer la désaffection de proximité de certains services publics générateurs de prestations (CAF, CPAM). Un 4<sup>ème</sup> poste est positionné sur Chalons et Epernay, également dans les centres sociaux. Ce premier accueil de proximité permet d'apporter une réponse adaptée aux personnes concernées par la délivrance, via les sites numériques, d'une information immédiate, l'ouverture de droits et/ou une orientation vers l'accompagnement social le plus approprié. Un partenariat avec l'AMQ et les villes d'Epernay et Chalons en Champagne est établi pour qu'elles gèrent ce dispositif via le versement d'une subvention. En tant que de besoin, il sera fait appel à des prestations supplémentaires d'interprétariat pour les usagers non francophones. En fonction des compétences numériques repérées par les écrivains publics numériques, une orientation vers une formation aux savoirs de base numériques peut être proposée.

**Lien avec la stratégie pauvreté** : Cette action participe au 1<sup>er</sup> accueil social inconditionnel de proximité, poursuivie par l'engagement n° 4 de la stratégie, action 11: renforcer l'accès aux droits et aux services sociaux

**Date de mise en place de l'action** : Mise en place au 2<sup>e</sup> semestre 2019.

**Durée de l'action** : Action prévue sur la durée de la convention soit sur 3 ans.

**Partenaires et co-financeurs** : association des maisons de quartier de Reims, villes d'Epernay et de Chalons en Champagne, Etat, Département

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste  | Montants         | Soutien Etat    | Montants         | Soutien Etat    |
|--|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
|  | 2020             |                 | 2021             |                 |
| Salaires de 4 conseillers en ESF                 | 130 000 €        | 65 000 €        | 130 000 €        | 65 000 €        |
| Frais matériel et déplacements                   | 5 000 €          | 2 500 €         | 5 000 €          | 2 500 €         |
| 34 Séances d'interprétariat<br>(150 € la séance) | 5 000 €          | 2 500 €         | 5 000 €          | 2 500 €         |
| <b>Total</b>                                     | <b>140 000 €</b> | <b>70 000 €</b> | <b>140 000 €</b> | <b>70 000 €</b> |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                      | 2020 | 2021  |
|---------------------------------|------|-------|
| Nombre de séances d'accueil     | 200  | 800   |
| Nombre de personnes accueillies | 400  | 1 600 |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : L'illectronisme

#### ➤ Description de l'action:

C'est une réalité qui freine l'accès des usagers à leurs droits et à l'utilisation des services publics. Sur tous les territoires, les services de proximité font état de cette difficulté pour les usagers à pouvoir utiliser les services dématérialisés. La mise en place d'ateliers d'initiation aux savoirs de base numériques est donc organisée. L'orientation des usagers se fera soit par le biais des écrivains publics numériques, soit par les CSD et les CCAS.

**Lien avec la stratégie pauvreté** : Cette action participe au 1<sup>er</sup> accueil social inconditionnel de proximité, poursuivi par l'engagement n° 4 de la stratégie, action 11: renforcer l'accès aux droits et aux services sociaux

**Date de mise en place de l'action** : mise en place au 2<sup>e</sup> semestre 2019.

**Durée de l'action** : Action prévue sur la durée de la convention soit sur 3 ans.

**Partenaires et co-financiers** : Villes et intercommunalités de Reims, Chalons en Champagne, Epernay, Vitry le François, Sézanne..., Etat, Département

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                         | Montants 2020 | Soutien Etat | Montants 2021 | Soutien Etat |
|-------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| 15 ateliers de 6 participants | 80 000 €      | 40 000 €     | 80 000 €      | 40 000 €     |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

#### Objectifs poursuivis et progression :

| Indicateur             | 2020 | 2021 |
|------------------------|------|------|
| Nombre d'ateliers      | 15   | 15   |
| Nombre de participants | 90   | 90   |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Référents ruraux pour les jeunes

#### ➤ Description de l'action:

Création de 3 postes d'éducateurs dont la mission consiste à être référent pour les jeunes en errance ou sortant d'ASE, visant à les faire accéder à leurs droits et aux dispositifs de droit commun et à prévenir les situations de délinquance (logement, service civique, garantie jeune, lien avec la mission locale, formation...) sur la base d'un parcours d'insertion socio-professionnelle, sur les territoires dépourvus de ce type de dispositif : Sézanne, Vertus, Ay, Avize, Dormans et Fismes. 2 éducateurs seraient basés dans les CSD de Sézanne et Epernay afin de faire le lien avec l'ASE et le 3<sup>ème</sup> au service départemental de prévention spécialisée pour la CSD de Fismes et compléter l'action sur Reims.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action s'inscrit dans le cadre de la définition de **référents de parcours** de la stratégie pauvreté, pour le public jeunes. Elle comprend la participation active de la personne accompagnée à la construction de son projet, le référent assurant la continuité du parcours. La localisation des référents jeunes en CSD va permettre la coopération renforcée avec l'équipe pluridisciplinaire et faciliter la relation avec les partenaires pour une prise en charge globale du jeune.

**Date de mise en place de l'action** : Mise en place au 2<sup>ème</sup> semestre 2019

**Durée de l'action** : Action prévue sur la durée de la convention soit sur 3 ans

**Partenaires** : travailleurs sociaux des CSD, missions locales, cap emploi...

**Co-financeurs** : Etat et Département

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                                       | Montants 2020    | Soutien Etat 2020 | Montants 2021    | Soutien Etat 2021 |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Salaire de 3 éducateurs                     | 108 000 €        | 54 000 €          | 108 000 €        | 54 000 €          |
| Matériel informatique, téléphonie et locaux | 8 000 €          | 4 000 €           | 8 000 €          | 4 000 €           |
| Frais véhicules (location et carburant)     | 10 000 €         | 5 000 €           | 10 000 €         | 5 000 €           |
| <b>Total</b>                                | <b>126 000 €</b> | <b>63 000 €</b>   | <b>126 000 €</b> | <b>63 000 €</b>   |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

#### Objectifs poursuivis et progression:

| Indicateur                                    | 2020 | 2021 |
|---|------|------|
| Nombre de jeunes accompagnés                  | 60   | 100  |
| Taux de sorties positives (emploi, formation) | 50 % | 50 % |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : travailleur social auprès des gens du voyage

- **Description de l'action:** La population des gens du voyage, présente sur le Département particulièrement à Reims, éprouve des difficultés culturelles pour aller vers les circonscriptions sociales demander un accompagnement. L'identification d'un travailleur social spécifique, qui se rend dans leurs lieux de vie permet une prise de confiance et un suivi social adapté à leurs problématiques d'ouverture de droit, santé, scolarisation.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action s'inscrit dans le cadre de la définition **de référents de parcours** de la stratégie pauvreté. Elle comprend la participation active de la personne accompagnée à la construction de son projet, le référent assurant la continuité du parcours.

**Date de mise en place de l'action** : permanente.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur toute l'année 2020.

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                      | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|----------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 1 poste d'assistant social | 34 000 €      | 17 000 €          | 34 000 €      | 34 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : non

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                      | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|------|------|
| Nombre de familles accompagnées | 30   | 35   |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

**Intitulé de l'action : Création d'un dispositif d'orientation accélérée pour les nouveaux entrants.**

- **Description de l'action:** La 1<sup>ère</sup> prise de contact avec le nouveau bénéficiaire du RSA doit se faire rapidement pour réaliser le 1<sup>er</sup> diagnostic socio-professionnel et son orientation vers le référent idoine. Ce dispositif est mis en place sur Reims et Châlons en Ch. avec 3 chargé.es d'Evaluation et d'Orientation qui reçoivent les nouveaux entrants au RSA (200 à 300 nouveaux entrants par mois). Une secrétaire est en charge de la gestion administrative.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à améliorer la qualité de l'orientation ainsi qu'à réduire les délais d'entrée dans un parcours d'insertion vers l'emploi notamment, tel que prévu par l'**engagement n° 5** de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** 2<sup>e</sup> semestre 2019.

**Durée de l'action :** échelonnée sur 2019-2021.

**Partenaires et co-financeurs :** État et Département

**Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                | Montant 2020     | Soutien Etat    | Montant 2021     | Soutien Etat    |
|----------------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Salaire CDM          | 91 500 €         | 45 750 €        | 91 500 €         | 45 750 €        |
| Salaire Secrétaire   | 28 550 €         | 14 275 €        | 28 550 €         | 14 275 €        |
| Frais de déplacement | 3 000 €          | 1 500 €         | 3 000 €          | 1 500 €         |
| Frais de matériel    | 2 500 €          | 1 250 €         | 2 500 €          | 1 250 €         |
| <b>TOTAL</b>         | <b>125 550 €</b> | <b>62 775 €</b> | <b>125 550 €</b> | <b>62 775 €</b> |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Non

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur  | 2020          | 2021      |
|---|---------------|-----------|
| Nbre et taux de validation des demandes / délai                                       | 20 jours      | 15 jours  |
| Nbre et taux d'orientation des nouveaux entrants / délai                              | 3 mois        | 2 mois    |
| Nbre et taux de 1 <sup>er</sup> RDV d'accompagnement fixé / délai                     | 20 jours      | 18 jours  |
| Nbre et taux de relance des non présents au 1 <sup>er</sup> RDV d'accompagnement fixé | ND            | ND        |
| Nbre et taux de Contrat d'engagement validés  | 95 %          | 96 %      |
| Délai de mise à disposition du diagnostic   | 15 jours      | 10 jours  |
| Fréquence de mise à jour de la palette de l'offre                                     | trimestrielle | mensuelle |

Typologie du public (sexe, âge, composition familiale, niveau qualification)

Nombre de personnes rencontrées

Délai entre la date demande RSA et l'orientation

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

**Intitulé de l'action : Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi par l'intermédiaire des diagnostics d'aptitude des bénéficiaires du RSA.**

- **Description de l'action :** En complément de l'action n°1 « Création d'un dispositif d'orientation accélérée pour les nouveaux entrants », un diagnostic approfondi pourra être sollicité, en cas de besoin, par les nouveaux chargés de diagnostic et d'orientation afin de vérifier les aptitudes en maîtrise du français, numérique et surtout cognitives des allocataires.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à améliorer la qualité de l'orientation ainsi qu'à réduire les délais d'entrée dans un parcours d'insertion vers l'emploi notamment, tel que prévu par l'**engagement n° 5** de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** 2<sup>e</sup> semestre 2019.

**Durée de l'action :** échelonnée 2019/2021.

**Partenaires et co-financeurs :** Département et État.

**Budget détaillé sur 2020-2021 :**

70€ par diagnostic;

| Poste          | Montant 2020 | Soutien Etat | Montant 2021 | Soutien Etat |
|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 70 diagnostics | 5 000 €      | 2 500 €      | 5 000 €      | 2 500 €      |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Non.

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                                   | 2020 | 2021 |
|--|------|------|
| Nbre et taux de prescription des diagnostics | 70   | 70   |



## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

**Intitulé de l'action : L'accompagnement renforcé par une garantie d'activité.**

- **Description de l'action:** Étendre à tout le territoire marnais des actions d'accompagnement renforcé de type « coaching » pour viser un retour rapide vers l'emploi des bénéficiaires du RSA quel que soit leur niveau de diplôme

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue pleinement à l'objectif d'une insertion professionnelle plus rapide poursuivi par l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** depuis 2019.

**Durée de l'action :** échelonnée

**Partenaires et co-financeurs :** État et Département

**Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                  | Montants 2020 | Soutien Etat | Montants 2021 | Soutien Etat |
|------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| 18 groupes de 10 pers. | 288 000 €     | 144 000 €    | 288 000 €     | 144 000 €    |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Oui mais uniquement sur une partie du public (les jeunes diplômés)

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur  | 2020  | 2021  |
|---|---|---|
| Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité                             | 180   | 180   |
| Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité par niveau de qualification | Bac et infra : 38 %<br>Bac+ 2 et au-delà : 62 %   | Bac et infra : 38 %<br>Bac+ 2 et au-delà : 62 %   |
| Nombre de sorties positives (par nature)  | Total 30 %<br>- reprise emploi 25 %<br><i>BAC +2 : 40 %</i><br><i>BAC : 10 %</i><br><i>infra BAC : 50 %</i> | Total 30 %<br>- reprise emploi 25 %<br><i>BAC +2 : 40 %</i><br><i>BAC : 10 %</i><br><i>infra BAC : 50 %</i> |

Typologie du public (sexe, âge, niveau qualification, ancienneté dans le dispositif RSA)

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### **Intitulé de l'action : Développement d'un outil numérique de suivi et de partage des données de l'insertion des BRSA**

#### ➤ Description de l'action:

Pour conforter la refonte du processus d'orientation initiée dans le cadre du Plan Pauvreté 2019 et qui s'est traduit par la création de la Plateforme d'Evaluation et d'Orientation (PEO), il est nécessaire d'adapter nos outils de suivi des BRSA en intégrant au maximum une logique de dématérialisation, en partant de la signature du CER jusqu'au suivi des parcours. L'objectif est donc de faire développer par le service informatique du Département un outil qui répondra complètement à nos besoins.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue notamment à améliorer la qualité des actions d'insertion offertes aux BRSA et le suivi des BRSA et répond donc à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action:** le cahier des charges est en cours de rédaction; l'analyse et le développement sont estimés à 111 jours de travail par un développeur informatique du Département. Des développements complémentaires pourront être mis en œuvre en 2021.

**Durée de l'action:** pas de durée.

**Partenaires et co-financeurs :**

**Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                                   | Montants 2020 | Soutien Etat<br>2020 | Montants 2021 | Soutien Etat<br>2021 |
|---|---------------|----------------------|---------------|----------------------|
| 20 analyses et 91 jours de dev. + tests | 50 000 €      | 25 000 €             | 20 000 €      | 10 000 €             |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Non

**Objectifs poursuivis et progression :**

| Indicateur | 2020 | 2021 |
|------------|------|------|
| Néant      |      |      |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action: SHAKER

➤ **Description de l'action:** L'objectif global de l'action est de permettre au demandeur d'emploi bénéficiaire du RSA de construire de son projet professionnel en partant des offres d'emploi. Ainsi la découverte des métiers en tensions sera réalisée notamment par des mises en situations réelles. Le potentiel des bénéficiaires de l'action sera identifié et mis en relation avec les compétences et qualités attendues par métier et un travail sur les freins et manquements à l'emploi sera effectué. L'action alterne heures en centre de formation (266h) et heures en entreprises (210heures).

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

**Durée de l'action :** échelonnée.

**Partenaires et co-financeurs :** Région Grand Est

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste            | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 36 bénéficiaires | 12 000 €      | 6 000 €           | 12 000 €      | 6 000 €           |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** NON

### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur   | 2020 | 2021 |
|--|------|------|
| Nbre de personnes ayant obtenu en CDD suite à l'action | 5    | 8    |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Évaluation des Compétences et Potentiels Professionnels (ECP)

- **Description de l'action:** Le Département souhaite compléter son offre d'insertion avec un dispositif d'évaluation à visée professionnelle présentant un double objectif: le 1<sup>er</sup> objectif étant, pour le bénéficiaire du RSA, de prendre conscience de ses capacités, avoir plus d'assurance dans son parcours socioprofessionnel et gagner en confiance en soi; le 2<sup>ème</sup> objectif consiste, pour les différents intervenants auprès du BRSA, de disposer d'une évaluation précise et opérationnelle du niveau du bénéficiaire, de ses capacités d'apprentissage ainsi que de ses compétences comportementales pour mieux l'accompagner dans la réalisation de son parcours socioprofessionnel.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : à compter de novembre 2020.

**Durée de l'action** : échelonnée.

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                          | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|--------------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 20 groupes-<br>100 évaluations | 15 000 €      | 7 500 €           | 15 000 €      | 7 500 €           |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : NON

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                   | 2020 | 2021 |
|------------------------------|------|------|
| Nbre d'évaluations réalisées | 150  | 200  |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Ateliers d'Intégration et d'Accompagnement vers l'Emploi

- **Description de l'action** : Le Département souhaite, pour des personnes isolées socialement et éloignées de l'emploi, initier une dynamique de parcours d'insertion professionnelle. L'action se décompose en 2 parties : un volet « social » permettant au bénéficiaire de retrouver un équilibre personnel et un 2<sup>ème</sup> volet « professionnel » destiné à sensibiliser les participants au monde du travail et à faire émerger un projet professionnel.

**Lien avec la stratégie pauvreté**: Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : d'octobre 2020 à juin 2021

**Durée de l'action**: Réalisation échelonnée sur 2020 /2021

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

**Budget détaillé sur 2020-2021** :

| Poste       | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|-------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 10 ateliers | 198 894 €     | 99 447 €          | 198 894 €     | 99 447 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : NON

**Objectifs poursuivis et progression**:

| Indicateur   | 2020 | 2021 |
|--|------|------|
| Nbre de personnes ayant effectué une immersion professionnelle | 60   | 70   |
| Nbre de personnes ayant suivi la prestation                    | 100  | 120  |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action: PRO ACTIF

- **Description de l'action:** le Département souhaite mettre en place une action à destination des bénéficiaires du RSA n'adoptant pas une posture dynamique d'insertion professionnelle, que cette posture soit liée à des problèmes de nature psychologique (estime de soi, confiance en soi, peur de l'inconnu, peur de l'éloignement de son environnement familial ou géographique) ou liée à leur motivation.

Cette action interviendra par le biais d'un accompagnement individuel destiné à lever l'ensemble des freins concernés. L'orientation vers ce dispositif interviendra après un diagnostic réalisé par une psychologue du Département.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** fin 2020.

**Durée de l'action :** échelonnée.

**Partenaires et co-financiers :** Néant

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste            | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 20 bénéficiaires | 30 000 €      | 15 000 €          | 30 000 €      | 15 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** NON

### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                   | 2020 | 2021 |
|------------------------------|------|------|
| Inscriptions à Pôle Emploi   | 15   | 18   |
| Intégration d'une action PDI | 10   | 12   |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : Coaching des diplômés dans le domaine du sport et des loisirs

- **Description de l'action:** le Département souhaite mettre en place une action à destination des bénéficiaires du RSA soit ayant un diplôme dans le domaine du sport et des loisirs soit recherchant un emploi dans ce secteur. L'action consiste à faire réaliser un diagnostic des compétences et aptitudes dans ce domaine puis à proposer des formations adaptées si nécessaire ou, pour les bénéficiaires du RSA déjà qualifiés, à faciliter la recherche d'emploi via le réseau de l'association Profession Sports et Loisirs.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : fin 2020.

**Durée de l'action** : échelonnée.

**Partenaires et co-financeurs** : Profession Sport et loisirs

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste            | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 20 bénéficiaires | 20 000 €      | 10 000 €          | 20 000 €      | 10 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : NON

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                | 2020 | 2021 |
|---------------------------|------|------|
| Nbre de diagnostics       | 10   | 10   |
| Nbre de formation         | 7    | 10   |
| Nbre de reprises d'emploi | 7    | 10   |

## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : REAGIR

- **Description de l'action** : Dans un contexte économique difficile, couplé à de nombreux aléas climatiques, Le Département souhaite accompagner des agriculteurs déjà bénéficiaires du RSA afin de les aider à retrouver une dynamique positive soit en les confortant dans leur activité agricole, soit en les aidant à trouver une nouvelle trajectoire professionnelle. Cet accompagnement est réalisé par la Cellule REAGIR de l'ADASEA.

**Lien avec la stratégie pauvreté**: Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : courant 2020.

**Durée de l'action** : échelonnée.

**Partenaires et co-financeurs** : ADASEA

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste              | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|--------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 20 accompagnements | 30 000 €      | 15 000 €          | 30 000 €      | 15 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : NON

**Objectifs poursuivis et progression**:

| Indicateur                      | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|------|------|
| Nbre d'accompagnements réalisés | 20   | 20   |



## Annexe A : Fiche action des engagements du socle

### Intitulé de l'action : UNIVERS PRO

- **Description de l'action:** L'objectif global de l'action est de renouer le contact avec la réalité du terrain professionnel et de favoriser une remobilisation mais aussi d'assurer, à moyen terme, le relais vers une étape adaptée au parcours en construction. Convaincre les publics qu'une solution concrète et adaptée est possible pour eux, et les amener aux démarches nécessaires dans le cadre d'un plan d'action avec des objectifs, qui leur permettra un accès à l'emploi en passant par des étapes prédéfinies. Cette action a la spécificité de s'adresser en majorité à un public issu de l'immigration et résidant dans le QPV de Vitry le François.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

**Durée de l'action** : échelonnée.

**Partenaires et co-financeurs** : Ville de Vitry le François

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste            | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 15 bénéficiaires | 4 500 €       | 2 250 €           | 4 500 €       | 2 250 €           |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : NON

### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur   | 2020 | 2021 |
|--|------|------|
| Nbre de personnes ayant repris des démarches actives de recherche d'emploi | 7    | 10   |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : L'aide aux frais de garde

- **Description de l'action:** L'objectif est de soutenir les parents, notamment dans le cas des familles monoparentales, dans leurs démarches de formation, de recherche d'emploi, de reprise d'emploi ou lorsque des démarches particulières doivent être effectuées. Ce soutien passe par la prise en charge totale ou partielle des frais de garde (crèche, halte, cantine, ...). Elle permet également de travailler la démarche parfois difficile de « séparation parent-enfant ».

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à résoudre les problèmes du quotidien qui peuvent être un frein à l'insertion professionnelle notamment, tel que prévu par l'**engagement n° 5** de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi » ainsi qu'à réduire les inégalités liées à l'origine sociale, tel que prévu par l'**engagement n°1** « L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté ».

**Date de mise en place de l'action :** semestre 2019.

**Durée de l'action:** Expérimentation sur 2 ans.

**Partenaires et co-financeurs :** État et Département.

**Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                       | Montant 2020 | Soutien Etat | Montant 2021 | Soutien Etat |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Montant des aides accordées | 10 000 €     | 5 000 €      | 10 000 €     | 5 000 €      |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Non

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur   | 2020  | 2021  |
|--|-------|-------|
| Nombre de personnes aidées   | 20    | 20    |
| Nombre d'aides accordées par nature  |       |       |
| Montant moyen par nature d'aide  | 500 € | 500 € |
| Nombre d'aide par objectif (reprise d'emploi, formation, prestations, RDV)         |       |       |
| Nbre et taux de bénéficiaires d'une aide par typologie de la composition familiale |       |       |

Typologie du public (sexe, âge, niveau qualification, ancienneté dans le dispositif RSA)

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : Guidance familiale

#### ➤ Description de l'action : La guidance familiale

C'est une action de prévention secondaire dans le domaine de la parentalité, qui s'organise sur Châlons-en-Champagne, Vitry le François et Reims. L'intérêt de la guidance familiale est de prendre en compte des situations qui sans être totalement dégradées relèvent d'une prise en charge intéressant la parentalité et qui peuvent être durablement infléchies afin d'éviter à un certain nombre de familles d'être concernées directement par des mesures de protection de l'enfance. Ce coaching rapproché et très personnalisé que permet un nombre limité de suivis par intervenant social constitue un atout indéniable pour un effet levier sur des situations identifiées en amont par le biais du dispositif de réussite éducative. Une cinquantaine de familles a été suivie en file active représentant près de 250 personnes au total (parents et enfants). Le taux de sorties positives est stable à 50 % correspondant pour moitié à des arrêts définitifs au regard des objectifs atteints et pour l'autre à des relais de droit commun (poursuite de l'accompagnement sous une forme plus légère afin de consolider les progrès obtenus). Cette action est actuellement cofinancée par 4 partenaires: l'Etat dans le cadre de la politique de la ville, les villes, la CAF et le département, pour un budget de 157 000 €. L'objectif est de développer cette action pour 30 familles supplémentaires, éventuellement sur d'autres territoires (Epernay), dans le cadre de co-financements. Une hausse des participations des co-financeurs pourrait amener à accompagner davantage de familles.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue à garantir l'égalité des chances de l'Engagement n°1 de la stratégie, comprenant l'objectif 4 : rénover la politique de soutien à la parentalité

**Date de mise en place de l'action** : Action déjà existante, à développer

**Durée de l'action** : Action pérenne, prévue sur la durée de 3 ans de la convention

**Partenaires financeurs:** Etat dans le cadre de la politique de la Ville, et intercommunalités de Reims, Chalons en Champagne et Vitry le François.

**Partenaires en collaboration** : travailleurs sociaux des CSD, association la Sauvegarde

#### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste  | Montants | Soutien Etat 2020 | Montants | Soutien Etat 2021 |
|--|----------|-------------------|----------|-------------------|
| Prestation de service auprès de la Sauvegarde pour 80 familles | 90 000 € | 45 000 €          | 90 000 € | 45 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Non

#### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur  | 2020 | 2021 |
|---|------|------|
| Nombre de familles suivies                        | 45   | 60   |
| Taux de sorties positives sans accompagnement ASE | 50 % | 60 % |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : le Dispositif d'Accompagnement, de Prévention et d'Insertion (DAPI)

- **Description de l'action:** Le Département par le biais de son service départemental de Prévention (SDP) a identifié le besoin d'un accompagnement plus spécifique en matière d'insertion professionnelle à destination du public jeune souvent en méconnaissance des dispositifs de droit commun disponibles, pour lesquels il serait éligible. Des animateurs d'insertion spécialisés sont recrutés par le Département pour la mise en œuvre de cette action.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond donc à l'objectif de l'engagement n° 4 de la stratégie « Engagement n° 4 : Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité ».

**Date de mise en place de l'action** : 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur toute l'année 2020.

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                             | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|-----------------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 2 postes d'éducateurs spécialisés | 70 000 €      | 35 000 €          | 70 000 €      | 35 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui

### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                   | 2020 | 2021 |
|------------------------------|------|------|
| Nombre de jeunes accompagnés | 100  | 110  |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : L'Accompagnement Préventif Lié au Logement

#### ➤ Description de l'action:

Cette action vise à prévenir très en amont les situations d'impayés locatifs et par voie de conséquence les expulsions locatives au travers d'un accompagnement renforcé, à domicile sur un temps court (3 mois).

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action contribue notamment à améliorer la gestion de son logement, la connaissance des droits et des devoirs du locataire, l'accompagnement à la sollicitation d'aides sociales et répond donc à l'objectif de l'engagement n° 4 de la stratégie « Engagement n° 4 : Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité ».

**Date de mise en place de l'action** : 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur toute l'année 2020.

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                               | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|-------------------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 4 postes de chargés de mission APLL | 140 000 €     | 70 000 €          | 140 000 €     | 70 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui

#### Objectifs poursuivis et progression:

| Indicateur                                      | 2020 | 2021 |
|---|------|------|
| Nombre de mesures accordées                     | 320  | 350  |
| Nbre de personnes sans impayés en fin de mesure | 50 % | 55 % |
| Délai de prise de contact                       | 48h  | 48h  |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### **Intitulé de l'action :** Renforcement des compétences linguistiques des bénéficiaires du

#### **RSA ➤ Description de l'action:**

Un certain nombre de bénéficiaires du RSA bénéficient d'une expérience professionnelle ou de compétences dont l'exercice est freiné par l'absence de maîtrise de la langue française. L'objectif du dispositif est donc de permettre aux bénéficiaires du RSA concernés d'acquérir une autonomie linguistique dans leurs démarches socioprofessionnelles.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action :** l'action est mise en place depuis début 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur 2020.

**Partenaires et co-financeurs :** Néant

#### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste           | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|-----------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 50 participants | 80 000 €      | 80 000 €          | 80 000 €      | 80 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI :** Oui

#### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur                 | 2020 | 2021 |
|----------------------------|------|------|
| Taux de retour à l'emploi  | 25 % | 30 % |
| Taux d'entrée en formation | 20 % | 25 % |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : Soutien et développement des chantiers d'insertion

#### ➤ Description de l'action:

Les chantiers d'insertion sont un outil essentiel de l'insertion socioprofessionnelle de personnes éloignées de l'emploi permettant un retour à l'emploi adapté, l'acquisition de compétences professionnelles et un accompagnement complet. Le Département de la Marne compte 17 structures porteuses de chantiers, un nombre très stable depuis une dizaine d'années alors que le nombre de bénéficiaires du RSA connaît une croissance importante et régulière. L'objectif est d'accompagner la mise en place d'un nouveau chantier d'insertion dans le domaine agricole. Les études sont en cours depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2020.

Le Département met également en place une action destinée à soutenir directement les chantiers : l'objectif de l'action est l'accompagnement à l'accès aux soins par une prise de conscience de la problématique santé des salarié(e)s en CDDI au sein des chantiers d'insertion marnais confrontés à cette problématique.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : Courant de l'année 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur 2020 /2021

**Partenaires et co-financeurs** : Chambre d'agriculture de la Marne et IAE Grand Est

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste          | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|----------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| PAIS chantiers | 30 000 €      | 30 000 €          | 30 000 €      | 30 000 €          |
| Etude          | 21 600 €      | 21 600 €          | 21 600 €      | 21 600 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui en partie

#### Objectifs poursuivis et progression:

| Indicateur   | 2020                        | 2021     |
|--|-----------------------------|----------|
| Production d'une étude de faisabilité au plus tard au 31 décembre 2020 | Choix de la filière retenue | Création |
| Nbre de suivi PAIS   | 32                          | 32       |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### **Intitulé de l'action : Soutien à la mobilité des bénéficiaires du RSA**

#### ➤ **Description de l'action:**

Sur les bassins ruraux de la Marne, la localisation des bénéficiaires du RSA est diffuse, ce qui met en avant un enjeu prégnant pour l'accès à l'offre d'insertion ainsi qu'à l'emploi d'autant que les solutions de mobilité sont limitées. L'action permet d'offrir une réponse adaptée aux besoins de mobilité par la conclusion de partenariats entre le Département et des acteurs locaux.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : l'action est mise en place depuis début 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur 2020.

**Partenaires et co-financeurs** : Néant

#### **Budget détaillé sur 2020-2021 :**

| Poste                | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|----------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| Navettes d'insertion | 16 000 €      | 16 000 €          | 16 000 €      | 16 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui

#### **Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur           | 2020      | 2021      |
|----------------------|-----------|-----------|
| Nbre de km parcourus | 18 000 km | 22 000 km |
| Nbre de Trajets      | 200       | 220       |



## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : L'Accompagnement des Travailleurs Non-Salariés

➤ **Description de l'action** : Le département de la Marne compte environ 400 bénéficiaires du RSA enregistrés comme travailleurs non-salariés (TNS) dont l'activité ne permet pas de disposer de revenus suffisants; le but de cette action est, par un accompagnement spécifique, de leur permettre de développer leur activité et d'atteindre une autonomie financière. Par ailleurs, la création d'entreprise constitue une opportunité d'insertion pour les BRSA dès lors que le projet est pertinent et réfléchi au regard du contexte économique; cette action permet donc également de proposer un accompagnement des créateurs d'entreprises afin d'améliorer la viabilité économique du projet.

**Lien avec la stratégie pauvreté**: Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : Janvier 2020.

**Durée de l'action**: Réalisation échelonnée sur 2020 /2021

**Partenaires et co-financeurs** : ADIE et Région Grand Est

**Budget détaillé sur 2020-2021** :

| Poste          | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|----------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 20 diagnostics | 10 600 €      | 10 600 €          | 10 600 €      | 10 600 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui en partie

**Objectifs poursuivis et progression**:

| Indicateur  | 2020 | 2021 |
|---|------|------|
| Nbre de BRSA ayant connu une évolution positive de leur situation | 8    | 10   |
| Nbre de BRSA ayant créé leur entreprise                           | 3    | 5    |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : Le Partenariat avec l'École de la 2<sup>ème</sup> Chance.

- **Description de l'action:** L'École de la 2<sup>ème</sup> Chance est un dispositif d'accompagnement organisé autour d'un parcours individualisé mêlant acquisition des savoirs de base et confrontation à des situations de travail au travers de temps en alternance. Le Département souhaite orienter de jeunes BRSA (de moins de 30 ans) vers ce dispositif afin d'assurer leur intégration professionnelle.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond à l'objectif de l'engagement n° 5 de la stratégie « Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

**Date de mise en place de l'action** : 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur 2020 /2021

**Partenaires et co-financeurs** : ALMEA et Région Grand Est

### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste              | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|--------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| 10 accompagnements | 20 000 €      | 20 000 €          | 20 000 €      | 20 000 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui

**Objectifs poursuivis et progression:**

| Indicateur  | 2020 | 2021 |
|---|------|------|
| Nbre de BRSA ayant connu une évolution positive de leur situation | 6    | 8    |

## Annexe B : Fiche action des engagements à l'initiative du Département

### Intitulé de l'action : Partenariat avec les CCAS/CIAS

#### ➤ Description de l'action:

Dans le cadre de la nouvelle Convention d'Orientation 2019-2021, les CCAS/CIAS assurent désormais l'accompagnement des bénéficiaires du RSA relevant du parcours de remobilisation sociale. Dans ce cadre, les CCAS/CIAS proposent aux bénéficiaires du RSA toute leur offre d'accompagnement afin de les soutenir dans l'évolution de leur parcours. A ce titre le Département apporte un soutien financier adapté aux CCAS/CIAS partenaires.

**Lien avec la stratégie pauvreté:** Cette action répond donc à l'objectif de l'engagement n° 4 de la stratégie « Engagement n° 4 : Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité ».

**Date de mise en place de l'action** : 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Durée de l'action:** Réalisation échelonnée sur toute l'année 2020/2021.

**Partenaires et co-financeurs** : CCAS de Reims, Châlons en Champagne, Epernay, Tinqueux, Ste Ménéhould, Cias de la Grande Vallée de la Marne, des Coteaux Sezannais

#### Budget détaillé sur 2020-2021 :

| Poste                            | Montants 2020 | Soutien Etat 2020 | Montants 2021 | Soutien Etat 2021 |
|----------------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| Soutien financiers aux CCAS/CIAS | 27 145 €      | 27 145 €          | 27 145 €      | 27 145 €          |

**Action déjà financée au titre du FAPI** : Oui en partie

#### Objectifs poursuivis et progression:

| Indicateur                                   | 2020 | 2021 |
|--|------|------|
| Nombre de BRSA accompagnés par les CCAS/CIAS | 430  | 460  |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Convention pluriannuelle CNSA / Département 2021-2024

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Madame Monique DORGUEILLE***

Depuis 2009, le Département, conformément à l'article L 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles, est amené à signer une convention triennale avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), afin de définir les engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées.

La précédente convention portait sur les années 2017-2019 et a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020, voté par notre assemblée le 8 Novembre 2019.

Pour rappel, ce document constitue le support juridique du concours financier versé par la Caisse pour l'APA, la PCH ainsi que pour la dotation de fonctionnement de la MDPH, soit en prévision pour 2020 :

- ✓ 16 M€ pour des dépenses de 36,2 M€ pour l'APA
- ✓ 5,1 M€ pour des dépenses de 17,3 M€ pour la PCH
- ✓ 0,7 M€ pour un budget de 2,7 M€ pour la MDPH.

La CNSA propose pour 2021-2024, une nouvelle démarche de conventionnement. Celle-ci a été élaborée en lien avec l'assemblée des Départements de France.

Elle va s'articuler en deux temps et se concrétisera :

- dans un premier temps, dès la fin de l'année 2020, par la conclusion d'une **convention type « socle »** qui permettra d'organiser la poursuite de versement des concours par la CNSA pour la période 2021-2024 ainsi que de décliner les conclusions de la conférence nationale du handicap et de l'accord de méthode signé le 11 février 2020, relatif au pilotage et au fonctionnement des MDPH ;

- dans un second temps, par la formalisation d'une **feuille de route stratégique et opérationnelle** personnalisée pour tenir compte des spécificités et des ambitions du Département.

**La signature de cette convention avant le 31 décembre 2020** est nécessaire pour sécuriser le versement des concours de la CNSA en 2021.

La 3<sup>ème</sup> commission émet, à l'unanimité, un avis favorable et vous propose d'autoriser le président à signer la convention jointe.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

# CONVENTION

CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE  
AUX RELATIONS ENTRE LA CAISSE  
NATIONALE DE SOLIDARITE POUR  
L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL  
DEPARTEMENTAL DE MARNE

2021-2024

Vu l'article L. 14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) ;

Vu l'article L.14-10-7-2 du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil départemental et la CNSA afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;

Vu les articles L.14-10-5-II (II et V), L.14-10-6 et L. 14-10-10 du Code de l'action sociale et des familles, relatifs au concours versé par la CNSA aux départements, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA), et les articles L.14-10-5-III et L.14-10-7 du même Code, relatifs aux concours versés au titre de la prestation de compensation du handicap (PCH) et du fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ;

Vu les articles L. 146-3-1, L.232-21, L. 232-21-4 et L.233-4 du Code de l'action sociale et des familles relatifs aux informations que le Département doit communiquer à la CNSA au titre de ses responsabilités relatives à la PCH, à l'APA et à la conférence des financeurs ;

Vu l'article L113-1-2 du Code de l'action sociale et des familles relatif à l'information des personnes âgées ;

Vu l'article L 149-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) ;

Vu la convention d'engagement entre l'Etat, l'Assemblée des Départements de France (ADF), les associations représentatives des personnes en situation de handicap et les organisations représentant les associations gestionnaires du secteur handicap « Cap vers le pouvoir d'agir des personnes en situation de handicap » en date du 11 février 2020 ;

Vu l'accord de méthode entre l'Etat et les Départements relatif au pilotage et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) « Pour réconcilier l'équité dans l'accès aux droits sur tout le territoire national, garantir une réponse de qualité dans la proximité et retrouver la confiance » en date du 11 février 2020 ;

Vu les schémas 2016-2021 du Département de la Marne relatifs aux personnes âgées et aux personnes handicapées ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du xxx, approuvant les éléments communs des conventions à signer entre la CNSA et chaque Département ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Marne, en date du 16 octobre 2020 ;

Après avis de la commission exécutive du GIP-MDPH en date du 3 novembre 2020 ;

Après avis du conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie en date du XXXXXXXX ;

La présente convention est conclue

Entre

d'une part,

la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie représentée par son/sa Directeur(trice), (ci-dessous dénommée "la CNSA"),

d'autre part, le Département de la Marne représenté par le Président du Conseil départemental, M XXXXXXXX(dénommé "le Département"),

Et, la MDPH de la Marne représentée par la Présidente du GIP MDPH, MXXXXXXXXXXXX (dénommée « la MDPH »)

Il est convenu ce qui suit :



## Éléments de principes partagés entre les parties

Les politiques de l'autonomie ont une double dimension, nationale et territoriale. Leur mise en œuvre au niveau départemental est pilotée par le Conseil Départemental en tant que chef de file. Elle implique également une bonne articulation avec l'action de l'agence régionale de santé dans les domaines de compétence partagés.

Cette responsabilité partagée entre plusieurs acteurs (au niveau national et local) s'exerce avec l'appui de la CNSA dont les missions portent sur l'animation des réseaux d'acteurs locaux, la mise à disposition d'outils, l'allocation de moyens dans un cadre devant garantir l'équité entre les territoires et pour les usagers.

Ainsi, la mission d'appui de la CNSA en tant qu'agence technique s'exerce auprès des Conseils Départementaux mais aussi des MDPH et des agences régionales de santé. L'objectif de bonne articulation des compétences et des niveaux territoriaux (régional, départemental) constitue dans ce cadre un enjeu fort pour l'animation croisée des réseaux.

Le partenariat entre les Conseils Départementaux et la CNSA pour la bonne mise en œuvre des politiques de l'autonomie s'inscrit également dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

Ainsi, les objectifs portés par la présente convention puis sa feuille de route stratégique et opérationnelle traduisent une volonté partagée entre les parties. Ces objectifs seront déclinés de la manière suivante :

- des objectifs partagés avec l'ensemble des Départements traduisent une ambition commune de contribuer à garantir à chacun, quel que soit son lieu de vie, l'accès aux droits et à une réponse adaptée à ses besoins comme le prévoit les textes ;
- des objectifs spécifiques territoriaux pour lesquels le département pourra mobiliser le cas échéant l'appui de la CNSA dans le cadre d'un accompagnement financier ou technique. Ces objectifs portent notamment sur le soutien à des actions innovantes.

## Contexte

Préparé très en amont sur la période 2018-2019, dans le cadre d'un groupe de travail associant largement les représentants de Conseils Départementaux, dont la production a fait l'objet d'une validation intermédiaire en commission de l'ADF et au conseil de la CNSA du 18 avril 2019, le processus de renouvellement des conventions CNSA-Départements 2021-2024 a été interrompu par la survenue de la crise sanitaire COVID-19, qui a fortement impacté l'ensemble des acteurs des politiques de l'autonomie et réduit leurs capacités de mobilisation sur cet exercice programmatique.

La préparation de la présente convention tient compte de cette contrainte, tout en s'inscrivant dans la volonté commune de décliner rapidement avec chaque Département l'accord de méthode conclu entre l'Etat et les Départements représentés par l'Assemblée des Départements de France dans le cadre de la 5<sup>e</sup> conférence nationale du handicap du 11 février 2020, conformément à ses termes (point II-2). Réaffirmant l'ambition commune autour des MDPH, 15 ans après la loi du 11 février 2005, l'accord de méthode vise à faire des MDPH les garantes de l'accès aux droits, de la qualité de service, de la prise en compte de la parole des personnes en situation de handicap et en tant que maillons forts de territoires 100 % inclusifs.

Au regard de ce contexte et de ces ambitions, deux temps d'engagements complémentaires sont prévus :

- dans un premier temps, la conclusion de la présente convention-socle qui permet d'organiser la poursuite de versement des concours par la CNSA pour la période 2021-2024 et décliner les conclusions de la conférence nationale du handicap et de l'accord de méthode susvisé ;
- dans un second temps, la formalisation d'une feuille de route stratégique et opérationnelle plus globale négociée en 2021 précisant les ambitions du Département de xx relatifs à l'ensemble des politiques de soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et le soutien éventuel de la CNSA à ces actions, à la lumière notamment des travaux conduits dans l'intervalle sur le grand âge et l'autonomie.

# 1. Engagement entre le Département et la CNSA sur l'élaboration d'objectifs partagés

---

Le Département et la CNSA s'engagent à formaliser conjointement avant le 31 décembre 2021 une feuille de route stratégique et opérationnelle portant sur les objectifs suivants :

- Améliorer la qualité et faciliter la relation avec les usagers en agissant notamment sur :
  - Accueil de qualité des personnes âgées et des personnes en situation de handicap
  - L'expression et la participation des usagers et de leurs représentants
  - Les démarches de qualité de service
  - De nouveaux services numériques
- Accompagner le parcours de la personne et adapter l'offre en agissant notamment sur :
  - Les réponses individualisées fondées sur une évaluation multidimensionnelle de la situation de la personne
  - La construction des réponses aux situations les plus complexes
  - Le développement de la politique domiciliaire notamment au travers de la structuration et le pilotage de l'offre des services d'aide à domicile
  - La connaissance partagée des besoins des personnes à l'échelle du territoire
- Prévenir la perte d'autonomie et renforcer le soutien aux proches aidants en agissant notamment sur :
  - La politique coordonnée de prévention de perte d'autonomie à l'échelle départementale
  - La politique territoriale de soutien aux proches aidants
  - La lutte contre l'isolement des personnes
  - Les dispositifs permettant l'information et l'accès aux aides techniques
- Harmoniser les systèmes d'information notamment :
  - Le développement du système d'information harmonisé des MDPH
  - Le pilotage local et national par les données
  - La participation aux travaux d'harmonisation des données informatisées sur l'APA
  - La protection des données personnelles

Il appartiendra au Département en lien avec la CNSA de définir ces objectifs spécifiques et les actions remarquables qu'il souhaite mettre en avant pour chacune des thématiques définies.

Cette feuille de route sera négociée d'ici le 31 décembre 2021 puis annexée à la présente convention. Elle comprendra un socle d'engagements communs à l'ensemble des Départements ainsi que des engagements spécifiques et personnalisés.

Des financements complémentaires pourront être alloués sur les crédits de la section IV et / ou V du budget de la CNSA dans le cadre de ces engagements plus spécifiques.

- 2. Engagements entre le Département, la MDPH/MDA et la CNSA sur la mise en œuvre de l'accord de méthode relatif au pilotage et au fonctionnement des MDPH
- 

Sans attendre la formalisation de cette feuille de route, le Département et la CNSA souscrivent 4 engagements, dont ils assurent le suivi par la production d'indicateurs retracés en annexe 1 :

---

## Engagement 1 : pour des MDPH/MDA garantes de l'accès aux droits et de sa simplification

### 1.1. Simplifier les démarches, s'engager sur les délais

Engagement du Département et la MDPH/MDA :

- S'assurer de l'appropriation des droits sans limitation de durée par les équipes des MDPH/MDA et les membres des CDAPH comme prévu par les décrets n°2018-1222 du 24 décembre 2018 et n°2018-1294 du 27 décembre 2018 ainsi que celui n°2019-1501 du 30 décembre 2019 ;
- Assurer une maîtrise des délais de traitement (« garantie délai ») des demandes ;
- Organiser le travail en réseau avec les acteurs du territoire pour faciliter les évaluations.

Engagement de la CNSA :

- Animer les MDPH/MDA et les outiller pour l'attribution de droits sans limitation de durée
  - Mettre en œuvre un accompagnement renforcé, par la mobilisation des moyens dont elle dispose dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion, en tant que de besoin selon un diagnostic partagé autour de la mise en œuvre des droits sans limitation de durée, des MDPH/MDA confrontées à une difficulté récurrente de traitement des demandes et présentant des délais de réponse élevés.
- 

## **1.2. Renforcer l'ancrage de proximité des MDPH/MDA au plus près des lieux de vie**

Engagement du Département et de la MDPH/MDA : soutenir l'amplification de la présence territoriale des MDPH/MDA par la création de relais territoriaux quels qu'en soient la forme et le support en complémentarité avec les dispositifs existants

Engagement de la CNSA : diffuser l'information via un annuaire de ressource accessible par le portail national Mon parcours handicap

---

## **1.3 Les MDPH/MDA numériques pour faciliter la vie**

Engagement du Département et de la MDPH/MDA : définir des stratégies numériques visant au développement des services numériques et accompagner les personnes dans l'accès et l'usage de ces téléservices

Engagement de la CNSA : mettre à disposition à partir du second semestre 2020 un téléservice national gratuit et interconnecté aux solutions harmonisées du SI MDPH et relais via le portail Mon parcours handicap

---

## 📌 Engagement 2 : Pour des MDPH/MDA garantes d'une haute qualité de service

### 2.1 Faire des systèmes d'information et de la transition numérique des MDPH/MDA la colonne vertébrale de leur modernisation

Engagement du Département et de la MDPH/MDA : inscrire dans les priorités de la DSI du Département l'appui aux MDPH/MDA et désigner à cet effet un référent dédié à la MDPH/MDA pour assurer le déploiement des évolutions majeures des solutions harmonisées dans les délais prévus

Engagement de la CNSA : animer et piloter le SI des MDPH en prenant les mesures nécessaires pour permettre un dialogue direct avec les éditeurs des solutions informatiques et mobiliser une cellule d'animation et d'appui nationale

### 2.2 Déployer la démarche d'amélioration continue de la qualité dans les MDPH/MDA pour un pilotage rénové de leur activité

Engagement du Département et de la MDPH [ou MDA] :

- Renforcer l'équité d'accès aux prestations et diffusion du contrôle interne ;
- Favoriser la formation des personnels des MDPH/MDA notamment en lien avec le CNFPT.

Engagement de la CNSA :

- Contribuer à la garantie de l'équité d'accès aux prestations
- Mettre en œuvre les orientations de la CNH en termes de renforcement des moyens alloués pour le fonctionnement des MDPH/MDA et de simplification des modalités de financement (par fusion et rééquilibrage des dotations de l'Etat et des concours) ;
- Mobiliser les moyens nécessaires à l'élargissement de sa couverture fonctionnelle du SI-MDPH à l'ensemble des activités de la MDPH/MDA à horizon du palier 2.2. en finançant ses évolutions majeures et en structurant un centre de services dédié en appui/relai MDPH-éditeurs ;
- Contribuer, par la mobilisation des moyens dont elle dispose dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion, à la formalisation d'une offre dédiée de formation, notamment avec le CNFPT et accompagner à la mise en œuvre du contrôle interne et de maîtrise des risques.
- Actualiser le référentiel métier de qualité et de service (RMQS) en MDPH, et promouvoir son usage au service d'une démarche d'amélioration continue de la qualité.

## **2.3 Déployer la culture de la mesure d'activité, de la satisfaction et de la transparence**

Engagement du Département et de la MDPH/MDA :

- Exploiter le tableau de bord harmonisé comprenant les indicateurs de mesure dans le cadre global du pilotage de l'activité de la MDPH/MDA ;
- Amplifier la mesure de satisfaction de la MDPH/MDA ;
- Rendre publics les résultats des indicateurs d'activité et de satisfaction.

Engagement de la CNSA :

- Concevoir, en concertation avec les MDPH/MDA, un tableau de bord synthétique de pilotage de l'activité ;
- Assurer la diffusion et le partage des données d'activité et de satisfaction qu'elle recueille.

---

## **📌 Engagement 3 : Pour des MDPH/MDA garantes de la participation effective des personnes en situation de handicap**

### **3.1 Intégrer l'expertise des personnes en situation de handicap dans l'activité des MDPH/MDA**

Engagement du Département et de la MDPH/MDA :

- Intégrer les sujets d'autodétermination, de participation des personnes et de pair expertise dans la formation des professionnels et l'information aux membres de la CDAPH
- Porter cette même ambition au sein du CDCA.

Engagement de la CNSA :

- Dans le cadre de sa mission d'animation et d'appui, mobiliser des personnes en situation de handicap dans les travaux qu'elle conduit
- Développer un corpus d'information rédigées en Facile à lire à comprendre sur l'accès aux droits et le fonctionnement des MDPH/MDA

### **3.2 Renforcer le droit des personnes à être entendues par la CDAPH**

Engagement du Département et de la MDPH/MDA

- Veiller au renforcement de l'écoute, qu'il s'agisse de situations individuelles, ou de l'organisation de comités « usagers »

Engagement de la CNSA :

- Apporter des outils de référence pour les MDPH/MDA (guide...)

---

## 📌 Engagement 4 : Faire des MDPH/MDA un maillon fort de territoires (100%) inclusifs

- Faire des MDPH/MDA le lieu de connaissance des besoins des personnes, à même d'irriguer la transformation de l'offre territoriale et l'évolution des orientations
- 

### Engagement du Département et de la MDPH/MDA :

- Conduire, en lien avec les organismes gestionnaires, le déploiement territorial effectif du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS et assurer une pleine utilisation de cet outil ;
- Contribuer à l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions permettant ainsi la construction d'une stratégie de planification et de la création de solution et de l'évolution de l'offre ;
- Travailler en lien étroit avec les acteurs du territoire, pour l'accompagnement des personnes et le partage des diagnostics et solution du territoire.

### Engagement de la CNSA

- Assurer l'animation et le pilotage du déploiement du système d'information de suivi des décisions des CDAPH d'orientation en ESMS en lien étroit avec les ARS, les départements et les MDPH/MDA ;
  - Consolider l'exploitation des données relatives aux besoins des personnes et à l'effectivité des décisions en lien avec les Départements et les ARS et les mettre à la disposition des territoires en sorte de faciliter leur prise en compte dans la transformation de l'offre.
  - 3. Financement
- 

### Les règles de financement par concours

- Concours au titre du fonctionnement de la MDPH
  - Concours au titre de l'APA et de la PCH
  - Concours au titre de la conférence des financeurs
- Les financements complémentaires soutenant les engagements spécifiques et personnalisés prévus à l'article 1 seront précisés le cas échéant dans le cadre de la feuille de route stratégique et opérationnelle. Ils peuvent relever de crédits de la section IV du budget de la CNSA s'agissant de la modernisation et de la professionnalisation du secteur de l'aide à domicile, du soutien aux aidants (en complément de la mobilisation du concours CFPPA), de la formation des accueillants familiaux, ou de crédits de la section V du budget de la CNSA s'agissant du financement de projets innovants



---

## ↳ Les échanges d'informations

Le Département et la MDPH/MDA transmettent les données prévues par le code de l'action sociale et des familles (notamment les rapports d'activités des MDPH, CFPPA, des CDCA) et celles qui sont nécessaires à la détermination des indicateurs annexés à la présente convention ainsi qu'à la connaissance des publics.

Les conséquences attachées à la non transmission de ces données sont précisées par le code de l'action sociale et des familles.

---

### - 4. Pilotage et suivi de la convention

---

## ↳ Modalités de suivi de la mise en œuvre de la convention

- Echanges annuels de données
- Indicateurs de suivi de l'activité des MDPH en annexe 1

---

## ↳ Règlement des litiges

Les litiges survenant du fait de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

---

## ↳ Durée de la convention

La convention est d'une durée de 4 ans

Elle prend effet au 1er janvier 2021 et elle est établie jusqu'au 31 décembre 2024.

Fait en trois exemplaires, le

Signatures

Directrice de la CNSA,

Président(e) du Conseil départemental,

Président(e) du GIP MDPH

Ce suivi est assuré dans le cadre :

- d'un tableau de bord
- d'indicateurs complémentaires prévus par l'accord de méthode entre l'Etat et les Départements relatif au pilotage et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) susvisé

**1°/ Le « tableau de bord des MDPH » présente de façon synthétique l'activité des MDPH.**

Les données et indicateurs seront obtenus par mobilisation :

- Des résultats de l'enquête annuelle de mesure de satisfaction des usagers ;
- Des informations issues des rapports annuels d'activité ;
- Des données statistiques d'activité issues des enquêtes annuelles puis de l'entrepôt « Centre de données MDPH » issues des systèmes d'information harmonisés des MDPH
- Des systèmes d'information harmonisés des MDPH transmises dans l'entrepôt national « centre de données MDPH » ;
- Des données de pilotage issus des systèmes d'information de suivi des décisions d'orientation en ESMS.

Le contenu de ce tableau de bord peut, le cas échéant, évoluer, afin de tenir compte des besoins partagés de la CNSA et des MDPH.

**2°/ Les indicateurs complémentaires prévus par l'accord de méthode susvisé**

- Taux de demandes de droits faites en ligne
- Taux de satisfaction des PH et des familles
- Nombre de MDPH ayant mis en place une démarche de contrôle interne
- Part des orientations notifiées en dispositifs

La CNSA et le Département déterminent les modalités de publication des indicateurs.

| Objectif   | Indicateurs  | Source  |
|--|--|---|
| <b>Données de contexte sur l'activité, les organisations, les moyens</b> | Nombre de personnes ayant déposé une demande   | Centre de données   |
|  | Nombre de demandes faites en ligne   | Centre de données   |
|  | Nombre de décisions et avis rendus   | Centre de données   |
|  | Taux d'évolution annuel des décisions ou avis rendus   |   |
|  | Stock de demandes à traiter / stock + flux de demandes déposées  |   |
|  | Evolution du stock de demandes à traiter N / N-1   |   |
|  | Nombre d'ETPT "toutes catégories" dont nombre d'ETPT internes nombre d'ETPT externalisés   | Rapport d'activité des MDPH   |
|  | ETP Accueil Instruction / ETP Evaluation, accompagnement, RIP et correspondants scolarisation (%)                                      | Rapport d'activité des MDPH   |
| <b>Qualité du service rendu</b>  | Taux de répondants à l'enquête MSU   | Enquête MSU   |
|  | Taux de satisfaction des PH et des familles  | Enquête MSU   |
|  | Recours gracieux et contentieux / nombre de décisions et avis rendus (%)<br>Recours contentieux / recours gracieux et contentieux (%). | Centre de données   |
|  | Nombre de MDPH ayant mis en place une démarche de contrôle interne   | Rapport d'activité des MDPH   |
| <b>Suivi de la politique nationale</b>                                   | Droits ouverts sans limitation de durée CMI / droits ouverts à la CMI (à une date donnée) (%)<br>Evolution Trimestrielle /annuelle     | Imprimerie nationale, enquête trimestrielle CNSA, OVQ, puis Centre de données |
|  | Droits sans limitation de durée AAH1 / droits ouverts d'AAH 1 (%)<br>Evolution Trimestrielle /annuelle                                 | CNAF, OVQ, enquête trimestrielle CNSA, puis Centre de données                 |
|  | Droits sans limitation de durée d'AAEH / droits ouverts d'AAEH<br>Evolution Trimestrielle /annuelle                                    | CNAF, OVQ, enquête trimestrielle CNSA puis Centre de données                  |

| Objectif                                       | Indicateurs  | Source   |
|--|--|--|
| <b>Suivi de la politique nationale (suite)</b> | Droits sans limitation de durée de RQTH / droits ouverts de RQTH - à compter 1-1-2020<br>Evolution Trimestrielle /annuelle | Enquête trimestrielle CNSA, OVQ puis Centre de données |
|  | Part des orientations notifiées en dispositifs   | SI SDO à partir de 2022                                |
| <b>Améliorer les parcours</b>                  | Durée moyenne des droits ouverts en matière de scolarisation   | Centre de données                                      |
|  | Nombre de PAG moins de 20 ans  | Enquête RAPT puis Centre de données                    |
|  | Nombre de droits ouverts au titre de l'amendement Creton sur une année / nombre de places installées en EMS enfants        | Centre de données                                      |
|  | Nombre de personnes en liste d'attente / nombre de places installées   | SI SDO   |
|  | Durée moyenne d'attente entre la décision d'orientation et l'admission   | SI SDO   |
|  | Nombre de PAG adultes  | Enquête RAPT puis Centre de données                    |
|  | Nombre de notifications vers les services / Nombre d'orientations MS   | SI SDO   |
| <b>Accès à l'emploi</b>                        | Nombre d'orientations en emploi accompagné   | Centre de données                                      |
|  | Nombre de décisions d'orientation ESAT / nombre de décisions d'attribution de RQTH   |  |
| <b>Améliorer l'accès aux droits</b>            | Délai moyen de traitement (toutes prestations, tous publics) (en mois)   | OVQ puis centre de données                             |
|  | Délai moyen de traitement enfants (en mois)  |  |
|  | Délai moyen de traitement adultes (en mois)  |  |
|  | Délai moyen de traitement de la PCH (en mois) (dont PCH aide humaine)  |  |

|                             | Délai moyen de traitement de l'AAH (en mois)  |                         |
|-----------------------------|---|-------------------------|
| <b>Objectif</b>             | <b>Indicateurs</b>  | <b>Source</b>           |
| <b>Equité de traitement</b> | Taux de personnes Adultes qui ont déposé une demande / population Adultes                           | Centre de données INSEE |
|                             | Taux de personnes Enfants qui ont déposé une demande / population Enfants                           |                         |
|                             | Taux d'accords AAH (demandes explicites)  | Centre de données       |
|                             | Taux d'accords PCH (demandes explicites)  |                         |
|                             | Nombre d'accords de matériel pédagogique / nombre d'enfants de moins de 20 ans sur l'année observée | Centre de données INSEE |
|                             | Taux d'accord CMI stationnement (demandes explicites)   | Centre de données       |
|                             | Taux d'accord CMI invalidité (demandes explicites)  |                         |
|                             | Ratio entre les aides humaines et la population d'âge scolaire                                      | Centre de données INSEE |
|                             | Part des aides humaines mutualisées dans le total des aides humaines                                | Centre de données       |
|                             | Nombre de décisions et avis rendus/ nombre de demandes  |                         |
|                             | Part des demandes génériques dans le total des demandes   |                         |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

### OBJET : Fonctionnement des collèges publics 2021

#### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE** : 46

**QUORUM** : 24

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Annie COULON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Julien VALENTIN***

La 4<sup>ème</sup> commission vous propose de suivre le rapport du Président et de déterminer les différentes enveloppes qui seront attribuées pour l'exercice 2021 comme suit :

- reconduction globale de l'enveloppe consacrée à la dotation de fonctionnement 2021 sur la base d'un budget constant par rapport à 2020 soit 5 380 590 € dont 133 034 € au collège de Sézanne géré en cité scolaire avec la Région Grand Est.
- maintien de la dotation par collège au même niveau qu'en 2020 sauf :

- pour les 4 collèges qui subissent un écrêtement de 15 % de la dotation du fait de fonds de réserve connus au 30 septembre 2020 supérieurs à 85 jours (le seuil réglementaire étant de 30 jours) : Anglure, Avize, Sainte Menehould et les Indes à Vitry le François

- pour les 3 collèges dont la dotation initiale couvre à peine le coût de viabilisation et des contrats obligatoires qui se verront attribuer une dotation complémentaire (Blancs Coteaux, Mareuil le Port, Saint Thierry) ceci par redéploiement de 30 000 € de crédits EPS non utilisés.

L'annexe II donne la répartition des crédits de fonctionnement par établissement.

Il peut être précisé que l'enveloppe de 65 233 € provenant de l'écrêtement viendra abonder la dotation complémentaire de 66 539 € et sera dédiée notamment à deux axes particuliers : la restauration scolaire de proximité et les opérations spécifiques de transport de collégiens (orientation, environnement...).

- prise en charge totale du surcoût de l'abonnement internet pour les établissements adhérant au marché du département ou intégrant la boucle Jupiter ou tout autre dispositif (18 collèges à ce jour). Dans ce cadre, le montant du coût de la fourniture d'accès internet précédemment supporté par l'établissement sera déduit, lors du dernier paiement de la dotation
- maintien de l'enveloppe de travaux urgents comme actuellement à hauteur de 329 000 €. Des crédits étant disponibles à hauteur de 60 842,21 €, il est proposé de les utiliser sur demandes motivées des établissements avec délégation à la commission permanente pour attribution.
- poursuite de notre aide sur les autres dispositifs selon les mêmes conditions : activité piscine (annexe III) avec possibilité sur demande motivée de financer pour des élèves actuellement en 5ème, installations sportives (annexes IV), référents handicaps (annexe V) et classe relais (annexe VI).

Un point particulier a été abordé concernant la gestion difficile au quotidien du collège Colbert qui n'a plus été considéré de façon unilatérale par le Rectorat comme cité scolaire depuis 2018 et la demande a été exprimée d'une recherche de solution en lien avec la Région et les autorités académiques.

La 4<sup>ème</sup> commission a donné un avis favorable à l'unanimité à l'ensemble de ses propositions.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

## ANNEXE I

**Rentrée scolaire 2020-2021**  
**Collèges Publics Marnais**  
**Evolution des effectifs (avec SEGPA)**

| COLLEGES   | Constat<br>2019 | Enquête<br>Rapide<br>2020 | Evolution<br>Enquête Rapide / Constat |               |
|--|-----------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------|
|  |                 |                           | En nombre                             | En %          |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Nicolas Appert      | 429             | 431                       | 2                                     | 0,47%         |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Victor Duruy        | 707             | 701                       | -6                                    | -0,85%        |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Perrot d'Ablancourt | 627             | 608                       | -19                                   | -3,03%        |
| <b>FAGNIERES</b><br>(SEGPA)                        | 529             | 534                       | 5                                     | 0,95%         |
| <b>MOURMELON LE GRAND</b><br>(SEGPA)               | 492             | 479                       | -13                                   | -2,64%        |
| <b>SAINT MEMMIE</b><br>(SEGPA)                     | 608             | 634                       | 26                                    | 4,28%         |
| <b>SAINTE MENEHOULD</b><br>(SEGPA)                 | 544             | 555                       | 11                                    | 2,02%         |
| <b>SUIPPES</b>                                     | 359             | 360                       | 1                                     | 0,28%         |
| <b>Bassin de CHALONS EN CHAMPAGNE</b>              | <b>4 295</b>    | <b>4 302</b>              | <b>7</b>                              | <b>0,16%</b>  |
| <b>ANGLURE</b>                                     | 309             | 297                       | -12                                   | -3,88%        |
| <b>AVIZE</b>                                       | 353             | 356                       | 3                                     | 0,85%         |
| <b>AY</b>  | 459             | 450                       | -9                                    | -1,96%        |
| <b>DORMANS</b><br>(SEGPA)                          | 421             | 421                       | 0                                     | 0,00%         |
| <b>EPERNAY</b><br>Côte Legris<br>(SEGPA)           | 455             | 429                       | -26                                   | -5,71%        |
| <b>EPERNAY</b><br>Jean Monnet                      | 497             | 470                       | -27                                   | -5,43%        |
| <b>EPERNAY</b><br>Terres Rouges<br>(SEGPA)         | 550             | 520                       | -30                                   | -5,45%        |
| <b>ESTERNAY</b>                                    | 200             | 204                       | 4                                     | 2,00%         |
| <b>FERE CHAMPENOISE</b>                            | 299             | 303                       | 4                                     | 1,34%         |
| <b>MAREUIL-LE-PORT</b>                             | 285             | 291                       | 6                                     | 2,11%         |
| <b>MONTMIRAIL</b>                                  | 316             | 322                       | 6                                     | 1,90%         |
| <b>MONTMORT</b>                                    | 167             | 150                       | -17                                   | -10,18%       |
| <b>SEZANNE</b><br>(SEGPA)                          | 506             | 490                       | -16                                   | -3,16%        |
| <b>BLANCS-COTEAUX</b><br>(ex VERTUS)               | 384             | 375                       | -9                                    | -2,34%        |
| <b>Bassin d'EPERNAY</b>                            | <b>5 201</b>    | <b>5 078</b>              | <b>-123</b>                           | <b>-2,36%</b> |



|  |               |               |            |              |
|--|---------------|---------------|------------|--------------|
| <b>REIMS</b> Maryse Bastié *(SEGPA)                | 632           | 677           | 45         | 7,12%        |
| <b>REIMS</b><br>Georges Braque **                  | 378           | 379           | 1          | 0,26%        |
| <b>REIMS</b><br>Pierre Brossolette                 | 453           | 453           | 0          | 0,00%        |
| <b>REIMS</b><br>Colbert **                         | 469           | 487           | 18         | 3,84%        |
| <b>REIMS</b><br>Paul Fort **<br>(SEGPA)            | 558           | 573           | 15         | 2,69%        |
| <b>REIMS</b><br>Joliot Curie **<br>(SEGPA)         | 440           | 478           | 38         | 8,64%        |
| <b>REIMS</b><br>François Legros *                  | 609           | 614           | 5          | 0,82%        |
| <b>REIMS</b><br>Saint Rémi                         | 549           | 569           | 20         | 3,64%        |
| <b>REIMS</b><br>Robert Schuman                     | 579           | 612           | 33         | 5,70%        |
| <b>REIMS</b><br>Trois Fontaines *<br>(SEGPA)       | 416           | 407           | -9         | -2,16%       |
| <b>REIMS</b><br>Université                         | 549           | 567           | 18         | 3,28%        |
| <b>Sous-total REIMS intra-muros</b>                | <b>5 632</b>  | <b>5 816</b>  | <b>184</b> | <b>3,27%</b> |
| <b>CORMONTREUIL</b>                                | 542           | 549           | 7          | 1,29%        |
| <b>TINQUEUX</b><br>(SEGPA)                         | 657           | 676           | 19         | 2,89%        |
| <b>Sous-total ancien REIMS Métropole</b>           | <b>6 831</b>  | <b>7 041</b>  | <b>210</b> | <b>3,07%</b> |
| <b>BAZANCOURT</b><br>(SEGPA)                       | 547           | 531           | -16        | -2,93%       |
| <b>FISMES</b><br>(SEGPA)                           | 573           | 541           | -32        | -5,58%       |
| <b>GUEUX</b>                                       | 586           | 589           | 3          | 0,51%        |
| <b>PONTFAVERGER</b>                                | 371           | 361           | -10        | -2,70%       |
| <b>RILLY LA MONTAGNE</b>                           | 277           | 284           | 7          | 2,53%        |
| <b>SAINT THIERRY</b>                               | 436           | 445           | 9          | 2,06%        |
| <b>VERZY</b>                                       | 419           | 409           | -10        | -2,39%       |
| <b>WITRY LES REIMS</b>                             | 461           | 472           | 11         | 2,39%        |
| <b>Bassin de REIMS</b>                             | <b>10 501</b> | <b>10 673</b> | <b>172</b> | <b>1,64%</b> |
| <b>FRIGNICOURT</b>                                 | 372           | 371           | -1         | -0,27%       |
| <b>SERMAIZE LES BAINS *</b><br>(SEGPA)             | 379           | 394           | 15         | 3,96%        |
| <b>VITRY LE FRANCOIS</b><br>Les Indes *<br>(SEGPA) | 453           | 457           | 4          | 0,88%        |
| <b>VITRY LE FRANCOIS</b><br>Vieux Port             | 453           | 444           | -9         | -1,99%       |
| <b>Bassin de VITRY LE FRANCOIS</b>                 | <b>1 657</b>  | <b>1 666</b>  | <b>9</b>   | <b>0,54%</b> |
| <b>Département de la MARNE</b>                     | <b>21 654</b> | <b>21 719</b> | <b>65</b>  | <b>0,30%</b> |

\* collèges en REP

\*\* collèges en REP+

**ANNEXE II**  
**REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT**  
**COLLEGES MARNAIS 2021**

| Collèges                              | DOTATIONS                 |   |   | TOTAL=<br>Participation finale 2021 |
|---------------------------------------|---------------------------|---|---|-------------------------------------|
|                                       | Fonctionnemt général 2021 | Baisse de 15 % appliquée aux collèges avec +85 jours de FDR au 30.09.2020 | Dotation complémentaire (à 3 établissements en difficultés financières) |                                     |
| ANGLURE du Mazelot                    | 70 937 €                  | -10 641 €   |   | 60 296 €                            |
| AVIZE Saint Exupéry                   | 94 264 €                  | -14 140 €   |   | 80 124 €                            |
| AY CHAMPAGNE Yvette Lundy             | 119 027 €                 |   |   | 119 027 €                           |
| BAZANCOURT Georges Charpak            | 113 796 €                 |   |   | 113 796 €                           |
| BLANCS COTEAUX Eustache Deschamps     | 66 807 €                  |   | + 5 000   | 71 807 €                            |
| CHALONS Nicolas Appert                | 109 850 €                 |   |   | 109 850 €                           |
| CHALONS Victor Duruy                  | 109 683 €                 |   |   | 109 683 €                           |
| CHALONS Perrot d'Ablancourt           | 163 811 €                 |   |   | 163 811 €                           |
| CORMONTREUIL Pierre de Coubertin      | 134 426 €                 |   |   | 134 426 €                           |
| DORMANS Claude-Nicolas Ledoux         | 128 491 €                 |   |   | 128 491 €                           |
| EPERNAY Côte Legris                   | 150 887 €                 |   |   | 150 887 €                           |
| EPERNAY Jean Monnet                   | 140 028 €                 |   |   | 140 028 €                           |
| EPERNAY Terres Rouges                 | 150 044 €                 |   |   | 150 044 €                           |
| ESTERNAY du Grand Morin               | 69 140 €                  |   |   | 69 140 €                            |
| FAGNIERES Louis Grignon               | 144 632 €                 |   |   | 144 632 €                           |
| FERE-CHAMPENOISE Stéphane Mallarmé    | 84 277 €                  |   |   | 84 277 €                            |
| FISMES Thibaud de Champagne           | 136 949 €                 |   |   | 136 949 €                           |
| FRIGNICOURT Pierre-Gilles De Gennes   | 101 269 €                 |   |   | 101 269 €                           |
| GUEUX Raymond Sirot                   | 126 249 €                 |   |   | 126 249 €                           |
| MAREUIL-LE-PORT Professeur Nicaise    | 89 376 €                  |   | + 20 000  | 109 376 €                           |
| MONTMIRAIL Brie Champenoise           | 99 965 €                  |   |   | 99 965 €                            |
| MONTMORT Lucie Aubrac                 | 78 777 €                  |   |   | 78 777 €                            |
| MOURMELON Henri Guillaumet            | 96 603 €                  |   |   | 96 603 €                            |
| PONTFAVERGER Pierre Souverville       | 67 701 €                  |   |   | 67 701 €                            |
| REIMS Maryse Bastié                   | 141 551 €                 |   |   | 141 551 €                           |
| REIMS Georges Braque                  | 94 652 €                  |   |   | 94 652 €                            |
| REIMS Pierre Brossolette              | 101 745 €                 |   |   | 101 745 €                           |
| REIMS Colbert                         | 101 793 €                 |   |   | 101 793 €                           |
| REIMS Paul Fort                       | 128 237 €                 |   |   | 128 237 €                           |
| REIMS Joliot Curie                    | 120 647 €                 |   |   | 120 647 €                           |
| REIMS François Legros                 | 129 312 €                 |   |   | 129 312 €                           |
| REIMS Saint-Rémi                      | 97 347 €                  |   |   | 97 347 €                            |
| REIMS Robert Schuman                  | 144 616 €                 |   |   | 144 616 €                           |
| REIMS Trois Fontaines                 | 133 224 €                 |   |   | 133 224 €                           |
| REIMS Université                      | 145 548 €                 |   |   | 145 548 €                           |
| RILLY-LA-MONTAGNE La Source           | 85 282 €                  |   |   | 85 282 €                            |
| SAINT-MEMMIE Jean Moulin              | 136 601 €                 |   |   | 136 601 €                           |
| SAINT-THIERRY du Mont d'Hor           | 98 861 €                  |   | + 5 000   | 103 861 €                           |
| SAINTE-MENEHOULD Jean-Baptiste Drouet | 111 024 €                 | -16 654 €   |   | 94 370 €                            |
| SERMAIZE-LES-BAINS Louis Pasteur      | 129 497 €                 |   |   | 129 497 €                           |
| SEZANNE La Fontaine du Vé             | 133 034 €                 |   |   | 133 034 €                           |
| SUIPPES Louis Pasteur                 | 95 848 €                  |   |   | 95 848 €                            |
| TINQUEUX Paulette Billa               | 144 717 €                 |   |   | 144 717 €                           |
| VERZY Paul Eluard                     | 75 967 €                  |   |   | 75 967 €                            |
| VITRY Les Indes                       | 158 655 €                 | -23 798 €   |   | 134 857 €                           |
| VITRY Vieux Port                      | 111 660 €                 |   |   | 111 660 €                           |
| WITRY-LES-REIMS Léonard de Vinci      | 113 783 €                 |   |   | 113 783 €                           |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                  | <b>5 380 590 €</b>        | <b>-65 233 €</b>  | <b>+ 30 000 €</b>   | <b>5 345 357 €</b>                  |

## ANNEXE III

| <b>UTILISATION DES PISCINES PAR LES COLLEGES PUBLICS</b>                                   |                                 |  |              |                                |
|--|---------------------------------|--|--------------|--------------------------------|
| <b>Subvention attribuée sur la base de 10 entrées à 1,20 € / élèves de 6<sup>ème</sup></b> |                                 |  |              |                                |
| <b>Nom des collèges</b>  | <b>Effectif 6<sup>ème</sup></b> | <b>Effectifs 6<sup>ème</sup> SEGPA</b> | <b>Total</b> | <b>SUBVENTION ALLOUEE 2021</b> |
| Mazelot<br>ANGLURE   | 68                              |  | 68           | <b>816 €</b>                   |
| Saint Exupéry<br>AVIZE   | 97                              |  | 97           | <b>1 164 €</b>                 |
| Yvette Lundy<br>AY   | 112                             |  | 112          | <b>1 344 €</b>                 |
| Georges Charpak<br>BAZANCOURT  | 134                             |  | 134          | <b>1 608 €</b>                 |
| Eustache Deschamps<br>BLANCS-COTEAUX   | 96                              |  | 96           | <b>1 152 €</b>                 |
| Nicolas Appert<br>CHALONS EN CHAMPAGNE   | 102                             |  | 102          | <b>1 224 €</b>                 |
| Victor Duruy<br>CHALONS EN CHAMPAGNE   | 160                             |  | 160          | <b>1 920 €</b>                 |
| Perrot d'Ablancourt<br>CHALONS EN CHAMPAGNE  | 148                             |  | 148          | <b>1 776 €</b>                 |
| Pierre de Coubertin<br>CORMONTREUIL  | 139                             |  | 139          | <b>1 668 €</b>                 |
| Claude-Nicolas Ledoux<br>DORMANS   | 117                             | 6                                      | 123          | <b>1 476 €</b>                 |
| Côte Legris<br>EPERNAY   | 86                              | 9                                      | 95           | <b>1 140 €</b>                 |
| Jean Monnet<br>EPERNAY   | 117                             |  | 117          | <b>1 404 €</b>                 |
| Terres Rouges<br>EPERNAY   | 104                             | 12                                     | 116          | <b>1 392 €</b>                 |
| Grand Morin<br>ESTERNAY  | 55                              |  | 55           | <b>660 €</b>                   |
| Louis Grignon<br>FAGNIERES   | 128                             | 10                                     | 138          | <b>1 656 €</b>                 |
| Stéphane Mallarmé<br>FERE-CHAMPENOISE  | 69                              |  | 69           | <b>828 €</b>                   |
| Thibaud de Champagne<br>FISMES   | 116                             | 8                                      | 124          | <b>1 488 €</b>                 |
| Pierre-Gilles De Gennes<br>FRIGNICOURT   | 92                              |  | 92           | <b>1 104 €</b>                 |
| Raymond Sirot<br>GUEUX   | 151                             |  | 151          | <b>1 812 €</b>                 |
| Professeur Nicaise<br>MAREUIL-LE-PORT  | 64                              |  | 64           | <b>768 €</b>                   |
| La Brie Champenoise<br>MONTMIRAIL  | 73                              |  | 73           | <b>876 €</b>                   |
| Lucie Aubrac<br>MONTMORT   | 38                              |  | 38           | <b>456 €</b>                   |
| Henry Guillaumet<br>MOURMELON-LE- GRAND  | 124                             | 6                                      | 130          | <b>1 560 €</b>                 |
| Pierre Souverville<br>PONTFAVERGER   | 103                             |  | 103          | <b>1 236 €</b>                 |
| Maryse Bastié<br>REIMS   | 169                             | 15                                     | 184          | <b>2 208 €</b>                 |

| Nom des collèges                         | Effectif 6 <sup>ème</sup> | Effectifs 6è<br>SEGPA | Total        | SUBVENTION ALLOUEE<br>2021 |
|--|---------------------------|-----------------------|--------------|----------------------------|
| Georges Braque<br>REIMS                  | 92                        |                       | 92           | 1 104 €                    |
| Pierre Brossolette<br>REIMS              | 120                       |                       | 120          | 1 440 €                    |
| Colbert<br>REIMS                         | 135                       |                       | 135          | 1 620 €                    |
| Paul Fort<br>REIMS                       | 135                       | 14                    | 149          | 1 788 €                    |
| Joliot Curie<br>REIMS                    | 110                       | 11                    | 121          | 1 452 €                    |
| François Legros<br>REIMS                 | 140                       |                       | 140          | 1 680 €                    |
| Saint Rémi<br>REIMS                      | 155                       |                       | 155          | 1 860 €                    |
| Robert Schuman<br>REIMS                  | 159                       |                       | 159          | 1 908 €                    |
| Trois Fontaines<br>REIMS                 | 83                        | 15                    | 98           | 1 176 €                    |
| Université<br>REIMS                      | 144                       |                       | 144          | 1 728 €                    |
| La Source<br>RILLY LA MONTAGNE           | 68                        |                       | 68           | 816 €                      |
| Jean Baptiste Drouet<br>SAINTE MENEHOULD | 130                       | 5                     | 135          | 1 620 €                    |
| Jean Moulin<br>SAINT MEMMIE              | 161                       | 10                    | 171          | 2 052 €                    |
| Mont d'Hor<br>SAINT THIERRY              | 113                       |                       | 113          | 1 356 €                    |
| Louis Pasteur<br>SERMAIZE LES BAINS      | 103                       | 5                     | 108          | 1 296 €                    |
| Louis Pasteur<br>SUIPPES                 | 100                       |                       | 100          | 1 200 €                    |
| Paulette Billa<br>TINQUEUX               | 164                       | 7                     | 171          | 2 052 €                    |
| Paul Eluard<br>VERZY                     | 100                       |                       | 100          | 1 200 €                    |
| Les Indes<br>VITRY LE FRANCOIS           | 97                        | 15                    | 112          | 1 344 €                    |
| Vieux Port<br>VITRY LE FRANCOIS          | 115                       |                       | 115          | 1 380 €                    |
| Léonard de Vinci<br>WITRY-LES-REIMS      | 122                       |                       | 122          | 1 464 €                    |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>5 208</b>              | <b>148</b>            | <b>5 356</b> | <b>64 272 €</b>            |

## ANNEXE IV

**REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT  
COLLEGES MARNAIS  
ANNEE 2021**

**Crédits E.P.S.**

*Ces crédits EPS sont destinés à prendre en charge le coût de location d'équipements sportifs municipaux, soit parce que le collège ne possède pas de gymnase, soit parce que les effectifs sont supérieurs à la capacité d'accueil du gymnase existant, en termes de créneaux horaires.*

| <b>Collèges</b>                          | <b>Effectifs<br/>Rentrée 2020</b> | <b>Calcul appliqué</b> | <b>Montant de la<br/>subvention<br/>complémentaire</b> |
|--|-----------------------------------|------------------------|--|
| ANGLURE<br>du Mazelot                    | 297                               | somme forfaitaire      | 12 000 €   |
| FERE-CHAMPENOISE<br>Stéphane Mallarmé    | 303                               | somme forfaitaire      | 2 621 €  |
| FRIGNICOURT<br>Pierre-Gilles DE GENNES   | 371                               | 10 € / heure           | 9 000 €  |
| MOURMELON<br>Henri Guillaumet            | 479                               | somme forfaitaire      | 4 143 €  |
| REIMS<br>Pierre Brossolette              | 453                               | 11 € / heure           | 11 088 €   |
| REIMS<br>François Legros                 | 614                               | 11 € / heure           | 26 070 €   |
| REIMS<br>Saint-Rémi                      | 569                               | 11 € / heure           | 5 544 €  |
| SAINTE-MENEHOULD<br>Jean-Baptiste Drouet | 555                               | somme forfaitaire      | 4 801 €  |
| VERZY<br>Paul Eluard                     | 409                               | somme forfaitaire      | 3 538 €  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                     |                                   |                        | <b>78 805 €</b>  |

**ANNEXE V****REFERENTS HANDICAP**

Enveloppe globale de 30 000€

| <b>Collèges</b>                        | <b>Nombre de référent(s)</b> | <b>Dotation</b> |
|--|------------------------------|-----------------|
| EPERNAY<br>Terres Rouges               | 2                            | 3 333 €         |
| FAGNIERES<br>Louis Grignon             | 2                            | 3 333 €         |
| MOURMELON LE GRAND<br>Henri Guillaumet | 1                            | 1 667 €         |
| REIMS<br>Colbert                       | 3                            | 5 000 €         |
| REIMS<br>François Legros               | 3                            | 5 000 €         |
| REIMS<br>Saint Rémi                    | 2                            | 3 333 €         |
| SEZANNE<br>Fontaine du Vé              | 2                            | 3 333 €         |
| TINQUEUX<br>Paulette Billa             | 2                            | 3 333 €         |
| VITRY LE FRANCOIS<br>Les Indes         | 1                            | 1 667 €         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                   | <b>18</b>                    | <b>29 999 €</b> |

**ANNEXE VI****CLASSES RELAIS**

Dotation Forfaitaire = 1 000 €

| <b>Collèges</b>        | <b>Dotation</b> |
|------------------------|-----------------|
| EPERNAY<br>Côte Legris | 1 000 €         |
| REIMS<br>Université    | 1 000 €         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>2 000 €</b>  |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION**  
SERVICE DES COLLÈGES

### Rapport **IV - 1**

Proposition du rapport :

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

### OBJET : Fonctionnement des collèges publics 2021

Les chiffres communiqués par la Direction Académique des Services Départementaux de l'Éducation Nationale à la rentrée 2020/2021 (chiffres provisoires) montrent que les effectifs augmentent légèrement dans les collèges publics par rapport à l'année dernière : 21 719 élèves (dont 719 élèves en SEGPA) ce qui représente 65 collégiens de plus que l'année passée (+0,30%). **(cf. Annexe I)**

Le budget des établissements devant être voté avant le 30 novembre, je vous propose de déterminer les différentes enveloppes qui seront attribuées pour l'exercice 2021, comme suit :

#### **I – Proposition de répartition des crédits de fonctionnement**

On constate pour une majeure partie des établissements une baisse des consommations d'énergie en coût (-0,61%) et en volume (-7,38%).

Cette baisse s'explique par un hiver 2019/2020 moins rigoureux que celui de 2018/2019 (-8,59% en fonction du degré journalier unifié (DJU)).

Cette baisse est cependant compensée par une hausse constatée des tarifs d'énergie (gaz et électricité).

Par ailleurs, le coût des contrats obligatoires est en constante augmentation (+1,94% cette année). En effet, aux contrats obligatoires connus depuis de nombreuses années (matériel de cuisine, installations sportives, système de sécurité incendie...) s'ajoutent dorénavant, les systèmes de vidéo-surveillance, alarme, sonnerie PPMS, ascenseur, automates pour le pilotage à distance des systèmes de chauffage..., ainsi qu'une exigence plus élevée des vérifications notamment à travers les groupements de commande mis en place par le Département (ascenseurs, SSI et extincteurs).

Il est à noter que ces coûts sont pris en compte en totalité quand le collège adhère à un groupement de commande et à 80% dans le cas contraire afin d'inciter les établissements à disposer de la même prestation.

Il est à noter que le déploiement de la gestion technique centralisée (GTC) se poursuit dans les collèges.



Le principe retenu est d'installer ces équipements sur le système de chauffage des établissements et de les coupler à des sondes de températures réparties dans chaque bâtiment pour générer l'envoi de mails au gestionnaire qui reçoit un comparatif entre la consommation énergétique réelle et une consommation de référence corrélée aux DJU (Degrés Jours Unifiés).

L'intérêt des GTC est de :

- Mieux maîtriser les consommations énergétiques
- Apporter un confort optimal aux usagers des bâtiments
- Uniformiser les températures sur l'ensemble des collèges (19°C dans le collège et vestiaires du gymnase et 14°C pour le gymnase)
- Avoir un suivi précis des collèges
- Retransmettre les alarmes techniques

A l'heure actuelle, 42 établissements sur 46 sont dotés (hors cité scolaire de Sézanne) d'une GTC opérationnelles, dont 19 sont pilotables à distance. Les 5 établissements restants sont soit à terminer soit à améliorer. Des réglages et remontées entre les automates et les postes informatiques en local restent à solutionner. Cette généralisation permettra de fixer des objectifs de consommations énergétiques aux collèges qui pourront influencer le calcul de la dotation globale de fonctionnement.

Dans l'attente de la généralisation du déploiement des GTC et afin d'inciter les établissements à rationaliser leur consommation énergétique, il vous est proposé les périodes de référence suivantes pour le calcul de la DGF:

- Période de chauffe : Période d'octobre 2019 à mai 2020, étant considéré qu'en dehors de ces périodes, le chauffage n'a pas lieu d'être.
- Période de consommation électrique (pour les collèges non chauffés à l'électricité) : année civile complète N-1, soit les consommations de toute l'année 2019.
- Période de consommation en eau : moyenne sur 3 ans (en raison des décalages de facturation d'une année sur l'autre).

L'analyse des fonds de roulement au 30 septembre montre une nouvelle fois que certains disposent de fonds importants.

La moyenne départementale s'élève à 62 jours avec un minimum de 33 jours (hors cas particulier de la cité Colbert) et un maximum de 181 jours, ce qui représente plus de 2,9 millions d'euros (soit 57 % de la dotation annuelle 2020).

Dans ces conditions, je vous propose de procéder à un écrêtement de 15% de la subvention qui serait attribuée pour 2021, au vu des fonds de réserve connus au 1<sup>er</sup> octobre 2020, pour la part supérieure à 85 jours étant précisé que le seuil réglementaire est de 30 jours.

Les crédits disponibles seront affectés à l'abondement de la dotation complémentaire pour alimenter notamment l'enveloppe dédiée à deux axes particuliers, d'une part la restauration scolaire de proximité et les actions prévues dans la charte éco-responsable que la grande majorité des établissements a signé, et d'autre part les opérations spécifiques de transport des collégiens (orientation, environnement, etc...répondant aux recommandations qui pourront être suggérées par le Département).

En fonction de ces éléments, il vous est proposé (**cf. Annexe II**) :

- De maintenir le même montant de dotation initiale que 2020, sauf pour les collèges écrêtés,
- D'octroyer pour 3 établissements dont la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) couvre à peine le coût de la viabilisation et des contrats obligatoires, une dotation complémentaire à :
  - Collège du Mont D'Hor à Saint-Thierry : + 5 000 €
  - Collège Professeur Nicaise à Mareuil-le-Port: + 20 000 €
  - Collège Eustache Deschamps à Blancs Coteaux: + 5 000 €

Afin de financer cette augmentation de dotation complémentaire, il vous est proposé de redéployer 30 000 € des crédits EPS non utilisés vers la ligne de dotation générale.

En revanche, un travail sur la ventilation du montant de DGF entre les différents postes de dépenses sera à mener afin de recalculer à terme les dotations allouées à chaque établissement. En effet, après déduction des dépenses obligatoires relevant du Département (viabilisation et contrats), la somme restant disponible (consacrée à la pédagogie) varie fortement d'un établissement à l'autre.

Ce travail est complexe et devra tenir compte des particularités de chaque établissement (restauration ou pas, gymnase ou non, vétusté, établissement en cours de reconstruction, prise en charge du coût d'enlèvement des ordures ménagères, recettes de locations et de restauration primaire...).

## **II – Cas particulier du collège de Sézanne**

Une dotation spécifique (hors répartition globale) est attribuée à cet établissement, cité scolaire dont la gestion est organisée par la Région dans le cadre de notre convention de partenariat.

Pour 2021, je vous propose d'appliquer le taux directeur de 0% pour cet établissement soit une dotation de **133 034 €**.

## **III - Dotation de fonctionnement**

Il vous est donc proposé de calculer et de décomposer l'enveloppe globale consacrée à la dotation de fonctionnement 2021, sur la base d'un budget constant par rapport à 2020, comme suit :

|  |  |
|--|--|
| - <b>Dotation de fonctionnement 2021 :</b>   | <b>5 380 590 €</b><br><i>(Application d'un taux directeur de 0 %)</i>                  |
| - <b>Participation de fonctionnement du collège Sézanne :</b>  | <b>133 034 €</b><br><i>(dotation 2020 : 133 034 € + 0%)</i>                            |
| - Dotation de fonctionnement 2021 à répartir entre les 46 collèges :   | 5 247 556 €  |
| - <b>Dotations complémentaires à 3 collèges en difficultés financières</b> (pris sur la ligne crédits EPS) : | <b>30 000 €</b>  |
| <b>Provision complémentaire 2021</b>   | <b>66 539 €</b><br><i>(complétée par écrêtement sur la dotation de fonctionnement)</i> |

Les montants à inscrire sur les lignes budgétaires sont :

- **Fonctionnement général : 5 380 590 €**  
**65/221/65511/31111/181**

- **Provision complémentaire : 66 539 €**  
**65/221/65511/31118/181**

#### **IV – Dotation de fonctionnement et abonnement internet**

Les abonnements internet des établissements sont financés par le biais de la dotation de fonctionnement.

Certains établissements ne vont plus avoir à supporter cette dépense suite à la reprise des abonnements par le Département, soit par le biais de la boucle Jupiter, soit suite au choix de l'établissement d'adhérer au marché de fourniture d'accès internet de la collectivité :

- Yvette Lundy –Ay-Champagne
- Claude-Nicolas Ledoux à Dormans
- Terres Rouges à Epernay
- Raymond Sirot à Gueux
- Professeur Nicaise à Mareuil le Port
- Lucie Aubrac à Montmort-Lucy
- Paul Fort à Reims
- Jean-Baptiste Drouet à Sainte-Menehould
- Louis Pasteur à Suippes
- Les Indes à Vitry-le-François
- Léonard de Vinci à Witry les Reims
- Maryse Bastié à Reims
- Georges Braque à Reims
- Université à Reims
- Robert Schuman
- Saint-Rémi à Reims
- Trois Fontaines à Reims
- Joliot Curie à Reims

Le coût étant directement pris en charge par le Département sur le budget informatique, le coût du dernier abonnement internet souscrit par l'établissement concerné est déduit une fois par an du dernier versement de sa dotation de fonctionnement puisque la collectivité s'est engagée à prendre en charge le surcoût, s'il y a, entre le dernier et nouveau contrat internet.

#### **V – Dotations complémentaires de fonctionnement**

##### **① Travaux urgents**

Depuis 2007, des crédits spécifiques de 7 000 € sont alloués à chaque collège public permettant ainsi de faire face aux interventions urgentes soit une enveloppe globale de 329 000 €.

Au vu des bilans réalisés sur l'utilisation de cette enveloppe, je vous propose de réserver l'utilisation de ces crédits pour des travaux urgents et imprévus dont la charge doit relever du propriétaire, avec un maximum de 1 500 € par an pour la réfection des logements de fonction (comme précédemment).

Il est à noter que des disponibilités existent sur cette ligne (non versement de la totalité de la subvention à certains établissements qui disposaient d'un reliquat sur les exercices antérieurs). Néanmoins, en parallèle, la subvention maximale de 7 000 € ne suffit pas à tous les établissements au regard notamment de leur vétusté et d'une utilisation croissante de cette enveloppe pour des travaux de réparation de matériels indispensables au bon fonctionnement de la demi-pension (représentant 44 % de l'enveloppe budgétaire 2019 de 329 000 €).

Aussi, il vous est donc proposé de réserver et d'utiliser ces crédits disponibles (s'élevant à 60 842,21 € à ce jour) sur des demandes motivées d'établissement même si la subvention maximale de 7 000 € est atteinte et ceci dans la limite des crédits alloués. Il vous est demandé de donner délégation à la Commission permanente sur ce point.

Les modalités de versement seront les suivantes :

| Situations   | Modalités de versement   |
|--|--|
| <b>Collèges neufs ou moins de 3 ans</b><br>(Réhabilitation, reconstruction ou restructuration)     | - Aucun versement en début d'exercice<br>- Versement éventuel de 2 500 € maximum en fin d'exercice sur demande justifiée du collège  |
| <b>Collèges ne disposant pas de reliquat à la fin de l'exercice N-1</b>                            | Versement de la totalité de la subvention soit 7 000 €, en début d'année civile  |
| <b>Collèges disposant de reliquats compris entre 1 € et 999 € à la fin de l'exercice N-1</b>       |  |
| <b>Collèges disposant de reliquats compris entre 1 000 € et 3 000 € à la fin de l'exercice N-1</b> | - Versement de 4 000 € en début d'exercice<br>- Versement du complément de subvention (7 000 € annuels maximum) en fonction des dépenses engagées par l'établissement (bilan novembre)   |
| <b>Collèges disposant de plus de 3 000 € de reliquats à la fin de l'exercice N-1</b>               | - Aucun versement en début d'exercice<br>- Versement éventuel de 4 000 € maximum en fin d'exercice sur demande justifiée du collège (7 000 € annuels maximum en fonction des dépenses engagées par l'établissement - bilan novembre) |
| <b>Collèges avec des bâtiments de plus de 30 ans et en cas de demande exceptionnelle</b>           | - Versement d'une dotation complémentaire sur justificatifs pour un montant maximum de 2 500 €, financée par les crédits non versés de l'enveloppe annuelle  |
| <b>Reliquat d'enveloppe</b>  | - Intervention financière dans la limite des crédits disponibles sur demande motivée de l'établissement avec présentation de l'ensemble des justificatifs de dépenses.   |

**Travaux urgents d'entretien – chapitre 65/221/65511/31115/181 : 329 000 €**

**② Activité « Piscine »**

Les modalités d'intervention sont les suivantes :

- le remboursement de 75% des transports sur présentation des factures ;
- le versement d'une subvention spécifique à la billetterie dont le montant maximum ne peut excéder 10 entrées par élève de 6<sup>ème</sup>.

Il a été décidé lors de la séance plénière du 8 novembre 2019 de porter cette subvention de 1 € à 1,20 € par entrée, compte tenu du fait qu'elle n'avait pas été réévaluée depuis de nombreuses années.

Chaque établissement bénéficie donc d'une subvention correspondant aux effectifs de 6<sup>ème</sup> x 10 séances x 1,20 €, étant précisé que cette somme est versée en une seule fois dans l'année (à la fin de l'activité) et à réception des justificatifs.

En raison de la crise sanitaire, l'activité piscine n'a pu se dérouler pour certains établissements au cours de l'année scolaire 2019/2020. Aussi, je vous propose à titre exceptionnel de laisser la possibilité de permettre aux élèves concernés de 6ème aujourd'hui en classe de 5ème l'acquisition du savoir-nager. Ceci sera remboursé aux collèges sur justificatifs.

Je vous prie de trouver en **annexe III** la répartition de la partie de l'enveloppe correspondant à la billetterie.

**Activité piscine – chapitre 65/221/65737/311110/181 : 92 000 €**

### ③ Installations sportives

#### ➤ Location d'équipements sportifs : Crédits « EPS » (CF. Annexe IV)

En application de l'article L213-2 du code de l'éducation, lorsque l'établissement ne possède pas de gymnase, les dépenses destinées à mettre à disposition des élèves les installations sportives nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive ont un caractère obligatoire pour le Département. Aussi convient-il d'allouer une dotation spécifique aux 10 établissements qui louent actuellement un gymnase pour les besoins des cours d'éducation physique et sportive, soit parce qu'ils n'en disposent pas, soit parce que leurs effectifs sont supérieurs à la capacité d'accueil de leur gymnase en termes de créneaux horaires.

Il est à préciser qu'il vous est proposé de baisser de 2 432 € les crédits EPS pour le collège d'Anglure. En effet, à l'heure actuelle le coût de viabilisation du gymnase n'est pas pris en compte dans la DGF. Néanmoins, le gymnase est propriété du département et une recette de location est perçue par l'établissement de la part de la Communauté de Communes.

Par ailleurs, il convient d'attribuer une dotation complémentaire de 26 070 € à compter de cette rentrée scolaire au collège François Legros, dont la gratuité de la mise à disposition du gymnase François Legros par la commune de Reims s'est terminée en juin 2020.

**Installations sportives – chapitre 65/221/65511/31112/181 : 110 000 €**  
(30 000 € du solde de l'enveloppe seront déployés sur la ligne de fonctionnement général-cf. ci-dessus).

### ④ Référents handicap

Une subvention de fonctionnement est allouée aux établissements accueillant un enseignant référent afin de couvrir les dépenses résultant de l'exercice in situ des missions relevant des compétences de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Marne. 18 référents sont accueillis en 2020/2021 dans les locaux des collèges publics.

Je vous propose de répartir l'enveloppe globale de 30 000 € entre les établissements, en fonction du nombre de référents qu'ils accueillent, étant précisé qu'il conviendrait de réfléchir à un nouveau mode de répartition de ce crédit en fonction du nombre de dossiers traités et des charges de chaque établissement. (cf. **Annexe V**)

**Référents handicap – chapitre 65/221/65737/24179/181 : 29 999 €**

### ⑤ Classe relais

Depuis 2010, une subvention spécifique de 1 000 € est allouée aux établissements comprenant une classe relais : Côte Legris à Epernay et Université à Reims. (cf. **Annexe VI**)

Pour rappel, les classes relais permettent un accueil temporaire adapté de collégiens en risque de marginalisation scolaire, l'objectif étant de favoriser la rescolarisation et la resocialisation de ces élèves. Ces élèves ne sont donc pas pris en compte lors du calcul des crédits de fonctionnement.

**Classe relais – chapitre 65/221/65737/31111/181 : 2 000 €**

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

## ANNEXE I

**Rentrée scolaire 2020-2021**  
**Collèges Publics Marnais**  
**Evolution des effectifs (avec SEGPA)**

| COLLEGES   | Constat<br>2019 | Enquête<br>Rapide<br>2020 | Evolution<br>Enquête Rapide / Constat |               |
|--|-----------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------|
|  |                 |                           | En nombre                             | En %          |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Nicolas Appert      | 429             | 431                       | 2                                     | 0,47%         |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Victor Duruy        | 707             | 701                       | -6                                    | -0,85%        |
| <b>CHALONS EN CHAMPAGNE</b><br>Perrot d'Ablancourt | 627             | 608                       | -19                                   | -3,03%        |
| <b>FAGNIERES</b><br>(SEGPA)                        | 529             | 534                       | 5                                     | 0,95%         |
| <b>MOURMELON LE GRAND</b><br>(SEGPA)               | 492             | 479                       | -13                                   | -2,64%        |
| <b>SAINT MEMMIE</b><br>(SEGPA)                     | 608             | 634                       | 26                                    | 4,28%         |
| <b>SAINTE MENEHOULD</b><br>(SEGPA)                 | 544             | 555                       | 11                                    | 2,02%         |
| <b>SUIPPES</b>                                     | 359             | 360                       | 1                                     | 0,28%         |
| <b>Bassin de CHALONS EN CHAMPAGNE</b>              | <b>4 295</b>    | <b>4 302</b>              | <b>7</b>                              | <b>0,16%</b>  |
| <b>ANGLURE</b>                                     | 309             | 297                       | -12                                   | -3,88%        |
| <b>AVIZE</b>                                       | 353             | 356                       | 3                                     | 0,85%         |
| <b>AY</b>  | 459             | 450                       | -9                                    | -1,96%        |
| <b>DORMANS</b><br>(SEGPA)                          | 421             | 421                       | 0                                     | 0,00%         |
| <b>EPERNAY</b><br>Côte Legris<br>(SEGPA)           | 455             | 429                       | -26                                   | -5,71%        |
| <b>EPERNAY</b><br>Jean Monnet                      | 497             | 470                       | -27                                   | -5,43%        |
| <b>EPERNAY</b><br>Terres Rouges<br>(SEGPA)         | 550             | 520                       | -30                                   | -5,45%        |
| <b>ESTERNAY</b>                                    | 200             | 204                       | 4                                     | 2,00%         |
| <b>FERE CHAMPENOISE</b>                            | 299             | 303                       | 4                                     | 1,34%         |
| <b>MAREUIL-LE-PORT</b>                             | 285             | 291                       | 6                                     | 2,11%         |
| <b>MONTMIRAIL</b>                                  | 316             | 322                       | 6                                     | 1,90%         |
| <b>MONTMORT</b>                                    | 167             | 150                       | -17                                   | -10,18%       |
| <b>SEZANNE</b><br>(SEGPA)                          | 506             | 490                       | -16                                   | -3,16%        |
| <b>BLANCS-COTEAUX</b><br>(ex VERTUS)               | 384             | 375                       | -9                                    | -2,34%        |
| <b>Bassin d'EPERNAY</b>                            | <b>5 201</b>    | <b>5 078</b>              | <b>-123</b>                           | <b>-2,36%</b> |

|  |               |               |            |              |
|--|---------------|---------------|------------|--------------|
| <b>REIMS</b> Maryse Bastié *(SEGPA)                | 632           | 677           | 45         | 7,12%        |
| <b>REIMS</b><br>Georges Braque **                  | 378           | 379           | 1          | 0,26%        |
| <b>REIMS</b><br>Pierre Brossolette                 | 453           | 453           | 0          | 0,00%        |
| <b>REIMS</b><br>Colbert **                         | 469           | 487           | 18         | 3,84%        |
| <b>REIMS</b><br>Paul Fort **<br>(SEGPA)            | 558           | 573           | 15         | 2,69%        |
| <b>REIMS</b><br>Joliot Curie **<br>(SEGPA)         | 440           | 478           | 38         | 8,64%        |
| <b>REIMS</b><br>François Legros *                  | 609           | 614           | 5          | 0,82%        |
| <b>REIMS</b><br>Saint Rémi                         | 549           | 569           | 20         | 3,64%        |
| <b>REIMS</b><br>Robert Schuman                     | 579           | 612           | 33         | 5,70%        |
| <b>REIMS</b><br>Trois Fontaines *<br>(SEGPA)       | 416           | 407           | -9         | -2,16%       |
| <b>REIMS</b><br>Université                         | 549           | 567           | 18         | 3,28%        |
| <b>Sous-total REIMS intra-muros</b>                | <b>5 632</b>  | <b>5 816</b>  | <b>184</b> | <b>3,27%</b> |
| <b>CORMONTREUIL</b>                                | 542           | 549           | 7          | 1,29%        |
| <b>TINQUEUX</b><br>(SEGPA)                         | 657           | 676           | 19         | 2,89%        |
| <b>Sous-total ancien REIMS Métropole</b>           | <b>6 831</b>  | <b>7 041</b>  | <b>210</b> | <b>3,07%</b> |
| <b>BAZANCOURT</b><br>(SEGPA)                       | 547           | 531           | -16        | -2,93%       |
| <b>FISMES</b><br>(SEGPA)                           | 573           | 541           | -32        | -5,58%       |
| <b>GUEUX</b>                                       | 586           | 589           | 3          | 0,51%        |
| <b>PONTFAVERGER</b>                                | 371           | 361           | -10        | -2,70%       |
| <b>RILLY LA MONTAGNE</b>                           | 277           | 284           | 7          | 2,53%        |
| <b>SAINT THIERRY</b>                               | 436           | 445           | 9          | 2,06%        |
| <b>VERZY</b>                                       | 419           | 409           | -10        | -2,39%       |
| <b>WITRY LES REIMS</b>                             | 461           | 472           | 11         | 2,39%        |
| <b>Bassin de REIMS</b>                             | <b>10 501</b> | <b>10 673</b> | <b>172</b> | <b>1,64%</b> |
| <b>FRIGNICOURT</b>                                 | 372           | 371           | -1         | -0,27%       |
| <b>SERMAIZE LES BAINS *</b><br>(SEGPA)             | 379           | 394           | 15         | 3,96%        |
| <b>VITRY LE FRANCOIS</b><br>Les Indes *<br>(SEGPA) | 453           | 457           | 4          | 0,88%        |
| <b>VITRY LE FRANCOIS</b><br>Vieux Port             | 453           | 444           | -9         | -1,99%       |
| <b>Bassin de VITRY LE FRANCOIS</b>                 | <b>1 657</b>  | <b>1 666</b>  | <b>9</b>   | <b>0,54%</b> |
| <b>Département de la MARNE</b>                     | <b>21 654</b> | <b>21 719</b> | <b>65</b>  | <b>0,30%</b> |

\* collèges en REP

\*\* collèges en REP+

**ANNEXE II**  
**REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT**  
**COLLEGES MARNAIS 2021**

| Collèges                                 | DOTATIONS                 |   |   | TOTAL=<br>Participation finale 2021 |
|--|---------------------------|---|---|-------------------------------------|
|  | Fonctionnemt général 2021 | Baisse de 15 % appliquée aux collèges avec +85 jours de FDR au 30.09.2020 | Dotation complémentaire (à 3 établissements en difficultés financières) |                                     |
| ANGLURE<br>du Mazelot                    | 70 937 €                  | -10 641 €   |   | 60 296 €                            |
| AVIZE<br>Saint Exupéry                   | 94 264 €                  | -14 140 €   |   | 80 124 €                            |
| AY CHAMPAGNE<br>Yvette Lundy             | 119 027 €                 |   |   | 119 027 €                           |
| BAZANCOURT<br>Georges Charpak            | 113 796 €                 |   |   | 113 796 €                           |
| BLANCS COTEAUX<br>Eustache Deschamps     | 66 807 €                  |   | + 5 000   | 71 807 €                            |
| CHALONS<br>Nicolas Appert                | 109 850 €                 |   |   | 109 850 €                           |
| CHALONS<br>Victor Duruy                  | 109 683 €                 |   |   | 109 683 €                           |
| CHALONS<br>Perrot d'Ablancourt           | 163 811 €                 |   |   | 163 811 €                           |
| CORMONTREUIL<br>Pierre de Coubertin      | 134 426 €                 |   |   | 134 426 €                           |
| DORMANS<br>Claude-Nicolas Ledoux         | 128 491 €                 |   |   | 128 491 €                           |
| EPERNAY<br>Côte Legris                   | 150 887 €                 |   |   | 150 887 €                           |
| EPERNAY<br>Jean Monnet                   | 140 028 €                 |   |   | 140 028 €                           |
| EPERNAY<br>Terres Rouges                 | 150 044 €                 |   |   | 150 044 €                           |
| ESTERNAY<br>du Grand Morin               | 69 140 €                  |   |   | 69 140 €                            |
| FAGNIERES<br>Louis Grignon               | 144 632 €                 |   |   | 144 632 €                           |
| FERE-CHAMPENOISE<br>Stéphane Mallarmé    | 84 277 €                  |   |   | 84 277 €                            |
| FISMES<br>Thibaud de Champagne           | 136 949 €                 |   |   | 136 949 €                           |
| FRIGNICOURT<br>Pierre-Gilles De Gennes   | 101 269 €                 |   |   | 101 269 €                           |
| GUEUX<br>Raymond Sirot                   | 126 249 €                 |   |   | 126 249 €                           |
| MAREUIL-LE-PORT<br>Professeur Nicaise    | 89 376 €                  |   | + 20 000  | 109 376 €                           |
| MONTMIRAIL<br>Brie Champenoise           | 99 965 €                  |   |   | 99 965 €                            |
| MONTMORT<br>Lucie Aubrac                 | 78 777 €                  |   |   | 78 777 €                            |
| MOURMELON<br>Henri Guillaumet            | 96 603 €                  |   |   | 96 603 €                            |
| PONTFAVERGER<br>Pierre Souverville       | 67 701 €                  |   |   | 67 701 €                            |
| REIMS<br>Maryse Bastié                   | 141 551 €                 |   |   | 141 551 €                           |
| REIMS<br>Georges Braque                  | 94 652 €                  |   |   | 94 652 €                            |
| REIMS<br>Pierre Brossolette              | 101 745 €                 |   |   | 101 745 €                           |
| REIMS<br>Colbert                         | 101 793 €                 |   |   | 101 793 €                           |
| REIMS<br>Paul Fort                       | 128 237 €                 |   |   | 128 237 €                           |
| REIMS<br>Joliot Curie                    | 120 647 €                 |   |   | 120 647 €                           |
| REIMS<br>François Legros                 | 129 312 €                 |   |   | 129 312 €                           |
| REIMS<br>Saint-Rémi                      | 97 347 €                  |   |   | 97 347 €                            |
| REIMS<br>Robert Schuman                  | 144 616 €                 |   |   | 144 616 €                           |
| REIMS<br>Trois Fontaines                 | 133 224 €                 |   |   | 133 224 €                           |
| REIMS<br>Université                      | 145 548 €                 |   |   | 145 548 €                           |
| RILLY-LA-MONTAGNE<br>La Source           | 85 282 €                  |   |   | 85 282 €                            |
| SAINT-MEMMIE<br>Jean Moulin              | 136 601 €                 |   |   | 136 601 €                           |
| SAINT-THIERRY<br>du Mont d'Hor           | 98 861 €                  |   | + 5 000   | 103 861 €                           |
| SAINTE-MENEHOULD<br>Jean-Baptiste Drouet | 111 024 €                 | -16 654 €   |   | 94 370 €                            |
| SERMAIZE-LES-BAINS<br>Louis Pasteur      | 129 497 €                 |   |   | 129 497 €                           |
| SEZANNE<br>La Fontaine du Vé             | 133 034 €                 |   |   | 133 034 €                           |
| SUIPPES<br>Louis Pasteur                 | 95 848 €                  |   |   | 95 848 €                            |
| TINQUEUX<br>Paulette Billa               | 144 717 €                 |   |   | 144 717 €                           |
| VERZY<br>Paul Eluard                     | 75 967 €                  |   |   | 75 967 €                            |
| VITRY<br>Les Indes                       | 158 655 €                 | -23 798 €   |   | 134 857 €                           |
| VITRY<br>Vieux Port                      | 111 660 €                 |   |   | 111 660 €                           |
| WITRY-LES-REIMS<br>Léonard de Vinci      | 113 783 €                 |   |   | 113 783 €                           |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                     | <b>5 380 590 €</b>        | <b>-65 233 €</b>  | <b>+ 30 000 €</b>   | <b>5 345 357 €</b>                  |



## ANNEXE III

| <b>UTILISATION DES PISCINES PAR LES COLLEGES PUBLICS</b>                                   |                                 |                                 |              |                                    |
|--|---------------------------------|---------------------------------|--------------|------------------------------------|
| <b>Subvention attribuée sur la base de 10 entrées à 1,20 € / élèves de 6<sup>ème</sup></b> |                                 |                                 |              |                                    |
| <b>Nom des collèges</b>  | <b>Effectif 6<sup>ème</sup></b> | <b>Effectifs 6ème<br/>SEGPA</b> | <b>Total</b> | <b>SUBVENTION ALLOUEE<br/>2021</b> |
| Mazelot<br>ANGLURE   | 68                              |                                 | 68           | <b>816 €</b>                       |
| Saint Exupéry<br>AVIZE   | 97                              |                                 | 97           | <b>1 164 €</b>                     |
| Yvette Lundy<br>AY   | 112                             |                                 | 112          | <b>1 344 €</b>                     |
| Georges Charpak<br>BAZANCOURT  | 134                             |                                 | 134          | <b>1 608 €</b>                     |
| Eustache Deschamps<br>BLANCS-COTEAUX   | 96                              |                                 | 96           | <b>1 152 €</b>                     |
| Nicolas Appert<br>CHALONS EN CHAMPAGNE   | 102                             |                                 | 102          | <b>1 224 €</b>                     |
| Victor Duruy<br>CHALONS EN CHAMPAGNE   | 160                             |                                 | 160          | <b>1 920 €</b>                     |
| Perrot d'Ablancourt<br>CHALONS EN CHAMPAGNE  | 148                             |                                 | 148          | <b>1 776 €</b>                     |
| Pierre de Coubertin<br>CORMONTREUIL  | 139                             |                                 | 139          | <b>1 668 €</b>                     |
| Claude-Nicolas Ledoux<br>DORMANS   | 117                             | 6                               | 123          | <b>1 476 €</b>                     |
| Côte Legris<br>EPERNAY   | 86                              | 9                               | 95           | <b>1 140 €</b>                     |
| Jean Monnet<br>EPERNAY   | 117                             |                                 | 117          | <b>1 404 €</b>                     |
| Terres Rouges<br>EPERNAY   | 104                             | 12                              | 116          | <b>1 392 €</b>                     |
| Grand Morin<br>ESTERNAY  | 55                              |                                 | 55           | <b>660 €</b>                       |
| Louis Grignon<br>FAGNIERES   | 128                             | 10                              | 138          | <b>1 656 €</b>                     |
| Stéphane Mallarmé<br>FERE-CHAMPENOISE  | 69                              |                                 | 69           | <b>828 €</b>                       |
| Thibaud de Champagne<br>FISMES   | 116                             | 8                               | 124          | <b>1 488 €</b>                     |
| Pierre-Gilles De Gennes<br>FRIGNICOURT   | 92                              |                                 | 92           | <b>1 104 €</b>                     |
| Raymond Sirot<br>GUEUX   | 151                             |                                 | 151          | <b>1 812 €</b>                     |
| Professeur Nicaise<br>MAREUIL-LE-PORT  | 64                              |                                 | 64           | <b>768 €</b>                       |
| La Brie Champenoise<br>MONTMIRAIL  | 73                              |                                 | 73           | <b>876 €</b>                       |
| Lucie Aubrac<br>MONTMORT   | 38                              |                                 | 38           | <b>456 €</b>                       |
| Henry Guillaumet<br>MOURMELON-LE-GRAND   | 124                             | 6                               | 130          | <b>1 560 €</b>                     |
| Pierre Souverville<br>PONTFAVERGER   | 103                             |                                 | 103          | <b>1 236 €</b>                     |
| Maryse Bastié<br>REIMS   | 169                             | 15                              | 184          | <b>2 208 €</b>                     |

| Nom des collèges                         | Effectif 6 <sup>ème</sup> | Effectifs 6è<br>SEGPA | Total        | SUBVENTION ALLOUEE<br>2021 |
|--|---------------------------|-----------------------|--------------|----------------------------|
| Georges Braque<br>REIMS                  | 92                        |                       | 92           | 1 104 €                    |
| Pierre Brossolette<br>REIMS              | 120                       |                       | 120          | 1 440 €                    |
| Colbert<br>REIMS                         | 135                       |                       | 135          | 1 620 €                    |
| Paul Fort<br>REIMS                       | 135                       | 14                    | 149          | 1 788 €                    |
| Joliot Curie<br>REIMS                    | 110                       | 11                    | 121          | 1 452 €                    |
| François Legros<br>REIMS                 | 140                       |                       | 140          | 1 680 €                    |
| Saint Rémi<br>REIMS                      | 155                       |                       | 155          | 1 860 €                    |
| Robert Schuman<br>REIMS                  | 159                       |                       | 159          | 1 908 €                    |
| Trois Fontaines<br>REIMS                 | 83                        | 15                    | 98           | 1 176 €                    |
| Université<br>REIMS                      | 144                       |                       | 144          | 1 728 €                    |
| La Source<br>RILLY LA MONTAGNE           | 68                        |                       | 68           | 816 €                      |
| Jean Baptiste Drouet<br>SAINTE MENEHOULD | 130                       | 5                     | 135          | 1 620 €                    |
| Jean Moulin<br>SAINT MEMMIE              | 161                       | 10                    | 171          | 2 052 €                    |
| Mont d'Hor<br>SAINT THIERRY              | 113                       |                       | 113          | 1 356 €                    |
| Louis Pasteur<br>SERMAIZE LES BAINS      | 103                       | 5                     | 108          | 1 296 €                    |
| Louis Pasteur<br>SUIPPES                 | 100                       |                       | 100          | 1 200 €                    |
| Paulette Billa<br>TINQUEUX               | 164                       | 7                     | 171          | 2 052 €                    |
| Paul Euard<br>VERZY                      | 100                       |                       | 100          | 1 200 €                    |
| Les Indes<br>VITRY LE FRANCOIS           | 97                        | 15                    | 112          | 1 344 €                    |
| Vieux Port<br>VITRY LE FRANCOIS          | 115                       |                       | 115          | 1 380 €                    |
| Léonard de Vinci<br>WITRY-LES-REIMS      | 122                       |                       | 122          | 1 464 €                    |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>5 208</b>              | <b>148</b>            | <b>5 356</b> | <b>64 272 €</b>            |

## ANNEXE IV

**REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT  
COLLEGES MARNAIS  
ANNEE 2021**

**Crédits E.P.S.**

*Ces crédits EPS sont destinés à prendre en charge le coût de location d'équipements sportifs municipaux, soit parce que le collège ne possède pas de gymnase, soit parce que les effectifs sont supérieurs à la capacité d'accueil du gymnase existant, en termes de créneaux horaires.*

| Collèges                                 | Effectifs<br>Rentrée 2020 | Calcul appliqué   | Montant de la<br>subvention<br>complémentaire |
|--|---------------------------|-------------------|---|
| ANGLURE<br>du Mazelot                    | 297                       | somme forfaitaire | 12 000 €                                      |
| FERE-CHAMPENOISE<br>Stéphane Mallarmé    | 303                       | somme forfaitaire | 2 621 €                                       |
| FRIGNICOURT<br>Pierre-Gilles DE GENNES   | 371                       | 10 € / heure      | 9 000 €                                       |
| MOURMELON<br>Henri Guillaumet            | 479                       | somme forfaitaire | 4 143 €                                       |
| REIMS<br>Pierre Brossolette              | 453                       | 11 € / heure      | 11 088 €                                      |
| REIMS<br>François Legros                 | 614                       | 11 € / heure      | 26 070 €                                      |
| REIMS<br>Saint-Rémi                      | 569                       | 11 € / heure      | 5 544 €                                       |
| SAINTE-MENEHOULD<br>Jean-Baptiste Drouet | 555                       | somme forfaitaire | 4 801 €                                       |
| VERZY<br>Paul Eluard                     | 409                       | somme forfaitaire | 3 538 €                                       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                     |                           |                   | <b>78 805 €</b>                               |

**ANNEXE V****REFERENTS HANDICAP**

Enveloppe globale de 30 000€

| <b>Collèges</b>                        | <b>Nombre de référent(s)</b> | <b>Dotation</b> |
|--|------------------------------|-----------------|
| EPERNAY<br>Terres Rouges               | 2                            | 3 333 €         |
| FAGNIERES<br>Louis Grignon             | 2                            | 3 333 €         |
| MOURMELON LE GRAND<br>Henri Guillaumet | 1                            | 1 667 €         |
| REIMS<br>Colbert                       | 3                            | 5 000 €         |
| REIMS<br>François Legros               | 3                            | 5 000 €         |
| REIMS<br>Saint Rémi                    | 2                            | 3 333 €         |
| SEZANNE<br>Fontaine du Vé              | 2                            | 3 333 €         |
| TINQUEUX<br>Paulette Billa             | 2                            | 3 333 €         |
| VITRY LE FRANCOIS<br>Les Indes         | 1                            | 1 667 €         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                   | <b>18</b>                    | <b>29 999 €</b> |

**ANNEXE VI****CLASSES RELAIS**

Dotation Forfaitaire = 1 000 €

| <b>Collèges</b>        | <b>Dotation</b> |
|------------------------|-----------------|
| EPERNAY<br>Côte Legris | 1 000 €         |
| REIMS<br>Université    | 1 000 €         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>2 000 €</b>  |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Reconstruction du collège Université à Reims**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

**Rapporteur : Madame Sylvie GERARD-MAIZIERES**

La 4<sup>ème</sup> commission vous propose de suivre le rapport du Président.

Afin d'être en mesure d'achever cette opération d'envergure, il convient de relever l'AP de 2 millions d'euros qui permettront de prendre en compte les révisions de prix, les derniers aléas de chantier et la prolongation de location des bungalows au regard des modifications de phasage.

Avis favorable à l'unanimité de la 4<sup>ème</sup> commission.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

*DIRECTION DU PATRIMOINE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT  
SERVICE DES ETUDES ET TRAVAUX DE BATIMENTS*

Proposition du rapport :

## Rapport IV - 2

| DÉPENSES   |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|------------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP         | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
| 2 000 000€ |    |          | x                           |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

#### OBJET : Reconstruction du collège Université à Reims

Lors des sessions de janvier 2016, l'Assemblée départementale a voté une autorisation de programme de 29 M€ (2008-183121001) afin d'engager les travaux de restructuration du collège Université à Reims. Situé en centre-ville de Reims, le collège Université est un collège très attractif du bassin rémois, qui présente toutefois la particularité d'être composé de plusieurs bâtiments de surfaces très importantes, d'âges et de types de construction totalement différents dont certains très vétustes, ne répondaient plus aux normes et posaient des problèmes fonctionnels au regard des évolutions pédagogiques et de l'évolution des normes techniques (accessibilité, sécurité incendie...).

La principale difficulté de cette opération réside dans l'organisation opérationnelle des travaux en site occupé, sans nuire au fonctionnement de cet établissement, d'où une programmation en 5 phases.

Les travaux ont débuté en juillet 2016 par la restructuration des bâtiments Central et Vauthier Lenoir avec de multiples imprévus (découverte d'amiante et de plomb non identifiés dans les diagnostics, problèmes sur les fondations suite à la découverte de cavités...). Une grande partie des renforcements réalisés sur la structure des bâtiments à la veille des années 1920 (suite au bombardement de Reims durant la première guerre mondiale) n'étant pas uniforme sur l'ensemble de l'édifice, a également conduit à réaliser des renforcements beaucoup plus conséquents que prévus. La livraison de ces 2 premiers bâtiments a eu lieu en mai 2019.

Les travaux sur le bâtiment demi-pension étaient prévus dans la même phase que les 2 bâtiments précédents. Dès le démarrage, l'accès à la rue de Contrai a été interdit à la circulation plus de 4 mois pour cause de découverte d'une cavité sous la rue. Les travaux de démolition ont donc dû être décalés et comme sur les autres bâtiments, la découverte d'amiante (surtout sur les canalisations enterrées) a prolongé les durées d'intervention. Les procédés de construction des bâtiments existants ne respectant pas les normes en vigueur, des renforcements sur la structure ont également de nouveau été calculés et mis en œuvre. La livraison de ce bâtiment est prévue d'ici fin 2020.

Depuis septembre 2019, la démolition de la maison des examens, du bâtiment des sciences, la restructuration du bâtiment Voltaire et la construction du bâtiment neuf (abritant entre autre la future entrée et la salle polyvalente) sont en cours. La fin des travaux de cette phase est prévue pour fin 2021 (sous réserve des contraintes liées au COVID 19).

L'emménagement dans le bâtiment Voltaire restructuré et dans le bâtiment d'accueil, l'enlèvement des bungalows, l'aménagement de la plateforme sportive, la réhabilitation du gymnase suivis de l'enlèvement des installations de chantier se dérouleront en 2021 et se poursuivront jusqu'à la fin du premier semestre 2022.

Afin d'être en mesure d'achever cette opération d'envergure portant sur près de 12 000m<sup>2</sup> de bâti, il convient d'envisager un relèvement d'AP de 2 millions d'euros qui permettra de prendre en compte les révisions de prix en forte augmentation depuis le début du chantier (+7, 2 % entre 2016 et 2020 contre -0,7 % entre 2012 et 2016), les derniers aléas de chantier et la prolongation de location des bungalows au regard des modifications de phasage précitées.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Bibliothèque départementale de la Marne - Contrat départemental lecture itinérance**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Marie DEPAQUY, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Monsieur Benoît MOITTIE***

Après avoir pris connaissance des forces et faiblesses de notre territoire en matière de lecture publique, votre 4<sup>ème</sup> commission a salué l'initiative de l'Etat qui propose aux départements de régulariser un contrat départemental lecture itinérance ayant pour ambition de développer de nouvelles actions et de soutenir la modernisation et la structuration des réseaux de lecture.

Par conséquent, la 4<sup>ème</sup> commission a décidé, à l'unanimité, d'approuver le rapport de notre président qui vous propose de l'autoriser à signer ce contrat départemental lecture itinérance et d'inscrire une somme de 20 000 € en recettes de fonctionnement pour 2020.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**



## Convention relative à la mise en œuvre d'un contrat départemental lecture itinérance entre l'Etat et le département de la Marne

### Entre

L'Etat (Ministère de la Culture – Direction régionale des affaires culturelles Grand Est), représenté par XXXXXXXXXX, préfet du département de la Marne,

Et

Le Département de la Marne, représenté par XXXXXXXXXXXX, président du Conseil départemental de la Marne,

**Vu** le Code du Patrimoine, art. L.320-2, relatif aux compétences des conseils départementaux en matière de lecture publique, à travers leurs bibliothèques départementales,

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Dans un souci d'équité territoriale dans l'accès à la lecture publique et à la culture, **l'État accompagne les collectivités locales dans leur politique de développement de la lecture** et d'accès à l'information pour tous. Les formes de soutien proposées, sont doubles.

La première, à savoir le concours particulier pour les bibliothèques dans le cadre de la dotation générale de décentralisation, permet de soutenir les investissements locaux en matière de lecture publique ainsi que l'élargissement des horaires d'ouverture en investissement et en fonctionnement.

La seconde consiste en une politique de contractualisation pluriannuelle, sur le fondement d'objectifs de développement de la lecture élaborés après une phase de diagnostic. Ce second dispositif s'appuie, depuis 2010, sur la signature de « **contrats territoire lecture** » (**CTL**), qui ont vocation à soutenir le développement de la lecture publique et la structuration de réseaux de lecture. Plus récemment sont aussi proposés des « **contrats départementaux lecture itinérance** » (**CDLI**), qui visent à soutenir la mise en œuvre de politiques d'action culturelle en itinérance, et qui ont vocation à remplacer les CTL pour les départements.

**Le département de la Marne constitue de son côté l'un des partenaires évidents de l'Etat en matière d'accès à la lecture dans le département.** Il œuvre depuis 1986 (année du transfert des anciennes bibliothèques centrales de prêt aux départements) au développement de la lecture publique sur son territoire avec sa bibliothèque départementale.

## **Contexte**

Le dernier plan départemental de la Marne pour la lecture publique (2010-2017) et le projet de service 2017-2020 de la bibliothèque départementale ont permis au département de la Marne de renforcer son maillage territorial en matière de lecture, de faire progresser la structuration culturelle des territoires et de moderniser de manière importante une partie de son réseau de lecture. **Néanmoins, les besoins d'aide et d'accompagnement des bibliothèques locales n'ont pas pour autant décréu : ils se sont transformés.**

Depuis 2010, certaines bibliothèques ont ainsi ouvert leurs portes tandis que d'autres se sont organisées en réseaux. Aujourd'hui, 108 communes de la Marne, selon les dernières données collectées et analysées (2018) disposent au moins d'un équipement de lecture publique sur leur territoire dont :

- 52 ont une bibliothèque de plus de 25 m<sup>2</sup>, ouverte plus de 4h par semaine, gérée par un salarié ou par un bénévole qualifié, et disposant d'au moins 0,25 € de budget par habitant ;
- 56 disposent d'un point d'accès au livre de proximité, dont 22 un point lecture (cochant 2 ou 3 critères parmi les suivants : 25m<sup>2</sup> minimum, gestion par un bénévole qualifié, ouverture 4h/semaine, au moins 0,25 € de budget d'acquisition par habitant) et 34 un dépôt de livres (cochant moins de 2 de ces critères).

Malgré cela, il reste des inégalités marquées dans l'accès à la lecture, soit par **l'absence totale de bibliothèque** ou de point d'accès au livre dans quelques rares bourgs centres et communes de plus de 3000 habitants, soit par la subsistance de points d'accès au livre **dont l'offre de ressources et de service s'est insuffisamment modernisée, ne leur permettant pas de correspondre** aux besoins de la population.

Par ailleurs, les **mutations territoriales** ont profondément impacté le paysage de la lecture dans la Marne. Certaines bibliothèques relèvent ainsi de communes nouvelles. D'autres (une bibliothèque sur trois et un point d'accès au livre sur cinq) relèvent désormais d'un établissement public de coopération intercommunale. La prise de compétence intercommunale a par ailleurs pu concerner tout ou partie de l'activité de la bibliothèque. Elle a pu concerner tous les équipements de lecture d'un même territoire, ou seulement certains. Enfin, elle n'a pas toujours été synonyme de collaboration effective entre les équipements concernés, ne permettant pas d'améliorer le service rendu à la population.

Parallèlement, de nouvelles collaborations se sont aussi développées entre différentes bibliothèques municipales, sur le fondement de conventions et sans prise de compétence intercommunale.

Le **mouvement de professionnalisation** de la lecture publique et l'impulsion donnée par la bibliothèque départementale en matière de formation permettent en outre aujourd'hui aux bibliothèques de la Marne de reposer principalement sur du personnel salarié. Le bénévolat, qui continue d'être important, prend plus souvent des formes ponctuelles et de nombreuses bibliothèques reposent sur un fonctionnement mixte, mêlant salariat et bénévolat.

Enfin, la diversification des propositions de la bibliothèque départementale, à la fois en matière d'action culturelle et de propositions numériques, a permis de moderniser une grande partie du réseau départemental de lecture, sans qu'il soit toutefois possible de toucher l'ensemble des équipements locaux de lecture publique. Les structures locales se font ainsi très diversement le relais des propositions départementales de livres et de presse numériques, ainsi que de vidéo à la demande et d'autoformation. Enfin, elles ne proposent pas toutes des accès gratuits et sécurisés à Internet pour la population.

Dans ce contexte, **les attentes envers la bibliothèque départementale n'ont pas décréu : elles se sont transformées et diversifiées**, obligeant la bibliothèque départementale de la Marne à diversifier ses services, à proposer des formes d'accompagnement à projets et d'ingénierie nouvelles – complémentaires de l'aide technique initiale – tout en creusant *de facto* un écart entre le plan pour la lecture publique de 2010 et l'activité d'aujourd'hui.

Dans ce cadre, la signature d'un contrat départemental lecture itinérance entre le département de la Marne et l'Etat permettrait aujourd'hui simultanément :

- **d'accompagner financièrement le département de la Marne dans la poursuite de la structuration de son réseau de lecture publique notamment grâce à l'élaboration d'un nouveau schéma départemental pour la lecture publique, visant à renforcer l'équité territoriale dans l'accès à la lecture publique**, et prenant en compte :
  - o les mutations territoriales actuelles (en particulier le mouvement d'intercommunalisation des politiques de lecture publique) ;
  - o l'enjeu de restructurer l'offre départementale, d'en renforcer la lisibilité, de la différencier pour l'adapter à la diversité des situations et de la rendre incitative pour les collectivités locales ;
- **de soutenir, pérenniser et diversifier l'ensemble des actions engagées par la bibliothèque départementale en matière d'animation des bibliothèques du réseau.**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements et les contributions de chacune des parties dans le cadre du contrat départemental lecture itinérance (CDLI), ainsi que les modalités de collaboration et d'échanges au cours des trois années de partenariat.

### **Article 2 : Objectifs du contrat départemental lecture itinérance**

Le contrat territoire lecture 2020-2023 entre l'Etat et le département de la Marne a pour ambition de soutenir le redéploiement de la politique départementale de lecture publique et de faciliter l'accès de l'ensemble des habitants à cette offre départementale.

**Dans le domaine de la structuration du réseau, les principaux objectifs du CDLI sont :**

- d'accompagner la réalisation d'un diagnostic partagé et l'élaboration d'un nouveau schéma départemental, dans le cadre d'une démarche innovante et participative reposant sur des techniques de créativité,
- de soutenir la structuration du territoire en matière de lecture publique et la professionnalisation des bibliothèques par l'organisation de formations adaptées et la mise en place de prestations d'accompagnement externe des bibliothèques dans certaines de leurs problématiques,
- de faciliter l'accès des habitants aux collections et services départementaux en travaillant sur :
  - o la visibilité des collections physiques, avec un projet de catalogue commun permettant aux usagers de toute bibliothèque de la Marne de voir ces ressources et d'effectuer des réservations, à partir du portail Internet de leur bibliothèque locale,
  - o le développement des ressources numériques et l'accès des habitants aux collections numériques de la bibliothèque départementale, aujourd'hui conditionné à une inscription physique dans une bibliothèque locale.

Par ailleurs le contrat départemental lecture itinérance (CDLI) 2020-2023 entre l'Etat et le département de la Marne vise à **consolider et développer l'action culturelle, à contribuer au développement des pratiques de création et d'information numériques et au développement des pratiques de lecture de certains publics cibles du département** (petite enfance, collèges, publics en situation de handicap et publics éloignés des pratiques de lecture). Ses objectifs seront précisés en fonction du diagnostic et du schéma départemental pour la lecture publique mais il est d'ores et déjà acté qu'ils recouvriront les deux enjeux suivants :

- consolider et pérenniser l'action culturelle proposée par le département en partenariat avec les collectivités territoriales dans l'ensemble du territoire départemental (en particulier les actions biennales comme *Jardin des mots* et *Place à*) ;
- diversifier ces propositions par la mise en place d'une politique de médiation numérique et la mise en œuvre de projets culturels, éducatifs et artistiques, en lien avec la lecture, l'écriture et l'oralité, et ciblant les publics cibles du département. Ces projets de médiation innovants s'appuieront pour partie sur des auteurs et artistes du livre, par exemple au travers de résidences d'écrivains et d'ateliers d'écriture.

### **Article 3 : Engagements réciproques**

Les partenaires s'engagent à :

- s'appuyer sur le diagnostic initial et le futur schéma départemental pour la lecture, afin d'ajuster chaque année les actions à la réalité des besoins constatés dans les différents territoires,
- se réunir annuellement au moins une fois, par l'intermédiaire du comité de pilotage, afin de dresser un bilan des actions réalisées et d'arrêter les projets de l'année suivante.

L'Etat s'engage à :

- apporter son soutien technique à la collectivité pendant la durée de la présente convention,
- assurer annuellement le versement des crédits destinés à la mise en œuvre de la présente convention.

Le département de la Marne s'engage à :

- respecter les objectifs de la présente convention dans le cadre de ses activités,
- transmettre et présenter ses bilans et rapports d'activité à l'Etat, en fonction de l'avancement des différents projets,
- réaliser, en fin de convention, une évaluation globale du présent contrat départemental lecture itinérance.

### **Article 4 : Modalités de mise en œuvre**

L'Etat et le département de la Marne mettent en place un comité de pilotage (COFIL) aux fins de :

- veiller au respect des orientations fixées dans le présent contrat,
- procéder à l'évaluation quantitative et qualitative des projets menés et déterminer les actions à entreprendre l'année suivante, en conformité avec les objectifs définis aux articles 2 et 3.

Ce comité se réunit au moins une fois par an et peut se réunir à tout autre moment à la demande de l'un des deux partenaires.

Il comprend :

- la directrice régionale des affaires culturelles ou son représentant ;
- le président du conseil départemental de la Marne ou son représentant, élu ;
- le directeur général des services du conseil départemental de la Marne ou son représentant ;
- la directrice de la bibliothèque départementale.

Peuvent être associés, ponctuellement et en tant que de besoin :

- tout représentant d'une structure partenaire d'une action,
- tout cadre administratif du département de la Marne concerné par une action.

Parallèlement, la mise en œuvre des décisions du comité de pilotage et l'évaluation des actions menées reposent sur un comité technique (COTECH) interne à la bibliothèque départementale de la Marne et comprenant :

- la directrice de la bibliothèque départementale de la Marne
- les responsables des trois pôles de la bibliothèque départementale (territoires, logistique et publics),
- et, en tant que de besoin, tout autre agent de la bibliothèque départementale ou du département de la Marne concerné par une action.

#### **Article 5 : Modalités d'évaluation**

Une évaluation annuelle du contrat départemental lecture itinérance sera réalisée. Elle s'appuiera sur des éléments quantitatifs et comportera un volet qualitatif. Elle permettra, chaque année, de réorienter les actions et projets en cours en fonction des besoins.

Au plus tard trois mois avant la fin de la présente convention, une évaluation globale sera réalisée et permettra d'éclairer les partenaires sur l'intérêt et le besoin de poursuivre la contractualisation sur une nouvelle période.

#### **Article 6 : Contributions financières**

La collectivité et l'État s'engagent financièrement à parité en vue de la mise en œuvre du contrat départemental lecture itinérance. Ils s'engagent sur le programme de financement suivant, sous réserve de l'imputation des crédits votés dans le cadre de leur budget respectif.

|              | CDLI     |          |          |          |
|--------------|----------|----------|----------|----------|
|              | 2020     | 2021     | 2022     | 2023     |
| Département  | -        | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| Etat         | 20 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| <b>Total</b> | 20 000 € | 60 000 € | 60 000 € | 60 000 € |

La participation de l'État sera versée au département de la Marne en 2021, 2022 et 2023 sous forme d'une subvention de 30 000 € pour le contrat départemental lecture itinérance. En 2020 une subvention complémentaire de 20 000 € sera versée par l'État pour participer au financement du diagnostic initial qui permettra d'affiner les axes du CDLI.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, précédée de la phase de diagnostic, et entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Elle courra jusqu'au 31 décembre 2023.

#### **Article 8 : Conditions de modification de la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties qui précisera les éléments modifiés de la convention.

**Article 9 : Résiliation de la convention**

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de ses engagements, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation à l'expiration du délai de deux mois pourra impliquer la restitution des subventions versées et non encore utilisées.

**Article 10 : contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître, à savoir le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Châlons-en-Champagne, le

|   |  |
|---|--|
| <b>Pour l'État,</b><br>Le préfet du département de la Marne | <b>Pour Département de la Marne</b><br>Le Président du Conseil départemental |
| XXXXXXXXXX  | XXXXXXXXXX   |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

DIRECTION DE L'ÉDUCATION DES LOISIRS ET DE LA MOBILITÉ  
BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE LA MARNE

Proposition du rapport :

### Rapport IV - 3

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    | 20 000€  | X                           |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

#### OBJET : Bibliothèque départementale de la Marne - Contrat départemental lecture itinérance

Le dernier plan départemental de la Marne pour la lecture publique (2010-2017) et le dernier projet de service 2017-2020 de la bibliothèque départementale ont permis au département de la Marne de **renforcer son maillage territorial en matière de lecture, de faire progresser la structuration culturelle des territoires et de moderniser une partie de son réseau de lecture publique.**

Aujourd'hui, 108 communes de la Marne, selon les dernières données collectées et analysées (2018) disposent au moins d'un équipement de lecture publique sur leur territoire dont :

- 52, une bibliothèque de plus de 25 m<sup>2</sup>, ouverte plus de 4h par semaine, gérée par un salarié ou par un bénévole qualifié, et disposant d'au moins 0,25 € de budget par habitant ;
- 56, un point d'accès au livre de proximité, dont 22 un point lecture (cochant 2 ou 3 critères parmi les suivants : 25m<sup>2</sup> minimum, gestion par un bénévole qualifié, ouverture 4h/semaine, au moins 0,25 € de budget d'acquisition par habitant) et 34 un dépôt de livres.

Une bibliothèque sur trois, sur le territoire marnais, est intercommunale – faisant des établissements de coopération intercommunale de nouveaux partenaires pour le département.

Enfin, la bibliothèque départementale de la Marne propose aujourd'hui de plus en plus fréquemment toute une partie de ses services (matériels d'animation, formation, matériels numériques voire ressources numériques) à des communes de plus de 10 000 habitants.

Malgré cela, il reste **des inégalités marquées dans l'accès à la lecture**, soit par l'absence totale de bibliothèque ou de point d'accès au livre dans quelques bourgs centres, soit par la subsistance de points d'accès au livre dont l'offre de ressources et de service s'est insuffisamment modernisée, ne leur permettant pas de répondre aux besoins de la population.

Quant aux nombreuses bibliothèques qui se sont transformées et modernisées depuis 2010, leurs **attentes envers la bibliothèque départementale n'ont pas déçu : elles se sont transformées et diversifiées.** Ainsi, la bibliothèque départementale de la Marne a-t-elle progressivement diversifié ses services, proposant des ressources numériques, des services et des formes d'accompagnement à projets et d'ingénierie nouvelles.



Ce faisant, un écart s'est creusé *de facto*, entre le plan pour la lecture publique de 2010 (sur lequel repose encore une grande partie de l'activité de la bibliothèque départementale) et l'activité actuelle.

De son côté, depuis 2010, l'État a renforcé ses propositions d'accompagnement des collectivités locales en matière de lecture avec les « contrats territoire lecture » (CTL) puis les « **contrats départementaux lecture itinérance** » (CDLI) pour l'échelon départemental.

Reposant sur un financement paritaire, prévus pour une durée de trois ans (plus une année « pilote »), les CDLI permettent aux collectivités signataires de **valoriser financièrement des actions déjà existantes**, mais aussi de **développer de nouvelles actions et de soutenir la modernisation et la structuration des réseaux de lecture**.

Dans ce cadre, en cohérence avec les nouveaux enjeux de développement de l'ingénierie et de structuration de la lecture publique sur le territoire, il vous est proposé de signer avec l'Etat un contrat départemental lecture itinérance reposant sur financement suivant, étant précisé que la plupart des actions sont déjà inscrites dans le plan départemental de lecture ou seront financés par redéploiement au sein du budget de la Bibliothèque Départementale de la Marne :

|              | 2020     | 2021     | 2022     | 2023     |
|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Département  | -        | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| Etat         | 20 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| <b>Total</b> | 20 000 € | 60 000 € | 60 000 € | 60 000 € |

Pour le territoire marnais, les enjeux de ce contrat seraient de :

- **faciliter l'élaboration d'un nouveau schéma départemental pour la lecture publique par la mise en place d'une démarche inclusive et participative**, visant à renforcer l'équité territoriale dans l'accès à la lecture et prenant en compte les mutations territoriales actuelles ;
- **restructurer l'offre départementale, l'adapter à la diversité des situations et la rendre incitative** pour les collectivités et établissements partenaires tout en renforçant sa lisibilité ;
- **soutenir, pérenniser et diversifier la politique d'animation des bibliothèques du réseau, tout en développant de nouvelles actions** en direction des publics cibles du département et en prenant mieux en compte les enjeux d'éducation artistique et culturelle, d'éducation aux médias et à l'information, de développement des pratiques de lecture et d'écriture et de prévention de des situations d'illettrisme et d'« illectronisme ».

Il vous est proposé :

- d'autoriser la signature du contrat départemental lecture itinérance ;
- d'autoriser l'inscription en section fonctionnement de 20 000 € en recettes pour l'année pilote du contrat (2020).

Je vous serais obligé de bien vouloir examiner ce dossier et d'en délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

## **Convention relative à la mise en œuvre d'un contrat départemental lecture itinérance entre l'Etat et le département de la Marne**

### **Entre**

L'Etat (Ministère de la Culture – Direction régionale des affaires culturelles Grand Est), représenté par Pierre N'GAHANE, préfet du département de la Marne,

Et

Le Département de la Marne, représenté par XXXXXXXXXX, président du Conseil départemental de la Marne,

**Vu** le Code du Patrimoine, art. L.320-2, relatif aux compétences des conseils départementaux en matière de lecture publique, à travers leurs bibliothèques départementales,

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Dans un souci d'équité territoriale dans l'accès à la lecture publique et à la culture, **l'État accompagne les collectivités locales dans leur politique de développement de la lecture** et d'accès à l'information pour tous. Les formes de soutien proposées, sont doubles.

La première, à savoir le concours particulier pour les bibliothèques dans le cadre de la dotation générale de décentralisation, permet de soutenir les investissements locaux en matière de lecture publique ainsi que l'élargissement des horaires d'ouverture en investissement et en fonctionnement.

La seconde consiste en une politique de contractualisation pluriannuelle, sur le fondement d'objectifs de développement de la lecture élaborés après une phase de diagnostic. Ce second dispositif s'appuie, depuis 2010, sur la signature de « **contrats territoire lecture** » (**CTL**), qui ont vocation à soutenir le développement de la lecture publique et la structuration de réseaux de lecture. Plus récemment sont aussi proposés des « **contrats départementaux lecture itinérance** » (**CDLI**), qui visent à soutenir la mise en œuvre de politiques d'action culturelle en itinérance, et qui ont vocation à remplacer les CTL pour les départements.

**Le département de la Marne constitue de son côté l'un des partenaires évidents de l'Etat en matière d'accès à la lecture dans le département.** Il œuvre depuis 1986 (année du transfert des anciennes bibliothèques centrales de prêt aux départements) au développement de la lecture publique sur son territoire avec sa bibliothèque départementale.

## **Contexte**

Le dernier plan départemental de la Marne pour la lecture publique (2010-2017) et le projet de service 2017-2020 de la bibliothèque départementale ont permis au département de la Marne de renforcer son maillage territorial en matière de lecture, de faire progresser la structuration culturelle des territoires et de moderniser de manière importante une partie de son réseau de lecture. **Néanmoins, les besoins d'aide et d'accompagnement des bibliothèques locales n'ont pas pour autant décréu : ils se sont transformés.**

Depuis 2010, certaines bibliothèques ont ainsi ouvert leurs portes tandis que d'autres se sont organisées en réseaux. Aujourd'hui, 108 communes de la Marne, selon les dernières données collectées et analysées (2018) disposent au moins d'un équipement de lecture publique sur leur territoire dont :

- 52 ont une bibliothèque de plus de 25 m<sup>2</sup>, ouverte plus de 4h par semaine, gérée par un salarié ou par un bénévole qualifié, et disposant d'au moins 0,25 € de budget par habitant ;
- 56 disposent d'un point d'accès au livre de proximité, dont 22 un point lecture (cochant 2 ou 3 critères parmi les suivants : 25m<sup>2</sup> minimum, gestion par un bénévole qualifié, ouverture 4h/semaine, au moins 0,25 € de budget d'acquisition par habitant) et 34 un dépôt de livres (cochant moins de 2 de ces critères).

Malgré cela, il reste des inégalités marquées dans l'accès à la lecture, soit par **l'absence totale de bibliothèque** ou de point d'accès au livre dans quelques rares bourgs centres et communes de plus de 3000 habitants, soit par la subsistance de points d'accès au livre **dont l'offre de ressources et de service s'est insuffisamment modernisée, ne leur permettant pas de correspondre** aux besoins de la population.

Par ailleurs, les **mutations territoriales** ont profondément impacté le paysage de la lecture dans la Marne. Certaines bibliothèques relèvent ainsi de communes nouvelles. D'autres (une bibliothèque sur trois et un point d'accès au livre sur cinq) relèvent désormais d'un établissement public de coopération intercommunale. La prise de compétence intercommunale a par ailleurs pu concerner tout ou partie de l'activité de la bibliothèque. Elle a pu concerner tous les équipements de lecture d'un même territoire, ou seulement certains. Enfin, elle n'a pas toujours été synonyme de collaboration effective entre les équipements concernés, ne permettant pas d'améliorer le service rendu à la population.

Parallèlement, de nouvelles collaborations se sont aussi développées entre différentes bibliothèques municipales, sur le fondement de conventions et sans prise de compétence intercommunale.

Le **mouvement de professionnalisation** de la lecture publique et l'impulsion donnée par la bibliothèque départementale en matière de formation permettent en outre aujourd'hui aux bibliothèques de la Marne de reposer principalement sur du personnel salarié. Le bénévolat, qui continue d'être important, prend plus souvent des formes ponctuelles et de nombreuses bibliothèques reposent sur un fonctionnement mixte, mêlant salariat et bénévolat.

Enfin, la diversification des propositions de la bibliothèque départementale, à la fois en matière d'action culturelle et de propositions numériques, a permis de moderniser une grande partie du réseau départemental de lecture, sans qu'il soit toutefois possible de toucher l'ensemble des équipements locaux de lecture publique. Les structures locales se font ainsi très diversement le relais des propositions départementales de livres et de presse numériques, ainsi que de vidéo à la demande et d'autoformation. Enfin, elles ne proposent pas toutes des accès gratuits et sécurisés à Internet pour la population.

Dans ce contexte, **les attentes envers la bibliothèque départementale n'ont pas décréu : elles se sont transformées et diversifiées**, obligeant la bibliothèque départementale de la Marne à diversifier ses services, à proposer des formes d'accompagnement à projets et d'ingénierie nouvelles – complémentaires de l'aide technique initiale – tout en creusant *de facto* un écart entre le plan pour la lecture publique de 2010 et l'activité d'aujourd'hui.

Dans ce cadre, la signature d'un contrat départemental lecture itinérance entre le département de la Marne et l'Etat permettrait aujourd'hui simultanément :

- **d'accompagner financièrement le département de la Marne dans la poursuite de la structuration de son réseau de lecture publique notamment grâce à l'élaboration d'un nouveau schéma départemental pour la lecture publique, visant à renforcer l'équité territoriale dans l'accès à la lecture publique**, et prenant en compte :
  - o les mutations territoriales actuelles (en particulier le mouvement d'intercommunalisation des politiques de lecture publique) ;
  - o l'enjeu de restructurer l'offre départementale, d'en renforcer la lisibilité, de la différencier pour l'adapter à la diversité des situations et de la rendre incitative pour les collectivités locales ;
- **de soutenir, pérenniser et diversifier l'ensemble des actions engagées par la bibliothèque départementale en matière d'animation des bibliothèques du réseau.**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements et les contributions de chacune des parties dans le cadre du contrat départemental lecture itinérance (CDLI), ainsi que les modalités de collaboration et d'échanges au cours des trois années de partenariat.

### **Article 2 : Objectifs du contrat départemental lecture itinérance**

Le contrat territoire lecture 2020-2023 entre l'Etat et le département de la Marne a pour ambition de soutenir le redéploiement de la politique départementale de lecture publique et de faciliter l'accès de l'ensemble des habitants à cette offre départementale.

**Dans le domaine de la structuration du réseau, les principaux objectifs du CDLI sont :**

- d'accompagner la réalisation d'un diagnostic partagé et l'élaboration d'un nouveau schéma départemental, dans le cadre d'une démarche innovante et participative reposant sur des techniques de créativité,
- de soutenir la structuration du territoire en matière de lecture publique et la professionnalisation des bibliothèques par l'organisation de formations adaptées et la mise en place de prestations d'accompagnement externe des bibliothèques dans certaines de leurs problématiques,
- de faciliter l'accès des habitants aux collections et services départementaux en travaillant sur :
  - o la visibilité des collections physiques, avec un projet de catalogue commun permettant aux usagers de toute bibliothèque de la Marne de voir ces ressources et d'effectuer des réservations, à partir du portail Internet de leur bibliothèque locale,
  - o le développement des ressources numériques et l'accès des habitants aux collections numériques de la bibliothèque départementale, aujourd'hui conditionné à une inscription physique dans une bibliothèque locale.

Par ailleurs le contrat départemental lecture itinérance (CDLI) 2020-2023 entre l'Etat et le département de la Marne vise à **consolider et développer l'action culturelle, à contribuer au développement des pratiques de création et d'information numériques et au développement des pratiques de lecture de certains publics cibles du département** (petite enfance, collèges, publics en situation de handicap et publics éloignés des pratiques de lecture). Ses objectifs seront précisés en fonction du diagnostic et du schéma départemental pour la lecture publique mais il est d'ores et déjà acté qu'ils recouvriront les deux enjeux suivants :

- consolider et pérenniser l'action culturelle proposée par le département en partenariat avec les collectivités territoriales dans l'ensemble du territoire départemental (en particulier les actions biennales comme *Jardin des mots* et *Place à*) ;
- diversifier ces propositions par la mise en place d'une politique de médiation numérique et la mise en œuvre de projets culturels, éducatifs et artistiques, en lien avec la lecture, l'écriture et l'oralité, et ciblant les publics cibles du département. Ces projets de médiation innovants s'appuieront pour partie sur des auteurs et artistes du livre, par exemple au travers de résidences d'écrivains et d'ateliers d'écriture.

### **Article 3 : Engagements réciproques**

Les partenaires s'engagent à :

- s'appuyer sur le diagnostic initial et le futur schéma départemental pour la lecture, afin d'ajuster chaque année les actions à la réalité des besoins constatés dans les différents territoires,
- se réunir annuellement au moins une fois, par l'intermédiaire du comité de pilotage, afin de dresser un bilan des actions réalisées et d'arrêter les projets de l'année suivante.

L'Etat s'engage à :

- apporter son soutien technique à la collectivité pendant la durée de la présente convention,
- assurer annuellement le versement des crédits destinés à la mise en œuvre de la présente convention.

Le département de la Marne s'engage à :

- respecter les objectifs de la présente convention dans le cadre de ses activités,
- transmettre et présenter ses bilans et rapports d'activité à l'Etat, en fonction de l'avancement des différents projets,
- réaliser, en fin de convention, une évaluation globale du présent contrat départemental lecture itinérance.

### **Article 4 : Modalités de mise en œuvre**

L'Etat et le département de la Marne mettent en place un comité de pilotage (COFIL) aux fins de :

- veiller au respect des orientations fixées dans le présent contrat,
- procéder à l'évaluation quantitative et qualitative des projets menés et déterminer les actions à entreprendre l'année suivante, en conformité avec les objectifs définis aux articles 2 et 3.

Ce comité se réunit au moins une fois par an et peut se réunir à tout autre moment à la demande de l'un des deux partenaires.

Il comprend :

- la directrice régionale des affaires culturelles ou son représentant ;
- le président du conseil départemental de la Marne ou son représentant, élu ;
- le directeur général des services du conseil départemental de la Marne ou son représentant ;
- la directrice de la bibliothèque départementale.

Peuvent être associés, ponctuellement et en tant que de besoin :

- tout représentant d'une structure partenaire d'une action,
- tout cadre administratif du département de la Marne concerné par une action.

Parallèlement, la mise en œuvre des décisions du comité de pilotage et l'évaluation des actions menées reposent sur un comité technique (COTECH) interne à la bibliothèque départementale de la Marne et comprenant :

- la directrice de la bibliothèque départementale de la Marne
- les responsables des trois pôles de la bibliothèque départementale (territoires, logistique et publics),
- et, en tant que de besoin, tout autre agent de la bibliothèque départementale ou du département de la Marne concerné par une action.

#### **Article 5 : Modalités d'évaluation**

Une évaluation annuelle du contrat départemental lecture itinérance sera réalisée. Elle s'appuiera sur des éléments quantitatifs et comportera un volet qualitatif. Elle permettra, chaque année, de réorienter les actions et projets en cours en fonction des besoins.

Au plus tard trois mois avant la fin de la présente convention, une évaluation globale sera réalisée et permettra d'éclairer les partenaires sur l'intérêt et le besoin de poursuivre la contractualisation sur une nouvelle période.

#### **Article 6 : Contributions financières**

La collectivité et l'État s'engagent financièrement à parité en vue de la mise en œuvre du contrat départemental lecture itinérance. Ils s'engagent sur le programme de financement suivant, sous réserve de l'imputation des crédits votés dans le cadre de leur budget respectif.

|              | CDLI     |          |          |          |
|--------------|----------|----------|----------|----------|
|              | 2020     | 2021     | 2022     | 2023     |
| Département  | -        | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| Etat         | 20 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |
| <b>Total</b> | 20 000 € | 60 000 € | 60 000 € | 60 000 € |

La participation de l'État sera versée au département de la Marne en 2021, 2022 et 2023 sous forme d'une subvention de 30 000 € pour le contrat départemental lecture itinérance. En 2020 une subvention complémentaire de 20 000 € sera versée par l'État pour participer au financement du diagnostic initial qui permettra d'affiner les axes du CDLI.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, précédée de la phase de diagnostic, et entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Elle courra jusqu'au 31 décembre 2023.

#### **Article 8 : Conditions de modification de la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties qui précisera les éléments modifiés de la convention.

**Article 9 : Résiliation de la convention**

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de ses engagements, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation à l'expiration du délai de deux mois pourra impliquer la restitution des subventions versées et non encore utilisées.

**Article 10 : contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître, à savoir le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Châlons-en-Champagne, le

|   |  |
|---|--|
| <b>Pour l'État,</b><br>Le préfet du département de la Marne | <b>Pour Département de la Marne</b><br>Le Président du Conseil départemental |
| XXXXXXXXXX  | XXXXXXXXXXXX   |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Schéma départemental de musique - création d'un réseau artistique numérique**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Madame Frédérique SCHULTHESS***

Le schéma départemental de l'enseignement spécialisé de la musique a pour vocation de veiller à l'accès de tous les enfants à l'enseignement musical en organisant le maillage et l'harmonisation de l'offre de l'enseignement sur le territoire départemental.

C'est à ce titre qu'un projet pilote a été mené avec les conservatoires de Reims et Chalons visant à la création d'une plateforme numérique dédiée à l'ensemble des écoles de musique de notre territoire, qu'elles soient urbaines ou rurales, gérées par une collectivité ou par une association.

La 4<sup>ème</sup> commission vous propose de suivre le rapport du Président et de valider le plan de financement prévoyant une prise en charge de la création du réseau et de ses évolutions par le Département (50 000 € en investissement et les années suivantes 5000 €), le fonctionnement (hébergement et maintenance) étant pris en charge par les écoles de musique.

Il convient aussi d'autoriser le Président à intervenir à la signature de tous les actes et documents subséquents à cette décision.

Avis favorable de la commission à l'unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé  
Christian BRUYEN



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

*DIRECTION DE L'ÉDUCATION DES LOISIRS ET DE LA MOBILITÉ  
SERVICE CULTUREL*

### Rapport **IV - 4**

Proposition du rapport :

| DÉPENSES |         | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|---------|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP      | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          | 50 000€ |          | X                           |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

#### **OBJET : Schéma départemental de musique - création d'un réseau artistique numérique**

Le schéma départemental de l'enseignement spécialisé de la musique a pour vocation de veiller à l'égal accès de tous les enfants à l'enseignement musical en organisant le maillage et l'harmonisation de l'offre de l'enseignement sur le territoire départemental. Il est constitué de cinq objectifs principaux :

- Encourager la mutualisation des moyens humains et pédagogiques
- Harmoniser les objectifs et les moyens de l'enseignement musical
- Encourager les pratiques collectives
- Irriguer le territoire départemental
- Associer l'Éducation Nationale

Le schéma départemental se doit d'accompagner les évolutions que connaît aujourd'hui l'enseignement musical, pour ce faire il a été décidé de participer au financement des outils numériques au service de la formation musicale (tableau numérique interactif, ordinateur, écran ou du logiciel pédagogique compatible avec la mise en réseau) dans la mesure où il s'agit exclusivement du matériel nécessaire à la mise en réseau des écoles (délibération du 25 janvier 2019).

En cours d'actualisation, le schéma départemental de musique évolue en contribuant à la création d'une plateforme numérique devenant ainsi une de ses nouvelles orientations.

#### **I/ Création d'une plateforme numérique dédiée aux écoles de musique**

Il s'agit d'un projet pilote à l'initiative des conservatoires de Châlons-en-Champagne et de Reims, soutenus par leur collectivité. La création du Réseau Artistique Numérique Départemental de la Marne a pour objectif de connecter les établissements d'enseignement artistique entre eux, et ainsi mutualiser leurs ressources internes, via une plateforme dédiée, à destination des élèves, des équipes pédagogiques et administratives. Ce projet novateur sur le plan national s'inscrit donc pleinement dans les objectifs du schéma départemental.

## 1/ Une innovation numérique marnaise

Dès l'origine du projet les deux conservatoires labellisés ont eu la volonté commune de pouvoir ouvrir ce réseau à l'ensemble des établissements d'enseignement artistique du territoire marnais et notamment ceux implantés en secteur rural. Sur la base du volontariat, les écoles de musique municipales, intercommunales et associatives pourront adhérer au réseau par conventionnement.

## 2/ Un projet pilote s'inscrivant dans les objectifs du Schéma départemental de Musique

Dès à présent, parmi sur les 27 écoles de musiques implantées sur le territoire près d'une dizaine d'écoles de musique envisage d'intégrer ce réseau, ouvrant sur de nouvelles méthodes d'apprentissage adaptées aux besoins des enfants, renouvelant les méthodes d'enseignement et contribuant à une généralisation des échanges pédagogiques entre écoles de musique. Ce réseau est pensé pour être très accessible techniquement, l'ensemble des outils numériques ayant une connexion internet (tablette, smartphone) peuvent donner accès à la plateforme.

Ce projet pourrait être déployé dans l'ensemble des écoles de musique du département et permettrait ainsi de tenir compte de l'isolement de beaucoup de petites écoles en milieu rural et de l'impact budgétaire des déplacements des chargés de cours.

Les enjeux de la création de ce réseau sont multiples :

- pour les élèves : consultation de vidéos enregistrées, de cours interactifs en ligne, possibilité d'accéder aux ressources d'Institutions culturelles.
- pour les professeurs : des cours en visioconférences, des accès à des banques de données de cours/des exercices mutualisés, une utilisation d'un logiciel spécifique de visioconférence pour travailler en réseau.
- pour les établissements : une utilisation d'un logiciel spécifique de visioconférence pour la gestion technique du réseau, des réunions à distance, la gestion des accès/stockage du Drive.
- Pour les établissements en milieu rural : Initier des projets collaboratifs à distance, réduire l'inégalité des ressources artistiques.

## 3/ Un réseau artistique numérique contribuant au développement culturel de la Marne

Cette plateforme sera un outil aux multiples usages, support de diffusion elle contribuera au développement des partenariats avec les acteurs culturels du territoire adhérents au réseau (scènes nationales, festivals de différents genres musicaux) renforçant ainsi le maillage artistique du territoire.

Aussi, la mise en réseau des écoles sera vecteur de développement des projets artistiques et collaboratifs entre écoles de musique comme envisagés dans l'actualisation du schéma départemental de musique, avec notamment l'organisation de concerts inter écoles, de rencontres et d'échanges entre classes autour d'un même instrument.

## II / La mise en place du réseau

La conception et la mise en service de cette plateforme seront financées par les collectivités porteuses du projet et les adhérents au réseau.

### 1/ Le plan de financement de la création du réseau

La répartition budgétaire serait la suivante (voir annexe n°1):

- Le financement de l'investissement recouvrant la création du réseau et ses évolutions seraient à la charge du Département pour l'année N, soit la somme de 50 000€ et les années suivantes 5 000€ de N+1 à N+3.
- Pour son fonctionnement, correspondant à l'hébergement et au stockage qui sont des dépenses annuelles, le réseau serait financé par les écoles adhérentes avec un montant de cotisation calculé au prorata du nombre d'élèves inscrits.

Il est rappelé que l'ensemble du travail de conception et de lancement du réseau a été entièrement réalisé par les directeurs des conservatoires et les DSI de Châlons-en-Champagne et de Reims ce qui représente une contrepartie financière non négligeable.

## **2/ Coût de formation des référents**

Le coût de formation des référents, soit un référent par Etablissement d'enseignement artistique (EEA) pourrait être pris en charge par le département pour un montant de 1 500€ à 2 000€ TTC pour un groupe de 12 à 15 personnes formées. Les conservatoires de Châlons-en-Champagne et Reims mettront à disposition leurs salles équipées en outils numériques et accueilleront les formations. Celles-ci pourraient être organisées par secteur.

## **3/ Statut juridique et gouvernance du réseau**

Le Département, les villes de Châlons-en-Champagne et de Reims, selon les expertises de leurs services des marchés adopteront le cadre juridique le plus adapté au projet du réseau artistique départemental, la difficulté étant que celui-ci associe à la fois des collectivités territoriales et des structures privées. Le mode de gouvernance sera affiné selon le cadre juridique choisi.

Il s'agit de rendre cet outil opérationnel pour septembre 2021.

Vous voudrez bien délibérer sur ce rapport et m'autoriser à signer les actes et documents subséquents à cette décision.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**Christian BRUYEN**

## Financement du Réseau Artistique Numérique Départemental

|   | N        | N+1     | N+2     | N+3                                |   |
|---|----------|---------|---------|------------------------------------|---|
|   | 1        | 2       | 3       | 4                                  | FINANCEURS  |
| Investissement initial et évolutions                | 50k€ TTC | 5k€ TTC | 5k€ TTC | 5k€ TTC                            | DEPARTEMENT                                       |
| Hébergement (investissement progressif en stockage) | 6k€      | 6k€     | 6k€     | 0 ? (si stabilisation en stockage) | Collectivité et associations adhérentes au réseau |
| Hébergement (Fonctionnement)                        | 2k€      | 2k€     | 2k€     | 2k€                                |   |

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Convention avec la Ville de Châlons-en-Champagne pour la mise à disposition de fibre optique**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE :** CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS :** Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES :** Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSION, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :** Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS :** Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

#### ***Rapporteur : Madame Dominique DETERM***

La ville de Châlons en Champagne a déployé un réseau de fibres optiques sur son territoire dont souhaite bénéficier le département pour interconnecter ses sites chalonnais.

La 4<sup>ème</sup> commission vous propose de suivre le rapport et d'autoriser le Président à signer la convention avec la ville de Châlons ci-annexée concernant les conditions de mise à disposition de la fibre.

Avis favorable de la commission à l'unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

**VILLE DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE**  
**Hôtel de Ville – Place Foch**  
**51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX**  
**Tél. : 03.26.69.38.00 Fax : 03.26.69.38.01**

## **Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public et de mise à disposition de brins d'une Fibre Optique**

### **Entre:**

Le Conseil Départemental de la Marne, situé 40 rue Carnot - 51000 Châlons-en-Champagne, dûment représenté par son Président, M. XXXXXXXXXXXX,  
Ci-après dénommée "**L'Occupant**"

### **ET**

D'autre part:

La Ville de Châlons-en-Champagne, dont le siège social est situé place du Maréchal Foch, dûment représentée par son Maire, Monsieur XXXXXXXXXXXX.

Ci-après dénommée "**La Ville**"

Vu l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Les parties à la présente ont convenu ce qui suit:

### **Préambule:**

La Ville de Châlons-en-Champagne a été sollicitée par le Département de la Marne afin de mettre à sa disposition une liaison par fibre optique, entre son site situé rue de Vinetz, et :

- le collège Victor Duruy, situé 2 Rue Ernest Dagonet, 51000 Châlons-en-Champagne
- Le Service d'Appui pour l'Entretien des Routes Départementales (S.A.E.R.D.), situé Chemin des Grèves, 51000 Châlons-en-Champagne
- La Circonscriptions de la solidarité départementale (C.S.D.), situé 18 rue du 372ième RALVF, 51000 Châlons-en-Champagne

- La Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de la Marne (M.D.P.H.) de Châlons, situé 50 Avenue du Général Patton, 51000 Châlons-en-Champagne

(Voir plan joint en annexe).

La Ville de Châlons en Champagne va mettre à disposition 2 brins de sa fibre optique entre chaque site et le Data center rue de Vinetz, ainsi que les équipements nécessaires pour permettre les connexions et assurer la gestion et l'entretien des liaisons.

### **Article 1<sup>er</sup>: Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, l'emplacement défini à l'article 3 de la convention.

Elle définit les modalités d'exploitation des brins de fibre optique mis à disposition par la Ville, ainsi que les modalités de raccord entre les équipements de l'Occupant et ceux de La Ville.

Elle a également pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'occupant les installations sur son territoire.

### **Article 2: Domanialité Publique**

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une réglementation quelconque, susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation.

### **Article 3: Mise à disposition**

L'Occupant est autorisé à connecter ses équipements sur le réseau de fibre optique de la Ville de Châlons-en-Champagne sur les équipements mis à disposition par la Direction des Systèmes d'Information (Cf. Plan joint en annexe). Ceux-ci sont installés par La Ville : :

- |                         |   |
|-------------------------|---|
| • Rue de Vinetz :       | Jarretiérage direct dans le Data center situé rue de Vinetz |
| • Collège Victor Duruy: | Boitier d'épissurage - Galerie souterraine rue Jean Jaurés  |
| • S.A.E.R.D.            | Boitier d'épissurage – CH608                                |
| • C.S.D.                | Boitier d'épissurage – CH474B                               |
| • M.D.P.H.              | Boitier d'épissurage – CH389                                |

L'Occupant est autorisé à utiliser 2 brins de fibre optique noire, propriété de la Ville, sur une longueur de :

- Rue de Vinetz - Collège Victor Duruy: **1580** mètres entre les deux sites.
- Rue de Vinetz - S.A.E.R.D. : **2800** mètres entre les deux sites

- Rue de Vinetz - C.S.D. : **2695** mètres entre les deux sites
- Rue de Vinetz - M.D.P.H. : **2295** mètres entre les deux sites

Soit une longueur totale de **9370** mètres de fibre optique noire

Note : Une fibre optique noire désigne une fibre optique brute non utilisée et non activée.

La Ville met à disposition ses équipements :

- 2 brins de fibres optiques entre le Data center situé rue de Vinetz et chacun des sites
- 1 manchon pour l'épissurage sur chacun des sites (Jarretiérage dans le Data center)
- La prestation d'épissurage entre les fibres de l'Occupant et celle de la Ville.
- Les test de réflectométrie de la liaison entre entre le Data center situé rue de Vinetz et chacun des sites

Un forfait de **6000 euros TTC** de mise en place des infrastructures de branchement (travaux de génie civil) sera refacturé à l'occupant la première année.

L'Occupant aura à sa charge :

- les infrastructures d'accueil (fourreaux et chambres nécessaires au déploiement de la fibre optique) entre la limite de domaine public et ses équipements informatiques sur chacun des sites
- Le déploiement de la fibre optique entre le manchon associé au site et ses équipements informatiques

#### **Article 4: Destination des lieux mis à disposition**

L'Occupant ne pourra affecter les lieux à une autre destination que celle prévue dans le préambule de la convention. Les lieux mis à disposition sont strictement réservés à la destination sus-visée.

#### **Article 5: Caractère personnel de la convention**

Il a été convenu entre les parties que la présente convention a été conclue pour répondre aux besoins propres de l'occupant. Celui-ci s'interdit de sous-louer les équipements mis à sa disposition.

#### **Article 6: Conditions générales d'exécution des travaux**

L'utilisation des installations de La Ville devra se faire dans les conditions suivantes :

- Les câbles mis en oeuvre par l'Occupant seront identifiés par des moyens appropriés (code couleur, marquage)
- Toutes les installations devront être réalisées par l'Occupant dans le respect des normes techniques et des règles de l'art



- L'entreprise qui réalisera la connexion dans le manchon devra être validée par la Direction des Systèmes d'Information
- Tous les travaux d'épissurage sur le réseau de La Ville ne pourront être réalisés que par le prestataire de la Direction des Systèmes d'Information et en présence d'un de ses représentants.

### **Article 7: Travaux et entretien**

#### Travaux :

Après avoir obtenu l'accord exprès de La Ville, l'Occupant réalisera les travaux nécessaires à ses frais et sous sa responsabilité, en l'occurrence :

- Les infrastructures nécessaires au cheminement de la fibre, de la limite de domaine public à ses équipements informatiques
- Le tirage des fibres optiques, entre les sites de raccordement (Data center et la galerie souterraine) et ses équipements informatiques si nécessaire

Ils seront réalisés en collaboration avec la Direction des Systèmes d'Information.

L'Occupant et La Ville réaliseront conjointement des tests de réflectométrie pour valider ensemble une continuité de la fibre optique, sans élément actif intermédiaire. Cette prestation sera à la charge de La Ville.

#### Entretien :

Les parties sont responsables de l'entretien, de la maintenance et des réparations des équipements dont elles sont propriétaires.

Néanmoins, pour les opérations sur le domaine public, l'Occupant devra obtenir l'accord express de Direction des Systèmes d'Information avant d'intervenir.

Pour la maintenance curative de son réseau fibre, la Ville dispose d'un contrat avec un prestataire intégrant une Garantie de Temps d'Intervention de 6h (24h/24 et 7j/7).

### **Article 8: Redevance de mise à disposition**

Les prix de la location hors taxe sont fixés en fonction de la longueur louée

| Distance               | Prix HT au ml |
|------------------------|---------------|
| - de 1 000 ml          | 2,00 €        |
| De 1 000 ml à 2 500 ml | 1,75 €        |
| De 2 500 ml à 5 000 ml | 1,50 €        |
| De 5 000 ml à 7 500 ml | 1,25 €        |
| + de 7 500 ml          | 1,00 €        |

La mise à disposition se fera de la manière suivante :

Location de brins de fibre optique sur 9370 mètres linéaires au prix de : 1 €HT / mètre / an  
 Direction des Systèmes d'Information / Service Système d'Information Géographique

**Total de la redevance annuelle : 9370 €HT / an**

La redevance est facturée, terme à échoir, pour une année complète à compter de la date de signature de la présente convention.

La présente convention est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. L'Occupant versera à la Ville de Châlons en Champagne la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur.

**Article 9: Assurances**

L'Occupant sera responsable, tant vis-à-vis de La Ville que des tiers, de tous dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'exploitation de ses équipements, et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux installations appartenant à La Ville.

L'Occupant fera son affaire personnelle de toutes actions récursoires intentées contre La Ville par des tiers, ainsi que des réclamations de toute nature auxquelles pourront donner lieu ses équipements et son activité, de façon à ce que La Ville ne puisse être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

L'Occupant sera tenu pendant toute la durée de la convention, de garantir:

- Sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses équipements techniques, de son personnel
- Les dommages subis par ses propres équipements techniques

L'Occupant s'engage à informer La Ville dans un délai de 48 heures, de tout sinistre ou dégradation s'étant produit sur les installations louées et décrites à l'article 3, dès qu'il en a connaissance, et à procéder à toute déclaration auprès de ses assureurs en temps utile.

**Article 10: Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour un an à compter de sa date de signature, reconductible par tacite reconduction.

**Article 11: Résiliation de la convention**

1. Résiliation dans l'intérêt du domaine public occupé

La Ville pourra résilier la présente convention pour les nécessités de l'utilisation ou de la préservation des dépendances du domaine public ou pour des motifs tenant à l'intérêt général.

Dans ce cas, la résiliation pourra être prononcée par le représentant de la collectivité, et sera notifiée à l'occupant par lettre recommandée avec accusé-réception 6 mois avant la date effective.

2. La présente convention sera résiliée de plein droit par la Ville en cas de :

- cessation par l'Occupant pour quelque motif que ce soit, de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition
- cession de la convention sans l'accord expresse de La Ville

3. La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'occupant dans le cas suivant:

- cessation par l'Occupant, pour quelque motif que ce soit, de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties sera notifiée par lettre recommandée avec accusé-réception avec effet six mois après réception de la lettre recommandée avec accusé-réception.

En cas d'inexécution ou manquement de l'Occupant à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée par La Ville par lettre recommandée avec accusé de réception un mois après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes, et restée sans effet pendant ce délai.

**Article 12: Terme de la convention**

A la cessation de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, les équipements qui auront été mis en place par l'Occupant devront être enlevés, dans un délai déterminé par La Ville, et les lieux remis en leur état.

**Article 13: Litiges**

En cas de litige, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, chacune désignera dans un délai d'un mois à compter de la demande de l'une ou l'autre des parties, un ou plusieurs représentants pour rechercher une solution amiable.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le xx/xx/20

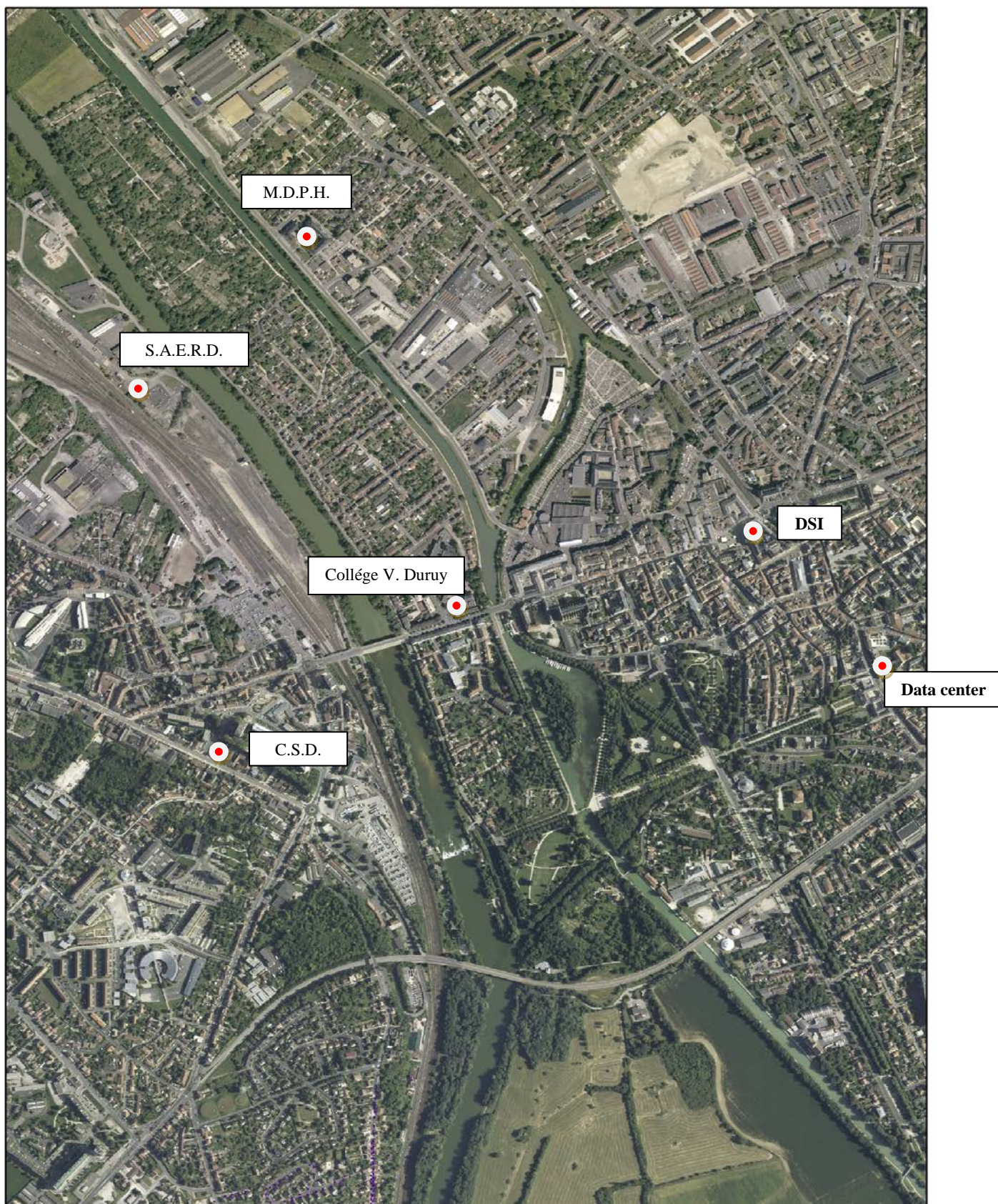
Le Président du  
Département de la Marne.  
M. XXXXXXXXXXXXX

Le Maire de la Ville  
de Châlons-en-Champagne  
M. XXXXXXXXXXXXX



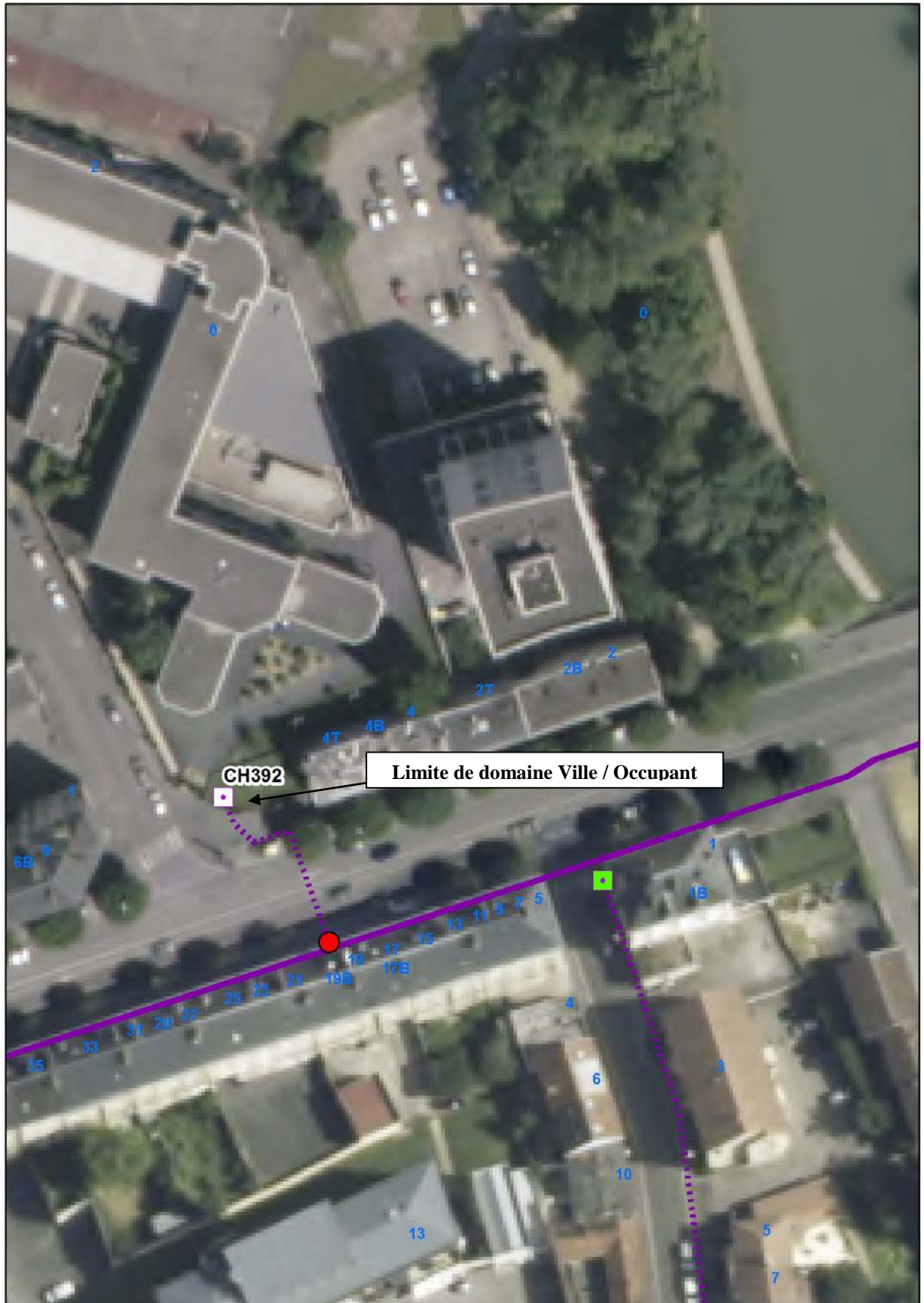
**ANNEXE 1**

Liaisons mises à disposition du Conseil Général de la Marne entre le Data center et les sites





**ANNEXE 2**  
le collège Victor Duruy  
situé 2 Rue Ernest Dagonet



**ANNEXE 3**

Le Service d'Appui pour l'Entretien des Routes Départementales (S.A.E.R.D.)  
situé Chemin des Grèves



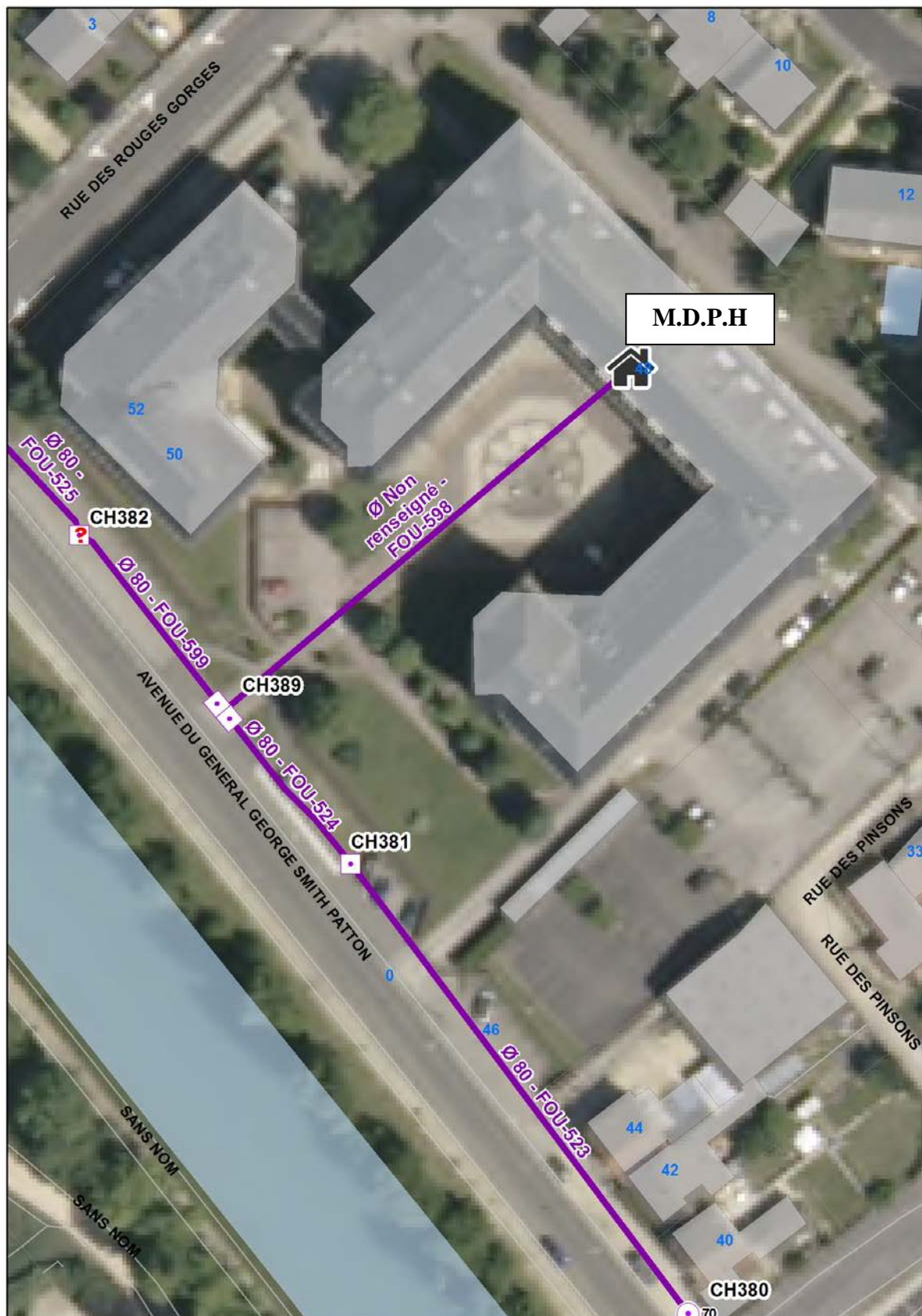


**ANNEXE 4**  
La Circonscriptions de la solidarité départementale (C.S.D.)  
situé 18 rue du 372<sup>ie</sup>



**ANNEXE 5**

Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de la Marne (M.D.P.H.)  
situé 50 Avenue du Général Patton, 51000 Châlons-en-Champagne





# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

DIRECTION DU PATRIMOINE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

Proposition du rapport :

### Rapport **IV - 5**

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

#### OBJET : Convention avec la Ville de Châlons-en-Champagne pour la mise à disposition de fibre optique

La ville de Châlons en Champagne a déployé un réseau de fibres optiques sur son territoire, réseau qui sera amené à être étendu en fonction des travaux de voirie.

Le Département a souhaité pouvoir bénéficier de cette infrastructure publique pour interconnecter ses sites châlonnais et permettre une optimisation de l'exploitation informatique de ceux-ci (qui pourront ainsi accéder aux ressources des serveurs installés dans notre Datacenter Rue de Vinetz).

Compte tenu du réseau actuel, les sites suivants sont concernés :

- Le collège Victor Duruy, situé 2 Rue Ernest Dagonet
- Le Service d'Appui pour l'Entretien des Routes Départementales (S.A.E.R.D.), situé Chemin des Grèves
- La Circonscriptions de la solidarité départementale (C.S.D.), situé 18 rue du 372<sup>ème</sup> RALVF
- La Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de la Marne (M.D.P.H.) de Châlons, situé 50 Avenue du Général Patton

Les collèges Perrot d'Ablancourt et Nicolas Appert pourront également être raccordés ultérieurement en fonction de l'extension du réseau piloté par la ville.

Pour chaque site, les travaux sont définis conjointement par les services de la ville et du Département.

Nous vous proposons d'autoriser le Président à signer la convention proposée par la ville de Châlons-en-Champagne.

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**

VILLE DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE  
Hôtel de Ville – Place Foch  
51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX  
Tél. : 03.26.69.38.00 Fax : 03.26.69.38.01

## **Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public et de mise à disposition de brins d'une Fibre Optique**

### **Entre:**

Le Conseil Départemental de la Marne, situé 40 rue Carnot - 51000 Châlons-en-Champagne, dûment représenté par son Président, M. XXXXXXXXX,  
Ci-après dénommée "**L'Occupant**"

### **ET**

D'autre part:

La Ville de Châlons-en-Champagne, dont le siège social est situé place du Maréchal Foch, dûment représentée par son Maire, MXXXXXXXXXXXX.

Ci-après dénommée "**La Ville**"

Vu l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Les parties à la présente ont convenu ce qui suit:

### **Préambule:**

La Ville de Châlons-en-Champagne a été sollicitée par le Département de la Marne afin de mettre à sa disposition une liaison par fibre optique, entre son site situé rue de Vinetz, et :

- le collège Victor Duruy, situé 2 Rue Ernest Dagonet, 51000 Châlons-en-Champagne
- Le Service d'Appui pour l'Entretien des Routes Départementales (S.A.E.R.D.), situé Chemin des Grèves, 51000 Châlons-en-Champagne
- La Circonscriptions de la solidarité départementale (C.S.D.), situé 18 rue du 372ième RALVF, 51000 Châlons-en-Champagne

- La Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de la Marne (M.D.P.H.) de Châlons, situé 50 Avenue du Général Patton, 51000 Châlons-en-Champagne

(Voir plan joint en annexe).

La Ville de Châlons en Champagne va mettre à disposition 2 brins de sa fibre optique entre chaque site et le Data center rue de Vinetz, ainsi que les équipements nécessaires pour permettre les connexions et assurer la gestion et l'entretien des liaisons.

### **Article 1<sup>er</sup>: Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, l'emplacement défini à l'article 3 de la convention.

Elle définit les modalités d'exploitation des brins de fibre optique mis à disposition par la Ville, ainsi que les modalités de raccord entre les équipements de l'Occupant et ceux de La Ville.

Elle a également pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'occupant les installations sur son territoire.

### **Article 2: Domanialité Publique**

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une réglementation quelconque, susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation.

### **Article 3: Mise à disposition**

L'Occupant est autorisé à connecter ses équipements sur le réseau de fibre optique de la Ville de Châlons-en-Champagne sur les équipements mis à disposition par la Direction des Systèmes d'Information (Cf. Plan joint en annexe). Ceux-ci sont installés par La Ville : :

- |                         |   |
|-------------------------|---|
| • Rue de Vinetz :       | Jarretiérage direct dans le Data center situé rue de Vinetz |
| • Collège Victor Duruy: | Boitier d'épissurage - Galerie souterraine rue Jean Jaurés  |
| • S.A.E.R.D.            | Boitier d'épissurage – CH608                                |
| • C.S.D.                | Boitier d'épissurage – CH474B                               |
| • M.D.P.H.              | Boitier d'épissurage – CH389                                |

L'Occupant est autorisé à utiliser 2 brins de fibre optique noire, propriété de la Ville, sur une longueur de :

- Rue de Vinetz - Collège Victor Duruy: **1580** mètres entre les deux sites.
- Rue de Vinetz - S.A.E.R.D. : **2800** mètres entre les deux sites

- Rue de Vinetz - C.S.D. : **2695** mètres entre les deux sites
- Rue de Vinetz - M.D.P.H. : **2295** mètres entre les deux sites

Soit une longueur totale de **9370** mètres de fibre optique noire

Note : Une fibre optique noire désigne une fibre optique brute non utilisée et non activée.

La Ville met à disposition ses équipements :

- 2 brins de fibres optiques entre le Data center situé rue de Vinetz et chacun des sites
- 1 manchon pour l'épissurage sur chacun des sites (Jarretiéage dans le Data center)
- La prestation d'épissurage entre les fibres de l'Occupant et celle de la Ville.
- Les test de réflectométrie de la liaison entre entre le Data center situé rue de Vinetz et chacun des sites

Un forfait de **6000 euros TTC** de mise en place des infrastructures de branchement (travaux de génie civil) sera refacturé à l'occupant la première année.

L'Occupant aura à sa charge :

- les infrastructures d'accueil (fourreaux et chambres nécessaires au déploiement de la fibre optique) entre la limite de domaine public et ses équipements informatiques sur chacun des sites
- Le déploiement de la fibre optique entre le manchon associé au site et ses équipements informatiques

#### **Article 4: Destination des lieux mis à disposition**

L'Occupant ne pourra affecter les lieux à une autre destination que celle prévue dans le préambule de la convention. Les lieux mis à disposition sont strictement réservés à la destination sus-visée.

#### **Article 5: Caractère personnel de la convention**

Il a été convenu entre les parties que la présente convention a été conclue pour répondre aux besoins propres de l'occupant. Celui-ci s'interdit de sous-louer les équipements mis à sa disposition.

#### **Article 6: Conditions générales d'exécution des travaux**

L'utilisation des installations de La Ville devra se faire dans les conditions suivantes :

- Les câbles mis en oeuvre par l'Occupant seront identifiés par des moyens appropriés (code couleur, marquage)
- Toutes les installations devront être réalisées par l'Occupant dans le respect des normes techniques et des règles de l'art

- L'entreprise qui réalisera la connexion dans le manchon devra être validée par la Direction des Systèmes d'Information
- Tous les travaux d'épissurage sur le réseau de La Ville ne pourront être réalisés que par le prestataire de la Direction des Systèmes d'Information et en présence d'un de ses représentants.

### **Article 7: Travaux et entretien**

#### Travaux :

Après avoir obtenu l'accord exprès de La Ville, l'Occupant réalisera les travaux nécessaires à ses frais et sous sa responsabilité, en l'occurrence :

- Les infrastructures nécessaires au cheminement de la fibre, de la limite de domaine public à ses équipements informatiques
- Le tirage des fibres optiques, entre les sites de raccordement (Data center et la galerie souterraine) et ses équipements informatiques si nécessaire

Ils seront réalisés en collaboration avec la Direction des Systèmes d'Information.

L'Occupant et La Ville réaliseront conjointement des tests de réflectométrie pour valider ensemble une continuité de la fibre optique, sans élément actif intermédiaire. Cette prestation sera à la charge de La Ville.

#### Entretien :

Les parties sont responsables de l'entretien, de la maintenance et des réparations des équipements dont elles sont propriétaires.

Néanmoins, pour les opérations sur le domaine public, l'Occupant devra obtenir l'accord express de Direction des Systèmes d'Information avant d'intervenir.

Pour la maintenance curative de son réseau fibre, la Ville dispose d'un contrat avec un prestataire intégrant une Garantie de Temps d'Intervention de 6h (24h/24 et 7j/7).

### **Article 8: Redevance de mise à disposition**

Les prix de la location hors taxe sont fixés en fonction de la longueur louée

| Distance               | Prix HT au ml |
|------------------------|---------------|
| - de 1 000 ml          | 2,00 €        |
| De 1 000 ml à 2 500 ml | 1,75 €        |
| De 2 500 ml à 5 000 ml | 1,50 €        |
| De 5 000 ml à 7 500 ml | 1,25 €        |
| + de 7 500 ml          | 1,00 €        |

La mise à disposition se fera de la manière suivante :

Location de brins de fibre optique sur 9370 mètres linéaires au prix de : 1 €HT / mètre / an  
 Direction des Systèmes d'Information / Service Système d'Information Géographique

**Total de la redevance annuelle : 9370 €HT / an**

La redevance est facturée, terme à échoir, pour une année complète à compter de la date de signature de la présente convention.

La présente convention est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. L'Occupant versera à la Ville de Châlons en Champagne la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur.

**Article 9: Assurances**

L'Occupant sera responsable, tant vis-à-vis de La Ville que des tiers, de tous dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'exploitation de ses équipements, et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux installations appartenant à La Ville.

L'Occupant fera son affaire personnelle de toutes actions récursoires intentées contre La Ville par des tiers, ainsi que des réclamations de toute nature auxquelles pourront donner lieu ses équipements et son activité, de façon à ce que La Ville ne puisse être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

L'Occupant sera tenu pendant toute la durée de la convention, de garantir:

- Sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses équipements techniques, de son personnel
- Les dommages subis par ses propres équipements techniques

L'Occupant s'engage à informer La Ville dans un délai de 48 heures, de tout sinistre ou dégradation s'étant produit sur les installations louées et décrites à l'article 3, dès qu'il en a connaissance, et à procéder à toute déclaration auprès de ses assureurs en temps utile.

**Article 10: Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour un an à compter de sa date de signature, reconductible par tacite reconduction.

**Article 11: Résiliation de la convention**

1. Résiliation dans l'intérêt du domaine public occupé

La Ville pourra résilier la présente convention pour les nécessités de l'utilisation ou de la préservation des dépendances du domaine public ou pour des motifs tenant à l'intérêt général.

Dans ce cas, la résiliation pourra être prononcée par le représentant de la collectivité, et sera notifiée à l'occupant par lettre recommandée avec accusé-réception 6 mois avant la date effective.

2. La présente convention sera résiliée de plein droit par la Ville en cas de :

- cessation par l'Occupant pour quelque motif que ce soit, de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition
- cession de la convention sans l'accord expresse de La Ville

3. La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'occupant dans le cas suivant:

- cessation par l'Occupant, pour quelque motif que ce soit, de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties sera notifiée par lettre recommandée avec accusé-réception avec effet six mois après réception de la lettre recommandée avec accusé-réception.

En cas d'inexécution ou manquement de l'Occupant à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée par La Ville par lettre recommandée avec accusé de réception un mois après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes, et restée sans effet pendant ce délai.

**Article 12: Terme de la convention**

A la cessation de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, les équipements qui auront été mis en place par l'Occupant devront être enlevés, dans un délai déterminé par La Ville, et les lieux remis en leur état.

**Article 13: Litiges**

En cas de litige, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, chacune désignera dans un délai d'un mois à compter de la demande de l'une ou l'autre des parties, un ou plusieurs représentants pour rechercher une solution amiable.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le xx/xx/20

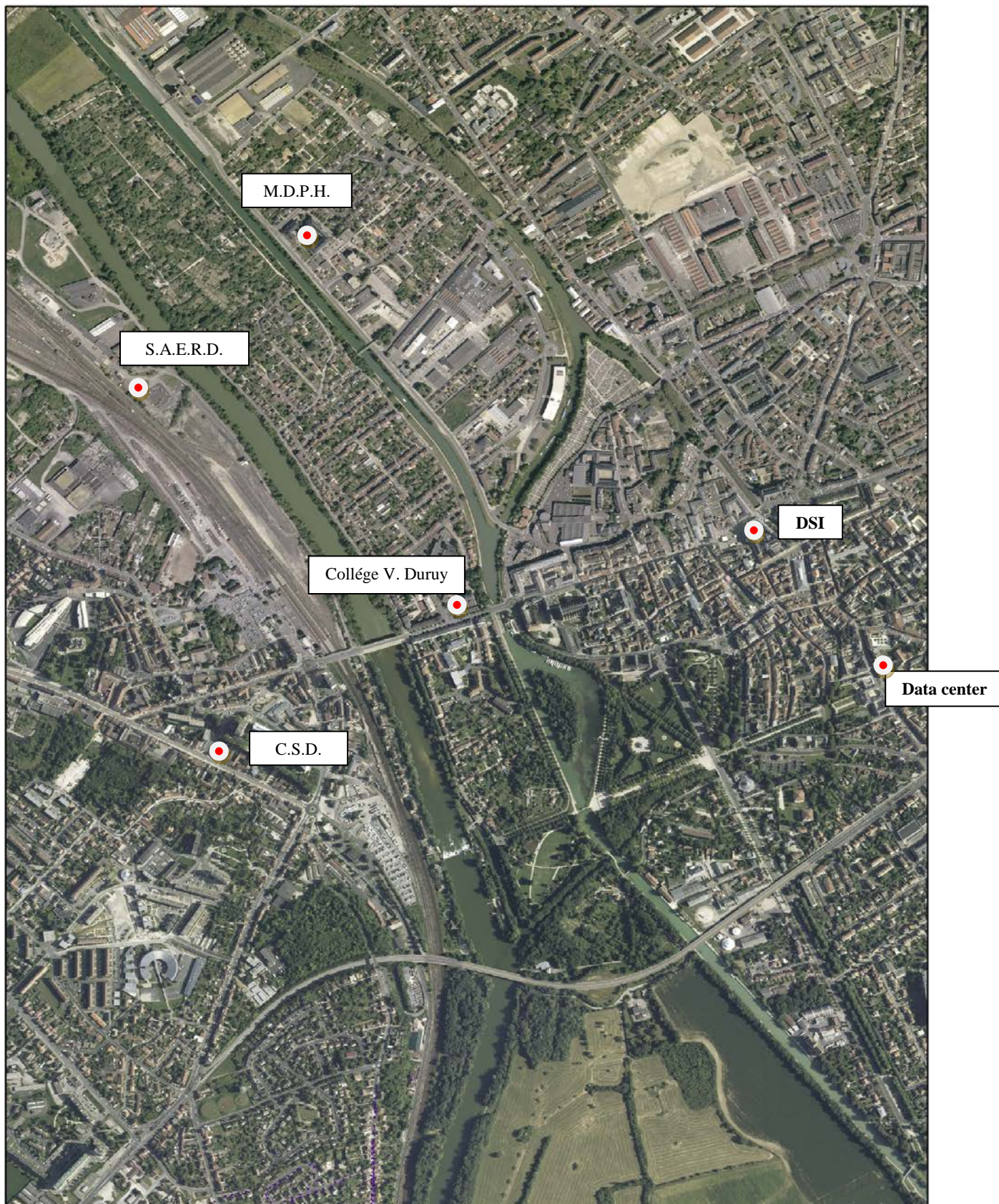
Le Président du  
Département de la Marne.  
M. XXXXXXXXXXXX

Le Maire de la Ville  
de Châlons-en-Champagne  
M. XXXXXXXXXXXX



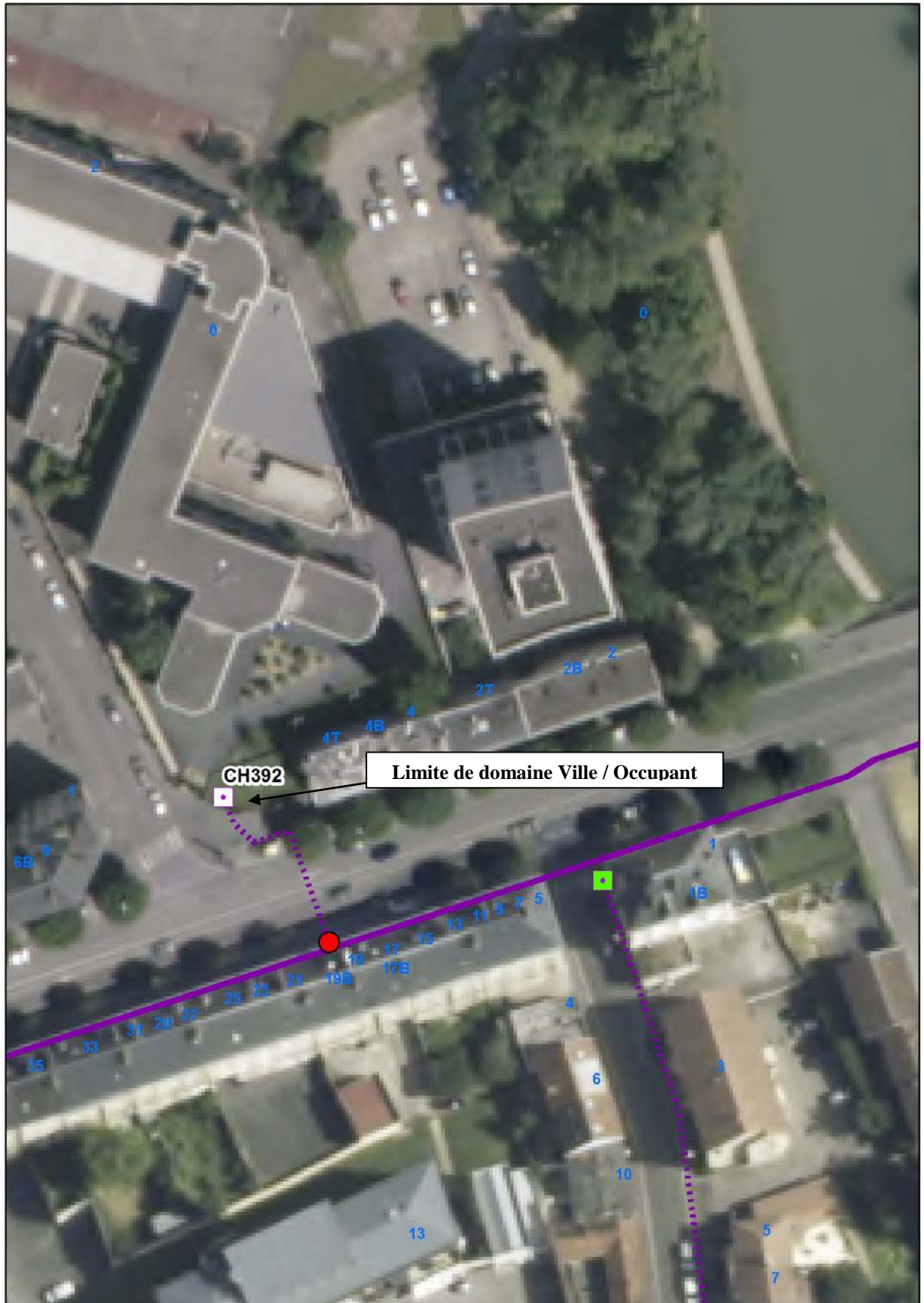
**ANNEXE 1**

Liaisons mises à disposition du Conseil Général de la Marne entre le Data center et les sites





**ANNEXE 2**  
le collège Victor Duruy  
situé 2 Rue Ernest Dagonet



**ANNEXE 3**

Le Service d'Appui pour l'Entretien des Routes Départementales (S.A.E.R.D.)  
situé Chemin des Grèves





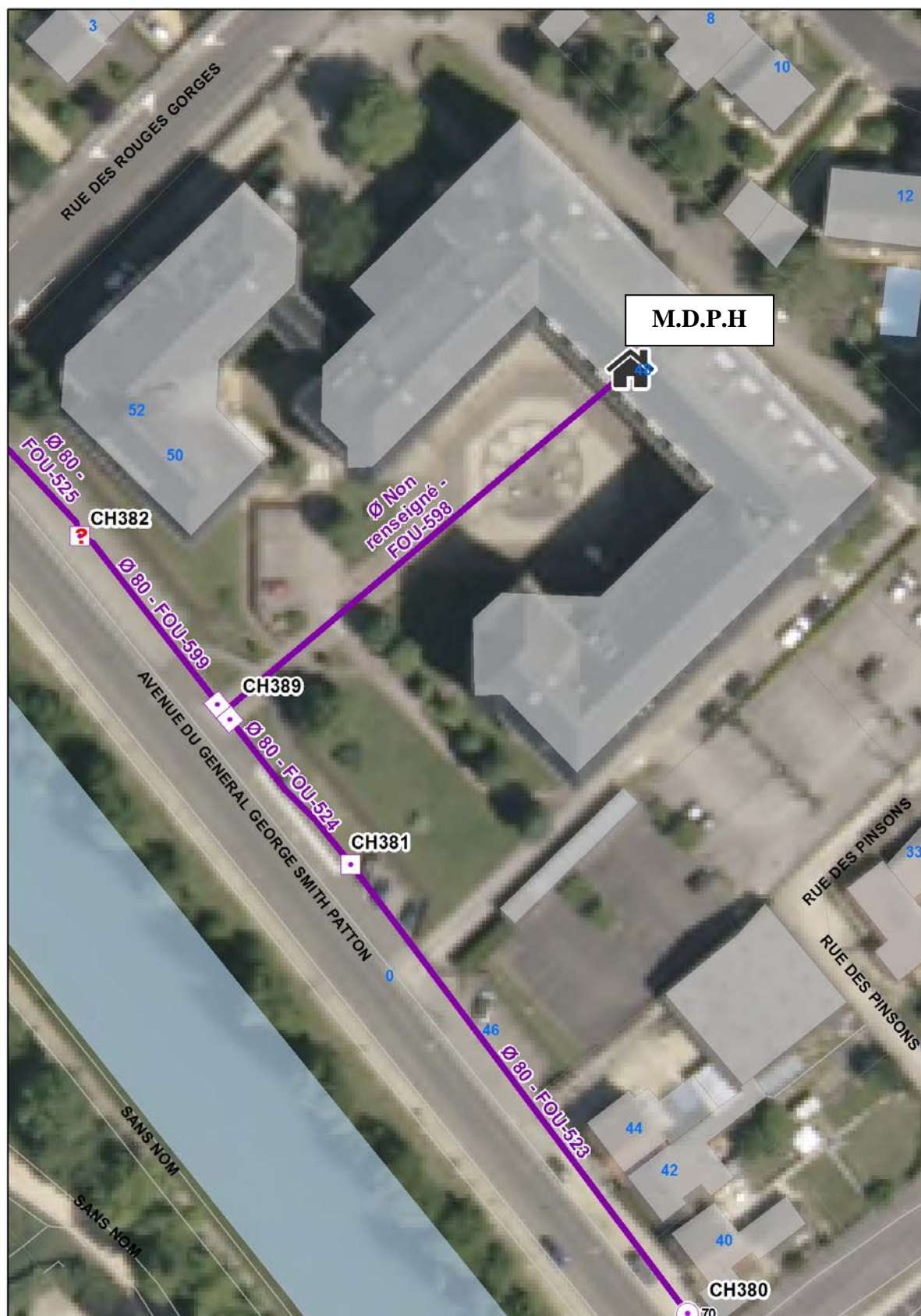
**ANNEXE 4**

La Circonscriptions de la solidarité départementale (C.S.D.)  
situé 18 rue du 372ié



**ANNEXE 5**

Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de la Marne (M.D.P.H.)  
situé 50 Avenue du Général Patton, 51000 Châlons-en-Champagne



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

**OBJET : Convention de mise à disposition des pylônes de téléphonie mobile du programme "Zones Blanches - Centres Bourgs" pour la 4G**

### EXTRAIT du PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt, le 16 octobre, l'Assemblée Départementale s'est réunie à la salle Jean-Denis Gouzien, au Département de la Marne, sous la Présidence de Monsieur Christian BRUYEN pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**NOMBRE DE CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX EN EXERCICE : 46**

**QUORUM : 24**

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE** : CHRISTIAN BRUYEN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**VICE-PRÉSIDENTS** : Jean-Marc ROZE, Monique DORGUEILLE, Jean-Louis DEVAUX, Frédérique SCHULTHESS, Alphonse SCHWEIN, Benoît MOITTIE, Laure MILLER, Mario ROSSI, Marie DEPAQUY, Thierry BUSSY, Sylvie GERARD-MAIZIERES, Julien VALENTIN.

**AUTRES MEMBRES** : Hadhoum BELAREDJ-TUNC, Danielle BERAT, Christian BONDZA, Marie-Christine BRESSON, Cécile CONREAU, Annie COULON, Pascal DESAUTELS, Dominique DETERM, Françoise FERAT, Jean-Pierre FORTUNE, Marie-Noëlle GABET, Sabine GALICHER, Stéphane LANG, Cyril LAURENT, Dominique LEVEQUE, Florence LOISELET, Jean MARX, Valérie MORAND, Rudy NAMUR, Marie-Thérèse PICOT, Philippe SALMON, Amélie SAVART, Sophie SIGNOLLE, Vincent VERSTRAETE, Stéfana VUIBERT.

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS** : Raphaël BLANCHARD, Eric KARIGER, Zara PINCE

**MEMBRES ABSENTS EXCUSÉS ET NON REPRÉSENTÉS** : Michel BENETON, Charles DE COURSON, Kim DUNTZE, Edith ERRE, Albain TCHIGNOUMBA

### ***Rapporteur : Monsieur Julien VALENTIN***

La 4<sup>ème</sup> commission vous propose de suivre le rapport concernant le déploiement de la technologie 4G.

Il convient d'autoriser le Président à signer pour chaque site avec l'opérateur leader concerné la convention ci-annexée qui vise à définir les modalités de mise à disposition des pylônes de téléphonie mobile du programme "zones blanches - Centres Bourgs" (propriété du Département) pour la 4G.

Avis favorable de la commission à l'unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**





## CONVENTION D'OCCUPATION EN VUE D'IMPLANTATION D'EQUIPEMENTS DE RADIOCOMMUNICATION « ZONES BLANCHES – Centres-Bourgs »

SITE DE .....

Entre :

Le Département de la Marne, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, dûment habilité à signer les présentes par délibération de la Commission Permanente en date du .....

ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'une part

Et :

**LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTELEPHONE-SFR**, société anonyme au capital de 3.423.265.598,40 €, dont le siège social est sis 16 rue du général A. de Boissieu 75015 Paris, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 343 059 564, représentée par sa Responsable Environnement et Patrimoine Nord & Est, **MXXXXXXXXXX**, dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après dénommée l'« Opérateur »,

D'autre part

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

### PREALABLEMENT A L'OBJET DES PRESENTES, IL A ETE RAPPELE CE QUI SUIT :

En application des articles 52 à 52-2 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique, des articles 119 à 119-2 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 modifiée

de modernisation de l'économie et de l'article L. 34-8-5 du code des postes et des communications électroniques, l'Opérateur, qui exploite des réseaux de communications électroniques conformément aux autorisations qui lui ont été accordées, doit implanter et exploiter des équipements techniques à [nom de la commune].

Quant à la Collectivité, elle est titulaire de droits sur la parcelle cadastrée (...) et propriétaire du pylône (ou point haut) édifié sur celle-ci permettant d'accueillir les équipements techniques de l'Opérateur liés à des réseaux de communications électroniques.

Afin de respecter la réglementation, les Parties se sont rapprochées afin de conclure la présente convention (ci-après dénommée "la Convention") aux conditions ci-après exposées et acceptées.

***Paragraphe à laisser uniquement pour les opérateurs Bouygues Telecom, Orange et SFR :***

Les Parties reconnaissent que l'Opérateur dispose d'ores et déjà d'équipements sur la parcelle définie ci-dessous et les Parties conviennent que la présente convention annule et remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions et avenants précédemment conclus entre elles, notamment :

- la convention 2G signée le .....
- l'avenant à la convention 2G signé le .....
- la convention 3G signée le .....

Cette convention permet en particulier de définir les modalités d'installation des équipements 4G conformément à l'accord intervenu entre les opérateurs et le gouvernement dans le cadre du New Deal Mobile survenu au début de l'année 2018.

**CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT**

**Article 1           Objet**

La présente Convention a pour objet de déterminer les modalités et conditions de mise à disposition, par la Collectivité au profit de l'Opérateur, d'un site (ci-après dénommé "le Site"), d'une superficie au sol d'environ .....m<sup>2</sup>, sis....., parcelle cadastrée section ....., n°..... et d'emplacements sur le pylône implanté par la Collectivité sur ledit Site.

Cette mise à disposition permet à l'Opérateur d'implanter les équipements techniques (ci-après dénommés "les Équipements Techniques") définis à l'article 2 et liés à ses activités d'opérateur.

Par implantation, il convient d'entendre l'installation, l'exploitation et la maintenance des Équipements Techniques.

***Paragraphe dans le cas ou la Collectivité n'est pas propriétaire du terrain d'implantation du pylône :***

~~La Collectivité n'étant pas propriétaire du terrain d'implantation, une convention de mise à disposition a été signée avec le propriétaire le ..... pour une durée de XX années.~~ La collectivité n'étant pas propriétaire du terrain d'implantation, une convention de mise à disposition a été signée avec le propriétaire le ... pour une durée de XX années. A ce titre, elle déclare être chargée d'assurer ou de faire assurer l'entretien et la maintenance du terrain et des clôtures et portail.

**Article 2           Équipements Techniques à la charge de l'Opérateur**

L'ensemble des Équipements Techniques objets de la présente Convention sont et demeurent la propriété de l'Opérateur, la Collectivité s'interdisant d'intervenir sur lesdits Équipements Techniques, sauf en cas d'urgence dûment justifiée à l'Opérateur.

Ces Équipements Techniques sont définis comme suit :

- les baies techniques,
- les antennes et faisceaux hertziens,
- l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires au fonctionnement des Équipements Techniques.

Le(s)dit(s) emplacement(s) des Équipements Techniques sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de l'Opérateur. L'Opérateur pourra mutualiser l'ensemble de ses Équipements Techniques présents sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente à titre indicatif les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 3).

L'Opérateur pourra modifier ou ajouter librement de nouveaux Équipements Techniques, dans la limite des emplacements mis à disposition de l'Opérateur, figurant en annexe 2 et dans le respect des règles telles que définies en annexe 1. L'Opérateur communiquera pour la parfaite information de la Collectivité les plans d'implantation des nouveaux Équipements Techniques dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de ces modifications ou extensions.

L'Opérateur souscrira en son nom propre les abonnements nécessaires à l'alimentation en énergie de ses Équipements Techniques.

### **Article 3 État des lieux, Installation, entretien et maintenance**

#### **3.1 État des lieux**

Les lieux mis à disposition sont présumés être en bon état à la date de signature des présentes sauf indication contraire répertoriée en annexe 4.

#### **3.2 Travaux d'installation et d'évolution du site**

La Collectivité autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Équipements Techniques et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris le renfort de pylône le cas échéant et tous branchements et installations nécessaires (notamment alimentation en énergie, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Équipements Techniques.

La Collectivité, en cas de construction d'un nouveau Site fera ses meilleurs efforts pour inviter, avec un préavis de huit (8) jours minimum, l'Opérateur ou son représentant le jour de la réception des travaux d'édification dudit Site et au jour du quitus de levée de réserves. A cette occasion la Collectivité et l'Opérateur constateront la conformité des travaux aux règles de l'art. A défaut de conformité ou en cas de malfaçon, l'Opérateur accordera à la Collectivité un délai ne pouvant excéder (2) mois pour réparer ou faire réparer les désordres ou malfaçons, passé ce délai l'Opérateur pourra résilier la Convention.

La signature de la Convention vaut accord donné à l'Opérateur de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à l'exploitation des Équipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résiliée de plein droit sans indemnité. Il en sera de même en cas de retrait, annulation ou d'abrogation de l'une des autorisations administratives précitées.

L'annexe 1 aux présentes définit les conditions d'évolution par l'Opérateur d'un Site dont la Collectivité est propriétaire,

#### **3.3 Entretien et Maintenance**



L'Opérateur devra tenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien ainsi qu'en bon état de propreté pendant la durée de leur occupation (y compris élagage, tonte ou désherbage sur la parcelle clôturée)

L'Opérateur s'engage à assurer à ses frais et sous sa seule responsabilité la maintenance de ses Équipements Techniques.

La Collectivité s'engage à assurer à l'Opérateur une jouissance paisible des emplacements mis à disposition.

La Collectivité prend à sa charge les dépenses suivantes :

- o la viabilisation du site ;
- o la maîtrise foncière du Site (acquisition / location du terrain) ;
- o le raccordement à un réseau d'énergie ;
- o L'environnement du Site (chemin d'accès, clôture, portillon).

### **3.3.1 Entretien et maintenance du Site**

A l'exclusion des grosses réparations telles que prévues par l'article 606 du Code Civil, et de l'entretien et de la maintenance de l'environnement du Site (chemin d'accès, clôture, portillon) qui restent sous la responsabilité et à la charge de la Collectivité, l'Opérateur assurera l'entretien (y compris élagage, tonte ou désherbage sur la parcelle clôturée) et la maintenance des autres ouvrages et équipements constituant le Site, et notamment le pylône et ses accessoires (y compris les équipements de sécurité)

Une visite d'entretien sera réalisée une fois par an par l'Opérateur et la Collectivité.

### **3.3.2 Travaux réalisés par la Collectivité sur le Site**

Dans le cas où des travaux de quelque nature que ce soit seraient réalisés par la Collectivité sur le Site et nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de toute ou partie des Équipements Techniques de l'Opérateur, la Collectivité en avertira l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois avant le début des travaux. La Collectivité précisera la nature et la durée desdits travaux et s'efforcera dans la mesure du possible, de proposer une date d'interruption dans la période la moins pénalisante pour l'Opérateur. Le préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

L'Opérateur s'engage à effectuer lui-même et à ses frais la dépose, la protection et la remise en place des dits Équipements.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à l'Opérateur de continuer à exploiter les Équipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'Opérateur ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier la Convention sans paiement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des Parties.

En tout état de cause, le montant forfaitaire sera diminué à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Équipements Techniques. A l'issue des travaux, l'Opérateur pourra réinstaller les Équipements Techniques, les laisser sur le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux sous réserve de la signature d'un avenant à la présente Convention précisant le (les) nouvel(eaux) emplacements utilisés, ou décider sans préavis de résilier la Convention sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre.

## **Article 4 Conditions d'accès**

La Collectivité autorise l'Opérateur, ses préposés, tout tiers - autorisé par l'Opérateur et/ou accompagné par l'Opérateur ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès au Site mis à disposition.

La Collectivité avertira l'Opérateur de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

La Collectivité veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux Équipements Techniques soit dégagé, dans la limite de l'emprise du Site.

Afin de garantir la sécurité des intervenants sur le Site, la Collectivité et l'Opérateur établiront, aux frais de la Collectivité, un plan de prévention conforme aux dispositions du Code du Travail relatives aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Un nouveau plan de prévention sera établi à l'occasion de chaque modification du Site.

## **Article 5      Compatibilité**

La Collectivité ne pourra créer ou laisser créer de nouveaux équipements susceptibles de nuire aux Équipements Techniques déjà en place (ci-après dénommés « Nouveaux Équipements »).

La Collectivité s'engage, avant d'installer ou d'autoriser l'installation de Nouveaux Équipements, à ce que soient réalisées, à sa charge ou à la charge financière du demandeur, les études de compatibilité nécessaires avec les Équipements Techniques déjà en place.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait que les Nouveaux Équipements envisagés nuiraient aux Équipements Techniques en place, la Collectivité s'engage à ce que soit réalisée, à la charge financière du demandeur, la mise en compatibilité des Nouveaux Équipements avec ceux existants.

Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, les Nouveaux Equipements projetés ne pourront être installés.

La Collectivité s'engage à faire figurer des clauses similaires à cet article dans les contrats le liant au demandeur.

## **Article 6      Durée de la Convention**

La Convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature. Le Site sera mis à disposition de l'Opérateur à compter de cette même date.

La Convention est conclue pour une période initiale de douze (12) années à compter de sa date d'entrée en vigueur. Au-delà de ce terme, elle est reconduite tacitement par période de trois (3) ans, sauf dénonciation par l'une des Parties signifiée à l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé réception moyennant le respect d'un préavis de douze (12) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Quel que soit le mode d'organisation retenu par la Collectivité afin d'exploiter le Site mis à disposition, notamment si la Collectivité faisait appel à un délégataire ou un concessionnaire, la Convention continuera de s'appliquer entre les Parties.

## **Article 7      Loyer, montant forfaitaire pour la maintenance et modalités de paiement**

### **7.1      Loyer**

Le loyer est fixé conformément aux articles R. 1426-1 à R.1426-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## 7.2 Facturation

Le loyer est facturé par la Collectivité à l'Opérateur à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, puis à chaque date anniversaire.

Le service chargé de la réception des factures est :

**SFR- GLS**  
**Service Comptabilité**  
16 rue du général A. de Boissieu  
75015 PARIS

Les courriers et factures porteront les références suivantes :

*Code Site de l'Opérateur*

## 7.3 Renseignement et réclamations sur les factures

Pour être recevable par la Collectivité, toute contestation sur facture doit être transmise par courrier recommandé avec accusé de réception à la Collectivité dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires suivant la date de réception de l'avis des sommes à payer.

Ce courrier précise la portée et les motifs de la contestation et mentionne la date et le numéro de la facture litigieuse.

Par ailleurs, tous les documents justificatifs devront être joints au courrier.

La Collectivité s'engage à répondre à la contestation dans un délai maximal de trente (30) jours suivant la date de réception de la réclamation.

## 7.4 Délais et règlement

Le règlement de chaque titre de recette intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Service Comptabilité de l'Opérateur.

## 7.5 Pénalités à la charge de l'Opérateur pour retard de paiement

En cas de retard de règlement, des pénalités sont exigibles et versées après mise en demeure de la Collectivité de procéder à leur paiement dans un délai de 15 jours. Elles sont calculées le jour suivant la date indiquée à l'article 7.5 jusqu'au jour de crédit effectif du compte de la Collectivité. Elles sont calculées par application d'un taux sur le montant dû.

Ce taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Central Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les pénalités ont commencé à courir, majoré de deux points.

## Article 8 Responsabilité

Chaque Partie supportera les conséquences financières des dommages corporels et matériels qui lui serait directement imputable dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, à l'exclusion de tout autre type de dommage, ainsi que pour ceux résultant d'une réclamation ou d'une action de quelque nature que ce soit exercée par un tiers pour tout dommage et/ou préjudice corporel et matériel causés audit tiers.

## Article 9 Assurance

L'Opérateur s'engage à être titulaire pendant la durée de la Convention, d'une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Équipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Équipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

La Collectivité fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre Partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes.

#### **Article 10 Cession**

La Convention revêt un caractère strictement personnel. Toutefois, il est expressément convenu entre les Parties que l'Opérateur pourra céder, après en avoir averti préalablement la Collectivité, la Convention à toute filiale de son groupe, sous réserve que celle-ci s'engage à reprendre les droits et obligations issus de la présente.

En cas de cession du Site par la Collectivité, quelle qu'en soit la forme, elle se porte fort de rendre la Convention opposable au cessionnaire.

#### **Article 11 Sous-location**

La Collectivité autorise expressément l'Opérateur à sous-louer les emplacements mis à disposition dans les mêmes droits et conditions qu'aux présentes et ce notamment dans le cadre de l'article D.98-6-1 du Code Postes et Communications électroniques.

#### **Article 12 Résiliation**

##### **12.1 Résiliation à l'initiative de l'une des Parties**

En cas de non respect par l'une des Parties, de ses obligations à la Convention, l'autre Partie pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant une période de trois (3) mois, résilier de plein droit la Convention, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception de la lettre précitée.

Dans l'hypothèse où apparaîtraient des problèmes indépendants de la volonté des Parties (installations électriques proches affectant l'émission et/ou la réception des signaux, parasitage d'installation diverses, nouvelles constructions en face des antennes, etc.), les Parties se concerteront pour tenter de régler ces difficultés.

En cas d'échec de cette concertation, l'Opérateur ou la Collectivité aura la possibilité de résilier de plein droit la Convention par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis de trois (3) mois, sans que cette résiliation ouvre droit à une quelconque indemnisation de part et d'autre des Parties.

## 12.2 Résiliation à l'initiative de l'Opérateur

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'autorisation accordée à l'Opérateur pour exploiter ses réseaux de téléphonie mobile, la Convention sera résiliée de plein droit par l'Opérateur et sans versement d'indemnité de part et d'autre des Parties, à charge pour lui d'en informer la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de trois (3) mois. Il en sera de même en cas de refus, retrait, abrogation ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de l'Opérateur et/ou à l'implantation des Équipements Techniques.

Conformément à l'article 3.3.2, en cas de travaux réalisés par la Collectivité sur le Site et si aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'Opérateur ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier la Convention sans paiement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des Parties.

En cas d'évolution de la réglementation et d'impossibilité pour l'Opérateur de s'y conformer dans les délais légaux, l'Opérateur pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité en respectant un préavis de trois (3) mois.

## 12.3 Résiliation à l'initiative de la Collectivité

La Collectivité se réserve le droit de résilier la Convention pour un motif d'intérêt général, notamment si les besoins spécifiques d'un service public le justifient et sans versement d'indemnité de part et d'autre des Parties.

Notification en sera faite à l'Opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un (1) an.

Les Parties se concerteront afin de définir les modalités de libération des lieux.

## Article 13 Environnement législatif et réglementaire

La Collectivité accepte que l'Opérateur réalise à ses frais les balisages relatifs au périmètre de sécurité sur le Site et l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur, dont la Collectivité reconnaît par ailleurs être parfaitement informée et qu'elle s'engage en outre à respecter.

De même la Collectivité se porte garante du respect par ses préposés ou sous-traitants, ainsi que par toute personne concernée susceptible d'approcher ou d'intervenir à proximité des Équipements Techniques, de ladite réglementation, ainsi que des balisages et consignes de sécurité affichées par l'Opérateur ; par ailleurs, la Collectivité s'engage à informer préalablement et par écrit l'Opérateur de toute intervention à proximité des Équipements Techniques.

Pendant toute la durée de la convention, l'Opérateur s'assurera que le fonctionnement des Équipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour l'Opérateur de s'y conformer dans les délais légaux, l'Opérateur suspendra les émissions des Équipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention dans les conditions définies à l'article 12.2 de la présente convention

## Article 14 Retrait des Équipements Techniques

L'Opérateur reprendra ses propres Équipements Techniques au plus tard à la date d'expiration normale de la Convention

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties, l'Opérateur reprendra ses propres Équipements Techniques au plus tard à l'échéance du préavis applicable à la résiliation et prévu à l'article 12.

L'Opérateur s'engage à remettre les lieux mis à disposition dans l'état dans lequel ils étaient lors de l'établissement de l'état des lieux mentionné à l'article 3.1 compte tenu d'un usage normal.

#### **Article 15 Nullité relative**

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

#### **Article 16 Juridiction compétente**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre la Collectivité et l'Opérateur au sujet de l'application ou de l'interprétation de la Convention feront l'objet d'une tentative de règlement amiable. Si un tel accord amiable ne pouvait être trouvé dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige sera soumis par la Partie la plus diligente au Tribunal administratif de Dijon.

#### **Article 17 Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris pour la notification ou la signification de tous actes,

- l'Opérateur fait élection de domicile : Service Patrimoine Nord & Est 2 boulevard Arago 57078 Metz Cedex 3
- la Collectivité fait élection de domicile ; M. le Président du Conseil Départemental de la Marne, 2 bis rue de Jessaint, CS 30454, 51038 Châlons en Champagne CEDEX,

**Fait à Châlons en Champagne en deux exemplaires originaux, dont un pour la Collectivité, un pour l'Opérateur**

**Le**

**Pour la Collectivité**  
MXXXXXXXXX  
Président du Conseil Départemental  
de la Marne

**Pour l'Opérateur**  
MXXXXXXXXXX  
Responsable Environnement  
et Patrimoine Nord & Est

**Annexe n°1 : modalités d'évolution par l'Opérateur d'un Site de la Collectivité****Procédure, obligations et prescriptions relatives à l'évolution d'un Site de la Collectivité  
(notamment dans le cadre du passage en 4G des pylônes départementaux construits au titre  
des anciens dispositifs de couverture des zones dites blanches)**

**1** L'Opérateur fournit à la Collectivité un Avant-projet ou un Dossier Technique *DRAFT* relatif aux Équipements Techniques dont l'installation sur le Site est souhaitée. Le document transmis (AVP ou DT *DRAFT*) indiquera les équipements techniques, notamment aériens, des autres opérateurs tiers éventuellement présents sur le Site.

**2** La Collectivité valide (ou non) le projet transmis. Elle vérifie en particulier si les installations souhaitées nécessitent une modification du point haut du Site (rehausse d'un pylône, modification d'une structure existante), également si les emplacements souhaités ne sont pas réservés dans le cadre d'une convention en cours avec un autre opérateur.

Les études (de charge ou de structure et les travaux nécessaires à une éventuelle modification du point haut du Site) sont pris en charge par l'Opérateur.

**3** L'Opérateur établit un dossier dit de *cohabitation* qu'il transmet pour avis aux éventuels opérateurs tiers présents sur le Site

**4** Tenant compte de l'avis des opérateurs tiers déjà présents sur le site et en particulier du respect des règles de découplage radio, des résultats de l'étude de charge ou de structure, des modifications éventuelles du point haut du Site nécessaires à l'installation des Équipements Techniques, l'Opérateur fournit à la Collectivité un dossier Projet (PRO) ou un Dossier Technique final

**5** Après obtention par l'Opérateur des éventuelles autorisations administratives nécessaires à l'implantation des Équipements Techniques, validation par la Collectivité du PRO ou DT final, signature d'une convention, mais également d'un plan de prévention relatif aux travaux nécessaires à l'implantation des Équipements Techniques, l'Opérateur indique à la Collectivité la date de réalisation des travaux.

**6** Après réalisation des travaux, recette de conformité, l'Opérateur fournit à la Collectivité une mise à jour tant du Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) que du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO, si toutefois les conditions d'intervention sont modifiées), la Collectivité procède à la mise à jour du plan de prévention relatif aux conditions d'exploitation maintenance des Équipements Techniques de l'Opérateur installés sur le Site.

**Annexe n°2 : Plan des emplacements mis à disposition**

PROJET



**Annexe n°3 : Plans techniques**

PROJET

**Annexe n°4 : État des lieux (facultatif)**

PROJET

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

DIRECTION DU PATRIMOINE DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

Proposition du rapport :

### Rapport **IV - 6**

| DÉPENSES |    | RECETTES | FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET |     |           |
|----------|----|----------|-----------------------------|-----|-----------|
| AP       | CP | CP       | OUI                         | NON | EN PARTIE |
|          |    |          |                             |     |           |

### RAPPORT DU PRÉSIDENT

#### **OBJET : Convention de mise à disposition des pylônes de téléphonie mobile du programme "Zones Blanches - Centres Bourgs" pour la 4G**

Dans le cadre de l'accord intervenu au début de l'année 2018 entre les opérateurs de téléphonie mobile et le gouvernement, les opérateurs se sont engagés à déployer la technologie 4G sur l'ensemble de leurs réseaux mobiles en France Métropolitaine. Cette obligation est également valable pour les pylônes de téléphonie mobile du programme initial "Zones Blanches Centres Bourgs", une partie de ces sites ayant été construits par les Départements entre 2004 et 2010.

Pour la Marne, il s'agit des sites de Vienne le Château, Vienne la Ville, Minaucourt, Verdon, Saint Ouen Domprot, La Ville sous Orbais, Nesle le Repons, Le Baizil, Gratreuil, Clamanges et Bergères sous Montmirail.

Le programme prévoit qu'au niveau national, 75% de ces sites seront ouverts en 4G d'ici la fin 2020 et 100% d'ici la fin 2022.

Nous vous proposons d'autoriser le Président à signer la convention dont le projet vous est soumis, et ce pour chacun des sites l'opérateur leader concerné. La convention vise à définir les modalités de mise à disposition de ces pylônes aux opérateurs. Elle permettra de clarifier certains points de partage de responsabilité insuffisamment détaillés dans la convention initiale établie en 2004.

Le Président du Conseil départemental,

Signé

**Christian BRUYEN**



## CONVENTION D'OCCUPATION EN VUE D'IMPLANTATION D'EQUIPEMENTS DE RADIOCOMMUNICATION « ZONES BLANCHES – Centres-Bourgs »

SITE DE .....

Entre :

Le Département de la Marne, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, dûment habilité à signer les présentes par délibération de la Commission Permanente en date du .....

ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'une part

Et :

**LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTELEPHONE-SFR**, société anonyme au capital de 3.423.265.598,40 €, dont le siège social est sis 16 rue du général A. de Boissieu 75015 Paris, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 343 059 564, représentée par sa Responsable Environnement et Patrimoine Nord & Est, **MXXXXXXXXXX**, dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après dénommée l'« Opérateur »,

D'autre part

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

### PREALABLEMENT A L'OBJET DES PRESENTES, IL A ETE RAPPELE CE QUI SUIT :

En application des articles 52 à 52-2 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique, des articles 119 à 119-2 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 modifiée

de modernisation de l'économie et de l'article L. 34-8-5 du code des postes et des communications électroniques, l'Opérateur, qui exploite des réseaux de communications électroniques conformément aux autorisations qui lui ont été accordées, doit implanter et exploiter des équipements techniques à [nom de la commune].

Quant à la Collectivité, elle est titulaire de droits sur la parcelle cadastrée (...) et propriétaire du pylône (ou point haut) édifié sur celle-ci permettant d'accueillir les équipements techniques de l'Opérateur liés à des réseaux de communications électroniques.

Afin de respecter la réglementation, les Parties se sont rapprochées afin de conclure la présente convention (ci-après dénommée "la Convention") aux conditions ci-après exposées et acceptées.

***Paragraphe à laisser uniquement pour les opérateurs Bouygues Telecom, Orange et SFR :***

Les Parties reconnaissent que l'Opérateur dispose d'ores et déjà d'équipements sur la parcelle définie ci-dessous et les Parties conviennent que la présente convention annule et remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions et avenants précédemment conclus entre elles, notamment :

- la convention 2G signée le ....,
- l'avenant à la convention 2G signé le .....,
- la convention 3G signée le .....

Cette convention permet en particulier de définir les modalités d'installation des équipements 4G conformément à l'accord intervenu entre les opérateurs et le gouvernement dans le cadre du New Deal Mobile survenu au début de l'année 2018.

**CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT**

**Article 1           Objet**

La présente Convention a pour objet de déterminer les modalités et conditions de mise à disposition, par la Collectivité au profit de l'Opérateur, d'un site (ci-après dénommé "le Site"), d'une superficie au sol d'environ .....m<sup>2</sup>, sis....., parcelle cadastrée section ....., n°..... et d'emplacements sur le pylône implanté par la Collectivité sur ledit Site.

Cette mise à disposition permet à l'Opérateur d'implanter les équipements techniques (ci-après dénommés "les Équipements Techniques") définis à l'article 2 et liés à ses activités d'opérateur.

Par implantation, il convient d'entendre l'installation, l'exploitation et la maintenance des Équipements Techniques.

***Paragraphe dans le cas ou la Collectivité n'est pas propriétaire du terrain d'implantation du pylône :***

~~La Collectivité n'étant pas propriétaire du terrain d'implantation, une convention de mise à disposition a été signée avec le propriétaire le ..... pour une durée de XX années.~~ La collectivité n'étant pas propriétaire du terrain d'implantation, une convention de mise à disposition a été signée avec le propriétaire le ... pour une durée de XX années. A ce titre, elle déclare être chargée d'assurer ou de faire assurer l'entretien et la maintenance du terrain et des clôtures et portail.

**Article 2           Équipements Techniques à la charge de l'Opérateur**

L'ensemble des Équipements Techniques objets de la présente Convention sont et demeurent la propriété de l'Opérateur, la Collectivité s'interdisant d'intervenir sur lesdits Équipements Techniques, sauf en cas d'urgence dûment justifiée à l'Opérateur.

Ces Équipements Techniques sont définis comme suit :

- les baies techniques,
- les antennes et faisceaux hertziens,
- l'ensemble des câbles, branchements et raccordements nécessaires au fonctionnement des Équipements Techniques.

Le(s)dit(s) emplacement(s) des Équipements Techniques sont identifiés sur les plans figurant en annexe 2.

Les Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités d'ingénierie de l'Opérateur. L'Opérateur pourra mutualiser l'ensemble de ses Équipements Techniques présents sur le site. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le PLAN DE SECURITE, le PLAN d'ELEVATION et le PLAN DE VUE D'ENSEMBLE), présente à titre indicatif les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 3).

L'Opérateur pourra modifier ou ajouter librement de nouveaux Équipements Techniques, dans la limite des emplacements mis à disposition de l'Opérateur, figurant en annexe 2 et dans le respect des règles telles que définies en annexe 1. L'Opérateur communiquera pour la parfaite information de la Collectivité les plans d'implantation des nouveaux Équipements Techniques dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de ces modifications ou extensions.

L'Opérateur souscrira en son nom propre les abonnements nécessaires à l'alimentation en énergie de ses Équipements Techniques.

## **Article 3 État des lieux, Installation, entretien et maintenance**

### **3.1 État des lieux**

Les lieux mis à disposition sont présumés être en bon état à la date de signature des présentes sauf indication contraire répertoriée en annexe 4.

### **3.2 Travaux d'installation et d'évolution du site**

La Collectivité autorise l'installation, dans les emplacements mis à disposition, des Équipements Techniques et tous travaux nécessaires à cette fin, ce compris le renfort de pylône le cas échéant et tous branchements et installations nécessaires (notamment alimentation en énergie, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens) au fonctionnement des Équipements Techniques.

La Collectivité, en cas de construction d'un nouveau Site fera ses meilleurs efforts pour inviter, avec un préavis de huit (8) jours minimum, l'Opérateur ou son représentant le jour de la réception des travaux d'édification dudit Site et au jour du quitus de levée de réserves. A cette occasion la Collectivité et l'Opérateur constateront la conformité des travaux aux règles de l'art. A défaut de conformité ou en cas de malfaçon, l'Opérateur accordera à la Collectivité un délai ne pouvant excéder (2) mois pour réparer ou faire réparer les désordres ou malfaçons, passé ce délai l'Opérateur pourra résilier la Convention.

La signature de la Convention vaut accord donné à l'Opérateur de réaliser les travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à l'exploitation des Équipements Techniques. A défaut d'obtention desdites autorisations, la Convention sera résiliée de plein droit sans indemnité. Il en sera de même en cas de retrait, annulation ou d'abrogation de l'une des autorisations administratives précitées.

L'annexe 1 aux présentes définit les conditions d'évolution par l'Opérateur d'un Site dont la Collectivité est propriétaire,

### **3.3 Entretien et Maintenance**

L'Opérateur devra tenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien ainsi qu'en bon état de propreté pendant la durée de leur occupation (y compris élagage, tonte ou désherbage sur la parcelle clôturée)

L'Opérateur s'engage à assurer à ses frais et sous sa seule responsabilité la maintenance de ses Équipements Techniques.

La Collectivité s'engage à assurer à l'Opérateur une jouissance paisible des emplacements mis à disposition.

La Collectivité prend à sa charge les dépenses suivantes :

- la viabilisation du site ;
- la maîtrise foncière du Site (acquisition / location du terrain) ;
- le raccordement à un réseau d'énergie ;
- L'environnement du Site (chemin d'accès, clôture, portillon).

### **3.3.1 Entretien et maintenance du Site**

A l'exclusion des grosses réparations telles que prévues par l'article 606 du Code Civil, et de l'entretien et de la maintenance de l'environnement du Site (chemin d'accès, clôture, portillon) qui restent sous la responsabilité et à la charge de la Collectivité, l'Opérateur assurera l'entretien (y compris élagage, tonte ou désherbage sur la parcelle clôturée) et la maintenance des autres ouvrages et équipements constituant le Site, et notamment le pylône et ses accessoires (y compris les équipements de sécurité)

Une visite d'entretien sera réalisée une fois par an par l'Opérateur et la Collectivité.

### **3.3.2 Travaux réalisés par la Collectivité sur le Site**

Dans le cas où des travaux de quelque nature que ce soit seraient réalisés par la Collectivité sur le Site et nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de toute ou partie des Équipements Techniques de l'Opérateur, la Collectivité en avertira l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois avant le début des travaux. La Collectivité précisera la nature et la durée desdits travaux et s'efforcera dans la mesure du possible, de proposer une date d'interruption dans la période la moins pénalisante pour l'Opérateur. Le préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

L'Opérateur s'engage à effectuer lui-même et à ses frais la dépose, la protection et la remise en place des dits Équipements.

Les Parties se concerteront pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à l'Opérateur de continuer à exploiter les Équipements Techniques.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'Opérateur ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier la Convention sans paiement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des Parties.

En tout état de cause, le montant forfaitaire sera diminué à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des Équipements Techniques. A l'issue des travaux, l'Opérateur pourra réinstaller les Équipements Techniques, les laisser sur le (les) nouvel(eaux) emplacement(s) trouvé(s) pendant la durée des travaux sous réserve de la signature d'un avenant à la présente Convention précisant le (les) nouvel(eaux) emplacements utilisés, ou décider sans préavis de résilier la Convention sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre.

## **Article 4 Conditions d'accès**

La Collectivité autorise l'Opérateur, ses préposés, tout tiers - autorisé par l'Opérateur et/ou accompagné par l'Opérateur ou ses préposés - à avoir à tout moment libre accès au Site mis à disposition.

La Collectivité avertira l'Opérateur de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

La Collectivité veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention l'espace faisant face aux Équipements Techniques soit dégagé, dans la limite de l'emprise du Site.

Afin de garantir la sécurité des intervenants sur le Site, la Collectivité et l'Opérateur établiront, aux frais de la Collectivité, un plan de prévention conforme aux dispositions du Code du Travail relatives aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Un nouveau plan de prévention sera établi à l'occasion de chaque modification du Site.

## **Article 5      Compatibilité**

La Collectivité ne pourra créer ou laisser créer de nouveaux équipements susceptibles de nuire aux Équipements Techniques déjà en place (ci-après dénommés « Nouveaux Équipements »).

La Collectivité s'engage, avant d'installer ou d'autoriser l'installation de Nouveaux Équipements, à ce que soient réalisées, à sa charge ou à la charge financière du demandeur, les études de compatibilité nécessaires avec les Équipements Techniques déjà en place.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait que les Nouveaux Équipements envisagés nuiraient aux Équipements Techniques en place, la Collectivité s'engage à ce que soit réalisée, à la charge financière du demandeur, la mise en compatibilité des Nouveaux Équipements avec ceux existants.

Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, les Nouveaux Equipements projetés ne pourront être installés.

La Collectivité s'engage à faire figurer des clauses similaires à cet article dans les contrats le liant au demandeur.

## **Article 6      Durée de la Convention**

La Convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature. Le Site sera mis à disposition de l'Opérateur à compter de cette même date.

La Convention est conclue pour une période initiale de douze (12) années à compter de sa date d'entrée en vigueur. Au-delà de ce terme, elle est reconduite tacitement par période de trois (3) ans, sauf dénonciation par l'une des Parties signifiée à l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé réception moyennant le respect d'un préavis de douze (12) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Quel que soit le mode d'organisation retenu par la Collectivité afin d'exploiter le Site mis à disposition, notamment si la Collectivité faisait appel à un délégataire ou un concessionnaire, la Convention continuera de s'appliquer entre les Parties.

## **Article 7      Loyer, montant forfaitaire pour la maintenance et modalités de paiement**

### **7.1      Loyer**

Le loyer est fixé conformément aux articles R. 1426-1 à R.1426-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.



## 7.2 Facturation

Le loyer est facturé par la Collectivité à l'Opérateur à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, puis à chaque date anniversaire.

Le service chargé de la réception des factures est :

**SFR- GLS**  
**Service Comptabilité**  
16 rue du général A. de Boissieu  
75015 PARIS

Les courriers et factures porteront les références suivantes :

*Code Site de l'Opérateur*

## 7.3 Renseignement et réclamations sur les factures

Pour être recevable par la Collectivité, toute contestation sur facture doit être transmise par courrier recommandé avec accusé de réception à la Collectivité dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires suivant la date de réception de l'avis des sommes à payer.

Ce courrier précise la portée et les motifs de la contestation et mentionne la date et le numéro de la facture litigieuse.

Par ailleurs, tous les documents justificatifs devront être joints au courrier.

La Collectivité s'engage à répondre à la contestation dans un délai maximal de trente (30) jours suivant la date de réception de la réclamation.

## 7.4 Délais et règlement

Le règlement de chaque titre de recette intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Service Comptabilité de l'Opérateur.

## 7.5 Pénalités à la charge de l'Opérateur pour retard de paiement

En cas de retard de règlement, des pénalités sont exigibles et versées après mise en demeure de la Collectivité de procéder à leur paiement dans un délai de 15 jours. Elles sont calculées le jour suivant la date indiquée à l'article 7.5 jusqu'au jour de crédit effectif du compte de la Collectivité. Elles sont calculées par application d'un taux sur le montant dû.

Ce taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Central Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les pénalités ont commencé à courir, majoré de deux points.

## Article 8 Responsabilité

Chaque Partie supportera les conséquences financières des dommages corporels et matériels qui lui serait directement imputable dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, à l'exclusion de tout autre type de dommage, ainsi que pour ceux résultant d'une réclamation ou d'une action de quelque nature que ce soit exercée par un tiers pour tout dommage et/ou préjudice corporel et matériel causés audit tiers.

## Article 9 Assurance

L'Opérateur s'engage à être titulaire pendant la durée de la Convention, d'une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Équipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Équipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

La Collectivité fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre Partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes.

#### **Article 10 Cession**

La Convention revêt un caractère strictement personnel. Toutefois, il est expressément convenu entre les Parties que l'Opérateur pourra céder, après en avoir averti préalablement la Collectivité, la Convention à toute filiale de son groupe, sous réserve que celle-ci s'engage à reprendre les droits et obligations issus de la présente.

En cas de cession du Site par la Collectivité, quelle qu'en soit la forme, elle se porte fort de rendre la Convention opposable au cessionnaire.

#### **Article 11 Sous-location**

La Collectivité autorise expressément l'Opérateur à sous-louer les emplacements mis à disposition dans les mêmes droits et conditions qu'aux présentes et ce notamment dans le cadre de l'article D.98-6-1 du Code Postes et Communications électroniques.

#### **Article 12 Résiliation**

##### **12.1 Résiliation à l'initiative de l'une des Parties**

En cas de non respect par l'une des Parties, de ses obligations à la Convention, l'autre Partie pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant une période de trois (3) mois, résilier de plein droit la Convention, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception de la lettre précitée.

Dans l'hypothèse où apparaîtraient des problèmes indépendants de la volonté des Parties (installations électriques proches affectant l'émission et/ou la réception des signaux, parasitage d'installation diverses, nouvelles constructions en face des antennes, etc.), les Parties se concerteront pour tenter de régler ces difficultés.

En cas d'échec de cette concertation, l'Opérateur ou la Collectivité aura la possibilité de résilier de plein droit la Convention par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis de trois (3) mois, sans que cette résiliation ouvre droit à une quelconque indemnisation de part et d'autre des Parties.

## 12.2 Résiliation à l'initiative de l'Opérateur

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'autorisation accordée à l'Opérateur pour exploiter ses réseaux de téléphonie mobile, la Convention sera résiliée de plein droit par l'Opérateur et sans versement d'indemnité de part et d'autre des Parties, à charge pour lui d'en informer la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de trois (3) mois. Il en sera de même en cas de refus, retrait, abrogation ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de l'Opérateur et/ou à l'implantation des Équipements Techniques.

Conformément à l'article 3.3.2, en cas de travaux réalisés par la Collectivité sur le Site et si aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'Opérateur ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier la Convention sans paiement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des Parties.

En cas d'évolution de la réglementation et d'impossibilité pour l'Opérateur de s'y conformer dans les délais légaux, l'Opérateur pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité en respectant un préavis de trois (3) mois.

## 12.3 Résiliation à l'initiative de la Collectivité

La Collectivité se réserve le droit de résilier la Convention pour un motif d'intérêt général, notamment si les besoins spécifiques d'un service public le justifient et sans versement d'indemnité de part et d'autre des Parties.

Notification en sera faite à l'Opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un (1) an.

Les Parties se concerteront afin de définir les modalités de libération des lieux.

## Article 13 Environnement législatif et réglementaire

La Collectivité accepte que l'Opérateur réalise à ses frais les balisages relatifs au périmètre de sécurité sur le Site et l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur, dont la Collectivité reconnaît par ailleurs être parfaitement informée et qu'elle s'engage en outre à respecter.

De même la Collectivité se porte garante du respect par ses préposés ou sous-traitants, ainsi que par toute personne concernée susceptible d'approcher ou d'intervenir à proximité des Équipements Techniques, de ladite réglementation, ainsi que des balisages et consignes de sécurité affichées par l'Opérateur ; par ailleurs, la Collectivité s'engage à informer préalablement et par écrit l'Opérateur de toute intervention à proximité des Équipements Techniques.

Pendant toute la durée de la convention, l'Opérateur s'assurera que le fonctionnement des Équipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour l'Opérateur de s'y conformer dans les délais légaux, l'Opérateur suspendra les émissions des Équipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention dans les conditions définies à l'article 12.2 de la présente convention

## Article 14 Retrait des Équipements Techniques

L'Opérateur reprendra ses propres Équipements Techniques au plus tard à la date d'expiration normale de la Convention

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties, l'Opérateur reprendra ses propres Équipements Techniques au plus tard à l'échéance du préavis applicable à la résiliation et prévu à l'article 12.

L'Opérateur s'engage à remettre les lieux mis à disposition dans l'état dans lequel ils étaient lors de l'établissement de l'état des lieux mentionné à l'article 3.1 compte tenu d'un usage normal.

#### **Article 15 Nullité relative**

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

#### **Article 16 Juridiction compétente**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre la Collectivité et l'Opérateur au sujet de l'application ou de l'interprétation de la Convention feront l'objet d'une tentative de règlement amiable. Si un tel accord amiable ne pouvait être trouvé dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige sera soumis par la Partie la plus diligente au Tribunal administratif de Dijon.

#### **Article 17 Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris pour la notification ou la signification de tous actes,

- l'Opérateur fait élection de domicile : Service Patrimoine Nord & Est 2 boulevard Arago 57078 Metz Cedex 3
- la Collectivité fait élection de domicile ; M. le Président du Conseil Départemental de la Marne, 2 bis rue de Jessaint, CS 30454, 51038 Châlons en Champagne CEDEX,

**Fait à Châlons en Champagne en deux exemplaires originaux, dont un pour la Collectivité, un pour l'Opérateur**

**Le**

**Pour la Collectivité**  
Monsieur XXXXXXXXX  
Président du Conseil  
Départemental de la Marne

**Pour l'Opérateur**  
**MXXXXXXXXXX**  
Responsable Environnement  
et Patrimoine Nord & Est

**Annexe n°1 : modalités d'évolution par l'Opérateur d'un Site de la Collectivité****Procédure, obligations et prescriptions relatives à l'évolution d'un Site de la Collectivité  
(notamment dans le cadre du passage en 4G des pylônes départementaux construits au titre  
des anciens dispositifs de couverture des zones dites blanches)**

**1** L'Opérateur fournit à la Collectivité un Avant-projet ou un Dossier Technique *DRAFT* relatif aux Équipements Techniques dont l'installation sur le Site est souhaitée. Le document transmis (AVP ou DT *DRAFT*) indiquera les équipements techniques, notamment aériens, des autres opérateurs tiers éventuellement présents sur le Site.

**2** La Collectivité valide (ou non) le projet transmis. Elle vérifie en particulier si les installations souhaitées nécessitent une modification du point haut du Site (rehausse d'un pylône, modification d'une structure existante), également si les emplacements souhaités ne sont pas réservés dans le cadre d'une convention en cours avec un autre opérateur.

Les études (de charge ou de structure et les travaux nécessaires à une éventuelle modification du point haut du Site) sont pris en charge par l'Opérateur.

**3** L'Opérateur établit un dossier dit de *cohabitation* qu'il transmet pour avis aux éventuels opérateurs tiers présents sur le Site

**4** Tenant compte de l'avis des opérateurs tiers déjà présents sur le site et en particulier du respect des règles de découplage radio, des résultats de l'étude de charge ou de structure, des modifications éventuelles du point haut du Site nécessaires à l'installation des Équipements Techniques, l'Opérateur fournit à la Collectivité un dossier Projet (PRO) ou un Dossier Technique final

**5** Après obtention par l'Opérateur des éventuelles autorisations administratives nécessaires à l'implantation des Équipements Techniques, validation par la Collectivité du PRO ou DT final, signature d'une convention, mais également d'un plan de prévention relatif aux travaux nécessaires à l'implantation des Équipements Techniques, l'Opérateur indique à la Collectivité la date de réalisation des travaux.

**6** Après réalisation des travaux, recette de conformité, l'Opérateur fournit à la Collectivité une mise à jour tant du Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) que du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO, si toutefois les conditions d'intervention sont modifiées), la Collectivité procède à la mise à jour du plan de prévention relatif aux conditions d'exploitation maintenance des Équipements Techniques de l'Opérateur installés sur le Site.

**Annexe n°2 : Plan des emplacements mis à disposition**

PROJET

**Annexe n°3 : Plans techniques**

PROJET

**Annexe n°4 : État des lieux (facultatif)**

PROJET